

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°1 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe



M. le Député Alex Bodry (3^e de droite) a représenté la Chambre lors de la Conférence.

Les Parlements de la Principauté d'Andorre, de la République de Chypre, de la République d'Islande, du Grand-Duché de Luxembourg, de la République de Malte, du Monténégro et de la République de Saint-Marin se sont réunis les 10 et 11 septembre 2012 à Kotor au Monténégro, à l'occasion de la 7^e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe.

Cette conférence interparlementaire, fondée en 2006, réunit chaque année les Présidents des Parlements d'Andorre, de Chypre, d'Islande, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Malte, de Monaco, du Monténégro et de Saint-Marin. Sa mission consiste dans le rapprochement entre les petits États d'Europe et la favorisation des approches concertées sur les problèmes communes.

M. Alex Bodry, en remplacement de M. le Président Laurent Mosar, a représenté la Chambre des Députés à cette conférence, lors de laquelle les débats ont porté sur le rôle des parlements pour attirer des investissements étrangers, leur rôle dans le contrôle du secteur de la sécurité ainsi que celui pour améliorer la législation sur les services financiers.

En ce qui concerne les investissements étrangers, M. Bodry a souligné qu'après sa dépendance de la sidérurgie et, par la suite, du secteur fi-

nançier, le Luxembourg est en train de mettre en place de nouvelles stratégies, comme la télécommunication, la logistique, les technologies d'environnement et la santé. Cependant, il faut essayer d'éviter que le profit à court terme gagne sur le durable.

Dans ce contexte, il a été retenu que deux objectifs très importants sont à atteindre par les parlements. Il faut améliorer et promouvoir la diplomatie parlementaire et pousser les relations économiques à un niveau plus élevé, pour ainsi garantir aux citoyens des avantages économiques par le biais de meilleures perspectives économiques, menant à une hausse de l'emploi et à l'amélioration du niveau et des conditions de vie.

Au Luxembourg, le secteur de la sécurité est soumis à un contrôle parlementaire ordinaire. En tant que membre fondateur de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le Luxembourg pratique une politique de partage des risques avec la participation de l'armée luxembourgeoise aux différentes missions de paix. De plus, des réunions interparlementaires et au niveau européen sont d'une grande utilité et permettent d'échanger leurs expériences.

En conclusion, les représentants des Parlements des petits États d'Eu-

rope ont retenu qu'il faudrait institutionnaliser le contrôle parlementaire afin de protéger la liberté et les droits des citoyens contre un éventuel abus et de contribuer au développement d'un système de sécurité complet et moderne.

La législation sur les services financiers a gagné en importance après la crise financière. Au Luxembourg le secteur financier est le secteur économique clé. Actuellement, les 143 banques installées au Grand-Duché ne font plus les bénéfices d'avant-crise, mais la situation est stable. Les fonds d'investissement font de très bons résultats et sont en concurrence directe avec la place financière de Londres.

Le législateur a créé les instruments juridiques ayant permis le développement du secteur financier et renforçant la lutte contre le blanchiment d'argent, ce qui a engendré un travail législatif considérable au cours des dernières années. À l'issue des débats, il a été convenu qu'il est nécessaire d'améliorer continuellement le système des services financiers afin que les petits États ne perdent pas leur compétitivité par rapport aux grandes économies.

La 8^e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe aura lieu en 2013 en République d'Islande.

1 ^{re} séance	Mardi	9 octobre 2012
2 ^e séance	Mercredi	10 octobre 2012
3 ^e séance	Jeudi	11 octobre 2012

Assermentation de M. Alexandre Krieps

Le nouveau député libéral, assermenté à la Chambre des Députés le 9 octobre 2012, est en fait un ancien. Pour Alexandre Krieps, il s'agit du troisième mandat de député. En 1999, il avait été élu une première fois au Parlement pour y siéger jusqu'en 2004. De 2006 à 2009, il avait repris le siège devenu vacant suite à la démission de M. Niki Bettendorf.

Né en 1946, M. Alexandre Krieps est médecin-généraliste de profession. Les domaines de la santé et de la sécurité sociale, du travail et de l'emploi seront ses champs d'intérêt

principaux à la Chambre. La situation sur le marché du travail et surtout le chômage des jeunes lui tiennent à cœur et il compte aussi s'engager en faveur de la réduction du nombre des jeunes abandonnant l'école sans diplôme.

M. Alexandre Krieps succède à M. Paul Helmingier - qui a démissionné au bout de 23 ans de carrière politique - vu que Mme Colette Flesch, première suppléante sur la liste du Parti Démocratique de la circonscription Centre, a renoncé à son mandat de député.



M. Alexandre Krieps a prêté serment.

DANS CE NUMÉRO

Nationalité luxembourgeoise accordée à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy	p. 4
Amélioration du bien-être au travail	p. 19
Politique de coopération	p. 28
Sommaire des séances publiques n°s 1-3	p. 37
Sommaire des questions parlementaires	p. Q1

Le Ministre Jorge Borges du Cap-Vert à la Chambre



M. Jorge Borges (1^{re} rangée au milieu) a eu une entrevue avec des membres du Bureau de la Chambre et des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

8.000 à 9.000 Cap-Verdiens vivent au Luxembourg. L'origine du mouvement migratoire remonte aux années 1970. Leur terre natale, le Cap-Vert fait partie des pays cible de l'aide à la coopération et au développement luxembourgeoise.

Le Ministre des Relations extérieures de la République du Cap-Vert, M. Jorge Borges, a entrepris une courte visite de travail au Luxembourg à l'occasion de la 13^e Commission de partenariat entre les deux pays. Il a été reçu le 18 octobre par le Président Laurent Mosar, les membres du Bureau de la Chambre et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les députés se sont notamment intéressés à la situation géopolitique du Cap-Vert qui, avec ses dix îles, se situe au large de la côte africaine, mais dispose aussi d'attaches fortes

avec le continent européen. Le développement du tourisme figure parmi les options choisies pour sortir le Cap-Vert de sa situation économique à perspectives incertaines.

M. Laurent Mosar et M. Jorge Borges se sont félicités des excellentes relations entre les deux pays. Le Président de la Chambre a salué la participation accrue de la société civile à la prise de décision politique.

Au niveau de l'aide au développement, le 3^e Programme indicatif de coopération (PIC III) est doté d'une enveloppe indicative de 60 millions d'euros et couvre la période 2011-2015. Les secteurs prioritaires en sont l'éducation (et notamment dans le domaine hôtelier), la formation et l'emploi, l'eau et l'assainissement, la santé et l'aide alimentaire. L'école d'hôtellerie et de tourisme du Cap-Vert, ouverte en 2011, permet la formation théorique et pratique de 300 étudiants par an.

Les Présidents de Parlement à Strasbourg



(de gauche à droite) M. Ronald Mayer, M. Claude Frieseisen, M. Roger Negri, Mme Anne Brasseur, M. Laurent Mosar, M. Jean-Claude Mignon, M. Fernand Boden, Mme Toiny Thommes-Gerbec.

Du 20 au 21 septembre 2012 a eu lieu au Conseil de l'Europe à Strasbourg la Conférence européenne des Présidents de Parlement. La Chambre des Députés y était représentée par M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Boden, président de la délégation du Luxembourg à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Mme Anne Brasseur, présidente du groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe (ADLE) au sein de cette assemblée, M. Roger Negri, vice-président et représentant du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux), ainsi que par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen.

Durant les deux jours les Présidents ont eu des échanges de vues sur trois grands sujets d'actualité:

- l'avenir de la Cour européenne des droits de l'Homme;

- l'état de santé de la démocratie représentative;

- les défis et perspectives des révolutions arabes.

En ce qui concerne plus particulièrement l'avenir de la Cour européenne des droits de l'Homme, le Président du Conseil de l'Europe, M. Jean-Claude Mignon a souligné qu'«il appartient en effet, principalement, aux organes internes des États - exécutif, juridictions et pouvoir législatif - de prévenir les violations des droits de l'Homme commises à l'échelon national ou d'y porter remède. Les parlements doivent systématiquement analyser de manière détaillée la compatibilité des (projets de) lois avec la Convention européenne telle qu'interprétée par la Cour. De même, il faut souvent adopter rapidement des mesures législatives pour se conformer pleinement aux arrêts de la Cour de Strasbourg.»

Les défis de la démocratie représentative ont constitué un autre sujet abordé au cours de la Conférence européenne des Présidents de Parlement.

Dans son intervention, M. Laurent Mosar a souligné que face aux nouvelles technologies, à la multiplication des modes de représentation

alternative ainsi qu'à l'omniprésence des réseaux sociaux «les Parlements doivent non pas s'opposer au changement, mais conquérir les nouveaux espaces médiatiques. Ils doivent tout faire pour garantir la stabilité de la démocratie par le biais de la construction d'un lien fort entre les institutions de l'État et les citoyens. Agir, tout en résistant au sentiment d'urgence, telle est une solution pour éviter une crise de la démocratie représentative», a estimé le Président de la Chambre des Députés.

Par ailleurs, M. Mosar a soulevé le problème de l'état d'exception permanent qui s'est installé après la crise de 2008, mais qui ne saura se pérenniser. En effet «il est inacceptable que les représentants du peuple soient contournés systématiquement sous un prétexte d'urgence. Un parlement doit pouvoir prendre le temps nécessaire pour se consacrer aux sujets essentiels et discuter des solutions proposées», a souligné le Président de la Chambre des Députés.

Le troisième thème évoqué par les Présidents a porté sur les défis auxquels sont confrontés les pays arabes en transition et les opportunités qui leur sont offertes.

Réforme constitutionnelle et garantie des valeurs démocratiques, égalité entre femmes et hommes, respect des droits de l'Homme, protection des minorités religieuses, liberté des médias, lutte contre la corruption et la lutte contre le terrorisme ne sont que quelques-uns des défis auxquels doivent faire face les parlements et les gouvernements issus des élections suite à certaines de ces révolutions.

Dans ses conclusions le Président du Conseil de l'Europe a fait savoir que «les parlements nationaux des États membres du Conseil de l'Europe sont prêts à fournir un soutien concret aux parlements des pays arabes en transition pour les aider à surmonter ces défis, en mettant à profit des outils de coopération interparlementaire.»

une idée sur l'état actuel du marché. Parmi les nombreux constats, il a été relevé que le potentiel du vin luxembourgeois sur le marché national reste substantiel. À l'avenir, le terroir viticole sera davantage mis en évidence.

Quant au millésime 2012, la commission a eu la confirmation d'un volume en baisse, mais prometteur en termes de qualité.

Vin luxembourgeois: potentiel à promouvoir

Même si la récolte 2012 fut l'un des sujets lors de sa visite à l'Institut viti-vinicole de Remich, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de la Chambre s'est surtout intéressée aux avancées dans la promotion, au Luxembourg comme à l'étranger, tant du vin que de la région viticole luxembourgeoise dans son ensemble. En effet, lors de précédentes entrevues à ce sujet, la commission parle-

mentaire avait souligné que des progrès dans la promotion commune de la région viticole luxembourgeoise seraient encore faisables et souhaitables.

L'inspection d'un vignoble suivie d'un échange de vues au sein de l'Institut viti-vinicole avec des représentants des organisations professionnelles du secteur a également permis aux parlementaires de se faire



Les membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont visité l'Institut viti-vinicole de Remich.



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre, s'est informé quant au fonctionnement du «Jugendtreff Hesper».

Pas de quoi s'ennuyer au Jugendtreff Hesper

Début septembre, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar s'est rendu au «Jugendtreff Hesper».

Il a visité la maison, rencontré les responsables ainsi que les jeunes et a

pu se faire une idée des nombreuses activités proposées aux adolescents, âgés de 12 à 26 ans. Ouvert depuis quatre ans, le «Jugendtreff» à Hesperange accueille en moyenne 70 jeunes par jour, regroupant une vingtaine de nationalités différentes.

Suivi parlementaire de la PESC et de la PSDC



(de gauche à droite) MM. Gast Gibéryen, Eugène Berger, Ben Fayot, Félix Braz, Norbert Hauptert.

Composée de délégations des Parlements nationaux des États membres de l'Union européenne, du Parlement européen ainsi que des Parlements des pays candidats à l'adhésion à l'Union et des pays européens membres de l'OTAN, la Conférence interparlementaire pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) vient de prendre la relève de l'Assemblée de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) dissoute en juin 2011.

La réunion inaugurale de la Conférence s'est déroulée les 9 et 10 septembre 2012 à Paphos (Chypre). La Chambre des Députés y était représentée par M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Norbert Hauptert, président de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, M. Eugène Berger, M. Félix Braz et M. Gast Gibéryen.

La Conférence fournit un cadre pour l'échange d'informations et de meilleures pratiques dans le domaine de la PESC et de la PSDC, en vue de permettre aux Parlements nationaux et au Parlement européen d'être pleinement informés au moment d'assumer leurs rôles respectifs.

Les membres considèrent que la crédibilité de l'Union, en tant que garante mondiale de sécurité, de paix et de prospérité et en tant que promotrice des valeurs démocratiques,

dépend de sa capacité à apporter des mesures incitatives et un soutien aux processus démocratiques de son voisinage. Les parlements ont un rôle déterminant à jouer dans la promotion des valeurs démocratiques et des systèmes transparents de bonne gouvernance et doivent jouer un rôle accru, notamment en matière de soutien des transitions démocratiques dans le voisinage méridional et oriental de l'Union. Cela requiert, entre autres, une surveillance renforcée des processus démocratiques dans ces pays et une coordination, par le biais d'initiatives conjointes et d'un échange amélioré d'informations, aussi bien que d'activités parlementaires destinées à soutenir ces pays.

Dans le cadre de leurs travaux, les parlementaires ont eu une entrevue avec la baronne Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, sur les priorités et les stratégies de l'Union en matière de PESC et de PSDC, et en particulier l'évolution actuelle dans ces domaines.

D'autres échanges de vues ont eu lieu avec Mme Érato Kozakou-Marcoullis, Ministre des Affaires étrangères de Chypre, et avec M. Bernardino León, Représentant spécial de l'Union européenne pour la région du sud de la Méditerranée, sur le printemps arabe. M. Demetris Eliades, Ministre de la Défense de Chypre, a présenté les priorités de la présidence chypriote en matière de politique étrangère et de défense.

Visite au cœur de la Grande Région



La délégation luxembourgeoise auprès du CPI en compagnie du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ainsi que du directeur de la Maison de la Grande Région.

Le Président de la Chambre des Députés et la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI) ont rendu visite, le 12 octobre 2012, à la Maison de la Grande Région, située rue Notre Dame à Luxembourg, en présence du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, M. Jean-Marie Halsdorf.

Le Président et les autres membres de la délégation ont saisi cette occasion pour plaider en faveur de relations plus étroites entre le versant gouvernemental et le versant parlementaire de la Grande Région.

Ouverte au public depuis 1999, la Maison de la Grande Région a pour mission de jouer un rôle de liaison et de contact au service des onze millions de citoyens de la Grande Région, des administrations nationales ou régionales respectives ainsi que des diverses institutions interrégionales. Elle assume deux fonctions distinctes, mais complémentaires. D'une part, son rôle consiste dans la représentation et l'identification publiques de la coopération transfrontalière au

sein de la Grande Région. D'autre part, la Maison de la Grande Région assure le suivi des travaux du Sommet de la Grande Région et de ses groupes de travail.

Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a notamment fait le point sur la présidence lorraine qui s'achève et la prochaine présidence du Land de Rhénanie-Palatinat qui s'annonce à partir de janvier 2013 jusque fin 2014.

Les membres de la délégation se sont également intéressés au programme «INTERREG IV-A Grande Région» qui est géré à partir de la Maison de la Grande Région. Celui-ci couvre un nombre important de thématiques d'intérêt commun afin de soutenir aussi bien des projets de proximité et des micro-projets (par exemple, les échanges transfrontaliers ponctuels entre écoles) que des actions d'envergure à l'échelle du territoire de la Grande Région (par exemple le projet «Université de la Grande Région»).

Lors de la réunion le directeur de la Maison de la Grande Région, M.

Carlos Guedes, a également présenté les futures missions de cette institution qui sera prochainement amenée à jouer un rôle encore plus déterminant dans la coordination de l'action des instances exécutives de la Grande Région.

En effet, un Secrétariat permanent du Sommet de la Grande Région sera installé au sein même de la Maison de la Grande Région dans le courant de l'année 2013, avec comme objectif de mettre en place une gouvernance plus intégrée de la Grande Région. Cet ancrage institutionnel commun des différents exécutifs de la Grande Région assurera notamment la continuité des travaux et le suivi des 19 groupes de travail qui ont été constitués au fil du temps. Les députés se sont surtout montrés intéressés par la possibilité d'approfondir encore davantage la relation avec le CPI, qui réunit les membres des assemblées parlementaires de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, de la Wallonie, de la Fédération Bruxelles-Wallonie et de la Communauté germanophone de Belgique.

Le Président reçoit «d'Stëmm vun der Strooss»

Comment faire pour devenir député et quel est le salaire d'un élu? Est-ce que le Grand-Duc doit demander l'autorisation au Président de la Chambre des Députés pour pouvoir intervenir au Parlement? Des questions très concrètes furent adressées début octobre à M. Laurent Mosar qui

avait invité une cinquantaine de personnes usagers des services de «Stëmm vun der Strooss» à le rejoindre à la salle plénière. Parmi elles, nombreux sont ceux et celles qui ne disposent pas d'un logement ou d'un emploi. Leurs questions ont par conséquent aussi tourné autour de leur si-

tuation personnelle. Suite à la discussion avec le Président de la Chambre, les visiteurs ont reçu des explications sur le fonctionnement de l'institution parlementaire et le travail législatif. La visite guidée a eu lieu à l'approche de la Journée «Portes ouvertes des institutions» du samedi, 13 octobre 2012.



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre a expliqué le fonctionnement de l'institution parlementaire aux usagers des services de «Stëmm vun der Strooss».

Un endroit adéquat pour se souvenir de la Résistance

Le comité de l'association «Frënum Resistenzmusée» vient de remettre une pétition au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Les 2.000 signataires revendiquent la rénovation et l'agrandissement du Musée national de la Résistance d'Esch-sur-Alzette.

Créé en 1956 grâce à l'initiative d'anciens résistants et déportés, ce musée a été reconnu comme «musée national» en 1987. Dans sa forme actuelle, le musée n'est plus à même de remplir sa double mission du souvenir des crimes du nazisme et du courage de la résistance, d'un côté, et de l'éducation démocratique de la jeunesse de l'autre, comme l'a souligné le président de l'association, M. André Hoffmann.

Lors de sa visite au musée de la résistance le 16 mars 2012, M. Mosar

avait lui-même pu se rendre compte de l'exiguïté des locaux et du manque de moyens du musée. Il avait par la suite adressé un courrier au Premier Ministre pour attirer son attention sur ce problème. Récemment, une réunion entre les responsables du musée et la Ministre de la Culture, Mme Octavie Modert a eu lieu.

La date pour la remise de la pétition (10 octobre 2012) n'a pas été choisie au hasard. Le 10 octobre 1941 les Luxembourgeois avaient répondu «luxembourgeois» aux trois questions posées par les nazis au recensement de la population organisé par le Gauleiter Simon. Face à l'occupant, il s'agissait de la première grande action de la résistance qui avait appelé les ménages à se rallier au «dräimol Lëtzebuerg».



Remise d'une pétition concernant la rénovation et l'agrandissement du Musée national de la Résistance d'Esch-sur-Alzette.

La réalisatrice Marie-Monique Robin reçue à la Chambre



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre et Mme Marie-Monique Robin, réalisatrice du documentaire «Les Moissons du Futur».

Mme Marie-Monique Robin, réalisatrice du documentaire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) «Le Monde selon Monsanto» a été l'invitée de la Chambre des Députés le 10 octobre 2012. Son nouveau documentaire «Les Moissons du Futur» traite de notre agriculture et de notre alimentation et trace le portrait d'une agriculture écologique et durable, travaillant sans OGM. Mme Robin se trouvait au Luxembourg pour l'ouverture du festival Cinéma du Sud. Elle a notamment rencontré M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés et les députés de trois commissions parlementaires (Agriculture, Développement durable et Santé).

Elle-même fille d'agriculteur, Mme Robin a fait part au Président de ses expériences, positives et négatives, lors de la réalisation de ses enquêtes. M. Mosar a souligné l'importance de

sensibiliser le monde politique, mais également les populations à la problématique. Alors que, dans l'Union européenne, les discussions relatives à la Politique Agricole Commune (PAC) entrent dans une phase décisive, Mme Robin a prôné devant les députés la réintroduction de la biodiversité.

Mme Robin a également réalisé le documentaire intitulé «Notre poison quotidien» sur l'utilisation de pesticides dans l'agriculture. Dans ce même contexte, la Chambre est également saisie d'une pétition.

La Chambre n'est pas restée inactive au sujet des OGM et s'est à plusieurs reprises prononcée contre leur utilisation dans l'agriculture et les aliments. Cette position est partagée par le Gouvernement qui a déclaré un moratoire sur la culture d'OGM et intervient régulièrement au niveau européen.

Grand succès pour la Journée «Portes ouvertes»



Les visiteurs ont écouté avec beaucoup d'intérêt les explications fournies lors des visites guidées.

2.500 visiteurs en huit heures à la Chambre des Députés: la 2^e Journée «Portes ouvertes des Institutions» du samedi 13 octobre 2012 peut être qualifiée de succès. À l'initiative de la Chambre des Députés, plusieurs institutions nationales et européennes étaient accessibles au public.

À l'instar des autres institutions nationales et européennes, la Chambre avait proposé des visites libres et/ou guidées, avec à l'appui des exposi-

tions et documentations. Le tour des bâtiments du Parlement a mené à travers l'Hôtel de la Chambre, les infrastructures du complexe Printz-Richard et la maison Wiltheim, aménagée récemment pour les besoins administratifs.

Avait participé à l'initiative, au cours de la matinée du 13 octobre: la Chambre des Députés, la Ville de Luxembourg (Mairie Place Guillaume et Musée d'Histoire de la Ville de

Luxembourg avec accès gratuit et deux visites guidées «Luxembourg et ses institutions»), la Cité judiciaire et au cours de l'après-midi le Conseil d'État, la Médiateure ainsi que, du côté européen, le Parlement européen, la Commission européenne, la Cour de justice de l'Union européenne, la Cour des comptes européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI).

L'ambassadrice d'un monde sans mines à la Chambre

Dans le cadre de la campagne annuelle de mobilisation de l'association Handicap international contre les mines et les bombes à sous-munitions, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eu une entrevue avec la jeune Song Kosal.

Song Kosal a 6 ans lorsqu'elle perd sa jambe droite à la suite d'un accident causé par une mine antipersonnel. Elle heurta une mine en travaillant avec sa mère dans une rizière, dans un petit village calme proche de la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. Depuis toute petite, Song Kosal doit se débrouiller avec une seule jambe, doit affronter le re-

gard des autres, subir la discrimination. Et depuis toute petite, Song Kosal s'engage contre les mines antipersonnel et les armes à sous-munition, contre la discrimination. À l'âge de 12 ans, Song Kosal devient active au sein de la campagne cambodgienne pour interdire les mines, plus tard elle commence à voyager à travers le monde pour convaincre les États d'interdire les mines.

Le Président de la Chambre des Députés, très sensible à cette problématique, a félicité Mme Song Kosal pour son engagement et son travail importants. Par ses actions, elle donne un visage et une voix aux survivants.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eu une entrevue avec Mme Song Kosal.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Du 1^{er} au 5 octobre s'est tenue à Strasbourg la 4^e partie de la session ordinaire de 2012 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre y fut représentée par M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise, Mme Anne Brasseur, Mme Lydia Mutsch, M. Norbert Hauptert et M. Félix Braz, membres effectifs respectivement suppléants.

Quatre des points figurant à l'ordre du jour furent longuement débattus et ont fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des parlementaires:

- le rapport de suivi sur la Fédération de Russie - le 3^e du genre depuis son adhésion au Conseil de l'Europe en février 1996 - censé évaluer la mesure suivant laquelle la fédération russe respecte ses obligations et engagements en matière de démocratie pluraliste, prééminence du droit et des droits de l'Homme vis-à-vis du Conseil de l'Europe;

- la taxe sur les transactions financières (TTF) pour restaurer la justice sociale;

- la représentation politique des femmes;

- la héroïsation d'un criminel de droit commun par le Gouvernement d'Azerbaïdjan.

Dans son 3^e rapport de suivi sur la Fédération de Russie, le Conseil de l'Europe se dit préoccupé par une série de décisions récentes qui «illustrent à quel point la situation politique en Fédération de Russie est pleine de contradictions et amènent à s'interroger sur les véritables intentions des autorités». Selon le rapport, la Fédération de Russie se trouve à un moment charnière de la très brève histoire de son développement démocratique. L'engagement et la mobilisation de plus de 100.000 citoyens après les élections de décembre 2011, le réveil d'une société civile très engagée et la volonté des autorités d'écouter les appels aux réformes pourraient générer une dynamique de changement. Pour tirer parti de ce potentiel politique sans précédent, la société russe a besoin de réformes concrètes. C'est aussi la raison pour laquelle l'APCE «prie instamment le Président Poutine nouvellement élu de démocratiser le système».

Le rapport de suivi donna l'occasion à Mme Anne Brasseur d'intervenir

en séance plénière et de rappeler que le Conseil de l'Europe défend et met en avant des valeurs qui ne sont pas uniquement de l'apanage de l'Ouest. Selon la députée luxembourgeoise, il ne devrait pas y avoir de division Est-Ouest au sein de l'enceinte strasbourgeoise. Il s'agit tout simplement d'accepter et de défendre ensemble les points communs des 47 pays membres du Conseil de l'Europe, qui se basent sur des valeurs universelles. Et de rappeler que la Russie devrait remédier dans les meilleurs délais aux nombreux manquements constatés, ceci dans l'intérêt d'une vraie démocratie.

La taxe sur les transactions financières (TTF) fit également l'objet d'un long débat au cours duquel les points de vue sur l'opportunité de l'introduction d'une telle taxe divergeaient fortement, une résolution étant néanmoins adoptée avec une majorité assez serrée. Les intervenants opposés à la résolution mirent en avant que l'introduction d'une telle taxe n'empêchera pas des dysfonctionnements futurs des marchés financiers internationaux et pourrait même avoir des conséquences négatives sur les économies des États qui l'appliquent. Dans ce contexte, ils rappellent que le FMI et l'OCDE se sont exprimés contre l'introduction d'une telle taxe arguant qu'une TTF n'aurait pas empêché la crise financière mondiale et qu'au final elle n'est pas un instrument apte à résoudre le problème des bulles financières. Les défenseurs de la taxe par contre estimèrent que les gouvernements, en essayant de sauver les institutions financières, ont davantage alourdi la pression sur les contribuables et que le temps est maintenant venu pour que le secteur financier apporte aussi sa contribution à la résolution de la crise.

Dans son intervention pour le compte de la délégation luxembourgeoise, M. Fernand Boden estima qu'une TTF ne peut guère remédier aux dysfonctionnements des mar-

chés financiers si elle n'est pas appliquée à une échelle globale, incluant toutes les places financières importantes. Il a ajouté que la TTF n'apporterait aucune dynamique de croissance mais constituerait plutôt un frein pour certains pays. Il a cependant rappelé que le Grand-Duché serait cependant prêt à participer de façon constructive à toute discussion visant à s'assurer que le secteur financier contribue de manière satisfaisante au coût de la crise économique et financière, mais que le concept proposé devrait être plus cohérent que celui de la TTF préconisée par la Commission européenne.

Les membres du Conseil de l'Europe se sont ensuite penchés sur le problème de la représentation politique des femmes. Parmi les États membres du Conseil de l'Europe, les femmes parlementaires ne représentent en effet que 23% des députés nationaux, avec des taux qui varient fortement d'un pays à l'autre. Les députés se sont posé la question de savoir quelles étaient les mesures effectives pour remédier à ce déséquilibre. D'un côté, il y a la possibilité de fixer par la loi une égalité entre femmes et hommes dans la législation électorale, un choix qu'ont opéré 13 des 47 pays membres du Conseil de l'Europe et qui trouve l'appui de l'Assemblée. De l'autre côté, il y a la possibilité d'introduire des quotas qui ne sont pas établis par la loi, mais inscrits dans des règlements intérieurs par exemple. Dans le rapport qu'ils adoptèrent, les membres de l'Assemblée estiment que les partis politiques doivent jouer un rôle prééminent dans la promotion de l'égalité entre hommes et femmes et qu'ils sont aussi les mieux placés pour promouvoir un changement de culture favorable à cette égalité, aussi bien dans le monde politique que dans la société en général.

Intervenant au cours du débat, Mme Anne Brasseur rappela qu'il était important de mettre en œuvre des instruments incitant les femmes

à s'investir et à améliorer les conditions permettant aux hommes et aux femmes de concilier la vie familiale avec les activités professionnelles et politiques. Cependant, elle s'est opposée à l'introduction d'un système de quotas, qui peuvent aller à l'encontre de l'objectif recherché. Selon la députée luxembourgeoise, chaque nomination devrait d'abord se faire sur la base d'autres critères, tels que la compétence et l'expérience. À ses yeux et à qualification égale, il faut donner la préférence au sexe sous-représenté. Mais uniquement en cas d'égalité.

Finalement, les membres de l'APCE se sont dits très préoccupés par la tension qui ne cesse de s'exacerber entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Dernier exemple en date: l'affaire impliquant l'officier de l'armée azerbaïdjanaise Ramil Safarov qui avait tué à coups de hache un lieutenant de l'armée arménienne lors d'un séjour en Hongrie en février 2004. Après avoir été condamné à perpétuité par un tribunal de Budapest en 2007, M. Safarov a été remis aux autorités de l'Azerbaïdjan où il a immédiatement été gracié par le Président Ilham Alijev. Accueilli en héros, M. Safarov a en outre été promu au rang de major.

Là encore, Mme Anne Brasseur est intervenue pour rappeler que cette affaire met de nouveau en lumière l'absence persistante de volonté de la part de deux États membres du Conseil de l'Europe de régler pacifiquement un conflit qui les oppose déjà depuis des années. L'apologie du crime commis par M. Safarov ne fera que renforcer la haine entre les deux peuples pour finalement rendre le travail de réconciliation encore plus difficile. Et de poursuivre que le Gouvernement de l'Azerbaïdjan devrait enfin comprendre que de tels actes de glorification d'un crime ne font que remettre en question la crédibilité du pays et de ses engagements auprès de ses partenaires internationaux.



(de gauche à droite) M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch, M. Fernand Boden, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Hauptert.



Les membres de la Commission du Développement durable et de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire lors de leur visite de la structure provisoire.

Visite de l'Athénée dans sa structure provisoire

Une durée de construction de 14 mois pour un tiers du budget usuel pour un lycée (mais sans infrastructures sportives et sans cantine): la structure provisoire au campus scolaire Geesseknäppchen pourrait peut-être servir de modèle en matière de chantiers publics luxembourgeois. Elle se présente dans les couleurs de l'arc-en-ciel, accueillant les élèves de l'Athénée lors de la rentrée 2012-2013.

Les membres de la Commission du Développement durable et de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont visité le 13 sep-

tembre le bâtiment en forme de fleur à cinq pétales. Il est situé entre l'Athénée, le Lycée Michel-Rodange et l'École de Commerce et de Gestion et servira, pour environ trois ans, aux besoins de l'Athénée avant d'être utilisé par les deux autres lycées dont les infrastructures nécessitent aussi une réfection.

La structure provisoire comprend quatre ailes, avec au total 49 salles de classe normales, 22 salles de classe spéciales et leurs annexes respectives. Elle peut accueillir quelque 1.400 élèves. Le coût de la structure temporaire a été chiffré à quelque 32

millions d'euros. La Chambre a donné son accord sur la mise en place de la structure temporaire dans le contexte d'un débat concernant les grands travaux d'infrastructures du Gouvernement.

L'évolution des travaux de construction a été documentée sur le site web de l'Athénée. La réfection de l'Athénée a été approuvée par la Chambre en votant une enveloppe de quelque 89 millions d'euros. Elle inaugure une série de rénovations des établissements scolaires du campus Geesseknäppchen.

Gouvernance du marché unique et stratégie Europe 2020

La gouvernance du marché unique, la volonté de faire de «Plus d'Europe» une réalité ainsi que la Stratégie Europe 2020 dans le contexte du redressement économique après la crise étaient à l'ordre du jour de la LXVIII^e COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires) qui s'est déroulée du 14 au 16 octobre 2012 à Nicosie. La COSAC réunit des représentants des commissions des affaires européennes des parlements nationaux de l'Union européenne et des pays candidats ainsi que des représentants du Parlement européen.

La Chambre des Députés était représentée par M. Fernand Boden,

président de la délégation, M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Eugène Berger et M. Gast Gibéryen.

Concernant le sujet «Plus d'Europe», M. Ben Fayot a expliqué que l'union bancaire constitue un bon exemple de la méthode européenne, mais qu'il est toutefois important d'éviter une centralisation exagérée auprès de la BCE. Les autorités de surveillance nationales doivent en effet garder un pouvoir de surveillance approprié.

Dans ses conclusions, la COSAC «est d'avis que le renforcement de

l'architecture de l'UEM (Union économique et monétaire) par une union bancaire et fiscale doit se faire dans le respect des principes de légitimité et de responsabilité démocratiques (...) (et) recommande que le Parlement européen ainsi que les parlements nationaux soient pleinement consultés sur l'architecture future de l'UEM (...)»

En ce qui concerne la Stratégie Europe 2020, la COSAC «réaffirme la nécessité d'un effort collectif pour s'attaquer à la crise économique et sociale et conduire l'Union vers un redressement économique et une croissance durable et inclusive.» La Conférence «reconnait l'importance des efforts de la Commission dans la promotion des mesures et des moyens appropriés pour la relance de la croissance, de l'emploi et une meilleure gouvernance économique qui sont alignés sur les objectifs de la Stratégie Europe 2020 et qui respectent totalement le principe de la solidarité.»

Dans son allocution, M. Fernand Boden a souligné que la taxe sur les transactions financières ne permet pas de sortir de la crise et que d'autres taxes sont plus aptes à augmenter les ressources qu'une taxe sur les transactions financières.

Enfin, la COSAC reconnaît l'importance du marché unique non seulement comme véhicule de promotion de l'intégration européenne, mais aussi comme moteur de la croissance économique durable et de la création d'emplois pour les citoyens européens. La Conférence est cependant d'avis que le marché unique n'a pas encore pu développer son plein potentiel à cause des problèmes largement liés à la mise en œuvre et l'exécution des règles du marché unique.



La Chambre était représentée par MM. Eugène Berger, Ben Fayot, Fernand Boden et Gast Gibéryen.

La Chambre parmi les parlements les plus actifs

Deuxième (avec 7 avis motivés en 2011), tout de suite derrière le «Riksdag» suédois (avec 11 avis), la Chambre des Députés figure au niveau européen parmi les parlements nationaux les plus actifs en matière de contrôle du principe de subsidiarité. Les dossiers que les instances européennes transmettent à la Chambre sont examinés par les différentes commissions parlementaires concernées. Le traitement des dossiers et la collaboration avec le Gouvernement luxembourgeois ont fait partie des sujets discutés le 1^{er} octobre par les présidents des commissions parlementaires.

Pouvoir s'impliquer en amont du processus législatif communautaire est un des droits expressément prévus dans le Traité de Lisbonne (protocoles n°1 et n°2) entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009. Les sujets sont

souvent très techniques et ne se prêtent pas toujours à de longs débats en séance publique.

Le contrôle du principe de subsidiarité devient un moyen d'action d'autant plus efficace si au moins un tiers des parlements nationaux émettent des critiques fondées sur une proposition législative européenne. Une mise en réseau plus poussée impliquerait que la Chambre devrait consacrer plusieurs semaines du délai de huit semaines imparti à la communication entre parlements.

Les présidents des commissions parlementaires ont regretté que les réponses de la Commission aux avis émis par la Chambre des Députés ne soient que rarement relatées dans la presse. Ils ont en outre évoqué de nouvelles méthodes au niveau du tri des dossiers provenant de Bruxelles.



Des emplois pour l'Europe

La Conférence sur la politique de l'emploi intitulée «Des emplois pour l'Europe», organisée par la Commission, s'est déroulée les 6 et 7 septembre 2012 à Bruxelles dans les prémisses de ladite institution. La conférence s'est appuyée sur le «paquet emploi» proposé par la Commission le 18 avril dernier et sur les résultats du semestre européen de 2012. La réunion devait permettre «d'explorer de nouveaux aspects de la politique en matière d'emploi, notamment en ce qui concerne le fonctionnement des marchés de l'emploi en Europe, l'évolution salariale, la flexibilité en temps de crise et les inégalités.» La Chambre des Députés fut représentée par M. Roger Negri.

Les débats ont été articulés autour de cinq grands thèmes:

- bâtir un marché du travail européen dynamique,
- l'impact de la crise sur l'emploi,
- les secteurs à fort potentiel de création d'emplois,
- la politique de l'emploi tout au long de la vie,
- la voie du plein emploi.

M. José Manuel Barroso, Président de la Commission, M. Martin Schulz, Président du Parlement européen, M. Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen, et M. Guy Ryder, futur Directeur général de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), ont participé à la séance d'ouverture de la Conférence. Parmi les orateurs clés figuraient M. Christopher Pissarides, lauréat du prix Nobel d'économie en 2010, M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE et Mme Elsa Fornero, Ministre italienne du Travail, des Politiques sociales et de l'Égalité des chances.

Le député Roger Negri s'est montré fort intéressé par les présentations sur la «garantie d'emploi» et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Envisagé par

certaines comme une alternative aux allocations de chômage, le concept de garantie d'emploi consiste à créer une demande d'emploi parfaitement élastique à un prix fixe: le gouvernement garantit un emploi aux personnes, souvent peu qualifiées, qui ne peuvent pas en trouver autrement. Cet emploi serait accompagné d'une rémunération socialement acceptable permettant de participer de manière inclusive à la vie sociale. Ce système contribuerait d'ailleurs à juguler les poussées inflationnistes. M. Negri s'est néanmoins interrogé sur l'applicabilité d'un tel modèle dans des économies essentiellement tertiaires, où le chômage risque de muter de plus en plus en un chômage de masse des diplômés universitaires. Le député a également souligné le rôle des syndicats dans la préservation d'une Europe sociale. Quant à la présentation sur la promotion et le développement des TIC à Singapour, il fut très intéressant de voir comment ces dernières ont largement contribué à l'essor économique d'un pays pourtant particulièrement étié et dénué de ressources propres.



La Chambre des Députés fut représentée par M. Roger Negri.

Égalité entre hommes et femmes dans le processus législatif



M. Jean-Paul Schaaf, député, et Mme Astrid Lulling, députée européenne.

Le 3 octobre 2012, des députés européens et nationaux se sont réunis à Bruxelles pour débattre de l'égalité entre hommes et femmes dans le cadre d'une manifestation organisée par le Groupe de haut niveau du Bureau sur l'égalité des genres et la diversité et la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du Parlement européen.

La Chambre des Députés y était représentée par M. Jean-Paul Schaaf, en sa qualité de président de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances.

L'événement était scindé en deux sessions: une première session traitant de la place de l'égalité entre hommes et femmes dans le processus législatif, tant au niveau de l'Union européenne qu'à celui des États membres, et une seconde session abordant les procédures internes de promotion de l'égalité entre hommes et femmes au sein des parlements de l'Union européenne, tant au niveau du personnel qu'au niveau politique.

De nombreux députés étaient d'accord pour dire que l'on observe

aujourd'hui une présence plus importante de femmes dans les administrations des parlements de l'UE. Ils ont néanmoins regretté que les femmes continuent à occuper de façon prépondérante les grades les plus bas, phénomène qui s'expliquerait souvent par la difficulté de concilier vie familiale et professionnelle.

M. Jean-Paul Schaaf, s'est interrogé s'il ne fallait pas plutôt, pour remédier à ce problème, envisager des programmes ayant pour groupe cible les hommes, afin d'encourager ces derniers à prendre davantage leurs responsabilités au niveau social, laissant ainsi plus de liberté aux femmes pour qu'elles puissent plus facilement conjuguer vies privée et professionnelle. En réponse à certaines revendications de réforme de la législation européenne en la matière, la députée européenne Astrid Lulling a tenu à souligner que le problème ne résidait non pas dans la législation existante, qui s'avère être de qualité, mais dans son application dans les États membres.

La réunion fut clôturée par Mme Viviane Reding, Vice-présidente de la Commission en charge de la Justice, des Droits fondamentaux et de la Citoyenneté, qui a esquissé les grandes lignes de la future proposition législative de la Commission qui imposerait, si elle devait être adoptée, la présence de 40% de femmes dans les conseils d'administration des entreprises.

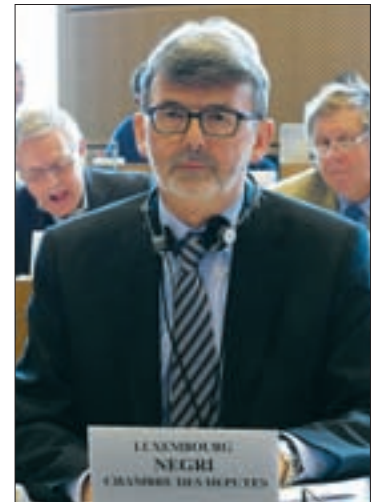
Semestre européen: le difficile équilibre entre coordination et autonomie budgétaire

La mise en œuvre des recommandations du semestre européen 2012 a été le sujet de la réunion interparlementaire du 26 septembre à Bruxelles, à laquelle a participé M. Roger Negri de la Chambre des Députés du Luxembourg. L'objectif de la réunion consistait à permettre aux députés européens et nationaux de contribuer à un rapport d'initiative, qui serait à l'agenda de la plénière d'octobre à Strasbourg.

Pour rappel, en 2010 les ministres européens avaient accepté de créer un cycle annuel de coordination des politiques économiques, le semestre européen, afin d'évaluer les politiques économiques nationales et budgétaires au niveau européen avant que celles-ci ne soient adoptées. Dans ce cadre et celui de la stratégie Europe 2020, la Commission européenne émet à l'égard des États membres un ensemble de recommandations qui, une fois approuvées par les chefs d'État et de Gouvernement à l'occasion du Conseil européen de juin, doivent se traduire dans les décisions nationales à venir sur les budgets, les réformes structurelles et les politiques de l'emploi.

Le rapporteur de l'avis Jean-Paul Gauzès appelle de ses vœux que les recommandations soient suffisamment précises et claires, et qu'elles soient appliquées, pour leur permettre d'être efficaces. Se voulant rassurant, le député a tenu à préciser que le Parlement européen, en revendiquant un contrôle démocratique du mécanisme, ne cherchait pas à juger les recommandations ou à se substituer aux parlements nationaux dans l'exercice de leurs prérogatives.

Les députés se sont en majorité prononcés en faveur d'une meilleure coordination des politiques économiques et budgétaires entre États membres. Plusieurs parlementaires se



La Chambre des Députés fut représentée par M. Roger Negri.

sont néanmoins montrés très critiques sur la manière dont avait été conduit jusqu'ici le semestre européen. Le député autrichien Kai Jan Krainer a déclaré qu'il comprenait qu'il fallait se mettre d'accord sur des objectifs au niveau européen, mais le député refuse que les États se voient imposer les moyens pour atteindre ces objectifs. M. Carl Hamilton du Parlement suédois s'est dit favorable à l'exercice du semestre européen, mais s'est opposé à toute ingérence européenne dans le système de fixation des salaires suédois.

Il est nécessaire de maintenir un équilibre entre coordination et autonomie budgétaire, afin de permettre les investissements publics nécessaires à la relance économique et la création d'emplois, a souligné M. Roger Negri. Se joignant aux propos de son homologue suédois, le député luxembourgeois a défendu le système d'indexation des salaires en rappelant que celui-ci a fait ses preuves et contribué à garantir la paix sociale au Grand-Duché.

Départ à la retraite



Hommage rendu à Mme Nicole Folschette (5^e de droite) à l'occasion de son départ à la retraite.

Dans la vie de chacun, des périodes s'éteignent et de nouveaux chapitres commencent. Mme Nicole Folschette n'aura pas su y échapper, elle, qui du 16 février 1973 au 1^{er} novembre 2012 se trouvait au service de la Chambre des Députés. Enta-

mée au Secrétariat de la Présidence de la première institution du pays, à l'époque où celle-ci ne comptait que quelques collaborateurs, la carrière professionnelle de Mme Folschette vient de s'achever au Service Compétibilité quelque 40 ans plus tard.

M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, les membres de la direction ainsi que les collègues de travail ont tenu à lui rendre hommage et lui présenter leurs meilleurs vœux à l'occasion d'un départ à la retraite amplement mérité.

Les échanges culturels entre la rive sud et la rive nord de la Méditerranée

Les membres de la Commission de la promotion de la qualité de la vie, des échanges entre les sociétés civiles et de la culture de l'Ap-UpM se sont réunis les 11 et 12 octobre à Rome (Italie), sous la présidence du député italien Gennaro Malgieri, pour discuter de la culture en tant que moteur de la croissance et de la promotion de l'apprentissage des langues étrangères.

Même si la culture est rarement aperçue comme moteur de la croissance, il faut rappeler que la contribution économique du secteur de la culture est évidente: dans l'Union européenne, le secteur de la culture représente 3,3 % du PIB et emploie 6,7 millions de personnes. La culture se trouve au carrefour de l'art, du monde des entreprises et de la technologie; de ce fait, ce secteur peut engendrer des retombées positives dans d'autres secteurs. La culture alimente en contenus les applications en matière de TIC (technologies de l'information et de la communi-

cation) et génère ainsi une demande en appareils électroniques et systèmes de télécommunications grand public ultramodernes. Mis à part la contribution de la culture à la croissance, les intervenants des différents pays représentés (Algérie, Bulgarie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Italie, Lituanie, Liban, Luxembourg, Maroc, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suède, Tunisie) et du Parlement européen ont rappelé la fonction que le cinéma peut jouer en tant que moyen de médiation entre les peuples. Selon Samir Al Quaryouti, journaliste italien d'origine palestinienne, la généralisation de la diffusion d'une chaîne TV en langue arabe en Europe revêt également une grande importance dans ce contexte.

Indubitablement, la connaissance de langues étrangères est un élément essentiel pour la réussite des échanges entre cultures. Les membres de la commission étaient d'accord pour dire qu'il est essentiel

de promouvoir l'apprentissage des langues étrangères dans les États membres de l'Ap-UpM. Le professeur Francisco Matte Bon de l'Université de Naples est même allé plus loin en affirmant qu'il est non seulement nécessaire de connaître la langue d'un pays, mais aussi sa culture et ceci afin d'éviter des conflits. Un autre invité, le professeur Adnane Mokrani de l'Université grégorienne, né à Tunis, est d'avis que les barrières linguistiques sont la raison principale empêchant la mobilité des étudiants surtout de la rive sud de la Méditerranée et qu'il faut donc promouvoir l'apprentissage des langues dans la région euro-méditerranéenne.

Suite aux discussions, le président Malgieri a proposé d'organiser dans un proche avenir une réunion jointe de la Commission de la culture et du groupe de travail EMUNI (European Mediterranean University) afin de voir comment les problèmes décrits plus haut pourraient être résolus ensemble.



Mme Claudia Dall'Agnol a représenté la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu



Composition des Commissions réglementaires et permanentes (9.10.2012)

A. Commissions réglementaires

Commission des Comptes

CSV Diane Adehm, Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Marc Lies, Gilles Roth
 LSAP Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Roger Negri
 DP André Bauler, Carlo Wagner
 déi gréng Camille Gira
 ADR Jean Colombera

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

CSV Marc Spautz
 LSAP Lucien Lux
 DP Claude Meisch
 déi gréng François Bausch

Commission des Pétitions

CSV Christine Doerner, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Tessa Scholtes
 LSAP Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich
 DP André Bauler, Eugène Berger
 déi gréng Camille Gira
 déi Lénk Serge Urbany

Commission du Règlement

CSV Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Léon Gloden, Marc Lies, Paul-Henri Meyers
 LSAP Alex Bodry, Ben Fayot, Roger Negri
 DP Claude Meisch, Lydie Polfer
 déi gréng François Bausch
 ADR Gast Gibéryen

Sous-commission «Statut du député»

CSV Lucien Clement, Lucien Weiler
 LSAP Lydia Mutsch
 DP Lydie Polfer
 déi gréng Félix Braz
 ADR Gast Gibéryen
 déi Lénk Serge Urbany

B. Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

CSV Nancy Arendt ép. Kemp, Fernand Boden (pour les volets Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de l'Immigration), Christine Doerner (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Coopération et Immigration), Félix Eischen (pour le volet Défense), Marie-Josée Frank (pour le volet Coopération), Norbert Hauptert, Martine Mergen (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Défense et Immigration), Marcel Oberweis (pour le volet Coopération)
 LSAP Marc Angel, Claudia Dall'Agnol (pour le volet Défense), Ben Fayot, Lydia Mutsch (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Coopération et Immigration)
 DP Eugène Berger (pour le volet Coopération), Xavier Bettel, Fernand Etgen (pour le volet Défense), Lydie Polfer (pour les volets Affaires étrangères et européennes et Immigration)
 déi gréng Félix Braz
 ADR Jacques-Yves Henckes (pour le volet Coopération), Fernand Kartheiser (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Défense et Immigration)

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

CSV Emile Eicher (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Ali Kaes, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Robert Weber (pour le volet Police), Raymond Weydert
 LSAP Claudia Dall'Agnol (pour le volet Police), Claude Haagen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Jean-Pierre Klein, Ben Scheuer
 DP Xavier Bettel, Fernand Etgen
 déi gréng Camille Gira
 ADR Gast Gibéryen

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

CSV Fernand Boden, Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Raymond Weydert
 LSAP Claude Haagen, Roger Negri, Ben Scheuer
 DP Fernand Etgen, Carlo Wagner
 déi gréng Henri Kox
 ADR Jean Colombera

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

CSV Nancy Arendt ép. Kemp, Lucien Clement, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Marc Spautz
 LSAP Marc Angel, Jean-Pierre Klein, Ben Scheuer
 DP André Bauler, Eugène Berger
 déi gréng Henri Kox
 ADR Jacques-Yves Henckes

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

CSV Diane Adehm, Lucien Clement, Félix Eischen, Martine Mergen, Robert Weber
 LSAP Fernand Diederich, Lucien Lux, Roger Negri
 DP Anne Brasseur, Fernand Etgen
 déi gréng Félix Braz
 ADR Gast Gibéryen

Commission de la Culture

CSV Marie-Josée Frank, Marc Lies, Martine Mergen, Marcel Oberweis, Serge Wilmes
 LSAP Marc Angel, Fernand Diederich, Georges Engel
 DP Anne Brasseur, Lydie Polfer
 déi gréng Claude Adam
 ADR Fernand Kartheiser

Commission du Développement durable

CSV Fernand Boden, Lucien Clement, Marie-Josée Frank (sauf pour le projet de loi 6124), Marcel Oberweis, Gilles Roth (pour le projet de loi 6124), Marc Spautz
 LSAP Georges Engel (pour les volets Travaux publics, Transports et Aménagement du territoire), Lydia Mutsch, Roger Negri, Ben Scheuer (pour le volet Environnement)
 DP Eugène Berger (pour les volets Environnement, Transports et Aménagement du territoire), Anne Brasseur (pour le volet Travaux publics), Fernand Etgen
 déi gréng François Bausch (pour le volet Transports), Camille Gira (pour les volets Environnement et Aménagement du territoire), Josée Lorsché (pour le volet Travaux publics)
 déi Lénk Serge Urbany

Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

CSV Diane Adehm, Emile Eicher, Félix Eischen, Marc Lies, Robert Weber
 LSAP Alex Bodry, Claudia Dall'Agnol (pour le volet Économie solidaire), Georges Engel, Claude Haagen (pour les volets Économie et Commerce extérieur)
 DP André Bauler, Claude Meisch
 déi gréng Henri Kox
 ADR Jacques-Yves Henckes

Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

CSV Nancy Arendt ép. Kemp (pour le volet Sports), Fernand Boden (pour le volet Sports), Emile Eicher (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Gilles Roth (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Jean-Paul Schaaf, Tessa Scholtes, Serge Wilmes
 LSAP Claudia Dall'Agnol (pour le volet Sports), Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle)
 DP André Bauler, Eugène Berger
 déi gréng Claude Adam (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Josée Lorsché (pour le volet Sports)
 ADR Fernand Kartheiser

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

CSV Diane Adehm, Christine Doerner, Norbert Hauptert, Marcel Oberweis, Serge Wilmes
 LSAP Claudia Dall'Agnol, Ben Fayot, Claude Haagen
 DP Eugène Berger, Anne Brasseur
 déi gréng Claude Adam
 ADR Jean Colombera

Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

CSV Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt ép. Kemp, Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf, Tessa Scholtes
 LSAP Marc Angel (pour le volet Égalité des chances), Claudia Dall'Agnol, Georges Engel (pour les volets Famille et Jeunesse), Vera Spautz
 DP Eugène Berger, Claude Meisch
 déi gréng Josée Lorsché (pour les volets Famille et Jeunesse), Viviane Loschetter (pour le volet Égalité des chances)
 ADR Jean Colombera (pour les volets Famille et Jeunesse), Fernand Kartheiser (pour le volet Égalité des chances)

Commission des Finances et du Budget

CSV Fernand Boden, Norbert Hauptert, Gilles Roth, Marc Spautz, Michel Wolter
 LSAP Alex Bodry, Lucien Lux, Roger Negri
 DP Fernand Etgen, Claude Meisch
 déi gréng François Bausch
 ADR Gast Gibéryen

Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

CSV Fernand Boden, Léon Gloden, Norbert Hauptert, Paul-Henri Meyers, Gilles Roth
 LSAP Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein
 DP André Bauler, Fernand Etgen
 déi gréng Claude Adam
 ADR Gast Gibéryen

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

CSV Christine Doerner, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers, Lucien Weiler, Raymond Weydert
 LSAP Alex Bodry, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein
 DP Anne Brasseur, Lydie Polfer
 déi gréng Félix Braz
 déi Lénk Serge Urbany

Commission juridique

CSV Christine Doerner, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Lucien Weiler
 LSAP Marc Angel, Alex Bodry, Jean-Pierre Klein
 DP Xavier Bettel, Lydie Polfer
 déi gréng Félix Braz
 ADR Jacques-Yves Henckes

Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» de la Commission juridique

CSV Léon Gloden
 LSAP Jean-Pierre Klein
 DP André Bauler
 déi gréng Félix Braz

Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» de la Commission juridique

CSV Léon Gloden
 CSV Christine Doerner
 LSAP Jean-Pierre Klein
 DP Fernand Etgen
 déi gréng Félix Braz
 ADR Jacques-Yves Henckes

Commission du Logement

CSV Sylvie Andrich-Duval, Félix Eischen, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis
 LSAP Claudia Dall'Agnol, Ben Scheuer, Vera Spautz
 DP André Bauler, Eugène Berger
 déi gréng Henri Kox
 ADR Jacques-Yves Henckes

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

CSV Sylvie Andrich-Duval, Marie-Josée Frank, Martine Mergen, Paul-Henri Meyers, Marc Spautz
 LSAP Claudia Dall'Agnol, Georges Engel (pour le volet Santé), Lucien Lux (pour le volet Sécurité sociale), Lydia Mutsch
 DP Alexandre Krieps, Carlo Wagner
 déi gréng Félix Braz (pour le volet Sécurité sociale), Josée Lorsché (pour le volet Santé)
 ADR Jean Colombera (pour le volet Santé)
 déi Lénk Serge Urbany (pour le volet Sécurité sociale)

Commission du Travail et de l'Emploi

CSV Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Ali Kaes, Marc Spautz, Serge Wilmes
 LSAP Lucien Lux, Roger Negri, Vera Spautz
 DP André Bauler, Alexandre Krieps
 déi gréng Viviane Loschetter
 déi Lénk Serge Urbany



Assemblées parlementaires internationales (9.10.2012)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:

Lydia Mutsch (LSAP)
Norbert Hauptert (CSV)
Anne Brasseur (DP)

Membres suppléants:

Félix Braz (déi gréng)
Fernand Boden (CSV)
Marc Spautz (CSV)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:

Laurent Mosar (CSV), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise

Michel Wolter, Trésorier international (CSV)

Lucien Lux (LSAP)

Anne Brasseur (DP)

François Bausch (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Membres effectifs:

Laurent Mosar (CSV), Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE

Raymond Weydert (CSV)

Alex Bodry (LSAP)

Eugène Berger (DP)

Viviane Loschetter (déi gréng)

Membres suppléants:

Gilles Roth (CSV)

Lydia Mutsch (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

Josée Lorsché (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUPM)

Membres effectifs:

Claudia Dall'Agnol (LSAP), Présidente de la délégation luxembourgeoise

Martine Mergen (CSV)

Xavier Bettel (DP)

Membres suppléants:

Marcel Oberweis (CSV)

Viviane Loschetter (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:

Norbert Hauptert (CSV), Président de la délégation luxembourgeoise

Marc Angel (LSAP), Vice-Président de la délégation luxembourgeoise

Lydie Polfer (DP)

Membres suppléants:

Nancy Arendt ép. Kemp (CSV)

Félix Eischen (CSV)

Claude Adam (déi gréng)

Union Interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:

Laurent Mosar (CSV), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise

Lydia Mutsch (LSAP)

Lydie Polfer (DP)

Michel Wolter (CSV)

Marc Spautz (CSV)

Lucien Lux (LSAP)

François Bausch (déi gréng)

Lucien Weiler (CSV)

Lucien Clement (CSV)

Alex Bodry (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

Membres effectifs:

Fernand Boden (CSV), Président de la délégation luxembourgeoise

Ben Fayot (LSAP)

Eugène Berger (DP)

Félix Braz (déi gréng)

Gast Gibéryen (ADR)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:

Marcel Oberweis (CSV), Président de la délégation luxembourgeoise

Roger Negri (LSAP)

Gilles Roth (CSV)

Marc Angel (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

Josée Lorsché (déi gréng)

Serge Urbany (déi Lénk)

Membres suppléants:

Sylvie Andrich-Duval (CSV)

Raymond Weydert (CSV)

Claudia Dall'Agnol (LSAP)

Ben Scheuer (LSAP)

Fernand Etgen (DP)

Camille Gira (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Membres effectifs:

Laurent Mosar (CSV), Président de la Chambre des Députés, Président de la délégation luxembourgeoise, Membre d'office du CPI

Emile Eicher (CSV)

Marcel Oberweis (CSV)

Tessy Scholtes (CSV)

Alex Bodry (LSAP)

Fernand Diederich (LSAP)

Roger Negri (LSAP)

Fernand Etgen (DP)

Alexandre Krieps (DP)

Claude Adam (déi gréng)

Membres suppléants:

Marie-Josée Frank (CSV)

Félix Eischen (CSV)

Robert Weber (CSV)

Claude Haagen (LSAP)

Ben Scheuer (LSAP)

Vera Spautz (LSAP)

Lydie Polfer (DP)

André Bauler (DP)

Henri Kox (déi gréng)

Délégation parlementaire pour le contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs:

Fernand Boden (CSV)

Ben Fayot (LSAP)

Eugène Berger (DP)

Félix Braz (déi gréng)

Gast Gibéryen (ADR)

Norbert Hauptert (CSV)

Clés:

CSV - Chrëschtlech Sozial Vollekspartei (Parti chrétien social)

LSAP - Lëtzebuurger Sozialistesche Aarbechterpartei (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)

DP - Demokratesch Partei (Parti démocratique)

déi gréng (Parti les verts)

ADR - Alternativ Demokratesch Reformpartei (Parti démocrate réformateur)

déi Lénk (Parti la gauche)



NOUVELLES LOIS

FMI - Fonds monétaire international

6445 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n°66-2 en date du 15 décembre 2010

Le projet de loi sous rubrique contient l'approbation de la 14^e révision générale des quotes-parts des membres du Fonds monétaire international, d'une part, et des amendements des statuts relatifs à la réforme du Conseil d'administration du Fonds monétaire international, d'autre part.

La modification des statuts du FMI, décidée dans le cadre de la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs du 15 décembre 2010, prévoit un doublement des ressources financières du FMI, d'une part, et une réorganisation de la représentation des États membres dans la gouvernance du Fonds, d'autre part, en vue d'un rééquilibrage des intérêts en présence en faveur notamment des économies émergentes et des pays en développement dynamiques.

La résolution n°66-2 porte les quotes-parts du FMI à 476,8 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS), respectivement 565,7 milliards d'euros au taux de change en vigueur au 30 décembre 2011 et opérera un transfert de plus de 6% des quotes-parts au profit des économies émergentes et des pays en développement dynamiques et de plus de 6% des pays surreprésentés vers les pays sous-représentés.

Dans ces nouvelles conditions, la quote-part du Luxembourg passe de 0,176 à 0,277%. Parallèlement, le référentiel des droits de vote détenus par le Luxembourg passera de 0,195 à 0,291.

L'augmentation de la quote-part nationale de 0,176 à 0,277% équivaut à 903,1 millions de DTS ou 1.071,6 millions d'euros.

Un quart de l'augmentation de la quote-part luxembourgeoise (267,9 millions d'euros) sera réglé à charge des avoirs en réserve de la Banque centrale du Luxembourg. Cette opération fera l'objet d'une convention entre l'État et la Banque centrale et restera sans incidence sur le budget.

Les trois quarts restants de l'augmentation (803,7 millions d'euros), à régler en monnaie nationale, sont financés par l'émission d'un bon du Trésor. Le bon du Trésor correspond à la partie non libérée du capital souscrit et, en principe, ne donne pas lieu à un tirage.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 19.06.2012

Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: Michel Wolter):

27.09.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État (du 25 septembre 2012)

28.09.2012 Désignation d'un rapporteur

03.10.2012 Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.10.2012

Loi du 10 octobre 2012

Mémorial A, n°220, p. 3006

Comtesse de Lannoy

6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy

1. L'initiative gouvernementale: proposition de naturalisation sur base de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise

Le projet de loi a pour objet de conférer la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy, future épouse du Grand-Duc Héritier Guillaume.

Les auteurs du projet de loi se basent sur l'article 8, alinéa 2 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise pour conférer la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy. Ils estiment que l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy serait une marque d'attachement et d'allégeance de cette dernière au Souverain.

2. Opportunité de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise

La Commission juridique a débattu cette question alors que certains membres ont été d'avis qu'il n'existe pas de raison impérieuse pour que Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy acquière la nationalité luxembourgeoise avant son mariage.

La commission entend toutefois réserver une suite favorable aux vœux exprimés par le Chef de l'État de voir octroyer la nationalité luxembourgeoise à la future épouse du Grand-Duc Héritier.

3. Octroi de la nationalité luxembourgeoise par le législateur

a. La Chambre des Députés en tant que premier pouvoir dans l'État

L'interprétation que le Gouvernement réserve à l'article 8, alinéa 2, de la loi du 23 octobre 2008 ne fait pas l'unanimité au sein de la Commission juridique. Une suite logique du raisonnement du Gouvernement aboutirait en effet à

faire de la Chambre des Députés un prisonnier de l'article 9 de la loi précitée. En d'autres termes, la Chambre des Députés, après avoir été saisie par le Gouvernement d'une proposition de naturalisation, aurait la faculté ou bien de suivre le Gouvernement ou bien de rejeter ladite proposition.

Il convient cependant de rappeler «le rôle central de la Chambre des Députés dans les affaires institutionnelles et politiques du pays»¹ et «la prééminence réelle du Parlement face aux autres pouvoirs dans le jeu institutionnel»². L'adoption du projet de loi «[...] équivaut dès lors à l'émanation d'un acte souverain posé par la Chambre des Députés en tant qu'organe institutionnel»³.

Le législateur agit de la sorte par le biais d'une loi spéciale venant déroger à une loi générale suivant la locution latine «specialia generalibus derogant»⁴. Cette loi trouve son fondement dans l'article 9, alinéa 1^{er} de la Constitution luxembourgeoise.

b. Les limites à l'action de la Chambre des Députés: le principe de l'égalité devant la loi

Même si la Chambre des Députés incarne le premier pouvoir dans l'État, son action doit évidemment respecter les dispositions de la Constitution et les principes généraux du droit, parmi lesquels figure notamment le principe de l'égalité devant la loi.

Malgré sa formulation, ce principe fondamental inscrit à l'article 10bis, paragraphe 1^{er} de la Constitution luxembourgeoise vise aussi bien les Luxembourgeois que les non-Luxembourgeois⁵.

¹ Le Conseil d'État, gardien de la Constitution et des Droits et Libertés fondamentaux, 2006, p. 12

² Idem, p. 199

³ Procès-verbal de la réunion jointe de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et de la Commission juridique du 26 septembre 2012, p. 5

⁴ Vocabulaire juridique, Association Henri Capitant, Gérard Cornu, 2007, p. 882

⁵ L'égalité devant la loi, par P. Kinsch, in Pasricrisie luxembourgeoise, 1-2/2008, pp. 93-94; Le Conseil d'État, gardien de la



À s'en tenir à cette définition juridique du principe de l'égalité devant la loi, l'adoption d'une loi spéciale pose dès lors problème. La Cour Constitutionnelle luxembourgeoise admet cependant que «le législateur peut, sans violer le principe constitutionnel de l'égalité, soumettre certaines catégories de personnes à des régimes légaux différents à condition que la différence instituée procède de disparités objectives, qu'elle soit rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée au but.»

La situation de Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy diffère de celle de tout autre résident non luxembourgeois.

En effet, la Comtesse deviendra l'épouse du Grand-Duc Héritier Guillaume.

En cette qualité - et même si notre Constitution ne lui réserve pas un rôle institutionnel - elle sera *de facto* amenée à représenter le Grand-Duché de Luxembourg aux côtés du futur Chef de l'État.

Constitution et des Droits et Libertés fondamentaux, 2006, pp. 377-381

En plus, sa position future de membre exposé de la maison souveraine, l'emmènera à accomplir des tâches représentatives dans les domaines les plus divers tels que l'aide et l'assistance sociale, la culture, la philanthropie.

c. Conclusion

Il ne fait donc pas de doute que Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy se trouve dans une situation qui n'est pas comparable aux autres résidents non luxembourgeois candidats à la nationalité.

L'acquisition de la nationalité luxembourgeoise ne saurait d'ailleurs être interprétée comme une marque d'allégeance de Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy au Souverain. Elle sera davantage un moyen d'identification de sa personne avec son futur rôle d'épouse du Grand-Duc Héritier et le peuple luxembourgeois.

La Commission juridique est encore d'avis que la naturalisation sera, pour la Comtesse de Lannoy, un appui pour assumer pleinement ses nouvelles tâches dans l'intérêt national.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 03.09.2012
Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

26.09.2012 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

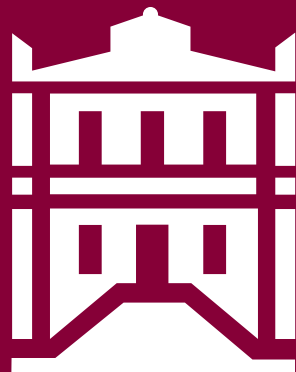
Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

26.09.2012 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.10.2012

Loi du 10 octobre 2012

Mémorial A, n°221, p. 3014



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all
öffentlich
Sätzung
live an integral

An der Stad
*um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)*

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

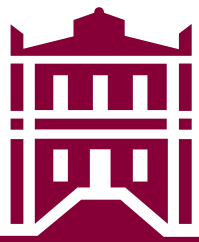
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz



Sommaire

1. Clôture de la session ordinaire 2011-2012 et ouverture de la session ordinaire 2012-2013
 - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
 - M. le Président
2. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Alexandre Krieps
 - M. le Président
 - Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification
 - Interruption de la séance publique de 15.05 à 15.13 heures
 - M. Serge Wilmes
 - Rapport de la Commission de vérification: Mme Lydie Polfer
 - Prestation de serment de M. Alexandre Krieps
3. Composition des organes de la Chambre des Députés
 - Composition du Bureau
 - Composition de la Conférence des Présidents
4. Composition des commissions parlementaires
 - M. le Président
5. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
 - M. le Président
6. Discours de M. le Président
 - M. le Président
7. Ordre du jour
 - M. le Président
 - M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, M. Serge Urbany, M. Marc Spautz, M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Xavier Bettel (M. Michel Wolter intervient), M. Gast Gibéryen
 - Vote
8. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État
 - M. le Président
 - Vote du premier candidat
 - Interruption de la séance publique de 15.54 à 15.58 heures
 - Vote du deuxième candidat
 - Interruption de la séance publique de 16.03 à 16.07 heures
 - Vote du troisième candidat
 - Interruption de la séance publique de 16.11 à 16.14 heures
9. 6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy
 - Rapport de la Commission juridique: M. Lucien Weiler
 - Discussion générale: M. Xavier Bettel (M. François Biltgen, Ministre de la Justice, et Mme Anne Brasseur interviennent), M. Alex Bodry, M. Félix Braz (dépose une motion), M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice (M. Xavier Bettel pose une question; M. Alex Bodry intervient)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
 - M. Félix Braz, M. Xavier Bettel
10. 6445 - Projet de loi
 - autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
 - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n°66-2 en date du 15 décembre 2010
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter
 - Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany
 - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
11. 6423 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovaquie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 9 décembre 2011
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel
 - Discussion générale: M. Félix Eischen, Mme Lydie Polfer, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser
 - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
12. 6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy (suite)
 - Dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

An ech ginn direkt dem Här Premierminister Jean-Claude Juncker d'Wuert.

1. Clôture de la session ordinaire 2011-2012 et ouverture de la session ordinaire 2012-2013

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, duerch een Arrêté grand-ducal vum 4. September huet de Grand-Duc mech autoriséiert, d'Sessioun, déi normal, vun 2011-2012 vun der Chamber zouzemaachen. A gläichzäiteg war en esou gentil, mech ze chargéieren, déi nei Sessioun 2012-2013 opzemaachen, wat heimat, Här President, geschitt wier.

► **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Session ordinaire 2011-2012 ass domadder ofgeschloss an d'Session ordinaire 2012-2013 ass op.

2. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Alexandre Krieps

Mir huelen da fir d'Éischt de Mëtten en neie Member an d'Chamber op. A sengem Bréif vum 5. Juli 2012 huet den Här Paul Helminger matgedeelt, datt hie vum 9. Oktober dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht. Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspräsident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Bréif vum 6. Juli 2012 hunn ech mech also un d'Madame Colette Flesch aus der Stad gewannt, déi als éischt Suppléante op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezirk Zentrum steet. An hirem Bréif vum 11. Juli 2012 huet d'Madame Colette Flesch matgedeelt, datt si dëst Mandat net unhëlt.

A mengem Bréif vum 13. Juli 2012 hunn ech mech dunn un den Här Alexandre Krieps vu Méidengen gewannt, deen als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezirk Zentrum steet. A sengem Bréif vum 18. Juli 2012 huet den Här Alexandre Krieps mer matgedeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat vum Här Paul Helminger weiderzeféieren.

Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification

Ech géif lech da bieden, d'Kommissioun ze constituéieren, wéi se am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass.

Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen.

D'Madame Polfer, den Här Bauler, den Här Wolter,...

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh! Deen ass net do.

► **M. le Président.** - Hien ass net do.

...dann d'Madame Scholtes, den Här Lux, d'Madame Frank, den Här Berger an den Här Wilmes.

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

► **M. le Président.** - D'Kommissioun setzt sech also aus folgende Memberen zesummen: d'Madame Polfer, d'Madame Frank, den Här Berger, d'Madame Scholtes, den Här Lux, den Här Bauler an den Här Wilmes.

Ech géif dann elo d'Kommissioun bieden, sech am Sall 4/5 zrëckzezéien, fir d'Resultater vun de

Wahle vum 5. Juni 2009 (veuillez lire: 7. Juni 2009) ze préiwen, virun allem wat den Här Alexandre Krieps betrëfft, an der Chamber doriwwer Rapport virzeleeën.

D'Sézung ass ënnerbrach.

(La séance est suspendue à 15.05 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 15.13 heures.)

Déi öffentlech Sézung geet weider. D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer grad constituéiert hunn, den honorebelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kommissioun, déi duerch Lous zesummegeallt ginn ass, déi setzt sech aus dësen Deputéierten zesummen: d'Madame Lydie Polfer, den Här André Bauler, d'Madame Tessy Scholtes, den Här Lucien Lux, d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Eugène Berger an ech selwer. D'Madame Polfer, déi gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt. An ech ginn dann elo d'Wuert, Här President, weider un d'Rapportrice, d'Madame Polfer.

► **M. le Président.** - Merci dem Här President, an d'Wuert huet elo d'Rapportrice, déi honorabel Madame Lydie Polfer.

Rapport de la Commission de vérification

► **Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice.** - Merci, Här President, Dir Damen an Dir Hären, am Numm vun der Commission ad hoc géif ech lech dann elo onse Rapport virdroen.

A sengem Bréif vum 5. Juli 2012 huet den Här Paul Helminger dem Chamberspräsident matgedeelt, datt hien ab dem 9. Oktober dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz et virgesäit, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond géif fräi ginn. Dem Artikel 9 vum Chambersreglement no suergt de President, de Chamberspräsident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemander an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 6. Juli 2012 huet de Chamberspräsident sech un d'Madame Colette Flesch gewannt, déi als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezirk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspräsident och de Premierminister doriwwer informéiert. An hirem Bréif vum 11. Juli 2012 huet d'Madame Colette Flesch matgedeelt, datt si dëst Mandat net géif unhuelen.

A sengem Bréif vum 13. Juli 2012 huet de Chamberspräsident sech dunn un den Här Alexandre Krieps, deen als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezirk Zentrum stoung, gewannt. Am Artikel 118 vum Wahlgesetz, a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement, ass virgesinn, et je cite: „La Chambre des Députés juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection“, fin de citation.

Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatiounen an dësem Sënn virzehuelen. D'Legislativwahl vum 7. Juni 2009 sinn den 8. Juli 2009 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn, an aus de Procès-verbaux vun dëser Wahl geet ervir, datt effektiv den Här Alexandre Krieps, wunnhaft zu Méidengen, den éischte Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei am Wahlbezirk Zentrum ass an dofir dem Här Paul Helminger seng Plaz unhuele kann, nodeems d'Madame Colette Flesch op hirt Mandat verzicht huet.

A sengem Bréif vum 18. Juli 2012 huet den Här Alexandre Krieps eise Chamberspräsident informéiert, datt hien d'Mandat vum Här Paul Helminger wëllt weiderféieren. D'Kommissioun huet also eestëmmege festgestallt, datt näischt der Vereedegung vum Här Alexandre Krieps géif am Wee stoen, a mir wënschen him elo scho ganz vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Selbstverständlech ass den Dos-



sier, deen der Kommissioun zur Verfügung stoung, och hei um Bureau déposiert, wou jiddweree kann Abléck hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Rapportrice, der honorabler Madame Lydie Polfer. De Konklusioun vun der Kommissioun no sinn also d'Législatioun an d'Reglement op dësem Gebitt respektéiert ginn, an deemno kann den Här Alexandre Krieps den Här Paul Helminger ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusioun vun der Kommissioun averstanen?

► **Une voix.**- Jo, Här President.

(Assentiment)

► **M. le Président.**- Et ass also esou décidéiert, an ech géif lech da bieden, den Här Alexandre Krieps erakommen ze loosser.

Prestation de serment de M. Alexandre Krieps

Här Krieps, ech bieden lech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.“ Hieft wann ech gelift déi riets Hand, fir den Eed ofzelleen, a sot no mir „Je le jure“!

► **M. Alexandre Krieps (DP).**- „Je le jure.“

► **M. le Président.**- Ech ginn Akt vum Eed vun Här Alexandre Krieps. Här Krieps, Dir sidd elo Member vun der Chamber proklaméiert, meng Félicitatiounen.

► **M. Alexandre Krieps (DP).**- Merci.

(Applaudissements)

► **M. le Président.**- Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour kommen, evakuéiere mer nach fir d'Éischt déi administrativ Ugeleeënheeten.

3. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, mir komme fir d'Éischt zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber. Den éischte Paragraph vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: „Au début de chaque session, la Chambre nomme un président, trois vice-présidents et sept membres au plus.“ Ech froen deemno d'Chamber, ob si d'Zesummesetzung vum Chambersbureau bäibehale wëllt?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. De Bureau bleift deemno fir d'Sessioun 2012 an 2013 a senger bishereger Form bäibehalen, dat heescht, ech selwer als President; Vizepresidenten: d'Madame Lydia Mutsch, d'Madame Lydie Polfer, den Här Michel Wolter; d'Memberen: den Här Marc Spautz, den Här Lucien Lux, den Här François Bausch, den Här Lucien Weiler, den Här Lucien Clement, den Här Alex Bodry an den Här Xavier Bettel; a Generalsekretär: den Här Claude Friesen. Sou wéi den Artikel 7 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

D'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents huet säit där leschter Sessioun net geännert an ass deemno zesummegehalt aus mir selwer als President souwéi de Fraktiounspresidenten, den Hären Marc Spautz, Lucien Lux, Claude Meisch a François Bausch.

4. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, ass eng Lëscht mat der aktueller Zesummesetzung un d'Presidente vun de Fraktiounen a vun de Sensibilités politiques verdeelt ginn.

D'DP-Fraktioun proposéiert folgend Ännerungen: Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Den Här Xavier Bettel iwwerhëlt de Volet Affaires étrangères et européennes vun Här Paul Helminger an den Här Eugène Berger iwwerhëlt de Volet Coopération vun Här Paul Helminger.

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: Den Här Xavier

Bettel ersetzt den Här Paul Helminger fir de Volet Affaires intérieures et Grande Région an den Här Fernand Etgen ersetzt den Här Paul Helminger fir de Volet Police.

Commission du Développement durable: Den Här Fernand Etgen ersetzt den Här Paul Helminger fir d'Voleten Environnement, Aménagement du Territoire an Transports.

Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: Den Här André Bauler ersetzt den Här Paul Helminger.

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Den Här Alexandre Krieps ersetzt den Här Eugène Berger.

Commission du Travail et de l'Emploi: Den Här Alexandre Krieps ersetzt den Här Fernand Etgen.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat dat net de Fall ass. Ass d'Chamber da mat deene virgeschloenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Déi gesamt Lëscht vun de parlamentaresche Kommissiounen gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

5. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Kompositioun vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass och eng Lëscht mat der aktueller Zesummesetzung verdeelt ginn an et sinn och hei Ännerungsvirschléi vun der DP-Fraktioun agaangen.

Fir d'Éischt bei der Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe ersetzt den Här Eugène Berger den Här Paul Helminger als Membre effectif.

Bei der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional ersetzt den Här Alexandre Krieps den Här Paul Helminger als Membre effectif.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat dat net de Fall ass. Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Déi gesamt Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

6. Discours de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech begrëssen lech dann nach eng Kéier ganz häerzlech fir déi éischt Sitzung vun der neier Sessioun. An den nächste Méint hu mir e gutt gefüllte Programm. Niewent den normale legislativen Aarbechte stinn eng Rei wichteg Projeten an d'Haus, enner anerem a virun allem de Budgetsprojekt 2013, deen de Finanzminister de leschten Dänschdeg hei déposéiert a presentéiert huet. Mir wäerten an deenen nächste Deeg a Wochen d'Geleeënheet hunn, eis méi intensiv mat dësem Budgetsprojekt hei am Haus auserneezen.

Erlaabt mer, bei Geleeënheet vun eiser éischter Sitzung ze ennersträchen, dat et besonnesch a Krisenzeiten extrem wichteg ass, am Budget déi richteg Akzenter ze setzen, fir dem Land déi beschte Chancen ze ginn, fir méiglechst gutt opgestallt ze sinn, wann dës Kris dann hoffentlech op en Enn kënn.

Mir kënnen eis als klengt Land elo net erlaben, Reformen, déi iwwerfällig sinn, opzeschuppen an domadder d'Zukunft vun eise Kanner a Kandskanner op d'Spill ze setzen. Dëst Land huet et bis elo ëmmer fäerdegbruecht, an deenen déifste Krisemomenter - an ech denken do ganz besonnesch un d'70er Jore mat der Stokris - déi richteg Décisiounen fir d'Zukunft ze huelen.

Ech géif eis duerfir allegueren opfuerderen, d'Chamber, d'Regierung, awer och all aner Acteuren, wéi d'Patronats- a Salariatsorganisatiounen, zesummen doriwuer nozedenken, wat déi méi strukturell Reforme sinn, déi dëst Land dréngend brauch, fir fit ze si fir déi Zäit no der Kris.

Mä d'Budgetspolitik ass net deen eenzege grouse Chantier, deen op eise Programm steet. Och eng ganz Rei gesellschaftlech Froen waarden op Äntwerten. An ech hoffen, dat mir et fäerdegbréngen, an deenen nächste Wochen

endlech Neel mat Käpp ze maache bei de Projeten iwwer Ofdreiwung, Reform vun Mariage an awer och bei engem Projet, deen mir ganz besonnesch um Häerz läit, nämlech dee vun der Autorité parentale conjointe.

Do dernieft gëtt et awer nach zwee Dossierer, déi d'Organisatioun vun eise Haus selwer betreffen: fir d'Éischt emol dee vun der Pétition électronique, wou ech frou sinn, dat d'Aarbechte gutt weiderkommen, soudatt ech hoffen, dat dës elektronesch Petitioun um Enn vum éischte Semester 2013 ka funktionnéieren.

En aneren interne Chantier ass dee vum Ausschaffe vun engem Deontologie-Code. Och hei huet déi dofir zoustänneg Institutiounskommissioun scho bis elo eng exzellente Viraarbecht gemaach, an ech hoffen och do, dat mir an deenen nächste Wochen a Méint zu engem Ofschluss kënnen kommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deenen nächste Méint hu mir e gutt gefüllte Programm, dee politesche Courage, Gedold, Engagement a Responsabilitéit verlaangt. Niewent deene reng politesche Sujeten erlaabt mer awer, ganz kuerz op zwee Themen anzegoen, fir déi ech lech wëll sensibiliséieren.

Fir d'Éischt d'Problematik vu verschiddene Contenuen um Internet. Op den éischte Bléck ass de World Wide Web e Symbol fir méi Fräiheet an Demokratie. Um Internet kann ee séier all méiglech Informatiounen fannen a Kontakter zu anere Mënschen ophuelen, egal wou se sech grad op der Welt ophalen. Op där anerer Säit gëtt et eng Rei Geforen um Internet, wou ee bannent Sekonnen e Mënsch ka fäerdegmaachen, falsch oder rassistesche Texter duerch d'Welt schécken, Gerüchter a Lige verbreden an aner Leit mobben.

Dës Gefore si ganz besonnesch Kanner a jonk Leit ausgesat, déi sech an dëser virtueller Welt doheem fillen, sech awer net ëmmer de Gefore vum World Wide Web bewusst sinn. Duerfir begrëssen ech och déi vill Efforten, déi vu Jugendhaiser an aneren Institutiounen an eise Land gemaach ginn, fir déi Jugendlech aus där virtueller Welt heiansdo erauszehuelen a si och op hir Geforen hinzewiesen.

An deene leschte Wochen a Méint ass mir ëmmer erëm opgefall, wéi dacks Leit anonym och op lëtzebuergeschen Internetsäite feig Commentairen zu verschiddene Sujete verbreden, zum Deel rassistesche a blessant Message schreiben, ouni awer selwer iergendeng Responsabilitéit vun deenen Zeilen ze iwwerhuelen oder dozou ze stoen. Sti Meenunge vun esou Leit fir d'Majoritéit vun eiser Populatioun oder sinn et nëmme Minoritéiten, déi ënnert dem Deckmantel vun der Anonymitéit ouni Hemmung verbal Grausamkeete verbreden?

Plazeweis aart dat an eng Zort virtuelle Populismus aus an e seriöse Meenungsaustausch mat fundéierten Argumenter feelt total op dës Plazen. Vun enger digitaler Demokratie si mir hei wäit ewech. Nach ass et esou, dat d'Fräiheet vun deem engegen ophält, wou d'Fräiheet vun deem aneren ufängt an och net d'äerf op deem seng Käschte goen. Den Internet d'äerf net d'Plaz sinn, op där d'Mënschen hir schlecht Eegeschaften ouni Konsequenze kënnen ausliewen. Wat offline Onrecht ass, kann online net Recht sinn! Respekt virun deenen aneren ass e Wäert, deen och an der virtueller Welt muss gellen!

Dir Dammen an Dir Hären, dat bréngt mech zu engem anere Sujet, deen ech schon a viereg Interventiounen thematiséiert hat, nämlech d'Aart a Weis, wéi eenzel Matbierger sech géintivwer den Demandeuren d'asile verhalen. Ech muss lech agestoen, dat ech schockéiert war a sinn iwwert déi Petitioun, déi virun enger Rei Wochen zu Jonglënster zirkuléiert ass. Et muss een ëmmer erëm feststellen, dat déi zum Deel rassistesche Aussoen net op konkrete Fakten, mä op Viruerteiler baséieren.

Jiddwereen, dee fälschlecherweis Asylante mat Kriminelle gläichsetzt, soll sech emol konkret iwwert d'Schicksaler vun deenen eenzelne Mënschen informéieren, déi bei eis an d'Land kommen, a sech vläicht och emol d'Méi maachen, deenen hiert Schicksal perséinlech kennenzéieren. Déi allermeescht Leit wëssen näischt vum Alldag vun engem Flüchtling a si kënnen sech zum Deel déi batter Realitéit vun deene Leit iwwerhaupt net virstellen.

Déi Flüchtlingen, deene mir begéinen, si Mënsche wéi mir, mat deelweis deeneselwechte Liewenswënsche a Problemer. Et si keng Zuelen op engem Pabeier, an hannert all Numm stécht en eenzelt Schicksal.

Ech géif duerfir nach eng Kéier en Appell un d'Regierung, un d'Chamber, un d'Zivilgesellschaft, un eis allegueren maachen, fir méi offensiv mat deem Thema Immigratioun an Integratioun emzegen. Mir müssen eis elo mat dëser Problematik auserneezen, soulaang et nach Zäit ass an ier se - sou wéi a verschiddene vun eisen Nopeschlänner - riskéiert, aus dem Rudder ze lafen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deenen nächste Deeg sti grouss Evenementer an d'Haus, déi net direkt elo mat eiser parlamentarescher Aarbecht ze dinn hunn. Ech denken do un eis zweet Porte ouverte des institutions, déi deen nächste Samschdeg zwëschen zéng Auer moies a sechs Auer owes stattfënt an zu där jiddwereen hei am Haus, awer och ausserhalb häerzlech invitéiert ass.

Dann natierlech freeë mir eis ganz besonnesch op d'Hochzäit vun eise lergroussherzog Guillaume mat der Comtesse Stéphanie de Lannoy, déi de Samschdeg drop wäert stattfannen. Esou e grouss Evenement, wou en lergroussherzog sech bestit, kënn an der Moyenne all 32 Joer vir. Mir freeën eis duerfir émsou méi,...

(Interruption)

...fir dee schéinen Dag mat hinnen zesummen ze feieren.

Ech wëilt op dëser Plaz och an all Ärem Numm déi zukünfteg lergroussherzogin häerzlech an eise Land wëllkommen heeschen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Si ass eng ganz sympathesch, spontan, natierlech a léif Persoun, déi sech ganz séier zu Lëtzebuerg wäert doheem fillen. Där jonker Koppel am Numm vun der Chamber eis beschte Wënsch fir hir gemeinsam Zukunft! A mir freeën eis mat hinnen zesummen op deen iwwernächste Samschdeg.

A mir kucken elo no vir an domadder fänken eis Aarbechten am Plenum un, zu deenen ech lech all eng glécklech Hand wënschen.

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vun Statsrot...

Ah, pardon! Fir d'Éischt nach den Ordre du jour! Elo hate scho Leit hei ganz opgereegt dragekuckt.

(Interruption)

7. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 4. Oktober huet d'Presidentenkonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt d'Opstelle vun enger Lëscht vun dräi Kandidaten fir e Poste vu Conseiller beim Statsrot. Dann hu mer de Projet de loi 6474, deen der Comtesse Stéphanie de Lannoy d'Lëtzebuurger Nationalitéit accordéiert, nom Modell 1. Dann hu mer de Projet de loi 6445 iwwert d'Participatioun vun eiser Regierung bei der Revisioun vun de Bedeelegunge vun de Memberstaten um Internationale Währungsfoong, nom Basismodell. Dann hu mer de Projet de loi 6423, den Traité tëschent den EU-Länner iwwert d'Adhésioun vu Kroatien, och nom Modell 1.

Muer de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6371, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Enseignement supérieur, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6416, en Accord, deen der Académie internationale de lutte contre la corruption de Statut vun enger internationaler Organisatioun verleet, nom Basismodell. Dann hu mer de Projet de loi 6401, eng Ofännerung vum Code du Travail, nom Basismodell, an da schlussendlech eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Wuelbefannen op der Aarbecht, nom Modell 1.

En Donneschdeg de Mëtteg um zwou hu mer eng Deklaratioun vun der Madame Kooperationsministesch iwwert d'Entwicklungsshelléif mat uschlëssender Debatt, nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Bausch freet d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, mir sinn net mat deem Ordre du jour esou averstanen a mir géife proposéieren, haut de Punkt sechs (veuillez lire: aacht) vum Ordre du jour erozfuehelen. Dat iwwerrascht lech sécher net. Mir hunn dat schon am Juli gesot, wéi de President virgelies huet, dat mer géifen déi dräi Poste fir de Statsrot ausschreiwen. Mir sinn der Iwwerzeugung, dat eng wierklech fundamental Reform vun der Nominatiounsprozedur misst kommen, déi méi Transparenz do erabréngt an déi net ausgesäit wéi e Kouhandel tëschent zwou Parteien, déi am Fong d'Poste vum Statsrot aushandelen am Kader vu Koalitiounsverhandlungen.

Dat heiten, dat ass eng Farce, wat hei ofleeft. Et hunn och Leit sech gemellt vu bausse fir dee Poste do. Pertinemment weess all Mënsch schon haut heibannen, wien herno wäert hei gestëmmt ginn. Mir maachen zwar e geheime Vote, mä mir kënnen lech awer scho soen, wéi d'Resultat wäert ausgoen. Dir wësst et och allegueren selwer. A mir wëllen déi Maskerad do och net méi matdroen. Duerfir wäerte mir och refuséieren, an deem Vote deelzehuelen. Mir wäerten de Sall verloossen.



A mir wäerte weider um Ball bleiwen. Mir hätte gär, datt wierklech dee Statsrot an déi Nominatiounsprozedur vun deem Statsrot soll méi transparent ginn! Dat wär am Intérêt vun där Institutioon. Well wat mer de Moment maachen, do beschiedege mer just weider déi Institutioon a mir leeschten hir och guer keen Déngscht.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech ka mech am Fong de Wiederer vum Kollege François Bausch hei uschléissen iwwer alles dat, wat en elo grad hei iwwert d'Nominatioun an d'Prozedur vu Memberen an de Conseil d'État gesot huet.

Den 19. Januar 2010 hu mer déi leschte Kéier e Member an de Statsrot decidéiert oder gestëmmt. An och bei där Geleeënheet ass am Virfeld vun deem Vote hei vun de Spriecher vun den Oppositionsparteien dee Kouhandel bedauert ginn, deem ëmmer stattfénnt téschent de Majoritéitspartei, déi ënner sech déi Mandater am Statsrot verdeelen. An och deemools hunn déi gréng Kollegen an d'ADR decidéiert, net um Vote sech ze bedeelegen.

Haut gi mer alleguerten e Schrack méi wäit. Och mir als ADR wäerten de Sall bei deem Vote verloossen. An d'Demokratesch Partei huet och deemools gesot, et wier fir déi leschte Kéier, datt si géif un där doter Prozedur participéieren.

An där Debatt vum 19. Januar 2010 huet deem deemolege Fraktiounsresident vun der CSV, den Här Jean-Louis Schiltz, heibanne gesot: Ma mir sollten eis net esou opreegen, si wiere schliesslech amgaangen, eng Reform an d'Weeër ze leeden. An en huet gesot, datt spéitstens am Mäerz vun deem Joer - wéi gesot 2010 - eng interinstitutionell Kommissioun géif agesat ginn, déi sech géif mat der Problematik befaassen, fir datt kéint e Projet de loi gemaach ginn.

Haut si mer zwee an en halleft Joer méi spéit, an et ass nach absolut näischt op deem dote Wee geschitt. Ausser datt den Här Schiltz net méi hei ass, ass nach näischt dorunner geännert. An dat beweist also am beschten, datt déi Regierung hei net gewéllt ass, fir eppes un där doter Prozedur ze änneren. An duerfir wëlle mer eise Protest géint déi dote Prozedur och zum Ausdrock bréngen, andeem datt mir herno bei deem Punkt wäerten de Sall verloossen.

Doriwwer eraus froe mer awer fir d'Éischt, datt dee Punkt vum Ordre du jour soll geholl ginn.

► **M. le Président.** - Den Här Bettel huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir kënnen dem Här Bausch an dem Här Gibéryen recht ginn op ganz ville Punkten. An ech mengen, mir hu bei der leschter Nominatioun, déi hei duerch d'Chamber gaang ass, och schonn drop opmierksam gemaach iwwert d'Prozedur. Mir hunn och deemools gesot, et wier fir d'Lescht, wou mer dat géife maachen.

Ech erënneren drun, dass de 17. November 2009 am Fong - a rendant deenen, déi Auteur sinn, d'Rechter an och d'Droit-d'auteurs - den Här Bausch Propositione gemaach huet, dat wor 2009, wou am Fong dee Groupe interinstitutionnel, wann ech den éischte Punkt kucken, genau datselwecht seet. Dat heescht, mir hunn elo schonn dräi Joer verluer, wou näischt geschitt ass, wou mer elo iwwer e Groupe interinstitutionnel gesot kréien, wéi et kéint ausgesinn.

Här President, am léifsten hätte mir och, dass déi Aarbecht an déi Revendicatiounen, déi mir am Fong hei an der Chamber schonn zum Ausdrock bruecht hunn, och Realitéit géife ginn a mer deem dote Punkt vum Ordre du jour géifen huelen an dat doten net géife stëmmen. Firwat?

Well wa mer dat esou maachen, da geet et monter weider. A fir d'Leit dobaussen, ob dat elo Nominatioun vu Leit sinn, déi dobausse sinn, huet ee wierklech d'Gefill, dass déi eenzeg Qualifikatioun, déi ee misst hunn, Parteikaarte wieren. An dat ass bestëmmt kee gutt Zeechen. An ech mengen, dass schonn och Qualifikatioun fir déi héich Kierperschaft wierklech gefrot sinn.

Et muss een zouginn, et ass net näischt geschitt. Kommt, mir sinn och éierlech! Et ass den 2. Juli och e Pabeier komm, deem d'Generalsekretäre vun der Chamber, vum Conseil d'État an och vun der Regierung zesummen ausgeschafft hunn. Dat sinn d'Proposen, déi gemaach gi sinn. Dat heescht, elo ze soen, dass näischt geschitt ass, wier net wouer. Mä et ass net genuch geschitt, Här President. Et ass net genuch geschitt!

Wa vun 2009 u mer scho gefrot hunn, fir dass sollt eng Reform kommen a bis haut nach ëmmer näischt op den Ordre du jour vun der Institutiouskommissioun komm ass, fir kënnen doriwwer ze diskutéieren an dat ze änneren, ass fir eis Fraktioun vun der Demokratescher Partei net genuch geschitt. A mir kënnen a mir wäerten elo dës Proposition matstëmme vun deene Gréngen, fir et vum Ordre du jour ze huelen.

Wann Der awer insistéiert, fir deem dote Punkt bäizebehalen, an d'Majoritéit onbedéngt wëllt deem dote Vote haut huelen, wäerte mer duerno beim Vote wäiss stëmmen. Mir ginn net eraus, well Aarbecht gelescht ginn ass, Här President, mä mir stëmme bestëmmt net mat bei enger Farce, wou et net transparent ass a wou wierklech mat Kaarten hei gespilt gëtt, déi net ganz an der Rei sinn.

Et ass einfach e Wonsch, dee mer ausgedréckt hunn als Chamber, loosse mer soen, seriö Reformen ze maachen. Et ass jiddwereen domadder averstanen - de Groupe selwer seet et -, mä et geschitt näischt. Also mir kënnen, Dir kënn hei net d'Zoustëmmung kréien, fir mat esou enger Prozedur weiderzemaachen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech wëll mech hei där Demande uschléissen, fir dee Punkt vun der Dagesuerdunng erfroezehuelen. Ech mengen, déi Form, wéi de Statsrot funktionéiert, hélt och ëmmer méi Afloss op den Inhalt vun deem, wat e schreift. E gëtt ëmmer méi konservativ, ëmmer méi ass en...

(Brouhaha)

Jo, ëmmer méi ass en drop eraus, den „gardien vigilant de la tradition“ ze sinn, wéi e bekannte Constitutionnaliste, e Professer op der Uni Lëtzebuerg, an engem Artikel viru Kuerzem geschriwwen huet, wou en och säin Avis iwwert d'Constitutioon auserenehelt.

Dee Jurist, dee seet: «On peut noter que dans son récent avis sur la réforme constitutionnelle le Conseil d'État intervenait en vase clos... Comme s'il était un expert, le détenteur exclusif d'une vérité évidente et incontestable. Or, le Conseil d'État n'est pas, à proprement parler, un „expert“, un „savant“...».

An ech géif soen, domadder ass am Fong geholl schonn e gudden Deel vun der Basis vun deem, wat ëmmer gesot gëtt, wat de Conseil d'État soll liwweren an enger Demokratie, wierklech schonn a Fro gestallt. Mir gesinn dat iwwregens och a sengem Avis bei deem Gesetz, wat elo wäert kommen, wou se sech och net dru stéieren, en Avis ze maache fir eng Familienugehéierege vun enger Persoun, déi selwer Member vum Statsrot ass.

Ech mengen, d'Fro stellt sech wierklech vun der, entweder vun der Ofschafung vum Statsrot, awer op d'mannst vun enger fundamentaler Diskussioun, wéi et soll mat deem Gremium do weidergoen, wat seng Roll an dëser Gesellschaft absolut net méi spillt.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Den Här Spautz huet d'Wuert.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, ech wollt just soen, dass mir der Meenung sinn, dass dee Punkt soll um Ordre du jour bleiwen. Ech wëll awer och ennersträchen - den Här Bettel huet et gesot, den Här Bausch hat och drop higewisen, an ech mengen, och den Här Gibéryen -, mir hunn all Kéiers nëmmen erëm déi Diskussioun, wa mer iwwert d'Nominatiounen iwwert d'Chamber schwätzen. De Statsrot gëtt jo zesummegesat iwwer e Roulement...

(Interruptions diverses)

...iwwer e Roulement, dass mer da vläicht eis sollen d'Wuert ginn, dass mer all um Enn driwwer schwätzen.

Ech bedauere just dat Wuert, dat Organ, dat wär eng Farce. Ech sinn der Meenung, mat deem „Farce“ kann ech net averstane sinn. Dofir wëll ech just soen, dass mir der Meenung sinn, dass dat soll um Ordre du jour bleiwen. Mä mir sollen awer eng Kéier driwwer diskutéieren.

An dann net nëmmen iwwert d'Prozedur an der Chamber, mä déi allgemeng Diskussiounen. An dee Pabeier, deem den Här Bettel zitéiert huet, do sti jo Virschléi dran, déi net nëmmen un d'Adress vun der Chamber ginn. Do stinn och aner Punkten dran, wéi een eng aner Nominatiounsprozedur kéint maachen.

Merci.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, just, wann Der erlaabt...

► **M. le Président.** - Här Bettel, et war elo, den Här Lux an den Här Bausch hunn d'Wuert gefrot. Loosse mer vläicht der Rei no fueren. Elo kritt den Här Lux emol d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Jo, Här President, et ass effektiv schued, dass mer net deem néidege Rhythmus an den Aarbechte vun der Reform vum Conseil d'État fonnt hunn. Et gëtt sécherlech um Niveau vun der Regierung eng ganz Rei Grënn, déi dozou gefouert hunn, dass vill aner Dossieren an deene leschten zwee Joer vu Kris a vun anere Konflikter, déi Der kennt, net zu deem Rhythmus gefouert hunn.

Dat ass jo d'autant plus schued, well mer um Niveau vun der Chamber - dat wëll ech awer hei ganz däitlech soen an dat nach eng Kéier rappéléieren, wat de Kollege Xavier Bettel och gesot huet -, dass mer um Niveau vun der Chamber gutt preparéiert waren, gutt Aarbecht gelescht ginn ass um Niveau vum Sekretariat a mer och an eise Gremien, an der Conférence des Présidents jo all déi eenzel Punkten duergéhol hunn an eng Position festgeluecht hunn.

Ech mengen, dofir wär et gutt, dass mer nach eng Kéier däitlech maachen, dass mer an deenen nächsten zwee, dräi, véier Méint derfir suergen, dass mer an deenen anere Froen, déi opstoe bleiwen, net nëmmen déi, wéi schnell mer zwëschen den Institutioone fonctionnéieren an der Ëmsetzung vun Direktiven an anere Saachen, mä och an déi méi fundamental Debatt eraginn. Mir si Preneur nach ëmmer, fir déi Diskussioun ze féieren.

Mä haut si mer allerdéngs net preparéiert, fir dat ze maachen. Dat kann ee bedauern, dat muss ee vläicht och bedauern. Mir sinn awer der Meenung, dass de Conseil d'État soll schaffe kënnen, weiderschaffe kënnen, dass soll déi Ersetzung virgeholl ginn, déi noutwendeg sinn, a sinn dofir och der Meenung, dass dat um Ordre du jour soll bleiwen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lux. Den Här Bausch huet d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Jo, ech wollt dem Här Spautz just soen, datt et net richtig ass, datt ëmmer nëmmen déi Diskussioun opkënn, wann d'Chamber nominéiert. Mindestens meng Fraktioun respektiv meng Partei huet dat och gemaach bei deenen aneren Institutioonen, wann déi nominéiert hunn. Do hu mer dat natierlech net hei am Sall gemaach, well dat hei net d'Plaz war, mä mir hunn et op anere Plaze gemaach. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Mir hu konkret Propose gemaach iwwert d'Nominatiounsprozedur scho viru zwee Joer, och schréfflech, déi iwwerall doruechter geschéckt. Et muss een, et kann ee mat deenen d'accord sinn, et gëtt och vläicht nach aner Proposen. Mä ech wëll awer soen, datt an deem Text, dee mer an där sougenannter „Commission institutionnelle“ haten, datt précisement just iwwert d'Prozedur, iwwert d'Nominatiounsprozedur keng eng Propos dra-steet. Et stinn der do e ganze Koup iwwer wéi de Statsrot soll schaffen an esou weider. Mat deenen hu mer och kee Problem, dat hunn ech an där Sëtzung och gesot. Mä iwwert d'Nominatiounsprozedur, fir do méi Transparenz dran-bréngen, steet kee Saz dran.

Do steet natierlech zu Recht dra vun... Dat ware jo Beamten, déi am Fong deem Text virbereet hunn; et ass jo net un hinnen, eis eis politesch Décisiounen ewechzehuelen. Mir musse politesch trancheieren, wéi dat an Zukunft soll lafen. An dat ass, wat ech bedauern, datt mer et net fäerdegruecht hunn oder datt kee Wëllen do war hei an der Chamber, bei de Majoritéitspartei, fir bis elo seriö iwwert déi Propositionen ze diskutéieren.

► **M. le Président.** - Den Här Bettel huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech huelen dem Här Spautz seng Proposition gäre mat, a mir freeën eis dann, dass iwwer all Plaz, déi elo am Statsrot fräi gëtt, mer dann hei an der Chamber diskutéieren. Wann dat d'Proposition ass vum Fraktiounschef vun der gréisster Partei, deem dat jo hei suggéiert huet - e suggéiert dat jo awer indirekt, well mer jo just hei schwätzen...

► **Une voix.** - En huet emol net dat gesot.

(Interruption et hilarité)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...wann et jo déi aner sinn. Ech wollt lech just soen, Här President, dass den Här Bausch seet, dass...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Dir sollt dem Här Bausch Merci soe fir d'Propos, déi en haut gemaach huet.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mir mierken am Rapport, vun deem Der virdu geschwat hutt, dass do drasteet, dass verschidde Leit jo mengen, dass d'Chamber se alleguerten soll nennen an dass do kee Konsensus fonnt ginn ass téschent den Institutioonen, fir dat esou ze maachen, fir dass déi dräi, fir dass se alleguerten duerch d'Chamber ginn, an dass gesot gëtt, dass am Fong de Chambersresident, de

Chef vun der Regierung an de Chef vum Statsrot sollten d'Profiler studéieren.

Dat ass net onbedéngt ganz gutt, och als Propos. Mir menge schonn, dass et immens wichtig ass, dass, wa Profiler ausgeschafft ginn, de Statsrot sollt de Profil ausschaffen.

Mir gesinn, d'lescht Kéier hu mer jo ee Spezialist am Droit du Travail designéiert kritt, deem net hei duerch d'Chamber gaang ass. Haut ass et jo ee Spezialist an der Sécurité sociale, esou op Wonsch och vum Statsrot. Dowéinst géif ech wierklech just insistéieren, Här President, dass et scho wichtig ass, dass de Statsrot sollt e Profil kënnen ausschaffen. Mä, wéi gesot, dass dat och dann elo nach téschent dräi Chefe vun Institutioone sinn, et ass net vill méi Transparenz, wéi et elo ass.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Den Här Gibéryen huet d'Wuert nach eng Kéier.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll just op ee Punkt zrëckgoen, deem eis Besuegnis mécht, an zwar datt dat soll um Niveau vun der Presidentekonferenz geschéien.

Éischtens sinn ech der Meenung, datt d'Presidentekonferenz do iwwer hire Pouvoir erausgeet, well d'Reglement leet kloer fest, wat d'Kompetenze vun der Presidentekonferenz sinn, an déi si relativ kloer prezisiéiert an eisem Règlement, soudatt am Fong d'Presidentekonferenz, menger Menung no, emol net d'Recht huet, fir och doriwwer ze diskutéieren.

Wou ech awer näischt dergéint hunn, wann driwwer diskutéiert gëtt, och an der Presidentekonferenz. Ech war laang genuch och dodran, fir ze wëssen, datt och emol iwwer aner Sujete geschwat gëtt.

Mä ech mengen, datt een hei misst als Chamber d'Institutiouskommissioun vun der Chamber mat deem Dossier beoptragen, an da wier och all Partei domadder beoptragt, präsent. Well wann et an der Presidentekonferenz diskutéiert gëtt - dat hei ass jo e Sujet, deem, mengen ech, awer all Partei, déi heibannen am Parlament vertrueden ass, e Recht huet, driwwer interesséiert ze sinn an och informéiert ze ginn. Soudatt och, mengen ech, et besser wier, et géif an der Institutiouskommissioun den Dossier behandelt ginn, wéi an der Presidentekonferenz.

Ech géif duerfir proposéieren, datt d'Presidentekonferenz sech soll eng Kéier mat deem Punkt befaassen, fir eventuell den Dossier weider dann an d'Institutiouskommissioun ze ginn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Ech huelen déi Proposition ganz gär mat an d'Presidentekonferenz, déi sech dann domadder wäert befaassen.

Wann elo soss keng Wuertmeldung méi ass, géif ech da proposéieren, datt mer iwwert den Ordre du jour ofstëmmen. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass. Also, mir stëmmen elo iwwert den Ordre du jour of.

Vote

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech...

Jo, hei steet elo Propositione de M. Bausch. Do ass et also esou, dass déi Leit, déi mam Ordre du jour d'accord sinn, musse mat Nee stëmmen, well et geet jo iwwert d'Proposition vum Här Bausch.

Also déi, déi mam Ordre du jour d'accord sinn, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, déi stëmme mat Neen.

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An ech mengen, et huet kee sech géiert, well d'Demande ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen an 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée



Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Martine Mergen), Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Domadder wär den Ordre du jour ugehall.

8. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert Reform vum Statsrot an d'Artikelen 115 bis 125 vum Chambersreglement et virgesinn, stelle mer also haut eng Lëscht op vun dräi Kandidate fir e Poste vum Conseiller beim Statsrot.

No den Dispositione vum Artikel 118 vum Chambersreglement huet d'Präsidentekonferenz an hirer Réunioun vum 4. Oktober 2012 eng Kandidatelëscht mat fënnf Persounen arretéiert. Dat sinn, an alphabetescher Reiefol: d'Madame Martine Deprez, Professor fir Mathematik, den Här Charles Hurt, Conseiller an der CSV-Fraktioun, d'Madame Claudine Konsbruck vum Ministère de la Justice, Direction des Affaires pénales et judiciaires, den Här Jean-Luc Linster, Gestionnaire vum der Linster bureau-tique S.à r.l., an d'Madame Karine Reuter, Notaire.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et dierf also net par procuracion ofgestëmmt ginn.

Nëmmen d'Voten iwwert déi offiziell déposéiert Kandidature si valabel.

D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi wäiss...

Also ech géif lech wierklech bidden awer, vläicht e bëssen nozelauschteren!

...déi wäiss an ongültig Wahlziedelen net a Be-truecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit krut, kënn et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidate ver-truede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn.

Am Ballottage geet eng einfach Majoritéit duer. Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënn et zu engem Spezialtour fir d'Kandidate fir de Ballottage ze designéieren. Bei Stëmmegläich-heet am Ballottage entscheet d'Lous.

Et gëtt also fir jiddwer Kandidat eenzel ofge-stëmmt.

(Les députés du groupe politique déi gréng et des sensibilités politiques ADR et déi Lénk quittent la salle pour ne pas participer au vote.)

Vote du premier candidat

Mir fänken dann elo un ze stëmme fir den éischte Kandidat, an ech géif lech bidden, d'Stëmmziedelen auszedeele.

(Distribution des bulletins de vote)

Ech maachen elo den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen: den Här Claude Adam, d'Madame Diane Adehm, d'Madame Andrigh-Duval Sylvie, den Här Angel, d'Madame Nancy Arendt, den Här André Bauler, den Här Bausch, den Här Berger, den Här Bettel, den Här Boden, den Här Bodry, d'Madame Brasseur, den Här Braz, den Här Clement, den Här Colombera, d'Madame Dall'Agnol, den Här Diederich, d'Madame Doerner, den Här Eicher, den Här Eischen, den Här Etgen, den Här Fayot, d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Gibéryen, den Här Gira, den Här Gloden, den Här Haagen, den Här Hauptert, den Här Henckes, den Här Kaes, den Här Kartheiser, den Här Klein, den Här Krieps, den Här Kox, den Här Lies, d'Madame Lorsché, d'Madame Loschetter, den Här Lux, den Här Meisch, d'Madame Mergen, den Här Meyers, ech selwer, d'Madame Mutsch, den Här Negri, den Här Oberweis, d'Madame Polfer, den Här Roth, den Här Scheuer, d'Madame Scholtes, den Här Marc Spautz, d'Madame Vera Spautz, den Här Serge Urbany, den Här Carlo Wagner, den Här Robert Weber, den Här Lucien Weiler, den Här Raymond Weydert, den Här Serge Wilmes an den Här Michel Wolter. Den Här Engel, hunn ech dee vergiess? Den Här Engel, bien entendu.

Ech hunn nach d'Madame Err hei stoen.

Sou! D'Sëtzung ass ënnerbrach.

(La séance est interrompue à 15.54 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 15.58 heures.)

Mir fuere weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opge-deelt: Total vun de Stëmmziedelen: 46. Wäiss Stëmmziedelen: 10. Domadder ass d'absolut Majoritéit ass 24 (veuillez lire: 19).

Et hu Stëmme kritt: d'Madame Martine Deprez 34, d'Madame Claudine Konsbruck zwou an den Här Jean-Luc Linster eng.

Domadder ass d'Madame Deprez als éischt Kandidatin gewielt.

Domadder wier dann och den éischte Wahl-gang erlaanscht, a mir fuere weider, fir den zweete Kandidat vun der Lëscht ze wielen.

Vote du deuxième candidat

Ech géif lech bidden, d'Stëmmziedelen ausze-deelen.

(Distribution des bulletins de vote)

Sou, ech maachen dann den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen: Här Claude Adam, d'Madame Diane Adehm, d'Madame Andrigh-Duval Sylvie, den Här Marc Angel, d'Madame Nancy Arendt, den Här Bauler André, den Här Bausch François, den Här Eugène Berger, den Här Xavier Bettel, den Här Fernand Boden, den Här Alex Bodry, d'Madame Anne Brasseur, den Här Félix Braz, den Här Lucien Clement, den Här Jean Colombera, d'Madame Dall'Agnol, den Här Diederich, d'Madame Doerner, den Här Eicher, den Här Eischen, den Här Engel, den Här Etgen, den Här Fayot, d'Madame Frank, den Här Gibéryen, den Här Gira, den Här Gloden, den Här Haagen, den Här Hauptert, den Här Henckes, den Här Kaes, den Här Kartheiser, den Här Klein, den Här Krieps, den Här Kox, den Här Lies, d'Madame Lorsché, d'Madame Loschetter, den Här Lux, den Här Meisch, d'Madame Mergen, den Här Meyers, ech selwer, d'Madame Mutsch, den Här Negri, den Här Oberweis, d'Madame Polfer, den Här Gilles Roth, den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Ben Scheuer, d'Madame Tessy Scholtes, den Här Marc Spautz, d'Madame Vera Spautz, den Här Serge Urbany, den Här Wagner, den Här Robert Weber, den Här Weiler, den Här Raymond Weydert, den Här Wilmes an den Här Wolter.

An d'Sëtzung ass erëm ënnerbrach.

(La séance est interrompue à 16.03 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 16.07 heures.)

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opge-deelt: Total vun de Stëmmziedelen: 45. Wäiss Stëmmziedelen: néng. Gültig Stëmmziedelen: 36. Absolut Majoritéit deemno 19.

An et hu Stëmme kritt: d'Madame Claudine Konsbruck 34 an den Här Charles Hurt zwou.

Domadder ass als zweete Kandidat d'Madame Konsbruck gewielt.

Vote du troisième candidat

Mir kommen dann elo zu der Wahl vum drëtten Kandidat, wou ech lech dann och nach eng Käier géif bidden, d'Stëmmziedelen auszedee-len.

(Distribution des bulletins de vote)

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmm-ziedelen anzesammelen: den Här Adam, d'Madame Adehm, d'Madame Andrigh, den Här Angel, d'Madame Arendt, den Här Bauler, den Här Bausch, den Här Berger, den Här Bettel, den Här Boden, den Här Bodry, d'Madame Brasseur, den Här Braz, den Här Clement, den Här Colombera, d'Madame Dall'Agnol, den Här Diederich, d'Madame Doerner, den Här Eicher, den Här Eischen, den Här Engel, den Här Etgen, den Här Fayot, d'Madame Frank, den Här Gibéryen, den Här Gira, den Här Gloden, den Här Haagen, den Här Hauptert, den Här Henckes, den Här Kaes, den Här Kartheiser, den Här Klein, den Här Krieps, den Här Kox, den Här Lies, d'Madame Lorsché, d'Madame Loschetter, den Här Lux, den Här Meisch, d'Madame Mergen, den Här Meyers, ech selwer, d'Madame Mutsch, den Här Negri, den Här Oberweis, d'Madame Polfer, den Här Roth, den Här Schaaf, den Här Scheuer, d'Madame Scholtes, den Här Marc Spautz, d'Madame Vera Spautz, den Här Urbany, den Här Wagner, den Här Weber, den Här Weiler, den Här Weydert, den Här Wilmes an den Här Wolter.

D'Sëtzung ass ënnerbrach.

(La séance est suspendue à 16.11 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 16.14 heures.)

D'Sëtzung geet weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opge-deelt: Total vun de Stëmmziedelen: 46. Wäiss Stëmmziedelen: 10. Domadder ass d'absolut Majoritéit 19.

Hei ass d'Resultat vum Vote fir den drëtten Kan-didat: Den Här Charles Hurt kritt 32 Stëmme an den Här Jean-Luc Linster véier.

Domadder ass dann den Här Charles Hurt de Kandidat Nummer dräi.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder hätte mer dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofge-schloss a mir géifen dann zum nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung iwwergoen.

(Interruption)

Mir kommen elo zum Projet de loi 6474, deen der Comtesse Stéphanie de Lannoy d'letze-buerger Nationalitéit accordéiert. D'Riedezeit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry, Braz an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

9. 6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy

Rapport de la Commission juridique

M. Lucien Weiler (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Pre-sident huet virdu gesot, d'nächst Woch wäert den lergroussherzog Guillaume sech bestue-den. An am Virfeld vun deem Bestietnis, méi prezis am Summer vun deem Joer, hat de Grand-Duc d'Regierung wesse gelooss, dass hien net onfrou wier, wann déi zukünfteg Fra vum lergroussherzog géif oder kéint esou schnell wéi méiglech d'letzebuerger Nationalitéit kréien.

D'Regierung huet dese Wonsch vum Statschef verstan, de Wonsch och als verständlech an als verständneg ugesinn. An deementspriedend huet de Justizminister den 3. September en deementspriedende Projet hei an der Cham-ber déposéiert.

D'Commission juridique huet no längeren Dis-kussionen, op déi ech nach zrëckkomme wäert, och de Wonsch vum Grand-Duc verstan, als berechtigt ugesinn. An deementsprie-chend proposéiert d'Commission juridique der Chamber, de Projet de loi an där Fassung, wéi en a mengem Rapport festgehalen ass, unze-huelen.

Dir erlaabt mer awer, Här President, Dir Dam-men an Dir Hären, dass ech e bësselchen op d'Aarbechten an d'Iwwerleeungen, déi d'Com-mission juridique während hire Sëtzungen iwwert dese Projet de loi ugestallt huet, aginn.

Et war fir d'Éischt d'Fro vun der Opportunitéit vun esou engem Projet de loi. Verschidde Mem-bere waren der Meinung, dass et keen zwéngende Grond géif ginn, fir elo scho par Derogatioun zu deene gesetzleche Bestëm-mungen a par Derogatioun zu de Konditiounen, déi am Gesetz iwwert d'Nationalitéit fest-gehal sinn, der Comtesse de Lannoy d'letze-buerger Nationalitéit ze ginn.

Si waren der Meinung, dass et net géif stéie-ren, wann och déi zukünfteg Grande-Duchesse héritière während enger gewëssener Zäit d'letze-buerger Nationalitéit net hätt a mat hirer Na-tionalitéit d'origine géif hiren Aufgaben nokom-men.

D'Kommissioun huet dat diskutéiert, huet de Pour an de Contre ofgewiehen an ass schluss-endlech, och am Hibleck op d'Traditioun, déi mer an dëssem Fro hei am Land hunn - an ech wëll dat ënnersträichen -, eestëmmeg zur Kon-klusioun komm, der Chamber ze proposéieren, der Comtesse de Lannoy d'letzebuerger Na-tionalitéit duerch ee Projet, dee mer hei wäerte stëmme, ze ginn.

De Projet de loi, esou wéi d'Regierung en dé-poséiert hat, hu mer och diskutéiert. An ech mengen, dass ee bei deem Projet muss dräi Saachen ënnerscheiden: éischtens, de Fong vum Projet selwer, zweetens, d'Form vum Pro-jet an drëttens, d'Motivatioun vum Projet.

Wat de Fong ubelaangt, hunn ech virdu gesot, dass d'Chamber, d'Commission juridique, d'Proposition vum der Regierung suivéiert. Och de Conseil d'État war um Fong dermat d'accord, fir der Comtesse de Lannoy eis Na-tionalitéit ze ginn, soudass iwwert de Fong keng Diskussioun méi ass.

Zweetens, wat d'Form ubelaangt, huet de Conseil d'État eng Rei Remarquen zu dem Text gemaach, esou wéi e vun der Regierung propo-séiert ginn ass. De Conseil d'État huet en neien

Intitulé proposéiert. En huet och en neien Text vum Article unique proposéiert. An en huet proposéiert, dass de Préambule an d'Formule de promulgation, déi schonn am Projet de loi virgesi waren, misste gestrach ginn.

D'Commission juridique huet - an Dir gesitt dat, wann Der de Rapport kuckt an den Text, dee mer der Chamber proposéieren - de Conseil d'État suivéiert a senge Propositionen, notamment wat den Intitulé ubelaangt an och wat den Text vum Projet ubelaangt. D'Regie-rung huet sougutt am Intitulé wéi am Text vun Naturalisatioun geschwat. De Conseil d'État proposéiert, a mir als Kommissioun hunn e sui-véiert, dass mer wëlle soen, dass mer der Com-tesse de Lannoy d'letzebuerger Nationalitéit ginn.

Et gëtt eng fein Nuance an deem, wéi ee sech hei am Text ausdréckt. Eng Nuance, déi och eppes dermat ze doen huet, wat de Fondement juridique, d'Base légale ubelaangt, déi een de-sem Projet gëtt.

Déi gesetzlech respektiv déi verfassungsrecht-lech Grondlag, déi hei sollt ugewannt ginn, hunn an eiser Kommissioun zu Diskussiounen gefouert. D'Regierung hat proposéiert a sech referéiert op den Artikel 8 Alinea 2 vum Gesetz vum 2008 iwwert d'letzebuerger Nationalitéit an domat och implizit op den Artikel 9 vun deemselwechte Gesetz. En Artikel, dee virgesäit, dass souguer en l'absence vun enger Demande d'Regierung kann d'Initiativ huelen, fir engem Netletzebuerger iwwert de Wee vun engem Gesetz ze proposéieren d'letzebuerger Natio-nalitéit ze ginn.

D'Commission juridique huet des Approche net suivéiert. Mir hunn en anert Rasonnement ugestallt a mir hu gesot: Wa mer hei e Gesetz stëmme, dann ass dat eng Loi spéciale. Dat ass en Acte souverain vun Parlament opgrond vum Artikel 9.1 vun der Verfassung. Den Artikel 9.1, dee virgesäit, dass: «La qualité de Luxem-bourgeois s'acquiert d'après les règles déterminées par la loi.» Et ass op dee Verfassungsarti-kel, wou mir eis referéieren, fir ze soen: „Mir als Chamber si souverän, opgrond vun deem do Artikel e Spezialgesetz ze stëmme mat Dispo-sition dérogoire zu den Dispositione vum Ge-setz vum 2008.“

An ech wëll lech an deem Kontext d'Iwwer-leeunge vun der Chamber, esou wéi ech se a mengem Rapport résuméiert hunn, kuerz zi-téieren. Ech referéiere mech op den Artikel 8, deen d'Regierung invoquéiert hat. A mir soen: «Une suite logique du raisonnement du Gouvernment aboutirait en effet à faire de la Chambre des Députés un prisonnier de l'article 9 de la loi précitée. En d'autres termes, la Chambre des Députés, après avoir été saisie par le Gouvernment d'une proposition de natura-lisation, aurait la faculté, ou bien de suivre le Gouvernment, ou bien de rejeter ladite propo-sition.»

A mir hunn drop gehalen, fir ze rappeléieren, dass «le rôle central de la Chambre des Dépu-tés dans les affaires institutionnelles et poli-tiques du pays et la prééminence réelle du Par-lement face aux autres pouvoirs dans le jeu in-stitutionnel». A mir hu gesot, deementsprie-chend ass d'Adoptioun, wa mir dat esou maachen, eng Emanatioun vun engem Acte souve-rain, deen d'Chamber als Organe institutionnel setzt.

Esou wäit zu dem Fundament oder der Base lé-gale, déi mir wëllen invoquéieren, fir dee Projet de loi hei ze justifizéieren.

A well mir dat esou maachen, huet d'Kommis-sioun och drop gehalen, an ech hunn eng Re-férenz a mengem Rapport gemaach, dass, wa mer op Demande vum Justizminister den Hierscht zu enger Evaluatioun vum Gesetz vum 2008 iwwert d'letzebuerger Nationalitéit kom-men, dobäi och en Débat de consultation féie-ren, mer an deem Débat selbstverständlech sollen d'Fro vun den Artikelen 8 an 9 vum Ge-setz iwwert d'Nationalitéit mat aflësse loos-sen. Déi Artikelen, déi just virgesinn, dass kënnen Derogatiounen zu de generelle Prinzi-pië gemaach ginn.

D'Fro stellt sech nämlech: Wa mir eis wéi an deem Fall op d'Verfassung beruffen, fir hei en Acte souverain, eng Loi spéciale ze maachen, da stellt d'Fro sech selbstverständlech vun der Daseinsberechtigung vun deenen Artikelen 8 an 9 am Gesetz vum 2008. An dofir hu mer propo-séiert, dass, wa mer déi Evaluatiounsdébat am Hierscht féieren, do déi heiten Article selbstverständlech solle mat diskutéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu gesot, wann d'Chamber als éischte Pouvoir vum Stat elo mat enger Loi spéciale hei en Acte souverain setzt, da gëtt et selbstverständlech awer och Li-miten; och Limité fir d'Chamber. D'Chamber ass gehalen un d'Verfassung an d'Chamber ass gehalen un déi generell Prinzipië vum Droit. Eis Verfassung huet nun eemol deen Artikel 10 bis, dee virgesäit: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.»



De Prinzip vun der Égalité devant la loi muss vun der Chamber respektéiert ginn. An dese Prinzip viséiert sougutt d'Lëtzebuurger wéi d'Netlëtzebuurger. An deementspreechend muss ee gesinn, wann een eng Exceptioun zum Prinzip vun der Égalité devant la loi mécht - a mir hunn dat an der Vergaangenheet scho gesinn -, dat ass ëmmer relativ delikat an et risquéiert een Diskussiounen. Glécklecherweis huet eis Cour constitutionnelle iwwert dës Fro vun der Exceptioun an deem prezise Fall hei, de Principe de l'égalité, en Arrêt geholl a schéin ëmschriwwen, awéiwäit esou eng Exceptioun ka goen.

Ech zitieren lech d'Cour constitutionnelle, déi gesot huet: «Considérons que le législateur peut, sans violer le principe constitutionnel de l'égalité, soumettre certaines catégories de personnes à des régimes légaux différents à condition que la différence instituée procède de disparités objectives, qu'elle soit rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but.» Op Lëtzebuergesch wëllt dat doten heeschen, fir et emol graff ze resüméieren, dass, wann een eng Exceptioun mécht, da muss ee gutt, räsabel, plausibel a rationell Grënn hunn, fir dat ze maachen.

An domat, Dir Dammen an Dir Hären, sinn ech bei der Motivatioun à la base vun dem Projet, esou wéi d'Kommissioun lech et proposéiert, ukomm. D'Regierung hat an hirem Exposé des motifs geschwat, deen nogereecht gi war, vun „attachement et allégeance à l'égard du Souverain“. Ofgesinn elo, ob mam Term „Souverain“ de Grand-Duc viséiert war oder ob domadder de Souverain luxembourgeois, dat heescht d'Lëtzebuurger Vollek, viséiert war, war d'Commission juridique der Meenung, dass mer do an enger Terminologie sinn, déi sech awer plütôt am 19. Jorhonnert beweegt an net am Joer 2012.

Mir sinn der Meenung als Kommissioun, dass et eng Rei gutt Grënn gëtt, fir der Comtesse de Lannoy d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze accordéieren. An et sinn dat déiselwecht Grënn, déi mer invoquéieren, fir d'Exceptioun zum Principe de l'égalité, esou wéi en an der Verfassung virgesinn ass, ze justifizéieren.

Wat d'Grënn ubelaangt, déi Der jo och a mengem Rapport erëmfaant, hu mer gemengt, dass d'Situatioun vun der Comtesse de Lannoy eng ganz aner ass wéi déi vun all anerem Kandidat fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit. Déi Damm gëtt de Conjoint vun dem Lëtzebuurger lergroussherzog. An an där Qualitéit, och wann eis Verfassung hir kee Rôle institutionnel reservéiert, da wäert se awer de facto an där Roll, déi se kritt, amenéiert sinn, fir un der Säit vun hirem Mann eist Land no baussen ze representéieren. An hir zukünfteg Positioun als een exposéierte Member vun der Famille grand-ducale, déi vill representativ Tächen an deene verschiddensten Domänen huet, menge mer, géif begrënnen a justifizéieren, fir hei der Comtesse de Lannoy d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze ginn.

Mir gesi contrairement zu der Regierung, dass et sech hei ëm e Moyen d'identification vun där Damm mat hirem Rôle als future Grande-Duchesse héritière handelt an dass et och en Appui fir si ass fir déi Tächen, déi an hirem neier Roll op si duerkommen. Dat alles zesummegebündelt, mengen ech, Dir Dammen an Dir Hären, wär Justificatioun genuch, fir hei der Comtesse de Lannoy d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze ginn.

An ech denken, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt gëschter, haut an den Zeitungen déi Interviewe kënne liesen, déi si zesumme mam Grand-Duc héritier ginn huet. Ech mengen, do konnt een erausliesen, dass si sech bewusst ass, dass d'Chamber hei haut en aussergewöhnleche Geste un hir Adress mécht, dass si sech der Importanz vun deem Geste bewusst ass, dass si dofir och bereet ass, hir Nationalitéit d'origine opzeginn, wat jo och ee Schratt ass, dee ganz wäit geet, an dass si d'Lëtzebuurger Nationalitéit als, esou wéi si selwer gesot huet, „e grousser Cadeau considéiert“ an dass se alles drusetze wäert, fir deem Cadeau gerecht ze ginn.

Deementspreechend, mengen ech, Dir Dammen an Dir Hären, wäeren all Konditiounen erfüllt, fir dass d'Chamber mat guddem Gewëssen de Projet de loi, esou wéi d'Kommissioun en an hirem Rapport, sougutt wat den Intitulé ubelaangt wéi och wat den Article unique ubelaangt, stëmmt. An ech si sécher, et wäert e Vote ginn, dee mer net ze bereie kréien.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Här Weiler Merci soe fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen och konform ass zu den Débaten, déi mer an der Kommissioun hatten. En hat et net ëmmer einfach bei eis an der Kommissioun, well deen éischte Rapport am Fong net esou ganz genau dat war, wéi mer an der Kommissioun d'Diskussiounen hatten. An den Här Weiler huet, ech muss soen, e ganz objektive schrëftleche Rapport an och hei mëndleche gesot; also méi konform op jidde Fall wéi dat, wéi et an der Kommissioun war.

Här President, ech muss lech och soen, et gesäit een, wann eng Aarbecht e bësse bäckléiert ass, dass et heiansdo schif ka goen. Well wéi ech am Ufank de Gesetzesprojet vun der Regierung kritt hunn, hunn ech geduecht, et wier recto-verso; a meng Surprise, wéi um Verso näischt war. Et wor just e Recto. An dat waren dräi Zeilen, fir ze schreiwen, Article unique: «La Comtesse de Lannoy devient Luxembourgeoise.» Do hunn ech mer geduecht: „Oh, Xavier, do feelt awer eppes. Do feelt awer en Exposé des motifs.“ Tatsächlech, Här President, e puer Deeg drop krute mer du vum Justizminister en Exposé des motifs.

Dunn hunn ech deen emol gelies. Do hunn ech mer geduecht: „Dat kann dach net sinn!“ Si schwätzen do - an ech sinn och frou, dass dat och am Rapport drasteet - vun Allégeance un eise Grand-Duc. Ech sinn dunn och selbstverständlech kucke gaang.

(Interruption)

Allégeance au Souverain.

(Interruption)

Jo, Allégeance au Souverain. Här Minister - wann Der schonn insistéiert -, Dir wësst jo, wat Allégeance dann heescht?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Just, et ass: „allégeance au Souverain“ steet am Text,...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - ...an net „allégeance au Grand-Duc“.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Pardon da fir den Detail. Dir wësst jo dann... Här Biltgen, sot mir, wat „allégeance“ heescht!

► **Une voix.** - Ooohhh...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här Minister, sot mer, wat Allégeance heescht! Allégeance heescht: obéissance, fidélité; synonymes: dépendance, fidélité, obédience, obéissance, soumission, subordination. Wann déi Fraen, déi heibanne sinn, awer net fannen, dass dat doten e bësse wäit geet, fir vu Subordination, vu Soumission ze schwätzen, Här Minister, da sinn ech frou, dass mir op jidde Fall an der Kommissioun der Meenung gewiescht wäeren, dass, esou wéi Dir et gefrot hutt, déi Allégeance deen Term net war.

Dat war gutt déi Zäit, wou en anere Guillaume mam Pärerd iwwert de Knuedler gaang ass. Awer net haut, Här Minister! Déi Zäite sinn eriwuer. An ech mengen, dass op jidde Fall deen Text vun Allégeance hei net dee richtige war. An akzeptéiert, och wann Der sot „allégeance au Grand-Duc“ oder „allégeance au Souverain“: D'Comtesse de Lannoy ass weder soumise nach subordonnée nach d'obligation d'obéissance.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Et gëtt en Ennerscheid. Et ass eng Saach vun intellektueller Eierlechkeet, wann een den Text richtig zitéiert: „allégeance au Souverain“, an net seet „allégeance au Grand-Duc“.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mä ob et „au Souverain“ oder „au Grand-Duc“ ass, Här Justizminister, eng Persoun huet keng Soumission vun enger Persoun vis-à-vis vun enger anerer. Dowéinsder. Bon, den Här Minister insistéiert nach ëmmer. Ech fannen, dass een...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - D'Natioun als eng Persoun.

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Ech bieden lech elo! Den Här Bettel huet elo d'Wuert. Herno huelen ech un, datt och den Här Justizminister Stellung hëlt.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech maachen op jidde Fall keng Allégeance zum Här Biltgen, Här Minister.

Also, Här President, ech wëll just hei soen, dass en Titel vun Allégeance a mengen Aen net dee richtige war. Ech soe just meng Meenung. An ech sinn och frou, dass mir an der Kommissioun gesot hunn, dass „allégeance“ net dee richtigen Term war.

A wann den Här Minister net déi Meenung deelt, d'Parlament huet nach ëmmer d'lescht

Wuert, Här President. A wa mir décidéieren, dass dat an eiem Rapport esou dra soll stoen, dass „allégeance“ net dat richtig Wuert ass, dann ass dat esou. Och wann dat dem Här Justizminister net passt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Här President!

► **M. le Président.** - Jo.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Wann ech gelift, ech hätt gären... Ech hu just gesot, dass den Här Bettel soll den Text richtig zitéieren. Et steet net dran „allégeance au Grand-Duc“, mä „allégeance au Souverain“. Méi hunn ech hei net verlaangt vum Här Bettel.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Misst Der dann net schreiwen „soumission au peuple“?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Voilà. Also, ech ginn elo net an den Detail an, wat den Här Minister elo ganz genau mengt oder net mengt. Ech soe just hei, dass d'Wuert „allégeance“, Här President - an ech insistéiere fir d'Fénneft elo -, den 9. Oktober 2012 net méi de richtigen Term ass.

Et hätt ee sollen einfach schreiwen, esou wéi mir et am Rapport draschreiwen, dass deen doten Text geduecht ass... A wann Der gëschter a virgëschter och d'Télee gekuckt hutt an och d'Reportagé gehéiert hutt, dass déi zukünfteg lergroussherzogin am Fong seet, dass fir déi Missioun, déi se dann elo huet - si geet elo schonn op eng Visite économique a China mam Minister Schneider -, dass se selbstverständlech seet, wann ech e Land soll vertrieben, ass et selbstverständlech och besser, wann ech déi Nationalitéit hunn. Ech stinn do als lergroussherzogin vun engem Land an ech hunn déi Nationalitéit net. An ech fanne vis-à-vis vun der Identifikatioun ass et wichteg. An dat kann een och akzeptéieren. Dat kann een och akzeptéieren, dass mat där Tache, déi se do huet, dat richtig ass.

De Minister huet eis och gesot wéinst der Régence, also, dass si eng Kéier kéint Régente ginn. Här Minister, sorry, wann ech lech nach eng Kéier muss hei eng Kontradiktioun soen: Si muss net Régente ginn, et kann egal wien d'Régence huelen, et kann de Prënz Félix sinn, et kann de Prënz Louis sinn, et kann d'Prinzessin Alexandra sinn, et kann eng Grande-Duchesse sinn, et kann eng Cousine sinn, et kann egal wie sinn. Mä et muss een net soen, dass se muss direkt Lëtzebuurger gi wéinst der Régence. Dat war och an der Kommissioun gesot ginn, dat ass och falsch.

Hei ass et einfach, an dat ass dat Einfachst, a kommt, mir stinn dozou, dass den Haff freet, fir dass d'Comtesse de Lannoy déi Lëtzebuurger Nationalitéit sollt kréien. An dunn hu mer festgestallt am Fong, an do muss ee scho bal... well mir invoquéiere jo hei verschiddenen Texter, Circonstances exceptionnelles, Services rendus. Ech muss lech soen, Här President, dass mer ee grouss Service rendu hei hunn. Den Text, deen de CSV-Minister deemools proposéiert huet - dat waart net Dir, Här Biltgen, dat war nach den Här Frieden -, war net gutt. Mir gesi selwer, dass deen Text... an Dir sot et selwer, dass Der dee wëllt reforméieren.

An do soen ech der Comtesse de Lannoy Merci, well et konnt kee besser elo dat thematiséieren, dass déi Texter schlecht sinn, dass mer selwer gesinn, dass eng Rëtsch vu Leit duerch den Examen duerchfalen, dass déi Texter schlecht si fir Leit, déi séier Lëtzebuergesch kënne léieren, fir déi Leit, déi integréiert sinn, dass déi Leit, déi eng Zäitche hei sinn...

Ech soen der Comtesse de Lannoy schonn am Viraus Merci fir déi Modifications législatives, déi mer hei wäerten an deem doten Text huelen, well si huet et doduerch, och duerch déi Demande, déi den Här Biltgen eis jo soumetéiert huet, wierklech public gemaach, dass déi Texter - déi deemools awer vum fréieren CSV-President Biltgen waren, haut CSV-Justizminister Biltgen - net méi gedroe ginn. An ech fannen dat wichteg, dass op jidde Fall déi Feststellung geholl ginn ass, dass den Text net dee richtigen ass an dass mer sollen deen Text och reforméieren.

Här President, wéi gesot, mir wäerten als Fraktioun vun der Demokratescher Partei och deen doten Text stëmmen. Mir wënsche selbstverständlech...

Här President, Dir hutt gesot, si ginn e Samschdeg bestuet. Dat ass falsch, si ginn e Freideg schonn bestuet.

(Interruptions diverses)

Si ginn e Freideg schonn bestuet, e Freideg aacht Deeg gi se bestuet.

► **M. le Président.** - D'Chamber, Här Bettel, d'Chamber ass awer eréischt e Samschdeg als Chamber, als Institutioun derbäi.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mä ech wëll lech just matdeelen, dass se awer scho freides, si hu freides...

(Interruptions diverses)

► **Une voix.** - Juristesch gesinn zielt just den zivile Mariage!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Freides ass déi Koppel scho bestuet. Dir hutt hinnen alles Guddes gewënscht fir e Samschdeg. Ech wënschen hinnen och alles Guddes fir e Freideg!

Voilà, ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deemem Gesetzesprojet geet et drëm, dass déi zukünfteg lergroussherzogin, d'Comtesse Steffi de Lannoy, soll naturaliséiert ginn, dat heescht also per Gesetz d'Lëtzebuurger Nationalitéit...

► **Une voix.** - Stéphanie de Lannoy!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Stéphanie de Lannoy...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Fuert virun, Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech fannen et gutt, dass mer déi Diskussioun hei öffentlech féieren. Wa mer nach am Wierkungsberäich vun deem alen Nationalitéitgesetz gewiescht wäeren, wär et net zu enger öffentlecher Diskussioun komm. Da wär dat heiten an net öffentlecher Sitzung behandelt ginn an et wär och wahrscheinlech wéineg Ophiewes dovunner dobause gemaach ginn, wéi dat geschitt ass, wéi déi Operatioun do fir d'Lescht hei duerchgefouert ginn ass, am Zesummenhang mat der Prinzessin Sibilla Weiller, déi och iwwert d'Chamber, iwwer e Gesetz also, d'Lëtzebuurger Nationalitéit virum Mariage kritt huet.

Et ass gutt, dass déi Debatt hei gefouert gëtt, och wa se net einfach ass. A mir sollten eis dofir och als Chamber där Debatt hei stellen, souwuel wat de Volet vun der juristescher Fro ueget, déi domadder zesummenhänkt: Si mer hei, bewege mer eis hei am Kader vun der Verfassung a vun eiem Gesetz vun 2008 iwwert d'Nationalitéit? Awer och d'Fro, wat d'Opportunitéit eigentlech ubelaangt vun deem heite Geste.

Fir eis ass et kloer, wann een d'Texter kuckt - den Artikel 8 Alinéa 2 vum Nationalitéitgesetz vun 2008 respektiv eise Verfassungstext, deen eigentlech op dat Nationalitéitgesetz verweist -, dass mer et hei mat enger juristescher korrekter Operatioun ze dinn hunn.

Ech mengen, déi Leit, déi bei der Genèse vun deem Nationalitéitgesetz derbäi waren an déi an de Sitzunge vun der juristescher Kommissioun dat verfollegt hunn, hu festgestallt, dass et bewusst war, dass mer den Artikel 8 bäibehalen hunn am Gesetz, deen aus zwou fréieren Dispositiounen vun eiem Nationalitéitgesetz bestanen huet, deen also, ausnahmsweis, à titre exceptionnel, d'Méiglechkeet gëtt, dass d'Chamber - an et ass festgehalde ginn, dass dat soll eng Kompetenz vun der Chamber bleiwen, obwuel déi allgemeng Kompetenz fir d'Naturaliséierung un de Justizminister iwwerdroe ginn ass -, mä dass, well et eben eng exceptionnel Prozedur ass, d'Chamber soll an öffentlecher Prozedur iwwer Gesetz kënnen ausnahmsweis d'Naturalisatioun accordéieren. Am éischte Fall op Demande vun där Persoun selwer, wa se Dëngschter fir d'Land leescht oder gelescht huet, an am zweete Fall op Propositioun hi vun der Regierung.

D'Regierung huet jo an der Tëschenzäit kloergestallt - dat war am Exposé des motifs net ganz evident, mä de Minister huet dat ganz kloergemaach an de Statsrot huet dat och kloer gesot a senger Stellungnahme -, dass d'gesetzlech Basis vun der Operatioun hei den zweeten Abschnitt vum Artikel 8 vum Gesetz ass. Mir sinn also hei an der Hypothees, wou net déi Persoun selwer eng Demande mécht, net also eng Referenz mécht op Dëngschter, déi se dem Stat leescht, mä an der Hypothees 2, wou d'Regierung ka proposéieren, d'Nationalitéit, d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze accordéieren.

Et ass also an deem juristesche Raum, wou mer eis hei bewegen, soudass mir der Meenung sinn, dass mer et hei also mat engem gesetzeskonformen a mat engem verfassungskonformen Akt ze dinn hunn, zemoos well ee menger Usicht no hei net kann eng Violatioun vum Gläichheitsprinzip virum Gesetz uféieren, well et jo eng Definitioun gëtt vun deem Gläich-



heetsprinzip iwwer eist Verfassungsgericht. A mir sinn also ganz kloer och hei an där Interpretatioun, där Definitiouen mat dran.

Et bleift allerdéngs d'Fro, an där mussen mer eis och stellen - an do gi wahrscheinlech d'Mee-nunge méi ausermee wéi vläicht op där éischter Fro -, dat ass, ob déi legislativ Initiativ, déi hei geholl ginn ass, och vum Fong hier aus be-grénnt ass, ob se noutwendeg war. An do wëll ech och ganz kloer soen, am Numm vun der LSAP-Fraktioun, dass mir der Meenung sinn, dass an deem heite Fall keen zwéngende Grond, keen direkten Zwang an och keng rechtlech oder institutionell Verflechtung besteet, dass d'Fra vum Ierfgroussherzog direkt nach virum Bestietnis muss d'Lëtzebuenger Nationalitéit kréien. Dat schéngt mer relativ kloer ze sinn.

Eis schéngt et och keng anormal Saach ze sinn, wann e Statschef mat enger Ausländerin oder mat engem Ausländer bestuet wär. Dat géilt selbstandlech och fir d'Personen vum engem zukünftege Statschef oder Grand-Duc. Näischt hätt also verhënnert, reng vum Rechtlechen hier, dass dese Mariage och ouni eng Naturalisatioun vun der zukünfteger Groussherzogin hätt kënnen iwwert d'Bühn goen. Dat hätt näischt geännert, wann dat net stattfonnt hätt. Dat hätt näischt geännert un de Gefiller, déi déi jonk Koppel fir sech huet. Dat hätt sécherlech och näischt geännert un deene Gefiller, déi déi Koppel géintiwuer dem Lëtzebuenger Land huet.

An eisen Aen - mir wëssen, dass déi zukünftege Ierfgroussherzogin do eng aner Aussoe gemaach huet - besteet och keen zwéngende Grond, onbedéngt op d'Ursprongsnationalitéit ze verzichten. Mir kënnen eis virstellen, dass een och eng duebel Nationalitéit kann hunn. Ech mengen, do sollt een onverkrampft eigentlech un déi Fro vun der duebler Nationalitéit erugeen an net iergendwéi den Androck ginn, wéi wann een nëmmen en hallwe Lëtzebuenger wär, wann ee seng Ursprongsnationalitéit nach géif bäibehalen nieft där neier Nationalitéit, der Lëtzebuenger Nationalitéit, déi een unhëlt.

Mä et ass awer och wouer, dass eng Traditioun besteet an där doten Hisiicht hei zu Lëtzebuerg, och an anere Monarchien, dass esou Naturalisatiounen stattfannen. A souguer a Republikken, hunn ech d'lescht Kéier nogelies! Wann ee Frankräich, d'Beispill vu Frankräich hëlt - et brauch een net wäit sichen ze goen, Madame Loschetter -, et ass nëmmen e puer Joer hier, wéi den Här Sarkozy d'Madame Carla Bruni Tedeschi bestuet huet, huet effektiv - bei hinne war et net d'Parlament, mä ass et iwwert d'Regierung gaang - déi Madame beim Bestietnis déi franséisch Nationalitéit kritt, obwuel se eng italesch Nationalitéit huet.

Onkloer ass - dat war net erauszefannen, well si selwer huet an Interviewe widderstreechlech Aussoe gemaach -, ob se déi italesch Nationalitéit opginn huet oder net. Soudass also eng Traditioun besteet, mä bei Traditiounen kann ee selbstandlech ëmmer verschidder Meenung sinn, net nëmmen a Monarchien, mä och a Republikken, wéi dat rezent franséisch Beispill weist.

Eis Fraktioun stellt fest, dass et de Wonsch vum Grand-Duc war, no Récksprooch mat där Concernéierter, fir déi doten Demande vun der Naturaliséierung un d'Regierung ze riichten. Mir huelen dat zur Kenntnis a mir sinn eigentlech der Usicht, dass eng weider Diskussioun doriwwer zu deem Zäitpunkt weineg Sënn mécht. Dese Wonsch sollt ee respektéieren, och wann een, wéi mer dat och hei gemaach hunn, d'Opportunitéit vun deem doten Akt kann an Zweifel zéien.

Sënn awer mécht et sécherlech net haut, mä awer deemnächst hei am Parlament iwwer eng Iwwerschaffung vun eise Nationalitéitgesetz ze debattéieren. De Justizminister, den Här Biltgen, huet de Mérite, dass en engem Wonsch eigentlech vun der Chamber nokomm ass bei deenen Debatte vun 2008, fir no zwee, dräi Joer e Rapport ze maachen iwwert d'Applikatioun vun deem neie Gesetz, fir ze kucken, ob déi nei Bestëmmunge gegräff hunn, wat fir eng Adaptatiounen eventuell néideg ginn.

An hie selwer, seng Servicer hu kloergemaach, dass si der Meenung sinn, dass eng Rei vun Adaptatiounen vun deem doten Text néideg sinn. Mir fannen do eng Rei vu kritesche Bemerkungen erëm, déi mir sengerzäit och bei deenen Debatte schonn als LSAP-Fraktioun hei geäussert haten. Et bestinn also, an eisen Aen, vernünfteg Grënn, fir op eenzelne Punkten dat Gesetz vun 2008 ëmzënnere, am Sënn vun enger Vereinfachung, am Sënn awer och virun allem vu vläicht méi Chancégerechtkeet a

Chancéglichheit, wat d'Erfülle vun eenzelne Konditiounen vun eise Nationalitéitgesetz ugeet.

Eis schéngt et och wichteg ze sinn - dat war ursprénglech vun der Regierung net virgesinn -, dass een och iwwer eng nei Formulierung vum Artikel 8, deen Artikel, deen also hei d'Grondlag vun dëser Diskussioun ass, muss diskutéieren, well och do munch Froen eigentlech op sinn, wat d'Formulatioun ugeet, d'Prozeduren net kloer sinn, zemoos déi zum Beispill, wéi een da seng Demande erareecht, wann ee wëllt Déngschter um Land geltend maachen. Bei wem gétt een déi Demande eran? Bei der Chamber? Bei der Regierung? Déi eigentlech net dofir zoustänneg ass, well d'Chamber zoustänneg ass.

Also, do sinn eng Rei vu Froen, déi mer vläicht net genuch am Detail diskutéiert hate virun dräi Joer, déi mer awer onbedéngt missten och, wat deen Artikel 8 do ugeet, kloerstellen. Mir wënschen also och - an ech mengen, do war och d'Kommissioun domat d'accord -, dass mer an der Debatte ronderëm de Bilan iwwert d'Applikatioun vun eise Gesetz vun 2008 och déi dote Fro mat an d'Diskussioun eranhuelen.

Eng lescht Bemierkung, Här President, wëll ech maachen. Et deckt sech deelweis mat deem, wat mäi Virriedner gesot huet. Ech war och, muss ech soen, relativ erstaunt, wéi ech dee Gesetzesprojet gelies hunn. E Gesetzesprojet, dee sech beschränkt op en Titel an op en Artikel. Keen Exposé des motifs, kee Commentaire des articles: Dat ass net déi üblech Aart a Weis, fir Gesetzesprojete ze maachen. Et louch och keen Dossier derbäi, wat fréier jo eigentlech dann och zu enger Demande de naturalisation gehéiert huet. Dat heescht, mir bewegen eis hei eigentlech nieft den übliche Prozeduren.

Ech géif mer einfach wënschen, dass mer och a Froen, déi d'Monarchie betreffen, géif ech soen, net méi entkrampft (veuillez lire: verkrampft) eigentlech un déi dote Froen eruginn, Transparenz walte loosse voll a ganz an eigentlech esou Froen och diskutéieren a behandelen, wéi mer aner institutionell a politesch Froe behandelen: keng Angscht hunn eigentlech, déi dote Froen offen ze diskutéieren, net den Androck ginn, wéi wann eppes Spezielles hei wär, wat esou nieft den Norme géif leien, mä einfach oppen un déi dote Froen erugeen, Offenheet, Transparenz spille loosse.

Mir sinn am 21. Jorhonnert ukomm, mir sinn net méi am 19. Jorhonnert! An ech géif mer wënschen, dass mer also all déi dote Froe géifen entkrampft ugoen, dass mer se kënnen uerdentlech bis zum Schluss diskutéieren. Dat hu mer, mengen ech, haut bis elo gemaach. A selbstandlech solle mer dat och maachen, wa mer iwwer aner Froen diskutéieren, déi och mam Haff, mat der Monarchie ze dinn hunn. A mir wäerte jo nach Geleeënheet kréien, dat in extenso ze maachen, wa mer iwwer eng nei Verfassung hei schwätzen.

An deem Sënn, Merci fir Är Opmierksamkeet, an eis Fraktioun wäert mat deenen dote Remarquen a Reserven deen heiten Text stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Wou mer 2008 hei an der Chamber d'Nationalitéitgesetz geännert hunn, do hu mer eng Rei gutt Ännerunge gemaach an eisen Aen. Mir hunn och eng Rei manner Guddes gemaach. Zu deem definitiv Gudden, wat mer gemaach hunn, gehéiert, dass mer déi Prozedur, déi mer haten, fir d'Nationalitéit ze accorderéieren, ofgeschaf hunn, nämlech déi an der Chamber, wou mer hanner zouenen Dieren op eng Aart a Weis, déi an eise Verständnis ganz weineg mat Rechtsstaatlechkeet ze dinn hat zum Deel, an dat soen ech nach ëmmer, waren déi Diskussiounen an déi Kritären, déi mer ugewannt hunn, souguer a mengen Aen onwierdeg.

Dat hat mat Rechtsstaatlechkeet näischt ze dinn! Dat war net richtig, wéi mer et déi Zäit gehandhabt hunn. An duerfir war déi Reform, fir eriwirzegeen op eng administrativ Prozedur mat objektive Kritären, mat Méiglechkeete vun engem Recours, definitiv dee richteg Wee.

Gutt war bei där Reform och, dass mer déi duebel Nationalitéit méiglech gemaach hunn an eise Gesetz. A gutt war och an deem Gesetz, dass mer bei der Verifikatioun vun de Sproochekenntnisse, zumindest zënterhier, objektiv Kritären uwenden an och déi Sproochekenntnisse vu forméierte Leit gemaach ginn an net méi, wéi dat fréier war, vu Leit, déi dofir guer keng Qualifikatioun haten.

Mir haten awer och manner Guddes an deem Gesetz, notamment, dass mer den Délai de ré-

sidence ouni iergendee valabele Grond vu fënnel op siwe Joer eropgesat hunn, nodeems mer en e puer Joer virdu vun zéng op fënnel eropgesat hunn. Mir hunn och Kritäre bei der Sprooch, déi mir als ze héich ugesinn, an déi rezent Diskussiounen weisen, dass mer do net falsch louchen.

A mir hunn och d'Méiglechkeet ofgeschaf oder den Automatissem ofgeschaf, dass een duerch d'Bestietnis mat engem Lëtzebuenger oder enger Lëtzebuengerin automatesch selwer zum Lëtzebuenger gëtt. Dat ass gemaach ginn, well eng Rei Leit, mat Verweis op de Mariage blanc, sech un där Dispositioun gestéiert hunn.

Anerer hu fonnt, dass et och zum Deel diskriminatoresch wär, well doduerch nëmme Leit, déi sech konnte bestueden, also heterosexuell Koppelen, konnten an de Benefiss vun deem Artikel kommen, während gläichgeschlechtlech Koppelen, deenen de Mariage bis haut jo net méiglech gemaach ginn ass, eben net konnten iwwert deen dote Wee hire Partner oder hir Partnerin och zum Lëtzebuenger maachen. Mir hunn haaptsächlech deen zweete Problem doran erkannt, manner deen éischten.

De Minister Biltgen huet elo scho virum Summer - vläicht och en prévision vu méiglechen Diskussiounen, déi an deem Kontext géife kommen - ugekënnegt, dass hie wëllt eng Reform maachen.

(**Interruption**)

En prévision. A mir deelen dat och, Här Biltgen, mir si mat lech ganz d'accord. Ech wëll elo net mat lech hei polemiséieren. Mir deelen dee Reformäifer, deen Der hei wëllt un den Dag leeën. Et sinn an eisen Aen hei Reformen ze maachen. Mir hunn och mat Freed verlauschert, dass déi Punkten, déi Der wëllt reforméieren, grad déi sinn, wou déi gréng 2008 Virschléi gemaach hunn, déi net zréckbehale gi sinn. An all déi fanne mer praktesch elo erëm an deem, wat Der ukënnegt. Duerfir wäerte mer also kënnen, mengen ech, op deene meeschte Punkten eng Reform gemeinsam droen.

Dat, wat mer haut maachen, ännert also par rapport zum Gesetz vu virum 2008: Deemoos kann ee par mariage Lëtzebuenger ginn, haut maache mer e Gesetz, fir dass een oder eent par mariage Lëtzebuenger gëtt, nämlech dann en vue vun enger Hochzäit mam Ierfgroussherzog Guillaume.

déi gréng wäerten deesen Text och stëmmen, well mer mengen, dass déi Reformen, déi Der wëllt ustoussen, an déi richtig Richtung ginn a well mer wëllen, dass déi Gesetzgebung iwwert d'Lëtzebuenger Nationalitéit un eis Realitéiten ugepasst gëtt. D'Realitéit vun engem Land, an deem bal all Zweete kee Lëtzebuenger Pass huet. E Land, wou bal all Zweeten oder all Zweet sech net kann un den nationale politesche Prozesser bedeelegen. An dat ass net gutt fir dëst Land. Mir hunn e Problem. D'Land huet e Problem. Méi nach wéi déi Leit individuell e Problem doduerch hunn, dass se vum demokratesche Prozess ausgeschloss bleiwen.

Mir mussen eis also Gedanke maachen, wéi eis Nationalitéitgesetzgebung kann d'Integratioun, d'Participatioun, ënnert dem Stréch d'Cohésion sociale an deem Land verstärken. Dat muss e Gesetz an eng Reform ginn, déi méi oppen ass, déi déi Perspektiv, dass d'Leit sech zu Lëtzebuerg méi séier kënnen un de Prozesser bedeelegen, verstärkt.

Dëst ass fir eis e Gesetz, wat symbolesch steet, fir dass keng Ausnahm bleift, dass et kee Privileg bleift. E Gesetz, wat symbolesch steet fir déi Ausrichtung, déi d'Reform vum Nationalitéitgesetz hei zu Lëtzebuerg muss hunn. An dofir wäerte mer och dës Proposition de loi stëmmen.

Si ass natierlech vu villen Diskussiounen begleet. Zum Deel och - de Kolleg Alex Bodry an och de Xavier Bettel si schonn drop agaangen -, well et vun der Technik hier vläicht net déi glécklechste Approche war, keen Exposé des motifs ze maachen an enger éischter Phas, wat, fir dat mannst ze soen, ongewinnt ass, dann en Exposé des motifs nozerechen, deen an eisen Ae kee gudden Exposé des motifs war vum Text hier.

De Xavier Bettel ass schonn op déi Voleté vun der Allégeance agaangen, wou mir och mengen, dass ee vun der Formulatioun hier ganz anescht hätt sollen deen Hannergrond do opzeechnen.

D'Kommissioun huet et jo glécklecherweis gemaach, an ech soen och op dës Plaz dem Lucien Weiler als Rapporteur Merci, deen och d'Nerve bis zum Schluss probéiert huet ze halen a behalen, fir schlussendlech en Text ze maachen, deen awer an engem ganz breede Konsens konnt iwwert d'Bühn goen.

Och bei der Base légale, beim Choix vun der Base légale war den Exposé des motifs net dee richtige Wee. Och do huet d'Kommissioun, mengen ech, an hirem Rapport déi Kéiere ge-

holl, déi ze huele waren, soudass mer elo mat guddem Gewëssen, an ouni eis musse Reproché gefalen ze loosse iwwert d'Legalitéit, kënnen deen Text do stëmmen.

Mir mengen awer och, an ech wëll dat och fir déi gréng Fraktioun haut hei an aller Däitlechkeet soen, dass et keng Mussesaach ass. Wann d'Comtesse de Lannoy net hätt wëllen iwwert dese Wee Lëtzebuengerin ginn, hätt dat fir eis als gréng Fraktioun kee Problem geschafen. Et war de Wonsch vum Haff, dass mer dat solle maachen. Mam Grond, fir eng gewëssen Identifikatioun mat Lëtzebuerg ze weisen. Dat ass an der Rei. Mam Wonsch, vläicht och, wa se d'Land representéiert an den nächste Joren, dat och kënnen mat engem Lëtzebuenger Pass ze maachen. Dat ass e valabele Grond, dass een dat als Grand-Duc freet. Dat kënnen mer akzeptéieren.

Mir soen awer genausou däitlech, dass mir net mengen, dass et hei eng Mussesaach gëtt. An an der Kommissioun war jo och keng Majoritéit derfir, fir ze soen, dass et eng Mussesaach muss sinn. Dat hu mer duerchaus an der Kommissioun diskutéiert.

A mir sinn och - an ech wëll dat ënnersträichen, wat den Alex Bodry gesot huet - der Meenung, dass d'Comtesse de Lannoy keng zwéngend Ursaach hat, fir matzedeelen, dass si op hir belsch Nationalitéit wëllt verzichten. Mir maache si duerch dëst Gesetz zur Lëtzebuengerin. Domat ass si eng vollwäerteg Lëtzebuengerin. A mir erlaben zënter 2008 an eiser Gesetzgebung, dass d'Leit méi wéi eng Nationalitéit hunn, an dat Recht steet och hir zou.

Et gëtt keen zwéngende Grond an eisen Aen, dass se op hir belsch Nationalitéit verzicht. Et ass natierlech hiert Recht, et ass hire fräie Choix, an deen huele mer zur Kenntnis a respektéieren deen och. Mä mir soen, dat do ass eng Démarche, déi am Lëtzebuenger Land 2012 net zwéngend noutwendeg gewiescht wier. Ech mengen, dass si hir Aufgab genausou gutt gemaach hätt, wa se, wéi vill aner Lëtzebuenger, och déi zweet, hir belsch, hir ursprénglech Nationalitéit bäibehalen hätt.

Eng Remarque wëll ech och nach maachen, och do gëtt et en Ennerscheid am Exposé des motifs an am Rapport vun der Kommissioun. Am Exposé des motifs vun Här Biltgen geet Rieds vun der future Grande-Duchesse. Am Rapport vun der Kommissioun geet net Rieds vun der future Grande-Duchesse, mä am Rapport vun der Kommissioun geet Rieds vun der future épouse du Grand-Duc héritier.

An et ass keen Zoufall, dass mer eng Nuance maachen. Dat ass eng Fro, déi mer vläicht iergendwann eng Kéier ee fir alle Mol missten tranchéieren.

Eis Constitutioun kennt just de Grand-Duc. Si kennt keng Grande-Duchesse an och keng Grande-Duchesse héritière. Si kennt d'Épouse du Grand-Duc net, mä par la force des choses ass et d'Épouse du Grand-Duc, oder an deem heite Fall la future épouse du Grand-Duc héritier.

Mä et wär gutt, mengen ech, wa mer eis och an deenen Titelen an Zukunft géifen un d'Verfassung halen. D'Verfassung kennt nëmmen de Grand-Duc a kennt net gläichzäiteg e Grand-Duc an eng Grande-Duchesse. Mä e kennt dann an deem Fall d'Épouse du Grand-Duc.

Ech weess, dass déi Termen och zum Deel zënter Laangem gebraucht ginn. Mä wa mer eis wëllen op Basis vun der Constitutioun zréckberuffen, wat mer jo och hei maachen an eise Rapport, dann, mengen ech, ass de Wuertlaut, deen de Lucien Weiler als Rapporteur zréckbehalen huet: „la future épouse du Grand-Duc héritier“, dee richtegen, an net wéi am Exposé des motifs: „la future Grande-Duchesse“.

Ech hunn zum Schluss, Här President, am Numm vun der grénger Fraktioun och eng Motioun préparéiert. An zwar eng Motioun, déi en perspective vun där Reform, déi mer jo wäerten elo geschwënn diskutéieren vum Nationalitéitgesetz, op engem präzise Punkt wëllt, dass d'Chamber haut eng Décisioun hëlt, a wéi eng Richtung déi Reform soll goen.

Ech hunn et virdu rappéléiert, wou mer 2008 d'Méiglechkeet ofgeschaf hunn, par mariage Lëtzebuenger ze ginn, hunn och eng ganz Rei Kolleegen do haaptsächlech un de Mariage blanc, un d'Gefore vum Mariage blanc ge-ducedt.

Mir mengen, dass een déi Problematik muss anescht léise wéi esou, wéi mer et 2008 gemaach hunn. Mir si mat där Reform, et ganz ofzeschaffen, an eisen Aen ze wäit gaangen. Dat schaaft ganz vill Leit, déi mat Mariage blanc näischt ze dinn hunn, einfach just am Alldag Problemer. Mir hunn also deene Leit, déi kengem Mënsch e Misär schafen, hiert perséinlech Liewen a vum Conjoint, vun der Famill, zu engem gudden Deel verkomplizéiert. Dat hätt mer net brauchen ze maachen.



Wann et e Problem vu Mariage blanc gëtt a wann ee muss dem Mariage blanc probéiere bäzkommen, dann, si mir der Meinung, soll een dat mat aneren Instrumenter maache wéi mat deem Ofschafe vun der Possibilitéit, mat dem glaten Ofschafe vun der Possibilitéit vun der Nationalitéit par mariage.

Duerfir proposéiere mer an där Motioun: éischens, andeem mer rappeléieren, fir dee Problem vun der Diskriminéierung tëschent heterosexuelle an homosexuelle Koppelen aus der Welt ze kréien, dass mer éischens séier eng Gesetzgebung iwwer de Mariage homosexuel hei duerch d'Chamber bréngen an dass mer dann am Kader vun der Reform iwwert d'Nationalitéit fir sämtlech...

(Interruption)

Dat weess ech. D'Motioun geet jo net iwwert deen dote Projet, Här Biltgen. Si geet iwwert déi Reform, déi mer elo geschwé wäerten diskutéieren.

Fir festzehalen, dass mer sollen natierlech dee Problem vum Mariage blanc probéieren ze léisen, dass mer awer gläichzäitig no der Adop-tioun vum Mariage pour personnes de même sexe och erëm déi Méiglechkeet aféieren, iwwert de Mariage Lëtzebuurger ze ginn. Dee Moment dann ouni Diskriminatioun fir sämtlech Koppelen, déi sech bestueden. Dat géif ville Leit villes erliichter.

Haut ass de richtege Moment, fir dat ze soen. Fir dass deen Text, dee mer stëmmen, deen der Comtesse de Lannoy d'Lëtzebuurger Nationalitéit gëtt, dass dat zwar an der Form haut e Privileg ass.

Et ass e Privileg, dee mer haut maachen, awer nëmmen an der Form. Wa mer déi Motioun stëmmen, gëtt et kee Privileg quant au fond.

An et wär gutt, wann d'Chamber déi Nuance géif maachen, dass mer haut just an der Form e Privileg stëmmen a geschwënn derfir suergen, dass jiddwereen nees par mariage ka Lëtzebuurger ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la nationalité luxembourgeoise a été conférée à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy en raison de son mariage avec le Grand-Duc héritier Guillaume de Luxembourg;

- considérant que depuis la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise le mariage avec une personne de nationalité luxembourgeoise ne confère plus au conjoint la nationalité luxembourgeoise;

- estimant nécessaire que le projet de loi sur le mariage entre personnes de même sexe devr passer le parlement dans les meilleurs délais;

invite le Gouvernement

- à prévoir dans la prochaine réforme de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise une disposition qui accordera la nationalité luxembourgeoise à toute personne qui épouse une personne de nationalité luxembourgeoise.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Merci, Här President. Et ass eng Traditioun, dass de Grossherzog respektiv der Grossherzogin hire conjoint, dass deen d'Lëtzebuergesch Nationalitéit huet. An et ass doduerjer och absolut verständlech, dass déi zukünfteg Ierfgrossherzogin, och aus Traditioun, wëllt Lëtzebuurgerin ginn.

Duerfir hu mer och als ADR mam Fong vum Wonsch vun Haff kee Problem, fir dem Gesetz zouzestëmmen, fir dass d'Comtesse de Lannoy d'Lëtzebuergesch Nationalitéit kritt. Mä et ass natierlech eng Debatt doriwwer ze féieren, wéi et dann um juristesche Plang motivéiert sollt ginn.

Ech wëll och vun der Geleeeënheet profitéieren, fir där jonker Koppel alles Guddes ze wënschen.

Ech profitéieren och, fir dem Rapporteur, dem Här Lucien Weiler, Merci ze soen, dass en...

(Brouhaha)

...hei déi ganz Problematik, déi mer an der Commission juridique diskutéiert hunn, iwwer laang Stonnen (veuillez ajouter: gutt erkläert huet). Dat gesäit no näischt aus, mä et huet awer relativ laang gedauert a mir hunn awer och eng ganz seriö Problematik opgeworf.

Datt mer hei duerch e Spezialgesetz, beim all-gemeine Gesetz eng Ausnahm virgesinn, dat ass eppes, wat, loosse mer soen, an der Éischt net esou kloer wor, well d'Regierung hat e Gesetzesprojet déposéiert, wou keen Exposé des

motifs dra wor, an der Éischt. Du koum en Exposé des motifs eran, wou ech mech emol heiansdo gefrot hunn, ob dat vläicht e bësselche séier an der Vakanz geschitt war; dat hätt ee kënnen évitéieren. An duerfir ass bei ons mat Recht eng Debatt entstanen, wéi mer déi ganz Problematik sollten do ugoen.

D'Motivatioun, fir iwwer e Spezialgesetz enger Persoun d'Lëtzebuergesch Nationalitéit ze ginn, dat ka sech aus dem normalen Nationalitéitengesetz erginn, wéi mer et elo schonn hunn. Duerfir wor d'Iddi opkomm, dass dat kéint fir Servicer, déi d'Comtesse de Lannoy dem Land ginn hätt, wann dat...

(Interruption)

...de Lannoy, ginn huet, hätt ee kënnen dat eleiten akzeptéieren. Mä, vu dass dat awer net de Fall ass, ass also déi zweet Optioun zrëckbe-hale ginn. Dat heescht, dass dat eleiten op d'Demande vun der Regierung a vun der Comtesse geschitt ass.

Dat schéngt ons op jiddwer Fall déi richteg Motivatioun ze sinn. Et kann een och virgesinn, dass se reng, en théorie, mä et ass awer d'Méiglechkeet, dass se kéint d'Régence kréien, wa se bestuet wier. Wann de Grand-Duc, den Här Guillaume..., de Guillaume géif stierwen a si hätten e Kand, da kéint esou eppes och nach theoretesch zu enger Régence féieren. Obwuel dat nach wierklech nuren eng Hypothees ass, déi awer ganz schwéier ze realiséieren ass a wat mer och - bien entendu - net wënschen. Mä et ass eng theoretesch Possibilitéit, déi ee muss virgesinn.

Mä dat justifiéiert awer nach net onbedéngt d'Gesetz. An duerfir si mer och alleguerten, iwwer all Parteien, d'accord gewiescht, fir nach eng Kéier eng Debatt ze féieren iwwert déi Aart a Weis, wéi mer aus esou Situatiounen, wann eng Persoun soll d'Lëtzebuergesch Nationalitéit op Demande vun der Regierung kréien, dass mer dat dann eng Kéier diskutéieren an dann am Gesetz preziséieren.

Et gëtt eng zweet Problematik, déi ech wollt awer och nach opwerfen. Dat ass, dass mer hei enger Persoun d'Lëtzebuergesch Nationalitéit ginn, déi deen Ablack nach net mat dem Ierfgroussherzog bestuet ass. Duerfir, mengen ech, hu mer och zrëckbehalen, dass mer d'Regierung froen, dass d'Gesetz eréischt sollt publi-zéiert ginn den Datum, wou d'Bestietnis effek-tiv gëtt. Dat schéngt jo och elo esou den Accord ze sinn. Ech wollt just nure froen, ob dat esou an der Rei ass.

An deen drëtten Punkt, deen an der Debatt stoung, dat ass, dass mer eng Reform vum Nationalitéitengesetz musse seriö an d'A faassen. Déi Propositionen, déi d'Regierung do gemaach huet, déi sinn net iwwert de Fong, mä, ech géif soen, éischer technescher Natur. Well effektiv ganz vill vun deene Punkten, déi opgeworf gi sinn an deem Rapport, dee mer gesinn hunn, éischer iwwer kleng Modalitéiten ze dinn hunn, wou et heiansdo Ongerechteg-keete gëtt ënnert der Behandlung vun deenen einzelnen Demandeuren.

Zum Beispill ass eppes, wat ech ni richteg fonnt hunn, dat ass, dass eng Persoun, déi hiert ganz Liewen hei zu Lëtzebuerg wor an op eng Kéier aus beruffleche Grënn an d'Ausland geet, muss goen, dass déi op eng Kéier net méi déi lescht siwe Joer hei zu Lëtzebuerg wor an dann d'Lëtzebuergesch Nationalitéit net ka kréien, während de Rescht vun hirer Famili d'Lëtzebuergesch Nationalitéit ka kréien.

Do gëtt et e puer Saachen, déi manifestement enger Reform bedierfen. An duerfir ass dat och néideg, dass mer op dee Wee do ginn. Dat gesot, mengen ech, dass dat eleiten awer e Gesetz ass, wat mer wëlle matdroen, well et enger Traditioun entsprécht. An ech mengen, dass ass vläicht elo kee juristescht Argument, mä et ass awer dat, wat ganz vill Leit hei am Land och esou gesinn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Dir Dammen an Dir Hären. E Professor vum Verfassungsrecht, den Här Luc Heuschling vun der Uni Lëtzebuerg, huet sech an der Press virun enger Zäit eng Rei vu Froe gestallt iwwert d'Legitimitéit vun der Monarchie. Dat war virum Dépôt vun deemem Projet de loi. An ech mengen net, dass d'Legitimitéit vum Haff an der Zwëschenzäit, zënter dem Dépôt hei, geklommen ass.

Eng Rëtsch Deputéierte stelle sech hei Froen iwwert d'Opportunitéit vun deemem Gesetz. Doriwwer eraus mengen ech awer, dass ee sech muss d'Fro stelle vum verfassungsméissegem a gesetzméissegem Kader vun esou engem Gesetz. Et gëtt hei vu Cadeau geschwat. Et gëtt vun Traditioun geschwat. Mä ech wëll d'Fro opwerfen: Ass dat Gesetz hei konform mat eiser konstitutioneller Situatioun?

A wéi d'Regierung an d'Regierungsparteie wanken an där Fro do an net wëssen, op wat fir engem Fouss se sollen danzen, juristescht gesinn, dat gesäit een duerch déi ganz Aarbechte vun där Kommissioun ëm dat Gesetz hei.

Am Joer 2008 ass nämlech d'Nationalitéitetro souwuel an der Verfassung wéi an engem Gesetz, wat den allgemenge Kader setzt, kloer geregelt ginn. D'Nationalitéit ze kréien ass e Recht ginn, wann ee gewësse Bedéngungen erfëllt. Et ass och e Recht ginn, wat ee kann akloen. Domadder ass der Chamberwillkür, déi virdu bestanen huet, fir hanner zouenen Dieren ze déci-déieren, ob ee Lëtzebuurger gëtt oder net, e Rigel virgeschobe ginn. Ech fäerte just, hei gëtt de Rigel erëm opgemaach an engem eenzelne Fall.

Et ass deemools festgehalde ginn an der Verfassung selwer, dass d'Gesetz d'Konditiounen fixéiert, fir Lëtzebuurger ze ginn, „la loi fixe les règles“. A wann ech soen „règles“, da mengen ech allgemeng Regeln, déi gëllen, op d'mannst fir eng bestëmmte Kategorie vu Leit.

Dat ass awer hei net de Fall. D'Nationalitéitengesetz vun 2008, fir et nach eng Kéier kuerz ze résuméieren, gesäit vir, fir d'Allgemengheet vun de Leit, Residenz- a Sproochebedéngungen. An ausnahmsweis kann een nach duerch d'Chamber Lëtzebuurger gemaach ginn, wann ee Servicer, Services signalés à l'État geleescht huet.

Fir dozou ze kommen, gëtt et zwee Weeër: entweder op eegen Demande oder op Proposition vun der Regierung. Esou e Spezialgesetz, wat op deene Bestëmmung vum Artikel 8 vum Gesetz vun 2008 baséiert hätt, ass et awer zënterhier ni ginn. Och emol net fir Sportler, wéi d'Leit heiansdo dobausse mengen.

An an deemem Fall, wou et jo ëm e Bestietnis geet, ass de Besuch op Services rendus à l'État, an domadder Besuch op d'Gesetz vun 2008, ganz kloer net zrëckbehalde gi vun der Kommissioun, och net vum Statsrot.

Domat ass emol dat éischt Argument vum Här Biltgen, fir dat Gesetz hei ze justifiéieren, ausser Kraaft geroden. Och säin Émwee iwwert d'Allé-geance, also d'Ennerwerfung vun der Braut ënnert de Souverain, déi hei proposéiert ginn ass als Erklärungsmuster, ass zrëckgewise gi vun der Kommissioun. An ech mengen, och wann den Här Minister haut de Contraire seet, säin intellektuelle Besuchskader do...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, ech stellen hei fest, dass ech als Deputéierten zu enger wichteger verfassungsméissegger Fro wëll schwätzen. Ech iwwerschréide meng Riedezäit ëm eng bis zwou Minutten. Ech bieden lech, mer déi Riedezäit ze ginn. Et geet hei ëm eng Prinzipiefro schlieslech.

Also, ech mengen, dass den Här Biltgen, an ech kann och nach eng Kéier herno dorobber zrëckkommen, nodeem den Här Biltgen geschwat huet, ganz kloer sech bezunn huet op de Kader vum Souverain, wéi et 1919 sech gestallt huet. Dat heescht, de Souverain, de Chef de l'État deemools. En huet sech bezunn op e Buch vum Här Scuto, wou ganz kloer dee Kontext doraus ervirgeet.

De Souverain ass awer a war och schonn 1919 d'Natioun. An de Grand-Duc muss sech zënterhier der Verfassung an de Gesetzer ennerwerfen. An ech verlaangen näischt méi, wéi dass en dat och an deemem Fall hei mécht.

An ech muss soen, och déi Erklärung vun der juristescher Kommissioun iwwert d'Identifikatioun vun der Madame de Lannoy mat hirer zukünfteger Roll als Fra vum Ierfgroussherzog a mam Lëtzebuurger Vollek ass net méi plausibel wéi dat Erklärungsmuster virdrun. Well och déi Erklärung geet aus kengem Text ervir.

D'Madame huet jo emol iwwregens nach net Jo gesot virum Här Bettel.

(Interruptions)

Et gëtt hei mat deemem Gesetz, Här President, keng allgemeng Regel geschafen, fir d'Nationalitéit ze kréien. Et gëtt keng Catégorie de personnes identifiéiert, déi no gewëssene Regeln an Zukunft d'Lëtzebuurger Nationalitéit wäert kréien.

Neen, hei ass e Cadeau fir eng eenzel Persoun, dee keng Begrënnung fënnst an den Texter, wéi mer se virfannen. An och, wann d'Chamber e Pouvoir souverain huet, huet se awer net, menger Meinung no, de Pouvoir souverain, sech iwwert d'Verfassung ewechzesetzen, déi kloer seet, dass e Gesetz muss Regele fixéieren, fir d'Nationalitéit ze kréien.

An der Kommissioun...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir hutt awer elo méi wéi dat Duebelt...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo.

► **M. le Président.**- ...scho kritt.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech sinn och ganz séier fäerdeg.

► **M. le Président.**- Wann ech gelift, kommt elo wann ech gelift zum Schluss!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, ech sinn och ganz... Eemol an der Kommissioun huet en Deputéierte gesot, dat hei wier lachhaft, déi Argumentatioun. E wäert awer, mengen ech, hei derfir stëmmen. Ech mengen, wa mer hei dat Gesetz stëmmen, diskreditéiere mer eis als Chamber selwer. A grad an deemem Moment, wou d'Regierung versicht, d'Verfassungskommissioun ze bremsen, déi dem Haff säi Recht wollt ofschaffen, als Matgesetzgeber opzetrieden, wat en awer hei an egeger Saach op eng onverschimmten Aart a Weis mécht! E mécht et iwwregens och am Statsrot iwwer e Familien-member vun him, deen do mat déi Décisioun hei geholl huet, wat den Avis vum Statsrot ugeet.

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir musst elo...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dofir hu mer och...

► **M. le Président.**- ...wierklech...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech kommen elo op de leschten...

► **M. le Président.**- Neen, wann ech gelift! Dir sidd elo iwwer sechs Minutten. Esou geet et net! Mir hunn awer hei eng Riedezäit, déi muss respektéiert ginn. Ech bieden lech, elo Schluss ze maachen!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, ech mengen, dass Äert Riedezäitsreglement iwwregens och verfassungswiddreg ass. Dorop kommen ech och nach vläicht eng Kéier zrëck.

(Interruptions diverses)

► **Une voix.**- Maacht e Recours! Dofir gëtt et Gerichter!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Voilà! D'Fro, mengen ech, vun der Demokratie a vun der Gläichheet virum Gesetz an d'Fro vum Géigep-rinzip dozou, dat heescht d'Monarchie, ass mat deem heite Gesetz net evaküiert. Ech mengen, déi Fro lieft erëm op, lieft erëm op no där Debatt hei! A mir musse se féieren, och am Zesammenhang mat der neier Verfassung, déi amgaangen ass, diskutéiert ze ginn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass esou: Wann d'Chamber dënschdes mëttes fir d'Éischt opgeet, da si virdrun alt gross lessen an dann ass deen een oder deen aneren aneschters a Form wéi deen aneren. Et deet mer e bësse leed, dass hei verschidde Riedner awer net grad der Héicht vun der Debatt Rechnung gedroen hunn, well et ass eng wichteg Debatt! An ech wäert mech och dofir net mam Här Urbany auserneesetzen.

Et kann ee meng intellektuell Integritéit ugräife wéi ee wëllt, Här Urbany. Dir sidd jo hei, Dir dierft jo soen, wat Der wëllt, ouni dass ee géif géint lech viru Geriicht virgoen. Mä mir vir-zewerfen, ech hätt mech virun 1919 gesat, dat, muss ech soen, dass ass esou wéi et ass! Dat ass elo alles, wat ech zu lech soen, well méi hutt Der net verdéngt!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Déi Leit, déi de Freideg derbäi waren...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Et sinn dräi Saachen, et sinn dräi Saachen...

► **M. le Président.**- Här Urbany, loosst elo wann ech gelift den Här Minister schwätzen!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Et sinn dräi Saachen, déi ee muss an där heiter Debatt kucken: d'Geschicht, den Droit an d'Politik. An et muss een déi dräi och auserneenhalen.

D'Geschicht ass esou, an do muss een einfach op den Ursprung vu Lëtzebuerg zrëckgoen. D'Geschicht ass d'Geschicht. Wann een d'Geschicht kuckt, dann heescht dat net, dass een dat an Zukunft net soll aneschters gesi wéi an der Vergaangenheet. Mä et kann een net maachen, wéi wa mer keng Geschicht zu Lëtzebuerg gehat hätten.

An déi Fro, dass een, dee Conjoint vun engem Grand-Duc oder enger Grande-Duchesse ass, deen also kann zum Beispill e Régent ginn - déi eenzeg Régente, déi mer haten, war effektiv

eng Conjointe vun engem Grand-Duc -, dass dee bis elo ëmmer Lëtzebuurger sollt sinn an ëmmer gewënscht war, Lëtzebuurger ze sinn, ma dat geet op eng laang Geschicht zrëck.

An dëser Chamber waren 1919, wéi et ëm d'Nationalitéit vum Prënz Felix gong, gréisser Debatten, ganz grouss Debatten. Woufir? Ënner anerem, well de Prënz Felix an der éisträichescher Arméi gekämpft huet. An dat war eng Fro, déi sech hei gestallt huet: Wat mécht deen, wann en hei - an deemools war Lëtzebuerg jo nach neutral, dat huet jo ganz vill Problemer och am Éischte Weltkrich mat sech bruecht -, wat mécht deen, wann deen Éisträicher ass an net Lëtzebuurger? An dat ware länger Debatten, déi den Här Scuto a sengem ganz remarquabele Buch och gutt beschreift.

Déi zweet Fro, déi sech gestallt huet, déi huet sech nämlech net gestallt. Wéi de Grand-Duc Jean d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte bestuet huet, dunn huet d'Fro sech net gestallt. Woufir? An och dofir ass et wichteg, wann ee seng Geschicht kennt: well déizäit d'Gesetzter esou waren, dass, wann een - an dat huet fir Lëtzebuerg an d'Belch gezielt, mä fir vill aner Länner och -, wann een, eng Fra, e Mann bestuet huet, dann huet se hir Nationalitéit verluer an dem Mann seng kritt.

Dat erkläert iwwregens och, woufir mer esou vill Leit hunn, déi hir Nationalitéit wëlle recouvréieren: well ee vun hire Virfahren am Ufank vum Jorhonnert ee bestuet huet, deen eng aner Nationalitéit hat an doduerch d'Fra d'Nationalitéit verluer huet an d'Kanner ni d'Nationalitéit vun der Fra konnte kréien, vun der Lëtzebuurger Fra.

Et muss een, och wa mer op déi Debatt elo kommen, déi ech amgaange sinn ze lancéieren, dat och am Kapp hunn: dass villes sech duerch d'Geschicht erkläert. An dofir soll een ëmmer an Zukunft nei Weiche stellen, mä et muss een awer wëssen, woufir dat an der Geschicht eng Kéier esou komm ass.

Dunn huet d'Fro sech also net gestallt, beim Grand-Duc Jean a bei der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte. Beim aktuelle Grand-Duc Henri, do war et esou, dass deemools d'Maria Teresa konnt optéiere fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit, well déizäit gesot ginn ass: Wann een ee bestit - do war d'Gesetz geännert, do huet een also net méi d'Nationalitéit vun Mann automatesch kritt a seng verluer -, ass gesot ginn, wann een ee bestit, da kann een optéiere fir d'Nationalitéit, ouni weider Conditions de résidence.

Dunn huet d'Fro sech hei gestallt - dofir sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass awer eng Partie Leit, déi deemools hei ware '94, sech net méi kënnen drun erënneren -, d'Fro huet sech du bei der Prinzessin Sibilla Weiller gestallt, déi de Prënz Guillaume - deen anere Prënz Guillaume, de Brudder vum Grand-Duc - bestuet huet. Dunn huet sech '94 déi Fro hei gestallt. A woufir? Majo, well och d'Sibilla duerch hire Mann, deen an der Trounfolleg ass, theoretesch kéint Régente ginn. An och deemools ass genee déiselwecht Prozedur komm.

Dofir soen ech, wann elo d'Leit haut iwwerrascht sinn, dass keen Exposé des motifs derbäi war, muss ech just soen, mir hu copy-paste gemaach vun deem, wat '94 de Fall war: Do ass den Dossier ouni Exposé des motifs, mat enger Note un de Conseil d'État, hei an d'Chamber komm an en ass hei an der Chamber gestëmmt ginn. Just war et déizäit huis clos, wou e gestëmmt gouf, an net an enger öffentlecher Debatt. Wat haut anescht ass: dass eng öffentlech Debatt do ass, wat ech absolut net regretéieren.

Ech wëll just soen, dass een net ka maachen, wéi wann elo hei d'Regierung iergendeppes Neies gemaach hätt. D'Regierung huet strikt copy-paste dat gemaach, wat se '94 gemaach huet, wou keen eppes deemools drun ze meckere fonnt hat. D'Sibilla war nämlech dunn enger anerer Gesetzgebung ënnerworft wéi de Grand-Duc Henri an d'Grande-Duchesse Maria Teresa. Nämlech huet dunn d'Gesetz gesot: Du kanns, wann s de ee bestiits - e Lëtzebuurger -, Lëtzebuurger ginn, awer eréischt, wann s de drai Joer hei wunns. An dofir ass déi Exceptioun komm.

Déi Exceptioun ass och komm vun enger Bestëmmung, déi et schonn an den 30er Joren an de Gesetzgebunge gouf, déi dunn d'68er Basisgesetz iwwerholl huet an déi dat heitegt Gesetz och besot huet: nämlech, dass kann, ouni dass eng Demande virläit - an et ass dee Fall, op deen et ëmmer geméint gouf, et ass deen eenzege Fall, wou et agezragt ass -, dass d'Regierung kann, ouni dass eng Demande do virläit, der Chamber virschloen, dass ee Lëtzebuurger gëtt.

Elo muss ee wëssen - an dat ass awer hei gesot ginn -, elo muss ee wëssen, dass fréier de Prinzip war, dass d'Chamber iwwer all einzelt Gesetz ofgestëmmt huet, an dofir ass dat iwwerhaupt net géint d'Verfassung! Et war fréier esou, dass all Naturalisatioun en einzelt, individuell Gesetz war. Sou war dat fréier!

De grouse Paradigmewissel vum Gesetz vun 2008, méi wéi nach déi sougenannten duebel Nationalitéit - déi keng duebel Nationalitéit ass -, mä méi nach wéi déi sougenannten duebel Nationalitéit war de Paradigmewissel vun 2008, dass net méi d'Chamber all einzelt Fall, an dann heiansdo een aneschters wéi deen aneren, notamment wat d'Lëtzebuurger Sprooch ubelaangt, gekuckt huet, mä dass hei de Justizminister eigentlech d'Décisioun hält. An dat opgrond vu Kritären, déi gekuckt ginn, déi duerch d'Gemenge gekuckt ginn, déi duerch d'Pabeiere gekuckt ginn, déi duerch Sproochentester gekuckt ginn a wou, wann d'Konditiounen erfëllt sinn, de Justizminister Jo seet, a wa se net erfëllt sinn, Nee seet.

Dat war dee grouse Paradigmewissel. An eleng doduerch geet et elo vill méi séier wéi fréier, wou oft Dossieren éiweg hei louchen.

De Gesetzgeber vun 2008 huet allerdéngs...

(Interruption)

Dach, dach, dach! Liest d'Buch vum Här Scuto no!

De Gesetzgeber huet 2008 dunn am Gesetz - an ech kommen nach eng Kéier dorobber zrëck - fälschlecherweis, soen ech, mä herno ass ee jo ëmmer méi klug wéi virdrun, drageschriwwen, dass de Gesetzgeber kann Ausnahme maachen. An do kommen ech nach eng Kéier drop zrëck, dass ech mengen, dass dat eigentlech net néideg ass: Well de Gesetzgeber kann ëmmer Ausnahme maachen, well de Gesetzgeber ass souverain, soulaang en d'Verfassung respektéiert.

Mir hunn also dofir dës Kéier bei der Demande vun der Prinzessin Stéphanie genee déiselwecht Prozedur gewielt wéi deemools. Do wëll ech just soen, dass ee kann driwwer diskutéieren, ob dat richtig ass. Mä et kann een net soen, dass elo op eemol d'Regierung aus heiterem Himmel iergendeppes gemaach hätt, wat se fréier net gemaach huet. An dofir muss een d'Geschicht als Geschicht kucken, an da muss ee kucken: Wat wëllt een an Zukunft änneren? Dat zur Geschicht.

Zum Droit muss ech einfach hei soen, dass ech net kann akzeptéieren, wann een hei behaupt, de Grand-Duc wär de Souverain. Dat ass zënter 1919 net méi de Fall! An dofir kann ech dat net akzeptéieren, dass hei e Jurist dat op der Chambertribün seet.

Ech kann och net akzeptéieren, dass hei gesot gëtt, mir hätten d'Prinzessin Stéphanie, wéi den Här Bettel dat gesot huet, „pour services rendus“ hei proposéiert.

(Interruption)

Mir hunn d'Prinzessin Stéphanie hei proposéiert, mir hunn hei proposéiert opgrond vun dem drëtten Alinéa vum Artikel 8, nämlech deem, dass ouni eng Demande d'Regierung kann d'Chamber froen. An d'Chamber ass ëmmer souveraine, d'Chamber ass ëmmer souveraine...

► **M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Bettel lech eng Fro stellt?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech hunn dem Här Minister gesot, dass mer et der Prinzessin Stéphanie am Fong haut kéinte fir Services rendus maachen, well mer alleguerte festgestallt hunn, dass deen Text net gutt war, Här Minister. Ech hunn net gesot, dass dat heiten elo de Fall wär. Ech hu gesot, dass mer haut dem Stéphanie kéinte pour services rendus..., well deen Text, wéi mer alleguerten elo gemierkt hunn, schlecht ass. Dat hunn ech gesot an ech stinn nach ëmmer dozou!

► **M. le Président.** - Dat war zwar elo keng Fro, Här Bettel.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Dann ass et gutt, dass ech...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech kréien hei Wieder an de Mond geluecht, déi ech net gesot hunn.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Dann ass et gutt, dass ech...

► **M. le Président.** - Här Minister, fuert virun!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Dann ass et gutt, dass ech scho Lëtzebuurger sinn, well ech hunn zënter dem Mäerz d'lescht Joer drop higewisen, dass ech wëll eng Debatt féieren iwwer all déi Punkten, déi mer mengen, déi am Gesetz musse geännert ginn. Dat war iwwregens, Här Braz, nach irer dass ech iwwerhaupt wouss, dass et do zwee jonk Leit gëtt, déi géife sech eng Kéier matenee bestue-

den a mat deenen ech eng Kéier juristesch eppes ze dinn hätt.

Dann, dat Drëtt ass, de Gesetzgeber ass ëmmer souverain. Gott sei Dank hu mer e Verfassungsgericht. Ech wëll deem Verfassungsgericht (veuillez lire: Verfassungsrichter) jo och méi Pouvoir ginn, andeems ech eng Cour suprême wëll schafen an domadder aféieren, dass och deen eenzelne Richter kann d'Verfassung préieren an d'Cour suprême eigentlech dat lescht Wuert huet. Mä et ass wichteg, dass mer d'Verfassung kontrolléieren. Dat heescht, de Gesetzgeber kann alles maachen, wat e wëllt, wann et net géint d'Verfassung verstéisst.

Dofir mengen ech och, dass eigentlech déi Artikelen 2 an 3 iwwerflësseg sinn, well de Gesetzgeber kann ëmmer hei eng aner Décisioun huelen. De Minister muss sech un d'Gesetz halen. Mä de Gesetzgeber heibannen - d'Chamber - kann op Demande vun der Regierung, mä och op Demande vun engem eenzelnen Députéierte kéint hei d'Chamber iergendengem d'Lëtzebuurger Nationalitéit ginn, pourvu dass se effektiv de Kritäre vum Verfassungsgericht Rechnung dréit.

An hei huet den Här Weiler a sengem ganz remarquabele mëndleche wéi och schréfleche Bericht dat ganz kloer gesot. Mir hunn nëmmen eng „Grande-Duchesse héritière“. An aus deene Grënn, déi ech aus der Geschicht gesot hunn, wou ech awer nach politesch drop zrëckkommen, ass et schonn ubruecht, fir do en Ennerscheid ze maache mat iergendengem aneren, dee wëllt Lëtzebuurger ginn. Et ass bis elo ëmmer esou uegoll ginn, dass een, dee kann d'Lëtzebuurger Land regéieren, dass deen och soll Lëtzebuurger sinn. An ech mengen, dat ass och déi Ursach, déi hei richtig geholl ginn ass.

Dofir mengen ech, wann ech op dat Politescht kommen, dass mer eng Partie Saache sollen diskutéieren. Déi Fro, déi haut opgeworf gouf, déi ganz interessant ass, fir ze froen: Muss een, dee kann d'Lëtzebuurger Land eng Kéier regéieren, wat jo net ausgeschloss ass - et muss net kommen, mä et ass net ausgeschloss -, muss dee Lëtzebuurger sinn oder net? Eng Partie Parteien hunn hei daitlech gesot, e muss net Lëtzebuurger ginn. Da soen ech awer, da musse mer eis awer d'Fro stellen...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Also net de Statschef selwer, Här Minister.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Jo, mä e Régent, een, dee ka Régent ginn...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Also déi Fro vun der Régence, mengen ech, hu mer ganz gutt geléist an eiser neier Verfassung.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Jo, mir hunn awer déi nei Verfassung net, Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech mengen, ech gesinn och net, dass muer de Grand-Duc soll ewechfalen an dann de Grand-Duc...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Ech och net. Et wier och net...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...an dann de Grand-Duc héritier soll ewechfalen, fir dass déi dote Fro sech iwwerhaupt stellt.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Et ass eng theoretesch Fro. Et ass eng theoretesch Fro, déi ee muss kucken.

An dann, wann ee seet, dass een, dee ka Régent ginn no der aktueller Verfassung - ech hunn déi aktuell Verfassung ze respektéieren; ech hëllef awer gär mat, eng nei ze maachen, wéi Der wësst -, mä déi aktuell Verfassung, wann ee seet, een, dee ka Régent ginn, muss net Lëtzebuurger ginn, da musse mer eis awer d'Fro stellen, ob mer net dee ganze Statsdëngscht awer vill méi opmaache fir NetLëtzebuurger, wéi mer et bis ewell maachen. Dat ass awer eng Fro. Hei si mer an der Souveraineté nationale.

Ech wëll just soen, dass een, wann een déi dote Fro hei opwerft, dass een déi awer da muss bis zum Schluss deklinéieren an eventuell bis zum Schluss Jo soen. Et ass net onbedéngt meng Meinung, dat doten ze maachen. Mä ech soen, wann een dat hei einfach esou seet, muss een och kucken, ob een net déi aner Diskussioun weiderdreift, déi eng Diskussioun ass, déi absolut néideg ass, wéillt ech gäre soen. Ech sinn net där Meinung, dass ee sollt iwwerall, wou Souveraineté nationale ass, soen, et kommen NetLëtzebuurger. Mä wann een awer hei seet, uewen op der Spëtz vum Stat muss een net onbedéngt Lëtzebuurger sinn, da muss ee sech d'Fro stellen, ob een dat net bis erof deklinéiert.

Déi zweet Fro, déi sech stellt, dat ass déi: Musse mer am Artikel 8 wierklech dostoe loosson, dass de Gesetzgeber kann e Gesetz änneren? Et gëtt en ale Rechtsprinzip: „specialia generalibus de-

rogant“. Dat ass esou, e Spezialgesetz kann ëmmer en allgemengt Gesetz derogéieren, et sief dann, d'Verfassung wär dergéint. Hei gesäit d'Verfassung net, wéi op verschidden anere Punkten, eng speziell Prozedur vir, dass ee misst eng speziell Majoritéit an der Chamber hunn, wéi mer dat zum Beispill hunn, wa mer d'Conscriptiounen, d'Wahlconscriptiounen änneren. Dat hu mer hei net virgesinn.

An nach eng Kéier: De Verfassungsprinzip ass, dass et muss fir déi Leit, déi am selwechte Fall sinn, d'selwecht zielen. Ech kéint mech also, wa mer déi Debatt féieren, déi ech jo ugeleiert hunn, wou ech jo en Débat de consultation wëll, Här President, wou ech no där nächster Réunioun mat der Chamberskommissioun dann och wëllt déi Fro formuléieren, sinn ech absolut bereet, déi dote Fro och ze formuléieren. Well ech mengen, dass et méi einfach ass, et steet näischt méi am Gesetz. A wann esou ee Fall sech stellt, da gëtt ad hoc doriwwer ofgestëmmt.

Ech sinn allerdéngs net der Meinung, dass ee soll soen, jiddwereen, deen an d'groussherzoglech Famill erakënn, dee muss Lëtzebuurger ginn. Ech mengen, et muss ee schonn hei bei all Fall ofstëmmen, ob mer deen och wëllen als Lëtzebuurger oder net. Ech mengen, dass dat awer schonn eng wesentlech Fro ass vun der Chamber, déi hei d'Souverainetéit awer haapt-sächlech exercéiert.

Dann en drëtte Punkt ass deen, dass Der wësst, dass ech zënter spéitstens, scho virdrun, mä zënter dem Mäerz läit eigentlech alles um Dësch, hunn ech ëmmer erëm public gemaach, iwwer wat fir eng Punkten ech wëllt hei diskutéiere mat lech.

Ech hunn och en Internetsite opgemaach, dee ganz interessant ass. Ech hunn och d'Leit gefrot, ob se d'accord wäeren, dass ech géif anonym - si mussen äntwerten, déi net wëllen, dass ech hir Wuertmeldung u mech public maachen, déi maachen och net public -, mä ech froe jiddwereen, ob en d'accord ass, dass ech dat géif der Chamber ginn. Well ech nämlech feststellen, déi Leit, déi op deen Internetsite ginn, do ginn d'Meenunge wäit ausernee, mä et ass awer eppes anescht, soen ech och heibannen, wéi den allgemengen Tenor op rtl.lu.

Just fir ze soen, dass zum Beispill e grouse Problem effektiv d'Mariage si vu Leit, déi dobausse bestuet sinn, wou d'Fra zum Beispill oder de Mann Lëtzebuergesch kann, mä déi net zu Lëtzebuerg wunnen. Déi mussen elo da siwe Joer hei sinn. An dofir kommen ech nach eng Kéier op déi wesentlech Froen zrëck, déi ech wëll stellen.

Wa mer soen, an ech sinn derfir, dass d'Lëtzebuergesch eng wichteg Roll spillt, da muss een éischters wëssen, dass een, dee vun engem Lëtzebuurger ofstaamt, net muss Lëtzebuergesch schwätzen. Et gëtt kee bei sengem Acte de naissance op der Gemeng gefrot, wann d'Kand vum Papp ugemellt gëtt oder vun der Mamm, meeschtens vum Papp, ob d'Kand Lëtzebuergesch herno geléiert gëtt. Et gi ganz vill Lëtzebuurger, déi vu Lëtzebuurger Ofstammung sinn, déi kee Lëtzebuergesch kënnen. Dat war an der Vergaangenheet esou an et ass och an Zukunft esou. Also do, wou eng Ofstammung ass, muss een net Lëtzebuergesch kënnen. Dat ass de ius sanguinis.

Dann hu mer de ius soli, wou mer effektiv 2008 gesot hunn, du muss siwe Joer zu Lëtzebuerg wunnen an du muss Lëtzebuergesch schwätzen. Wou meng Fro nach eng Kéier ass: Ass da Lëtzebuergesch schwätzen net méi wichteg wéi siwe Joer „ininterrompu“? Dat ass mäin Hauptproblem. Mir sinn net méi an der Circulatioun, mir sinn net méi an der Immigratioun vu fréier, wou s de dain Handgepäck geholl hues an du bass gewandert an da waars de an engem anere Land an du bass héchstens all Schaltjoer eng Kéier heem an deng Heemecht gaang.

Haut hu mer eng Circulatioun, eng Migration circulaire, wou mer ganz vill Leit hunn, déi hunn zu Lëtzebuerg gewunnt, schwätzen Lëtzebuergesch, mä hunn net déi lescht siwe Joer - dofir ass och siwen oder fënnf mir egal -, net déi lescht siwe Joer de façon ininterrompue zu Lëtzebuerg gewunnt. Dat sinn also wesentlech Froen, déi mer eis musse stellen.

An da kënnst déi derbäi - ech hu gesot, ius sanguinis, ius soli -, an da kënnst effektiv de Mariage derbäi, wou mer 2008 ganz streng goufen, nodeems et fréier nach vill méi streng war, duerno manner streng. Wou ech och soen, dass mer sollen do nei Differenzen eraféiere beim Mariage. Ech mengen net, dass ee sollt zrëckkommen a soen, du bass automatesch, wann s de ee bestiits, Lëtzebuurger. Ech mengen och, dass mer mat deenen Amendementen, déi mer zesumme gemaach hunn an der Chamberskommissioun iwwert d'„Mariages“, ech wëll net soen „blancs“, dat ass fir mech e schlechten Term -, ech hu „Mariages arrangés“ gesinn, déi net „blancs“ waren, also et ass dach heiansdo méi schlëmm -, an dass mer d'Abusé kënnen évitéieren.



Et ass awer da ganz kloer, dass mer net kënnen de Pacs op deeselwechten Niveau wéi de Mariage setzen, well de Pacs ass keng Ännerung vum État civil. Ech mengen, dass mer déi Diskussioun solle féieren, fir effektiv de Mariage méi en considération ze huelen. Well ech soen lech, mat déi meeschte Wuertmeldungen, déi ech kréien iwwert den Internetsite, si Leit, déi an deem dote Fall sinn: Wou e Mariage hunn tëschent engem Lëtzebuurger oder Lëtzebuergin an engem Ausländer a wou d'Situatiounen total verschidde sinn a wou et ganz schwierig ass, dann eng allgemeng Regel ze huelen, fir ze soen, dat doten ass se oder dat doten ass se net.

An dofir wéilt ech och déi gréng Fraktioun bidden, net onbedéngt op hir Motioun hei ze halen, fir haut schonn eng Décisioun virewech ze huelen, déi awer vläicht och am Wuertlaut net nuancéiert genuch ass, iwwert de Mariage, ier dass mer déi Diskussioun, deen Débat de consultation féieren.

Ech si ganz determinéiert, fir erëm de Mariage, wéi och eng Konventioun, wou iwwregens den Här Meisch mech och am Mäerz d'lescht Joer interpelléiert hat an enger Fro, wou ech gesot hunn, ma mir diskutéieren déi Fro, a wou eng international Konventioun, déi mer signéiert hunn, awer net ratifizéiert hunn, seet, mir missten dem Mariage méi Rechter aräumen. Ech si bereet, dat ze diskutéieren.

Ech wär just frou, mir géifen déi ganz Debatt uerdentlech virbereeden. Mir géife se an engem ganze Siess féieren an dann och kucken, do uerdentlech Léisungen ze fannen. Well ech awer mengen, wa mer all d'Käpp zesumme strecken a mir kucke wierklech d'Realitéit, wéi se funktionéiert, an ech kennen d'Realitéit, well ech elo zënter dräi Joer e puer Dausend Dossieren all selwer ënnerschriwwen hunn. Wa mer d'Realitéit nuancéiert kucken a kucken, fir déi Leit, déi wëlle Lëtzebuurger ginn, déi sech zu deem Land bekennen -, „bekennen“, ech dierf jo „allégeance“ net méi gebrauchen -, ma déi sech zu deem Land bekennen, fir déi och Lëtzebuurger ze maachen, mengen ech, wier dat gutt.

Dofir wär ech frou, wa mer dat kéinten an enger ganzer Debatt féieren, an net elo eppes ofstëmmen, wou dann elo eppes awer wahrscheinlech ofgelehnt gëtt, wou ech eigentlech bereet sinn, wierklech perséinlech engagéiert sinn, fir iwwert déi dote Fro vum Mariage frësch ze diskutéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Minister. Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6474

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, géint 2 Nee-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6474 est adopté par 57 voix pour, 2 voix contre et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Fernand Boden), Norbert Hauptert (par Mme Martine Mergen), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negré, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Xavier Bettel, Mme Anne Bras-seur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. François Bausch) et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: M. Eugène Berger;

M. Serge Urbany.

S'est abstenue: Mme Claudia Dall'Agnol.

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Motion 1

Da misste mer nach iwwert déi Motioun, déi den honorabelen Här Braz eragereecht huet, ofstëmmen. Den Här Braz freet d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Jo. Här President, de Minister proposéiert, dass mer haut kee Vote maachen an dass mer déi dote Fro am Kader vun där méi larger Diskussioun féieren. Bon, mir sinn domat d'accord. Selbstverständlech soll dat do diskutéiert ginn.

Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträchen, dass et net anodin ass, firwat dass déi Motioun grad haut awer op den Dësch komm ass. Wa mer lech richtig verstinn, Här Minister, da sidd Dir och der Meenung, dass et effektiv an déi Richtung soll goen, dass een an Zukunft iwwert de Mariage mat engem Lëtzebuurger d'Lëtzebuurger Nationalitéit méi liicht ka kréien.

Wann dat d'Stoussrichtung ass - an dat ass och, an déi déi gréng plädéieren -, dann, mengen ech, kënnen mer eis am Laf vun der Diskussioun och eens ginn an da brauche mer d'Motioun net ze stëmmen. Mä mir sinn allen zwee am Wuert vun deem, wat mer gesot hunn. An et ass fir eis e wichtege Punkt, well et dann hei haut mat deem Gesetzesprojet kee Privileg um Fong fir d'Comtesse de Lannoy bleift, ma dat do wäert och déi normal Prozedur ginn an Zukunft nees fir all déi Leit, déi sech hei zu Lëtzebuerg bestueden. An dat Zeeche wollte mer awer onbedéngt haut als gréng Fraktioun gesat hunn.

► **M. le Président.**- Den Här Bettel, wann ech gelift.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech wollt just zu der Motioun vun deene Gréngen och soen, wa se esou presentéiert géif ginn, kéinte mir se och net stëmmen. Well et sinn eng Rëtsch vu Saachen, déi sollten diskutéiert ginn. Et geet em d'Sprooch, et geet em d'Origines, mat de Grousselteren. Dat war an der Belsch...

Et ass e Pak vu Saachen, an dass een elo just dat vum Mariage eraushëlt, géif ech wierklech net opportun fannen. Ech mengen, dass déi Propositioune gutt ass, déi den Här Biltgen proposéiert huet, déi den Här Braz och elo geholl huet, fir dat an der Kommissioun ze diskutéieren a wat selbstverständlech eng Richtung ass, wou ee sollt driwwer diskutéieren.

Mä ech wëll hei kee Blankoscheck ginn, andeem mer einfach soen: „Elo Hochzäit, et ass alles an der Rei“, wa mer selwer awer aus Erfahrung wëssen, dass et och verschidden Abusë gëtt. Dat heescht, et muss een de Pro a Kontra jugéiere kënnen. Dofir sinn ech frou iwwert déi Propositioune, fir dass et an der Kommissioun sollt diskutéiert ginn.

► **M. le Président.**- Gutt! Ech mengen, domadder wär e groussen Accord, wann net eng Unanimitéit, fir doriwwer an der zoustänneger Kommissioun ze schwätzen. Domadder wär d'Diskussioun iwwert dese Punkt ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6445 iwwert d'Participatioun vun eiser Regierung bei der Revisioun vun de Bedeelegunge vun de Memberstaten um Internationale Währungsfong. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Meisch a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

10. 6445 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n°66-2 en date du 15 décembre 2010

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Michel Wolter (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deenen deels passionnanten a passionéiert gefuerten Diskussiounen vun de Mëtte komme mer elo nees erëm an déi batter Realitéit vun der Weltwirtschaft an hir Konsequenzen och op eist Land. Well beim virleiende Projet de loi geet et em d'Approbatioune vun enger Statutenofännerung an em eng Revisioun vun de Quote-partë vun de Memberlänner beim FMI, esou wéi se an der Resolutioun 66-2 vum Conseil des gouverneurs vum 15. Dezember 2010 ugeholl si ginn.

Wann ee sech dem FMI seng Missiounen a Statuten ukuckt, da kann den FMI an enger gewëssener Zäit an enger gewëssene Viraussetzung a Konditiounen senge Memberlänner finanziell Mëtten zur Verfügung stellen, wa se mat Problemer an hirer Balance commerciale ze kämpfen hunn. Et ass eng Hëllef, déi soll verhënnere, dass esou Länner mussen drastesch Mesuren huelen, déi souwuel den nationale wéi och den internationale Wuertstand kéinte schielegen.

Fir deser Missioun als Wiechter vun der Finanzstabilität weltwäit gerecht ze ginn, brauch den FMI finanziell Mëtten, mat deenen hie ka schaffen. Dës Sue ginn dem FMI vu senge Memberlänner an der Héicht vun hirer Quote-part zur Verfügung gestallt. Den Niveau vun der Quote-part hänkt vun der ekonomescher Gewichtung an engem relativ komplizéierte Calcul fir jiddwer eenzelt Land of.

Dës Quote-part definéiert och d'Gewichtung vun de Stëmmrechter vun de Länner am Conseil des gouverneurs vum FMI an determinéiert, bis wéi een Niveau ee beim FMI ka finanziell Ënnerstützung ufroen. Laut de Statute vum FMI mussen op d'mannst all fënnf Joer d'Quote-parten iwwerkuckt ginn, fir sécherstellen, dass den FMI nach iwwert déi néideg finanziell Mëttele verfügt, fir kënnen am Noutfall adequat ze intervenéieren.

Bei deem Exercice gëtt souwuel de Besoin de financement vun de Länner wéi och d'Finanzcapacitéit vum FMI gepréift. Ausserdeem soll bei enger Revisioun och d'Stëmmgewichtung vun deenen eenzelne Länner iwwerkuckt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Modifikatioun vun de Statuten, wéi se am Kader vun där Resolutioun 66-2 vum Conseil des gouverneurs vum 15. Dezember 2010 ugeholl gi sinn, ass engersäits d'Verdueblung vun de finanzielle Mëttele vum FMI décidéiert ginn, an anerersäits ass festgehale ginn, dass d'Quote-partë missten iwwerschafft ginn, fir dass virun allem déi ekonomesch opstrieuend Länner méi eng grouss Gewichtung géife kréien. Fir genee ze sinn, gi méi wéi 6% vun de Quote-parten zousätzlech un des Länner transféréiert an also vun anere Länner ofgezunn.

Wat d'Verdueblung vun de Finanzmëttele betrëfft, ass dat aus der Angscht eraus geschitt, dass den FMI an desen Zäite vun internationaler Kris an Iwwerscheldung vun de Länner net méi à même wier, senge Memberen am Noutfall adequat kënnen ze hëllefen. Dofir ginn d'Mëtten elo op iwwer 665 Milliarden Euro opgestockt.

D'Ofännerung vun de Statuten an déi nei Opdeelung vun de Quote-parten am FMI huet fir Lëtzebuerg zur Konsequenz, dass mir an en anere Grupp vu Länner kommen, déi dat selwecht Stëmmrecht genësse wéi mir. Mir sinn elo oder mir kommen elo zesummen an e Grupp mat enner anerem Holland, der Belsch, Israel, Bulgarien, Rumänien an der Ukraine; woubäi besonnesch fir eis d'Appartenance vun Holland an der Belsch am selwechte Grupp wichteg ass.

Wat sinn elo déi finanziell Konsequenze vun deser Reform fir onst Land? Eng vun deene Konsequenzen huet de Finanzminister Frieden d'lescht Woch an der Presentatioun vum Budget fir 2013 ernimmt. Aktuell beleeft sech de finanziellen Undeel vu Lëtzebuerg un de Ressourcë vum FMI op 0,176%. Dat Ganzt ënner der Form vun DTSen, sougenannten „droits de tirage spéciaux“. Dës 0,176% stellen d'Equivalent vun ongeféier 497 Milliounen Euro duer. Eis Droit-de-voten, fir déi 0,176%, belafe sech awer op 0,195%.

Mat der Statutenofännerung vum FMI an där domadder verbonnener Verdueblung vun de finanzielle Ressourcen ergëtt sech fir eist Land, dass eis Quote-part vun 0,176 op 0,277% an d'Luucht geet; wat e gudde Strapp iwwert der Gréisst vun eistem Land ass, wann een et reng quantitativ kuckt, an éischter qualitative Bewäertungskritären entsprécht, déi eigentlech iwwert d'Gréisst vum Land erausginn.

An DTSen ausgedréckt, klamme mir vu 418,7 Milliounen op 1.321,8 Milliounen DTS, wat an Euroen eng Steigerung vu 497 op 1.568 Milliounen Euro bedeit. Ënner dem Stréch also eng Steigerung vun 903 Milliounen DTS respektiv 1,07 Milliarden Euro.

Wéi gëtt dës Operatioun elo finanziell geregelt? An zwar ass de Virschlag vun der Regierung, dee mer elo hei solle guttheeschen, dass ee Véirels vun der Augmentatioun vun der Lëtzebuurger Quote-part, also ronn 268 Milliounen Euro, iwwert d'Reserve vun der Lëtzebuurger Zentralbank ofgewéckelt ginn. Dës Operatioun gëtt den Objet vun enger spezieller Konventioun tëschent dem Lëtzebuurger Stat an der Zentralbank an huet keng direkt Inzidenz op eise Statsbudget.

Déi reschtlech Dräivirels vum Betrag, also 803,7 Milliounen Euro, mussen mir, also de Stat, bäisteieren. Dat Ganzt gëtt finanziéiert iwwert d'Emissioun vu sougenannte Bons de trésor, mat deem den FMI e sougenannten Droit de tirage de trésorerie zougesprach kritt. Wann den FMI dese Bong zéie géif, da géif dese Montant zu Laaschte vum Fonds de la dette publique goen. Vu dass de Bon de trésor eigentlech d'Contrepartie vun der net libéréierter Partie vum Kapital ausmécht an ofdeckt, kéint et awer am Prinzip net zu esou engem Tirage.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsrot hat bei deemem Projet de loi keng fundamental Observatiounen. Déi héich Kierperschaft huet niewent redaktionellen Hiwaiser just proposéiert, d'Reiefolleg vun den Artikelen ëmzedréien an d'Resolutioun hannert de Gesetzestext ze annexéieren, wat mir als Finanzkommissioun dann och esou décidéiert hunn.

Zum Schluss hoffen ech, dass d'Chamber gréng Luucht gëtt fir dese wichtege Projet, well ouni déi finanziell Mëtten an d'Ënnerstützung vum FMI, déi bis elo an der Bekämpfung vun der europäescher Scholdekris gefloss sinn an nach wäerte flësse mussen, wäere mir an Europa sécherlech nach net op dem Punkt, aus der Kris erauszekommen, respektiv do, wou mer eis haut befannen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet a géif lech bidden, de virleiende Projet de loi ze stëmmen.

Merci!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen.

Discussion générale

► **M. Claude Meisch (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, der Opfuering vum Rapporteur kommen ech gären no. An eis Fraktioun wäert dann och dese Projet de loi hei stëmmen. De Rapporteur ass am Detail drop agaangen.

Et huet een e bëssen d'Impressioun, et géif hei business as usual gemaach ginn. Et ass déi 14. Révision générale, déi hei virgeholl gëtt, wat d'Opstelle vum FMI ubelaangt. All fënnf Joer - hu mer héieren - gëtt esou eng Révision générale gemaach. Mä trotzdem gesi mer hei, dass se am Kontext vun der aktueller Finanz- a Wirtschaftskris gemaach gëtt an dat et zu awer net manner wéi dem Doublement vun de Resource-financière vum FMI féiert, an do niewendrun dann och nach eng Kéier d'Représentation vun den eenzelnen État-membren ugepasst gëtt, dem Poids économique réel, wéi et sech haut da presentéiert.

Et ass och ennerstrach ginn, dass dese Projet de loi net eng direkt Inzidenz op d'Finanzsituatioun vum Lëtzebuergesche Stat, vum Statsbudget huet, well en Deel vun deene Gelder, déi mer do mussen als Apport bréngen, iwwert d'Zentralbank wäert finanziéiert ginn, en aneren Deel iwwert d'Bon-de-trésoré wäert geliiwert ginn.

Allerdéings mussen mer wëssen, dass mer awer iergendwou ëmmer mussen riichtstoen, wann iergendwou op anere Plazen dann déi Gelder do mussen genotzt ginn, fir Interventiounen kënnen ze maachen, an Interventiounen och emol kënnen schifgoen, dass mer awer vläicht net haut, mä spéider eng Kéier eng Répercussioune op eise Budget do wäerten hunn.

Et ass e Mechanismus, deen eis jo net ganz friem ass, wou mer an der Lescht relativ vill Engagementer an déi dote Richtung geholl hunn, wéi zum Beispill beim ESM, wéi zum Beispill bei deene Griichenland-Direkthëlfe, déi mer als Lëtzebuerg iwwerholl hunn, wéi déi Engagementer och, déi Garantien am Dossier Dexia. A mer mussen eis awer iergendwou bewosst sinn, dass, wann „alle Stricke reißen“, mer awer och als Lëtzebuurger Stat derfir mussen geruedstoen. Soudatt mer hei iwwert dat, wat ganz schnell gesot ginn ass, „et huet keng direkt Inzidenz op de Statsbudget“, ganz schnell ewechginn, mä awer spéiderhi vläicht eng Kéier kënnen iwwerrascht ginn.

An normalen Zäite sécherlech net. Mir hunn alleguerten an der Schoul geléiert: E Stat, dee kann net faillite goen. Déi lescht Méint an e puer Joer hunn eis eppes anschters geléiert, duerfir solle mer eis d'äers ëmmer bewosst sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Meisch. Elo kritt den Här Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mech ganz gär deene Wieder uschleissen,



déi den Här Meisch elo gemaach huet. Ech soen och dem Här Wolter villmools Merci fir e ganz komplette Rapport.

Mä dat, wat mer haut hei stëmmen, dat mécht eis scho Suergen. Mir stelle fest, datt Lëtzebuerg an enger ganzer Rei vun internationalen Organisatiounen disproportionéiert héich Bäitrag bezitt. Mir hunn hei elo zum Beispill an dem Dossier FMI festgestallt, datt d'Verhältnis tëschent Lëtzebuerg a Südkorea an de Quote-parten 1:6 ass, wat awer absolut net dem demographeschen Ënnerschied entsprécht an och net dem Poids économique réel. Südkorea ass eng vun deene 15 gréissten Ekonomien op der Welt, do si mir awer e ganz grousst Stéck ewech.

An den Här Wolter huet mat Recht gesot: Do ass e komplizéiert Calcul, dee gemaach gëtt. Do soe mir awer: Déi komplizéiert Calculé ginn op Basis vu Formele gemaach, déi ee ka verhandelen.

Wat mir als ADR froen, ass, datt Lëtzebuerg selbstverständlech säi Bäitrag an internationalen Organisatiounen leescht, awer proportionell zu deem, wat wierklech aner State maachen, an datt mer dermat ophalen, méi wéi proportional ze bezuelen, well dat ze vill e grousst Gewicht och op eise Statsbudget huet. Dat ass vläicht gaangen an enger Zäit, wou mer vill Suen haten. Elo si mer a ganz aneren Zäiten. An och déi Bäitrag an international Organisatiounen sollen deem ugepast ginn, wat mer wierklech kënnen duerstellen a kënnen leeschten.

Duerfir maache mir en Appell un d'Regierung, déi Formelen... Mir hu jo och elo grad héieren, datt zum Beispill am FMI déi Quote-parté regleméissig nei verhandelt ginn. Mä mir mussen dat nei verhandelen an zwar am Interessi vun enger méi klenger Lëtzebuurger Participatioun. Déi nächst Kéier ass jo a fënnef Joer; hu mir héieren. Ah ben, dann ass dat d'Geleechenheet, fir et ze maachen.

Mir wäerten, well déi Verhandlung hei elo eriwuer ass, net géint dese Projet stëmmen, mir wäerten eis awer enthalen, fir der Regierung en däitleche Message mat op de Wee ze ginn, datt déi disproportionéiert héich Kontributiounen, déi Lëtzebuerg an international Organisatiounen leescht, net méi der Zäit entsprechen an datt do eng aner Démarche a méi eng verantwortungsvoll Démarche gefrot ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt den Här Finanzminister Luc Frieden d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech wollt och kuerz mäi Vote begrënnen, Här President.

► **M. le Président.**- Ah! Entschëllegt, Här Urbany. Jo.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech wollt soen, dass ech géint dat Gesetz hei stëmmen, well den Internationale Währungsfond ass bekannt, dass e vis-à-vis vun den Entwécklungslänner an deene leschten zéng, 20 Joer deene Strukturprogrammer opgedrängt huet, déi fir ganz vill sozial Ravagen an och fir ganz vill sozial Onrou an deene Länner gesuergt hunn. Déi Entwécklung ass staark kritiséiert gi yun esou engem Economist, Prix Nobel de l'Économie wéi de Stiglitz, dee selwer och an deenen Institutiounen als Direkter geschafft huet.

Do ass keng Léier draus gezu ginn. En huet fir d'UNO e Rapport gemaach, wou en eng Reform vun deenen internationale Systemer vurschleift. Deem gëtt hei guer keng Rechnung gedroen. Et geet monter weider an déi falsch Richtung.

A wann ee weess, dass den Internationale Währungsfond sech och elo soll direkt an den Europäesche Stabilitätsmechanismus amäuschen, dat heescht an déi strukturell Programmer, déi zum Beispill esou Länner wéi Griichenland oder Portugal opgedrängt ginn, mat deene bekannte Resultater - et brauch ee jo nëmmen d'Televisioun ze kucken, wou et zu grousser Veraarmung vun de Bevëlkerunge féiert an zu deenen néidege Protester dergéint -, da kann ee sech nëmme Suerge maachen iwwert dat, wat weiderhin do nach geschitt mat deenen Opstockungen, déi mer hei maachen, déi eis Dette de l'État wäerten an Zukunft belaachten, awer net fir eng anstänneg Politik ze maachen, eng Politik, déi déi sozial Situatioun an de Länner géif ausgläichen, mä au contraire eng Politik ze maachen, wou déi Strukturprogrammer do um Bockel vun deene Leit, déi souwisou schonnet vill hunn, ausgedroe ginn, am Interessi virun allem vun de Banken a vum internationale Finanzsystem, deen

zoustänneg ass fir déi ganz Situatioun, an där mer eis befannen.

Ech stëmmen also natierlech mat Neen hei bei deem Projet.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Elo kritt den Här Finanzminister Luc Frieden d'Wuert.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, ech géif gären dem Rapporteur, dem Här Wolter, an deenen anere Kolleegen, déi heizou Stellung geholl hunn, Merci soen. En fait ass an den Ae vun der Regierung den FMI eng ganz wichteg international Organisatioun, déi net nëmmen an der Theorie fir eng Rei Länner zoustänneg ass, mä déi an deene leschte Méint e wesentleche Bäitrag zur Stabilitéit vun der Eurozon geleescht huet. Dat hätt ee vläicht viru Joren net gemengt.

Den FMI, deem Lëtzebuerg zënter 1944 ugehéiert, war normalerweis net do, fir an eise Regiounen ze hëllefen. Mä an enger Welt, déi zwar zesummenhänkt, hate mer och ëmmer en Intérêt drun, datt, wa Krisen op anere Plaze waren, den FMI konnt hëllefen.

An der rezenten Eurozonkris ware vill Länner der Meenung, datt et absolut noutwendeg wär, datt mer net nëmme géife mat europäeschen Instrumenter déi Kris hëllefe léisen, mä datt mer och géifen d'Expertise an d'Sue vum FMI mat kënnen setzen. Firwat d'Expertise an d'Suen? Well den FMI ebe vill Erfahrung mat Kriseregionen huet; an d'Suen, well domadder och déi aner Länner vun der Welt, déi net an Europa sinn, sech un der Stabilitéit vun der Eurozon bedeelegen.

Also hu mer en direkten nationalen Intérêt, fir Member vum FMI ze sinn, a mir hunn en direkten europäeschen an nationalen Intérêt, fir datt den FMI hëlleft. An ech kann lech soen, an deene Sitzungen, déi mer an der Eurozon hunn, hëlt bei all deene Programmlänner och a leschter Zäit den FMI drun deel. Nach gëschter Owend war d'Generaldirectrice vum FMI, d'Madame Lagarde, an der Sitzung vun Eurogroup, well an enger Rei vu Länner, déi fir de Moment e Programm an Europa hunn, den FMI eng ganz wesentlech Roll spillt, net fir Europa eppes ze diktéieren, mä fir eis ze hëllefen, d'Stabilitéit ze erreechen.

An deem Sënn, mengen ech, ass et nëmmen normal, datt Lëtzebuerg hei un där Revisioun vun deene Quote-parten deelhëlt an un där Neistaffung, déi soll sécherstellen, datt och déi nei Länner, déi schnell wuessen, e Wuert matzeschwätzen hunn.

Par ailleurs wëll ech soen, datt eise Bäitrag net vu Lëtzebuerg aus fräiwëlleg extra héich gemaach gëtt, mä datt dat d'Resultat ass vu Formelen, déi international festgehale ginn, an datt mir do eise Bäitrag leeschten an eisem Intérêt, net fir iergendwéi an der Welt Cadeauen ze maachen, mä well mer dat noutwendeg fanen, fir Europa an d'Finanzwelt ze stabiliséieren an eiser aller Intérêt.

Dat hei huet keng Inzidenz op d'öffentlech Schold an op den Defizit no de Regele vun der Europäescher Unioun. Et ass richtig, datt dat och fir de Moment keng Sue kascht, mä et sinn natierlech Engagementer, déi an engem „worst case“-Zeenario kéinten zum Deel spillen. Mä dat hei ass e gudd Bäitrag, deen eisem Land villen bréngt an e kascht eis budgetär fir de Moment näischt.

Mä et ass, wéi gesot, aus der Siicht vun der Regierung äusserst wichteg, datt mer den FMI ënnerstetzen an all deem, wat e mécht. Duerfir muss een net mat all Politik an all Land oder mat all Recommendation vum FMI d'accord sinn. Mä eng Welt ouni FMI wier méi eng onstabel Welt, an duerfir wëlle mer dese Projet hunn an duerfir si mer frou, datt d'Chamber dee mat breeder Majoritéit schéngt ze stëmmen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6445 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi persénelech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugehall mat 54 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm a 4 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Hauptert (par Mme Marie-Josée Frank), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy

Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Martine Mergen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 6423, den Traité tëschent den EU-Länner iwwert d'Adhësioun vu Kroatien. D'Riedezeit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Eischen, d'Madame Polfer, den Här Fayot, den Här Braz an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

11. 6423 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 9 décembre 2011

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet, wéi gesot, em de Bäitritt vu Kroatien zur Europäescher Unioun. Et ass déi éischte Kéier säit dem Bäitritt vu Griichenland 1981, dass en eenzelt Land, an net e Grupp vu Länner, opgeholl gëtt. An et ass och déi éischte Kéier, dass e Land no deene vill méi strenge Kritären an d'Europäesch Unioun opgeholl gëtt.

Mat deem Bäitritt vu Kroatien geet e ganz laangjähere Prozess zu Enn. E Prozess vun déif gräifende Reformen a Kroatien virun allem, mä awer och an der Europäescher Unioun.

D'Perspektiven, fir der EU bäizetrieden, huet d'Europäesch Unioun deene westleche Balkanlänner am Joer 2000 opgemaach. Deemools hunn d'Europäer erkannt, dass besonnesch eng konkret Bäitrittsperspektiv d'Länner aus der Balkanregioun dozou bewege kann, fir e Stréch ënnert d'Vergaangenheet ze zéien a frëndschaftelech Relatiounen ënnereneen ze fleegen. D'Erweiderung vun der Europäescher Unioun soll dann och derzou féieren, dass des Regioun friddlech bleift a méi stabil gëtt.

Dës Länner gehéieren zu Europa, an dofir ass et och wichteg, dass si en Deel vun deser Unioun ginn. De Bäitritt zur Europäescher Unioun ass awer keng einfach Saach, déi automatesch ofleefft. Et verlaangt vill Efforté vun de Kandidaten. Fir d'Länner vum Balkan un d'Unioun erunzeféieren, huet d'Europäesch Unioun am Joer 2000 de Stabiliséierungs- an Assoziéierungsprozess lancéiert. An deem Kader huet Kroatien diesen Accord am Oktober 2001 ënnerschriwwen, an dat ass 2005 a Kraaft getrueden.

Fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn, muss e Stat déi sougenannte „Kopenhagen-Kritären“ erfëllen. Dat si wichteg Kritären. Do geet et ëm:

Éischtens, déi politesch Kritären. De betreffende Stat muss stabil Institutionen hunn. E muss derfir suergen, dass den demokratesche System an de Rechtsstat fonctionnéieren an dass d'Mënscherechter an de Respekt souwéi och de Schutz vun de Minoritéite respektéiert (veuillez lire: garantiert) ginn.

Deen zweete Volet vu Kritäre sinn déi ekonomesch Kritären. E Kandidat muss eng Ekonomie hunn, déi fonctionnéiert an déi Fäegkeeten huet, dem Konkurrenzdruck an de Kräfte vum Maart innerhalb vun der Unioun standzehalen.

An drëtzens muss de betreffende Stat d'Obligatioun vum... muss en dee ganzen Acquis communautaire komplett iwwerhuelen.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Wichteg ass net nëmmen, dass déi betreffend Staten déi europäesch Gesetzgebung an hiert nationaalt Recht transposéieren, mä et gëtt och gekuckt, ob déi betreffend Reglementatiounen och effektiv an der Praxis applizéiert ginn. De Stat, dee wëllt bäitrieden, muss dann eng offiziell Demande maachen. Dat ass am Fall vu Kroatien am Joer 2003 geschitt. An no engem Joer, am Juni 2004, huet de Conseil européen Kroatien dunn de Kandidatstatus och zouerkannt.

De Bäitrittprozess erfuerdert, wéi gesot, vill Ustrengungen a Reforme vun de Kandidaten. Mä och d'Europäesch Unioun huet Reforme gemaach. Mam Akrafttiede vun Lissabonner Vertrag huet d'Unioun eng wesentlech Verdéiwung ofgeschloss. Eng Verdéiwung, déi vu villen ëmmer als Konditioun fir eng nächst Erweiderung gestallt gouf.

Doriwwer eraus huet d'Unioun och d'Bäitrittsproudueren optiméiert, wat 2006 zu engem „consensus renouvelé sur l'élargissement“ gefouert huet.

Wat ass do nei un där Strategie? Dat ass d'Notioun vun der Absorptionskraaft vun der Unioun. Dat bedeit éischtens, dass séchergestallt ass, dass de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun assuréiert ass. Et muss garantiert sinn, dass d'EU-Institutionen handlungsfäeg sinn a bleiwen. Zweetens geet et drëms, sécherstellen, dass d'Kandidaten à même sinn, d'Obligatiounen vun engem EU-Member ze erfëllen.

En anert wesentlech Element vun deem ernenerte Consensus ass d'Transparenz an d'Öffentlechkeet. An do huet d'Kommissioun Wuert gehalen. Et brauch een nëmmen op de Site vun der DG Élargissement ze goen, do sinn all déi Informatiounen ganz kloer ze gesinn.

Ech hu virdu gesot, dass d'Opnahmekonditiounen vill méi streng gi sinn, notament wéinst engem verstärkte Mécanisme de suivi, deen och an deem Traité d'adhésion verankert ass. Et ass dat d'Resultat vun engem Kompromëss, deen et engersäits erlaabt huet, d'Bäitrittverhandlungen den 30. Juni 2011 ofzschléissen, an anersäits derfir ze suergen, dass Kroatien seng Reformbestriewunge bis zum tatsächleche Bäitritt mat darselwechter Intensitéit weiderféiert.

Den Artikel 36 vum Acte d'adhésion nennt explizit och déi Beräicher, déi besonnesch vun der Kommissioun observéiert solle ginn. Et handelt sech:

éischtens, em d'Engagementer vu Kroatien am Beräich vun der Justiz a vun den Droits fondamentaux. Viséiert sinn am Speziellen d'Reform vun der Justiz, d'Effikasitéit vun hirem Justizsystem, de sachlechen Traitement vu Krichsverbriechen an och d'Bekämpfung vun der Korruptioun.

En zweete Volet betrëfft de Beräich vun der Fräiheet an der Sécherheet. An do geet et em déi wichteg Froe vun der Gestiou an de Grenzen, d'Coopération policière, d'Bekämpfung vun der organisierter Kriminalitéit an d'Coopération judiciaire an Zivil- a Strofsaachen.

En drëtste Volet betrëfft d'Konkurrenzpolitik. A besonnesch viséiert sinn hei an éischer Linn d'Restrukturéierung vun kroatesche Stolbau an och vum Schëffsbau.



Dësen Artikel 36 beschreift och, wéi dee Suivi vun der Kommissioun funktionnéiere soll. Deemno publizéiert d'Kommissioun weiderhin hir Rapports de suivi. An deen nächsten ass iwwerengs drop an drun, publizéiert ze ginn.

Wann dann d'Kommissioun Bedenken iwwer eenzel Elementer vun dem kroatesche Reformprozess huet, ka si eng Lettre d'avertissement schécken a si kann dem Conseil virschloen, all appropriéiert Mesuren ze huelen. D'Europäesch Unioun versicht hei aus vergaangenen Erfahrungen ze léieren oder beziéungsweis dësen Erfahrung Rechnung ze droen.

Déi erhéichten Ufuerderunge sinn net als Schikan fir de Pays candidat unzegesinn. Si bedeiten zwar engersäits méi Ustrengunge fir de Kandidat, mä op där anerer Säit gëtt domadder séchergestallt, dass de Kandidat och wierklech all Ufuerderungen erfëllt. An dat féiert erëm zu enger méi héijer Akzeptanz bei den aktuelle Memberstaten an och besonnesch bei hiren Awunner.

Wann d'Kommissioun an de Considéranté vum hirem Avis zum Bättrétt vu Kroatien schreift - ech zitieren -: «...qu'elle devrait pouvoir satisfaire aux critères économiques comme à ceux de l'acquis et être prête à adhérer à la date du 1^{er} juillet 2013», da bedeit dat implizit, dass erwaart gëtt, dass Kroatien seng Reformbestriewunge bis zum Moment vum Bättrétt weiderféiere muss.

Derniewent gëtt et wéi bei där viregter Erweiderung och dräi sektoriell Clauses de sauvegarde: eng Clause générale de sauvegarde économique, eng Clause de sauvegarde, déi de Marché intérieur betrëfft, an eng am Beräich vun der Justiz, der Fräiheet an der Sécherheet.

E puer Wiederer zu Kroatien, wann Der erlaabt. Kroatien ass e Land vun ongeféier 4,5 Milliounen Awunner, dat gemeinsam Grenzen huet mat Slowenien, Ungarn, Serbien, Bosnien-Herzegowina a Montenegro. D'Populatioun besteet zu bal 90% aus Katholiken. Déi wäitais gréisste Minoritéit sinn d'Serben mat 4,5% vun der Gesamtpopulatioun.

Duerch d'Verfassungsrevisioun vum November 2000, nom Doud vum laangjährege President Franjo Tudjman, gouf de Rôle och vum President geschwächt. An e puer Méint méi spët gouf och déi iewescht Kummer vun hirem Parlament ofgeschafft, soudass se grad wéi mir zu Lëtzebuerg en unicaméralé parlamentaresche System hunn.

D'Aart a Weis, wéi déi verschidde Regierungswisselen an der Vergaangenheet iwwert d'Bühn gaange sinn, mengen ech, weist, dass a Kroatien d'Demokratie funktionnéiert. D'Land huet och en plus verschidde Phase vu Cohabitioun matgemaach, wou de President eng aner Couleur politique hat wéi d'Regierung.

De Bättrétt an d'EU ass vun deene verschiddene Regierungen vum Land ëmmer ënnerstëtzt ginn an och d'Populatioun vu Kroatien war derfir: Iwwer 66% vun de Kroaten hu beim Referendum vum 22. Januar 2012 fir dese Bättrétt gestëmmt.

De Fait, dass alleguer déi verschidde Regierungen an déiselwecht Richtung geschafft hunn, huet dann och bewierkt, dass politesch eppes konnt erreicht ginn. Dat alles kann een an dem Rapport de suivi vun der Kommissioun nolesen, deen d'Kommissioun am Oktober 2011 virgeluecht huet, an och am Abrëll 2012 den Zwëscherbericht, déi mer och ëmmer an der aussepolitichescher Kommissioun virgestallt hunn an diskutéiert hunn.

D'Kommissioun stellt an deene Rapporte fest, dass déi politesch Kritären, déi ekonomesch Kritären erfëllt ginn, seet och, dass Kroatien eng funktionsfäeg Economie huet a capabel misst sinn, dem Konkurrenzdruck an de Maarkkräften innerhalb vun der Unioun standzehalen. De Kritär vum Acquis communautaire, do schreift d'Kommissioun, dass den Degré d'alignement op den Acquis communautaire ganz héich ass, an 2012 am Abrëll schreift se souguer zu deem Alignement, dass se en „très bon alignement“ erreicht hunn.

Kuerz nach eng Kéier déi dräi Kritären: Bei deene politesch Kritären, do ënnersträicht d'Kommissioun, dass Kroatien enorm Efforté gemaach huet, fir d'Onofhängegkeet vun der Justiz an hir Effizienz ze verbesseren. Datselwecht gëllt fir d'Bekämpfung vun der Korruptioun a vun der organisierter Kriminalitéit. Nächst ass awer perfekt, an dofir huet d'Kommissioun ëmmer erëm Verbesserungsvirschléi, op déi ech awer elo net am Detail wëll goen.

E weidert wichteg Thema an deem Land ass awer och de Retour vun de Flüchtlingen an deenen déplacéierte Persounen, an d'Kommissioun notéiert, dass iwwer 130.000 Leit, déi zur serbescher Minoritéit gehéieren, zréck a Kroatien komm sinn, an dobäi stelle sech eng ganz Rei vu Problemer, wat de Logement ubelaangt, dat ass d'Restitutioun vun de Propriétéiten. Al-

les dat kascht net nëmme Geld, mä mécht Gesetzer néideg a virun allem eng staark Administratioun, déi déi Gesetzer ëmsetze kann, an eng effikass Gerichtsbarkeit, déi bei Litigen tranchéiert.

Aner Problemer, déi d'kroatesch Regierung och ugaangen ass, betreffen den Emploi an déi sozial Rechter, dorënner och d'Unerkennung vu Rechter, déi des Leit virum Krich haten, zum Beispill hir Pensionsrechter.

D'Kommissioun huet och eng ganz Rëtsch Fortschreiter festgestallt beim Traitement vun de Minoritéiten, awer do muss Kroatien nach weider Fortschreiter maachen, besonnesch wat d'Liewensbedéngunge vun der Roma-Populatioun ugeet, besonnesch hiren Accès un d'sozial Sécherheet, d'Schoulen an un den Aarbechtsmaart. D'Kommissioun seet och, dass Kroatien «un esprit de tolérance à l'égard des minorités» encouragéiere soll, ouni dass elo genau erkläert gëtt, wat se domadder mengt.

Et ass am Parlament - am kroatesche Parlament - och virgesinn, dass aacht Sëtz reservéiert sinn, vun deenen 151 Deputéierten, fir déi Leit aus deene Minoritéiten, an déi ginn och, d'Organisatiounen gi finanziell ënnerstëtzt.

Et vum den Hauptkritikpunkte bleift awer, dass den Emploi vun de Minoritéiten am öffentleche Secteur limitéiert ass, wat awer net esou einfach ze léisen ass, well nämlech am Moment do wéineg agestallt gëtt.

En anere Kritikpunkt, an dat war och d'Ursach, firwat dee Prozess relativ laang gedauert huet, dat war d'Kooperatioun vu Kroatien mam Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie zu La Haye. Mä am Joer 2005 huet dunn d'Procureur général Carla Del Ponte confirméiert, dass Kroatien do géif matschaffen. Kuerz drop ass dunn och dee laang gesichtene General Gotovina a Spuenien festgeholl ginn an zu 24 Joer Prisong veruerteelt ginn. Mä dat ass deemools bei verschiddene Politiker a Kroatien op Onverständnis gestouss an huet och zu heftege Protester gefouert, well fir vill Kroate war de Gotovina kee Krichsverbrecher, mä e Krichsheld, deen d'Krajina deemools - no hinnen - duerch eng legitim militäresch Aktioun erëm vu Serbien zréckerobert huet.

Alles dat weist e bëssen, firwat sech d'Kroaten an deemem Beräich schwéiergedoen hunn, jo souguer och nach wäerte weiderhi sech schwéierdinn. An dat ass awer alles net op d'licht Schëller ze huelen, an dofir denken ech, dass et wichteg ass, weider ze kucken, wéi déi aktuell kroatesch Regierung mat deem Thema ëmgeet. Et geet nämlech net nëmme drëms, mam TIPY zesummeschaffen, mä et muss een och déi Décisiounen, déi do geholl ginn, unerkennen.

D'Kroaten hunn och immens Fortschreiter gemaach mat de Relatiounen zu den Nopeschlänner, och wann et nach heiansdo do Differenze gëtt. Dat betrëfft ënner anerem nach e puer Grenzfroe mat Slowenien, Serbien a mat Bosnien-Herzegowina, an awer och d'Fro vun den Usprech vu kroatesche Spuerer par rapport zu der Ljubljanska-Bank a Slowenien. An och dreet Slowenien elo domadder, de Bättrétt vu Kroatien net ze stëmmen. Ech mengen, op déi Fro wäert de Ben Fayot herno nach kuerz agoen.

Bemierkenswäert ass awer de Prozess vun der Reconciliation tëscht Kroatien a Serbien, dee besonnesch duerch den Engagement vum viregte serbesche President Tadić a vu sengem kroateschen Homolog Josipović no vir bruecht ginn ass.

D'Ekonomie: Um kroatesche PIB huet d'Landwirtschaft 5% Undeel, 22% entfalen op d'Industrie an 73% op d'Servicer. Déi kroatesch Economie ass eng vun deenen dynameschsten Economien an där Regioun, och wann d'Kris an de vergaangene Joren d'Land net verschont huet. 2009 an 2010 war Kroatien an der Rezessioun, eng kleng Reprise vun der Economie gouf am leschte Joer festgestallt, virun allem duerch déi gutt Entwécklung vum Tourismus. De Chômage-Taux läit bei ongeféier 17% a betrëfft, wéi iwwerall, besonnesch déi Jonk.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Traité d'adhésion gesäit eng Rei vu Mesures transitoires vir, vun deenen eng vun deene wichtegsten d'Aarbechtsmaart concernéiert. Déi aktuell Memberstate kënnen bis zwee Joer nom Bättrétt Mesuren huelen, fir den Zougang vu kroatesche Bierger an hiren Aarbechtsmaart anzuschranken. Déi aktuell Memberstate kënnen des Mesurë weider bis zu fënnf Joer nom Bättrétt applizéieren, an e Memberstat kann d'Mesuren nach eng Kéier zwee Joer verlängeren am Fall vu schwéiere Stéierungen vu sengem Aarbechtsmaart oder wann de Risiko dozou besteet.

De Bättrétt huet natierlech och Konsequenzen op d'Zesummesetzung vun den europäeschen Institutionen, an deene Kroaten natierlech dann och vertruede wäert sinn. Kroatien huet, wéi all déi aner Länner, e Kommissionsmem-

ber zegutt a krut zwielef EU-Deputéierter zougestann. D'Zuel vun den Deputéierte vum Europäesche Parlament läit da bei 766. Si muss an der nächster Legislatur erëm redresséiert ginn, well den Traité de Lisbonne gesäit e Maximum vu 751 Deputéierte vir.

De Bättrétt vu Kroatien bedeit net automatesch de Bättrétt an d'Eurozon oder a Schengen. Och wann de Schengen-Acquis contraignant fir Kroatien ass, esou heescht dat net ëmmer, dass Kroatien direkt zum Schengen-Raum gehéiert. D'Grenze bleiwen also virleefeg zou, mä mir wësse par ailleurs, dass weder Rumänien nach Bulgarien bis haut dem Schengen-Raum bättriede konnten.

Fir e Bättrétt zum Schengen-Raum ass eng Décisioun vum Rot vun der EU néideg an e Rapport vun der Kommissioun, dee confirméiert, dass d'Engagement an deemem Domän agehale ginn. Kroatien muss dann d'Grenzen zu deenen dräi Länner, déi nach net an der EU sinn, sécheren, an dat si Serbien, Bosnien-Herzegowina a Montenegro. A fir dat ze maachen, brauch et vill technesch Material, Infrastrukturen, zousätzlech Personal, Formatiounen a Kooperatiounen.

Kroatien ass amgaangen, dat alles ze maachen, entre autres och mat der Ënnerstëtzung, och finanzieller Ënnerstëtzung, vun der Europäescher Unioun. Eleng 2011 gouf d'Grenzpolizei ëm 308 Leit verstärkt, weider Grenzposten goufen opgebaut an och en nationalen Informationssystem fir de Grenzmanagement gouf ugeschloss.

Da kuerz zur Eurozon, och wann dat... Ech wollt zur Eurozon eppes soen, well dat eben och an der aussepolitichescher Kommissioun, wéi ech de Rapport virgestallt hunn, zur Sprooch komm ass. Fir zur Eurozon ze gehéieren, muss e Stat déi sougenannt „Konvergenzkritären“, déi och bekannt sinn als „Maastrichtkritären“, erfëllen. Et ass also kloer, dass dat an där aktueller ekonomescher Situatioun äusserst schwierig ass, well mer wëssen, dass souguer Euroländer des Kritären am Moment net méi erfëlle géifen.

Et ass och wichteg ze ernimmen, dass de Bättrétt zum Euro am Fong eng Obligatioun vun den EU-Memberstaten ass, natierlech nëmme dann, wann den État membre d'Konditiounen och erfëllt an net, wéi Groussbritannien oder Dänemark, en Opt-out an där Matière duerchgesat huet.

Fir dëst Joer gëtt erëm e Réckgang vum kroatesche PIB erwaart. De Budgetdefizit louch 2011 kloer iwwert der 3%-Grenz an d'Inflatioun ass 2012 och geklommen. De Bättrétt vu Kroatien zur Eurozon ass also am Moment keen Thema.

Et ass allgemeng unerkannt, dass de genee Suivi vun engem Bättrétskandidat vu wesentlecher Bedeutung ass. An deem Zesammenhang ass och déi offiziell Visite vun enger Delegation vun der Chamber a Kroatien Ufank Juni dëses Joers ze gesinn. D'Delegation vun deemem Parlament hat während där Visite ausgiebig Geleeënheet, sech mat de politesche Responsabelen aus Kroatien ze ënnerhalen a sech e Bild iwwert d'Situatioun am Land ze maachen.

Verschidde Kritiker soen, dass de Suivi vun engem Land bis zu sengem Bättrétt keng Garantie duerstellt fir säi Behuelen an der Zukunft, no sengem Bättrétt. Et gëtt eng Partie ganz konkret Beispiller och dofir, an dofir kann een och net behaupten, esou Kritike wiere komplett aus der Loft gegriff. Deemno kann e Stat sech mustergülteg während dem Bättrétsprozess verhalten an duerno, wann e Member ass, op Weeër geroden, déi mat den europäesche Wäerter an domat och mat den europäeschen Texter kollidieren.

Wann et virun der Adhésion d'Memberstaten an d'Kommissioun sinn, déi de Kandidat suivéieren - a mir wëssen, si kënnen och intervenéieren, wann néideg -, dann ass et no der Adhésion d'Europäesch Kommissioun als Gardienne des traités, déi derfir suert, dass net géint d'EU-Recht verstouss gëtt. D'Kommissioun, a besonnesch och d'Madame Reding, huet an der Vergaangenheet dat öfters gemaach. Dat ass och ze begrëssen, a mir vertrauen dofir der Kommissioun, wien et och ëmmer betrëfft, dass si dese Rôle an Zukunft weiderhin am Intérêt vun der Unioun assuméiere wäert.

D'Adhésion vu Kroatien ass also fir den 1. Juli 2013 virgesinn. D'Europäesch Kommissioun huet am Oktober 2011 e positiven Avis ofginn. Eng grouss Majoritéit vun den Deputéierte vum Europaparlament huet dem Bättrétt den 1. Dezember 2011 zugestëmmt. Beim Referendum am Januar 2012 hunn, wéi ech virdu gesot hunn, zwee Drëtter vun de kroatesche Wieler och hiren „Jo“ gesot. D'kroatesch Parlament huet eestëmme am März zugestëmmt, an déi Ratifizierungsprozedur an de Memberstate

leeft am Moment op Volltoren: eelef europäesch Länner hunn d'Ratifikatioun ofgeschloss, a véier Memberstaten ass schohn eng parlamentaresch Zoustëmmung do. Et feelen - also, wa mir elo haut hei ratifizéiert hunn -, et feelen nach zéng Länner (veuillez lire: eelef Länner).

Mat der Ratifikatioun vum Traité ass de Rôle vun den nationale Parlämenter am Décisionsprozess vun deser Erweiderung ofgeschloss. Et ass dann un der Kommissioun an um Conseil, d'Fortschreiter vu Kroatien ze apprécieieren an ze kucken, dass et all seng Obligatiounen bis zum Bättrétsdatum erfëllt. Dat just nëmme gesot fir déi Leit, déi der Meenung sinn, dass d'Ratifizéierung vun den aktuelle Memberstaten dozou géif féieren, dass Kroatien géif ophale mat senge Reformefforten.

De Bättrétt an d'Unioun ass en Zil, wat vun de verschiddene Regierungen vum Land virgedriwwen gouf. Et ass d'Bättrétsperspektiv, déi de Reformprozess a Kroatien permanent a Bewegung gehalen huet, genausou wéi dat och an deenen anere Länner aus där Regioun de Fall ass. Kroatien ass e stabil Land, et ass e Land mat enger dynamescher Economie, déi zwar am Moment e bëssen a Schwierigkeeten ass, mä wéi eng Economie ass dat an deenen Zäiten am Moment net?

Kroatien huet sech dee Bättrétt erschafft a voll a ganz verdéngt, an déi Länner, déi elo Member sinn, kënnen sech drop freeen, dass de Fridensprojet Europa u Bedeitung gewénnt. De Bättrétt vu Kroatien soll awer och dozou féieren, dass d'Memberen erëm erkennen - dass d'Memberlänner, déi aktuell Memberlänner erëm erkennen -, wéi wichteg Europa fir ons alleguerten ass. Et gëtt keng reell Alternativ zum europäesche Projet, fir kee Land hei an Europa, an dofir solle mer hëllefen, Europa weiderzibréngen, mat deemselwechten Enthusiasmus wéi d'Länner, déi wëlle bättrieden.

Duerch d'Ratifikatioun vum Traité d'adhésion wäert d'Stabilitéit an der Regioun zouhuelen. Duerch d'Zoustëmmung haut sende mir natierlech och e Message un déi Länner an der Regioun, dass, wa si hir Aufgaben doheem maachen, da steet d'Unioun zu hiren Wiederer an hält hinnen d'Dier op.

Ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dese Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolasschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen lech Merci fir dee ganz exhaustive Rapport a ginn dann d'Wuert weider un deen eischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Félix Eischen.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn also haut hei zesummekomm, fir iwwert de Bättrétt vu Kroatien an d'Europäesch Unioun ofzestëmmen. Laut EU-Regelwierk huet déi Décisioun am Virus missen a l'unanimité vun alle Memberstate vun der EU matgedroe ginn, an eng éischt Hürd hunn d'Länner vun der Europäescher Unioun deemno den 9. Dezember 2011 geholl, andeems d'Bättrétssofkommes zesumme mat Kroatien ënnerschriwwen ginn ass.

D'kroatesch Vollek huet sech dunn uganks 2012 an engem Referendum ganz kloer zu der Europäescher Unioun bekannt. Et ass also elo um lëtzebuergesche Parlament, wéi dat scho vun zwielef aneren nationalen Instanzen virgemaach ginn ass, deenen Accord ze ratifizieren.

Op deser Plaz sief dann drop higewisen, dass Kroatien net eréischt zënter geschter Kandidat ass, fir der EU bäizetrieden: 2003 huet Kroatien seng offiziell Demande gestallt, zënter 2005 huet sech dëst Land engem regelméissege Monitoring vun der EU missen ënnerzéien, fir ze kucken, ob d'Kopenhagener Kritären och richtig ëmgesat ginn, an och eventuell op méiglech Réckstänn hinzewiesen. Eréischt duerno sinn déi eigentlech Verhandlungen fir de Bättrétt ugelaft.

Enn 2011 huet den EU-Rot de Bättrétsvertrag ofgeseent.

Wann dann alles richteggeet, dierf sech Kroatien da vum 1. Juli 2013 un als 28. Memberstat vun der EU gesinn, also bal zéng Joer no sengem Bättrétsgesuch. Et dierf also kee behaupten, dass e Bättrétt an d'EU esou mir näischt, dir näischt décidéiert gëtt. Déi Länner, déi wëllen an d'Unioun kommen, muss sech ellen um Rimm rappen - dat ass och net vu Muttwëll -, fir dann déi néideg Konditiounen ze erfëllen.

Sou huet Kroatien dann och mat Ausnahm vun e puer Iwwergangsregelen de sougenannten



„Acquis communautaire“ iwwerholl, dat wëllt heeschen, de ganze juristesche Korpus u Regelehen.

Wat elo d'Efforten a sengem Pouvoir judiciaire ugeet, bleift virun allem ervirzesträichen, dass verstärkt an d'Onofhängegkeet vun der Justiz gradesou wéi an d'Bekämpfung vun der Korruptioun investéiert gouf. D'Verfassungsreform vum 28. Februar 2001 huet de parlamentaresche Charakter gestärkt an de Pouvoir présidentiel limitéiert.

Eier mer eis awer elo iwwert de Baitrëtt auschwätzen, mengen ech, ass et awer wichteg, sech d'Fro ze stellen, wat dese Baitrëtt fir Europa bedeit, fir eist Land, mä natierlech och fir Kroatien selwer.

Fir d'Europäesch Unioun bedeit dese Baitrëtt éischters emol den erfollegräichen Ofschluss vun engem Prozess, dee schon 2000 ugefaangen huet, wéi de Conseil zu Feira de Wee vun enger méiglecher Adhésioun opgemaach huet.

2001 huet Kroatien den Accord de stabilisation mat der Unioun ënnerschriwwen, en Accord, deen 2003 dann och vu Lëtzebuerg ratifizéiert ginn ass, an den 21. Februar 2003 huet Kroatien seng offiziell Kandidatur gestallt. Et ass dës d'Fortsetzung vun der europäescher Erweiterungsolitik, déi och vun eiser Regierung matgedroe gëtt. Wann ee sech d'Kaart vun Europa virun Aen hält, esou schéngt et och logesch, dass dës den Ufank ass vu weideren Elargissementer op déi restlech Balkanlänner, wouvun der dräi jo schon de Statut hu vun engem Baitrëttskandidat.

Wa Kroatien elo den 1. Juli 2013 der EU baitrëtt, heescht dat, dass sech d'Fläch vun der Unioun ëm 56.500 km² vergréssert, an anere Wieder, 21-mol d'Gesamtfläch vum Grand-Duché. Dat heescht awer och, dass dann iwwer véier Milliounen Leit zu sougenannten „Citoyens européens“ ginn.

Op kulturellem Plang dierf ee soen, dass Kroatien elo schon eng Beräicherung fir d'EU duerstellt. Et sief an deem Kontext bemierkt, dass dës Land am Laf vu senger Geschicht villen Influenzen ausgesat war, ënner anerem venezianeschen, austro-ungareschen, wat am Endeffekt de Rächtmum vu senger Architektur a senger Konscht ausmécht.

Nieft dësen dach éischer positiven Aspekter stellt Kroatien awer och eng Erausforderung fir d'Europäesch Unioun duer. De Baitrëtt vu Kroatien bedeit am Endeffekt awer eng Rei institutionell Upassungen, notament och, wat d'Setzverdeelung am Parlament an am Conseil ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir Lëtzebuerg wäert et mam Baitrëtt vu Kroatien zu enger Verdéiwung vun de bilaterale Bezéiunge kommen. Zënter 2010, dat Joer, wou och eise Grand-Duc eng offiziell Visite a Kroatien gemaach huet, hate mir regelméisseg Entrevüer mat politesche Responsablen - mä Virriedner ass virdrun drop agaangen -, an dat op verschidde Niveaue, fir och déi perséinlech relationnel Voleten ze stärkeken.

Ekonomesch gesinn ass Kroatien nämlech fir Lëtzebuerg den zweeten Handelspartner um westleche Balkan, hanner Slowenien. Zuelentechnesch ass nach Loft no uewen, dat bedeit: Exportatiounen vu bal fënnf Milliounen Euro an de leschte Joren. D'Importatiounen vun do ginn an d'Luucht, mä wéi gesot, do ass nach e bësse Wach.

Op europäeschem Niveau wäert Kroatien an Zukunft am Europäesche Parlament zwielf Stëmme zur Verfügung hunn, am Conseil sinn et der siwen, am Comité économique et social néng an am Comité des régions och nach eng Kéier néng.

Wat bedeit dës Adhésioun weider? Ech ka mer virstellen, dass et och eng Rei Leit dobausse gëtt, déi dann awer vläicht e bësse méi e komescht Gefill hunn, wa se héieren, dass erëm e weidert Land an d'EU erakënn.

Op de Lëtzebuurger Aarbechtsmaart wäert dat herno weider keng grouss Répercussiounen hunn - mä Virriedner ass schon drop agaangen -, all Memberland huet nämlech d'Méiglechkeet, nom Baitrëtt ze decidieren, ob et am Beräich vun der Bewegungsfreiheet vu Persounen aus deem neie Memberland Limitatiounen aféiert oder och net. Dës kann op nationalem Plang oder op bilateralem Plang geschéien. Dës Limitatiounen kënnen, esou wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, bis fënnf Joer daueren. Et sinn dës Moosnamen, déi dem neie Member et sollen erlaben, eng Pro-Europa-Mentalitéit ze festegen an et net zu engem Exodus kommen ze loosseken.

Mir sollten awer virun allem net vergiessen, dass dese Baitrëtt fir Kroatien een enorme Schrëtt no vir ass. Viru gutt 20 Joer huet Kroatien nach der jugoslawescher Federatioun ugehéiert. No der Onofhängegkeetsklärung de 25. Juni 1991 louchen d'Unhänger vun der kroatescher Republik bis Enn '95 mat der jugoslawescher Volleksarmei an de serbesche Kroaten am Krich, an dës obschonns d'Onofhängegkeet de 15. Januar 1992 vun der Europäescher Communautéit uerkannt gouf.

Den éischten Accord vun Dayton '95 huet deem Krich definitiv en Enn gemaach. De Bilan vun dëser gewaltsamer Auseensetzung waren Dausenden Doudeger - ech mengen, déi schrecklech Biller vun deemools hunn déi meescht vun eis nach am Kapp.

Dofir ass Europa fir Kroatien eng Chance. Gradesou wéi Europa och eng Chance war, ass a bleift fir all déi aner Länner aus der Unioun, déi sech nach am leschte Jorhonnert zerkracht hunn. Et gëtt jo net weineg Stëmme dobaussen, déi soen: Wa mir bei der aktueller ugespaantener wirtschaftlecher Stëmmung, mat all hire Konsequenzen, Europa net hätten, da géif et ganz gelungen erëm an eise Breedegraden ausgesinn.

An dass Kroatien gewëllt ass, mat Europa viruzegoen, schéngt de Referendum vum Januar 2012 bewisen ze hunn, wou d'Kroate sech mat enger Zweedrittelmajoritéit fir Europa ausgeschwat hunn. Mir sollten hinnen déi Chance och net huelen, an nodeems jo schon zwielf Memberstaten de Baitrëttaccord ratifizéiert hunn, sollte mir eis deem och net an de Wee stellen.

Domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, wëll awer och dem Rapporteur Marc Angel fir säin exzellente Rapport e grouse Bravo ausschwätzen.

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Eischen Merci a ginn d'Wuert weider un d'Madame Polfer.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, ech schléisse mech fir d'Alleréischte deem Merci un de Rapporteur un, deen op eng ganz exhaustiv Aart a Weis eis dee ganzen Historique gemaach huet an och d'Land ons virgestallt huet.

Et ass effektiv esou, dass säit dem Ufank vun europäeschen Integratiounsprozess sech d'Fro vun der Relatioun mam Oste vun Europa gestallt huet. An déi Kooperatioun ass aus der Noutwendegkeet entstan, Friden a Stabilitéit an déi Länner ze bréngen, déi jo nom Fall vun der Mauer zu enger Konfliktszon goufen. A mir hunn all déi schrecklech Biller nach am Kapp, obschonns et haut schéngt, wéi wann dat net méi..., wéi wann dat scho ganz, ganz wäit ewech wier, mä et ass nach guer net esou laang ewech.

An déi Approche also, déi eng Approche à long terme an eng Perspective à long terme waren, féieren haut zu der Adhésioun vu Kroatien. No Slowenien am Joer 2004, gëtt also Kroatien dat zweet Land aus Exjugoslawien, wat Member vun der Europäescher Unioun gëtt.

D'Virbereedungen op d'Adhésioun ware fir Kroatien eng ganz grouse Erausforderung. Nëmme fir se ze nennen: Kopenhagener Kriterien, de Rechtsstat, eng stabil Wirtschaft an d'Ëmsetze vun engem Acquis communautaire. Dat ass alles net iwwer Nuecht geschitt, wann ee bedenkt, dass dat méi wéi 85.000 Säite Reglementer sinn, Direktiven, Décisionen an aner europäesche Législatiounen, déi eben an de kroatesche System hu missen ëmgesat ginn.

An och - an dat war net dat mannste Schwéiert - mat hiner Geschicht hu si sech selwer missen ausenansetzen, wat, wéi gesot, net ëmmer einfach war.

Mä op der Lëscht vun de Fuerderunge stoung och nach eng komplett Kooperatioun vun de kroateschen Autoritéite mat dem Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie vu La Haye, wat Zäit gebraucht huet, mä wat awer finalement geschitt ass.

Et koumen awer, an et ass scho gesot ginn, weiderhin Erausforderungen op Kroatien zou. An deene Beräicher, wou nach Verbesserungen erwaart ginn, steet Kroatien nach ëmmer ënner strenger Observatioun. Esou ass drop bestan ginn, dass verschidde Domänen nach an Zukunft e ganz besonnesche Monitoring zougeschriwwen kréien. A puncto Reform vun der Justiz, Kampf géint Korruptioun an dem Crime organisé ginn d'Upassungen nach ëmmer vu ganz no betruuecht.

Sécherlech huet Kroatien nach Hausaufgaben ze maachen, mä wa mer ganz éierlech sinn, da wësse mer, dass déi do Erausforderungen net nëmme bei Kroatien leien, mä och nach bei enger ganzer Rei anere Länner, déi scho Mem-

ber vun der Europäescher Unioun sinn, soudatt dat do ons also net dierft drun hënneren, fir dem Baitrëtt zouzestëmmeken.

D'Décisionen nämlech, fir Kroatien zum Memberstat ze maachen, ass net liichtfankeg geholl ginn. A Lëtzebuerg huet vun Ufank un d'Erweiterung vun der Europäescher Unioun no Osten ënnerstëtzt. Bei Kooperationsprojeten hu mir zum Beispill eise Savoir-faire an europäeschen Dossierer u Kroatien weiderverméttelt. Esou goufen zum Beispill zu Lëtzebuerg Seminairen a Formatiounen zum europäesche Recht fir déi kroatesch Justizinstitiounen an d'Administration publique ofgehalen.

Kroatien ass och zënter Laangem ee ganz wichtige Handelspartner an der Regioun. No Slowenien ass et deen éischten, a Slowenien ass jo scho Member vun der Europäescher Unioun. 2011 gouf och e Lëtzebuurger Ambassadeur, zwar mat Residenz hei zu Lëtzebuerg, a Kroatien akkreditéiert. Dës sinn alles Trëmp, déi mir an der Hand halen, an der Hand hunn an déi mer och am géigesäitegen Intérêt vu Lëtzebuerg a Kroatien sollen ausspillen.

Mir müssen eng Osterweiderung als Chance gesi fir eist Land, als eng Chance fir eis Wirtschaft. Zum Beispill am Beräich vum Tourismus wäerten an de kommende Jore vill Investissementer gemaach ginn.

Kroatien verfügt - fir déi, déi d'Chance haten, schon do ze sinn - iwwer eng wonnerschéin Natur, awer, an dat ass gradesou sécher, d'Infrastrukture sinn awer net op deem Stand, wéi mir se haut wëllen an och froen.

Lëtzebuerg huet en Know-how an dësem Beräich an et kéint interessant sinn, hei iwwer eng méigleche Kooperatioun nozedenken. An och op der kroatescher Finanzplaz ka Lëtzebuerg eng Plaz fannen.

Dës alles si wirtschaftlech Opportunitéiten, bei deene Lëtzebuerg ganz genau sollt kucken, awéieren si fir eist Land vun Intérêt kënnen sinn. Well mir wäerten net als eenzeg Land hei Opportunitéite wëllen ergräifen, an dofir mussen mir op der Basis opbauen, déi mer bis elo an zënter ville Jore mat Kroatien erschafft hunn. An et ass an deem Sënn, an dem Sënn vun dem béidsäitegen Intérêt vu Kroatien a vu Lëtzebuerg, wou mir als Demokratesch Partei eis Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci, Madame Polfer. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech wollt fir d'Éischt dem Rapporteur villmoos Merci soe fir säin exzellente a präzise Bericht, dee komplett war an deem also net vill méi bäizefügen ass.

Ech wollt just soen, d'Erweiterung vu Kroatien, d'Erweiterung vun der Union européenne zu Kroatien - den Accord huet de Rapporteur fir ons Fraktioun ginn - ass en Element vun deem Erweiterungsprozess, an all Element dovunner verlaangt eng Reflexioun. An déi Reflexioun ass jo och gemaach ginn 2004, wéi mer acht Länner beieneen ugeholl hunn. Dunn ass gesot ginn, dass et net op Mérite propre vun de Länner gaangen ass, mä dass dat eng politesch Erweiterung ginn ass, an dass mer och ni méi esou eng politesch Erweiterung solle maachen.

Duerfir begrëissen ech selbstverständlech, dass déi Erweiterung mat Kroatien esou intensiv a gutt preparéiert ass ginn. Et ass natierlech kloer, dass déi Länner, deen Abléck, wa se an d'Europäesch Unioun erantrieden, net all Reforme gemaach hunn, dass se net alleguerten op deem Stand si wéi déi fréier oder déi al europäesch Länner, dass se also no dem 30. Juni och nach hir Reforme mussen weiderféieren. Et dierf net sinn, wéi zum Beispill a Rumänien oder a Bulgarien, besonnesch wat d'Justiz an alleguerten déi Saachen ugeet, dass et do am Fong geholl Réckschléi gëtt an dass et net virugeet, dass déi Trajectoire net fortschrëttlech ass.

Duerfir hoffen ech, dass Kroatien dee Message och versteet, dass se müssen hir Reforme weiderféieren an irreversibel maachen.

An ech wëilt hei trotzdem an deem Zesammenhang mä Bedauern ausdrécken, dass mer och bei deenen Erweiterungen ëmmer nach Konflikter behalen, an ee Konflikt zwëschent Slowenien a Kroatien gëtt et op eenzelne Punkten.

Ech hunn net méi spéit wéi de Moie gelies, dass nach ëmmer dee Konflikt ëm déi Ljubljanska Bank zwëschent Kroatien a Slowenien net geléist ass, an dass d'slowenescht Parlament eestëmmege erkläert huet, dass se net wëllen den Traité ratifizieren, soulaang wéi Kroatien net dee Konflikt geléist huet.

Op där anerer Säit ass Kroatien och net an der Rei, well et d'Libre circulation des capitaux net

respektéiert, well et net respektéiert, dass Banken a Slowenien a Kroatien kënnen investéieren.

Et ass also ee Konflikt, dee bleift, an et ass net gutt bei enger Négociation, wann een esou Konflikter ausklammert. Duerfir géif ech wierklech hei och en Appell maachen un déi zwee Länner an och un d'Kommissioun an och un de Ministerrot, dass dat an zukünftigen Négociationen net méi virkënn, dass also déi Konflikter aus dem Wee geraumt ginn, ier mer déi Adhésiounen hei stëmmeken.

Ënner deem Benefiss vun deene Remarquë géif ech selbstverständlech soen, dass mer frou sinn, dass en neit Land an d'Europäesch Unioun kënn, wat wierklech och Atouten huet fir Europa an och doduerch d'Stabilitéit an de Friden an där Géigend nach verbessert.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Fayot. Et bleiwen dann nach zwee ageschriwwen Riedner, déi virgesi sinn. Deen éischten dovunner ass den Här Braz. Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Merci, Här President. Aganks direkt dem Rapporteur e grouse Merci, dee jo net fir d'Éischt Rapporten hei an der Chamber presentéiert, déi mat där do Géigend vun eise Kontinent ze dinn hunn. En entwéckelt sech mat Sécherheet zu engem Spezialist an där Matière, an dee Rapport haut hunn ech apart gutt fonnt. Dofir meng Félicitatiounen.

Félicitatiounen awer och un d'kroatesch Vollek vu Lëtzebuurger Säit aus, well se haut vun eis den Accord kréien, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn op den 1. Juli 2013.

Merci a Félicitatiounen awer och fir déi Fortschreiter, déi se an deene leschten zéng Joer realiséiert hunn, an notament an de leschte sechs Joer, wou d'Verhandlungen amgaange waren. Dat ass bemierkenswäert. Et si ganz bemierkenswäert Fortschreiter gemaach ginn, notament wat d'Reconciliation mat Serbien betrëfft, hir generell gutt Relatiounen mat den Noperen, och wann et Ofstreich nach gëtt, och hir Kollaboratioun mam Tribunal pénal international fir Exjugoslawien. Och dat war net evident nach virun e puer Joer. Dat ass e grouse Schrëtt, deen do och an der Innenpolitik gemaach ginn ass. Och wann deen net honnertprozenteg permanent an eng Richtung geet, mä en ass gemaach ginn.

Virun acht Joer, wou gläich zéng Länner op den 1. Mee Member gi sinn an der Unioun, gouf et ganz vill Diskussiounen weinst där Erweiterung, och an deene Joren duerno, och op den 1. Januar 2007, wou Rumänien a Bulgarien bäigetruede sinn. Et stellt ee fest, dass d'Adhésioun vu Kroatien mat ganz weineg Diskussiounen, et géif ee bal soe mat ganz weineg Intérêt iwwert d'Bühn geet. Dat ass schued, well et ass eng Erweiterung an déi ass net ouni Bedeutung, well se weist, dass déi vill Efforten, déi vu Länner kënnen gemaach ginn, och derzou kënnen féieren, dass et zu enger Adhésioun kënn.

Et ënnersträicht och nach eng Kéier d'Vocatioun vun der Europäescher Unioun, fir weider um europäesche Kontinent integrativ ze wierken, wat eng permanent Erausforderung vun der Europäescher Unioun ass.

Et ass och glécklecherweis eng bestänneg Position vun der Lëtzebuurger Aussepolitik, d'Erweiterung Richtung Oste virunzedeiwen an d'Europäesch Unioun als eng Konstruktioun ze gesinn, déi och haut nach integrativ Kraaft huet an déi net un hir Limité gestouss ass. A si kann integrativ bleiwen, soulaang wéi se wëllt eng Unioun vun de Wäerter sinn, eng Wäertunioun och fir déi Länner, mat deenen d'Europäesch Unioun elo an dese Momenter weiderhin an der Diskussioun ass. Diskussiounen, déi - wéi déi Däitsch soen - „ergebnisoffen“ sinn, mä déi awer mussen mat konkreten Diskussionspunkte gefouert ginn a wou een net ka virewechuelen, wéi déi Diskussiounen müssen ausgoen - weder am Positiven, awer och ganz sécher net am Negativen.

Déi Diskussiounen maache Sënn, si bréngen Fortschreiter. Kroatien huet ganz vill Fortschreiter gemaach. Am Beräich vun der Onofhängegkeet vun der Justiz, vun de Moyenen, déi d'Justiz huet, bleiwe Fortschreiter ze maachen. Kroatien ass net um Enn vun deem Prozess. Et bleiwen och nach seriö Fortschreiter ze maachen an der Lutte géint d'Korruptioun, méi nach éischer um lokalen Niveau wéi um nationalen Niveau. Dat ass méi komplizéiert och mat Sécherheit, mä Kroatien muss sech där Erausforderung stellen. Sou wéi et haut ass, ass et net annehmbar.

Et sinn och nach Fortschreiter ze maache bei de Rechter vun der Minoritéiten, de Rechter zum Beispill vun der serbescher Minoritéit a Kroatien, awer och vun den LGTB-Leit. Och do gëtt et a Kroatien haut nach ëmmer seriö



Schwierigkeiten, déi aus dem Wee mussen gemaach sinn. Déi Effortë mussen op jidde Fall weidergoen, déi si mam Bättréit, mat der Adhësioun net um Enn.

De Ben Fayot huet de Konflikt mat Slowenien erwähnt an huet seng Hoffnung ausgedréckt, dass an Zukunft déi Bättréitverhandlungen eréischt als ofgeschloss sollen ugesi ginn, wann déi Konflikter, déi tëschent zwee Länner bestinn, aus der Welt gemaach sinn. Deem stëmmen ech och spontan gären zou.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Allerdéngs muss een oppassen: Och dat huet eng Limite. Et kann net esou sinn, dass dann dat Land, wat schonn an der Unioun ass, de fait e Vetorecht huet an deenen Diskussiounen a permanent refuséiert, eng Léisung erbäizeféieren, well si an der Unioun sinn an déi aner do-duerch ni géifen erakommen. Et muss och iergendwou en Drock op deene Länner bleiwen, déi an esou engem Konflikt sinn, déi schonn an der Unioun sinn. A wa mer dat esou géifen aus der Welt schaffen, dann, mengen ech, hätt een eng relativ liicht Verhandlungsposition, fir kengem Kompromiss zoustëmmen, och wann ech der Tendenz natierlech grondsätzlech awer zoustëmmen.

Déi Effortë mussen, wéi gesot, weidergoen. Och de Monitoring vun deenen Effortë muss gemaach ginn, a Kroatien selwer, duerch d'Parlament, wat eng wichteg Roll ze spille kritt, natierlech och d'Europaparlament, d'Kommissioun. Et ass eng wesentlech Fro, wéi een no der Adhësioun de Monitoring vun de weidere Fortschreitter mécht. Déi Fro, déi muss een definitiv am A behalen.

Ofschlësse wëllt ech mat engem Saz op Kroatesch. Dat wär dann eng Première an dëser Chamber.

► **Une voix.** - Oh!

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Wëllkomm, Kroatien! Dobrodošo, Hrvatska!

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. Dann hu mer als nächste Riedner den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi scho meng Virriedner fänken ech ganz gären dermat un, fir dem Kollege Marc Angel Merci ze soe fir e ganz komplette schrëftlechen a mëndleche Rapport.

D'ADR hat schonn an hirem Europawahlprogramm vun 2009 betount, dass si skeptesch ass, wat weider Erweiderunge vun der Europäescher Unioun ugeet. Haut hu mir nach ëmmer déi grouss Osterweiderung vun Ufank vun 2000 net verkraaft, a virun allem och net de spéidere Bättréit nach vu Rumänien a Bulgarien. Déi hunn nach ëmmer vill Potenzial, fir eis Kappzuehelen ze maachen, notamment och an allem, wat d'Justiz an déi organiséiert Kriminalitéit ugeet.

Och d'Unioun selwer ass, fir et daitlech ze soen, an engem ganz schlechten Zoustand am Abléck: d'Eurokris, d'Verhandlungen ëm en neie Budget, d'sozial Spannungen a ville Memberstaaten, déi och mat der Eurokris an der Scholdekrise zesummenhänken, e gewëssenen institutionellen Duerjerneen, wou kaum méi ee versteet, wat am Ablack an der Europäescher Unioun lass ass a wéi eng legal Dispositiounen nach gëllen.

Alles dat mécht et am Abléck schwierig, fir einfach esou kënnen ze soen, dass d'Europäesch Unioun prett ass, fir e weidert Land opzuehelen, a virun allem och nach e Land, wat ekonomesch net ganz staark ass.

Ech verweisen dodrop, dass mer jo zënter 2006 och soen, dass e Kritär fir d'Adhësioun muss d'Absorptionscapacitéit vun der Europäescher Unioun sinn. Net nëmmen déi State sollen hir Kritären erfëllen, wa se bättrieden, mä och d'Unioun muss capabel sinn, fir déi Staten opzuehelen. An an deem Zoustand, wou d'Unioun am Abléck ass, kann ee sech jo awer wirklech froen: Ass dat richtig?

Ech gi gären de Kollege recht, déi gesot hunn, mä et ass scho wichteg, dass mer do no Oste kucken, dass mer deene Länner hëllefen an esou weider, mä d'Unioun selwer muss och funktionsfäeg bleiwen.

Ass dat de Fall? Ech weess et net!

An et ass nach méi komplizéiert, wann een elo dorun denkt, dass jo d'Verhandlung mat der Tierkei, op déi hei schonn ugespillt ginn ass, och weidergefouert ginn, mat engem Stat, wou et no neiste Rapporten keng Fortschreitter an de Mënscherechter gëtt, dat en Deel vun engem Land militäresch besetzt, dat elo just d'Präsidenschaft an der Unioun ausübt. A fir dann nach weider Adhësiounsverhandlungen do ze féieren, dat dréit nach derzou bäi, zu deem Bild, dass den Adhësiounsprozess bal zu engem

Selbstläufer ginn ass, deen eigentlech net méi a Rapport steet mam reellen Zoustand an de reelle Capacitéit vun der Unioun.

D'ADR hat awer am Wahlkampf scho gesot, dass si mam Bättréit vu Kroatien kéint d'accord sinn, wann am Virfeld déi oppe Grenz - mir haten eis speziell op déi beruff - mat Slowenien gekläert gi wär. Et gëtt natierlech och aner Konflikter. Den Här Fayot huet der e puer an Erënnerung geruff op finanziellelem Niveau an op anerem.

Mä mir mussen awer dovun ausgoen elo, wat eis ugeet, dass dee Fakt, dass Slowenien den Adhësiounsvertrag mat Kroatien ënnerschriwwen huet - och wann en nach net ratifizéiert ass -, eis awer muss dervun ausgoen loosse als auslännesche Partner, dass mer gudd Glawen kënnen unhuelen, dass domadder d'Autoritéit vu Ljubljana am Prinzip wéinstens de Konflikt als geléist ugesinn. An doduerch kënnen mir dann och als ADR hei eisen Accord zu deem Traité ginn.

Mä de Vertrag selwer, dee kënt eiser Meenung no ze fréi an d'Chamber. Mir hätten dat och nach kënnen am Fréijoer d'nächst Joer maachen. Aus engem ganz einfache Grund - den Här Angel hat dat och ernimmt -, nämlech dass mer elo am Hierscht nach e weidere Rapport vun der Europäescher Kommissioun iwwer Kroatien kréien. Mir hätten eis gewënscht, dass mer dee Rapport och kéinte mat berücksichtigegen, well jo eng ganz Rei vun deene Froen vum Virbereedungsgrad vu Kroatien eréischt mat der Lecture vun deem Rapport hätte kënnen wirklech hei éclairéiert ginn. Also, déi Diskussioun hei kënt an eisen Ae leider e bësschen ze fréi.

Mir kréien en neie Member - also Kroatien - an d'Unioun, mä et ass kee vun deene ganz begeeschterte Memberen. Den Här Angel hat zwar a sengem Rapport gesot, et wär en „consensus national partagé par les principaux partis politiques du pays“. Mä, wann et se net all sinn, ass et kee Konsensus, dann ass et eng Majoritéit.

An och wat de Referendum ugeet, do huet den Här Angel geschriwwen: «Les électeurs croates ont souligné de partager l'enthousiasme européen affiché par la classe politique». Do kënnen mir nëmme feststellen, dass eis Lëtzebuurger Sozialiste sech vläicht elo mat ganz wéineg mussen zefridde ginn, well d'Wahlbedeelegung war 43,5% - also net d'Halschent - a vun deene ware 66% derfir. Wann een dat da matenee multiplizéiert, da kënt een op 28,8% oder esou, déi een dokumentéiert Jo zu der Europäescher Unioun ginn hunn. Dat ass an eisen Aen elo net esou terribel vill, dass mer vun engem groussen nationalen Enthusiasmus géife schwätzen. Mä, wéi gesot, Är Kritäre si schonn e bësse méi modeste ginn.

Mä ëmmerhi muss mer soen, dass déi kroatesch Regierung e Courage gewisen huet, deen eis Regierung net méi esou huet. An Dir, Här Minister Asselborn, hutt jo an der Lescht méi dacks gesot, dass Der net esou ee grouse Frënd vu Referendume sidd. Eiser Meenung no ass et richtig, wann eng Regierung d'Vollek ëm seng Meenung freet. Et ass an enger Debatt, déi mer hei virun hate vum Souverän geschwat ginn, deen d'Lëtzebuurger Vollek nun eemol hei am Land ass.

Mir als ADR zécken net, fir a wichtige Froen ze soen, de Souverän soll decidéieren. A mir kënnen nëmme feststellen, Här Minister, dass Dir do anscheinend dem Lëtzebuurger Vollek net zoutraut - wann ech Är Interviewe liesen, wou Der sot, et kann een d'Froen net esou reduzéieren an esou weider -, mä ech mengen, Dir traue dem Lëtzebuurger Vollek net zou, sech iwwer e Referendum kënnen an Ären Ae richtig auszedrécken. Dat ass eppes, wat eis ënnerscheet. Mir vertrauen eisem Souverän, Dir anscheinend manner.

An nach eng Saach, wou d'Kroate méi Chance hu wéi mir Lëtzebuurger: Kroatesch gëtt elo Amtssprooch an der Europäescher Unioun. Mir stelle fest, dass no 55 Joer Memberschaft an der Unioun d'Lëtzebuurger nëmme kënnen dovun dreemen, dass Lëtzebuergesch als Sprooch an der Europäescher Unioun géif opgewäert ginn, obwuel mer 2005 Dispositiounen geholl hunn, déi eis géifen erlaben, wéinstens eng Opwärtung vun der Sprooch virzuehelen, wann och net Amtssprooch. Mä och dat huet d'Lëtzebuurger Regierung bis elo net gemaach. E Grund fir eis, fir eis kroatesch Frënn ze beneiden.

Här President, mir liesen an deem Rapport vum Här Angel, dass Kroatien Problemer mat sengem Justizsystem huet, mat der Korruptioun. Et ass net dat eenzeg Land, wat dat huet. Mä op jidde Fall, den Här Angel huet och rappeliert, dass et dowéinst e bësse méi e strenge Begleedungsprozess krut wéi aner Länner. Mir hu probéiert, aus de Feeler vu Rumänien, déi mer mat Rumänien a mat Bulgarien gemaach hunn, ze léieren, wat jo och gutt ass. Mä et dierf ee

sech awer keng Illusiounen maachen. De kroatesche Justizsystem ass nach wäit dovun ewech, an deenen nächste Joren un déi Kritären erunkommen, déi hei zum Beispill an der Justiz, Gott sei Dank, gëllen.

Mä déi Diskussioun, déi gesi mir ëmmer an engem Kontext och vun enger anerer Dispositioun, déi hei gesetzlech verankert ginn ass, dass ass d'Unerkennung vun auslännesche Gerichte-uerteeler ouni Exequatur. Mir kënnen nëmme warnen. Mir soen, en auslännesch Uerteel, wat hei unerkannt an ausgeféiert gëtt, dat muss einfach de qualitative Kritäre vun engem Lëtzebuurger Uerteel entsprechen, soss gëtt d'Europäesch Unioun zu engem Rechtsrisiko fir d'Lëtzebuurger, et kënt zu justiziellen Onsécherheeten!

A mir mussen awer Uecht ginn hei als Parlamentarier, dass mer d'Rechtssécherheet an engem rechtlich Qualität hei am Land oprechterhalen. Et kënt also fir eis och net a Fro, dass, vu datt den Zoustand vun der kroatescher Justiz deen ass, deen en eben ass, mer elo an nächster Zukunft géifen un eng Unerkennung vun Uerteeler aus deem Land hei denken, ouni eng Präifungsméiglechkeet virzugesinn.

Här President, mir hunn och hei héieren, dass déi aktuell Memberstate kënnen Dispositiounen huelen am Beräich vun der Bewegungsfreiheet, fir am Beräich vum Aarbechtsmarché - den Här Minister Schmit ass haut net hei bei eis -, mä ech mengen, et geet net duer, dass ze constatéieren, mä et muss een d'Lëtzebuurger Regierung froen, wéi si dann elo, compte tenu vun der Situatioun vun Chômage, dee mer hei am Land hunn an dee mer jo all bedauern, mä wéi wëllt d'Lëtzebuurger Regierung dann elo mat deenen Dispositions transitoires ëmgoen, déi hei den Accès op den Aarbechtsmaart mat regléieren?

Ech mengen, mir hu jo als Chamber net nëmmen d'Recht, ze constatéieren, dass esou eng Dispositioun méiglech ass, mä et ass un der Regierung, fir eis ze soen, wéi si mat deenen Iwwergangsperioden, op déi mer e Recht hunn, wëllt ëmgoen.

Idem mat de Baussegrenzen. Natierlech, Kroatien ass net direkt am Espace Schengen, mä den Acquis muss respektéiert ginn. A mir hätte gär, dass déi Baussegrenze vu Kroatien effikass kontrolléiert ginn. Ech wëll just an Erënnerung ruffen, dass d'ADR sech och répétitiv derfir ausgeschwatt hat, dass mer eng Visumsflicht aféiere fir déi Länner, déi um Balkan sinn, aus deene Grënn, déi Der kennt, déi ech hei net brauch extra ze widerhuelen, mä déi am Zesammenhang mat der Asylproblematik hei am Land stinn, déi et einfach gëtt.

Mir stellen d'Fro un den Här Minister: Wéi stellt Dir lech zu deem Problem an denkt Dir net och, dass d'Introductioun vun enger Visumsflicht dee richtige Wee ass, fir där Problematik Meeschter ze ginn?

Dann den Euro. Do maache mer eis net vill Illusiounen. Ech mengen, d'Kroatien als Balkanstat, déi gesi ganz gutt, well se och déi geographesch Proximitéit zu eise griichesche Frënn hunn, wat do fir e sozialt Leiden an deem abléckleche Prozess vu Reformen a Spueren an esou weider a Griichenland existéiert. Mir gësin och, dass d'Schweden an och virun allem déi baltesch Länner an anerem, déi den Euro am Prinzip missten aféieren, do Retizenzen hunn, Hésitatiounen. An d'Kroatien hunn déi ganz sécher och, esou dass mer eis do am Abléck... och wa se géifen d'Kritären erfëllen, net direkt wëllte bättrieden.

Déi bilateral Bezéiungen huet d'Madame Polfer ganz gutt beschriwwen. Mir sollte wirklech probéieren, déi ze intensivéieren, esou wäit wéi et eiser Economie ebe kann hëllefen. Ech mengen, Kroatien ass fir eis e potenziell interessant Handelspartner a mir sollten do wirklech probéieren, dass ze optiméieren.

De Kroate wënsche mir, op Lëtzebuergesch - Kroatesch kann ech leider net esou gutt wéi de Kollege Braz -, op jidde Fall alles Guts fir d'Zukunft an der Europäescher Unioun. Mir hoffen, dass mer mat de Kroate kënnen un engem Europa vun den Natioune bauen, wou Europa d'Souveränitéit an d'Onofhängegkeet vun den einzelnen Memberstate voll respektéiert. De Federalstat wëlle mir net.

Villmoos Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.**- Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, ech mengen, ech hunn d'Signaler verstanen, dass ech soll viru maachen. Ech maachen dat och.

Ech wollt vläicht fir d'Alleréischte soen, dass, wann ee vum Balkan schwätzt a vu Länner, déi aus dem Balkan elo an d'Europäesch Unioun erakommen, wéi mer dat haut maachen, da

sinn ech iwwerzeegt, mat Kroatien, da muss een ëmmer erëm op de Juni 2003 zréckgoen, Thessaloniki, wou all Land vum Balkan, vum Westbalkan, eng Perspektiv kritt huet, fir an d'Europäesch Unioun eranzekommen, esou wäit si dat natierlech wëllen.

Ech wëll och bei Kroatien, well dat mech jo och e wéineg perséinlech betrëfft... Am Ufank, wou ech d'Chance hat, Ausseminister ze sinn, war ech President vun der Task Force, déi eigentlech do verhandelt huet an der Europäescher Unioun mat der Madame Del Ponte iwwer dee berühmte Fall vum Ante Gotovina. An dat huet gedauert a geschleeft, bis op eemol d'Signal komm ass, dass war den 3. Oktober 2005: Okay, d'Zesummenaarbecht mat ICTY - wéi mer dat genannt hunn, dass ass deen Tribunal fir Jugoslawien - ass elo de Moment ginn. A mir hunn deen nämlechten Dag, den 3. Oktober 2005, da Verhandlungen opgeholl mat Kroatien.

De Problem, dee sech dunn direkt gestallt huet, waren d'Schwierigkeiten, wat d'Grenz ugeet mat Slowenien. Dir wësst, déi Grenz, déi duerch d'Mier geet. A bis 2009 hunn déi Divergenzen tëschent Slowenien a Kroatien dunn eigentlech villes gebremst a villes blockéiert. Eréischt, Dir wësst dat, am Juni d'lescht Joer 2011 si mer fäerdeg gi mat de Verhandlungen, an d'Kommissioun huet dann dunn och eng Linn ageschloen, déi ech richtig fannen, dass virun allem bei Kroatien elo fir d'Éischt drop gepocht ginn ass, d'Konkurrenzrecht, de Kampf géint d'Korruptioun, d'Justiz, d'Intériedosieren, d'Grundrechter, d'Grundfreiheeten, dass all dat spezifesch kontrolléiert ginn ass.

Den Här Angel huet a sengem exzellente Rapport dat jo och ugedeit, grad wéi och verschidde Kollegeinnen a Kollegen, déi hei geschwat hunn, dass mer eng éischte Kéier bei esou Verhandlungen, spezifesch wat den Artikel oder d'Kapitel 23 ugeet, dass do, nodeem paraphéiert ginn ass, no der Paraphe, déi ausgestellt ginn ass, an och an der Prozedur vun der Ratifikatioun, virun allem och muss gekuckt ginn, wéi d'Lutte géint déi organiséiert Kriminalitéit, wéi de Respekt vun de Grundrechter, wéi Kroatien domadder ëmgeet, an dass do och Suivistabellen opgestallt ginn, déi regleméissig à jour gesat ginn a wou effektiv all Land selbstverständlech och nach d'Méiglechkeet huet, do Drock ze maachen, dass dat, wat versprach ginn ass, och agehale gëtt.

Dir wësst, et ass ugeschwat ginn, dass en Tëscherapport gemaach gëtt. Mä deen Tëscherapport gëtt all Joer gemaach vun der Kommissioun fir alleguerten déi Länner, wéi Der wësst, déi an der Prozedur dra sinn, fir eng Kéier kënnen Member vun der Europäescher Unioun ze ginn.

Nun, ech mengen, mir wieren dat 13. Land, wa mer elo stëmmen hei oder wann Dir stëmmt hei an der Chamber. Bulgarien, d'Tschechesch Republik, Estland, Italien, Zypern, Lettland, Litauen, Ungarn, Malta, Eisträich, Rumänien an d'Slowakei, déi hu scho ratifizéiert. Also mir sinn do an der gudder Métt. An ech mengen, dass dat zu eis passt, och ee Land, wat, wéi d'Madame Polfer richtig gesot huet, ëmmer den Drock oprechterhalen huet, fir dass mer deene Länner um Balkan eng Chance ginn, fir an d'Europäesch Unioun ze kommen.

Institutionell nach, Här President, wëll ech soen, dass selbstverständlech och sech elo eppes ännert, wat d'Parlamentarier ugeet: Zwielf Parlamentarier kritt Kroatien. Si kréien natierlech och e Richter op dem Gerichtshaff, der Cour de Justice européenne. Si kréien och een am Tribunal, grad wéi op der Cour. Si kréien een Administrateur op der Banque européenne d'investissement. D'Zuel vun de Memberen, dat huet, mengen ech, den Här Angel och gesot, am Conseil économique et social grad wéi am Comité des régions, déi gëtt eropgesat.

An 2014 trëtt dann natierlech och dat a Kraaft am Europäesche Parlament, wat jo decidéiert ginn ass am Traité vu Lissabon, 751 Deputéierten. Do, wou eng eestëmmege Décisioun da muss geholl ginn, wou awer kee Land enner sechs Deputéierte fält, soudass mir do net concernéiert sinn.

Ech wollt och nach vläicht just soen, dass a Kroatien och Lëtzebuerg net nëmmen Entwécklungshëllef gemaach huet eng gewëssen Zäit, mä virun allem och Déminage gemaach huet. Mir hu Laangzäitprogrammer finanzéiert bis, mengen ech, virun zwee, dräi Joer, wou déi riseg Flächen a Kroatien, déi eben am Krich affectéiert waren, wou mer gehollef hunn, fir den Déminage do fäerdeg ze bréngen.

Ech wëll och vläicht dem Här Fayot äntwerten op seng Fro vun der Ljubljanska Banka. Et ass esou, dass dat eng Bank ass, wou 130.000



Kroatien ongeféier 172 Milliounen déposiert haten op där Bank. Dat war 1991. Dee Sträit hei geet op dat Exjugoslawien zrëck. Déi Leit hunn hir Suen ni kritt. An do ass e Sträit entstanen.

An elo, fir net mech ze laang domadder opzehalen, ass awer am Oktober, elo uganks Oktober, den 3. Oktober sinn déi zwee Ausseministere sech eens ginn, fir nach een drëtten Versuch ze maachen. Dat nennt ee bei der Banque des règlements internationaux, fir do dann een Accord ze fannen, fir déi Leit ze dédommagéieren. An do huet dann de sloweneschen Ausseminister och gesot, si géife ratifizéieren, wa Kroatien sech engagéiert, virun där Banque des règlements internationaux och dee Konflikt léisen ze loossen.

Ech ka mer allerdéngs schlecht virstellen, Här President, Här Fayot, wat Der gesot hutt, dass d'Slowene géife komplett do elo blockéieren. Dir wësst, dass, wann eng Kéier ratifizéiert ass - an et muss jo ratifizéiert gi virum Juli 2013 -, wa ratifizéiert ass, huet natierlech och d'Kommissioun d'Recht, fir effektiv eng Procédure d'infraction anzeleeden, wann ee Land géif säi Marché zoumaache fir Banken aus engem anere Land vun der Europäescher Unioun. Ech ka mer net virstellen, dass et esou wäit géif kommen.

Wann Der mer nach just eng Sekonn gitt. Ech mengen, et ass de Moment och als Ausseminister ganz, ganz kuerz ze kucken, wéi et mat deenen anere Länner um Balkan steet.

Dir wësst, Montenegro huet 2010 de Statut kritt vum Kandidateland. Et sinn elo Wahlen e Sonndeg a Mazedonien (veuillez lire: a Montenegro), legislativ Wahlen. A mir hoffen, dass dat Land, wat jo och ganz staark mat Korruptioun ze kämpfen huet, staark genuch ass, fir effektiv alleguerten déi Kritären ze erméiglechen. Et ass e klengt Land, vergläichbar mat Lëtzebuerg. An ech mengen, dat wier och ee Land, wou ech géif mengen, dass et am nooste bái wier, wou een an Zukunft kéint domadder eens ginn, dass se och kéinte Member gi vun der Europäescher Unioun.

Mazedonien, wësst Der, ass e Land, dat huet schonn de Kandidatstatus zënter 2005. An

2009 huet d'Kommissioun gesot, d'Konditiounen sinn erfëllt, eigentlech kéinten d'Negociatiounen ugoen. An och do, wësst Der, ass e Sträit. Dat ass e Sträit iwwert den Numm vun deem Land tëschent Mazedonien an ebe Griichenland. An dee Sträit, deen ass jo och iwwergeschwappt op zum Beispill eng NATO-Mitgliedschaft. An dee Sträit iwwert den Numm ass nach ëmmer net geléist.

Do ass zu New York eng Prozedur amgang, déi awer net wäit dréit nach de Moment. Et si Momenter elo ginn, wou ee geduecht huet, a sechs Méint muss se sech dach endlech eens ginn. Mä dat ass net de Fall. Et ass ee Sträit, dee wierklech e bilaterale Sträit ass a wou mer als Europäesch Unioun kënnen encouragéieren, mä mir kënnen en net léisen. Dat ass onméiglech.

A Bosnien-Herzegowina ass et nach e weénege méi komplex, well Bosnien-Herzegowina ass e Land, wou d'Bosnier, d'Kroatien an d'Serben, jiddwereen a senger Communautéit leeft. Dat hutt Der och gesinn elo, e Sonndeg ware Gemengewahlen do. Jiddwer Communautéit stëmmt ebe just hir Leit, hir Leit aus hirer Grupp, ouni elo eng staark Visioun ze hunn, dass Bosnien-Herzegowina och misst als Stat, wierklech als Zentralstat fonctionnéieren. Do sinn nach grouss Mouvementer an der Mentalitéit néideg, fir dat fäerdegzebréngen.

Albanien ass zënter 2009 Baitrëtskandidat. Dir wësst, dass ganz, ganz laang do Majoritéit an Opposition wéi Bëllessen openanergaange sinn. An do ass net vill Sputt gewiescht. Bon, d'Demokratie muss geléiert ginn, dat ass evident. Dat gesitt Der jo och a Länner, déi scho laang d'Demokratie hunn. Mä ech wëll just soen, dass awer do e klengt Liichtbléck ass: Am Summer, elo am August, ass iwwert de Code électoral, wou laang, laang gestridde ginn ass, en Accord fonnt ginn. An dat kënn, bon...

Dat Lescht, wann Der erlaabt, Här Bettel, nach Kosovo. Dir wësst, dass Kosovo elo komplett onofhängeg ass, dass Kosovo a Serbien déi Negociatiounen, déi gefouert gi si vun der Europäescher Unioun zu Bréissel, bis elo nach zu kengem Resultat gefouert hunn. Dir wësst, dass virun allem am Norde vu Kosovo, Mitrovica - wat jo och d'Lëtzebuerg kennen, well mer do

staark präsent sinn -, dass do parallel Institutionen fonctionnéieren. Ech hoffen, dass mat der EULEX a mam gudden Wëllen och vun de Kosovare wéi de Serben agesi gëtt, dass et een Intérêt ass fir déi zwou Säiten, fir wéinstens zum Avantage vun de Populatiounen op béide Säiten do virunzekommen.

Serbien huet eng nei Regierung kritt. Dir wësst, den Här Nikolić ass éischer bekannt als een, dee méi eng nationalistesch Approche zur Politik huet. Ech hoffen, dass och a Serbien - well dat ass d'Schlësselland vum Balkan, et ass dat gréisste Land, et ass dat wichtegst Land - d'Bewegung zu Europa zou net ofgebrach gëtt.

Ech wëll elo nach ofschléissen, Här President, an lech soen, dass mer selbstverständlech haut als Lëtzebuerg Parlament, wann d'Parlament dat mécht, e wichtegen Akt setze fir d'kroatescht Vollek, wat vun alle Säiten hei och gesot ginn ass, an dass ech iwwerzeegt sinn, dass déi Ofstëmmung, déi mer elo maachen, eng Ofstëmmung ass am Sënn vun der Europäescher Unioun an och am Sënn vun deem, wat d'Europäesch Unioun als Friddensprojet jo bedeit.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Ausseminister. Domadder wäre mer um Enn vun deser Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6423 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6423 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Marie-Josée Frank), Norbert Hauptert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Josée Lorsché (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

12. 6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Ech hat virdru vergiess, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel iwwert de Projet de loi 6474 ze froen.

Sidd Der och domadder d'accord?

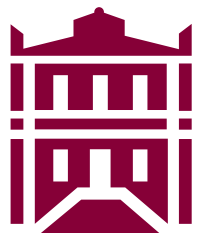
(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da si mer domadder um Enn vun eiser éischer Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 19.02 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

- Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire
 - M. le Président
- Communications
 - M. le Président
- Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
 - M. le Président
- 6450 - Proposition de loi
 - portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat;
 - portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998
 - Déclaration de recevabilité
- 6371 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Serge Wilmes
 - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Claude Adam (M. Eugène Berger intervient), M. Jean Colombero
 - Mme Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement, en remplacement de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6416 - Projet de loi portant approbation de l'Accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA), signé à Vienne, le 2 septembre 2010
 - Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner
 - Discussion générale: Mme Lydie Polfer

- Mme Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement, en remplacement de M. François Biltgen, Ministre de la Justice
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7. 6401 - Projet de loi portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail
 - Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri
 - Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Serge Urbany
 - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 8. Débat d'orientation sur l'amélioration du bien-être au travail
 - Exposé: M. Lucien Lux (dépose une motion)
 - Débat: M. Robert Weber, M. André Bauler, Mme Josée Lorsché, M. Jean Colombero (M. Lux intervient), M. Serge Urbany
 - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration (M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, intervient et M. Jean Colombero pose une question)
 - Vote sur la motion (adoptée)
- 9. Questions urgentes n°2345 de M. Camille Gira et n°2346 de M. Xavier Bettel sur les cartes d'identité
 - M. Camille Gira, M. Xavier Bettel
 - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (M. Camille Gira pose une question)
 - M. Camille Gira et M. Xavier Bettel (questions complémentaires)
 - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Nicolas Schmit et Mme Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)



► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Octavie Modert,** *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Neen, Här President.

1. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire

► **M. le Président.**- Opgrond vun enger Décisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 42 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt der Madame Nicole Folschette-Urth, Inspecteur principal 1^{er} en rang, déi dëst Joer d'Administration parlementaire pensounshalber verléisst, den Eirentitel vun hirer Fonctioun zouerkannt.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposiert.

2) Dann ass d'Lëscht vun de Projeten, déi säit de leschte Sitzungen an der Administration parlementaire déposiert goufen, och um Bureau déposiert a gouf och un d'Fraktioun verdeelt.

3) Den 18. Juli 2012 ass d'Petitioun N°319 fir eng Ofännerung vum Gesetz vum 15. März 1983 fir de Schutz vum Liewen a fir d'Wuelergoer vun den Déiere vun der Mme Tania Hoffmann-Fettes iwwerrecht ginn.

4) D'Petitioun N°320 iwwert d'Visae fir d'Lëtzebuerger, déi an Australien an a Kanada wëlle schaffen, ass vum Här David Faber de 17. September 2012 iwwerrecht ginn.

Communications du Président - séance publique du 10 octobre 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6453 - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;

2. de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 23.07.2012

6454 - Projet de loi portant modification de:

1) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

3) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du code pénal

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.07.2012

6455 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.07.2012

6456 - Projet de loi sur le secteur des assurances

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.07.2012

6457 - Projet de loi modifiant:

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3) la loi du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique;

5) la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du corps diplomatique;

6) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;

7) la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications;

et portant institution du médiateur au sein de la Fonction publique

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

6458 - Projet de loi transposant certaines dispositions de l'accord salarial du 15 juillet 2011 dans la Fonction publique et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

6459 - Projet de loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

6460 - Projet de loi modifiant:

1) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

2) la loi modifiée du 18 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes de pension

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

6461 - Projet de loi instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

6462 - Projet de loi fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

6463 - Projet de loi fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

6464 - Projet de loi portant organisation de l'Administration gouvernementale

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

6465 - Projet de loi déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

6466 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les États membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du

Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005

- de l'Acte final

ouverts à la signature à Ouagadougou le 22 juin 2010 et à Bruxelles du 1^{er} juillet au 31 octobre 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 13.08.2012

6467 - Projet de loi portant modification

- du Code du Travail

- de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et

- de la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.08.2012

6468 - Projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 17.08.2012

6469 - Projet de loi relatif aux droits et obligations du patient et aux droits et obligations correspondants du prestataire de soins de santé, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant:

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;

- la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 21.08.2012

6470 - Projet de loi

- portant transposition

- de l'article 4 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de service;

- de la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles de facturation;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 24.08.2012

6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et

- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;

- portant modification de:

- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);

- la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;

- la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- du Code du Commerce;

- la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- la loi d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

- la loi du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 24.08.2012

6472 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 27.08.2012

6473 - Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2012

6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 03.09.2012

6475 - Projet de loi relative à la Protection nationale

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03.09.2012

6476 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 05.09.2012

6477 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

2. l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1^{er} juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière;

3. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement; et

4. la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 14.09.2012

6478 - Projet de loi portant

- modification

- du Code de la consommation

- de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique,

- de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle,

- de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

- abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 17.09.2012

6479 - Projet de loi portant modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 18.09.2012

6480 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections parlementaires en Ukraine

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 25.09.2012

6481 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007



Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.10.2012

6482 - *Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.10.2012

6483 - *Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2004 concernant la participation du Luxembourg à la mission ALTHEA de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 04.10.2012

6484 - *Proposition de modification du chapitre 7 «Des pétitions» du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt: Mme Diane Aehm, Députée, M. Eugène Berger, Député, M. Fernand Diederich, Député, M. Camille Gira, Député, M. Ali Kaes, Député, le 04.10.2012

6485 - *Projet de loi portant modification de l'article 567 du Code de commerce*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 09.10.2012

6500 - *Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 02.10.2012

3) *Le 18 juillet 2012, la pétition n°319 pour une modification de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux a été introduite par Mme Tania Hoffmann-Fettes.*

4) *La pétition n°320 concernant les visas ouverts aux ressortissants luxembourgeois souhaitant travailler en Australie et au Canada a été introduite par M. David Faber le 17 septembre 2012.*

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Präsidentenkonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwät, de Projet de loi N°5437 portant création de la structure de protection nationale vum Rôle ze strächen.

Ass d'Chamber heimat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. 6450 - Proposition de loi

- portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat;

- portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998

Déclaration de recevabilité

An hiner Réunioun vum 4. Oktober huet sech d'Präsidentenkonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwät. Et handelt sech em d'Proposition de loi N°6450, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Öffnungszäite vun de Butteker, déi vum Här André Bauer den 10. Juli 2012 deponéiert gouf.

Schleisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentenkonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen éischte Projet vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi N°6371, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Enseignement supérieur. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Fayot, Adam a Colombara.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

5. 6371 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

► **M. Serge Wilmes (CSV), rapporteur.**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun néng Joer hu mer eise Héchschoulsystem en neit Fundament ginn, wéi mer 2003 d'Uni Lëtzebuerg geschafen hunn an domat och de Bologna-System hei zu Lëtzebuerg agefouert hunn. An 2009, also virun dräi Joer, hu mer deem ganze Gebai weider Piliere ginn, andeems mer dem Brevet de technicien supérieur - dem BTS - eng legal Basis ginn hunn an och där ganzer Accréditationsprozedur, wann eng Héichschoul, ob se elo privatrechtlech oder öffentlech-rechtlech, lëtzebuergesch oder net lëtzebuergesch ass, sech gäre wëllt hei zu Lëtzebuerg nach niewent der Uni an niewent de Lycéeën, déi BTSen offrëieren, néierloossen.

Elo, dräi Joer duerno, maache mer dann an deem Gesetz vun 2009 e puer Ajustementer, an dat sinn der ganz genee dräi Stéck.

Déi éischt Ännerung ass, dass mer gären en neie BTS schafen, an zwar fir den Assistent technique médical de radiologie: den ATM de radiologie. Bis elo gëtt déi Formatioun an engem technesche Lycée ugebueden an duerfir muss ee fir d'Éischt eng Onzième oder eng Troisième gemaach hunn. Da mécht een dräi Joer laang eng praktesch an eng theoretesch Ausbildung. Et mécht een en Examen a wann een dee gepackt huet an den Diplom an der Täsch huet, da kann een herno an engem radiologesche Service schaffen.

Esou Servicer si meeschtens bei eis an de Spideeler. Do assistéiert een dann als ATM vun der Radiologie engem Radiolog, deen do mat héich komplexen, sophistiquéierten Apparater wéi Scanneren a Röntgenapparater schafft. En hëlleft, déi Apparater selwer ze manipuléieren an och dann déi Analysen, déi Diagnosticien, déi gemaach ginn do, auszewäerten.

Dir gesitt also, dass en ATM de radiologie eng zolidd Formatioun muss hunn, fir dat heiten alles kënnen ze maachen. An do geet et u sech net méi duer, fir déi Formatioun um Niveau vum Lycée nach unzebidden, mä et gëtt virgeschloen, déi op méi een héijen Niveau ze hiewen an zu engem Deel eben ze maache vum Héichschoulsystem a Form vun engem BTS.

Dat heescht dann also och, dass een an Zukunft muss eng Première an eng Trezième hunn, wann ee gäre wëllt esou een Diplom maachen. Virgeschloen gëtt, dass dee BTS 180 europäesch Kreditter kritt - ECTS-System. Normalerweis huet awer e BTS tëschent 120 an 135 där Kreditter. Hei gëtt awer elo virgeschloen, der 180 ze ginn. Dat ass och erlaabt duerch d'Gesetz, well do gëtt et Derogatiounsméiglechkeeten, fir esou engem BTS méi Kreditter ze ginn.

Ech rappeléieren: Dat hu mer zum Beispill schonn am Joer 2010 gemaach, wéi mer d'Gesondheitsberuffer klasséiert hunn a wéi an deem Kader - Här Bettel - d'Hiewamm 180 Kreditter kritt huet. Dat heescht, do hu mer am BTS 180 bei der Hiewammeformatioun. An hei schloer mer vir, et ähnlech ze maache bei dem ATM an der Radiologie.

Elo hu mer awer an der Héichschoulsystem iwwert d'Fro debattéiert, wéisou hei e BTS 180 Kreditter kritt,...

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Wilmes nozelauschteren.

► **M. Serge Wilmes (CSV), rapporteur.**- Merci, Här President.

...wéisou e BTS 180 Kreditter huet, wat deemselwechte Montant vu Kreditter entsprécht, déi e Bachelor mécht, well e Bachelor huet och 180 Kreditter oder maximal 240 Kreditter, mä et gëtt och Bachelor mat 180 Kreditter.

Dat ass eng berechtigt Fro, virun allem, wann ee se kuckt reng en termes de durée: Dräi Joer Studië fir déi eng, dräi Joer Studië fir deen aneren, ronn 180 Kreditter. Da kann ee soen: Wou ass do den Ennerscheid? Mä fir eng Äntwert ze kréien op déi dote Fro, muss een u sech net nëmmen d'Durée kucken, mä virun allem d'Finalitéit vun deem Diplom oder vun deene verschidde Diplomer. An hei huet de BTS eng ganz kloer beruflech Finalitéit, währenddeems e Bachelor eng nach méi pousséiert theoretesch Ausbildung matverméttelt a virun allem och virbereet, fir dann herno kënnen e Masterstudium ze maachen, respektiv wann een e Bachelor huet an domadder schaffe geet, dann huet en herno eng aner Verantwortung ze iwwerhuelen a sengem Beruff wéi mat engem BTS.

Duerfir ass och dee BTS an dem europäesche Qualifikatiounskader, dee mer geschafen hunn,

deen och an d'nationaal Recht emgesat ginn ass, op engem aneren Niveau klasséiert wéi e Bachelor, an zwar ass en do klasséiert um Niveau 5, an de Bachelor ass um Niveau 6 klasséiert. Dat erkläert dann och eben den Ennerscheid, firwat dat hei, obwuel mer e BTS hu mat 180 Kreditter, deen net gläichzesetzen ass mat engem Bachelor mat 180 Kreditter. Et ass eben eng ennerschiddlech Finalitéit vun Diplomer do. Dat ass déi éischt Ännerung.

Déi zweet Ännerung, déi mer an deem Gesetzprojet hei wëlle maachen, dat ass, dass mer d'Accréditationsprozedur fir Héichschoulinstituter, déi also niewent der Uni Lëtzebuerg an niewent Lycéeën, wou BTSen offrëiert ginn, sech wëllen néierloossen, dass mer déi Prozedur méi prezisieren. Déi steet schonn am Gesetz dran, mä mir maachen elo nach ganz kloer d'Differenz tëschent enger Universitéit an engem Établissement d'enseignement supérieur spécialisé oder op Däitsch „Fachhochschule“, well mat deem Ennerscheid, deen hei gemaach gëtt, soll u sech garantéiert ginn, dass och dat dran ass, wat dropsteet.

Déi Dissectioun gëtt gemaach op Basis vun zwee Kritären: op där enger Säit der Finalitéit vun esou engem Etablissement an op där anerer Säit och dem Corps enseignant.

Hei gëtt et den Ennerscheid: D'Uni charakteriséiert sech ganz kloer doduerjer, dass se e ganz enke Lien huet tëschent der Fuerschung an der Léier, déi se mécht, währenddeems eng Fachhéichschoul virun allem op eng héich beruflech Ausbildung aus ass an déi zum Zil huet.

An dann ass och den Ennerscheid am Corps enseignant. Hei mussen, fir eng Uni kënnen ze sinn, op d'mannst 30 Leit engagéiert sinn, an dovunner muss een Drëttel minimum Professer sinn, währenddeems enger Fachhéichschoul op d'mannst 15 Leit mussen engagéiert sinn. An déi, déi do enseignéieren, mussen op d'mannst deen Diplom hunn, dee se selwer dann och do ubidden. Dat ass déi zweet Ännerung.

Dann och nach eng drëtt Ännerung, déi nees eng Kéier de BTS concernéiert: Mir hu bis elo zwar an engem Règlement grand-ducal eng Disziplinarprozedur drageschriwwen, déi existéiert an deem Règlement grand-ducal, wann ee sollt fuddele bei engem Examen, wann en e BTS mécht, mä déi huet awer keng genuch legal Basis an engem Gesetz. Duerfir huet de Statsrot gesot: „Dir musst dat dann och an dat Héichschulgesetz aschreiwen, fir deem eng legal Basis ze ginn.“ Dat maache mer elo, an duerfir gëtt elo hei eng Procédure disciplinaire ageschriwwen.

Wéi gesäit déi aus? Majo, wann ech eng Kéier sollt beim Fuddelen erwëscht gi bei esou engem Examen vum BTS, dann ass natierlech emol déi éischt Konsequenz, dass deen Examen net géllt, an e gëtt och mat null Punkten notéiert. De Pouvoir disciplinaire, deen huet an enger éischer Instanz den Examensjury.

Mä wann ech net domadder averstane sollt sinn, kann ech selbstverständlech Appel maachen, an dat da virum Héichschulminister. Ech hunn da siwen Deeg Zäit, fir dat ze maachen, vun deem Moment un, wou ech notifizéiert kritt hunn, dass ech am Examen gefuddelt hunn. An de Minister huet fir säin Deel dann 30 Deeg Zäit, fir kënnen op deen Appel ze reagieren. Sinn ech dann nach ëmmer net averstane mam Minister senger Décisioun, da kann ech och e Recours en pleine juridiction maache virun de Verwaltungsgeriichter.

Dann nach just zwee Punkten och: De Statsrot huet nämlech gesot, vu datt jo dat groussherzoglecht Reglement vum 23. Februar 2010, wat bis elo déi Disziplinarprozedur regelt am Kader vum BTS, elo net méi à jour ass mat deem, wat mer an d'Gesetz schreiwen, muss dat à jour gesat ginn.

An en zweete Punkt, deen en och ennerstrach huet, ass: Vu datt mer och nach aner Disziplinarprozeduren am Schoulsystem hunn, déi ennerschiddlech sinn, wär et vläicht un der Zäit, déi och ze kucken ze harmoniséieren. Hei huet d'Regierung versprach, dass se géif déi zwee Punkten esou séier wéi méiglech eng Kéier op de Leescht huelen.

Voilà, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass sinn déi Punkten, em déi et hei geet an deem Gesetzprojet. Nach eng Kéier kuerz de Résumé; den éischte Punkt ass: Mir schafen en neie BTS an en ATM de radiologie. Deen zweeten ass: Mir ginn dem BTS eng Procédure disciplinaire, déi mer an d'Gesetz vum Héichschulgesetz vun 2009 draschreiwen, wat de BTS jo och geschafen huet. An den drëtte Punkt ass, dass mer d'Accréditationsprozedur vun den Héichschoulinstituter, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen néierloossen, méi prezisieren, andeems mer d'Distinctionen maachen tëscht enger Universitéit an enger Fachhochschule.

Dat ass, wat hei an deem Gesetzprojet virgeschloen gëtt. Zum Schluss wëll ech soen, dass

ech och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem Gesetzprojet ginn.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Wilmes. An als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert elo net méi am Detail op de Projet agoen. Dat huet mäi Virriedner, de Rapporteur, schonn am Detail gemaach, deem ech och wëilt Merci soe fir säi schrëftlechen a mündlechen Rapport. Ech wëilt och soen, dass d'DP natierlech den Accord zu deem Projet ka ginn.

Ech wëilt just vläicht kuerz, wann Der erlaabt, zwee Punkten opwerfen, déi de Rapporteur och scho kuerz erwähnt huet. Déi éischt Fro oder den éischte Punkt, dass ass dee vun de Recoursméiglechkeeten, déi een elo neierdengs, op alle Fall am Enseignement supérieur, viru Geriichter huet, wann een net mat Décisiounen vun engem Examen d'accord ass. Bon, hei ass et méi spezifesch, wann ee gefuddelt huet, wann een e Plagiat gemaach huet. Mä hei gëtt also an e Gesetz, an e Schoulsystem - fir et emol esou ze soen -, dee Prinzip ageschriwwen, dass ee Recoursméiglechkeeten en dernière instance virun de Geriichter huet, wat mer awer méttlerweile oder de Moment nach net an allen Ordres d'enseignement hunn.

Mir haten déi Fro an der Kommissioun och diskutéiert. An et wier vläicht gutt, wann eis dann och hei d'Regierung kéint nach eng Kéier, oder well... Ech mengen, de François Biltgen hat dat an der Kommissioun gesot - hien ass leider haut de Mëtten net hei -, e géif domadder an d'Regierung goen. Vläch kann dann haut de Mëtten d'Madame Modert eis soen, wat do derbäi erauskomm ass, ob och d'Regierung drun denkt, fir dee Prinzip an déi aner Ordres d'enseignement anzeféieren. Ech denken do virun allem un den Enseignement secondaire hei zu Lëtzebuerg, wou dat de Moment nach net besteet.

Eng zweet Fro, dass ass déi vun der Aklasséierung vu verschidde Studien. Do ass et jo esou: Och hei hu mer dat am Gesetz elo ageschriwwen. De Rapporteur ass dorobber agaangen. En huet erkläert, firwat et ass, dass also déi Assistants techniques médicaux en spécialité radiologie trotz 180 ECTSen net e Bachelordiplom kréien, mä e BTS. Do stellt sech natierlech d'Fro, ob an Zukunft vläicht och nach fir aner Formationen Iwwerleeunge gemaach ginn, ob een an déi Richtung wëllt goen.

Bei der Rentrée académique ass et esou, dass de Minister Biltgen och dovunner geschwat huet, erwähnt huet, dass Iwwerleeunge wieren, fir eventuell d'Formatioun vun den Enseignants aus dem Fondamental, also d'Léierinnen an d'Schoulmeeschteren, dass een och do géif drun denken, fir déi an esou eng Richtung ze maachen, dass dat net méi universitär Studië wieren, mä dass dat och éischer dann Héichschulstudië wieren. Och do wier ech fro, wann d'Regierung eis kéint Opschloen ginn, ob se drun denkt, fir an déi Richtung ze goen oder net.

Déi zwou Froen gestallt, géif ech awer, wéi gesot, den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet ginn.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Jo, Här President, ech wollt den Accord vun der LSAP zu deem Projet ginn. Ech soen dem Rapporteur, dem Serge Wilmes, och villmoos Merci fir deen exzellente Rapport an déi exzellente Aarbecht, déi en hei bei deem Projet de loi gemaach huet.

Ech wollt op eppes hiweisen, wat hien zum Schluss vu sengem Rapport gesot huet, an och de Kolleeg Berger, nämlech déi Harmonisatioun vun den Disziplinarprozeduren am Fall vun Examen, souwuel an dem Enseignement supérieur am Kader vun de BTSen, déi hei touchéiert sinn, wéi och am Kader vun dem Secondaire, well do och en Examen, nämlech de Premieresexamen, en cause ass.

Mir hunn dat och an der Kommissioun évoquéiert, an d'Regierung huet och gesot, den Éducatiounsministère an de Ministère de l'Enseignement supérieur géife sech drëm bekëmmern. Dofir steet dann och am Rapport, dass ons Kommissioun «se voit confirmer qu'il existe la volonté d'harmoniser ces régimes au niveau des principes de base».

Ech muss soen - ech wëilt dat awer hei ennersträchen -, dass dat mer e bësse schwach ass. Et geet net duer, dass d'Regierung de Wëllen



huet, si muss sech och en Termin ginn, sech en Agenda ginn, fir dat ze maachen. Well et weess ee jo, wéi déi Saache ginn: Wann zwee Ministere mateneen zwëschen zwou Diere schwätzen, dat ass eng Saach; wann eppes systematesch ugaange gëtt, ass déi aner Saach.

Ech hoffen och, dass mer an der Kommissioun vläicht an deenen nächste sechs Méint eng Kéier doriwwer prezis Indikatiounen vun der Regierung kréien. Dat ass mäi Wonsch, an ech sinn iwwerzeugt, dass de Rapporteur deen och deelt. An am Benefiss vun deene Remarquë ginn ech natierlech den Accord vun onser Fraktioun.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech well dann och direkt dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a säi schréffleche Rapport. Mir hunn e kuerzt Gesetz hei, an op den éischte Bléck ass et reng technesch. Et sinn zwou Mesuren, wéi erwähnt. Mer schafen e BTS fir den Assistent technique médical de radiologie. Et gëtt proposéiert, dës Formatioun op en héijen Niveau ze setzen. An ech mengen, de Rapporteur huet och richteg gesot, datt dat en ustrengenden an en usprochsvolle Beruff ass an datt dat wierklech Sënn mécht, fir do de Studiégang ze erweidern. Et ass och gesot, dat kéinten 180 ECTS-Punkte sinn; et ass jo nach net festgeluecht, datt et der mussen 180 sinn.

Mir stellen och fest, an dat ass deen zweete Punkt vun deem Gesetz, datt et engersäits Universitéite gëtt an datt et niewent deenen Universitéiten och nach aner Institutione gëtt, déi en Enseignement supérieur ubidden. An Däitschland géif ee vu Fachhéichschoule schwätzen.

Fir eis ass awer déi Trennung net gradesou evident, wéi et am Exposé des motifs ugefuert gëtt. Do gëtt ugefuert, datt eng Uni sech vun enger aner Héichschoul ënnerscheet, well se éischters vill Wäert op d'Recherche leet an zweetens méi eng déif wëssenschaftlech Basis leet. Déi sougenannt Fachhéichschoulen dogéint wieren un éischter Stell méi praxisorientéiert a si géifen eng schnell Integratioun op den Aarbechtsmaarch erlaben. An ech si frou, datt de Rapporteur och nach vun de verschiddene Formatiounen vun den Enseignanten op deene verschiddenen Institutione geschwat huet, well ech mengen, dat ass och e wesentlechen Ënnerschied.

Déi Trennung klénkt méi einfach a méi logesch, wéi se an eisen Aen ass. D'Beispill vum Schoulmeeschter ass ugeschwat ginn. De Schoulmeeschter zu Lëtzebuerg, dee gëtt jo awer nun direkt preparéiert op den Aarbechtsmaarch. Ech géif mer och wënschen, datt déi Formatioun praxisorientéiert ass. An ech weess net, ob... Den Här Berger huet gemengt, mer géifen eventuell an d'Richtung BTS vum Schoulmeeschter goen. Ech...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Et war eng Fro! Här President, dat war eng Fro un d'Regierung. Et ass net, datt ech elo duerfir plädéieren. Et ass méi: Ech wëll Opschluss kréien doriwwer.

► **Une voix.**- Aaahhh!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Gutt! Also, den Här Biltgen huet - an ech géif en do och ënnerstëtzen - ugekënnegt, datt ee sech misst Gedanke maachen, ob déi Formatioun vum Schoulmeeschter net misst reforméiert ginn. Éischt Pisten, zaghaft Pisten, hate mer an eisem Débat d'orientation iwwert den Enseignantsberuff am Abréll dëst Joer och schonn hei an der Chamber ginn. Ech hunn allerdéngs grouss Zweifel - an et ass kee Wonsch vu grénger Säit -, fir do erëm zréckzefueren op eng Fachhochschule oder en Institut pédagogique oder en Institut supérieur d'études de recherches pédagogiques.

(Interruption)

Merci, Här Berger.

Firwat? Majo, et ass allgemeng en europäeschen Trend, datt déi puer Länner, wou mer nach Fachhéichschoulen hunn, och op de Wee vun engem universitäre Studium fir d'Schoulmeeschtere ginn.

Komme mer zréck op den Assitant technique médical de radiologie. Dat gëtt dann elo deen zweete Gesondheitsberuff, wou mer e BTS mat 180 Punkten an Aussicht stellen.

Am Exposé des motifs gëtt dann och nach op de Bologna-System higewisen, wou et net em d'Dauer vun de Studië geet, mä em den Niveau vun der Formatioun. An da soe mer, de Bologna-System gëtt och an de Cadre européen des qualifications transposéiert, wat dann déi lescht véier vun insgesamt acht Niveaue betrëfft. An dann heescht et, datt de BTS an den Niveau 5 kënt an de Bachelor an den Ni-

veau 6. Domat stelle mer da fest, datt d'Professions de santé alleguerten am Niveau 5 regroupéiert sinn.

An domat weise mer am Fong geholl, datt déi BTS-Geschicht och eng Décisioun ass, fir méiglech salarial Revendicatiounen vu virera wëllen ze verhënnern. Dat ass eppes, wat verständlech ass. Mä trotzdem: Mir stelle fest, datt mer an eiselem klengen Land Formatiounen mat 180 ECTS hunn - zum Beispill d'Hiewamm an de Radiologieassistent - an datt mer eng Formatioun vun 180 ECTS hunn, wat awer op Bachelorbasis ass. Dat gëllt fir de BSSE an dat gëllt fir déi allermeeschten Ingenieursbacheloren.

Mir hunn also e BTS vun engem, zwee oder dräi Joer. Mir hu Bachelore vun dräi oder véier Joer. A méi korrekt, op „Bolognesesch“ ausgedréckt, déi dat bestëmmt: datt mer 60, 120, 180, 240 ECTS-Punkten hunn. Mir mengen, datt mer hei eppes geschafen hunn, wat ufänkt, der ursprénglecher Iddi, fir méi Transparenz an den Enseignement ze kréien, entgéintzewierken. Hei geet et wierklech drëm - ech hunn et scho gesot - am Virfeld méigleche Gehaltsforderungen entgéintzekommen.

Ech ginn den Accord zu deemem Gesetz mam ausdréckleche Wonsch, fir op déi Entwécklung hei mat där Villzuel vu BTSen a Bacheloren, déi mer schafen, eng Kéier zréckzekommen an eis wierklech ze iwwerleeën, ob mer do net ze vill en Duerjernee schafen.

Et ass och ugeschwat ginn, datt mer et regelen am Gesetz: d'Fraude an d'Tentative de fraude. Ech mengen, mir sollen eis näischt virmaachen: Wann dat nach net am Gesetz stoung - an et stoung net am Gesetz -, gëtt et héich Zäit, datt mer et draschreiwel!

Ech ginn dem Här Fayot och vollkomme recht, fir ze soen: Mir mussen am ganzen Enseignement probéieren, eng Linn dranzekréien. An et geet net duer, fir et just ze soen, do muss mer handelen, an zwar och méiglechst schnell a méiglechst systematesch!

Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Merci, Här President. Fir d'Éischt ee ganz grouss Merci un den Här Wilmes. Et war e ganz gudden Rapport. Exzellent, wéi ëmmer. Dir maacht Äre Match. Merci!

► **Une voix.**- Et war deen Alleréischten.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Neen, neen, et ass net deen Alleréischten. En huet scho méi wéi ee gemaach. En huet méi wéi ee Rapport gemaach.

Bon, Dir Dammen, Dir Hären, ech mengen, mir fäerten alleguerte Cattenom, mir fäerten alleguerten Tschernobyl, mir fäerten alleguerte Fessenheim. Domat si mer alleguerten d'Accord.

(Interruptions)

Mä eng Saach, déi mer net fäerten oder déi mer quer net a Betruecht zéien, dat sinn eis Strahlen, déi mer kréien, wa mer eis röntge loossen oder wa mer eng Radiotherapie gemaach kréien. Ech mengen, dat dierf een net minimiséieren. Et gëtt vu ville Säite gesot: „Okay, dat ass quer näischt, wann s de eng Röntge gemaach kriss vun de Longen oder vum Fous“. Mä et bleift jo net dobäi. Ech mengen, wann s de näischt um Fous hues, wann s de näischt bei der Röntge gesäis, da kriss de op eemol e Scanner gemaach. An da geet et esou virun.

Mä op jidde Fall dierf een net vergiessen, dass an der fréierer Zäit ganz vill Accidenter geschitt sinn. Ech erënneren u Saragossa 1990, wou 37 Leit surexposéiert waren, 13 Leit gestuerwe sinn. Ech erënneren un d'Spidol vun Épinal 2001 bis 2006, wou d'Leit surexposéiert waren, wou och do ganz vill Leit gestuerwe sinn. An och dann eenzel Fäll: zu Dijon zum Beispill, och kuerz duerno nach eng Kéier a Frankräich.

An ech erënnere mech un ee Fall, un een Assistent technique médical, wou zoufälleg do d'Kobaltbomm op de Buedem gefall ass. Dee Jong huet sech gebéckt, en huet d'Kobaltbomm mat der rietser Hand ugepaakt, en huet se erëm op den Dësch geluecht, a ganz genau dräi Wochen duerno ware seng Hand a säin Aarm faul!

Dir dierft also elo hei absolut déi Saachen net minimiséieren. Ech denken och un déi Fraen, déi vläicht schwanger sinn, d'Assistants techniques médicales. Wa se den éischte Mount schwanger sinn a si kommen an esou eng Situation eran, wou eng ganz staark Strahlbeleschtung ass, dat ass och eng ganz grouss Gefor.

An dofir si mer frou, dass se hei dës Formatioun ugebuede kréien, dass déi Assistants techniques médicales...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Ech kommen... Ech maachen d'Kéier, Här Bettel. Dir wësst jo, ech brauch ëmmer vill méi laang.

(Hilarité)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Är Zäit ass ewell eriwwer.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Neen, neen, déi ass nach quer net eriwwer.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- En huet nach eng Minutt.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Dofir si mer frou, dass déi Formatioun...

► **Une voix.**- E kann nach eng Kéier maachen.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- ...do ugebuede gëtt. A mä gréisste Wonsch wär, dass d'Leit net fir all klengen Bobbo an de Röntgesall ginn, fir ebe sech selwer ze schützen, awer och fir déi Assistants techniques médicales, awer och fir d'Radiologen ze schützen. Mäin zweete Wonsch wär, dass d'Dokteren alleguerten net ze vill e schnelle Bic hunn. A wa se eng Röntge verschreiwel, da muss et och wierklech esou sinn. A wa se eng aner Méiglechkeet hunn, dann, mengen ech, kann d'Diagnos och op eng aner Aart a Weis gestallt ginn.

Här President, dat gesot, soen ech nach eng Kéier Merci. A mir wäerten dat Gesetz hei stëmmen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Madame Modert d'Wuert.

► **Mme Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement, en remplacement de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur, dem Serge Wilmes, fir säi gudden an ausféierleche Rapport. Ech mengen, dat Gesetz hei an och dat, wat hien ënnerstrach huet, weist virun allem zwou Saachen. Dat Éischt ass: Mir hunn eng relativ nei Entwécklung vun der Unis- an awer och Héichschoullandschaft hei zu Lëtzebuerg, d'Gesetz vun 2003 op där enger Säit fir d'Uni, a vun 2009 - an duerno scho geännert - fir d'Héichschoulen.

Wat dee Moment mat sech bréngt, datt mer heiansdo mussen Ajustementer maachen, well mer nach jonk an deem Beräich sinn, an eis awer op déi aner Manéier och d'Méiglechkeet gëtt, well mer elo gesetzlech Kaderen hunn, fir iwwerhaupt kënnen ze envisagéieren, nei Formatiounen an dee Beräich do eropzehuelen an eropzehiewen.

Deen éischen Objectif vun deem Gesetz hei ass jo, fir nei Diplomer zouzeloosse respektiv nei Formatiounen ze definéieren; dat besonnesch och am Gesondheitsberäich. An dat ass wichteg. Ech mengen, et muss een den Ufuorderung vum Beruff an den Entwécklung Rechnung droen a Rechnung droe kënnen, an dofir sech och net scheien, punktuell e Gesetz ze änneren, och wann et nach net ganz al ass, fir do nei Méiglechkeeten zouzeloossen.

Dat Zweet - dat ass, mengen ech, eng ganz wichteg Präzisioun, et ass eng nei Entwécklung -, dat ass, datt mer mussen drun denken, fir Héichschoulinstituter ze accreditéieren, fir eng Qualitätskontroll kënnen ze maachen. Et ass net, well mir elo hei nei Méiglechkeeten ubidden an e jonke Beräich hunn an dëser Hisiicht, datt vu verschiddenen auslännesche Schoule geduecht dierf ginn, si kéinten heihinnerkommen, fir d'Prozeduren an hirem Land oder d'Accreditatioun an hirem Land kënnen ze détournéieren a sech dann dierfen Uni ze nennen, wa se et an hirem Land net géifen dierfen an hei dat géife wëlle maachen.

Dofir hu mer ganz kloer definéiert, wat Héichschoule sinn, Fachhéichschoule sinn a wat op där anerer Säit universitär Studië sinn, fir se wuel zouzeloossen, mä mat där richteger Definitioun. Mir kommen ëmmer ganz séier a Ver-ruff, soubal wéi iergendeppes am Ausland gemengt gëtt, wat mir hei géifen zuloossen an e Schlupfloch hätten. Mir wëllen hei iwwerhaupt kee Schlupfloch. An dat ass, mengen ech, eng ganz, ganz wichteg Präzisioun och heiranner.

Déi drëtt Saach ass déi vun de Sanktiounen. Och dat ass nei. Déi Diskussioun konnt och nach net fundamental an der Regierung gemaach ginn. Dat wäert se awer nach maachen. An ech hunn elo hei entscheet, datt ech och domadder wëll mat erabringen an där Diskussioun d'Examensresultater an d'Examens iwwerhaupt am Beräich vun dem öffentlechen Déngsch; Opmahexamenen oder och aner Carrièresexamen. Ech denken, datt een déi Froen och do kéint op déiselwecht Aart a Weis behandelen.

Dat, Här President, souwäit, wéi ech lech dat ka soen. Aner BTS-Formatiounen: Dir wësst, datt och ëmmer nei BTS-Formatiounen gemaach gi sinn, entscheet gi sinn, definéiert gi sinn. Op wéi enge Beräicher an ob een dat op de Beräich vum Enseignement ausdehnt oder zréckféiert, dat ass an deem Fall och nach net diskutéiert gi respektiv net ausdiskutéiert ginn.

Wou mer awer sécher alleguer mateneen d'Accord sinn, dat ass, datt een d'Formatioun vun de Schoulmeeschteren a Léierinne soll iwwerkucken, ouni datt dat onbedéngt dofir muss vläicht e BTS ginn. Dat ass awer eng Diskussioun, déi nach net fäerdeg gemaach ass.

Dat ass, Här President, wat d'Regierung nach wollt vun zousätzleche Präzisiounen hei zu deene gudden Diskussiounen an zu deem gudden Rapport ginn.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6371 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6371 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Fernand Boden), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Alexandre Krieps), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6416, en Accord, deen der Académie internationale de lutte contre la corruption de Statut vun enger internationaler Organisatioun verléint. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bei elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Braz an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

6. 6416 - Projet de loi portant approbation de l'Accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA), signé à Vienne, le 2 septembre 2010

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Christine Doerner (CSV), rapportrice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deemem Projet wëlle mer en Ofkommen un-huelen, dat der internationaler Antikorruptionsakademie de Statut vun enger internationaler Organisatioun gëtt. Domadder kritt dës Akademie, och IACA genannt, eng international Rechtsfäegkeet niewent hirer privatrechtlecher Capacitéit, Verträge ofzeschleissen an am Allgemengen all zweckméisseg Handlungen ze setzen, fir hir Ziler ze errechen.



Den Zweck vun der IACA ass eng weltwäit, transnational Förderung vun effektiver an effizienter Bestechungsprevention an -bekämpfung duerch Antikorruptiionsausbildung, professionellen Training, Fuerschung, Kooperatioun, Vernetzung, technesch Ënnerstützung.

Hire Sëtz huet d'Akademie zu Laxenburg am Palais Kaunitz-Wittgenstein, zéng Kilometer südlech vu Wien.

D'IACA versteet sech als dat weltwäit Kompetenzzentrum fir Korruptiionsfroen a soll hiert Wëssen u Leit vum Terrain weidervermittelen. Hei solle Polizisten, Procureuren, Riichter, awer och Mataarbechter vun Entrepreneuren a Studenten, also vu privaten Entrepreneuren a Studenten a spezielle Seminären, Workshops an deenen neisten Antiestechungsmethoden geschoult ginn - mat der Betonung op der geografesch, kulturell an historiesch interdisziplinärer Diversitéit vu korrupten Handlungen -, wéi zum Beispill d'Gläichstellung vu Geschlechter oder déi ënnerschiddlech Natur vun der Korruptiionsbekämpfung a Kooperatiouns- respektiv Transformatiouns- an Industrielänner.

D'Finanzéierung vun dëser Akademie berout op fräiwëllegem Bäitrag vun de Vertragsstaten, awer och Bäitrag vun Privatsektor a vu Stiftungen. D'IACA huet als laangfristeg Zil, sech selwer ze erhalen, zum Beispill duerch Studiégelbühren, Trainingsworkshopen, Publikatiounen an aner Dëngschtleeschungen.

Capacitésmissioun kënnen an de Raimlechkeeten 150 Studenten ënnerriicht ginn, an de Spektrum vun de Studien- a Weidbildungsofferen ëmfaasst op héijem Niveau niewent Seminären, Coursen a Konferenzen och a Bachelor, Master a PhD-Studien.

Lëtzebuerg huet geplangt, mat der IACA zesummenzeschaffen, awer punktuell, zum Beispill 2003 (veuillez lire: 2013) an der Organisatioun vun enger Konferenz.

Och an der Entwécklungspolitik ass Lëtzebuerg sech ganz kloer der Verantwortung fir Preventioun a Bekämpfung vun der Korruptioun a senge Kooperatiounslänner bewosst, wou de Bestechungsphenomeen méi staark an och anescht wéi an den Industrielänner optrëtt, an dofir soll e Student aus engem vun eise Kooperatiounslänner e Stipendium zu Wien bezuelt kréie vu Lëtzebuerg.

Zum Schluss wëll ech ervirsträichen, dass den Accord am Summer 2011 initiéiert gouf duerch Interpol a vum dem UN-Office géint Drogen a Kriminalitéit, UNODC, a mat der Ënnerstützung vum OLAF, dass Lëtzebuerg sämtlech Konventionen op internationalem an europäeschem Niveau mat den Zousazprotokollen an eist Stroferecht ëmgesat huet, dass mir eng Antenn hei zu Lëtzebuerg vun der Netregierungsorganisatioun Transparency International hunn, a schlussendlech, dass all Mënsch weess, dass Bestechung Géift ass fir eis Mënscherechter, de Prinzip vu Gläichheet an eiser Demokratie, dass de Conseil d'État och säin Accord zu dësem Projet gétt, an dofir kéinte mir dese Projet stëmmen.

Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Rapportrice, déi esou kloer war, datt direkt zwee Kollege sech zréckgezunn hunn. Et bleift nach just d'Madame Polfer.

Discussion générale

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, an dat awer just, fir der Madame Rapporteur, der Madame Christine Doerner, wierklech e grouse Merci ze soen...

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - ...fir dee ganz gudden Rapport.

Mir schlëssen eis wierklech mat Iwwerzeugung deem Accord un.

► **M. le Président.** - Ech mengen, duerno wär näischt méi ze soen. Dach, d'Madame Minister wëllt och nach e Wuert soen.

► **Mme Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement, en remplacement de M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Jo, Här President, just fir ze soen, datt dat Gesetz hei eemol méi weist, datt der Regierung de Kampf géint d'Korruptioun um Häerz läit, mer scho vill Saache gemaach hunn, och d'legislativ Moosnamen ëmmer erëm doranner kompléieren. Dat hei ass déi drëtt an deene leschten dräi Joer, déi doranner geholl ginn ass.

An ech mengen, dat hei ass eng wichteg Saach, datt Lëtzebuerg och gläich dobäi matmécht an

datt et sech och eng Visibilitéit bei deem Matmaache gëtt an och sengem Kampf géint d'Korruptioun eng Visibilitéit gëtt, wat mer d'nächst Joer iwwer eng Konferenz, déi hei zu Lëtzebuerg ass, wäerte ganz gutt kënnen ausdrécken, am Juni, an datt mer gläichzäitig och do - an dat ass flott - mat deem Projet virdru kënnen weisen, datt mer op eiser Universiteit Studien hunn, déi heiraner gutt passen, an datt mer de Master an Antikorruptiionsstudien och do wäerte maachen an en opmaache mat Bourssen och fir Leit aus Dretlänner. Ech mengen, och doranner ass dat hei e ganz wichtige Punkt.

Här President, och ech soen der Madame Rapporteur en häerzleche Merci fir hiren ausféierlechen a gudden Rapport. Dat hei ass een Element, e wichteg Element am Kampf géint d'Korruptioun, dee Lëtzebuerg an d'Regierung systematesch wëlle maachen a viruféieren.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6416 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptz (par M. Fernand Boden), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaa, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Serge Wilmes), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6401, eng Ofännerung vum Code du Travail. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Bauler.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri,...

(Interruption)

D'Madame Aehm? Okay, dann hu mer zwee agedroe Riedner.

Da kritt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Roger Negri.

7. 6401 - Projet de loi portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Chômagegeld kann een nëmme kréien, wann ee keng Pensiouns- oder Invalidérent kritt. Dat schéngt evident ze sinn, an esou steet et och bis elo am Artikel L.521-3 ënner Punkt 5 vum Lëtzebuerg Code du Travail. Deem ass et mat dem Projet de loi vun haut net méi esou, an déi sougenannten „Anticumuldispositioun“ gëtt aus dem Code du Travail gestrach. Firwat dat Ganz esou ass, muss ee sech awer froen.

De 27. Oktober 2011 huet den Europäesche Gerichtshaff Lëtzebuerg en Avis motivé adresséiert op Basis vum Artikel 258 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun. An deem Avis motivé gëtt déi

Anticumuldispositioun, no där ee kee Chômage kritt, wann een eng Rent kritt, suppriméiert opgrond vun enger Plainte vun enger Biergerin mat däitscher Nationalitéit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnt a geschafft huet.

Zur Erklärung dozou wëll ech kuerz den Historique vun dëser Affär maachen. Dës däitsch Biergerin huet fir d'Éischt an Däitschland, dunn a Frankräich a schlussendlech vun 1999 bis 2009 zu Lëtzebuerg geschafft. Well se a Frankräich cotiséiert huet, hat se vun 2007 un eng ganz kleng Deelrent zegutt, manner wéi 100 Euro, déi aus der franséischer Pensiounskeess ausbezuellet ginn ass.

Am Mee 2009 huet déi ugesprache Biergerin hir Aarbecht hei zu Lëtzebuerg verluer an deemno och eng Ufro fir d'Chômageindemnitëite gemaach. Déi sinn hir awer refuséiert ginn, well se jo déi Rent aus Frankräich hat a mir hei zu Lëtzebuerg am Gesetz déi schonn ugeschwaten Anticumuldispositioun stoen hunn.

D'Europäesch Kommissioun huet an hirem Schreiwe vum März 2010 un d'Lëtzebuerg Regierung matgedeelet, dass déi kloend Biergerin déi Lëtzebuerg Konditiounen erfëllt, fir Chômagegeld ze kréien, an dass hir dëst net ka refuséiert ginn, trotz enger Rent aus dem Ausland an déi hir jo och vun do aus zousteet.

No engem weideren Échange de courrier, wou d'Lëtzebuerg Regierung sech deem weider obstinéiert (veuillez lire: opposéiert) huet, a fir et am Résumé ze soen, mam Argument, dass de Chômage net parallel aus der Rentekeess, mä aus der Statskeess vum Fonds de la solidarité nationale (veuillez lire: Fonds National de Solidarité) bezuelt gëtt, krutt doropshi Lëtzebuerg den 30. September 2010 eng Mise en demeure, an där d'Kommissioun nach eemol drun erënnert, dass den Artikel 48 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun ze respektéieren ass.

Dësen Artikel hält fest, dass d'Liberté d'établissement vun den Aarbechter innerhalb vun der EU muss garantéiert ginn. D'Aarbechter dierfen duerch déi Liberté de circulation keng Nodeeler hunn. Si mussen also och kënnen weiderhin hir Pensiounen ausbezuellet kréien, an déi si jore virdrun abezuellet hunn, och wa si an der Zwëschenzäit an engem anere Land wunnen.

Op déi Mise en demeure vun zwee Méint Lafzäit huet d'Lëtzebuerg Regierung den 20. Dezember 2010 geäntwert, dass si d'Dispositioun géif ëmänneren an deem Sënn, dass déi Leit, déi aus dem Ausland eng Pensioun iwwerwise kréien, dee Montant vun hirem Chômagegeld ofgezu kréien.

Doropshi kouw dunn awer dee schonn ugesprachene Avis motivé vum 27. Oktober 2011 vun Europäesche Gerichtshaff mat dem Verweis, dass d'Déduktioun vun enger Deelrent vum Chômagegeld net konform ass zum EU-Recht a Bezuch op d'fräi Zirkulatioun vun Aarbechter innerhalb der EU an dass dat entsprechend Lëtzebuerg Gesetz ëmzännere wär.

Här President, d'Regierung kënn deemno mam Projet de loi vun haut dëser Opfuerderung vun der Europäescher Kommissioun no a sträicht de Punkt 5 vum Artikel L.521-3 aus dem Code du Travail. Heimat kënnen aus evidente Grënn nom Prinzip vun der Égalité devant la loi net nëmme déi ugesprachene EU-Bierger, mä och déi Leit hei zu Lëtzebuerg, déi exklusiv hei am Land geschafft hunn, Chômagegeld niewent hirer eventueller Deelpensioun oder Deelinvaliderent kréien.

Dës Opaassung gëtt vum Statsrot gedeelt, am Sënn fir keng Discrimination à rebours ze schaffen, am Contraire zur Chambre des Métiers, déi d'Befierchtung vun eventuellen Abusen ufëiert. Dass deem net esou wäert sinn, gëtt duerch de Fait ënnermauert, dass trotz dem Ewechfale vu besotem Artikel nach ëmmer déi sechs aner verbleiwend Konditiounen vum Artikel...

► **M. le Président.** - Ech géif Iech bidden, dem Här Negri nozelaschteren!

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Villmools Merci, Här President.

...dass nach ëmmer déi sechs aner verbleiwend Konditiounen vum Artikel 521-3 vum Code du Travail erfëllt mussen sinn, fir Chômagegeld ze kréien, déi ech kuerz wëll opzielen.

Fir Chômage ze kréien: 1. Et muss een onfräiwëlleg am Chômage sinn; 2. et muss een zu Lëtzebuerg wunnen, mat den entsprechenden Délaien en fonction vun der Zort vum Aarbechtskontrakt; 3. et muss een op d'mannst 16 Joer hunn a maximal 24 Joer (veuillez lire: 64 Joer) al sinn; 4. et muss een apte au travail sinn, disponibel fir den Aarbechtsmaart sinn a bereet sinn, fir all appropriéiert Aarbecht unzehuelen; 5. et muss een um Aarbechtsamt als Chômeur mat Recht op voll Chômageindemnitëit ageschriwwen sinn, a 6. et muss een d'Stagekonditiounen erfëllen, wéi se am Artikel 521-6 definiéiert sinn.

D'Regierungsvertreeder hunn eis an der Chamberskommissioun gesot, dass deemno net méi wéi ronn eng Dose Leit a Fro komme wäerten, fir niewent dem Chômagegeld och nach eng Deelpensioun respektiv Deelinvaliderent ze kréien.

Dat gesot, Här President, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri, deen esou am Detail war, datt den Här Bauler net méi brauch ze intervenéieren. Da bleift nach just d'Madame Aehm.

(Interruptions diverses)

Madame Aehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Et ass gutt, da gesitt Dir schwaarz!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut maache mir eppes, wat net esou oft virkënn: Mir léigféieren op Basis vun Eenzelfäll. Beim Projet de loi vun haut geet et nämlech drëm, fir de Code du Travail ëmzännere. Ech sot jo, et kënn net esou oft vir. Dëst geschitt op Basis vun enger Persoun, déi hei am Land keen Urecht op Chômageindemnitëiten hat. Si huet nämlech am Ausland eng Pensioun kritt, well se eng ganz Partie Joren do geschafft huet.

Am Lëtzebuerg Code du Travail définéiert, wéi den Här Negri et scho gesot huet, den Artikel 521-3 d'Konditiounen, ënnert deenen e Salaré en Urecht op eng komplett Chômageindemnitëit huet. De Punkt 5 vun dësem Artikel gesäit vir, dass de Salaré net dierf vun enger Alters- oder Invalidétpensioun bénéficiéieren, an och net vun enger sougenannter „rente plénière d'accident“.

Laut dem Avis motivé vum Oktober 2011, deen d'Europäesch Kommissioun eise Land zougestallt huet, ass dese Punkt 5 vum Artikel 521-3 vun eise Code du Travail net konform zum europäesche Recht. E verstësst géint de Prinzip vun der libre Circulation des travailleurs. Mam Vote vum Projet de loi vun haut soll de Punkt 5 aus dem Artikel 521-3 vum Code du Travail gestrach ginn.

An Zukunft ass also de Cumul vu Chômageindemnitëite mat anere Sozialprestatioun méiglech, an dat och fir Persounen, déi nëmme ënner Lëtzebuerg Recht geschafft hunn.

De Conseil d'État huet kee Problem mat dësem Projet de loi, och wann e méi wäit geet wéi dat, wat d'Europäesch Kommissioun verlaangt.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers dogéint hätte léiwer gesinn, wann de Cumul (veuillez lire: Anticumul) fir Persounen, déi nëmme ënner Lëtzebuerg Recht falen, net géif ofgeschafft ginn. Déi zwou Beruffskummere soen, dass an Zukunft duerch d'Ofschafe vun dëser Anticumulbestëmmung wäit méi wéi just déi zéng Persounen pro Joer, déi an der Fiche financière vum Projet de loi stinn, an de Genoss vun der kompletter Chômageindemnitëit kommen.

Mir als CSV-Fraktioun verstinn d'Bedenke vun de Beruffskummeren. Mir hätten eis nämlech och vun der Regierung respektiv vum Aarbechtsminister méi Wäitsicht gewënscht bei der Aschätzung vun den Zousazkäschten, déi op eist Land duerkomme wäerten. Et dierf awer op kee Fall sinn, wéi dëst vun de Beruffskummere gefuerdert gëtt, dass d'Emgestaltung vum Code du Travail op d'Käschte vun deene geet, déi ausschliesslech hei zu Lëtzebuerg schaffen.

Ech ginn deemno am Numm vun der CSV-Fraktioun d'Zoustëmmung fir dese Projet de loi.

Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi Rapport an Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech froen d'Wuert och nach, Här President.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Aehm.

Wëllt den zoustännegen Minister d'Wuert?

(Interruption)

Den Här Urbany, wann ech gelift.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Also, contrairement zu menger Virriednerin ginn ech hei mäin Accord. Dat hei ass...

► **Une voix.** - Wéi?

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Déi gëtt den Accord och, mä mat ganz villen Aschränkungen, a si versteet d'Bedenke vun de Beruffskummeren, vum Patronat, wat ech awer net maachen.

Hei ass e Beispill, wéi iwwert den europäesche Wee dann och eng Verbesserung an nationale Recht ka geschéien. Dat ass geschitt iwwer en Eenzelfall zwar, mä mir maachen hei eng Légis-



latioun, déi géllt fir d'Leit alleguer. Net, wéi mer et gëschter decidéiert hunn!

► **Une voix.**- Ouh, ouh, ouh?!

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Hei ass also eng Verbesserung, si gétt agefouert an eise Aarbechtsrecht net nëmme fir déi Leit, déi eng Pensioun am Ausland kréien, mä och fir déi Leit, déi eng Pensioun hei zu Lëtzebuerg kréien. An ech sinn der Meenung, dass déi zwou Prestatiounen absolut ze cumuléieren sinn, wann een och weess, dass et jo awer limitéiert ass, fir nach schaffen ze goen, wann een eng Pensioun kritt. Dat heescht, déi Pensiounen, déi do en cause sinn, dat si kleng Pensiounen. Et ass hei gesot ginn: 100 Euro, dat war de Fall vun där Damm, déi geklot huet. 100 Euro huet se als Pensioun kritt, a si huet awer hei geschafft a si hätt sollen dann de Chômage refuséiert kréien, wat net gerecht an net normal ass, egal wou een eng Pensioun kritt!

An deem Sënn wëll ech absolut meng Zoustëmmung hei ginn zu deem Projet de loi.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den zoustännegen Aarbechtsminister.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ma ech mengen, ech brauch eigentlech deem näischt zouze-fügen, wat den Här Urbany, deen Aarbechtsrechtler ass, elo gesot huet, an ech soen och him dofir expressément Merci.

Ech wëll just nëmme rappeléieren, datt, wa mer eis net conforméiert hätten un dat, wat mer vun der Kommissioun nogeluecht kritt hunn, datt mer dann doudsécher condemnéiert gi wieren an datt dat, wéi mer dat jo wëssen aus anere Fäll, och zu engem gréissere Käschtepunkt komm wier, dee wahrscheinlech méi héich wier, wéi den ass bei deene puer Fäll, déi elo wäerten optrieden a wou et haapt-sächlech drëm geet bei Leit, déi net déck Pensiounen hunn, mä déi ganz kleng Pensiounen hunn, a wou déi Non-cumul-Bestëmmung absolut keng Raison d'être huet.

► **M. le Président.**- Merci dem zoustännegen Minister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6401 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass uegheoll mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6401 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Jean-Paul Schaaf), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Um Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer nach eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Wuelbefannen op der Aarbecht. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Weber, Bauler, d'Madame Lorsché an den Här Colombera.

Als Éischten héiere mer den Här Lucien Lux als Vertrieeder vun der LSAP-Fraktioun, déi des Debatt uegfrot huet. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

8. Débat d'orientation sur l'amélioration du bien-être au travail

Exposé

► **M. Lucien Lux** (LSAP).- Merci, Här Président. Léif Kolleginnen a Kollegeen, Här Minister, den Hasard wëllt et, dass just um Dag vun haut d'World Federation for Mental Health diesen Dag zum Welttag vun der psychescher Gesondheet ausgeruff huet.

Ech weess net, ob zu Lëtzebuerg am Rahme vun deem Dag e puer extra Initiativen an Aktivitéite geplangt sinn. Mä wéi gesot, den Hasard wollt et, dass mer haut op diesen Dag hei an der Chamber eis engem Sujet unhuelen, deen net all Dag, net emol all Mount an der Aktualitéit steet, deen eiser Meenung no - an dofir hu mer als Fraktioun deen Débat gefrot - awer eng Wichtigkeet huet, fir eis bewusst ze ginn, dass d'psychesch Gesondheet e ganz wichtegen Aspekt vun der genereller Gesondheet ass an dass d'Aarbechtsplazen an d'Aarbecht beim Schutz viru psychescher Krankheet eng ganz besonnesch Roll spillen an dass domadder och d'Vorbeugung viru psychosoziale Risiken an d'Förderung vun der psychescher Gesondheet eng bedeutend Roll an der Gesondheetpolitik tout court, awer virun allem och an enger Aarbechtskultur, déi an de Jore vun der Kris gelidde huet, spillen an ëmmer méi wichteg sinn.

Sécherlech, héich Aarbechtslosegkeet, méi Angscht an de Betriber, d'Aarbecht ze verléieren, méi Leeschtungsdrock och, méi Rendement, dee muss agefuer ginn, féieren dozou, dass d'Unzuel vun de Facteure vu Stress, vu Burn-out an aneren Entwécklungen ëmmer méi grouss gëtt.

D'Aarbecht als Stressfacteur: Do huet eng OECD-Studie gewisen, dass 70% vun deenen, déi en enger mentaler Krankheet leiden, am Aarbechtsprozess stinn an dass oft doriwwer eraus déi duebel an dräifach Belaaschtungen, zum Beispill bei Fraen, natierlech Facteure sinn, déi hei éischter d'Problemer nach méi grouss maachen.

De Wandel an der Aarbechtswelt vu Risiken - déi soss viru Joren, Jorzéngte virun allem manueller Natur waren, d'Gefor vun deene klassischen, traditionellen Aarbechtsaccidenter - féiert haut ëmmer méi, an Zäite vun der sesshafter Aarbecht, ëmmer méi zu Problemer an dem Leeschtungsdrock, zu Problemer vun dem Stress, ënner anere och mat den Aarbechten um Computer, awer och duerch nei Méiglechkeeten, déi sech Betriber a Patronat ginn hunn, wou an de Betriber och d'Kontrollméiglechkeeten ëmmer méi grouss ginn, sou dass deementsprechend och den Drock, d'Gefor virun Depressiounen méi grouss sinn.

An Dir kënnt lech erënneren, dass an Däitschland, zum Beispill bei Lidl - fir et net ze nennen -, dat zum Beispill ee vun de Facteure war, deen an deem Betrib zu gréissere Problemer gefouert huet, duerch Kameraen, déi dee ganzen Dag d'Leit iwwerwaachen, duerch Kameraen, déi d'Méiglechkeet ginn, fir d'Kadenz, d'Aarbechtsrhythmen zu all Moment kënnen ze kontrolléieren an dann deementsprechend och anzewierken.

Ech mengen, dass mer och an der Entwécklung vun eiser Gesellschaft, vun eiser kapitalistescher Gesellschaft, vun enger fréier méi paternalistescher Aart a Weis, déi nach gegollt huet, wou de Bien-être vun den Aarbechter, vun de schaffende Leit och emol nach eppes gegollt huet, haut an enger méi anonym Aarbechtswelt ukomm sinn, wou virun allem Aktieninhaber manner iwwerhaupt den Intérêt hunn, fir ze kucken, wéi et dann de Leit an de Betriber geet, an net drun denken, dass, wann et de Leit an de Betriber gutt geet, domat natierlech och hir Motivatioun an deementsprechend och hir Freed un der Aarbecht an domadder och u sech hire Rendement éischer besser ginn. Ech mengen, dat gëtt éischer ëmgekéiert gekuckt, an dofir si Krankmeldungen ëmmer méi, an natierlech och d'Entwécklung vu psychesche Problemer ëmmer méi an d'Luucht gaangen.

Et kéint een hei zu Lëtzebuerg - an ech mengen, de Minister wäert eis herno sécherlech dorobber Äntwerte kënnen ginn - vläicht d'Noutwendegkeet gesinn, de Phenomeen och zu Lëtzebuerg nach méi prezis ze studéieren, Aarbechtsaccidenter, Aarbechtskrankheeten, déi mat der Aarbecht ze dinn hunn, méi differenziéiert nach ze analyséieren, fir Grënn ze detektéieren an deementsprechend och Politiken an de Betriber, awer och Politiken an der Gesetzgebung kënnen ze agencéieren.

Um Niveau vun de Sozialpartner, an ech kommen herno op eenzel Saachen zrëck, mécht haut virun allem de Centre de formation an der Chambre des Salariés eng gutt Aarbecht fir d'Formatioun vun den Delegéierten, fir d'Leit auszubilden an de Betriber op Stressvorbeugung, op de Kampf géint Mobbingentwécklungen, an ech mengen, dass dat eng gutt Saach ass.

Ech hu fir d'Virbereedung vun dem Débat no Zuele gesicht, fir och wëssenschaftlech ze kucken, wat mer hei zu Lëtzebuerg vun Analyse virleien hunn. Dat ass ganz schwéier.

Et kënnt een op eng ILReS-Etüd vun 2010, wou 40% vun de schaffende Leit, vu Salariés hei zu Lëtzebuerg gesot hunn, dass se ze vill Stress hunn. All Fénnefte seet an deem Sondage, dass e sech ganz no engem Burn-out spiert an dorënner leit, doduerch dass en net schléift, schlecht schléift oder iwwerhaupt eng Mësstëmmung huet.

5% - an enger europäescher Etüd awer - soen, 5% vu Lëtzebuurger Salariés, dass se Antidepressiva huelen. Dovu soe 14%, dass se dat maachen, fir hir Leeschtung am Betrib kënnen ze erhéien.

Wann een eis Zuel kuckt an déi vergläicht, da sinn dat bei 5% hei zu Lëtzebuerg, 7% an der Moyenne vun der EU. Dat géif also heeschen, dass dat sech bei eis éischer an engem normalen, awer sécherlech ze héije Pourcentage befënt.

Eng OECD-Studie seet doriwwer eraus, dass all drëtt Ufro bei enger Invalidéierent - all drëtt Ufro an der Tëschenzäit, fir invalid ze ginn! - sech bezitt op eng mental Krankheet. Dat ass eng Entwécklung, déi rasant war an deene leschte Joren an eis deementsprechend och ze denke muss ginn.

D'Zuel vu krankheitsbedingten Deeg, déi ausfallen an de Betriber, ass zu Lëtzebuerg méi héich wéi an der Europäescher Unioun, an 12% vun de Krankeschäiner betreffen en Ausfall, deen iwwer zéng Deeg geet, géint nëmme 6% an der Europäescher Unioun. An et kann een dervun ausgoen, wéinstens extrapoléieren, wann ee gesäit, dass 15% vun de Laangzäitkrankeschäiner - méi wéi 21 Deeg - op psychesch Krankheeten zrëckzeféiere sinn, et kann een also dervun ausgoen, dass Laangzäitkrankmeldungen éischer och mat psychesche Problemer ze dinn hu wéi mat engem gebrachten Aarm oder mat enger Gripp oder soss eppes.

2009: d'Grënnung vum Observatoire de l'Absentéisme. Ech mengen, et wär nëmme ze hoffen, dass hei net nëmme repressiv geschafft gëtt, mä dass sech och un d'Ursaache vun dem Beispill Laangzäitkrankeschäiner gemaach gëtt, fir dat genau ze ergrënnen a genau och kënnen ze reagéieren. Ech mengen, dat si bei de Laangzäitkrankmeldungen, wann een dervun ausgeet, dass d'Ursaach oft psychesch Krankheete sinn, sinn dat 50% vun den Ausgabe vun der Gesondheetkeess. Ech mengen, dat weist ongeféier d'Envergure vun der Problematik.

Doriwwer eraus ass et dann de Phenomeen vum Mobbing, op deen ech nach méi prezis ze schwätze wëll kommen. „to mob“: upöbelen, ugräifen; dohier kënnt d'Wuert vum Mobbing, an dat spillt leider Gottes an de Betriber ëmmer méi eng grouss Roll.

Och do kann ee sech op eng Rei vun Zuelen hei zu Lëtzebuerg baséieren, keng spezifesch Studien, mä awer aus der Aarbecht, déi ënner anere a virun allem gemaach gëtt vun der Mobbing A.s.b.l., déi säit Joren an deem Domän do schafft an eng ganz wäertvoll Aarbecht mécht, fir ze verënnern, dass Mobbing an den Entreprisë stattfënt, dass en d'Aarbechtsklima belaascht an, wéi gesot, an Zäite vun Drock och ëmmer méi u Bedeutung zouhëlt.

D'Zuele vun der Mobbing A.s.b.l., déi ech an der Virbereedung vun deem Débat hei gesinn hunn - wat interessant war, fir och iwwer Fäll ze schwätzen, prezis Fäll ze schwätzen oder ze kucken, wéi déi Leit dorobber kënnen reagéieren an agéieren: 9%, seet d'Mobbing A.s.b.l., aus hiren Zuelen, vun deenen, dat wäeren 11.400 Fäll vun 380.000 Salariés zu Lëtzebuerg, sinn Affer vu Mobbing.

Wann een dat kuckt mat den Zuelen, déi generell och an anere Studië genannt ginn, da wär dat eng Zuel, déi plus ou moins an der Moyenne vun deem wär, wat ee bei der OECD, bei der Europäescher Unioun u Chiffere ka fannen.

9% ass een enorme Chiffer, fannen ech. Ech weess net, wéi et lech geet, mä ech fannen dat - 9% oder 10% - en extrem héije Chiffer, deen, an ech hunn dat virdu gesot, an Zäite vun héijer Aarbechtslosegkeet, groussem Drock an de Betriber, grousse Pensiounen, déi stattfannen, sécherlech och net méi kleng gëtt!

52% vun deenen, déi Affer gi vu Mobbing, ginn direkt krankgeschriwwen.

Mobbing-Affer sinn am Schnëtt, och dat opgrond vun de Studien, 37 Deeg an der Moyenne krankgeschriwwen. Fir ze gesinn, wat fir een Ausfall dat och fir d'Ekonomie an deem Moment bedeit a wat dat natierlech och fir Problemer fir déi eenzel Leit bedeit!

Dat gëtt eng Ausgab vun 30,3 Milliounen fir d'Krankekeess, ouni den Openthalt an de Spideeler, wann et esou wäit geet. Och dat e Chiffer, deen enorm ass fir dee Phenomeen do!

Am meeschte betraff, och dat Erfahrungen, déi d'Mobbing A.s.b.l. opgrond vun hiren Zuelen am Laf vun de Jore gemaach huet, si virun allem de Gesondheits- a Sozialberäich, öffentlech Entreprisën an de Finanzsecteur. Elo kann een doriwwer analyséieren: Firwat déi Beräicher an net anerer, firwat déi Beräicher méi? Do gëtt et sécherlech eng Rei vun Déngen (veuillez lire: Ursachen).

Ech mengen, d'öffentlech Entreprisën, do kann een dervun ausgoen, dass d'Mobbingaffer sech éischer mellen, éischer bei eng A.s.b.l. ginn, wéi dat vläicht an anere Secteuren de Fall ass, wéi dat bei der Horesca oder an der Hôtellerie oder esou virun de Fall ass. Et ass och vläicht d'Gewerkschaftspräsenz an deene Secteuren, ech denken un de Gesondheits- a Sozialberäich, wou u sech d'Delegéiert relativ präsent sinn, dass dat éischer dozou féiert, dass d'Leit selbstbewusst och genuch sinn, trotz dem Phenomeen, fir sech ze mellen, fir bei eng Mobbing A.s.b.l. ze goen, fir d'Gespréich ze siche mat Leit, déi kënnen hëllefen, déi jiddefalls kënnen weiderginn.

Ech mengen, dass d'Mobbing A.s.b.l. jo virun allem och sech zum Zil gesat huet, fir ze hëllefen, d'Leit op déi richteg Plaz ze kréien, sief dat, wat de gesondheetleche Problem ubelaangt, awer och de Problem an de Relatiounen, déi dat an den Entreprisë bréngt, sief et mam Patron - mä oft ass et jo net de Patron selwer, deen Acteur vum Mobbing ass, et ass oft déi zweet an déi drëtt Rei, déi méi geféierlech ass. Et si Gruppen, déi sech bilden, fir Leit, aus welleche Grënn och ëmmer, kënnen ze treffen.

Ech wëll soen, Här Minister, Dir hat jo viru Kuerzem, et ass net laang hier, zwou Wochen, selwer eng Entrevue mat der Mobbing A.s.b.l. Dir hutt lech no bausen zesumme virgestallt, wat gutt war. Ech mengen, dat gëtt och eng Reconnaissance, Är Präsenz, bei där Initiativ fir déi Aarbecht vun der Mobbing A.s.b.l. Wann ee gesäit, dass déi A.s.b.l. do schafft mat annerhallwem Kader Personal, ass dat natierlech ganz weening an erlaabt et net, fir déi Aarbecht esou ze maachen, wéi et noutwendeg ass.

Mä ech mengen, mir liewen an deenen Zäite wou mer sinn, an et wär och interessant, dass d'Sozialpartner vläicht selwer kucken, inwieweit dass se an deene Strukturen do méi kënnen maachen. D'Chambre des Salariés mécht dat iwwer hire Centre de formation. Mä ech mengen, och hei wär dat sécherlech gutt.

Iwwert d'Fro elo vun dem Mobbingphenomeen an der Detektioun vum Mobbing, der Definitioun vum Begrëff an der Gesetzgebung, mengen ech, wär et gutt, Här Minister - Dir sidd amgaangen, de Projet iwwert d'Matbestëmmung, iwwert d'Cogestioun, iwwert d'Aarbecht vun den Delegatiounen ze finaliséieren -, och hei wär et gutt, nach eng Kéier, ier de Projet finaliséiert gëtt, ze kucken, inwieweit dass an den Aarbechten, an de Prärogative vun den Delegéierten de Phenomeen vun dem Mobbing, de Phenomeen vun de psychesche Krankheeten an deem Projet de loi och kéint en Nidderschlag fannen, fir do den Delegéierte Méiglechkeeten ze ginn, och an deene Beräicher aktiv ze ginn, vläicht net ëmmer eng Obligation de résultat ze hunn, mä au moins eng Obligation d'initiative kënnen ze hunn, fir esou Phenomeener opzegräifen a se am Betrib deementsprechend och ze attackéieren, wann dat noutwendeg ass.

Wat de Problem vun der Gesetzeslag hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, an ech mengen, dat ass jo och e wesentleche Punkt vun deem, wat mer haut de Mëtteg vläicht erauszézieren hunn aus där Orientéierung, déi mer mat der Regierung an deem Phenomeen hei wëlle ginn, ass natierlech ëmmer d'Fro gewiescht an all deene Joren: Ass et noutwendeg, eng gesetzlech Grondlag dem Phenomeen Mobbing ze ginn, jo oder neen?

Ech hunn an enger Studie vun dem European Survey of Enterprises on New and Emerging Risks 2009 gesinn, dass déi Studie zur Konklusioun kënnt, dass Entreprisën, dass Betriber an de Beräicher vum Aarbechtsschutz eréischt da richteg aktiv ginn, wann et gesetzlech Virgabe gëtt.

All Initiativen, déi op sozialpartnerschaftlechen Accord baséiert hunn, déi hunn zwar zur Sensibiliséierung vläicht gefouert, d'Informatiounscampagnen. De Problem ass e bëssen esou ronderëm belauert ginn, ouni dass awer - duerch de Fait, dass Sanktioune feelen - wierklech e konkreten Agrëff géint de Phenomeen konnt stattfannen.

An dorauer hunn ech selwer viru laange Joren och d'Noutwendegkeet gesinn, dass mer eng Léiglatioun op deem Gebitt sollen hunn. Mir hunn dat haut net. Mir hu keng Definitioun vum Mobbing. An engem rezenten Uerteel, dat lescht an deem Zesammenhang - ech mengen, dat war 2001/2002 -, huet e Geriicht sech an der Fro vun dem Schutz vun der mentaler Gesondheet op deem allgemengen Artikel 312-2 aus dem Code du Travail bezunn a sengem Uerteel, an ech liese just den Ufankssaz, deen einfach seet, generell: «L'employeur doit prendre toutes les mesures pour assurer et améliorer la protection de la santé physique et psychique des salariés (...)».

Op deem Artikel huet de Riichter sech deemools baséiert. Ech mengen, et ass elo egal, em wat et gaangen ass a wat d'Uerteel war, mä dat war seng Begrënnung, firwat dass en do fir de Salarié en Uerteel geholl huet, op der Basis vun där allgemenger Bestëmmung, déi dat doten ass.

Ech selwer hunn de 4. Juli 2002 eng Proposition de loi an deem Sënn gemaach, fir engersäits eng Definitioun ze kréien an anersäits awer och d'Méiglechkeete vu Sanktiounen ze ginn. Den deemolegen Aarbechtsminister Fränz Biltgen huet kuerz drop mam Projet de loi 5241, e Projet de loi vun der Regierung, dat war den 18. November 2003, e Projet de loi deponéiert. Déi zwee sinn an der Tëschenzäit an engem gemeinsamen Avis vun dem Conseil d'État och aviséiert ginn.

Grosso modo war de Projet de loi..., huet de Conseil d'État en éischter negativen Avis ginn, well e gesot huet, dat geet net wäit genuch. Dat erfëllt och net déi europäesch Ufuerderungen, déi mer brauchen, beschränkt sech eleng a vill ze vill just op d'Preventioun, net genuch op Sanktiounen.

D'Proposition de loi ass éischter positiv aviséiert ginn, well se, an ech mengen, dat ass juristescht vläicht och de richtege Wee, sech un der Gesetzgebung, déi mer deemools kritt haten, neierdengs kritt haten iwwert den Harcèlement sexuel, orientéiert huet, souwuel an der Definitioun wéi och an der Aart a Weis, et juristescht unzegoen.

Deementspreechend ass och de Projet de loi vun der Regierung, de Projet de loi 5241, herno zrëckgezu ginn an d'Proposition de loi ass 2009 an déi zoustänneg Kommissioun verwise ginn.

Ech wëll soen, dass an der Tëschenzäit de 25. Juni 2009 d'Sozialpartner eng Konventioun ënnerschriwwen hunn, d'Gewerkschafte mat de Patronatsorganisatiounen, «relative au harcèlement et à la violence au travail». An ech mengen, ech hu weinstens mat enger Gewerkschaft doriwuer d'Geleehheit nach kritt fir ze schwätzen, déi gemengt huet, dass déi Konventioun - ech wëll elo net soen, dass se lettre morte bliwwen ass, ech menge schon, dass an eenzelne Betriber déi eng oder déi aner Initiativ komm ass -, mä dass generell awer éischter d'Appréciatioun déi ass, dass déi Konventioun, déi gutt gemengt war, fir fir d'Éischt op engem sozialpartnerschaftlechen Niveau ze versichen, eppes ze maachen, net onbedéngt zu gudde Resultater gefouert ginn ass.

Mä ech mengen, et wäert noutwendeg sinn, Här Minister, fir e Bilan ze maache vun deem, wat déi Konventioun bruecht huet, fir dann och déi weider Schrëtt ze decidéieren a sech bei der Ausaarbechtung vun engem Projet de loi..., oder dat ze maachen op der Basis vun der Proposition; et ass relativ egal. Et geet just drëm, dass mer zu engem Resultat kommen, sech unzelehnen, mengen ech, un d'Erfahrung beim Harcèlement sexuel. Ech mengen, dass och do d'Erfahrungswärter eis eng Méiglechkeet ginn, fir gutt ze léigfërieren.

Ech mengen, dass och fir eng Rei vun Initiativen - ech erënneren un d'Initiativ an Däitschland „Initiative Neue Qualität der Arbeit“ - sech d'Fro stellt, inwieweit een och hei zu Lëtzebuerg an deem Beräich vun der Qualitéit vun der Aarbecht, vum Wuelbefanne vun de Leit op der Aarbecht Initiative sech ka virstellen. Ech mengen och, dass virun allem déi sougenannten „délégués à la sécurité“, d'Sécherheitsdelegéiert an de Betriber systematesch eng Formatioun an de Froe vun dem Stress, an de Froe vum Mobbing misste kréien. Dat gëtt haut scho gemaach iwwert de Centre de formation, misst awer doriwuer erausgoen.

Ech hunn zum Schluss e puer Froen nach un d'Regierung an där Orientatioun, déi mer eis haut an där Fro do wëlle ginn, wat virun allem d'Zuelematerial ubelaangt, déi Analysen, déi vun Ministère, vun deenen zwee Ministère, déi jo hei virun allem concernéiert sinn, den Travail, awer och d'Gesondheet: wéi vill Aarbechtsaccidenter op Stress zrëckzeféiere sinn,

wat sinn déi an deem Phenomeen vum Stress? Well mir hu jo u sech elo zwee Phenomeener analyséiert, dee vum Stress an dee vum Mobbing.

Wéi vill ass de Coût? Wéi vill gëtt gerechent de Coût ze si vu psychesche Krankheeten hei zu Lëtzebuerg?

Och an de Froe vum Iwwergang vun der Aarbecht an d'Pensioun, och an de Prétraitessystemer: wéi vill Salarié frëizäiteg an d'Rent ginn, iwwer Invaliditéit oder Prétraite, bedéngt och duerch aarbechtsbedéngt, psychesch Krankheet, a wéi vill dass d'Regierung och am Beräich vun der Sensibiliséierung, der Informatioun mécht, eleng oder mat de Chambres professionnelles oder wiem och ëmmer, fir zu méi Erfolleger ze kommen?

An der Orientéierung géif et also drëm goen, haut der Regierung mat op de Wee ze ginn, wéi se mat dem Phenomeen soll ëmgoen, souwuel wat d'Léiglatioun ubelaangt, wéi och d'Studien, déi nach ze maache wäeren, wann dat noutwendeg ass, wéi och, wéi gesot, méi déifgrënneg nach ze analyséieren, wat de Phenomeen zu Lëtzebuerg bedeit a wéi ee géint e ka virgoen.

Ech géif, Här President, zum Schluss eng Motioun wëllen deponéieren, déi ënnerschriwwen ass vun Deputéierten aus der CSV-Fraktioun, der grénger Fraktioun, der LSAP-Fraktioun an der Sensibilitéit vun déi Lénk.

Motion

La Chambre des Députés, considérant

- que la crise économique et financière a accentué les pressions sur le marché du travail et semble favoriser le phénomène du harcèlement moral («mobbing»);

- que, selon des estimations non officielles, 9% des salariés au Luxembourg seraient victimes de harcèlement moral;

- que le harcèlement moral coûterait, selon certaines estimations, près de 26 millions d'euros par an à la Caisse Nationale de Santé;

- que le phénomène du harcèlement moral n'est pas toujours suffisamment pris en considération dans les entreprises;

- qu'un accord-cadre européen sur le stress au travail a été signé par les partenaires sociaux européens en date du 8 octobre 2004;

- que la convention signée par les partenaires sociaux le 25 juin 2009 relative au harcèlement et à la violence au travail, a été déclarée d'obligation générale suite au règlement grand-ducal du 15 décembre 2009 portant déclaration d'obligation générale de la convention;

- la proposition de loi 4979 relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail et l'avis du Conseil d'État y afférent;

- les études sur le bien-être et le stress au travail menées notamment par la Chambre des Salariés, Mobbing A.s.b.l., TNS-ILReS, l'OGB-L et la Ligue Luxembourgeoise d'Hygiène Mentale au fil des dernières années;

invite le Gouvernement

- à procéder, en collaboration avec les partenaires sociaux, à un bilan de la convention du 25 juin 2009 citée ci-dessus;

- à réformer la législation sur les délégations du personnel, des comités mixtes et de la cogestion, en ce sens que la dimension du harcèlement moral y trouve sa place;

- à élaborer un projet de loi relative à la protection contre le harcèlement moral et la violence au travail à l'occasion des relations de travail, en prenant en compte la proposition de loi afférente.

(s.) Lucien Lux, Georges Engel, Josée Lorsché, Marc Spautz, Serge Urbany, Robert Weber.

Ech hunn awer all déi aner och gefrot, fir dass dat kloer ass. Dass mer an där Motioun nach eng Kéier de Rappel maache vun deenen Initiativen, déi et am Laf vun deene Jore gouf, souwuel um legislative Plang wéi um sozialpartnerschaftleche Plang wéi um Niveau vun den Etüden, déi gemaach gi sinn. Zum Beispill déi, déi ech genannt hu vun der Chambre des Salariés zesumme mat der Mobbing A.s.b.l., dem OGB-L, der Ligue Luxembourgeoise d'Hygiène Mentale, woubäi ech wëll soen, dass d'Mobbing A.s.b.l. jo eng Initiativ ass, wann ech dat gutt an Erënnerung hunn, déi virun allem vum LCGB an d'Liewe geruff ginn ass an och haut nach enk mat där Gewerkschaft zesummeschafft.

An den Inviten un d'Regierung geet et eis drëm, fir de Bilan ze zéie vun der Konventioun vun 2009, déi ech genannt hunn, derfir ze suergen, dass an der Reform vun der Cogestioun mer nach eng Kéier e Bléckwénkel op déi Fro do geheien. A mir schwätzen eis an der

Motioun derfir aus, fir eng Gesetzgebung auszeschaffen fir d'Protektioun géint den Harcèlement moral an d'Violence op der Aarbecht. A wann een dat ka maachen, andeems een nach eng Kéier de Projet de loi an d'Proposition de loi kucke geet, déi do leien, tant mieux!

Mä ech mengen, d'Haaptsaach ass, dass mer zu engem Resultat kommen, an dass een am Laf vum nächste Joer vläicht nach eng Kéier zrëckkënn, wann d'Regierung bis dohin hir Aarbechten zu deem Sujet do ofgeschloss huet.

Ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lux. Als éischte Riedner ass den Här Robert Weber age-droen. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Robert Weber (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Lucien Lux huet de 26. Abrëll 2012 am Numm vu senger Fraktioun en Débat hei an der Chamber iwwert de Bien-être au travail ugefrot. Gott sei Dank huet en dës Debatt an de Kontext vun der Wirtschaftskris och gestallt, wou a sech déi negativ Phenomeener vum Bien-être au travail méi duerchschoen, wéi wann ee géif mengen, eng Aarbechtsplaz wär e Wellnesscenter a mir hätte keng wirtschaftlech a sozial Problemer. Neen, dat ass et nu wierklech net!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dës Debatt stinn eis eigentlech zwee Dokumenter zur Verfügung, déi sech mat deem beschäftegen, wat op der Aarbecht eigentlech lass ass. Do dernieft gëtt et awer och nach eng ganz Partie Experteberichter aus dem Ausland, déi jo och ganz interessant sinn ze liesen. De Lucien Lux huet eng Partie dovunner genannt.

Do gëtt et da fir d'Éischt déi Etüd, déi d'Chambre des Salariés mat verschiddene Partner gemaach huet: «Contribution à une étude sur le bien-être au travail au Luxembourg» vum Abrëll 2012, an da gëtt et de Rapport annuel vun der Mobbing A.s.b.l. vun 2011, an och déi Jore virdrun. Ech wollt de viregten Aarbechtsminister a Santésminister félicitéieren, dass si esou wäitsichteg waren, fir dës Organisatiounen ze ënnerstëtzen, déi sech mat de Phenomeener Mobbing a Stress jo beschäftegen. Jo, wa mer se net hätten, da misste mer se haut erfanne respektiv an d'Liewe ruffen. Si maache mat bescheidene Mëttelen a mat vill Bénévolat eng exzellente Aarbecht - an ech kommen och nach e weéng am Detail dorop zrëck -, eng Aarbecht, déi haut méi wéi jee nëtzlech ass.

Mir diskutéiere vill iwwert de PIB, iwwert d'Konkurrenzfähigkeit vun eiser Wirtschaft, eise Betriber, mir diskutéieren iwwert de Coût salarial unitaire an esou weider. Mir diskutéiere bal ni iwwer Problemer, déi de Mënsch op senger Aarbechtsplaz huet, Problemer individueller Natur, awer mat grousser wirtschaftlechen a finanzieller Konsequenz fir eis Gesellschaft, vum mëschleche Leed iwwerhaapt net ze schwätzen! Europäesch Statistike schwätze vun engem Käschtepunkt vu 4% vum PIB, déi de Stress op der Aarbecht als direkt Folgekäschten generéiert.

Da wëll ech drun erënneren, dass zu Lëtzebuerg mindestens, laut Statistike vun dem Arbeitsamt, 15.000 Leit - et kann een der och méi soen - ouni Aarbecht sinn an dass hei dat Wuert, oder soll ech soen dat Onwuert Bien-être au travail souwisou net zoutréift. Ech wëll vun deenen Dausende vu Frontalieren, déi hir Aarbecht verléieren, verluer hunn oder all Mount verléieren, och net schwätzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt zanter Kuerzem an der Europäescher Unioun net méi eleng vun Aarbechtslosigkeit geschwat. Et gëtt och virun allem, a wann ee vun der Kohäsioun vun eiser Gesellschaft schwätzt an da verschidden Nationalitéite bekuckt, da gëtt et och en aneren Deel, wat de Kohäsiounsproblem ubelaangt, dat ass nämlech am Chômage d'Betraffenheet. Iwwer 25 Milliounen Arbeitnehmer sinn an der Europäescher Unioun aarbechtslos. Et gëtt Länner, do ass all zweete Jugendlechen ouni Aarbecht.

D'Tendenze sinn zu Lëtzebuerg hoergenee déiselwecht, an domat gëtt et kaum eng Famill, déi net ee Member oder souguer zwee oder méi am Chômage huet. De Papp oder d'Mamm, déi e Kand am Chômage hunn, déi sinn net an enger glécklecher Situatioun an hir Problemer gi mat hinnen aus dem Haus eraus op hir Aarbecht, an hir Fräizäit, an hir Vakanz, wa se eng maachen, a bleiwen an hirer Koppel mat alle gesondheetlechen an zwëschemëschleche Konsequenzen. Vun der Situatioun vun de Kranken oder de Behënneren, fir eng Aarbecht ze fannen, wëll ech emol net schwätzen! Ech wëll och elo net am Detail op d'Problematik vum Chômage agoen, heizou kréie mer sécherlech och nach aner Geleehheiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kucke mer eis kuerz déi zwou Etüde vun der CSL an der Mobbing A.s.b.l. un a vläicht nach e puer aner Aussoe vun Experten hei zu Lëtzebuerg, ech nennen do d'Inspection du travail et des mines oder d'Médecine du travail. Ech hunn emol am Petit Robert nogekuckt, wéi „Bien-être“ définéiert ass.

(Hilarité)

Ech wëll lech drop opmierksam maachen, et ass de Petit Robert, grand format.

(Hilarité)

Do steet als Definitioun «sensation agréable procurée par la satisfaction de besoins physiques, l'absence de tensions psychologiques». De Contraire steet awer och dran, dee gëtt mat folgende Wieder bezechent: «angoisse, gêne, inquiétude, malaise, besoin, misère, pauvreté».

D'CSL schreift, dass an deene leschten 30 Joer de Bien-être au travail bal net méi diskutéiert gouf. Dës Iwwerleeunge sinn um Altor vum wuessende Chômage an der Schafung vun neien Aarbechtsplaze geopfert ginn. Quantitativ Iwwerleeungen hunn all qualitativ Iwwerleeunge verdrängt. De wuessenden Neoliberalismus, de permanente Ruff nom schlanken Stat hunn dozou gefouert, dass gutt a qualitativ Aarbechtsplazen duerch déi wahnsinnig Privatiséierung ofgeschaf goufen. An d'Plaz koume Mini-Jobs, prekär Aarbechtsverhältnissen, e Chômage, dee kontinuéierlech wiisst respektiv gewuess och an der Vergaangenheet schon ass.

D'Belegschaften vun de Betriber sinn drastesch erofgesat ginn. Dat nennt een an engem anere Sproochgebrauch: rationaliséiert ginn. An d'Zäit ass ëmmer méi knapp ginn. D'Congée kënnen net erageholl ginn, d'Iwwerstonne ginn erop, den Absentéismus hëlt zou, an d'Krankheeten och. Et kann een dat a sech résuméieren an engem Saz: Mir schaffen haut manner, fir méi ze schaffen.

Wann ech als Gewerkschaftspräsident a mengem viregte Liewe Murks, Hetz a Stress ugeprangert hunn, da gouf ech villfach belächelt. Eng obligat Formuléierung fir e Gewerkschaftler, virun allem fir en 1. Mee.

Haut liewe mer an enger globaliséierter Welt. Mir duerchliwen eng Finanz- an eng déif Wirtschaftskris. Mir mussen d'Ekonomie erëm un d'Rulle kréien, an all Diskussioun iwwert d'Aarbechtskonditiounen respektiv iwwer Ëmweltschutz ass e Käschtefaktor, an aus Kompetitivitéitsgrënn mussen dës Käschtefactoren esou kleng wéi méiglech gehale ginn.

D'CSL, d'Chambre des Salariés, schreift an hirer Etüd, dass de Bien-être au travail Implikatiounen op individuellem Niveau huet, virun allem wat d'Gesondheet ubelaangt, déi physescht, awer och déi psychesch, an op d'Familljeliwen. Da gëtt et och Implikatiounen op de Betrib. Arbeitnehmer, déi zefridde sinn, hunn eng méi grouss Produktivitéit a verbesseren domat d'Kompetitivitéit vun hirem Betrib. Arbeitnehmer, déi onzefridde sinn, hunn e gréisseren Absentéismus a bréngen méi „turnover“ an hire Betrib.

De Bien-être au travail huet awer och Konsequenze fir eis Gesellschaft. Zefriddenheet heescht manner Absentéismus, heescht manner Krankheet, also manner Käschte fir eis Gesondheetskeess. A manner Aarbechtsaccidenter heescht manner Käschte fir eis Assurance accident.

Bien-être au travail - oder fréier huet een dat genannt: gutt Aarbechtskonditiounen - heescht och, dass den individuelle Mënsch sech a senger Aarbecht entfale kann a sech bestätege kann: e Prinzip vun der chrëschtlecher Sozialléier. Bien-être au travail huet eppes mat gudde Aarbechtskonditiounen ze dinn, mat Sécherheet op der Aarbecht, mat Gesondheet, mat Hygiène, mat psychosozialer Belaaschtung, mat Ergonomie a mat allgemeng anstänneger Aarbechtsplaz. Mir fleegen och, dat kann ee résuméieren an engem Saz, mir fleegen eis Maschinnen an eise Betriber haut besser wéi d'Mënschen!

Ech wëll just nach drop hiweisen, dass verschidde Fachautoren weisen, dass een de Bien-être au travail net studéiere kann, well et ze vill Interdependenz gëtt tëschent Aarbecht a Privatliwen. D'Aarbecht konditionéiert eist ganz Liwen, hunn ech emol an enger Ried gesot. Jo, d'Aarbecht decidéiert iwwer Fräizäit an d'Aarbecht beaflosst och d'Familljeliwen. Wéi e roude Fuedem geet duerch déi CSL-Etüd un alleréischter Stell: «manque de temps pour accomplir la tâche». Un zweeter Stell steet: «demande de concentration imposée par la tâche». Da Konflikt mat der Hierarchie, a last but not least den «harcèlement moral et sexuel».

Virun allem hunn den Aarbechtsrhythmus an d'Aarbechtsintensitéit gewaltig zougeholl, an dat an engem Kontext, wéi ech virdu gesot hunn, wou mer zanter 30 Joer ofbauen, net op-



bauen, oder wéineg opbauen an eiser Ekonomie, mä virun allem rationaliséieren, ëmbauen, restrukturéieren, ofbauen, entloossen, Betriebs-schléissungen, Failliten, Delokaliséierungen.

Wann ech d'Gefill hunn, dass déi Aarbecht, déi ech maachen, eng nätzlech Aarbecht ass, a wann ech d'Gefill vu Sécherheet géintwuer menger Aarbecht hunn, da stinn ech voll hanner mengem Betrib an hanner senger Unternehmenskultur. Wat ech elo just opgezielt hunn, huet an deene leschten 30 Joer all Unternehmenskultur awer füttigemaach. An et gëtt haut nëmme méi ganz wéineg Arbeitnehmer, déi sech och mat hirem Betrib identifizéieren. Wat dat leschten Enns heescht, dat brauch ech net am Detail och ze erklären.

Mindestens ee Véirel vun den Arbeitnehmer an der Europäescher Unioun leiden ënnert dem professionelle Stress. Dat ass net eng Ausso vu mir, dat seet d'Organisation mondiale de la Santé. Den «*Livre blanc sur le stress au travail*» vun der Europäescher Kommission schreift, dass 43% vun den Arbeitnehmer zu Lëtzebuerg duerch e bestännegen an heftege Stress befall sinn. Hei gëtt et kaum Ënnerscheeder tëschent Fraen a Männer. Just, dass d'Fraen d'Intensitéit vum Stress méi schwéier spiere wéi d'Männer.

D'Privatliewe kann een Effet modérateur oder een Effet générateur fir de Stress sinn. Also gëtt et, wéi virdru gesot, eng staark Interrelatioun tëschent beruflechem a familiärem Liewen. Ech wëll just op déi héich Scheedungsquot zu Lëtzebuerg hiweisen oder och op de Chômage, an et gëtt sécherlech och nach aner Phenomeener.

Da gëtt et, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, speziell Phenomeener, déi mat Stress ze dinn hunn. An ech schwätzen hei gäre vu Mobbing, Burn-out an de Suicides. 20% vun de Lëtzeburger Arbeitnehmer emfannen e Gefill vu Burn-out. Burn-out gëtt allgemeng als *Épuisement professionnel* definéiert. De Burn-out ass, wann een de Suicide elo speziell kuckt, de leschte Stadium vum berufleche Stress.

Wat de Suicide ubelaangt, esou wësse mer, dass mer zu Lëtzebuerg all Joers eng relativ héich Zuel vu Selbstmorden hunn. Ob déi wierklech all mat dem Beruff ze dinn hunn, wëll ech net an där Pertinenz gleewen. Et besteet awer eng Relatioun tëschent beruflechem Stress a Suicide, dat soe ganz kloer déi zwou Organisationsen CSL a Mobbing A.s.b.l. D'Étude vun der CSL schwätzt vun 11% vun den Arbeitnehmer hei zu Lëtzebuerg, an 11% ass, wéi de Lucien Lux gesot huet, net wéineg. Dat sinn iwwer 30.000 Leit, déi hei schaffen, déi dru geduecht hunn, sech d'Liewen ze huelen. 0,5% soen, si hätte permanent des Gedanken. 1,5% soen, si hätten oft des Gedanken. An 9,5% hu periodesch des Gedanken.

D'Suicide-Gedanke si bei de Frae méi heefeg wéi bei de Männer. Dat huet sécherlech och eppes mat der Vereenbarkeet tëschent Beruff a Famill ze dinn. Hei si sécherlech nach ëmmer d'Frae méi befall wéi d'Männer.

Stress a Mobbing hunn och eppes mat der Gesondheet ze dinn. Jo, et huet och eppes ze di mat dem Tubakkonsum, mat dem Drogekonsument, dem Alkoholkonsum, dem Medikamentekonsum, deene sougenannten „Psychotropen“. Nei epidemiologesch Etüde weisen och op eng ganz enk Relatioun vu Stress mat Asthma, Verdauungsproblemer, Ausschlag, Ekzema hin, an ech mengen, Depressioun brauch ech och weider net ze nennen.

D'Resultater vun all deem si bekannt. Nieft dem mënschleche Misär ginn eis Krankekeesen an doriwwer eraus eis Sozialsystemer, Unfall-, Invalidierenden, Reklassementer an esou weider schwéier befall. Och eis Wirtschaft ass direkt befall, och hunn dovunner vun Ufank un och geschwat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer e puer Gedanken zum Thema Mobbing. Den LCGB huet virun eppes méi wéi zwielef Joer eng A.s.b.l. géint de Mobbing gegrënnt. Dat ass haut eng onofhängeg Informations- a Berodungsstell. Si ass mam Syprolux och zesumme gegrënnt ginn. Den Aktivitéitsrapport vun der Mobbing A.s.b.l. fir d'Joer 2011 gëtt eis Opschluss iwwer d'Aarbeits-, awer och iwwer de Phenomeen vum Mobbing hei zu Lëtzebuerg.

D'Situatioun 2011 bestätegt eigentlech déi Rapporten vun de Jore virdru. Huet et ugefaangen am Joer 2000 mat 80 Consultatiounen, esou sinn et der haut pro Joer ëm 350 an der Moyenne. An d'Aussoen, déi een ëmmer erëm vun de Mataarbechter vun der A.s.b.l. kritt, dat ass, dass mer hei just d'Spëtzt vum Äisberg gesinn an nach laang net déi Donkelziffer, déi hannendrusteet, kennen.

Vun 2000 bis 2011 hunn 18.290 Leit Kontakt zur Mobbing A.s.b.l. gesicht. An deemem Zäitraum si ronn 2.000 Dossiere suivéiert ginn. D'Mobbing A.s.b.l. huet och eng grouss Aktivitéit am Beräich vu Konferenzen, Seminären a

Formatioun. Si versicht, eng konstruktiv Approche mat de Patronen ze hunn an do zesummeschaffen, well, wann ee vu Mobbing schwätzt, ass et net onbedéngt ëmmer de Chef vun engem Betrib, deen de Mobbing mécht, mä et si ganz oft a méi oft souguer d'Mataarbechter.

Statistesche gekuckt, an hei schwätze mer just vun, wéi gesot, enger Spëtzt vum Äisberg, ass den Harcèlement méi staark bei de Frae wéi bei de Männer. D'Relatioun läit 69% géintwuer 31%. An d'Alterskategorien, déi haaptsächlech befall sinn, sinn 30 bis 49 Joer. Et sinn op jidde Fall déi, déi am stärksten, laut Statistik, befall sinn.

A well sech jo och zu deesen Zäiten alles ëm d'Finanzen dréint, enthält de Rapport vun der Mobbing A.s.b.l. eng interessant Berechnung. Den Här Lucien Lux huet schonn dorop opmierksam gemaach, ech widderhuele se awer nach gären eng Kéier: 9% vun de Salariéien hei zu Lëtzebuerg, dat sinn der 11.400, sinn an enger Situatioun vun Harcèlement moral. Dovunner sinn 52%, dat si 5.928 Salariéien, am Krankeschäin. An der Moyenne hunn déi e Krankeschäin vu 7,38 Wochen. Dat heescht am Ganzen 43.748,64 Krankheetswochen. Dat bedeit e Käschtepunkt, eleng bei der Krankmeldung, vun iwwer 30 Milliounen Euro!

D'Mobbing A.s.b.l. funktionéiert haut mat annerhalfe Persounen, wouvun eng Persoun gesondheetlech Problemer huet. Donieft schaffen eng gutt Dose Volontaire mat. Ech wëll dat just erwähnen, fir déi politesch Responsabel aus der Regierung ze sensibiliséieren. Wann een dese Problem wëllt seriö huelen, da muss een hei méi Effortë maachen a sech eng regelrecht Strategie zouleeën, fir esou A.s.b.l. en ze ënnerstëtzen an effikass géint de Phenomeen vum Mobbing wëlle virzegoen. Schéi Wieder hëllefen hei näischt: „An ihren Taten sollt ihr sie messen“.

De Lucien Lux huet a sengem Bréif, woumat hien deesen Débat d'orientation ugefrot huet, och no konkrete Propositionen gefrot. Mir wëssen, dass d'Politik sécherlech de Problem vum Bien-être au travail net léise kann. Mir wëssen awer och, dass esou Problemer mussen thematiséiert ginn an dass d'Salariéë sensibiliséiert mussen ginn. Leit, déi schaffen, mussen wëssen, wou et Hëllefstelle gëtt, wou si Informatiounen an Hëllef kréien. D'Patrone mussen hirersäits och wëssen, wou si Informatiounen a Formatioun kënne kréien.

Da muss de politesche Courage do sinn, fir op eng neutral Aart a Weis de privaten Hëllefsgesetz méi a seriö ënnert d'Äerm ze gräifen, fir dass si nach besser an nach méi breet hir Aarbecht am Déngscht vun de Leit a vun eiser Gesellschaft maache kënnen. D'Konsequenze vun negativer Folge vu schlechten Aarbechtskonditiounen mussen am Aarbechtsministère an am Gesondheitsministère, mat all hiren drühänkenden Institutionen, besser unerkannt a besser gehollef kréien (veuillez lire: besser unerkannt ginn, an d'Leit mussen besser gehollef kréien). Do brauche mer sécherlech e gesetzleche Kader, fir de Salarié besser ze schützen.

Un alleréischer Stell steet e Gesetz iwwer de Mobbing, dat eis schonn zanter méi wéi dräi Joer versprach gëtt. De Lucien Lux huet gesot, dass en eng Proposition de loi 2002 deponéiert huet. Haut si mer 2012. Zanter zéng Joer liewe mer ouni Gesetz. A fir déi, déi nach ëmmer mengen, mir bräichte keng Gesetzgebung, do wëll ech dat nëmme widderhuelen, wat mä Virriedner gesot huet: E Gesetz huet e gewisse contraignant Charakter. An zanter zéng Joer gesi mer, dass alles dat, wat mer op dem fräiwëllegen Niveau am Kader vun der Partnerschaft gemaach hunn, dass dat dee contraignant Partner (veuillez lire: Charakter) op jidde Fall net huet.

Da muss deen Accord-cadre européen sur le stress au travail, dee vun den europäesche Sozialpartner 2004 ënnerschriwwen gouf an op den nationalen Niveau transposéiert gouf, och an alle Betriber thematiséiert ginn. Mir brauchen an eisem Aarbechtsrecht méi schützend Elementer fir de Salarié, fir dass dee sech wiere kann an net bei där klengster Reklamatioun ka gekënnegt kréien. Och hei hunn den LCGB an aner Gewerkschaften interessant Propositionen gemaach.

A last but not least brauche mer eng Reform vun eise Matbestimmungsgesetz, eng neutral Reform um Niveau vum Ausschoss, um Niveau vum Comité mixte an um Niveau vun de Verwaltungsreite. Och des Reforme si längstens iwwerfällig. Matbestimmung an de Betriber ass e wesentleche Facteur, fir a Richtung vu besseren Aarbechtskonditiounen oder Bien-être au travail ze goen. Et kann ee sécherlech de Gewerkschaften, de Personaldelegatiounen an och de Sécherheitsdelegierte kloer Aufgabe wéi Informatioun, Formatioun an Handlungsméiglechkeete ginn.

Zu gudder Lescht brauche mer an de Betriber e Verfahren zum Émgank mat aarbechtsbedéngtem Stress oder mat Mobbing. Hei ka bei der Reform vun de Matbestimmungsgesetz och gesetzlech eng Verflichtung fir all Betrib agefouert ginn.

Mir brauchen awer de politesche Willen, wéi ech et virdru gesot hunn, an déi néideg Visiounen, fir eng offensiv Sozialpolitik ze maachen, hei doheem, awer och an der Europäescher Unioun.

Wéi kann een d'Aarbecht méi attraktiv maachen? Hei gëtt et fir mech eng Grondregel: Zefriddenheet, Gesondheet a Sécherheet fir den Arbeitnehmer an Dauerhaftegkeet fir d'Aarbecht. D'International Aarbechtsorganisatioun definéiert mënschewierdeg Aarbecht - an d'Stagemeinschaft, och Lëtzebuerg, huet dat akzeptéiert -, si definéiert dat folgendermoossen: als produktiv Aarbecht fir Männer a Fraen a Fräiheet, Gläichheet, Sécherheet a mënschlecher Würd mat engem fairen Entgelt.

Erlaabt mer zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Gedanken am Kader vun der chrëschtlicher Sozialléier: Déi perséinlech Funktioun vun der Aarbecht ënnerstëtzt d'Entwickelung an d'Selbstverwierkung vun Arbeitnehmer an huet eng Verbindung zur mënschlecher Dimensioun an der Form vun der Aarbecht. Déi sozial Funktioun heescht, dass Aarbecht sozial Kontakter a sozial Unerkennung an der Gesellschaft bréngt, an hänkt sécherlech direkt mat der Fro vun der Akommesverdeelung an der Matbestimmung zesummen.

Versteet een d'Aarbecht aus sozialescher Sicht als zentralen, mënschlechen a kulturellen Ausdruck vum Liewen, esou heescht dat, dass d'Kapital méi e kleng Status a virun allem e funktionalen, déngende Wäert huet. Dat ass och d'Kärausso vun der Sozialzyklika „*Laborem exercens*“ vum Pöpst Jean-Paul II. An ech géif mengen - onofhängeg dovunner, ob dat vum Pöpst ass -, dat kéint all reelle Sozialpolitiker zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus och ënnerschreien.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Weber. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, d'Demokratesch Partei huet an de leschte Joren eng Rei vu parlamentareschen Initiative gestart iwwer Mobbing, Burn-out, Suicide an esou weider. Ech si frou ze gesinn, datt och d'Kollege vun der Sozialistescher Aarbechterpartei d'Wichtigkeet vun deemem Sujet erkannt hunn.

Wa mer haut hei an der Chamber iwwer de Sujet vum Bien-être au travail schwätzen, da wëll ech emol fir d'Éischt, un éischer Plaz drop hiweisen, datt vill Leit, et sinn der méttlerweil iwwer 15.000, sech emol fir d'Éischt mat der Fro beschäftege mussen, wéi se iwwerhaupt un eng definitiv respektiv un eng nei oder alleréisch Aarbechtsplaz kommen.

Et ass richtig, datt mir haut iwwer de Sujet Bien-être au travail schwätzen. Mindestens esou - wann net méi - wichtig ass et awer, sech och mam Bien-être sans travail ze beschäftegen! De Kampf géint d'Aarbechtslosegkeet a besonnesch géint de Jugendchômage ass an deesen Zäiten d'Erausfuorderung Nummer eent an der Aarbechtswelt. Fir eis als DP ass dat ee vun den zentrale politesche Sujeten, ier een iwwerhaupt un all déi aner Sujeten, déi den Aarbechtsmaart uginn, eruegt. Duerfir hu mir och een Débat d'orientation, eng detailléiert Analys iwwer d'Beschäftigungspolitik hei zu Lëtzebuerg ugefrot.

Här President, wann ech op d'Wichtigkeet vun der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet hiweisen, wëllt dat awer net heeschen, datt d'Thema vum Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz eis indifferent géif loossen. Ganz am Géigendeel! An dese Krisenzäiten - dat ass elo scho vu menge Virriedner e puermol ugeklongen -, an dese Krisenzäite ginn ëmmer méi Leit mat dem Burn-out-Syndrom oder der Problematik vum Harcèlement op der Aarbechtsplaz konfrontéiert. Duerfir hate mir als DP, wéi scho gesot, hei an der Chamber viru Méint de Sujet vum Mobbing opgegraff an och, no intensive Gespréicher mat der Mobbing A.s.b.l., Pisten opgezechent, wéi ee ganz konkret de befallene Leit kann hëllefen, ouni direkt den décken Hummer mussen erauszehuelen, andeems ee léigféiert.

Eng sech immens séier verännerend Aarbechtswelt mat ëmmer neien Aufgaben, neie Formen vum Zesummenaarbecht a mat engem héije Konkurrenzdruck huet als Konsequenz, datt ëmmer méi Salarié sech mat Aufgabe konfrontéiert gesinn, déi se nëmme nach schwéier oder guer net méi kënne bewältigen.

Eng Verdichtung vun den Ufuorderungen, Zäitan Termindrock, Konflikter am Team, feelend Ënnerstëtzung, Informationsdefiziter oder Informationsflut si Facteuren, déi d'Leit onzefridde maachen oder stressen.

Regelméisseg betriiblech Reorganisatiounsprozesser, onkloer Zoustännegkeeten, stéierend Aarbechtsënnerbriechungen a vill Iwwerstonnen droe grad esou derzou bäi, datt Mataarbechter psychesch a physesch iwwerlaascht ginn, iwwerfuert oder demotivéiert sinn an am schlëmmste Fall krank ginn.

Här President, firwat si Salarié onzefridde op hirer Aarbecht? D'Ursaache sinn ënnerschiedlech. Dat geet vun Harcèlement iwwer de Manque un Hygiène, d'Onattraktivitéit vun der Aarbechtsplaz an d'ergonomesch Constraints, iwwer verbal Aggressiounen, Problemer an der Kommunikatioun bis hin zu Zäitdruck.

Den Zäitdruck an déi héich Konzentratioun, déi verlaangt ginn, fir d'Aarbecht ze verrichten, gehéieren nieft Konflikter mat der Hierarchie zu de meeschtzitéierte Problemer. Aner Ursaache fir Onzefriddenheet si feelend Méiglechkeeten, sech am Beruff duerch Weiterbildung ze entwéckelen an och d'Zäit ze fannen, fir sech ze erhuelen, also vum Stress Distanz ze kréien.

Här President, wat ass eigentlech Bien-être au travail? Et gëtt verschidden Approchen, fir d'Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz ze moossen. Eng vun deene wichtegsten ass sécherlech déi vun der perséinlecher Entfaltung, der Selbstverwierkung.

Wa mer de Kritär vun der Selbstverwierkung huelen, dann deklaréiere sech an enger Studie vun der Chambre des Salariés, et ass virdru gesot ginn, am Abréll 2012, 22% vun de Salariéien als ganz zefridde, 57% éischer zefridde an 21% als net zefridde. Mir lieien hei ähnlech wéi d'Belsch an Däitschland a liicht besser wéi eis franséisch Noperen.

Interessant ass och, datt déi manner héich Diploméiert proportional gesi méi zefridde si wéi déi méi héich Qualifizéiert. Och d'Salariéien aus de kleng Betriber soe méi dacks, datt si ganz zefridde an hirem Beruff sinn.

Wann een no Geschlecht kuckt, da sinn et éischer d'Frae wéi d'Männer, déi méi zefridde sinn. Altersméisseg sinn et dann och méi déi Jonk an déi eeler Salariéien, déi sech an hirem Berufsfeld méi entfale kënnen wéi d'Altersklassen dertëscht. Wéi gesot, datt geet aus dem Rapport vun der Chambre des Salariés ervir.

Eent schéngt kloer ze sinn: Ee Salarié fillt sech ëmsou méi zefridde, wann hie sech mat sengem Betrib identifizéiere kann, wa seng perséinlech Wäerter och déi vun dem Betrib sinn an emgedréint, wann déi betribsinternen Kommunikatioun klappt a wann e sech nätzlech an ugeholl fillt. Villes ass an deemem Kontext subjektiv. Et hänkt also vun deem Eenzelen of an et huet manner mat objektiven a gräifbaren Aarbechtskonditiounen ze dinn.

Aus der Studie vun der Salariatskummer geet dat dann och kloer ervir. Wann de Beruff, och wann e schwierig a munchmol penibel ass, mat de Virstellungen an den Erwaardungen vum Salarié iwwereneestëmmt, da féieren an deemem Fall souguer méi schwierig Aarbechtsbedéngungen net onbedéngt zu engem Gefill vun Onzefriddenheet. An emgedréint, wou et un Unerkennung feelt, wou d'Wäerter vum Beruff net respektéiert ginn, do sinn d'Lounempfänger ganz dacks onzefridde.

Déi Salariéien, déi manifestement onzefridde an hirem Beruff sinn, hunn dacks Problemer mat der Hierarchie, si ginn harceléiert. Hiert materiell Émfeld ass wéineg unzéind an net geséichert. Et gëtt Kommunikatiounsproblemer innerhalb vum Betrib an et ass oft e Betrib, an deem sech absolut net ugestrengt gëtt, fir d'Wuelbefanne vun de Mataarbechter ze steigern.

E wichtige Constat ass deen, datt vill Salarié sech domadder offannen, datt hiert Aarbechtsfeld net ëmmer ideal ass, virun allem well si wëssen, datt si och net esou liicht eng aner Aarbecht kënne fannen. Dat wëllt awer net heeschen, datt d'Betriber net kënnen Ustrengunge maachen, fir d'Wuelbefannen ze steigern. Well wann dat net geschitt, da fält, a mir wëssen dat alleguer heibannen, d'Produktivitéit, et kënn eventuell zu méi Accidenter, zu méi Krankheetsfäll oder den Absentéismus klëmmt. Mäi bal Bänknoper, den Dokter Alexandre Krieps, huet mer elo just nach gesot, datt een Dréttel vun de Krankeschäiner méttlerweil de Code 78 „*états dépressifs*“ hunn. Dat weist op dee Malaise an der Aarbechtswelt hin.



Villes, wann net souguer alles, kënn awer op d'Qualitéit vun den tëschemenschleche Bezéiungen an engem Betrib un. An anere Wieder: Wann ee Salarié sech net an de Wäerter vu sengem Betrib erëmfënnt, wann en net a senger Aarbecht respektéiert gëtt a seng Kompetenzen net genügend unerkannt ginn, féiert dat onweigerlech zu Stress an zu manner Leeschtungsberetschaft.

Här President, d'Notioun vum Bien-être au travail ass villschichteg an et muss een och aner Aspekter mat a Betruecht zéien, déi iwwer den Aarbechtsprozess am strikte Sënn erausginn. Dat sinn zum Beispill Elementer wéi de repetitive Charakter vun eenzelnen Aarbechten, d'Zäit, déi ee brauch, fir sech op eng Aarbecht ze déplacéieren, an d'Verantwortung an d'Onofhängegkeet, déi een op senger Aarbecht huet.

Wann an enger Entreprise Stress soll ofgebaut ginn, da läit do eng grousse Verantwortung an den Hänn vum Management. Eng intelligent Politik an der Gestiou vun de Ressources humaines kann duerch aus op den Aarbechtsklima spillen, op d'Belaaschtung vun de Salariéen an op d'Chargen, déi si kréien. Et ass un der Direktioun ze kucken, wéi si d'Aarbecht an d'Aufgabebebidder esou verdeelt, dass si d'Ursaachen, déi um Ursprung vu Stress stinn, ënnerbënnt.

D'Frequenz vum Stress gëtt awer haaptsächlech bedéngt duerch d'Aarbechtslaascht, duerch Aggressiounen an duerch Konflikter mat der oder den ieweschten Etage, déi d'Integritéit, déi moralesch an déi physesch, a Fro stellen.

Här President, de Burn-out ass ee Phenomeen, deen an de leschte Jore rasant zougeholl huet, wat och bedéngt ass duerch dat schwierig wirtschaflecht Umfeld, wou Aarbechtsplazen ofgebaut gi respektiv wou d'Aarbechtsplaz alles aneschters wéi sécher ass.

De Burn-out, oder déi professionell Erschöpfung, ass e Sujet, deen ëmmer méi Gestionnaire vun de mënschleche Ressourcë beschäftegt, well en en direkten Impakt op den dagdeegleche Fonctionnement vum Betrib huet. De Burn-out féiert zu héije Käschten, bedéngt duerch den Absentéismus an déi héich Rotatioun vum Personal.

Beim Problem vum Burn-out muss e besonnen Akzent op d'Entdeckung an op d'Prevention geluecht ginn. Duerfir heescht et virun allem a grousse Betriber, Aktionspläng opzestellen, fir dem Problem opzehëlfen, oder d'Managementmethoden esou ze optimiséieren, dass den Aarbechtsklima fir jiddwerengem seng Entwécklung förderlech ass.

Aarbechtsmedeziner roden, dass zu engem gudden Aarbechtsklima ënner anerem och flexibel Aarbechtszäite gehéieren, déi d'Salarié an engem bestëmmte Kader selwer bestëmme kënnen. Wa méiglech soll een och drun denken, sougenannt Homeoffice-Deeg virzugesinn, déi et dem Salarié erlaben, bestëmmt Aarbechten, wann et nëmme geet, vun doheim aus ze maachen.

E bessere raimlechen Aménagement vun de Büroen, méi Transparenz am interne Fonctionnement vun der Firma, eng kloer Definitioun vun den Aufgaben a Kompetenzfelder am Betrib oder och nach d'Organisatioun an d'Förderung vu gemeinsamen Aktivitéiten, déi d'Qualitéit vum Zesummeliewen op der Aarbecht verbessere sollen, alles dat sinn Hiewelen, déi Verwaltungs- oder Betribschefen a Bewegung setze kënnen, fir d'Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz ze steigern. Et ass am urregsten Interesse vun Patronat, all des Hiewelen ze betäegen, fir an der Firma dat Klima ze schaffen, dat néideg ass, fir de Betrib no vir ze bréngen.

Här President, an de leschte Jore huet sech etlech a Saache Lutte géint de Mobbing geden. Un alleréischer Plaz, et ass scho virdrun e puermol ugeklungen, ass hei d'Mobbing A.s.b.l. ze nennen, mat där mer och Kontakter haten, déi zanter 2001 eng exzellente Aarbecht mécht. Zanter hirem Bestoe gouf si mat ronn 18.000 Fäll konfrontéiert. Dat sinn der knapps 1.700 am Joer. Dat weist, dass de Mobbing effektiv e Problem an der Aarbechtswelt duerstelt.

Mä Mobbing ass nëmme ee vu villen Aspekter, wann een iwwer de Bien-être au travail schwätzt. Et gehéieren, an ech hunn dat a mengen Ausféierungen duergeluecht, och eng ganz Rei aner Elementer dozou, déi net direkt moosbar oder gräifbar sinn. Aspekter, déi, eiser Opfaassung no, net einfach mat engem Gesetz kënnen geregelt ginn.

Duerfir soe mir als Demokratesch Partei, dass am Beräich vum Mobbing net direkt muss légi-

féiert ginn. Mir als DP setzen emol fir d'Éischt op d'Sensibilisatioun, d'Informatioun an d'Prevention. Munches ass jo an deene leschte Jore an deem Beräich geschitt. Och bei deene meeschte Patronen ass mëttlerweil eng Sensibilitéit fir dese Sujet ze spieren.

Ier een an deem Domän léigiféiert, soll ee sech emol fir d'Éischt d'Fro stellen, wat dann elo wierklech de Méiwäert, d'Plus-value vun esou engem Gesetz soll sinn. Géif doduerch wierklech manner gemobbt ginn? Et ass duerch méiglech, dass sech de Mobbing trotz Gesetz op méi eng subtile Manéier manifestéiert, déi manner moosbar ass.

De Problem ass nämlech dee vun der Beweisaascht. Hei muss ee sech froen, ob een net mat enger interner Médiatioun an de Betriber méi erreche kéint.

Aner Länner hu léigiféiert, an do wier et wierklech interessant, emol eng Kéier ze préieren, wat des Gesetzgebungen da letztendlech bruecht hunn. Sinn d'Fall vu Mobbing doropshin tatsächlech zréckgaangen? Huet sech de Klima an de Betriber oder Verwaltungen duerch e Gesetz spierbar verbessert?

Hei sollt ee sech emol un alleréischer Stell mat den Erfahrungen aus dese Länner auseruesetzen. Dat wieren an der EU, souwäit meng Informatioun richteg sinn, Schweden, Spuenien a Frankräich. Et sollt ee sech mat den Evaluatiounen vun hire Léigisatiounen an deem Beräich befaassen, ier een heiheem en ähnleche Wee wëllt goen.

Wéi scho gesot, d'Mobber versichen ëmmer nees, hir Aktiounen op verschleiert Manéier duerchzezéien, sou dass et villfach schwéier gëtt, Beweismaterial unzehéfen. An d'Zeie fäerten dacks, fir Aussoen ze maachen, well si selwer Angscht hunn, fir gemobbt ze ginn.

Här President, „nur ein zufriedener Arbeiter ist ein guter Arbeiter“, heescht et. Esou banal wéi dese Saz op den éischte Bléck klénge, esou richteg ass en awer. Déi däitsch AOK huet dat 2011 mat enger Etüd kënnen beleeden. Mataarbechter, déi vun hirem Chef eng Wäertschätzung fir hir Aarbecht kruten, hu manner dacks krankheethalber gefeelt wéi a Betriber, wou dat net de Fall war.

Mir mengen duerfir, dass all Acteur an der Aarbechtswelt, egal ob Patron, Gewerkschaftler oder Mataarbechter, sech senger Responsabilitéit a puncto gutt Aarbechtsklima muss bewusst sinn. Dat brauch a ville Fäll sécherlech e Mentalitéitswiesel. E Mentalitéitswiesel, deen een awer, eiser Iwwerzeugung no, net einfach mat engem Gesetz kann erzwingen. Amplaz vun engem Gesetz soll ee weiderhin op d'Aarbecht vun Initiative wéi déi vun der Mobbing A.s.b.l., dem Service Bien-être au travail vun der Stad Lëtzebuerg, fir och deen eng Kéier ze nennen, oder anere setzen.

Duerch méi Informatioun a Sensibilisatioun, duerch Moderatioun a Médiatioun léisst sech nach villes maachen a puncto Verbesserung vun Aarbechtsklima.

Etlech grousse Betriber sinn op dese Wee gaangen an hunn hir Personaldepartementer ugewisen, dass des bei de järelechen Evaluatiounen oppassen, ob sech Problemer vu Burn-out oder Mobbing breetmaachen. Ass des de Fall, wësse si séier ze reagéieren an déi betraffe Salariéen en charge ze huelen, fir d'Ursaachen ze detektéieren a Léisungen erbäizeféieren.

Et ass och d'Aufgab vun de Patronatsorganisatiounen, de Berufskummere an der Médecine du travail, déi néideg preventiv Instrumenter ze ënnerstetzen an auszubauen. D'Chambre de Commerce, fir nëmme si ze nennen, huet hei schon éischt Initiativen an d'Wee geleet.

Mir si frou, dass sech en Émdenke breetmécht an iwwer eng regelméisseg Sensibilisatioun geschwat gëtt. Doriwir eraus soll awer och eng national Strategie opgestallt ginn.

Wéi ass et mat dem Plan d'action - an ech hat et schon emol eng Kéier hei op deser Tribün gefrot -, deen de Minister Biltgen Ufank 2009 ugekënnegt hat? Gëtt dorunner geschafft? Wéini kann dese Plang emgesat ginn? Kënn et zu enger Bündelung vun de Services, déi sech mam Mobbing ofginn, andeems eng zentral Ulafstell, zum Beispill bei der ITM an an der CNS, geschaf gëtt?

Mir als DP wiere jiddefalls frou, wann dat esou séier wéi méiglech de Fall kéint sinn, well des wierklech eng konkret Moosnam wier, déi ville Betreffene kéint direkt hëllefen, ouni dass mer direkt léigiféiere missten.

Aus desen Iwwerleungen eraus versteet et sech vum selwen, dass mer eis bei der virgueluechter Motioun enthalte wäerten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eng gutt Ambiance, gesond a kompetent Personal, en effikasse Fonctionnement vun eise Betriber, Servicer a Verwaltungen ass dat, wat jiddweree sech wënscht, mä wat nëmme gléckt, wann zwou Haaptkonditiounen stëmmen: éischtens eng gutt Gestiou vun de Ressources humaines an zweetens eng sozial verantwortlech Personalpolitik, mat sécheren Aarbechtsplazen, stabile Kollektivverträge, mat gläichem Lohn fir gläich Aarbecht, Gerechtegkeet an der Aarbechtsandeeleung, mënschewürdegen Aarbechtskonditiounen, gläichen Opstiegschance fir Fraen a Männer, Solidaritéit tëschent de Generatiounen an Natiounen a Gesondheeschutz op alle Pläng.

Wa mir des Debatt haut féieren, dann ass dat, well déi néideg Viraussetzungen zu Lëtzebuerg net oder net zefriddestellend erfëllt sinn, weder am Privatsecteur nach am öffentleche Secteur.

Datt déi Behauptung net aus der Loft gegraff ass, weisen d'Analysen an d'Statistiken aus de leschte Jore, op déi den Här Lux an och den Här Weber schon am Detail agaange sinn, sou dass ech se net wëll widerhuelen.

Datt dem bedrohleche Phenomeen vum Mobbing an allen anere Problemer muss entgéintgesteiert ginn, virun allem, wann een un d'Konsequenze vun Mobbing denkt op déi betraffe Persoun, dat läit op der Hand. Am Géigesaz zu klassische Konflikter ass de Mobbing oder den Harcèlement moral nämlech e perfide Prozess ënnerhalb vun enger Täter/Affer-Konstellatioun, mat systematesche verbalen Attacken op d'Perséinlechkeet an op déi sozial Stellung vum Betreffenen, mam Zil, dass d'Opfer entweder aus eegene Stécker aus dem Aarbechtsverhältnis austrëtt oder awer entlooss gëtt.

De Phenomeen vum Mobbing féiert also net nëmme zu grousse psychesche Belaschtungen, mä dacks och zum Verloscht vun der Aarbechtsplaz, mat alle sozialen an ekonomesche Konsequenzen op déi betraffe Persoun.

Mat 11.400 Fäll oder 9% bis 10% ass d'Situatioun also méi wéi beonrouegend, besonnesch och am Hibleck op déi weider Auswierkung vun der Kris, déi nach laang net ausgestanen ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op den éischte Bléck kéint ee jo mengen, dass an eise Land déi néideg Kaderbedéngunge fir e wäitgräifende sozialen a gesondheetleche Schutz op der Aarbecht erfëllt wären. Zënter Jorzéngte sinn d'Grundrechter vun de Beschäftegten an déi domat verbonne Flichte fir d'Arbeitgeber net nëmme zu Lëtzebuerg, mä och um europäeschen Niveau an enger ganzer Rei vu Chartern, Absichtserklärungen an zu engem groussem Deel och an eiser Gesetzgebung festgehalten. An awer weist d'Realitéit, dass d'Relatioun tëschent den Employeuren an de Salariéen zuongonschte vu ville Beschäftegten aus dem Gläichgewicht geroden ass an net nëmme op d'Käschte vun hirer Gesondheet an hirem Wuelbefanne geet, mä och op d'Käschte vun hirer sozioekonomescher Situatioun.

Eng vun den elementare Froen, déi sech an deem Kontext stellt, ass natierlech déi, op wéi eng Manéier a mat wéi enge Méttelen d'Regierung zu der Verbesserung vun der Situatioun bäidroen kann.

Datt d'Ëmsetzung vu gesondheetsfördernde Moosnamen net eleng an den Hänn vun engem oder e puer Ministere ka leien, mä nëmme duerch en Zesammespill vun engem ganzen Ensemble vu Partner machbar ass, esou wéi de Gesondheetsminister sech kierzlech um Buergermeeschterdag ausgedréckt huet, ass richteg. Op d'mannst gradesou richteg ass awer, dass déi öffentlech Hand an deem Prozess méi eng wichteg Roll ze spillen huet wéi bis ewell, an zwar doduerch, dass eng kohärent Léigisatioun geschaf gëtt, déi op verbindleche Reglementatiounen an op enger verbindlecher Strategie baséiert.

Mir kënnen d'Aussoe vum Här Lux an där Fro also nëmme ënnerstetzen. Wa gesondheetsfördernd a preventiv Moosname keen obligatoresche Charakter hunn, mä just op fräiwëllegen Aktiounen baséieren, verfee se hire Zweck, well se nëmme enger Minoritéit zeguttkommen. Mir verrieden an där Hinsicht also net d'Meenung vu mengem Virriedner.

Wann d'Fëmmen zum Beispill an den öffentleche Raim net gesetzlech verbuede gi wär, da géif nach haut do gefëmmt ginn. A wann d'Fëmmen an de Bistron net komplett verbuede gëtt, da gëtt och weiderhin a ville Bistrot gefëmmt.

Och wann d'Regierung verlässlech Partner brauch, fir Synergien ze schafen, muss um politeschen Niveau awer de Choix getraff ginn, ob d'Förderung an de Schutz vun der Gesondheet a vum Wuelbefannen op der Aarbecht sech op fräiwëlleg Aktiounen a Campagnë queesch

duerch d'Institutiounen an d'Betriber reduzéiere soll. Oder awer, ob d'Regierung net besser huet, gesetzlech Bestëmmungen ze schafen, déi alle Beschäftegten hei am Land zeguttkommen, an net just deenen, déi d'Chance hunn, an engem Virzeigebetrieb oder enger Virzeigeverwaltung ze schaffen, déi, wéi d'Stad Lëtzebuerg, e Service du bien-être au travail an d'Liewe rufen an d'Wuelbefanne vun de Leit konsequent förderen.

An deem Sënn hoffe mir, dass des Debatt fir Fortgang am Dossier vum Bien-être au travail wäert surgen, nodeems dem Här Lux seng Proposition de loi géint den Harcèlement moral an de beruffleche Relatiounen virun zéng Joer am Sand verlaf ass, an dat aus verschiddeenen Ursaachen.

Ofgesi vum Code du Travail, dem Statut vun de Fonctionnaires an engem Règlement grand-ducal op Basis vun enger Konventioun tëschent OGB-L, LCGB an der Union des Entreprises sinn den Harcèlement an d'Gewalt op der Aarbecht néierens verbuede. Et besteet och keng global Gesetzgebung iwwer d'Wuelbefannen op der Aarbecht allgemeng.

Nodeems den Aarbechtsminister am Joer 2009 vun den Deputéierte beoptragt ginn ass, déi auslännesch Léigisatiounen op den Dësch ze leeën, fir Erfahrungswäerter ze sammelen an iwwer de Wee vun enger verstärkter Gesetzgebung nozedenken, ass net méi vill geschitt. Des Debatt bitt deemno eng gutt Geleeënheet, fir gewuer ze ginn, wouhin déi Initiativ aus dem Joer 2009 gefouert huet.

Zum Beispill ass déi belsch Gesetzgebung vun '96 eiser Meenung no ganz interessant, well se eng Rei vu Prinzipien um Plang vum Bien-être au travail definéiert, mat konkreten Obligatiounen um Niveau vun der Sécherheet, der Hygiène, der Preventioun vu kierperlechen a psychosoziale Krankheeten, der Ergonomie an der Verschéinerung vun den Infrastrukturen, déi doudsécher och en Afloss op d'Ambiance am Betrib oder an enger Verwaltung hunn.

Am Verglach zu eiser Léigisatioun, déi sech an éischer Linn op d'Sécherheitsmoosnamen am wäite Sënn beschränkt, geet déi belsch Gesetzgebung méi wäit, well se ënner anerem der psychosozialer Dimensioun vum Bien-être e grousse Stellwäert araumt.

Och wann dee Volet vun de psychosoziale Problemer méi schwéier erfaassbar ass, wéi den Här Bauler gesot huet, an net wéi d'Sécherheet vun engem Gebai mat moosbare Kritäre gepreift ka ginn, därer dee Volet och an eiser Léigisatioun net ze kuerz kommen.

Mir denken dobäi virun allem un eng verbindleche systematesch Approche, déi d'Aarbechtsorganisatioun, d'Aarbechtsbedéngungen, déi sozial Relatiounen ënner de Leit, d'Formatioun vun Personal an déi perséinlech Begleedung vun de Mataarbechter an e Gesamtkonzept integréiert a konkret Moosname virschreift. Mir denken zum Beispill un de konsequenten Asaz vun Aarbechts- a Betribspsychologen, déi d'Verhältnis tëschent Aarbecht, Organisatioun, Technik an individuellem Verhale vun de Beschäftegte systematesch analyséieren an zugonschte vun de Beschäftegte versichen ze verbessere, an dat an enker Zesummenaarbecht mat de Personaldelegatiounen a mat de Sozialpartner.

Den Ausbau vun der Aarbechtspsychologie géif och zu Lëtzebuerg nei Weeër opmaachen, an et ass bedauerlech, dass d'Aarbechtspsychologen zemoos an den öffentleche Verwaltungen esou rar si wéi déi wäiss Mais. Natierlech géif dat bedeuten, dass manche Chef oder munch eng Chefin hiert Verhale missten a Fro stellen, wat wahrscheinlech fir déi eng oder aner Persoun en heikelen Exercice wär.

Och am Privatsecteur géif de konsequenten Asaz vun Aarbechts- a Betribspsychologen d'Wuelbefanne vun de Mataarbechter verbessere, virun allem, wann et ëm Emstrukturierungsmoosname geet. D'Vitesse vun dem betriiblechen Upassen un d'Globaliséierung iwwersteigt oft d'Fäegkeet vun de betraffene Persounen, mat esou Prozesser eens ze ginn. Well mat Émschoulungen, Neiorientéierungen, wisselnden Aarbechtspartner, dem Verloscht vu perséinleche Kontakter an der Upassung un den technologesche Wandel di virun allem déi eeler Leit sech schwéier. Si maachen ëmmerhin 19% vum Emploi an eise Land aus. Et sinn awer grad si, déi ëmmer méi als Schlësselacteur fir d'Konkurrenzfähigkeit an eise Land ugesi ginn a mat der ustoender Rentereform och nach méi laang am Aarbechtsprozess wäerte bliwen.

Datt déi spezifesch Bedierfnisser vun den eelere Leit des Joer zu den Theme vum „Prix Santé en Entreprise“ gehéieren, klénge gutt an ass och gutt. Wann een awer weess, dass déi weinestg Patrone sech duerch fräiwëlleg Aktiounen aus der Rou bréngen loosse, wann hir Keess stëmmt, da sinn déi Aktiounen ënner dem Stréch just eng Dréps op e waarme Steen.



Léif Kolleeginnen a Kollegen, e weidere Punkt, deem am Kontext vum Wuelbefannen op der Aarbecht ëmmer an ëmmer erëm diskutéiert muss ginn, ass dee vun der Geschlechtergerechtheet. Virun allem am Privatsektor, wou d'Fraen an der Moyenne 12% bis 14% manner verdéngt wéi d'Männer, stellt sech noutgedrungen och d'Fro, wéi wäit ongerecht Lounverhältnisse sech op d'Wuelbefanne respektiv op d'Entstoe vu Krankheeten auswirken. Hei geet et net drëms, de betreffende Frae Gesondheetsprogrammer a Yogacoursen unzëbieden, mä et geet eenzeg an eleng drëm, e gesetzliche Kader ze schaffen, fir gerecht Loun- an Aarbeitsverhältnisse un Aarbeitsmaart ze garantéieren!

Net manner wichteg ass an deem Kontext d'Veerenbarkeet vu Famill a Beruff an d'Veerhënerung vum Aarmutsrisiko, deem méi Frae wéi Männer ausgesetzt sinn. Datt esou Situatioune fréier oder spéider zu gesondheetleche Schied, Ausgebranntsinne an Depressiounen féiere kënnen, ass gewosst. Dësem Risiko gëtt och net mat gesondheetsfördernde Moosnamen a mat Fitnessprogrammer entgéintgesteiert, mä mat Moosnamen an Aarbeitsbedéngungen, déi eng gerecht Opdeelung vun den Tâchen tëscht Mann a Fra erméiglechen, zum Beispill duerch d'Schafe vu Betreiuungsstrukturen an de Betriber an an den öffentlechen Institutiounen.

Eng ähnlech Approche vertriebt mir, wann et ëm d'Förderung vu méi Bewegung an enger gesonder Ernährung geet. D'Campagne vum Gesondheetsministère zesumme mam Sportsministère ënnert dem Motto: „Gesond iessen, méi bewegen“ ass ganz sécher eng gutt Saach. Allerdéngs si mir der Meenung, datt esou eng Campaigne nëmme Friichten dréit, a Bewegungsräum, Duschméiglechkeeten an Entspannungsraum, Duschméiglechkeeten an der Verfügung stinn, well se dem Einzelnen net nëmme laang Distanzen erspieren an e groussen Opwand erspieren, mä virun allem och, well se zu der Konvivialitéit am Betrib an zu der Schléissung vun neie Frëndschafte bäidroen. Esou laang wéi de Bau vun deenen Infrastrukturen net massiv vun öffentlecher Hand ënnerstëtzt a subventionéiert gëtt, ginn déi wéinegste Betriber mat op dee Wee.

Léif Kolleeginnen a Kollegen, d'Konklusioun, déi ech wëll zéien, ass déi, datt de Bien-être au travail d'Resultat ass vun diversen Elementer, déi aneneegräife mussen. Eng vun de wichtegsten Erausforderunge besteet doran, der psychosozialer Dimensioun vum Wuelbefannen op der Aarbecht méi e grouss Stellenwärt anze- raumen an domat och dem Phänomen vum Mobbing. Gläichzäitig muss souwuel am öffentleche Sektor wéi och an de Privatbetriber déi materiell Grondvoraussetzung geschaf ginn, fir datt gesondheetsfördernd Moosnamen op der Aarbecht net nëmme enger Minoritéit vu Beschäftegten hei am Land zë guttkommen, mä alle Leit, déi schaffen ginn.

Wann d'Sonnesrieden um Niveau vum Bien-être au travail an all déi gutt gemengten Einzelaktiounen sech deemnächst an enger verstärkter Gesetzgebung erméiglechen, dann huet dës Debatt sech gelount. An deem Sënn ënnerstëtzt déi gréng Fraktioun och d'Motioun vun der LSAP.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Merci, Här President. Här President, haut geet et ëm de Bien-être au travail. Mir sinn direkt beim Thema. Mä ech perséinlech gesinn net, wou mer hei histeieren. Hei ass vill erkläert ginn, vill Statistiken si genannt ginn, wat jo alles richtig ass. Et ass erkläert ginn, wéi d'Leit krank ginn, et ass erkläert gi vun hei a vun do, mä wou steiere mer hin? Wou sinn hei d'Solutiounen?

Ech hunn hei net vill Riedner héieren, déi hei eng Solutioun bruecht hunn. Dach, den Här Lux huet gesot: „Mir mussen e Gesetz maache géint de Mobbing.“ Mä Här Lux, wann Der dat fäerdgebréngt, dann attackéiert Der hei déi falsch Leit. Hei attackéiert Der nëmme déijéineg, déi de Mobbing maachen. Mä ass dat d'Ursach vun der momentaner Pleite, déi mer hei hunn am Land? Ass dat d'Ursach?

Neen, mir behandelen d'Ursach guer net. Mir mussen vill méi wäit, vill méi héich goen, well hei ass e Feeler am System. An dofir sinn ech enttäuscht vun dëser Ried. An ech mengen, dat geet gradesou wéi déi lescht Rieden iwwert d'Aarmut, d'Aarmut bei de Kanner, d'Aarmut en général. Do gëtt einfach eng Séance an der Chamber ofgehale, mä et geschitt guer näischt méi!

Ech hätt mer gewënscht, dass mer hei méi Solutiounen géife bréngen. Dann hoffen ech, dass de Minister vläicht eis déi Solutiounen bréngt

wäert. Mä fir de Moment kann ech hei mat dëser Debatt net vill ufänken. A wann ech bedenken, dass den Här Minister Di Bartolomeo gäre wëllt d'Pensiounen no hanner verréckelen, dräi Joer méi, bon, da muss ech einfach hei soen: An deene Konditiounen, wou d'Aarbechter elo schaffen, ass dat net machbar, dat ass Harakiri, an et wäerte ganz vill Leit net bis dohinner kommen, well se ebe krank ginn an och opgrond vun de Konditiounen vun der Krankheet net wäerten iwwerliewen.

Mir hunn ee Paradigmewissel an der Gesellschaft, an dat mierkt een. Fréier sinn d'Leit méindes komm bei den Dokter, an da wollte se e Krankeschäin. Firwat? Well se vläicht och sonndes gefeiert hunn. Si waren net gutt. Si hu sech och e Krankeschäin gefrot. An den Dokter hat iergendwéi en Zweifel: Soll ech em ee ginn, soll ech em kee ginn? An zu gudder Lescht huet e gesot: „Okay, da kriss de ee Krankeschäin.“

Mä hautdesdags kommen d'Leit paradoxerweis net méi méindes moies, mä freides owes! An da soe se: „Ech wëll gär Vitaminen. Ech wëll gär eppes fir ze berouegen. Ech wëll eppes géint mäi Mowéi, géint mäi Kappwéi.“ An da muss den Dokter deenen nolafe fir e Krankeschäin. Hei kriss du e Krankeschäin. An da soen d'Leit: „Neen, ech wëll keen! Well wann ech ee Krankeschäin kréien, da ginn ech gemobbt. Wann ech e Krankeschäin kréien, kréien ech gesot, ech verléiere mäin 13. Mount. Wann ech e Krankeschäin kréien, da soe se d'nächste Kéier: «Elo bass de entlooss!».“

An ech mengen, dat ass déi Kultur, déi sech hei agebiert huet. An ech weess net, ob mir dat sollen erlaben oder net. Wat passéiert do iwwerhaapt? Mir wëlle gäre Wuesstum, a coïtte que coïtte, egal wat dat kascht! Da muss mer dohinnergoen a mir mussen eis soen: Wat wëlle mer? Wëlle mer gär dee Wuesstum? Wëlle mer gär Suen? Wëlle mer gär, dass eis Wirtschaft fonctionnéiert? Wëlle mer gär d'Pensiounskeess féllen? Wëlle mer gär Steieren ophiwen an dass de Budget fonctionnéiert? Mä, da muss mer a Kaf huelen, dass d'Leit hannendrun, dass déi dat muss bezuelen, egal a welcher Manier!

Dat heescht, wann d'Leit krank ginn, wann d'Leit Depressiounen kréien, wann d'Leit Burn-out kréien - an den Här Lux huet et gesot, dee Chiffer genannt, dee stëmmt -, mä do kënt nach e Rateschwanz vu Krankheeten hannendrun. Do kommen Allergien hannendrun, do komme Kriibsen hannendrun. An ech mengen, all Drëtten hei am Land ass e potenzielle Kandidat, fir Kriibsen ze kréien. A wann Der bedenkt, wat dat kascht! Eng Kriibsbehandlung kascht pro Joer 100.000 bis 150.000 Euro. An et gëtt nei Medikamenter, déi op de Maart kommen, do kascht ee Baxter vun 100 ml - siehe und staune - 30.000 Euro! Also, wa mer dat wëllen herno bezuelen, da fuere mer eben esou weider!

Wa mer dat net wëllen, da mussen mer iergendwéi soen, mir halen einfach op. A wou hale mer dann op? Mir mussen ophale mat deem Wirtschaftswuesstum, dee mer egal wéi förderen, egal wie kënt hei an d'Land. Wann ech bedenken, dass hei lauter esou friem Leit erakommen, déi Mënz hunn, déi anonym Aktionäre sinn, déi an hirem Land, do, wou se hierkommen, keng Notioun hu vu Sozial...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean Colombera (ADR).** - ...keng Notioun hunn, wat Aarbecht ass, wou se e Waggon Inder komme loosse, e Camion Inder komme loosse, wou se een Euro den Dag verdéngen, wou se d'lessensreschter vun deenen anere mussen opiesse, wou se an der Caravane schlofen. Wéi sollen déi Leit, wa se heihinner kommen, eis Gesetzgebung, eis Regelung hei respektéieren? Sot mer, wéi dat méiglech ass. Dat ass einfach net méiglech!

De kloer Message ass, wann ech gelift, wann Der schonn déi Leit komme loosst, da muss Der hinnen awer ganz kloer de Punkt setzen a soen: „Et geet no eise Konditiounen an net no Äre Konditiounen, soss bleift doheem!“ Dat ass dee ganz kloer Message, deen Der muss hunn. An Dir musst de Courage hunn, fir dat ze soen. Mir wëllen net de Wuesstum a tout prix!

An do mussen mer natierlech Solutiounen fannen. Wuer gi mer déi sichen? Mir mussen kucken, dass den Aarbechter op senger Aarbecht erëm frou ass. Wéi kréie mer dee motivéiert? Dat ass déi ganz grouss Fro. Wa mer den Aarbechter motivéiert kréien, wéi hei gesot ginn ass, dann, dee Moment mécht dee méi eng grouss Leeschtung. A wéi kënnen mer dee motivéieren? Mir hu verschidde Pisten, an ech ginn lech e puer Solutiounen. Dir kënt lech se auswählen.

Éischtens, mäi Kolleeg, de Jean... de Jacques-Yves Henckes hei, hat viru Joren eng Proposition gemaach fir den...

► **Une voix.** - Elo sinn et der scho véier.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - ...hat eng Proposition gemaach fir den Actionariat salarié, dat heescht, den Aarbechter u sech misst Aktionär si vu senger Firma. An dofir, well en Aktionär vu senger Firma ass, dofir gëtt e sech méi Méi, ass e méi frou an e schafft fir d'Firma.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Dat kann awer och méi Stress bedeuten!

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Dat ass net gesot. Wann ech méi frou sinn, da kann ech méi schaffen. Dat muss net onbedéngt Stress sinn. Et kann och positive Stress sinn, Här Lux, dat wësse mer jo.

Dat Zweet, wat mer kéinten aféieren - Här Lux, dat ass och fir lech -, dat gëtt och a Frankräich agefouert, mengen ech, dat ass, dass all Entreprise, déi Benefiss mécht, déi däréif keen entloossen. Dee Moment huet den Aarbechter vill méi Fräiraum, en ass vill méi frou an e weess, dass en net entlooss gëtt. Dat wär natierlech eng ganz gutt Optioun, déi kéint een hei och aféieren.

Eng drëtt Saach ass, dass dee Moment, wou den Aarbechter a schlechte Konditiounen ass, da muss een deem einfach hëllefen, fir op der Aarbeitsplaz sech gutt ze fillen. An do gëtt et natierlech... bei deene groussen Entreprisë misst een do einfach verlaangen, dass do Fitnesszentren drakommen, dass do einfach eppes fir d'Gesondheet vun de Leit gemaach gëtt, wéi zum Beispill a Japan: Do kritt een einfach eng Véirelstonn Zäit, do kann ee sech décontractéieren, et kann een eng Kéier opstoen, léns a riets goen, an dann ass een dee Moment méi fit. Lauter kleng esou Saachen, wéi e Gesondheetszentrum opbauen. Dat misst natierlech och da vum Stat kontrolléiert ginn.

An de Stat, iwwerall wou de Stat seng Hän huet, do muss hien dat maachen. Et kann net sinn, dass de Stat seet: „Kommt hei an d'Land, macht wat Der wëllt, an d'Aarbechter, wann déi eben zugrund ginn, da gi se zugrund. Mir hunn eng Gesondheetskeess a mir fänken déi op.“ Dat kann net d'Optik sinn, Dir Dammen an Dir Hären, dergéint wiere mer eis an dogéint si mer!

Da gëtt et nach ganz kleng Mesuren, déi ee kéint treffen - den Här Bauler huet eng genannt -, dat ass den Télétravail. Firwat net dohinnergoen an den Télétravail förderen? Zum Beispill hei an der Chamber, wa mer kucken, hei kéinte verschidde Leit d'Berichter och doheem maachen. Wa se doheem sinn, si se méi fräi, si brauchen net op d'Schaff ze goen, si sinn net am Stress a si kënnen ganz roueg d'Aarbecht maachen, ouni da weider implizéiert ze sinn an engem Burn-out oder an engem System, wou se net gäre vläicht schaffen. Dat wär eng Propos, déi mer hei virleeën.

Eng zweet Saach ass: Wann en Aarbechter op d'Aarbecht geet, ass et enorm beschwéierend, wann e muss zwou Stonne mam Auto fuere, vun Élwen bis hei an d'Stad. Och dat muss geännert ginn, och dat ass ee falscht Konzept vun der Regierung. Amplaz dass d'Regierung nach den Tram elo aféiert, misst se vläicht eng Kéier eng ganz aner Iddi, wéi déi vum ADR hei, vum City-Tunnel, gebrauchen, an dee Moment wär verschidde Problemer geléist. Leit, déi net zwou Stonnen am Verkéier sinn, déi Leit, déi sinn natierlech op der Aarbecht vill besser drun. An och owes, wa se heemkommen...

(**Interruptions diverses**)

► **Une voix.** - Et dauert nach e bësschen, mä si maachen et.

► **Une autre voix.** - Mir si gespaant, wat elo als Nächste kënt.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Dir sidd ëmmer fir de Burn-out vun de Saliariéen.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Jean, Jacques-Yves, wann ech gelift.

(**Hilarité**)

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Okay, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot, ech mengen, et si vill Propositionen, déi kënnen ëmgesat ginn. Et kann een net einfach dohinnergoen a soen, mir behandelen d'Symptomer. D'Wuerzel ass: Wat wëlle mir? Dat ass déi grouss Fro, déi ee sech muss stellen.

Wëlle mer gäre Wuesstum? Okay, da fuere mer esou viru. Da mussen mer ebe Leit sacrificéieren. An dolaanscht komme mir net. Wa mer eng Gesellschaft si mat Wäerter, mat Ethik, mat enger Moral, da mussen mer wëssen, dass uewe Leit sinn, déi kommandéieren, an enne Leit, déi ebe mussen schaffen. Mä déi mussen respektéiert ginn! A wa mer d'Aarbechter net respektéieren, dann deet et mer leed, da si mer keng Gesellschaft, déi sech selwer respektéiere kann. An ech wëll keng esou eng Gesellschaft! Dofir mussen mer onbedéngt versichen, fir eng aner Kultur an der Aarbecht ze fannen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombera, deem ech awer wëll soen, datt mer schonn eng ganz Rei Mataarbechter am Haus hunn, déi am Télétravail sinn, Här Colombera.

► **Une voix.** - Awer nach keen, dee mam City-Tunnel kënt.

(**Hilarité**)

► **M. le Président.** - Elo kënt nach den Här Urbany drun, deen als Leschten d'Wuert huet.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech mengen, et misst ee virun allem der Chambre des Salariés félicitéieren, dass se déi Etüd do gemaach huet, déi Géigestand ass haut vun eiser Diskussioun. Dobäi misst et eigentlech déi zentral Aufgab vum Stat sinn, fir sech ëm d'Aarbeitsbedéngungen an de Betriber ze këmmern. A mir fannen, dass dat net genuch geschitt an net op allen Niveauen geschitt, oder souguer de Contraire geschitt.

Wann ech d'Beispill huele vun der Verlängerung vun der Aarbeitszäit duerch déi Rentereform, déi geplangt ass, well dorop leeft et eraus: Während eigentlech d'Aarbeitszäit misst verkierzt ginn, well se scho 40 Joer laang net méi verkierzt ginn ass, maache mer hei eng Verlängerung vun der Aarbeitszäit. Dobäi gëtt op der éischer Plaz vun der Onzeffriddenheet vun de Leit am Betrib genannt: d'Intensitéit an de Rhythmus vun der Aarbecht, an zwar vun alle Kategorien, vu Saliariéen a vun de Fonctionnaires.

Dat hânt awer erëm eng Kéier zesumme mat der Législatioun, déi mer hunn oder net hunn. Dat hânt mat der Législatioun iwwert d'Durée du travail zesummen, dat hânt mat den Öffnungszäiten zum Beispill am Commerce zesummen, wou mer e Gesetz viru Kuerzem kritt hunn, wou mer déi verlängert hunn. Ech denken och un d'Aarbeitsaccidenter, un d'Santé au travail an esou weider. Iwwerall do muss och eng Basis sinn, wou ee kann dat kontrolléieren. Dat ass virun allem dat, un deem et happert zu Lëtzebuerg, un de mangelnde Kontrollméiglechkeete vun den Aarbeitsbedéngungen.

D'Chambre des Salariés huet och e Panorama social erausgi vun 2012, wou se aner Elementer nennt, zum Beispill d'Inegalitéiten tëschent de Salariéen. Zum Beispill déi kleng Salariéen, déi real erofginn. Zum Beispill den Aarmutsrisiko, deen 29% vun der Bevëlkerung géif betreffen, wann et net Sozialtransferte géif ginn. Dat ass och en Aspekt vun de „working poor“, dass d'Léin ze kleng sinn zu Lëtzebuerg, fir iwwert d'Ronnen ze kommen domat. Ech denken un de Chômage, un d'Précaritéit.

Wann ech héieren op der Luxguard, wéi do déguellasse Erpressungsmanövere gemaach gi géint Leit mat kleng Léin, déi ënner schwéiere Bedéngunge schaffen bei lewen an esou weider, da muss een awer feststellen, dass d'Leit zu Lëtzebuerg net d'Gefill hunn, protegéiert ze si vum Stat. Au contraire, si hunn d'Gefill, dass d'Besëtzer eigentlech protegéiert sinn, och duerch ze schwach Gesetzgebungen, zum Beispill d'Gesetzgebung vun de Failliten.

Mir hunn héieren, viru Kuerzem an der Finanzkommissioun, den Direkter vun Enregistrement soen, dass Lëtzebuerg dat Land ass, wou d'Patronen am mannste responsabiliséiert ginn. Dat betrëfft den Enregistrement, dee keng Einnahme méi huet, wa Faillit sinn, oder ausstehend Einnahmen net kann encaisséieren. Mä dat betrëfft och déi Leit, déi betrëfft si vu Failliten an net genuch geschützt sinn. Dat betrëfft d'Fro vun der Delegatiounsgesetzgebung, iwwerhaapt vun de kollektive Rechter vun de Leit op der Aarbeitsplaz.

An ech wëll drun erënnern, dass ëmmerhin awer déi Lénk iwwert den André Hoffmann hei eng Proposition de loi virun dräi Joer erageeicht huet mat ebe just deem, wat den Här Colombera virdu gefuerdert huet: vill méi Kontroll vun de Licenciements économiques abusifs vu Betriber, déi Gewënner maachen an trotzdeem licenciéieren.

Een Exemple-phare: d'Dikrecher Brauerei viru Kuerzem, dass do muss eng Méiglechkeet kommen, fir dat ze verhënnern oder op d'mannst ganz staark anzuschranken. Duerfir ass et noutwendig, och de Gewerkschaften an de Leit am Betrib méi staark Rechter ze ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Ech stëmmen déi Motioun hei iwwert de Mobbing. Ech hu se och mat ënnerschriwwen. Ech mengen awer, dass Tate mussen duerno kommen, dass et net duergeet mat Sonnesrieden oder mat heiansdo Debatten. Et ass eng komplett aner Approche vun der Politik gefuerdert. An ech géif souguer soen: Wann net deen



heiten Thema eng Kéier den zentralen Thema gëtt vun engem Bericht iwwert d'Lag vun der Natioun, wann dat net eng Kéier den zentralen Thema gëtt vun engem Budgetsbericht vun deene Leit, déi am Stat d'Hauptverantwortung hunn, dem Premierminister an dem Finanzminister, soulaang wäert sech näischt an der Realität un där deplorable sozialer Situatioun an um Bien-être au travail änneren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Da géif den Aarbechtsminister Nicolas Schmit als Leschten nach d'Wuert kréien.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, no esou enger Debatt, déi all déi Facettë vum Bien-être op der Aarbechtsplaz gewisen huet, énuméiert huet, analyséiert huet, ass et natierlech, mengen ech, net méi derwäert, op déi verschidde Facetten anzegoen.

Ech wëll trotz allem just rappeléieren: De BIT, wann e vu Bien-être au travail schwätzt, schwätzt e vu physischem, mentalem a sozialem Bien-être. An d'Geforen, déi fir dee Bien-être ausginn, do nennt en der e puer, an ech mengen, déi sinn och vun deem engen oder deem anere Riedner hei mentionnéiert ginn, dat sinn d'Changementer an der Organisatioun vun der Aarbecht.

An dat ass richtig. A besonnesch an enger Zäit wéi haut, vun enger Kris - dat ass elo och duergeluecht ginn -, wou d'Organisatioun vun de Betriber neigegestalt gëtt, gëtt dat oft gemaach ouni Rücksicht ze huelen op de Bien-être vun de Leit. De Punkt ass, dass dat sech oft rächt. Dat rächt sech oft, well, wéi ee gesot huet, mir schmieren ons Maschinnen a mir vergiesse ganz oft, dass de Mënsch och net illimitéiert belastbar ass a vläicht am Endeffekt dat schwächste Glied an der Ketten ass.

D'Intensificatioun vun den Aarbechtsrhythmusse gëtt mentionnéiert vun BIT. An et ass och do kloer, wa mer eng Wirtschaft hunn, déi just nëmmen nach ënnert der Perspektiv vun dem Wuert Kompetitivitéit funktionéiert, dass natierlech all Betrib - an dat ass kee Reproche - ënner Drock steet, fir e Resultat ze erwirtschaften, dass dat sech op de Rhythmusse vun den Aarbechtsprozesser erëmispigelt an natierlech mat sech bréngt - a wa mer déi Etüd vun der Chambre des Salariés kucken -, dass d'Leit op eemol d'Gefill hunn, dass se net méi mathalen, an dass sech dann déi Stressfacteuren, Burn-out-Facteuren, an esou weider, ëmmer méi dévelloppéieren.

D'Aarbechtszäiten, dat ass en anert Thema. Jo, et ass ëmmer ganz schéin ze soen: „Mir mussen d'Aarbechtszäite flexibiliséieren.“ Mir kënnen net an deem normalen, „gemittlechen“ - entre guillemets - Rhythmus esou weiderfuere. Mä de Biorhythmus vun all Mënsch, deen existéiert. De Mënsch ass net réglable mat engem Knäppchen hannendrun, wou e sech ëmmer erëm nei op flexibiliséiert Aarbechtszäiten esou ganz einfach astellt. An dat huet also och Konsequenzen op d'Gesondheet an op d'Attitud vun de Leit op hirer Aarbechtsplaz.

An e leschte Punkt ass d'Prekaritéit. Et ass ganz sécher, dass besonnesch an enger Zäit, wou vill Leit a prekären Aarbechtsverhältnissen sinn - sief dat an engem Interim, sief dat mat engem CDD - oder ganz einfach an enger Firma schaffen, wou d'Menace dagdeeglech do ass, fir seng Aarbechtsplaz ze verléieren, dass dat en immensen, dramateschen Drock op jiddwer Einzelnen ausübt.

Duerfir ass et net esou, dass Aarbechtslosegkeet an déi Problematik, déi mer haut diskutéieren, näischt mateneen ze dinn hätten. Déi hu schonn eppes ganz Enkes mateneen ze dinn. An enger Wirtschaft, an enger Gesellschaft, wou natierlech d'Aarbechtslosegkeet an d'Menace vun der Aarbechtslosegkeet ganz präsent sinn, do ass d'Prekaritéit, d'Gefill ausgesat ze sinn, eventuell muer oder iwwermuer meng Aarbechtsplaz ze verléiere respektiv e Member vu menger Famill ze gesi seng Aarbechtsplaz verléieren, grouss.

An dat ass natierlech fir all Einzelnen e groussen Drock a provozéiert déi Krankheeten, déi mer vläicht e bëssen nonchalamment „Stress“ nennen, mä Krankheeten, déi sech ganz séier zu anere Krankheeten, wéi dat och an allméigleche villen Etüde bewise ginn ass, kënnen entwéckelen.

Et gëtt also eng Gefor fir d'Gesondheet vun den Arbeitnehmer, vun de Salariéen. Mä ech mengen, déi Fro hei geet iwwert de Monde du travail, iwwert d'Welt vun der Aarbecht eraus. An et ass u sech eng Fro, déi eng Fro de Santé

publique ass, vun der allgemenger Gesondheet. Mir si konfrontéiert mat deene Risques psychosociaux. A wéi virdrun, ech mengen, vum Här Bauler, op d'Flüstere vum Dokter Krieps, gesot ginn ass, dass ass richtig: Een Drëttel vun allen Absencen op der Aarbechtsplaz sinn zréckzeféieren op déi Risques psychosociaux, dass heescht, op Stress, op Burn-out oder aner Malaises, déi d'Leit fundamental spieren.

Nun ass et schonn net ganz einfach, eng Analyse vun all deene Facetten - an ech mengen, Dir hutt dat alleguere brillamment gemaach - ze maachen. Et ass natierlech vill méi schwéier, fir Remèden ze kréien, fir genau ze wëssen, wou een usetzt, fir déi Phenomeener do effikass ze bekämpfen.

U sech misst jiddwereen - a wann een och do-bausse mat de Leit aus der Wirtschaft diskutéiert, dann ass dat och de Fall - sech bewusst sinn: Eng grouss Parenthèse ronderëm d'Gesondheet vun de Salariéë maachen, ass e Calcul de très court terme. Well am Endeffekt mierke mer - an ech mengen, och do si Chiffere genannt ginn -, dass dat souwuel fir de Betrib wéi och fir d'Allgemengeheet en immense Käschtepunkt huet.

28% vun de Leit - no enger Etüd an Europa - leiden u Stress, dee vun hirer Aarbechtsplaz bedéngt ass. Dass ass also méi wéi all Véierten. 50% vum Absentéismus kommen de près ou de loin an Europa duerch déi Phenomeener. A mir wëssen, dass den Absentéismus e Käschtepunkt duerstellt: ee fir d'Entreprise, ee fir d'Sécurité sociale, also fir d'Allgemengeheet. An deen Observatoire ass mentionnéiert, dee mer zesumme mam Gesondheitsminister organiséiert hunn, den Observatoire de l'Absentéisme.

Ech maachen do eng Parenthèse op: Deen Observatoire huet net als Objektiv, d'Leit ze poursuiwéieren oder ze korrigéieren oder ech weess net wat. En huet als Haaptzil, fir emol d'Phenomeener an all Betrib par rapport zum Secteur oder zur allgemenger Situatioun vun den Entreprises besser kennenzuléieren. Den Objektiv ass deen: Wann an engem Betrib en extrem héijen Absentéismus ass, dee vill méi héich ass wéi deen aus engem ähnleche Betrib aus deem nämlechte Secteur, da muss jo jiddweree sech bewusst sinn, dass iergendeppes an deem Betrib net klappt.

Dann hu mer et vläicht ze di mat Phenomeener wéi Stress, wéi Burn-out, wéi Harcèlement an esou weider. Also muss mer do usetzen a mir mussen kucken: Wat sinn dann d'Ursaachen an deem Betrib? An duerfir ass et och esou wichtig, dass dee Punkt vum Absentéismus aus där d'Perspektiv eraus net nëmmen eng Saach ass vum Patron. Dass ass eng Saach, déi souwuel den Employeur ugeet wéi natierlech och déi aner Salariéen, wéi natierlech och besonnesch d'Representatiounen vun de Salariéen, dass heescht d'Delegatioun.

Duerfir wäert och an deem Projet, dee jo och vum Här Lux ugeschwat ginn ass, e Punkt ganz kloer gemaach ginn: Dass ass déi Fro vum Absentéismus, déi jo vill méi breet ass, wéi ganz einfach net schaffe goen. Et muss ee jo hannert d'Realitéit kucke goen, et muss een also och kucken, firwat dass dat esou ass. Elo wësse mer alleguere vum Béierdësch, dass allméiglech Simplificatiounen do gesot ginn, déi och net ëmmer komplett falsch sinn, mä dass awer ganz oft a Betriber fundamental Problemer sinn. Déi mussen mer erausfannen an déi mussen diskutéiert kënnen ginn a Léisungen och zesummen ausgeschafft gi mat den Delegatiounen aus de Betriber.

Wa si also soen, e gutt...

► **M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Dir, dass den Här Colomera lech eng Fro stellt?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Herno vläicht am beschten, well soss kommen ech aus mengem Rasonnement eraus - wann ech sollt eent hunn.

(Hilarité et interruption)

Ech mengen, en Drëttel vun Invaliditéite sinn op déi Phenomeener vun Mal-être au travail zréckzeféieren, seet d'OCDE, wéi dat, mengen ech, och scho gesot ginn ass. Dass ass also och e Problem, deen e Problème de santé publique généralisé ass.

Mir hunn also e Käschtepunkt fir d'Sozialsystemer. Mir hunn natierlech fir d'Éischt emol e Problem fir all Individu, dee Victime vun deem Phenomeen ass, fir seng Famill. Well wann een diskutéiert, a mir haten eng ganz interessant Diskussioun, déi zesumme mat der ABBL organiséiert war - wat jo weist, dass och d'Employeure sech vun der Gravitéit vun deene Problemer do bewusst sinn - iwwert de Burn-out, wat eng Saach war zesumme mat der Médecine au travail an der ABBL, wou ganz kloer ervirkomm ass - och zesumme mat engem fran-

séischen Expert, engem Dokter vum Burn-out -, do ass ganz kloer ginn, dass de Burn-out net nëmmen eng Konsequenz huet fir den Individu, mä en huet katastrophen Konsequenze fir d'Émfeld vun deem Individu, dass heescht fir d'Famill, fir de Frëndeskrees, fir dat ganz soziaalt Liewe vun engem Individu, deen un esou enger Situatioun, un esou enger Krankheet leit.

Mir mussen dat also effektiv an engem globale Kontext gesinn, wou dat Mënschlecht, dat Finanziell, dat Soziaalt an am Endeffekt och dat Wirtschaftlecht net kann ignoréiert ginn.

Ech mengen, et ass mer eng Fro gestallt ginn iwwert d'Accidenter, iwwert Aarbechtsaccidenter och. Bon, do mierkt een op enger Säit, dass onst wirtschaftlecht an Aarbechtsémfeld immens geännert huet. Et war eng grouss Victoire viru 50, 60 Joer - ech weess et elo net méi -, wou déi éischt Berufskrankheet, d'Silicose, als Berufskrankheet unerkannt ginn ass. Haut misste mer eigentlech doriwuer nodenken, awéiwäit déi Krankheet, vun där mer elo schwätzen, de Burn-out, oder aner Krankheeten oder d'Konsequenze vun deene Krankheeten, net déi nei Berufskrankheete vun haut, vun där neier Aarbechtswelt sinn. Do ass also eng fundamental Verännerung komm.

Mä fir ee Wuert iwwert d'Aarbechtsaccidenter ze soen: Aarbechtsaccidenter hu mer och an deem Land nach vill ze vill, och wa se an deene leschte Joren zréckgaange sinn. Mir hunn all Dag 55 Aarbechtsaccidenter. Dass geet natierlech vun engem ganz klengen bis zu engem gréisseren. All Dag gi 55 Aarbechtsaccidenter enregistriert! Mir hunn 359 Maladies professionnelles, déi unerkannt ginn - mir hu vill méi Demanden -, mir hunn der 359, déi unerkannt ginn, déi enregistriert ginn. A mir hunn dat Trageschéin vun allem: Mir hunn zwielef déidlech Accidenter op der Aarbecht am Joer, wat natierlech enorm ass. Wou een natierlech erfieert, dass ass d'Joer 2011: Véier Accidenter waren um Wee, fir op d'Schaff ze fueren; mä wou oft awer och aner Phenomeener mat-spillen, déi kënnen och eventuell zu esou Accidenter féieren.

Mir hunn also och do op deem Domän vun der Sécuritéit vun der Aarbecht, vun der Aarbechtsplaz nach eng Aarbecht ze maachen. An och dat ass alles schéin a gutt, ze soen: „Dir musst méi Gesetze maachen. Dir musst méi reglementéieren.“ Jo, mir mussen och wahrscheinlech a gewëssene Sparte méi reglementéieren, dass ass éischtens: d'Praxis an de Betriber. Duerfir hu mer zesumme mat der Santé, zesumme mat de Federatiounen vun den Employeuren all Joer eng grouss Manifestatioun iwwert d'Sécuritéit et santé au travail.

Et ass nëmmen iwwert d'Sensibilisatioun vun de Betriber, mä awer och iwwert d'Sensibilisatioun vun de Salariéen, dass mer et fäerdegbréngen, d'Leit dohin ze bréngen, dass d'Sécherheet, d'Gesondheet an e Verhalen, wat déi Kritäre respektéiert, dass mer do d'Situatioun kënnen besser an de Griff kréien. Et ass also emol fir d'Éischt: sensibiliséieren, informéieren, d'Leit motivéieren.

An enger Entreprise, wou d'Klima, d'Sozialklima gutt ass, wou den Dialog gutt ass mat de Salariéen, zwëschen Employeur a Salarié, do si gewéinlech och d'Sécherheet, d'Gesondheet am wäiteste Sënn, dass heescht, och déi psychosozial Aspekter vun der Gesondheet, héich ugeschriwwen. An do ginn déi Problemer och ugeschwat, y compris den Harcèlement moral.

De Problem ass, elo kommen ech drop ze schwätzen: Gesetz oder net Gesetz beim Harcèlement moral? Ech si fir e Gesetz. Wann et haut kee Gesetz gëtt, da krut ech vu gewëssene Leit, och aus dem Lager vun de Sozialpartner, gesot: „En fait, mir hu jo deen Accord zwësche Sozialpartner. Loosse mer elo emol waarden, wéi dee sech entwéckelt, an da kucke mer, ob mer e Gesetz brauchen.“

Jo, mir hunn eng gutt Aarbecht vun der Mobbing A.s.b.l., déi mer net genuch ënnerstëtzen, déi dann ëmmer bei all Streichkonzert budgetärer Natur - wéi ëmmer - dann net déi méi Sue kréien, déi se eigentlech verdéngt hätten.

Mä wichtig ass natierlech, dass den Harcèlement moral an der Gesellschaft net e Kavaléiersdelikt ass. An ech mengen, do ass dee wichtige Message am Gesetz. Och mam Gesetz léise mer net all Problemer. Och mam Gesetz muss deen Einzelnen de Courage iwwerhaupt hunn, fir eng Plainte maachen ze goen. Dass wësse mer jo och aus dem Harcèlement sexuel, dass dat net esou evident ass, fir d'Leit derzou ze bréngen, eng Plainte maachen ze goen. Mir mussen also hëllef, wa se wierklech betraff sinn, dass se och op dee Wee ginn.

Mä ech mengen, d'Gesetz, d'gesetzlech Basis huet och en dissuasive Charakter. Fir kloerzemaachen, dass wann een esou Praxissen dévelloppéiert - an oft ass dat net eng Saach eleng vun Employeur a Salarié, dass kann och an

engem Betrib zwëschen deenen engen oder deenen anere Membere vum Betrib sinn -, do muss et kloer sinn, dass dat eng Dot ass, déi absolut strofbar ass an déi muss sanktionéiert ginn, an dass et fir déi Sanktioun och eng gesetzlech Basis gëtt.

Ech mengen, do ass d'Wichtigkeet vum Gesetz. An ech wëll och nach eng Kéier d'Chamber froen: Mir hunn eng Proposition de loi. Ech si bereet, déi op de Métier ze huelen an ze kucken, wat och de Contenu vun deenen Expériences ass, déi och a Frankräich, an der Belsch an, ech mengen, a Schweden gemaach gi sinn oder an anere Länner, fir eventuell déi Proposition de loi dann esou schnell wéi méiglech ze adaptéieren a se dann och ze adoptéieren.

E Wuert nach iwwert de Stress an déi berühmte Konventioun, déi europäesch, déi eigentlech hei zu Lëtzebuerg - ech mengen, den Här Weber huet dat gesot - kee grouse Succès hat. Ech mengen, an a pris bonne note, mä si huet sech net konkret... Si ass éischtens emol, contrairement zu där Konventioun vum Harcèlement moral, net de caractère obligatoire deklaréiert ginn. Et ass eng vag Intentioun vun de Sozialpartner ausgeschwat ginn, si géife punktuell an de Betriber derfir suergen, fir eppes an deem Beräich ze maachen.

Ech mengen, et wier elo un der Zäit, fir d'Sozialpartner zesummebréngen - fir déi eng gutt Aarbecht gemaach ginn ass, soen ech nach eemol, och besonnesch vun der Chambre des Salariés - an zu deem Thema vum Bien-être au travail zesumme mat den Administratiounen, zesumme mat der Médecine du travail, zesumme mat der ITM an aneren, wann et als noutwendeg erschéngt, ze soen: „Kommt, mir schaffen e wierkleche Plang aus, e Plan de santé et de sécurité au travail.“ An do kucke mer: Wat sinn d'Prioritéiten? Wou sinn d'Schwächen? A wéi kënnen sech d'Betriber global par rapport zu esou engem Plang positionéieren?

Mir priméieren, mir gi Präisier fir déi Betriber, déi gutt Succèsen hu bei der Santé oder bei der Sécuritéit. Dass ass een Element, mä ech mengen, et ass wichtig, dass och d'Betriber eng kloer Linn hunn an eng kloer Linn kréien, fir déi doten Elementer als prioritär ze deklaréieren.

Mä dat fonctionnéiert nëmmen dann, wann d'Sozialpartner voll matschaffen. Ech mengen net, dass de Stat dat eleng mat alle Regele fäerdegbréngt. Dass muss mat de Sozialpartner négociéiert a praktizéiert an ëmgesat ginn. Duerfir nach eemol d'Wichtigkeet och vun deenen Dispositiounen an engem Gesetz iwwert den Dialogue social an den Entreprises! Och do hu mer, mengen ech - de Gesondheitsminister kéint lech do e Wuert soen -, eng Stress-A.s.b.l., déi jo och vun him ënnerstëtzt gëtt.

E lescht Wuert iwwert de Plan des âges an déi Eeler. Jo, et ass richtig, dass vill Leit net capabel sinn, iwwer e gewëssene Alter ewechzokommen a méi laang schaffen ze goen. Dass ass richtig. Ech mengen, mir haten elo, organiséiert vun der FEDIL an der UEL, e Workshop e ganzen Dag iwwert de Vieillessement actif - esou heescht dat esou schéin -, an do hate mer e berühmten éisträichesche Professor, dee sech vill mat deene Phenomeener ausenanersetzt, an deen huet kloergemaach, dass besonnesch déi psychosozial Stressfacteuren - besonnesch déi psychosozial Stressfacteuren! - d'Leit ganz staark dovun ofhalen, fir méi laang schaffen ze goen. Och do fanne mer dat erëm: Mindestens esou vill wéi déi physisch hu mer déi psychosozial Stressfacteuren, déi d'Leit découragéieren.

Wéivillmol héiert een, wou d'Leit soen: „Eigentlech hunn ech keng Loscht méi, méi laang schaffen ze goen.“? An dat ass net, well se grouss Pläng hunn, wat se mat hirer Pensioun sollen ufänken, mä et si besonnesch eben deen Drock an déi psychosozial Facteuren, déi ebe maachen, dass se a priori léiwier do-bausse si wéi dobannen nach weider ze bleiwen.

An duerfir mussen mer - duerfir mussen mer! -, wa mer elo zesummen esou e Plan des âges an och e Gesetz iwwert de Plan des âges maachen, et fäerdegbréngen, och déi do Dimensioun kloer de Betriber als Ouprag ze ginn, dass se sech mussen mat deene Froen do ausenanersetzen, se mussen kucken, den Harcèlement moral, wou och oft méi eeler Salarié Victimé sinn, well se vläicht net méi mat allen neien Technologien esou méi eens ginn oder esou weider, och d'Frae si genannt ginn, ouni Zweifel si si oft fir esou Phenomeener exposéiert.

Mir mussen et fäerdegbréngen, déi Dispositiounen an dat Gesetz ze setzen an natierlech och derfir ze suergen, net nëmmen déi Saachen an d'Gesetze ze setzen: Mir mussen och op d'Implementatioun oppassen! Mir mussen also sécher sinn, dass, wann et am Gesetz steet, et och applizéiert gëtt.

Dat stellt natierlech d'Fro vun de Ressourcen. D'ITM, déi vill Aufgaben huet, ass net deem-



entsprechend gewuess, wéi ons Wirtschaft gewuess ass, wéi d'Zuel vun onse Leit, vun onsen Employé gewuess ass. Ech mengen, de Rhythmus vun der Croissance vun den Effectiver vun der ITM an dee vum Emploi, déi sinn net parallell.

An et ass jo net esou, datt d'Aarbechtswelt méi einfach ginn ass, si ass éischter méi komplizéiert ginn, wat och nei Missiounen, nei Aufgaben, aner Formatiounen och fir déi Inspekteren aus der ITM, aus der Inspection du travail heescht.

Mä ech mengen, mir mussen elo global un déi Saach erugeen...

► **M. le Président.**- Här Aarbechtsminister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen. Den Här Gesondheitsminister sëtzt an de Startbléck, an ech mengen, dee muss elo doranner sëtze bleiwen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech hunn esou déi Impression.

(Hilarité)

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Bon, ech mengen, mir sinn ons all eens. Mir mussen just kucken, wou mer richtig usetzen, fir e gesamten Tableau ze kréien an do ze agéieren, wou mer och Resultater kréien. D'Politik kann net alles, d'Politik kann dat net eleng, si huet hir Aufgab ze léisen, mir mussen dat haaptsächlech mat de Sozialpartner zesumme realiséieren.

Voilà, Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci, Här Aarbechtsminister. Här Gesondheitsminister, d'Zäit ass méi wéi ofgelaf. Et ass fir déi nächste Kéier.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, d'Zäit vun der Regierung ass fir eng Kéier Affer gi vun der Iwwerzeugungstaktik. Wann Der mer net nach e puer Minutte gitt, da kapituléieren ech.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Den Här Colombera freet nach d'Wuert.

(Hilarité)

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Dat ass och eng Zort vu Mobbing, Här President. Haut hätt Der kënne eng Ausnahm maachen.

(Hilarité et interruption)

Bon, Här Minister, Dir hutt geschwat vum Absentéismus, dat heescht, déi Betriber, wou d'Moyenne méi grouss wier, do géift Der higoen an Dir géift kontrolléieren, wou d'Ursach wier. Dat hutt Der elo hei gesot, an da géift Der do diskutéieren.

Meng Fro ass - den Här Lux huet hei a senger Motioun geschriwwen, 26 Milliounen géif dat d'Gesondheitskeess kaschten: Wiert Dir bereet, fir déi Betriber, wann d'Ursach bei de Betriber wier, fir déi ze sanktionéieren an deenen ze soen: „Bezuelt an d'Gesondheitskeess dat, wat hei erausgeet!“?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Wann dat esou einfach wär!

(Interruption)

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Neen, ech stellen eng Fro.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Also, ech mengen, ech sinn net géint Sanktiounen. Et gétt Momenter, wou ee muss sanktionéieren, mä et gétt net all Problem mat Sanktiounen geléist. Et sinn oft Situatiounen, wou de Betriber eng Situation net maistriséiert a wou e muss gehollef kréie ganz einfach, net well e schlecht ass oder schlecht Intentionen huet, mä wou e muss ënnerstëtzt ginn a gehollef kréien, fir e Problem, deen eventuell à l'origine ass vum Absentéismus, fir dee besser an de Grëff ze kréien.

Et ass also net, fir ze soen: „Mir sanktionéieren, an dann hu mer all Problem geléist.“ Esou einfach geet dat net. Mir gesinn, mir sanktionéieren all Dag d'Leit op der Strooss a si fueren awer ze séier. Et ass also net eleng esou, wéi mer dat an de Grëff kréien. Mir mussen och de Betriber hëllefen a besonnesch d'Sozialpartner an de Betriber mat un där Tache do an de deeleger, fir eben déi Problematik do an de Grëff ze kréien, fir dat gemeinsam ze maachen.

Wann et dann net anescht geet, soen ech net, datt net och Elementer vu Sanktioun kënne dra sinn, mä dat Wichtigst ass iwwerhaapt emol, de Betriber - well oft wëssen déi dat net -, fir deenen ze hëllefen, esou Problemer besser an de Grëff ze kréien.

► **M. le Président.**- Sou, Merci dem Här Aarbechtsminister.

Motion 1

Domadder wär d'Diskussioun eriwwer, a mir kéimen nach zur Ofstëmmung iwwer eng Motioun. Vu datt déi vu ganz ville Fraktiounen hei aus dem Haus matgedroe gëtt, kënne mer à main levée doriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun vum Här Lucien Lux d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder schéngt déi mer awer mat enger grousser Majoritéit uegoll ze sinn.

(La motion est adoptée avec l'abstention du groupe politique DP et de la sensibilité politique ADR.)

Da kéime mer elo nach zu zwou Question-urgenten, déi gestallt gi si vum Här Camille Gira a vum Här Xavier Bettel iwwer d'Carte-d'identité. Den Här Gira an den Här Bettel hunn alle béid fënnf Minutten Zäit, fir hir Fro virzedroen, an d'Regierung huet zwanzeg Minutten Zäit, fir op déi zwou Froen ze äntweren.

Fir d'Éischt kritt d'Wuert den Här Gira.

9. Questions urgentes n°2345 de M. Camille Gira et n°2346 de M. Xavier Bettel sur les cartes d'identité

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Merci, Här President. De Méindeg si mer iwwer d'Press gewuer ginn, dass anscheinend e gréissere Problem mat ville Carte-d'identité besteet. Et geet Rieds vun 80.000 Stéck, déi tëschent dem Abrëll 2010 an dem Dezember 2011 gemaach gi sinn. Anscheinend ass et esou, dass e Risiko besteet, dass ënner enger ultravioletter Luucht net méi all Schrëften, déi awer misste kënne gelies ginn, ze liese sinn. D'Leit sinn opgeruff ginn, entweder - wa se an d'Ausland wéilte goen - sech e Pass maachen ze loosser, oder fir déi aner, bei hirer Gemeng virstelt ze ginn, fir déi Carte d'identité ersetzen ze loosser.

Här President, elo stinn an de Guichete vun 106 Gemenge Leit, déi hirer Hänn kee Rot méi wëssen, mä ech kann lech awer verroden, dass déi Beamten a Beamtinnen, déi déi aner Sait sëtzen, hirer Hänn gradesou weéng Rot wëssen, well no mengen Informatiounen zumindest ass bis haut keng offiziell Circulaire vum Innenministère un d'Gemenge gaangen, wéi d'Beamten da sollen an deem Fall do reagéieren.

Duerfir wollt ech den Innenminister awer froen, firwat net am Virfeld vun deem Problem do, dee jo anscheinend net vun haut op gëschent entdeckt ginn ass, net eng Concertatioun an zumindest eng Informatioun mat de Gemenge gemaach ginn ass, eng Circulaire erausgaange wier, fir dass déi politesch Responsabel, mä och d'Beamten an d'Beamtinnen awer wësst, éischters, em wat et genee géif goen, an zweetens, wéi se sech sollte verhalen.

Zweetens, wéi ass et dann elo mat deene Leit, déi d'Carte d'identité ofginn? Wat maache mer do? Gi mer de Leit e Certificat, dass déi Carte d'identité an Ausaarbechtung ass?

Virdu war et jo esou, dann haten déi Leit déi al nach, déi nach gültig war, dann hu se eng nei bestallt an dann hu se se emgetosch. Mä elo si Leit dann ënnerwee, déi guer keng méi hunn.

Wat kéint ee sech do virstellen? An hätt een net missen eng ganz genee Note erausginn, wéi d'Beamte sech sollte verhalen?

Da stellt sech och d'Fro vun de Käschten. Kënn dann elo déi Belsch Firma fir dee ganzen Opwand do op? Oder sinn et um Enn nach op eemol d'Lëtzebuurger Gemengen, déi dee Schlamassel do mussen bezuelen?

An deem Kontext muss een och froen: Gëtt et net esou lues Zäit, dass mer eis vläicht selwer eng Maschinn zouleeën, fir déi Kaarten do selwer missen ze maachen? Da wiere se net all Kéiers 14 Deeg oder dräi Wochen tëscht Lëtzebuerg a Bréissel oder ech weess net wou ënnerwee.

Mä ier mer esou wäit ginn, vläicht awer ganz pragmatisch: Ech kann lech e Mail virliese vun engem Gemengesekretär, dee sech, obwuel keng Circulaire komm ass, relativ gutt organiséiert huet, an deem d'Fro stellt, ob et net vill méi eng einfach Method géif ginn.

Ech liesen lech dat vir: „Mir hunn ewell Lësche gezu mat de Kaarten, déi am fraglechen Zäitraum ausgestallt goufen. Mir hunn och ewell eng UV-Luucht hei am Guichet leien.“

Esou eppes kascht anscheinend nëmme 15 Euro, an da muss ee sech d'Fro stellen: Muss mer elo 80.000 Kaarten, Identitéitskaarten op Bréissel schécken, fir dass do eng Firma kuckt, ob e Problem ass? Kann dann net mat

enger bëlleger UV-Luucht vu 15 Euro an deene Guichete vun den 106 Gemengen datselwecht gemaach ginn?

An de Gemengesekretär seet och, dass nach all d'Originaldemandé mat Passfotoen an der Ënnerschrëft vun de Leit an deene jeeeweilege Gemenge leien. „Sou kéinte mer“, schreift hien, „déi Demande jo direkt erëm eraschécken, an d'Firma an der Belsch ka jo dann eng nei Kaart ausstellen. Si sollen d'Donnéeé selwer saiséieren, déi genee déiselwecht Donnéeën an Échéancé wéi déi feelerhaft Kaart, a mir tauschen den Awunner d'Kaart eent zu eent em, da brauchen d'Leit emol net an de Guichet ze kommen, an de Problem wier geléist.“

Mä an engem Wuert wéi honnert: Wier et net awer normal, Här Minister, dass an esou engem Fall, ier dobausse fir relativ vill Opreegung gesuert gëtt, vläicht eng Concertatioun mat deene Leit géif gemaach ginn, déi um Terrain wëssen, wéi d'Gemenge fonctionnéieren, wat dat do fir déi Gemengen a Gemengebeamten an -beamtinnen heescht, a vläicht eng bëlleg, pragmatisch Léisung fonnt géif, ier mer mat vill Opwand dann elo 80.000 Kaarten op Bréissel schécken?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira. D'Wuert kritt den Här Bettel.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, fir d'Éischt wëll ech lech Merci soen, dass Der d'Urgence unerkannt hutt, well dat heiten ass eng Fro, déi wierklech ganz vill Leit interesséiert.

Mir hunn alleguerte matgedeelt kritt iwwer Communiqué de presse - iwwer Communiqué de presse, ech soen et nach eng Kéier - den 8. Oktober mam Titel «Problème de qualité sur certaines cartes d'identité luxembourgeoises», dass e Problem wier mat Carte-d'identité.

Ech muss lech soen, dass déi Geschicht awer och eng Virgeschicht huet. Am Abrëll, Mee vun deem Joer, also viru Méint, huet e Bierger sech bei eis an der Stad gemellt an eis matgedeelt, dass en an England Problemer hat mat senger Carte d'identité. D'Informatioun ass direkt virun e puer Méint un de Ministère weidergaangen, fir hinne matzedeelen, dass mer do Problemer hätten.

Ech ka mer virstellen, dass de Minister elo wäert soen, en huet och missen d'Police froen, fir dat och ze iwwerpräiwen oder ze kucken, ob et en Einzelfall wier oder wéi, wat a wou. Mä ech wëll just soen, dass dat dote keen neie Problem ass. De Problem datéiert vum Abrëll oder vum Mee 2012.

Den 8. Oktober 2012 kréie mer vum Syvicol an de Biergerzenter telefonéiert - ech soen dem Sekretariat vum Syvicol Merci! -, fir eis matzedeelen, dass mer eng Circulaire géife kréien - am Laf vum Dag, ass gesot ginn -, op jidde Fall, mir géifen eng Circulaire kréien, fir eis ze informéieren, wéi d'Situatioun da wier. Owes kënn de Communiqué de presse, de Syvicol oder d'Gemenge wouste guer näischt.

Ech zitieren lech, wat an deem Communiqué de presse steet: «Chaque citoyen dont la carte d'identité a été émise entre avril 2010 et décembre 2011 peut également se rendre à son administration communale pour transmettre cette carte à la société chargée de la production des cartes par le biais de la procédure prévue pour les demandes de cartes d'identité. La carte d'identité sera analysée par la société de production et sera remplacée gratuitement en cas de défaut de production.»

Dat heescht, mir hätten am Fong, Här Minister, 80.000 Sans-papiers gehat! Wa se kee Pass gehat hätten, hätte mir vun haut op muer 80.000 Sans-papiers gehat, déi dann op jidde Fall...

(Interruption)

...keng Pièce d'identité hätten.

Si hätte jo keng Carte d'identité méi! D'Carte d'identité wier da vun hei op Bréissel geschéckt ginn, fir zu Bréissel ze iwwerpräiwen, ob se an der Rei wier oder net. An dann, wa se an der Rei gewiescht wier, hätten d'Leit se e puer Deeg duerno kritt, a wa se net an der Rei gewiescht wier, hätte se dann eng nei no e puer Deeg kritt.

Ech soen et nach eng Kéier: Déi Leit, déi kee Pass hätten, wieren da Sans-papiers gewiescht. Esou eng Situatioun wier selbsterklärend intolerabel gewiescht!

Ech muss lech awer soen, dass dee Communiqué den 9. Oktober dunn um Site vum Ministère war. No néng Auer ass dunn den éischte Kontakt komm vum Ministère de l'Intérieur mat eise Biergerzenter, deen eis gesot huet, mir sollen d'Kaarten asammelen an déi op Bréissel schécken. Do hu mir - an ech hunn och mat menge Servicier geschwat - gesot: „Dat kënn net a Fro! Mir sammelen net d'Kaarten an, fir se ze schécken. Wat gi mer de Leit amplaz? Wéi erkläre mer de Leit wéi, wat a wou?“

An dunn, um Enn vum Moien - dat wor dann esou géint eelef, hallwer zwielef -, krute mer gesot, mir géifen dat dann och iwwerpräiwen, an dass d'Leit missten eng Foto huelen an dass mer op jidde Fall kengem eng Kaart wéilten ewechhuelen. An den 10. Oktober, dat wor jo dann haut, wore mer nach ëmmer en attente vun der Circulaire ministérielle.

Ech muss lech soen, Här President, dass dat eng Manéier ass! Egal wéi de Minister et gemaach huet, hätte mer souwisou ëmmer eppes net gutt fonnt. Hätt en näischt gesot, dann hätte mer gesot: „Jo, déi Leit, déi elo iergendwou hänke bliwwen sinn, déi.... De Minister huet et gewosst, en huet awer näischt gesot.“

Mä op där anerer Sait: Ça date d'avril! Dat heescht, dass een elo op eng Kéier muss en toute précipitation e Communiqué de presse maachen. Här Minister, ech ka mer virstellen, Dir hutt en net geschriwwen. Mä Är Conseillere sollen onbedéngt hei wëssen, dass mer eppes fäerdigbruecht hunn, dat ass, dass mer Panik gemaach hunn, dass keng Gemeng wouste, wat géif geschéien, dass mir an der Stad Lëtzebuerg 150 Leit haten, direkt, virun der Dier, déi gefrot hunn: „Wat maache mer? Ass se gültig, ass se net gültig?“ Well jiddweree sech déi Fro gestallt huet. Vun deenen 150 Leit hate mer der siwen, déi eng gültig Carte d'identité hatten, dat heescht 143, wou e Problem war. Ech muss lech soen, dass dat eng Situatioun ass, déi net akzeptabel ass, wéi hei communiquééiert ginn ass!

Also, d'Circulaire, dat Éischt, wat ee muss maachen, ass d'Circulaire auszeschaffen an engem Ministère, d'Circulaire ze preparéieren, an dann d'Kommunikatioun ze maachen.

Ech soen lech just hei, Här Minister, Dir sidd hei net gutt berode ginn, well, wéi gesot, am Abrëll, Mee schonn den éischte Fall komm ass. Ech verstinn, Dir hutt missen iwwerpräiwe loosse wéi, wat a wou. Mä einfach hei ass d'Situatioun, dass am Fong iwwer d'Press d'Leit owes - owes! - iwwer Communiqué gesot kréien: „Är Carte d'identité ass net gültig. Wann Der kee Pass hutt, kënn Der dréngend zwar ee maache goen an de Passbüro, da kritt Der ee gemaach, mä Är Carte d'identité ass vläicht net gutt, a wann Der Pech hutt, da gitt Der op der Douane uegelen“, ouni dass eng Gemeng awer Bescheed weess, wat se ze maachen huet, wann ee sech presentéiert!

Mir hunn op jidde Fall an der Gemeng Lëtzebuerg esou där UV-Luuchten do. Ech mengen, dass dat eng Léisung wier, dass een net d'Kaarten op Bréissel schéckt, mä dass een hei da kuckt déi, déi an der Rei sinn, déi, déi net an der Rei sinn, dass een de Leit hir Kaart léisst a seet: „Wann Der elo an deem Fall sidd, dass Är Kaart net valabel ass, maacht e Pass en attendant, da gëtt dat direkt gemaach. An Är Carte d'identité, loosst déi dann elo frësch maachen. An haalt se awer, hutt op d'mannst e Pabeier.“

Dat ass déi éischt Saach. Zweet Saach ass: Elo maache mer zeg Dausende Carte-d'identité frësch. Mir wësse jo, dass Der och wollt d'Carte-d'identité frësch maachen. D'Carte-de-crédits-Format ass jo och uegekënnegt ginn.

Huet dat elo e Wäert, fir 80.000 nei Carte-d'identité ze maachen, wa mer souwisou wëssen, dass mer d'nächst Joer oder an zwee Joer nei Carte-d'identité kréien? Ech mengen, mir wäerten déi Eenzeg nach an Europa sinn, déi esou eng grouss Carte d'identité hunn, déi néierens drapasst.

(Hilarité)

Dowéinst soll ee sech och d'Fro stellen, ob et net opportun wier, fir elo direkt sech d'Fro ze stellen, fir nei Carte-d'identité och ze maachen.

Här President, wéi gesot, hei ass wichtig, d'nächst Kéier, wann esou eppes ass, d'Koordinatioun. Wuer kënne d'Bierger elo goen? Gi se op d'Gemeng? Gi se op e Policebüro? Si wëssen net, wou se sollen higoen. D'Gemenge wëssen net, wat se solle maachen. Ech wier wierklech frou, dass den Här Minister d'nächst Kéier sech...

► **Plusieurs voix.**- An d'Beaumontsgaass! Schéckt se an d'Beaumontsgaass!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Also, ech schécken elo keen an d'Beaumontsgaass bei de Minister, fir ze iwwerpräiwen.

Ech soe just, wa mer 80.000 Leit hunn - 80.000 Leit hunn!

(Brouhaha)

Neen, mä Här Minister, wat fir mech immens wichtig ass: Dir musst kucken, elo, dass an deenen nächste Stonnen, wann dat nach net



de Fall ass, déi Circulaire erauskënn, dass ganz genau dosteet, wou déi Ulaflaze sinn, wou d'Leit kënnen kontrolléiere goen.

A wierklech - j'insiste -, och wann dat am Communiqué de presse war: Huelt kengem eng Carte d'identité ewech, huelt kengem se ewech, well Dir wësst net, ob en nach aner Pa-beieren huet. Et soll een net vergiessen, dass et iwwerhaapt an eisem Code virgesinn ass, dass een eng Carte d'identité bei sech ze hunn huet. Et ass net, wéi wann dat näischt wier, et muss ee jo kënnen seng Identitéit bewisen. An, also, da wierklech, et muss een hei oppassen an de Leit net d'Piëcen ewechhuelen.

(Interruption)

Mä ech géif wierklech insistéieren, fir dass een d'Piëcen hei ka vérifiéieren, fir dass dat organiséiert gëtt, a wierklech, d'nächst Kéier, Här Minister, Ar Kommunikatiounsspezialisten am Ministère, déi hunn lech hei net gutt beroden.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Elo kritt d'Wuert den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Sou, Här Président, Dir Dammen an Dir Hären! Här Bettel, ech ginn lech an eppes op d'mannst recht: Egal wéi een et mécht, mécht een et falsch!

(Hilarité)

Dat ass richtig. Well ech hunn, fir dat emol kloer ze goen, de Méindeg en...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mä Dir kënt et extragutt!

(Hilarité générale)

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - An Dir maacht extragutt Remarques! Dat gefällt mer och gutt!

(Hilarité)

Dir maacht extragutt Remarques. Et brauch een och Leit, déi gutt Remarquë maachen. Ech sinn houfreg, dass mer an der Chamber Leit hunn, déi esou gutt Remarquë kënnen maachen, Här Gibéryen!

► **Une voix.** - Wonnerbar!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Zumools, wa se stëmmen!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Déi gëlle Remarques. Et ass eng Spéngel mat de gëllene Remarques.

Mä, wann ech nees dierf op d'Thema zrëckkommen: Ech hunn de Méindeg e Communiqué erausginn, fir am Fong geholl ze verhënnere, dass Leit mat enger feelerhafter Kaart - keng illegal Kaart, eng feelerhaft Kaart, an dat ass en Ennerscheid! -, dass se mat esou enger Carte d'identité Schwierigkeete kréien, wa se aus dem EU-Raum erausreesen. Et si fligeren, déi fléien an d'Türkei, an Ägypten, op London an esou weider. Dat war am Fong geholl de But vun deem, wat de leschte Méindeg geschitt ass.

Duerfir och den Opruff, e Pass matzehuelen; duerfir och d'Informatioun, dass déi Leit, déi géife reesen elo kurzfristeg, géife prioritär am Passbüro behandelt ginn. Wa se esou eng Kaart hätten, da kéinte se e Pass kréien, dat war ofgeschwat mam Passbüro.

Dese Communiqué war also eng preventiv Measure, well, wéi de Communiqué et och ënnersträicht - an dat huet nach kee gesot -, zu deem Zäitpunkt woust keen d'Ausmooss nach d'Ursach vun deem Problem, dee bekannt war. A wann dann am Communiqué stoung, dass mer gesot hunn - well mer sinn nach ëmmer dervun ausgaangen, dass d'Envergure net esou grouss wär -, dass d'Leit sollten op d'Gemeng goen an hir Kaart ofginn, dann hu mer gemengt, dass dat punktuell Problemer wären, an Dir wäert och gesinn, haut, wann ech elo kommuniquéieren, dass dat kloer an d'itlech ass.

An deem Communiqué hat ech gesot, soubal wéi ech weider Donnéeën hunn, dass ech da géif der Öffentlechkeet déi Detailler matdeelen. Dat steet am Communiqué, dat stoung a praktesch kengem Presseartikel. Deen eenzege Presseartikel, deem am Fong geholl am noosten um Communiqué war, dat war dee vum „Journal“. Dat muss ech lech och soen, well do, wann een dee liest,...

(Interruptions diverses)

...effektiv stoung do dran, dat wat ech och geschriwwen hunn am Communiqué, dass d'Of-

fentlechkeet weider Detailler géif direkt matgedeelt kréien.

Also, dee Moment war net méi dran! An ech wollt jo duerfir haut de Mëtteg eng Pressekonferenz maachen, fir eben déi Detailler ze klären. A wéi déi Hären, wéi Dir an den Här Gira ebe mech interpelléiert hutt oder eng Question urgente gefrot hutt, sidd Der am Fong geholl mengem Timing zevirkomm. A well ech e grouse Respekt fir dat grousst Haus hei hunn, sinn ech eben heihinnerkomm...

(Interruptions diverses)

...an elo kritt d'Chamber net nëmmen eng Antwort op déi Question-urgenten, mä si kritt och aner prioritär relevant Informatiounen, déi ech elo haut hunn. An ech wäert och herno der Press zur Verfügung stoe fir aner Froen.

Och nach e Punkt, deen ech muss hei kloer soen: Dee Problem vum leschte Méindeg, deen hat ech och Membere vum Comité vum Syvicol matgedeelt, well si ware moies zoufälleg an der Cité policière Grand-Duc Henri, zéng Leit - Dir waart leider net derbäi, soss hätt Der dat och gemaach -, an ech hunn hinnen do gesot - an dat, wat kloer beweist och, dass ech hei Transparenz wollt spille loosse -, ech wollt Bescheid soen,...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...dass e Problem wär.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - ...dass e Problem wär. Awer ech konnt dee Moment net méi soen. Well deemmo wéi, wann et vill Kaarte sinn, hutt Der eng aner Strategie, wéi wann et weéng Kaarte sinn.

Haut weess ech, dass et vill Kaarte sinn. Da kann ech haut also anescht kommuniquéiere mat de Gemengen, wéi ech kommuniquéiert hätt, wann et der manner gewiescht wären.

Duerfir war et onsënneg - war et onsënneg! -, fir am Fong geholl d'Gemengen direkt unzeschreien, mä et war... Duerfir hunn ech och gewielt, iwwert d'Press ze goen, well esou déi meeschte Leit, déi meeschte Biergerinnen a Bierger dee Moment informéiert ginn...

(Interruption)

...an eng éischer Etapp. Ech soen et nach eng Kéier: Ech wollt verhënnere, dass Leit géife mat enger feelerhafter Carte d'identité am Net-EU-Ausland Problemer kréien.

An nach eppes muss ee soen: Zënter déi Kaart agefouert ginn ass, an dat ass jo schonn eng laang Zäit, hate mer mat der Firma Zetes, esou heescht déi Firma, Z-E-T-E-S - fréier huet se geheescht „ldoc“, zu Bréssel huet se hire Siège -, bis elo kee Problem an et war keen Ulass do, fir iergendwéi Beanstandungen ze maachen. Mä mir hunn dunn, an dat stëmmt, vun der däitscher Bundespolizei, déi Passkontrolle gemaach huet op de Flughäfen, gesot kritt, dass e Problem wär, a si hunn et genannt am Originalton, géif ech soen: „verschwommene Buchstaben bei der UV-Reaktion“. Esou hu mer dat matgedeelt kritt.

Gutt, wéi mer dese Constat haten, hu mer dat mat interne Recherchen, genau wéi Der et gesot hutt, confirméiere gelooss, a mir hunn um Ufank gemengt, dass et isoléiert wär. Dunn hu mer awer festgestallt, dass et net esou war, an eben dofir hunn ech decidéiert, d'Öffentlechkeet direkt an d'Bild ze setzen.

Ech sinn de Méindeg gewuer ginn, dass dat wierklech eng Saach kéint sinn, déi méi Envergure hätt. An ech hunn de Méindeg meng Responsabilitéit geholl an ech hu gesot: „Do ass e Problem!“, wëssend, dass ech net all Detailler hat. Wann ech waarden, bis ech dee ganzen Dossier ficeléiert hunn, da gëtt gesot: „Dir hutt näischt gesot, Dir hätt et misse soen!“

Ech mengen an ech sinn iwwerzeegt, dass ech hei richtig gehandelt hunn. Ech wollt hei évitéieren, dass eis Landsleit am Ausland ebe kéinte Schwierigkeete kréien. A fir do sécherzegoen, hunn ech de Leit gesot: „Huelt Äre Pass mat.“

An duerfir wëll ech nach eng Kéier rappéléieren, dass contrairement zu engem Pass - dat wëll ech och emol heibanne soen, ech hunn et schonn eng Kéier gesot - eng Carte d'identité am Fong geholl kee Reesdokument ass. Mä am Schengen-Raum, a verschiddene Länner geet et a kann een et maachen, mä et ass ganz kloer, dass dat de Fall ass, dass et kee Reesdokument ass. Et gëtt awer esou benotzt.

An ech wëll et nach eng Kéier soen och, wann dat sollt am Raum hei stoen, dass bis haut kee Fall gemellt gouf, wou en Détenteur vun enger Lëtzebuurger Carte d'identité u senger Weiderrees gehënnert gi wär. Ech hunn net Kenntnis vun iergendengem Fall, wou iergendeen do gehënnert gi wär.

Duerfir kommen ech elo zu deenen zwou Question-urgenten. Déi éischt Fro ass: Wéi ass et mat der Informatioun un d'Gemengen? Dat huet den Här Gira jo och opgeworf, déi Fro.

Mäin éische Souci, elo soen ech et nach eng Kéier, an deem Kontext war, fir ze verhënnere, dass d'Leit mat enger feelerhafter Carte d'identité kéinte Problemer am Ausland kréien, an déi betraffe Leit dorop hinweisen, dass se dat kéinten évitéieren, andeems se eben de Pass mathuelen.

A méi Informatiounen stoungen an deem Moment net zur Verfügung, Här Gira, duerfir kann ech de Gemengen net méi soen!

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Här Minister, wéini verstitt Der dat? Zënter gëschter Moie sti Leit an de Guicheten an de Gemengen an et weess kee Gemengebeamten, wat e soll maachen! Wat hëlleft eis do Äre Communiqué?

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Ech hunn lech elo..., ech hunn lech..., ma si konnten, si kënnen... Ech soen hinnen elo, wat se solle maachen.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Ah! Ah!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Mir kommen nach... Op dee Punkt komme mer och nach.

► **Une voix.** - Ah, wéini? Haut? Muer?

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Bei de Medien am Fong geholl, esou wéi se et bruecht hunn, ware verschidde Froen, déi am Raum stoungen.

(Interruptions)

D'Gemenge ginn elo iwwer eng Circulaire informéiert. Wann de Syvicol sech wëllt associéieren, ech si gären d'accord, an déi Elementer sollen dann un d'Gemenge geschéckt ginn.

Elo soen ech nach eng Kéier: Firwat haut? Ma dee Rapport - ech kommen elo dorop ze schwätzen - vun der Zetes, deen hunn ech eréischt haut kritt. A vun do un, dass ech dee Rapport hunn, konnt ech technesch gesinn, wou de Problem war. Duerfir konnt ech net gëschter informéieren, Här Gira, well ech dee Rapport gëschter nach net hat. Deen ass gemaach ginn.

Also, si haten ee Laboratoire beoptragt. D'Analyse gëtt Folgendes hier - dat ass elo technesch, wat ech lech hei zielen: Et si Spure vu Silizium a Kalzium am Échantillon vum defekte Laminat festgestallt ginn, an zwar ronderëm déi impriméiert Surfaces, an et goufe Spure vun enger net identifizierte organescher Substanz op dem Drock - also op de Buschtawen - fonnt. Dat ass de Rapport.

► **Une voix.** - Ah! Ah!

► **Une autre voix.** - Net och nach e bësse Radioaktivitéit?

(Brouhaha général et hilarité)

► **M. le Président.** - Den Här Minister fiert elo viru mat sengen Explikatiounen!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Elo kënnen d'Leit am Guichet hir Hänn an Onschold wäuschen!

► **M. Alexandre Krieps (DP).** - Déi waren an der Résonance magnétique mat der Carte d'identité!

(Brouhaha et hilarité)

► **Une voix.** - Et ware Virussen drop!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Do gëtt et also dann zwou Ursachen: Éischts kann eng Kontaminéierung vun der Tënt während dem Drock stattfonnt hunn, an an deem Fall wäeren een Aachtel vun der Produktioun, also 10.000 Kaarten, betraff. An deem zweete Fall wär: D'Tënt war schonns bei der Liwwerung kontaminéiert, an dann ass déi ganz Produktioun betraff, dat wäeren da ronn 80.000 Kaarten.

Duerfir sinn ech och iwwerrascht, dass schonn an der Press de Méindeg oder den Dënschdeg stoung, et wäeren 80.000 Kaarte betraff, wou ech dat selwer nach net woust a wou ech dat elo hei gesot kréien iwwert de Rapport.

Mir hunn d'Kaarten iwwerpréift a mir sinn zur Konklusioun komm, dass déi zweet Hypothees zoutréift. Dat heescht, et muss een dovun ausgoen, no deenen Investigatiounen bei der Stad Lëtzebuerg bei de Kaarte respektiv bei der Police grand-ducale, dass 80.000 Kaarten am Fong geholl da kontaminéiert wäeren.

Duerfir komme mer zur wesentlecher Fro, op déi Der alleguerte waart: Wéi fuere mer dann elo weider? Et ass kloer, dat wëll ech dem Här Gira soen, dass de Produzent fir all feelerhaft Kaarte muss haften an och muss bezuelen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Okay.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Duerfir kritt all Bierger, deen eng feelerhaft Kaart huet, des gratis ersat.

Mir wëllen awer och de Leit d'Méiglechkeet ginn ze iwwerpréieren, ob hir Kaart e Feeler huet, a mir wëllen hinnen eventuell dann ee Verwaltungsgang erspueren. Ech weess, dass d'Gemengen, mat Ausnahm vun der Stad Lëtzebuerg an e puer aneren... An dat gi mer elo gewuer, well ech wëll an d'Circulaire schreibe loosse, oder schonn haut am Fong geholl hunn d'Distriktskommissären d'Gemenge kontaktéiert, fir ze froen, wéi eng Gemengen esou UV-Luuchten hunn. Da kënnen mer dat an eis Circulaire schreien, da kënnen d'Leit dann dee Moment op déi Gemenge goen,...

(Brouhaha)

...op déi Gemenge goen, wou se dann déi Kaarte kënnen nokucke loosse.

Fir eis gëllt et, déi Saach esou onbürokratesch wéi méiglech iwwert d'Bühn ze kréien. Also, mir maache Folgendes: Déi dräi Distriktskommissariater, an der Stad, zu Dikrech an zu Gréiwemaacher, déi hunn esou en Apparat. Am Süden ass et de Centre d'intervention vun Esch zwësche 7 Auer moies an 9 Auer owes, deen och esou en Apparat zur Verfügung huet, wou och da ka gekuckt ginn, ob déi Kaarten an der Rei sinn oder net.

A last but not least, d'Stad Lëtzebuerg huet an hirem Biergerzenter och dräi Maschinnen oder véier, an ech hu mam Buergermeeschter geschwat, en ass d'accord, dass d'Leit och kënnen dohinner goen. An dann, d'Police grand-ducale huet um Flughafen och eng Maschinn stoen, an zwar an dem Embarquementshal am net öffentlechen Deel. Do kënnen zwësche moies 6 Auer an owes 10 Auer d'Kaarte kontrolléiert ginn.

Ech mengen, duerch déi regional Verdeelung kréie mer d'Onanheimlechkeete vun eise Bierger esou kleng wéi méiglech, a well mer nach wëllen an enger zweeter Etapp weidergoen, hu mer decidéiert, dass mer déi Apparate kafen an d'Gemenge kréien esou Apparate zur Verfügung gestallt. Sou dass ee muss dovunner ausgoen, dass an deenen nächsten Deeg all Gemeng esou en Apparat kritt, esou eng Luucht kritt, an hir Gemenge goen. An enger éischer Etapp, also elo, op dësen dräi, véier, fënnf, sechs Plazen, an an e puer Deeg...

(Brouhaha)

► **Une voix.** - ...et waren der zu Esch.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Am Centre d'intervention policier, also de Polizeikommissariat, de Centre d'intervention.

(Interruption)

Jo, jo! Da wësst Der elo Bescheid.

► **M. le Président.** - Loosst elo vläicht de Minister, a wann nach Zousazfroe sinn, da kënnen déi nach gestallt ginn.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Also, fir nach eng Kéier festzehalen: Déi Kaarten, déi zwëschen Abrëll 2010 an Dezember 2011 gedréckt gi sinn a feelerhaft sinn, ginn ersat, gratis ersat. Duerfir muss eng Demande gemaach ginn; dat ass emol de Modell, wéi mir eis en elo virstellen.

D'Kaarte ginn awer net agezunn, ganz wichtege, d'Kaarte ginn net agezunn, d'Leit kënnen hir Kaarten halen, well d'Gesetz jo virgesäit, dass ee sech muss ausweisen. An nieft dem Problem vun der UV-Lisibilitéit ass d'Kaart jo soss an der Rei, well déi aner Charakteristiken, déi si jo alleguer net affectéiert.

Déi Kaarten, ech soen et nach eng Kéier, déi sinn net illegal, si hu just een technesche Mangel, en technesche Mangel, an domat kann een ebe Problemer kréien am Ausland.

Mä mir mussen awer elo kucken - dat ass e Problem, deen de Ministère méi concernéiert - d'Envergure vum Fournisseur senger Responsabilitéit, an iwwert déi ganz Qualitätskontroll, déi dee gemaach huet, do muss ech mech dermat beschäftegen.

Gradesou muss mer kucken, wéi déi feelerhaft Kaarten, wéi dee ganze Remplacement soll iwwert d'Bühn goen, well jo och déi normal Kaarten an deem Zäitraum mussen exekutiert ginn. Mä ech wäert alles maachen, fir de Schued fir d'Bierger esou kleng wéi méiglech ze halen.

Dat ass nun eemol esou, hei ass e Problem, deen indépendamment vum Ministère geschitt ass. Et ass eng Firma, déi en technesche Feeler gemaach huet, a mir kucken en ze léisen. Wësend och, dass bei Leit, déi zum Beispill e Pass hunn, dass do manner Handlungsbedarf ass à court terme, well déi kënnen sech jo mat hirem Pass ausweisen, wéi wann ee kee Pass huet. Ech hoffen, dass hei jiddwereen de bonne volonté ass, an da misste mer des Problemer kënnen léisen.



Déi Circulaire geet elo eraus, wann net haut, da muer spëtstens.

Zweetens, d'Press wäert ech jo och elo heiriwwer informéieren, an dréttens, wa mer déi aner Luuchten hunn, déi bestallt ginn, da stelle mer de Gemengen déi esou séier wéi méiglech zur Verfügung, sou dass an e puer Deeg all Bierger, egal wou en am Land higeet op seng Gemeng, misst kënne feststellen, ob seng Kaart an der Rei ass oder net.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Sou, Merci dem Minister. Normalerweis si mir elo net an der Procédure vu Question avec débat, mä vu datt hei vill Bierger dovou betraff sinn, géif ech proposéieren, datt dann awer déi zwee Deputéiert nach kënne eng Zousatzfro stellen an dem Minister domadder d'Méiglechkeet ginn, ze äntwerten.

Den Här Gira huet d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Här Minister, ass et dann net méi einfach, mir kucken elo wierklech, dass déi 106 Gemengen esou eng Luucht hunn, déi 15 Euro kascht an déi een ze kafe kritt, an da geet jiddwereen op seng Gemeng, wéi wa mer elo fir d'Éischt 80.000 Leit op véier Plazen am Land schécken, a wann d'Leit da feststellen, dass hir Carte d'identité näischt méi ass, muss se jo dann awer nach an hir Gemeng goen, fir dann do eng nei maachen ze loosse?

Dat ass elo nach méi komplizéiert, wat Der haut proposéiert, wéi dat, wat Der de Méindeg an Ärer Circulaire geschriwwen hutt. Wann d'Gemenge vu sech aus sech schonn organiséiert hunn an déi Luuchte längst do hunn, da schéckt dach wierklech elo d'Leit bei d'Gemengen a gitt eis vläicht eng Instruktioun, wéi mer e Certificat solle schreiwen, dass d'Leit en Ersatz als Pièce d'identité bei sech hunn, wéi wann een de Pass verluer huet, an da si mer fäerdeg.

Dir maacht et jo elo nach méi komplizéiert, wéi et muss sinn!

(**Brouhaha général**)

► **M. le Président.**- Den Här Bettel kritt d'Wuert, an dann äntwert den Här Minister.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech mengen, dat, wat elo de Kollege gesot huet, ass... Ech hu léiwer, d'Leit halen hir Kaart, wéi dass se e Certificat kréien, well wa se jo net wierklech a verschidde Länner ginn, ass hir Carte d'identité jo nach valabel, dowéinst.

(**Interruption**)

Ech mengen, et ass besser, d'Leit halen hir Carte d'identité, wéi iergendee Récépissé ze kréien an d'Carte d'identité ewechzeginn.

Ech wéilt lech just froen, ech hunn nach e puer Froe gestallt gehat, ech sot lech jo, am Abrëll, Mee huet Äre Ministère fir d'Éischt gesot kritt, dass Problemer wäere mat de Carte-d'identité. Sidd Dir doriwwer informéiert ginn oder net? Oder firwat huet dat dann esou laang gedauert, bis an den Oktober, fir ze communicéieren?

Dann am Fong nach déi Fro, déi ech gestallt hu mat de kleng Carte-d'identité: Ass do nach ëmmer d'Volontéit vun der Regierung, fir méi kleng Carte-d'identitéen ze maachen? Ass et da wierklech néideg elo, 80.000 neier grousser ze maachen, wa mer souwisou an zwee Joer där klenger maachen?

An dann, last but not least, Här President, eng Fro awer un de Minister, déi net oninteressant ass: Am Moment percevieren d'Gemenge jo eng Tax, wa se eng Carte d'identité maachen. Dat heescht, do ass eng Aarbecht, an dofir gétt déi Tax och bezuelt. Dir hutt jo ugekënnegt, dass et elo gratis ass. Dat heescht, d'Gemenge prestéieren awer dee Service, mä se kréien déi Suen net.

Wier et net awer opportun, dass déi Gesellschaft, déi Der do zitéiert hutt - ech weess elo net méi, wéi se heescht -, aus der Belsch, awer dann op d'mannst dat, wat d'Gemengen elo ze maachen hunn - Dir sot selwer, Dir wiert net responsabel -, awer dann op d'mannst dofir Dommages-intérêts géif bezuelen, déi op d'mannst dann de Gemenge fir déi Taxe compensatoire kéinten entgéintkommen?

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Also, fir hannen unzefänken: Et ass kloer, dass d'Bierger dobaussen eng Kaart kritt hunn, déi feelerhaft ass, an do huet d'Firma sécherlech eng Responsabilitéit, mä d'Gemengen an de Minister och, dat heescht, do sätze mer all an engem Boot, an duerfir hat ech jo och gesot, mir misse d'Envergere vum Fournisseur senger Responsabilitéit...

► **Une voix.**- Mir hunn awer keng Responsabilitéit.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Ma, mir hu se all véhiculéiert. Ech hunn esou vill Responsabilitéit wéi Dir. D'Firma huet déi meescht, duerfir soen ech nach eng Kéier, mir mussen dem Fournisseur seng Responsabilitéit nach eng Kéier a Fro stellen a kucken.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Okay.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Mä, wat kloer ass, Dir kënnt net eng Tax froe fir eppes, wat Der

ofginn hutt, wat feelerhaft ass. Déi ass eng Kéier gefrot ginn, déi Bearbeitungsgebühr, an domat ass se...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Sidd Dir bereet, bei der Firma awer ze froen, fir dass se de Gemengen entgéintkënn? Dat ass meng konkret Fro.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Mir wäerte mat der Firma deemtspriechend verhandelen.

Dat Zweet, wat Dir gesot hutt: Et ass richtig, dass mer amgang sinn, e Gesetz ze maachen iwwer e Registre national a communal. Dat Gesetz, dat ass amendéiert ginn, dat wäert deemnächst bei de Statsrot goen, a mir ginn dovun aus, dass dat am Laf 2013 gestëmmt gétt. Am Gesetz steet, dass mer ee Joer drop déi nei Carte-d'identité kréien, déi méi kleng sinn.

Ech ginn lech recht, dass dat eng blöd Situation ass, dat heiten, mä et ass eng Situation, wou den Innenminister awer wierklech net an der Schold ass. Ech kann net derfir, wann eng Firma schlecht Kaarte produzéiert. Mir mussen kucken, déi Situatioun, déi mer elo hunn, ze berengegen. Et ass keng glécklech Situatioun, mä an deem Sënn hunn ech kee Feeler gemaach, géif ech mengen.

Dann dat, wat den Här Gira seet. Dat ass widerspréichlech, Här Gira. Dir sot zu mir: „Dir hutt de Méindeg net communicéiert, Dir hätt misse communicéieren an de Gemenge soen, wat se solle maachen.“ Awer haut, an där Phas hei, wou ech d'Informatiounen an déi Moyenen hunn, soen ech hinnen, wat se solle maachen, an da sot Der mer: „Dat geet net duer, Dir musst dat anert soen. Dir däreft am Fong geholl eréischt communicéieren, wann Der all déi Luuchten hutt, a soen: «Gitt bei all Är Gemengen.»“

Ech kann dat awer eréischt maachen, wann déi Luuchten do sinn a wa mer se all hunn. Et war net méiglech, vu gësch op haut oder vun haut de Moien op haut de Mëtteg déi Luuchten ze organiséieren, well eréischt haut de Moien, wéi dee Rapport komm ass, si mer zur Konklusioun komm...

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Da sot de Leit, se sollen de Méindeg goen, oder wat weess ech, awer...

(**Interruption**)

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Ech géif gär ausschwätzen.

...si mer zur Konklusioun komm, dass et 80.000 Kaarte kënne sinn, an déi Luuchten, déi gi bestallt, dorëm hu mer eis de Mëtteg scho

bekëmmert, a wann déi do sinn, da kënnt och do eng Circulaire.

Elo kann et sinn, dass muer eng Circulaire erauskënn, wou ech dat haut soen, wat haut gesot ginn ass, an iwwermuer eng aner, wou ech da soen: „Dir kënnt op Är Gemenge goen.“ Da sot Der, ech wär net logesch, well ech géif fir d'Éischt eng Circulaire schécken, an dann eng aner hannendrun. Ech ka mech nëmmen hei der Decken no strecken an nëmmen dat soen, wat ech kann.

Um Ufank hat ech net méi Donnéeën do. An de leschte Méindeg konnt ech duerfir net méi communicéieren, an haut kann ech och net méi communicéiere wéi dat, wat ech elo hei gemaach hunn, an ech mengen, heimat wësen awer d'Leit, wou se dru sinn. Mir hunn eng regional Verstreung vun de Méiglechkeeten. Ech weess, dass dat hei net dat Giel vum Ee ass, mä mat eise Moyenen hu mer dat Bescht draus gemaach.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech stellen elo fir d'Drëtt awer d'Fro, firwat déi lescht sechs Méint näischt gemaach ginn ass, ob de Minister Bescheid wousst, ob seng Beamten him dat gesot hunn, dass scho Fall bekannt waren am Abrëll oder am Mee.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Ech ginn oft domat befaasst, dass Problemer si mat Carte-d'identité a mat Päss, dat kréien ech och gesot. An et ass net all Kéier, wann esou eppes ass, dass ech dann eng Enquête maachen, fir ze kucken, wat dat ass.

Hei si mir dervun ausgaangen, et wäere punktuell Problemer - punktuell Problemer! -, an eréischt an de leschten Deeg, wann ee soen, ass et kloer ginn, dass et net punktuell wär, mä dass et éischer e Phenomeen wär, dee sech géif erëmbrenge.

Mech wonnert et d'ailleurs, mech wonnert et wierklech d'ailleurs, dass, wann 80.000 Kaarte sollen duerch d'Weltgeschicht goen, déi net an der Rei wäeren, oder wann der souguer nach 10% gutt wäeren, da sinn et der nach 72.000, dass do effektiv net méi reklaméiert gétt an net méi Saache kommen.

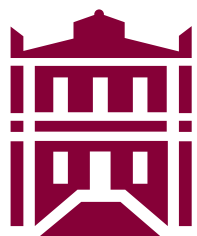
Ech mengen, do kënnt Der mer awer kee Reproche maachen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci. Domadder wäere mer um Enn vun där Diskussioun, a gläichzäitig si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(**Fin de la séance publique à 17.17 heures**)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

- Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
- M. Félix Braz
- Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat)
- Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
- Débat: M. Marcel Oberweis, M. Xavier Bettel, M. Marc Angel
- Dépôt d'une proposition de loi par M. François Bausch
- M. François Bausch
- Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire suivie d'un débat (suite)
- M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser (M. Félix Braz pose une question), M. Serge Urbany (M. Fernand Kartheiser pose une question)
- Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (M. Fernand Kartheiser pose deux questions)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, et Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre.

(**Début de la séance publique à 14.02 heures**)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Haut de Mëtteg presentéiert d'Madame Kooperatiounsministesch, d'Marie-Josée Jacobs, eng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef. Ueschléissend féiert d'Chamber eng Debatt heiriwwer. An elo kritt d'Madame Ministesch d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Här President.

► **M. le Président.**- Jo? Da kritt elo nach den Här Braz d'Wuert, fir den Dépôt vun enger Motioun.

1. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Här President, ech wollt kuerz, ier d'Madame Ministesch d'Wuert kritt, den Dépôt vun enger Motioun maachen am Numm vun der grénger Fraktioun.

An zwar wéinst deenen Uerteeler, wéinst dem Uerteel am Appel, wat gëschter a Russland geschwat ginn ass géint déi Punkrockgrupp Pussy Riot an och aneren Entwécklungen an de leschte Méint a Russland am Beräich vun de Biergerrechter, vum Verletzte vun de Biergerrechter, vun der Rechtsstaatlechkeet, wou mer och als gréng Fraktioun d'Regierung wëllen opfuere, am Sënn vun der Verteidigung vun deene Rechter bei de russeschen Autoritéiten anzewierken.

Ech géif dofir déi Motioun elo wëllen déposéieren, ier mer se dann eng aner Kéier kënne diskutéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- prenant acte des verdicts en première instance et en appel rendus lors du procès des membres du groupe punk Pussy Riot;

- estimant ces verdicts disproportionnés;

- relevant aussi que le retrait du mandat parlementaire du député oppositionnel Guennadi



Goudkov - un des organisateurs des protestations du printemps - au motif d'activités commerciales incompatibles avec son mandat de député, est interprété comme une démonstration de pouvoir arbitraire;

- inquiète que la nouvelle législation sur les ONG et sur le droit de réunion mais aussi la loi dite «sur l'extrémisme» puissent servir à museler toutes les formes d'opposition;

- soulignant que les libertés politiques, les droits de l'Homme et l'État de droit sont graduellement remis en question en Russie;

- considérant qu'en sa qualité de membre du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) la Fédération de Russie a affirmé vouloir respecter les droits de l'Homme, l'État de droit et la démocratie;

- soulignant l'inquiétude que ces développements suscitent;

invite le Gouvernement

- à intervenir auprès des autorités de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE;

- à demander aux autorités de la Fédération de Russie d'engager les démarches aboutissant à un renforcement de l'État de droit et notamment à renforcer l'indépendance de la justice.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Henri Kox, Josée Losché, Viviane Loschetter.

► M. le Président. - Merci dem Hâr Braz. An elo kritt d'Wuert d'Madame Kooperatiounsmi- nistesches.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, ech wollt lech nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt dës Debatt an der Gebärdesprooch iwwer- sät gëtt. Dofir géif ech d'Madame Ministesch, mech selwer an och all déi Kollegeinnen a Kol- leegen, déi intervenéieren herno, bidden e bës- selche méi lues ze schwätzen, soss gëtt dat ganz schwéier ze iwwerdroen. Am Virus vill- mools Merci. An elo huet d'Madame Ministesch d'Wuert.

2. Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (sui- vie d'un débat)

► Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire. - Hâr Pre- sident, wa mer dann och nach e bësse méi Zäit kréien, da si mer ganz frou, well soss gëtt dat doten, geet dat net noeneen. Ech wëll lech awer villmoos Merci soss fir déi Initiatiiv, well ech fannen dat formidabel, datt emol erëm eng Kéier d'Geleeënheet hei ass, fir och dës Debatt an d'Gebärdesprooch ze iwwersetzen.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären Depu- téierten, Exzellenzen, mir hunn dës Joer den Timing vun der Publikatioun vum Rapport an- nuel, deen ech de 16. Juli an der Kommissioun presentéiert hunn, d'Assisen an d'Regierungs- erklärung iwwert d'Entwécklungspolitik op Wonsch vun der Chamber ugepasst, esou dass dat eent an dat anert gräift an e komplett Bild dorauer gëtt.

D'Entwécklungspolitik ass d'Zeeche vun eiser Solidaritéit mat deenen, deenen et net esou gutt geet, déi hiert Schicksal nëmme bedéngt kënnen an d'Hand huelen, an et ass en Zeeche vun handelnden Humanismus. Zesumme mat der Protektioun vun de Mënscherechter an dem Antriebe fir d'Prinzipien an d'Wärter, fir déi mir stinn, ass dat d'Basis vun eiser Aktioun an der Entwécklungshëllef.

Ech si frou, datt Lëtzebuerg hei handelt a seng Responsabilitéit op internationalem Plang iwwer- hält. E Land wéi eist, dat selwer net ëmmer konnt bestëmmen, a wat fir eng Richtung et géif goen, muss méi wéi aner weisen, datt et deenen zur Säit steet, déi et brauchen.

Entwécklungshëllef ass Solidaritéit an d'Ausübe vun eisen internationale Responsabilitéiten, mä et ass och an eisem eegenen Interessi, datt d'Ongläichheeten an der Welt net verdéift ginn. Mat eiser Hëllef wierke mer deem ent- géint an droen dozou bäi, dass eis Partner méi a besser Capacitéiten entwéckelen.

A Krisenzäiten, wou d'Versuchung sech op sech selwer zréckzeziehen - op dat Nationaal - grouss ass, ass et indispensabel fir Lëtzebuerg, dës Wee net anzueschloen an ze weisen, datt dës net eist Verständnis vun internationalen Ze-

summeliewen ass. Et ass grad a schwéieren Zäi- ten, wou ee muss weisen, datt een zu deem steet, wat een a besseren Zäite versprach huet.

An deem Sënn ass fir mech d'Entwécklungshël- lef e wäertvollt Instrument, mat deem mir Res- ponsabilitéit huelen a Solidaritéit aktiv be- dreiwelen.

► M. le Président. - Ech bidden lech, der Madame Ministesch nozelauschteren.

► Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire. - An d'uer- fir sinn ech frou a stolz, dës Politik an enkem Dialog mat der Chamber kënnen ëmzesetzen.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, 2012 ass e besonnescht Joer fir d'Lëtzebuurger Ko- operatioun. Virun 30 Joer ass dat éischt Gesetz gestëmmt ginn, wat eis de Kader fir eis Politik ginn huet. Dës Joer hu mir dës Gesetz adap- téiert a moderniséiert. D'Action humanitaire huet elo am Text dee Stellwäert, deen deem wichtegen Deel vun eiser Kooperatioun zou- steet. D'Secteuere, an deenen de Fong aktiv ka sinn an déi horizontal iwwergräifend Beräicher, si méi grouss ginn. An eiser wichteger Zesum- menaarbecht mat den ONGen ass méi Transpa- renz op Basis vun zousätzleche Kritären a Re- gele geschaf ginn, ënner anerem d'Régle- ments grand-ducaux vum 7. August, déi ech och der Chamberskommissioun virgestallt hat.

Wa Verschiddener vläicht gäre méi wäit gaange wieren, mengen ech, datt mer elo en adequa- ten Équilibre fonnt hunn, mat deem mer gutt kënnen schaffen.

An deem Kontext géif ech gären ënner- sträichen, datt d'Kohärenz vun de Politiken, déi mer jo alleguete fuerderen a gären hätten, e feste Bestanddeel gëtt vun eisem Rapport an- nuel an och vun der Aarbecht vum neie Comité interministériel. Dese Comité wäert Enn Okto- ber fir d'Éischt zesummekommen an och bis zum Enn vum Joer de Cercle vun den ONGe gesinn, fir iwwert d'Kohärenz vun deene ver- schiddene Regierungspolitikern ze diskutieren.

Et ass kloer meng Roll, d'Kollegee Ministeren op méiglech Inkohärenzen hinzeweisen, mä et ass awer och eis eegen Aarbecht vun der Lëtze- buerger Kooperatioun, fir déi kritesch ze duerchlichten, op alles an der Rei ass. Fir dat ze illustréieren, erlaabt mer e puer Beispiller: Ech ka versécheren, datt zum Beispill am Agrarber- äich an eise Partnerlänner genee opgepasst gëtt, fir eis net un Operatiounen ze bedeelegen, déi OGMen zouloossen. Eis aner Engagementer op multilateralem Plang mussen regelméisseg gepréift ginn, fir ze kucken, ob si nach eise Kri- tären entsprechen. Wéi bei den OGMen ass d'Regierung sech och hirer Responsabilitéit bei den Agrocaburants an am Finanzsecteur bewosst.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Joer sinn et 20 Joer hier, datt den deemolege Premierminister Santer virun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen d'Engagement geholl hat, fir d'Joer 2000 de Seuil vun 0,7% vum Re- venu national brut fir Entwécklungshëllef ze er- fëllen. Dës ass erreecht a virugefouert ginn. Dës Regierung huet sech engagéiert, dee quan- titativen Effort fir d'Period 2009-2014 op 1% vum RNB ze halen.

2011 ass eis öffentlech Entwécklungshëllef op 0,97% vum RNB gewiescht. An dës liicht Reduktioun stellt a kenger Hisiicht eng Ännerung vun eise Prioritéiten duer. Lëtzebuerg ass mat dësem Engagement op drëtter Plaz, no Norwegen a Schweden a virun Dänemark an Holland. Leider muss een awer soen, datt an der Europäescher Unioun global d'öffentlech Entwécklungshëllef zréckgaangen ass op 0,42%, trotz dem Engagement vun deene 27, ënner Lëtzebuurger Présidence 2005, fir à terme 0,7% ze errechen. Mir wäerten eis bei deene 27 virun asetzen, fir datt dës Zil net opgeweecht gëtt.

69,18% vun all de Gelder sinn a bilaterale Kooperatiounen gaangen, esou gutt iwwert de Fong wéi iwwer verschidde Budgetartikelen. Hei ass natierlech besonnesch eis Kooperatioun mat deenen néng Partnerlänner ervirzehiewen. Ech géif gären am Detail dës besonnesch enk Partneriater hei belichten a weisen, wou mir mat wat fir engem Land stinn, wat mir an deem Land als Bailleuer duerstellen a wou mir zesumme mat eise Partner higin.

Véier vum eise Partnerlänner sinn am Sahel an deelen a ville Froen e gemeinsamt Schicksal. Klimatesch Exzesser, duerch de Klimawandel verstärkt, Hongersnout, mä awer och Onsé- cherheet a politesch onstabel Momenter sinn Eerausforderungen, déi si mussen bewältegen. Duerfir war et normal, datt d'Assisë sech dës Joer grad mat dese verschiddenen Onsécher- heeten an der Sahel-Regioun befaasst hunn. Si all sinn d'Parametere, déi d'Entwécklungshël- lef muss considéieren.

Dës Situatioun huet sech nach verschlechtert duerch e grousst Land an hirer Mëtt, de Mali.

Zënter Ufank vum Joer ass de Mali an enger ex- trem komplexer Kris, déi esou gutt d'Integritéit vu sengem Territoire wéi 20 Joer politesch Sta- bilitéit iwwert de Koup geheit. Déi verschidde bewaffnet Truppen hunn elo zwee Drëtter vum Territoire ënner hirer Gewalt. Hei ass eng rechtsfräi Zon entstanen, wou all Trafiker aus der Regioun stattfannen an d'Nopeschlänner mat an de Misär bréngen.

Dank dem Drock vun der Westafrikanescher Unioun an der internationaler Communautéit ass ënner anerem ënner dem Interimpresi- dent den 21. August eng Transitionregierung bestätegt ginn. Si huet trotz internen Differen- zen d'militäresch Hëllef vun der Westafrika- nescher Unioun gefrot. Mam Mali zesummen hu si een Accord de principe virun de Weltsécher- heetsrot bruecht, deen dës Woch och do disku- téiert gëtt.

Am traurege Fall vum Mali kann ee gesinn, fir- wat Sécherheet an Développement esou enk verflecht sinn. An, wéi e fréiere Generalsekretär vun der UNO gesot huet, dat eent kann net ouni dat anert erfollegräich funktionéieren. Dës Interaktioun ass fir eis Lëtzebuurger well ëmmer en zentraalt Thema an eisem Handeln. Wa mer an enger Woch Succès hu mat eiser Kandidatur am Sécherheitsrot, wäert dat och ee Sujet sinn, dee mir no vir wäerte bréngen.

D'Lëtzebuurger Kooperatioun war eng vun deene wéinegen am Mali, déi säit laange Joren am Norde vum Land present war, an do de Leit zum Beispill zu Kidal an zu Timbuktu gewisen huet, datt si net eleng sinn. Mä wéi d'Sécher- heetslag net méi tragbar war, hunn och déi lescht Mataarbechter dës Deel misse verloo- sen. Mir hunn eis Kooperatioun suspendéiert a gekuckt, wat vun de Projeten, déi keen direkte Lien mat de staatlechen Autoritéiten haten, zu- mindest deelweis am Süde gemaach konnte ginn.

Wéi d'Situatioun virugeet, ass schwéier ze soen. D'Diskussiounen mat deene verschiddene Grup- pierungen aus dem Norde lafen, ënner ane- rem iwwert de Médiateur vun der Westafrika- nescher Unioun, de President vum Burkina Faso. Parallell ginn d'Preparatiounen fir eng mili- tairesch Missioun vun der CEDEAO, mat inter- nationaler Ënnerstützung, gefouert.

Eise Programme indicatif de coopération war bis 2011 virgesinn, och wann net all d'Programmer fäerdeg waren. En neie PIC kann awer eréischt mat neien, demokratesch legiti- mierten Autoritéite preparéiert ginn. Mir ginn dovun aus, datt no der Kris, déi mer esou kuerz wéi méiglech hoffen, eng Period vun Transi- tioun komme wäert. Vill Capacitéite goufen zerstéiert a vill Leit hu missen hir Dierfer ver- loossen. Bis mir erëm eng normal Kooperatioun ophuele kënnen, wäerten zwee bis dräi Joer vergoen. An där Zäit wëll ech awer net inaktiv waarden, mä elo well d'Aktivitéite vun der Transi- tioun virbereeden, zum Beispill am Gesond- heetsberäich an der Éducatioun. Et dierf hei keng Zäit verluer goen, well d'Demokratie an d'international Zesummenaarbecht muss be- weisen, datt si dem Einzelnen eppes a sengem alleegeleche Liewe bréngen. Lëtzebuerg wäert prett sinn, säin Deel ze leeschten. An dat géife mer léiwer haut wéi muer maachen!

Den Niger ass 2009-2010 duerch ähnlech schwéier Zäite gaange wéi haut de Mali. Anti- constitutionnell Handeln an duerno e Militär- coup hunn eis forcéiert, de PIC 2008-2012 ze suspendéieren. No engem Referendum a Wahle konnte mer 2011 eis Kooperatioun erëm op- huelen an nei Finanzkonventiounen ënner- schreien. Bei där Geleeënheet hu mer ent- scheet, eis alljährlech Hëllef an de Fong vun der nigerescher Regierung fir Preventioun a Gestiou vun Hongerkrisen ze verlängeren.

Dës ass en eemolegen Dispositif a Westafrika, deen d'Gelder vun de Bailleure gruppéiert, fir esou selwer Stocken unzeleeen an de Leit an der Nout kënnen ze hëllefen. Dese Fong huet sech de Summer als ganz nétzlech erweisen. Dës Joer huet den Niger awer zousätzlech zéngtausende vu Réfugiéen aus dem Mali opgeholl a si haten déi schlémmsten Iwwer- schwemmunge säit 80 Joer.

Am Niger gëtt och déi nei europäesch Missioun EUCAP Sahel op d'Bee gesat, fir d'Autoritéiten am Kampf géint d'organiséiert Kriminalitéit ze ënnerstëtzen a géint den Terrorismus. Sécher- heet an Développement sinn an deser Regioun och ganz enk verbonnen. Spéider kann dës Missioun op de Mali an op Mauretanien er- weidert ginn. An et ass och eng Lëtzebuurger Polizistin do derbäi.

En drëtt Land, de Burkina Faso, ass och direkt vun der Instabilitéit duerch de Mali betraff. No Onrouen am Mee/Juni 2011, huet d'Situatioun sech erëm berouegt an d'Regierung huet ver- schidde politesch Reformen decidéiert. Den 3. Dezember si Parlamentswahlen a Gemege- wahlen, wou Lëtzebuerg traditionell Fonge fir d'Matfinanziere vun dese Wahle ginn huet. Wéinst der Situatioun am Land an an der Re-

gioun hunn dës Wahlen ee grouse Stellwäert. Dat weisen och déi héich Zuele vu Wieler, zweemol méi wéi virdrun, déi sech bis den Au- gust ageschriwwen hunn.

Mat em déi 100.000 Réfugiéen aus dem Mali huet de Burkina Faso eng enorm Laascht ze droen, déi dese Summer zu grousser Liewens- mëttelonsécherheet gefouert huet. Lëtzebuerg huet och do humanitär gehollef.

De PIC 2008-2012 ass a Retard op de Kalenner an duerfir hu mer bei der Revue à mi-parcours am...

► M. le Président. - Madame Minister, kënt Der e bësselche méi lues vläicht schwätzen, well ech mengen, eis Traductrice, déi kënt soss ausser Otem.

(Hilarité)

► Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire. - Dir musst mech ëmmer erëm dorun erënneren, well dat geet op eemol mat mir duerch, Hâr President.

Bei der Revue à mi-parcours am März 2012 hu mer also dee Retard festgestallt. An et ass be- déngt duerch Ännerungen an de Prozeduren, mä awer och Schwächen an der Administra- tioun vun eise Partner, wou et zu deem Retard koum.

Bei engem Ministertreffen am Juli hu mer du prinzipiell decidéiert, de PIC bis 2015 ze verlän- geren, awer och eng Erweiterung vun der En- veloppe fir d'Basiséducatioun an den Dével- oppement vun der Telekommunikatioun an dem Internet ze maachen. An esou bal wéi de Projet de texte iwwert dës nei Etapp ausge- schafft ass, wäert ech deen, wéi all aner PICen, der zoustänneger Kommissioun virleeen.

An engem véierte westafrikanesche Land, wou d'Lëtzebuurger Kooperatioun present ass, am Senegal, ass d'politesch Lag anescht. Och wann hei Momenter vu grousser Tensioun waren, ass d'politesch Alternance no de Wahlen am März 2012 gelongen. Den neie President, de Macky Sall, huet d'Parlamentswahle liicht virgezunn, fir séier kënnen sech un d'Aarbecht ze maachen. Dozou huet gehéiert, sech de Problemer vun der Liewensméttelsécherheet vun dësem Summer ze stellen, am plaz si erof- zespillen. An hei ware mir als Lëtzebuurger och iwwert de PAM an d'Unicef derbäi.

Duerch déi politesch Alternance si grouss Reor- ganisatiounen an de Ministere amgang, déi mat sech bréngen, datt eis Programmer fir de PIC vun der drëtter Generatioun ëmformuléiert mussen ginn. D'Konzept vun dësem PIC ass anescht, well he méi wéi virdrun op den In- put vum Partner setzt. Dës gëllt grad esou gutt bei der Ausformuléierung vun de Programmer wéi bei hirer Ëmsetzung, wou de Partner kloer de Lead huet. Dat bréngt mat sech, datt aner Prozedure fir d'Ëmsetzen an d'Finanzéierung op de Wee mussen bruecht ginn. A bis d'Enn vum Joer wëlle mir dës Etapp ofgeschloss hunn. Eis Interventiounsecteure bleiwen d'Gesond- heet an d'Éducatioun, mä och d'Dezentrali- sation an d'Éducation citoyenne.

Mat der Belsch wäerte mir déi éischt Coopéra- tion croisée ëmsetzen, no de Prinzipie vun der Effikassitéit vun der Hëllef. Lëtzebuerg wäert mat bëlische Fongen Aktivitéiten an der Forma- tion professionnelle ëmsetzen, an déi Belsch wäerte mat eise Fongen hydraulesch Projeten ofschléissen.

Mam Cap-Vert huet Lëtzebuerg säit 2011 och e PIC vun der drëtter Generatioun, deen an der Ëmsetzung besonnesch op d'Entwécklung vun der Qualifizéierung vun de Leit setzt. Aus deem Bléckwinkel ass eis sektoriell Budgetshëllef vun 2,5 Milliounen Euro fir fénnef Joer ze gesinn an der Formation professionnelle. Zesumme mat deenen anere Bailleure gëtt den Ëmgank mat deser Hëllef genau kontrolléiert.

Lëtzebuerg ass Chef de file vun alle Bailleuren am Secteur Éducatioun, Formation profes- sionnelle an Emploi. An där Funktioun ënnerstëtze mer d'kapverdianesch Regierung bei der Finali- sation vun engem integréierter Politik an dese Beräicher. Am Waasserberäich si mir an der in- stitutioneller Reform täteg a bei der Gestiou vun de Ressourcen. An hei ass d'EU de Chef de file fir all d'Bailleuren.

Ech hu méi laang iwwer Afrika geschwat, well och dee gréissten Deel vun eiser bilateraler Ent- wécklungshëllef an dës Länner geet. Duerfir, mengen ech, ass et och erlaabt, dann e bësse méi laang doriwuer ze schwätzen.

An Asien ass de Laos e Partnerland, wou Lëtze- buerg ee vun deene wichtegste Bailleuren ass. De PIC 2011-2015 konzentréiert sech op d'so- zial Secteure mat engem speziellen Akzent op eng gutt Gouvernance. Op Initiativ vun der Lëtzebuurger Kooperatioun hunn d'UNO-Agen- cen am Laos sech zesummengedoen, fir ee ge- meinsame Programm iwwert d'Gesondheet vu Mamm a Kand opzestellen. Dat vereinfacht



d'Ëmsetzung, esou gutt fir d'Laote wéi fir eis, an et spuert Geld fir de Programm selwer.

Am Vietnam ass eisen drëtten a leschte PIC amgaang bis 2015. Bis dohinner wäerte mir a besonnesch aarme Gebidder viru géint d'Aarmut virgoen, mä aner ekonomesch Secteure komme bei eis Aarbecht derbäi, wéi d'Formation am Finanzsecteur. Duerch d'Entwécklungshëllef si verschidde Lëtzebuurger Betriber mat hire Produkter a Servicer bekannt. Et geet elo drëms, déi gutt Kontakter virun ze fleegen an ekonomesch Projeten op de Wee ze bréngen, fir datt no 2015 eis bilateral Relatiounen méi diversifizéiert sinn.

Ech géif gären ënnersträichen, datt an deenen zwee Länner an Asien d'Lëtzebuurger Kooperatioun de Spezialist ass vun der Formation professionnelle am Tourismus an an der Hôtellerie, Dank verschidde bilateral a multilateral Projeten. Dës Formatiounen ginn duerch Stagen an den Hotelschoulen zu Dikrech a vum Hierscht aus un och zu Wolz kompléiert.

D'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef ass an Zentralamerika besonnesch am Salvador an am Nicaragua. Mam Nicaragua verbënnt eis e PIC vun der drëtter Generatioun bis 2014, an dat och besonnesch am Tourismussektor. Hei ass eist Land och Chef de file vun de Bailleuren a krut iwwer Lux-Development eng Coopération déléguée vun der Europäescher Kommissioun iwwerdroen.

Am Salvador ass en neie Programme indicatif de coopération bis 2015 en place. An e groussen Deel vun der Ënnerstützung geet duerch ee Fong, deen déi verschidde Programmer an de lokale Communautéiten alimentéiert. En Deel vun eise Mëttele gi fir Etüde gebraucht, fir méi Diversifikatioun an eis Relatiounen ze kréien an och ekonomesch Projeten unzestoussen.

Mir sinn der Meenung, datt regional Programmer hei ideal sinn, wéi zum Beispill an der Mikrofinanz oder am Beräich vun der sozialer Responsabilitéit vun den Entrepreneuren. Ech war frou eis Honorarkonsulen aus Zentralamerika d'lescht Woch zu Lëtzebuerg ze gesinn an och mat hinnen ze kucken, wéi mer kënnen Développe ment fir déi Äermst aus eise Partnerlänner a méi breet ekonomesch Relatiounen op een Nenner bréngen. D'Kreatioun vun enger regionaler Chambre de Commerce, op hir Initiativ hin, ass do sécher e gudde Schrëtt.

En anert wichtegt Gebitt ass dat vun de palästinensesche besate Gebidder, wou d'Lëtzebuurger Kooperatioun e spezielle Status huet a wéi ee Partnerland eigentlech behandelt gëtt. Sait 2007 ass eis Hëllef um selwechten Niveau vu 7 Milliounen Euro d'Joer. Bei eiser Palästina-Hëllef gëllt et virun allem d'Zesummenaarbecht mat der UN-Agence, déi zoustänneg fir d'palästinensesch Réfugiéen ass, d'UNRWA ervirzehiewen.

Ech wollt mech bewusst op eis Partnerlänner konzentréieren, an net all Regiounen uschwätzen, wou mer aktiv sinn, wéi de Kosovo, Serbien, Montenegro, Afghanistan, d'Mongolei, Ruanda oder Tunesien, als Folleg vum sougenannten „Printemps arabe“.

No deem laangen Ausfluch an eis bilateral Kooperatioun géif ech gären op en anere Volet hiweisen, an zwar dee vun der Aide humanitaire. Si representéiert 15% vun eiser öffentlecher Entwécklungshëllef 2011. Si gëtt selbstverständlech multilateral a bilateral ëmgesat.

Eis Efforten hu sech iwwert dat lescht Joer prioritär an der Regioun vum Sahel konzentréiert, déi jo weinst enger Dréchant vun enger schwéierer Liewensmëttelonsécherheet getraff war an nach ëmmer ass. Mir hunn hei tëschent dem November 2011 an haut iwwer 9 Milliounen Euro ausginn. Sougutt d'Europäesch Kommissioun wéi och d'UNO soen, datt déi international Gemeinschaft mat Zäit an adequat op dës Kris reagéiert huet an datt do d'uewer d'uewer Schlämmst konnt verhënnert ginn.

Mir hunn awer och eis Partner a villen anere schwierige Kontexte ënnerstëtzt, wéi am Südsudan, am Kongo an am Horn vun Afrika.

Fir deenen Dausende Leit ze hëllefen, déi vum Konflikt a Syrien betraff sinn, sougutt am Land wéi an den Nopeschlänner, hu mir iwwert 1,1 Millioun Euro zur Verfügung gestallt iwwert d'Caritas an iwwert den UNHCR. Et gëllt awer leider hei wéi an anere Krisengebiddere prett ze sinn an och nach anzegräifen, wann d'international Opmierksamkeet net méi esou present ass.

Wat eis Telekommunikationsplattform „emergency.lu“ ugeet, do kann ee behaupten, datt si elo voll am Asaz ass a mir vill Succès domat hunn. D'Kommunikatioun fir humanitär Acteuren um Terrain, an Zäite vu Krisen an an entleeene Gebidder, ass heimat ginn. Et geet net nëmme drëm eis Terminalen an eis Equipé prettstellen, fir si op Ufro vun deenen eenzelnen Organisatiounen op den Terrain ze schécken. Mir schaffe ganz intensiv virun enger

Kommunikationsplattform, fir d'Koordinatioun an den Informatiounsaustausch zwëschen deenen eenzelnen humanitären Affer (veuillez lire: Acteuren) ze verbesseren an esou eng effizient Hëllef ze erméiglechen. Et ass och en Instrument, wat et deene Betreffenen, déi Kriseregionnen hu misse verlossen, erlaabt, mat hirer Famill Kontakt ze kréien.

Eise System funktionéiert a ganz entleeene Gebidder am Südsudan an am Mali. A mir si gefrot ginn, fir an den Nepal an a Südamerika. D'Karibesch Krisemanagementsagence an och d'Nordafrikanesch Union sinn interesséiert, sech mat „emergency.lu“-Material ze équipéieren.

De Projet ass also amgaang sech am Humanitären als äusserst nützlich ze erweisen. Mir sinn iwwerzeugt, datt duerch dese Succès fir eise private Partner ganz am Sënn vum „public private partnership“ iwwert déi nächst Méint och kommerziell Opportunitéite wäerten opgoen.

Dir Dammen an Dir Hären, eng besonnesch Roll sougutt an där bilateraler wéi an der humanitärer Hëllef steet de Lëtzebuurger ONGen zou. Am Moment ginn et 97 ONGen, déi en Agrément vum Ministère hunn. Ech ënnersträichen, datt bal 20% vun eiser öffentlecher Entwécklungshëllef vu Lëtzebuurger ONGe géreiert gëtt.

Et gouf eis méi wéi eng Kéier, an och am Moment vum Comité d'aide au développement vun der OCDE, nogeluecht, manner öffentlech Entwécklungshëllef mat den ONGen ofzweckelen. An deem präzise Fall hunn ech op kee Fall wëllen an d'Richtung ze goen, déi mir gerode kréien. Fir mech sinn a bleiwen d'ONGen ee Pilier vun eiser Kooperatioun, deenen hir Roll net verhandelbar ass. Dacks kënnen ONGen Aktiounen leeden, déi eng Regierung net ka maachen. Duerch eis ONGe sinn d'Leit och direkt un der Kooperatioun bedeelegt a si gesinn, wat een erreche kann, wann ee sech zesummendeet.

Et ass och wichteg, datt d'ONGe finanziell Hëllef zur Verfügung hunn, fir Sensibiliséierungsaktiounen an der Education au développement an eiser Gesellschaft ze maachen. Ech si frou, datt mer Finanzmëttelen hunn, och wa se net esou héich sinn, wéi si et gären hätten, fir d'ONGen an deser wichtiger Funktioun kënnen ze ënnerstëtzen.

Ech hunn am Ufank vu menger Ried gesot, datt 2012 e besonnescht Joer ass. Dat betrëfft och d'Qualitéit vun eiser Kooperatioun an der Kontrolle dovun, souwéi d'Verbessere vun der Effikasitéit vun eise Asaz.

Virun 20 Joer ass Lëtzebuerg dem Comité d'aide au développement vun der OCDE, dem CAD, bäigetrueden. Et war kloer, datt eise quantitativen Engagement Hand an Hand misst goe mat engem qualitativen Engagement. Dës Joer gi mer duerch déi fënnefte Revue des pairs a waarde gespaant, wat den definitive Jugement iwwert d'Verbesserung vun eiser Aarbecht an deene leschte véier Joer wäert sinn. Et ass kloer, datt mir duerch dee CAD eis Kooperatioun méi konzeptuell strukturéiert hunn. Haut hu mir eng generell Strategie, mä och sektorieller an iwwergräifender, wéi déi iwwert de Genre an iwwert d'Ëmwelt an de Klimawandel.

An ech wollt de Membere vun der Kommissioun hei aus der Chamber Merci soen, datt si bereet waren am Fréijoer d'Examineure ze gesinn. Natierlech stinn ech der Chamber zur Verfügung, fir iwwert d'Resultater ze informéieren, wa mer am November deen Exercice fäerdeg hunn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - D'Effikasitéit vun eiser Aarbecht verbesseren, schéngt engem normal ze sinn. D'Manëier, mat där mer eis Entwécklungshëllef ëmsetzen, huet an deene leschte siwe Joer fundamental geännert. Wa mer an der Zäit haaptsächlech eng Projetsapproche haten, kënnen mer, spéitstens zanter déi drëtt Generatioun PICen a Kraaft getrueden ass, definitiv behaupten, datt mer an enger programmatischer an enger sektorieller Approche sinn. An dat bedeit net, datt ee muss generell Budgethëllef ginn.

E puer Wieder zum Ëmsetze vum europäesche Code de conduite fir d'Complémentaritéit an d'Opdeelung vun der Aarbecht. Lëtzebuerg ass zurzäit an eefel Initiative vu Coopérationen déléguées, a véier Coopérationen conjointes implizéiert, an dat an néng vun eise Partnerlänner. D'Kooperatiounen lafe mat der Europäescher Kommissioun a mat der Belsch, mat Spuenien, mat der Schwäiz a mat Frankräich. All dës si fir mech kloer Zeeche vun der Unerkennung vun der Qualitéit vun eiser Entwécklungshëllef.

Just nach e kuerzt Wuert iwwert d'Effikasitéit mat dem Forum vu Busan: Hei ass e globalt Partneriat ofgeschloss ginn, wat méi wäit geet wei eng effikass Entwécklungshëllef an et vi-

séiert eng méi effikass Entwécklung am breede Sënn. Mir wëssen all, datt d'Entwécklungshëllef eleng net duergeet, fir de Länner ze hëllefen aus der Aarmut eraszekommen. Dofir ass et ëmsou méi begrëssenswäert, datt mat Busan de Privatsecteur, d'Société civile an och d'Schwellelänner un deem Partneriat deelhuelen. Et geet drëms d'Entwécklung als e Ganz ze kucken, mat all den Acteuren, déi implizéiert sinn, an den Impakt op den Développement vun engem Land oder enger Regioun kënnen ze hunn.

D'Complémentaritéit mat der Société civile gëtt verdéift, andeems mer zum Beispill direkten Appui un d'Zivilgesellschaft an eise Partnerlänner ginn. Et geet och drëms d'Kompetenzen a gutt Experienzen aus de Länner am Süden méi ze gebrauchen, fir aner Länner ze ënnerstëtzen. Dat geschitt duerch déi sougenannte Süd-Süd-Kooperatioun an déi triangulaire Kooperatioun.

Et ass wichteg eis Kooperatioun konstant méi effikass ze maachen. An et geet dobäi natierlech och ëm de berechete Contrôle, dee mir, vu dass mir hei Steiersue géieren, op déi Aart a Weis ganz geziilt duerchféieren. Et heescht awer och aus de Konklusione vun där Analys ze léieren, fir e bessere Suivi vun eisen Evaluatiounen an all eise Kooperatiounsberäicher ze sécheren. D'Resumée vun eisen Evaluatiounen wäerten öffentlech zougänglech gemaach ginn iwwer eis Internetsäit. D'Evaluatioun ass deemno e wichtegen, awer och e ganz normale Moment am Zyklus vun all Zort vun Interventioun.

Wann Der erlaabt, géif ech gären ënnert dem Kapitel Kontroll an Evaluatioun och e Wuert iwwert dee spezielle Rapport vun der Cour des Comptes iwwert d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef soen. Dese Rapport, deen Enn Mee eraschomm ass, huet méi am Detail de Fonctionnement vun dem Entwécklungshëllef fong analyséiert a vu Lux-Development, eiser Agence d'exécution. Ufank Juni hat ech d'Geleeënheet op verschidde faktuell Elementer aus deem Rapport ze reagieren. Déi zwee Dokumenter leien der Chamber seit Mëtt September vir.

Ech war äusserst frou an deem Rapport ze liesen, datt d'Cour des Comptes festgestallt huet, datt d'Finanzgestioun vun eiser Agence keng signifikativ Feeler opzeweisen huet. Esou eng gutt Zensur kritt net jiddwereen. A wann et gewünscht ass, da kann ech der zoustänneger Kommissioun gären zousätzlech Informatiounen ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef richt hir Aktioun no de Milleniumsziler fir den Développement. Den Objektiv ass d'Aarmut an der Welt ëm d'Halschent ze reduzéieren bis d'Joer 2015, an dat andeem een op acht grous Ziler hischafft.

An deser Zäit gëtt ëmmer méi debattéiert iwwert dat, wat no 2015 geschitt. Wat maache mer, wann d'Milleniumsziler net erreicht ginn? Nei Acteuren an nei Forme vu Finanzemter mussen mat erabuecht ginn. Mä wéi soll dat geschéien? Dës Diskussioun ass eréischt am Ufank, a si wäert eis d'Joer 2013 iwwer beschäftegen.

Et geet och drëm ze kucken, wéi dës Développementsobjektiver no 2015 zu den Objektiver vun der nohalteger Entwécklung stinn, déi de Sommet Rio+20 festgeluecht huet. Dës nohaltege Entwécklungsziler, déi sougenannten SDGs, si fir all Länner bestëmmt; sougutt fir eis wéi fir och fir déi mannsten entwéckelt Länner. Wéi soll dat mat den Entwécklungsziler zesummepassen?

Mir wäerten an deenen nächste Woche mat verschidde Membere vum „high level group“ Kontakt hunn, deem säi Rôle doranner besteet, fir de Generalsekretär vun der UNO e Rapport iwwert de post-2015 ze schreiwen. Et läit mer natierlech besonnesch drun, datt an deser Diskussioun nei Partner a Weeër fir d'Entwécklungshëllef fonnt ginn, mä et muss kloer sinn, datt mer eis global Ziler net verwässeren. Et kann och net sinn, datt datselwecht Geld zweemol oder dräimol versprach gëtt. Dat si mer de Leit an eise Partnerlänner schëlleg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll all deenen, déi all Dag an der Entwécklungshëllef schaffen, ob dat am Ministère ass, op den Ambassaden, bei Lux-Development, an den ONGen, zu Lëtzebuerg oder um Terrain, e ganz grousse Merci soen. Ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren dem Marc Bichler, deen no laange Joren als Direkter vun der Lëtzebuurger Kooperatioun fortgaangen ass an deen duerch d'Martine Schommer ersat ginn ass, hinne Merci ze soen, mä hinnen och allen zwee vill Erfolleg ze wënschen am Interessi vun de Mënschen an den Entwécklungslänner.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Kooperationsministeresch. Mir kommen dann elo zu der uschlëssender Debatt.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - A Merci der Interpretin an den Interpreten.

► **Une voix.** - Si ass nach amgaang.

► **M. le Président.** - D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgesat. An et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Bettel, Angel, Braz, Kartheiser an Urbany. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministeresch, Här Minister, an de leschte Méint a Joren ass déi wirtschaftlech an déi finanziell Kris esou an de Mëttelpunkt vun der politescher Aktualitéit geréckelt, dass sech déi meescht Mënsche keng Gedanken iwwer zwee aner Problemerberäicher maachen, déi sech um Horizont ofzeechnen.

Deen een ass de Klimachangement mat sengen negativen Awierkungen op de Mënsch an eis Ëmwelt. Doriwwer ass hei am Parlament scho vill geschwat ginn. Erlaabt mer just dës Kéier eng kuerz Matdeelung aus engem rezenten UN-Rapport. D'Mënschen, déi op deene fënnef Carteret-Inselen - déi gehéieren zu Papua-Neuguinea - wunnen, sinn déi éischt, déi musse réckelen, well hir fënnef Inselen elo am Pazifik verschwannen.

Deen anere Problemerberäich ass d'Suerg vun Honnerte Milliounen Mënschen, fir all Dag hiren Teller ze fëllen. Ronn 1,8 Milliarde Mënsche liewe mat manner wéi engem Dollar pro Dag. A mir kënnen eis kaum an deem räiche Lëtzebuerg virstellen, wat dat heescht a welch Dramatik do hannendru stécht.

A wann ee genau hikuckt, da stellt ee fest, dass déi zwee Problemer ganz enk matenee verbundene sinn, wéi dat och während der Table ronde vun den Assisen am vergaangene September ervirgehuewe ginn ass.

De Klimawandel mécht sech och an deene räiche Länner bemierkbar, awer am meeschte ginn d'Entwécklungslänner dovunner betraff. Virun allem ass do de Landwirtschaftssektor betraff, an domat Honnerte vu Milliounen Mënschen. Duerch d'Dréchant wäerte verschidde Länner, wou d'Landwirtschaft nëmme marginal ass, bis zum Joer 2020 guer keng Liewensmëttel méi produzéieren. An anere Géigende stellt sech dann d'Fro, ob d'Waasserversuergung iwwerhaapt nach geséichert ass.

Sécher ass, déi aktuell Krisen hu muncht Land a sengem Spillraum fir Entwécklungshëllef ausgebremst. Déi Länner, déi mat enger permanenter Schuldenuwerlaaschtung ze kämpfen hunn, hunn decidéiert déi Suen, déi hinnen nach zur Verfügung stinn, an déi eege Sanéierung ze stiechen an domat fir de wirtschaftlechen Opschwung bei sech doheem ze suergen. Aner Länner, déi d'Kris nach net esou richtig spieren, fäerten de Risiko vun enger Contaminatioun an zécken dofir, Gelder an d'Entwécklungshëllef ze iwwerweisen.

Bedéngt duerch dës Iwwerleeungen ass et deemno net verwonnerlech, dass d'Entwécklungshëllef an engem Déif stécht, net nëmme an der Europäescher Union, mä weltwäit. Dem leschten OCDE-Bericht no huet sech déi Hëllef am Joer 2011 op 114 Milliarden Euro reduzéiert; e Minus vu bal 5%.

Et ass awer wichteg ervirzehiewen, dass trotz der Kris eis Europäesch Union am leschte Joer 53,8 Milliarden Euro fir d'Entwécklungshëllef bereetgestallt huet. Dat ënnersträicht ganz kloer de solidaresche Geescht op eng beandrockend Aart a Weis. Och wann den Undeel vun der Aide publique au développement EU-wäit vun 0,44% op 0,42% vum BIP gefall ass.

An de leschte Jore konnte mir awer houfreg vermelden, dass duerch dës Entwécklungshëllef 9 Milliounen Mënschen ageschoult konnt ginn a ron 31 Milliounen Ménagen Zougang zu properem Drénkwaasser kritt hunn.

Och wann de Montant, deen d'EU d'lescht Joer an dës Hëllef gestach huet, grous ass, ass en näischt géint aner Montanten, déi d'Länner bereet sinn zum Beispill an de Waffhandel ze investéieren. An deem Beräich sinn d'lescht Joer 1.000 Milliarden investéiert ginn. 1:10.

Viru siwe Joer ënner Lëtzebuurger Présidence ass d'Entwécklungshëllef an de Mëttelpunkt vun politeschen Handele geréckelt ginn. Déi betraffe Ministèreen hunn eng politesch



Erklärung zur Entwicklungshilfe ofginn: de sougenannten europäesche Konsens. Si hu sech deemools géeneegt, hiren Undeel vun öffentleche Mëttele fir d'Entwicklungshilfe op 0,56% vum jeeweilege PIB eropzeschrauwen, fir duerno d'UN-Zil vun 0,7% bis zum Joer 2015 ze errechen. Ronn 50% vun der Eropsetzung sollten an Afrika fléissen - dee Kontinent, deen eis ganz no steet -, well och do prozentual déi meeschten aarm Mënsche liewen.

A wou sti mir haut? Och wann d'Europäesch Unioun d'lescht Joer d'Entwicklungshilfe mat ron 53 Milliarden ënnerstëtzt huet, muss ee leider feststellen, dass déi meeschten EU-Länner - erlaabt mer et, dës Ausdrock vläicht ze gebrauchen - „off track“ sinn. 18 EU-Memberlänner kommen der Aufgab net méi no, well si aner Suergen hunn.

Ënnert dese Länner sinn der, déi eng niddreg Statsverschuldung hunn a sécherlech méi Hëllef kéinten. Hei beweist et sech ganz kloer: An der Nout ass d'Haut dach méi no wéi d'Hiem. Trotz dësem Bémol, géllt et och elo de Leadership an der Entwicklungshilfe op dem Weltplang ze verdeedegen an auszubauen.

De pluriannuelle Finanzkader vun der Period 2014-2020 setzt hei ganz kloer Ziler. Et läit eng eendeege Décisioun vir. D'Entwicklungshilfe bleibt weiderhin eng wichteg Prioritéit vun der europäescher Politik. Esou solle bis zu 70 Milliarden Euro zousätzlech mobiliséiert ginn, an dat par rapport zum leschte Finanzkader aus de Jore '07 bis '13. Hei ka Lëtzebuerg, dat trotz oder grad weinst der Kris weider ee vun de generéissten Donateurs weltwäit ass, sech abringen, seng Stëmm an den Déngscht vun den défavoriséierte Mënsche stellen a säi Beitrag zu engem méi gerechter Welt leeschten.

Firwat ass et dann elo wichteg, an der Entwicklungshilfe weider aktiv ze sinn? Ech wëll op déi Frostellung unhand vun enger Rei vu Beispiller an Zuelen agoen. An déi schwätze fir sech selwer. Dierf ech hei op d'Suité vun der Dréchant an de Kärkummere vun eise Planéit hindeiten? Oder op déi gewaltge Reemassen, déi op ville Plazen erfokomm sinn an d'Recolten zerstiéiert hunn?

Doduerch si jo an de leschten zwielef Joer d'Präisser fir d'lesswueren esou massiv geklommen. Dovu ginn d'Mënschen an den Entwicklungslänner am stärkste beaflosst, och wa mir heiheem jéimeren, a besonnesch d'Produktioun vun lesswueren. Mir mussen och bedenken, dass bei déi ron 7,3 Milliarde Mënschen, déi elo schonn op dem Planéit liewen, statistesch gesinn 9.400 Leit pro Stonn derbäikommen, an dat haaptsächlech an den Entwicklungslänner. An darselwechter Stonn stierwen awer och 720 Kanner un Honger.

Op de rezente Assisë vun der Kooperatioun ass gesot ginn, dass iwwer 13 Millioune Mënschen an der Sahel-Zon, mat där mir jo enke Kontakt hunn, vun der aktueller Hongernout betraff sinn. Dat ass eng direkt Suite vun dem Ausbleiwe vun dem Reen an der Dréchant, wou et keng suffisante Récolte erlaabt. Esou si bannent de leschten 30 Joer d'Reemassen an der Sahel-Zon ëm 25% zréckgaangen. An dobäi kennt, dass de Klimawissel grad an Afrika déi gréisst Auswierkungen huet. Déi sëllege Klengkriecher ëm d'Waasser an d'Weede bréngen et mat sech, dass Honnertausende vu Mënsche momentan op der Flucht sinn.

Ech wëll op déi ugesprachen Onsicherheit a puncto Ernährung agoen, an dat, well an deene leschte Méint vill iwwert déi desastréi Recolten an der Welt an der demat verbonnener Hongernout geschwat ginn ass. D'Ausso vun der FAO, dass d'Unzuel vu Mënschen, déi Honger leiden, ofgehall huet, ass u sech eng gutt Nouvelle; et bleift awer, dass nach ëmmer vill ze vill Leit un Honger leiden an dës Situatioun inakzeptabel ass.

Déi aktuell Präisser leien iwwert deene vun der Ernährungskris am Joer 2008 virun dräi, véier Joer. A mir kënnen eis nach gutt un déi sëllege Émeuten an Onrouen erënneren, déi deemools weltwäit waren.

Grad déi 35 Entwicklungslänner, déi permanent lesswueren importéiere mussen, sinn duerch déi héich Präisser betraff. An dese Länner ginn d'Leit fir d'lesswueren tëscht 60 bis 80% vun hirem dach bescheidegen Akommes aus; a mir heiheem nëmmen 9 bis 12%.

Den Agrarwäert war nach ni stabil an huet sech ëmmer duerch Spekulatione gekennzeechent. Dat war och e Kärpunkt vun der Table-ronde vun den ONGe bei den Assisë vun der Kooperatioun. Dat, wat awer aus der Welt geschaf muss ginn a wat sech an de leschte Joren extrem dévellopiert huet, dat ass déi onge-

bremsten a virun allem onkontrolléiert Spekulation, déi notament vun den Investmentbanken ausgeet; also vu Leit, déi am Géigendeel zu deem, wat fréier de Fall war, absolut näischt mat Agrarwirtschaft ze dinn hunn. Dat féiert derzou, dass vill Mënschen et ëmmer méi schwéier hunn, sech ze ernähren. A vill kréien esou gutt wéi näischt méi op hiren Teller.

D'Europäesch Parlament huet sech virgeholl, op d'Spekulationen op Basisprodukter vun der Ernierung anzewierken. D'Commission des Affaires économiques vum EU-Parlament huet eng Rei vu Moosname beschloss, déi vum EU-Parlament gestëmmt solle ginn. Dës Nouvelle ass wuel begrëssenswäert, mä ech fäerten, dass den definitiven adoptéierten Text net wäit genuch geet.

Et dierf ee sech och an dësem Kader d'Fro stellen, ob et an der aktueller Ernährungskris ubruucht ass, lesswueren zu Kraaftstoffer ze veraarbechten, ënner anerem iwwert de Wee vun Émwendung vu Mais zu Ethanol. Den UN-Rapporteur fir den Droit alimentaire, den Hér Olivier De Schutter, mat deem mir viru Kuerzem eng Diskussioun an der Chamberskommission haten, huet gemengt, dass dës Politik déraisonnabel an der heiteger ugespaanter Situation wier.

Hei ass et och begrëssenswäert, dass d'Europäesch Kommission am Sträit ëm de Biosprit an d'Offensiv gaangen ass. Et wor 2007 festgehale ginn, dass den Undeel vun de Biodreifstoffer 10% vum gesamten Energieverbrauch am Transportsektor am Joer 2020 sollt sinn. Awer si hunn de Wäert op 5% elo reduzéiert.

Ee weidere Problem, wat d'Produktioun vun lesswueren an den Entwicklungslänner ubelaangt, huet de Jean Feyder, fréieren Direkter vun eiser Entwicklungspolitik, a sengem Buch „Mordshunger“ kloer duergeluecht. Hie weist op déi negativ Auswierkung vun der Politik vusäite vun der Weltbank a vun dem FMI an de vergaangene 40 Joer hin.

Hie wëllt u Beispiller zitieren: D'Reduzierung vun den Zolltariffer huet zu engem Déséquilibre an den Entwicklungslänner gefouert. Ee Beispill derzou ass Haiti. Hei sinn d'Zolltariffer fir de Râis vu 60% op 3% gefall, mat der Konsequenz, dass Haiti virun 30 Joer nëmmen 10.000 Tonnen importéiert huet an haut 300.000 Tonnen importéiere muss, well seng eege Râisproduktioun nach just 30.000 Tonne bedréit, an dat géigeniwwer 120.000 Tonne virun 30 Joer.

An den Entwicklungslänner liewen 80% vun der Populatioun am ländleche Raum. 50% dovun si kleng Landbauere mat enger privater Parzell vun nëmmen engem bis zwee Hektar. 20% vun de Baueren hunn iwwerhaapt kee Land, an 10% si Fëscher an Ziichter. 19% vun der Populatioun wunnen an de Bidonvillen, an nëmmen 1% - dat sinn déi besser - wunnen an de Stied. Et gëtt an der Welt 1,3 Milliarde Baueren, an déi stelle mat hire Famillje ron 4 Milliarde Mënsche vun de 7,3 Milliarden duer.

A wann d'Baueren eemol Iwwerschoss produzéiere kéinten, dann hu si iwwerhaapt keng Plazen, fir de Stockage ze maachen, well déi feelen total an den Entwicklungslänner. Wann ee sech duerfir den Handel mat lesswueren ukuckt, sou erkennt een, dass deen an den Hänn vun e puer transnationalen Entreprisë läit. Fënnf multinationale Entreprene deele sech hei 75% vum Weltmarkt vun de Céréalen. Da kann ee sech scho virstellen, welch kooperativ Geeschter do dann herrschen.

Wa jee op dëser Front iwwerhaapt ee positivt Resultat erreicht soll ginn, da muss mir, wéi dat eng rezent Etüd gewisen huet iwwer Afrika, de Klengbaueren all déi néideg Mëttele zur Verbesserung vun hirem Situatioun bereetstellen.

Den eklatante Rapport vun der Produktivitéit tëschent de Bauere bei ons heuewen an de Baueren doennen ass eent zu dausend. Dat seet jo genuch. Si sollen net nëmmen hir Familljen ernieren, menge mir, mä och nach e Rescht fir de Stockage op d'Säit leeën, an eventuell eng Mengt behalen, déi se an den Handel kënnen bréngen, woumadder se hire Wuelstand kéinten erhéijen.

E weideren dramatesche Punkt ass d'Waasser, gëtt dach 70% vun dem proppere Waasser weltwäit an der Landwirtschaft gebraucht. Leider verdréchn Flëss a Séien an engem erschreckende Mooss an Afrika, an esou staark, dass ëmmer méi déif Buerunge mussen duerchgefouert ginn.

Ech ginn lech e Beispill zur Illustratioun. Den Tschadséi läit jo matzen an Afrika. An de leschte Joren, 40 Joer, ass dee vu ron 25.000 km² op elo nach 1.350 km² gefall. A 40 Joer! An do ronderëm hunn zeg Millioune Mënsche gelieft, déi elo mëttlerweil musse fortgoen a wouaneschters mat anere Mënsche streide weinst Plazen, wou se hir Déiere wëllen tränken oder wëllen zichten.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass duerch d'Notzung vun der Solarenergie mat Hëllef vun der Fotovoltaik d'Waasser op ville Plazen aus dem Buedem erausgezu gëtt, an net méi - wéi fréier - duerch Fraen, déi ronderëm musse wandere, d'Waasser eräibruucht gëtt. Doduerch gëtt d'Liewe vun de Fraen a vun de Meedercher an dem ländleche Raum an engem staarke Mooss erlichtert. Ech kann dat aus eegener Erfahrung hei bezeien.

Ee Punkt dierf an dëser Debatt awer net vergiess ginn, well hien hëlft ëmmer méi Importenz un: Dat ass den Dossier „land grabbing“ an den Entwicklungslänner. Et gëtt räich Schwelälänner, déi mierken, dass se hir Mënschen duerch déi eege Landwirtschaft an der Zukunft net méi ausräichend erniere kënnen. Duerfir kafen oder pachte si riseg Lännereien an den Entwicklungslänner. D'Etüd vum Oakland Institute seet, dass 60 Millioune Hektar Agrarland am Joer 2009 bei esou Transaktiounen an Afrika, Asien a Latäinamerika gepacht oder verkaaft goufen. De Volume do fir dës Handel ass 50 Milliarden Dollar. A wann ech lech soen, dass all sechs Deeg d'Fläch vu Greater London - dat ass d'Halschent vu Lëtzebuerg - verkaaft a verpacht gëtt, da kënt Dir lech virstellen, wéi vill Land all Dag deene kleng Bauerer ewechgeholl gëtt an domat den Honger méi grouss gëtt.

„Land grabbing“ kann duerfir keng Solutioun sinn. Au contraire, et alimentéiert d'Kris a riskeiert an den Entwicklungslänner, wou d'Regierungen Honnerte Quadratkilometer verkafen oder verpachten, dass et zu Émeuten an zu Biergerkriecher kënt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, ech wëll elo e Bléck op eis Lëtzeburger Entwicklungspolitik da riichten. Ech mengen, et kann een der geleeschter Aarbecht vun der Regierung eng bonne Note ausstellen. Duerch den Asaz vun der responsabiler Ministesch, der Madame Marie-Josée Jacobs, an hire Mataarbechter, bis zu deene ville Partneren um Terrain, kann eist Land sech houfreg schätzen, de Mënschen an den Entwicklungslänner, an hei virun allem de Fraen an de Kanner, eng durabel Perspektiv unzebidden.

Ech wëll och hei den onermiddlechen Asaz vun den ONGen honoréieren, déi eng ganz wäertvoll Aarbecht um Terrain leeschten. Deenen Honnerte Mënschen, vläicht Dausenden, déi sech hei engagéieren, soll hei e grouse Merci ausgesprach ginn. Duerch hiren Engagement droe si derzou bäi, dass d'Liewensqualitéit vun de Mënschen an den Entwicklungslänner erhéicht gëtt a Lëtzebuerg e gutt Bild dobaussen ofgëtt.

Am leschte Joer sinn nom Rapport 294 Millioune Euro bereetgestallt ginn, an domat huet eist Land sech kloer derzou bekannt, deenen Äermsten op der Welt ze hëlfe. Mat dësem Montant, ëmmerhi bal 1% vun eise PIB, hu mir déi europäesch Verpflichtunge ganz eescht geholl, an domat sti mir och am Spëtze-grupp vun deene Länner, déi d'Zil vun de Vereenten Natiounen net op déi liicht Schëller huelen. Den Aktivitéitsrapport vun dem Ministère aus dem leschte Joer hieft ervir, dass mir weltwäit un drëtter Stell hanner Norwegen a Schweden stinn.

Et kéint een de Bilan vun eiser Entwicklungshilfe souguer nach besser zeechen: Bezitt ee sech nämlech op de Rapport vun der „Aid Watch“, da si mir den „aid champion“ an der Welt. Firwat? Dat erkläert sech doduerch, dass vill Länner hir Dépensen am Beräich vun der Asylpolitik oder de Schuldenerloos och zur Entwicklungspolitik derbäiziele. A wann dat de Fall ass - a Schweden an a Norwegen hu se dat gemaach -, da si mir d'Nummer 1, och eng Kéier do, wou mer guttstinn, och wa mer heiansdo net ëmmer déi Beschten ofginn.

Wa mer eis Entwicklungshilfe ukucken, da stelle mir fest, dass déi aktuell Kris keng Fatalitéit ass, och wann aner Länner eng Reduktioun vun hirem Hëllef ausweisen.

Den Term „Kris“ kënt aus dem Griicheschen „krisis“, oder - fir d'Verb ze nennen -, „krinein“, dat heescht entscheeden oder jugéieren. Or, mir hunn eis entscheet. A mir sti fir eng dauerhaft Entwicklungszesummenaarbecht. A mir loosse och net zou, dass Aschnëtter am Budget virgeholl ginn, well nach ëmmer bliwen 99% hei am Land, an dat ass par rapport zu 1% dach immens vill.

D'Kris ass wéi ugedeit keng Fatalitéit. Villméi ass se eng Chance fir onst Land. Awer et sollt een de Courage hunn, d'Aart a Weis, wéi déi sëllege Ausgaben duerchgefouert ginn, ze analyséieren, ze hannerfroen. Dat maache mir haut hei. Mir mussen hei..., jo, se souguer se a Fro ze stellen.

Solle mer eis Entwicklungshilfe anescht opstellen? Funktionéieren eis Mechanismen esou, wéi se sollen? Firwat hëlfe mir deem an net deem anere Land?

D'Assisë vun der Kooperatioun hunn hei Denkustéiss ginn, déi sécherlech an déi zukünftge Entwicklungszesummenaarbecht afléisse wäerten. Erlaabt mir dofir am Numm vun der CSV-Fraktioun zwee kleng Ustéiss eranzubringen: Wat sinn dann déi positiv Aspekter vun onser Entwicklungshilfe? An op wéi enge Punkte sollen der dann nach weider opgeschafft ginn?

Wat de finanziellen Niveau vun den öffentlechen Dépense fir d'Entwicklungshilfe ubelaangt, leie mir, wéi gesot, am Spëtzentrio a si bal dee beschten. Mir leeschte wuel eng responsabel Aarbecht um Terrain, awer mir plädéiere fir eng besser Matabezéiung vun den Empfängerlänner.

Zu Busan - do waart Der d'lescht Joer, Madame Ministesch - um véierte Forum vun héijen Niveau iwwert d'Effikassitéit vun der Entwicklungshilfe gouf Enn Dezember d'lescht Joer festgehale, dass d'Empfängerlänner sech d'Prioritéit vun hirem Entwicklung selwer zueege maache sollten. Si sollte sech méi erabringen. Si sinn ëmmerhin déi, déi am beschte wëssen, wou hir Besoinë leien a wou Akzenter gesat sollen a musse ginn.

Doropshi si bei eis bilaterale Kooperationsprogrammer, déi sougenannte Programmes Indicateurs de Coopération oder PICen, ëm déi sozialökonomesch Pläng vun den Empfängerlänner opgestallt ginn. Esou PICe goufe mat dem Vietnam ausgeschafft an de Beräicher Gesondheetswiesen, ländlech Entwicklung a Berufsausbildung.

Ee weidert Land zitieren ech gären hei: den El Salvador. Do hu mir den nationalen Aktionsplang „Communautés solidaires“ ënnerstëtzt. Et dréit sech heibäi ëm e Programm, mat deem 125 Gemengen ënnerstëtzt ginn an déi als déi Géigende mat deem gréissten Honger an Aarmutproblem agestuuft si ginn.

Am Besonneschen hu mir mat de Pays cibles aus der Sahel-Zon eng ganz Rei vu PICen ofgeschloss; ënner anerem mat Bléck op d'Gesondheet, op d'Drénkwaasser, op d'Ernährungssicherheit an d'Ausbildung. Mir hunn eis vun der sougenannter Top-down-Anproche a Richtung vun enger méi nohalteger Entwicklungshilfe vu Bottom-up beweegt. Dat ass an den Ae vun der CSV dach déi richteg vernetzten Anproche.

Andeem den Empfängerlänner hir Regierungen an d'Mënschen déi néideg Prioritéit selwer fixéieren, si se à même sech mat dese Projeten ze identifizéieren a sech selwer aktiv mat eranzubringen, esou dass mëttelfristeg déi gewünschte Resultater virleien a si eis laangfristeg net méi brauchen. Mir wënschen eis méi Responsabilitéit vun de Länner, deene mir d'Geld ginn.

Ech wëll dat um Partnerland Cap-Vert duerstelen.

Primo speise mir hire Statsbudget duerch Direkthëlfe am Secteur vun der Educatioun an der professioneller Weiterbildung. Dëst ass eng ganz nei Form vun der Kooperatioun a soll derzou féieren, dem Land méi Responsabilitéit ze iwwerdreen.

Secundo huet sech duerch eis Zesummenaarbecht mam Cap-Vert souguer en neien Typ vun Entwicklungszesummenaarbecht erauskristalliséiert.

Esou gëtt et niewent der bilateraler Ënnerstëtzung fir de Cap-Vert eng triangulaire Kooperatioun - d'Madame huet schonn dervu geschwat gehat - mat der Republik São Tomé e Príncipe an dem Cap-Vert. Béid Länner sinn Noperen. Mir befannen eis also an enger ganz neier Logik vum Süd-Süd mat enger Nordachs. Als Liichtbléck géllt och hei, dass de Cap-Vert sech d'Zil gesat huet, mat onser Hëllef seng Energieversuergung op 50% erneierbar Energie ze setzen. Et kéint ee bal soen: Exemple à suivre.

Wéi steet et dann elo mat der geographescher Konzentratioun? Als Leitmotiv vun eiser Entwicklungshilfe dängt d'Iddi vun der geographescher Konzentratioun vun den Hëlfe. Dat ass alliechend. Et ass vum logistesche Point de vue aus méi interessant d'Hëlfegeidder an eng Region ze bündelen, wéi a méi Länner, déi wäit auserne leien. Domat kënt et dann zu enger méi effikasser Hëlfe.

Zwee Beispiller. Mir hunn de Laos an de Vietnam beieeneleien. A mir hu véier Länner an der Sahel-Zon: den Niger, Burkina Faso, de Mali an e bësse méi wäit de Senegal. An deene véier leschte Länner, well ech do deelweis mat engagéiert sinn, kann ech bezeien, dass mer eng ganz gutt Aarbecht um Terrain liwweren. Lëtzebuerg huet do e ganz gudden Stellwäert a munch Schoulen hu souguer e Lëtzeburger Fändel.

Et schéngt och logesch, dass mer eis Entwicklungshilfe géigeniwwer Namibia astellen, well dëst Land am Ranking vun der Weltbank am beschte vun alle Länner, déi mir ënnerstëtzen, ofschneit. Vläch kann eis d'Madame Minis-



tesch soen, a wéi enge Länner mir nach drun denken eis zréckzeéien a wéi eng nei Länner eis Énnerstétzung kréien. Et kéint ee bal soen: Wann net déi dauernd Kricher an dem Kongo-becken wieren, wou och dee Misär herrscht, da kéint ee sech virstellen an deem Deel vun der Welt matzehëlfen. Mä ech weess, et ass méi einfach gesot wéi gemaach.

Wéi eng Roll spillt déi alimentär Sécherheet an der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef? Et geet aus dem Rapport vum Ministère ervir, dass eng vu véier Persounen vun den 856 Milliounen Mënsche südlech vun der Sahara vun der alimentärer Onsécherheet betraff ass. A wann een de Rapport nach méi genau liest, da stellt ee fest, dass eppes méi wéi 5% vun eisem Hëllef nëmmen an d'Produktioun vu Liewensmëttelen affléissen, dat heescht an den Agrarsektor investéiert ginn.

Wann een awer weess, dass dësen dee wichtegste Sektour ass, da kann ee sech froen, firwat dësen net méi ee grouse Stellwäert a puncto konkret Entwécklungshëllef huet, nottamment am Verglach zum Déngschtleeschungssektor oder d'Infrastrukturen, déi sécher och extrem wichteg sinn, wann een d'Aarmut an den Honger an der Welt effikass wëllt bekämpfen.

Dat eenzegt Land, wou d'alimentär Sécherheet eng prioritär Roll spillt, ass de Mali. An deenen anere Länner - dem Burkina Faso, dem Niger an dem Senegal - gëtt dësem Beräich keng esou eng grouse Bedeitung bäigemooss. Et kann ee sech hei froen, ob een net iwwert d'Gewichtung vun den eenzelne Secteuren vun eiser Entwécklungshëllef misst nodenken, quitte dass een da fir all eenzelt Land muss kucken a souguer mam Land dann déi énzelt Pisten opzezeichnen. An dësem Kontext, hunn ech nogelies gehat, ass et interessant ze wëssen, dass d'Belsch 10% vun hirer Entwécklungshëllef fir d'Landwirtschaft bereitstellt an doriwier nodenkt, souguer den Taux op 15% ze hiewen.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, erlaabt mir nach een Ausbléck an d'Zukunft vun eiser Entwécklungszusammenaarbecht. Op dem nationale Plang, wéi schon ugedeit, sti mir un der Spëtzt vun deene Länner, déi sech an den Déngschten vun der Mënscheheet stellen. Fir dass mir och an Zukunft dës Virreidermodell hale kënnen, muss mir eis Entwécklungshëllef ëmmer nees nei hannerfroen, belichten, verbesseren. Nëmme esou ka se laangfristeg effikass gestallt ginn, a soulaang gëtt se och dobausse vun de Leit verstanen an akzeptéiert.

Ech hoffe staark, dass mir och an der Zukunft der Tentation, de Budget ze kieren, net wäerte verfallen. Dat wier an eisen Aen net nëmmen e falscht Signal, mä och eng onverantwortlech Entscheedung. Mir deelen hei dem Premier Jean-Claude Juncker seng Aschätzung, esou wéi hien dat a senger Ried zur Lag vun der Natioun dëst Joer erkläert huet.

Fir déi Persounen, déi sech net méi dorunner erënneren, hei de betroffenen Auszuch. Hie sot deemools: „Eng aner Liichtfankegkeet besteet doranner, fir eng Reduktioun vum entwécklungspolitesche Budget ze verlaangen. Dat kënnt bei ville Leit, déi net intensiv nodenken, gutt un. Dat wier awer dee falsche Wee.“

D'Regierung wëllt den entwécklungspoliteschen Effort vun eise Land net reduzéieren. D'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef wäert och an Zukunft méi wéi 1% vun eise Bruttoinlandprodukt ausmaachen. Dat dréit zum weltwäiten Image vun eise Land bäi. An dat huet eng moralesch Dimensioun. Eent vun de räichste Länner vun der Welt, och wann et spuere muss, d'äerf net ufänke bei der Entwécklungshëllef ze kieren. Soulaang och an der Responsabilitéit vu Lëtzebuerg stinn, gëtt den Entwécklungsbudget net gekierzt. D'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef wäert och weiderhin 1% vun eise PIB bleiwen.“ Souwäit eise Premier.

Op internationalen a europäeschem Plang e puer Wieder. Et ass kloer: Eis Unioun muss un dësem Plang hir Virreiderroll méi ervirhiewen a sech méi Gehéier an der globaliséierter Welt verschaffen. Mir kënnen eis do abringen, andeem mir eise Land op dem EU-Niveau nach besser positionéieren.

Konkret: Eis Unioun muss eng méi kohärent an duerchduchte Politik an dësem wichtige globale Probleemkrees entwéckelen. Mir müssen unni ze zécken d'Zollpolitik iwwerdenken am Sënn vun enger gréisserer Gerechtegkeet a gesondem Wettbewerb, déi et och erlaabt den Honger an der Welt ze reduzéieren, à la longue ze verbannen.

Et wier deemno gutt, dem europäesche Volet vun der Entwécklungspolitik am Rapport d'nächst Joer méi Plaz ze ginn, an dat an der Rumm vun dem Cadre financier pluriannuel '14-'20, well dës stellt jo d'Weihe vun der europäescher Entwécklungszusammenaarbecht.

Ech wëll meng Ried mat der Ausso vum Albert Einstein ofschléissen. Hie sot, an dat gëllt fir

munchereen heibannen: „Et gëtt keng grouse Entdeckungen a Fortschreitter soulaang et nach emmer en onglécklech Kand op dëser Äerd gëtt.“ Ech soen dat, well a ville Länner - Entwécklungslänner - 50% vun de Mënsche manner wéi 18 Joer hunn. An déi sinn an de meeschte Fäll onglécklech. Dat kann eis net onberéiert loossen.

An dofir mengt d'CSV, dass d'Éducation - fir dat besser duerstellen - fir den Développement eng méi héich Bedeitung an eise schouleschen Alldag muss kréien, fir eben op all dës Mësstänn an der Welt dobausse opmierksam ze maachen. Nëmme 0,63% vun dem nationalen Éducationsbudget - hei am Land also - sti momentan dofir zur Verfügung. An dobäi sinn awer vun de Vereenten Natiounen 3% gefrot ginn. Dat heescht: nach e wäite Wee fir onst Land.

D'Entwécklungszusammenaarbecht mat Bléck op eng méi gerecht Welt stellt fir eis, d'CSV, eng vun de gréissten Erausforderungen vun eiser Zäit duer. Et ass vill Engagement gefrot, an d'CSV engagéiert sech hei.

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Oberweis. An als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, fir d'Éischt wëll ech lech Merci soen, dass haut d'Méiglechkeet ass, dass dës Debatt och an der Gebärdesprooch ass. Dat ass net oft de Fall hei an der Chamber. Dir wësst et jo och aus Erfahrung, dass mer dat am Stater Gemengerot bei all Sitzung hunn. Ech weess, dass et och e Käschtepunkt huet, mä ech fannen et immens wichteg, dass déi Leit, déi d'Gebärdesprooch als Sprooch benotzen, haut och kënnen matgedeelt kréien, wat mer dovunner halen. An den Dram wier selbstverständlech, wa mer et eng kéier géife fäerdegbréngen, dass all eis öffentlech Sätzungen an d'Gebärdesprooch kéinten iwwersat ginn.

(**Interruption**)

Ech sinn... Dir mierkt, Madame Ministesch, dass ech mer haut vill Méi ginn, fir scho méi lues ze schwätzen.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Et ass érischt den Ufank.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - An ech wëll mech dann och direkt bei der Dolmetscherin entschëllegen, well ech weess, dass ech dee Rhythmus net ka laang aushalen.

Här President, ech wëll och direkt der Madame Schommer bonne Chance wënschen. Mir hunn d'Chance... An ech muss der Madame Ministesch do wierklech soen, dass si mat der Madame Schommer dee richtige Choix getraff huet, déi och als leschte Poste jo an Däitschland war, wou mer als Deputéierten all kéieren, wa mer Déplacementen an Däitschland haten, ganz vill Luef haten. An ech muss soen, dass dat positiv ze wëssen ass, dass mer Diplomaten hunn, déi esou enke Kontakt mat der Vie politique an hirem Land hunn, dass mer och dann dee Luef matgedeelt kréien. An ech mengen, dass Der do e richtige Choix gemaach hutt. An ech wäert och der Madame Schommer do bonne Chance fir hir Missioun wënschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Pierre angulaire vun der lëtzebuergescher Aussepolitik ass jo bekanntlech eis Entwécklungspolitik. Mir kënnen stolz sinn, souwuel um europäesche wéi um weltwäiten Niveau, ënnert den éischte Pays donateurs ze leien. Mir sollen d'Roll vum gudden Schüler notzen an eng Virbildfunktioon hunn.

Ënner Lëtzebuurger Présidence 2005 hate sech d'EU-Memberlänner engagéiert, bis 2015 hiren Entwécklungsbäitrag schrëttweis op 0,7% vum RNB eropzeschrauwen. Dëst Zil ass awer nach laang net erreicht. A mir kommen zesammen an der Moyenne op knapp 0,42%. Hätten all d'Länner hiert Versprechen awer agehalen, wieren 2011 iwwer 15 Milliarde fir d'Aarmutbekämpfung zesummekomm. D'Kris huet awer e Stréck duerch d'Rechnung gemaach an déi national Budgete si massiv gekierzt ginn, an eef europäesche Länner hunn hiren Undeel no ënnen ugepasst. Am Verglach zum leschte Joer goufen europawäit 490 Milliounen Euro manner investéiert.

Selbstverständlech ass et berechtigt, sech d'Fro ze stellen, ob déi Suen net léiwéier sollten heeheim investéiert ginn. A verschide Populiste maachen dat och ganz gären a maache sech eng Freed, fir esou Diskussiounen hei ze hunn, fir ze soen: „Kuckt hei, wéi wéineg de Leit gehollef gëtt, an da gi se de Leit wäit an deenen anere Länner hëllef. Ass dat dote richtig?“

Jo, Här President, et ass inakzeptabel op de Käschte vun deene Schwächsten ze spueren. Mir solle wëssen, wat mer hunn, a mir sollen

eis eng kéier bewosst sinn, wat déi aner net hunn. Eis Solidaritätsbedeegung muss weider assuréiert ginn. An deem Sënn soll eis Kooperationspolitik och wegweisend si fir de Rescht vun der EU. Mir sinn als klengt Land an aussepolitesche Froen op d'EU ugewisen.

A wa mir wëllen, dass d'EU hiren Ambitioun vum globalen Acteur gerecht gëtt, dann ass et eis Aufgab, innerhalb vun de Memberlänner e Konsens a puncto Solidaritätsbäitrag ze verschaffen. Mir sinn der Meenung, dass een déi international Solidarität net soll ausspille géint déi Solidarität, déi mer mussen heeheim praktizéieren vis-à-vis vun de Leit, déi bei eis schlecht dru sinn. Déi zwou Dimensiounen schlësse sech net géigesäiteg aus, mä si gehéieren zu enger an där nämlecher Démarche.

Här President, genuch iwwert d'Quantitéit vun eiser Entwécklungshëllef geschwat. Fir datt sech och do agesat gëtt, wou se am meeschte gebraucht gëtt an am meeschte Friichten dréit, sinn och e puer Wieder zur Qualitéit ubruecht.

Wéi et schon d'Debatt vum leschte Joer ugekënnegt hat, ass d'Cohérence des politiques eng vun deene gréissten Erausforderungen. Hei geet et drëms, dass d'Kooperationspolitik net duerch aner national Politike beanträchtegt gëtt. Et geet och net duer, dass d'Politike vun deenen eenzelne Ministere ënner sech kohärent sinn, déi Politike mussen och kohärent si mat den Objektiv vum der Aarmutbekämpfung.

Fir d'Objectifs Millénaires du Développement (veuillez lire: Objectifs du Millénaire pour le Développement) ze errechen, ginn d'Efforte vun engem eenzege Ministère net duer. Wat néideg ass, si gemeinsam a koordinéiert Efforte vun all de Ministere. Och si mussen beim Ausféieren vun hire Politiken d'Entwécklungsobjektive virun Ae behalen, esou datt sech hir Projete net als kontradiktöresch oder schiedegend fir d'Kooperationsprojete erausstellen. Et geet hei net nëmmen ëm eng méi effizient Émsetzung, mä och ëm eng moralesch an ethesch Verflüchtung.

Dës Erausforderung huet sech eist neit Kooperationsgesetz och ugepasst, an de Comité interministériel huet a sengen Attributiounen d'Cohérence des politiques zougesprach kritt. Och am Rapport annuel ass elo eng Rubrik dëser Problematik gewidmet. Et ass sécherlech e grouse Schratt no vir.

Mä d'LECTURE vum Joresbericht gëtt mer do net genuch Opschluss. Niewent engem Opzielden vun den Ordres du jour hunn ech eng Analys an d'Evaluatioun vun de Situatiounen vermësst.

Eng Fro, Madame Ministesch: Wier et net gutt, wann de Comité interministériel a senger Kompetenzen en Avis iwwert d'Kohärenz kéint ginn? Awer Propositionen och maachen; well en Avis ass gutt, Propositionen wiere vläicht och net schlecht. A wie mécht d'Arbitragen an deem Comité interministériel, am Fall, wou et zu enger ënnerschiedlecher Ausleeung kéim am Bezuch op d'Kohärenz?

Datt um lëtzebuergeschen Niveau nach Besseerung kënnen stattfannen, deit de Barometer 2012 vum Cercle de coopération un. D'Zivilgesellschaft huet duerch dat neit Règlement d'Méiglechkeet kritt, de Comité a puncto Inkohärenz kënnen ze saiséieren. Et ass net oninteressant hir Analys méi genau ënnert d'Lupp ze huelen, well de Bilan fällt net nëmme positiv aus.

Esou zum Beispill am Domän vun der Klimapolitik. Lëtzebuerg hält seng Engagementer zum Kyoto-Protokoll mam Akaf vun auslänneschen Emissionsrechter. An am nämlechen Moment schéckt eis Regierung awer Milliounen Euroen an Entwécklungslänner, fir hire Kampf géint de Klimawandel ze ënnerstëtzen. Eng Kontributioun kéint d'Klimabank sinn, op déi d'DP schon higewisen huet, hei am Land eng Klimabank ze schafen, nom Motto: „think global, act local“ (veuillez lire: „think global, act local“).

Duerch d'Albansanéierung vu Wunnengen an öffentleche Gebaier kéint d'Energieeffizienz vun Land bis zu engem Drëttel verbessert ginn. Déi oft deier Sanéierungen an Investitiounen an erneierbar Energie géifen iwwert zëngschteg Kreditter vun der Klimabank finanziert ginn. Dovunner profitéiert da jiddwereen: de Stat kann eng besser CO₂-Bilanz virweisen; d'Energiekäschte vun de Stied ginn erof an d'Handwerker kréien nei Opträg.

Här President, d'Kohärenz vun eise Politiken zur Kooperationspolitik ass mëttlerweil och eng legal Verflüchtung. D'EU huet am Traité vu Lisabon dës Prinzip am Artikel 208 festgehalen. Och d'EU muss bei hire Politiken d'Objektive vun der Entwécklungskooperation respektéieren. Hir Innen- an Aussepolitiken dierfen d'Drëttwëlänner op kee Fall an hirer Entwécklung negativ beaflossen.

Dat meescht zitéiert Beispill, wat d'Problematik vläicht och am kloersten duerstellt, ass dat folgend: Et ass inadmissibel, dass een op där enger Säit d'Fëschquoten eropsetzt an de Leit dohannen hir Akommesquell ewechhëlt, an op där anerer Säit Entwécklungshëllef un déi aarbeitslos Fëschere schéckt.

Lëtzebuerg kann um EU-Niveau do zum Beispill eng Roll spillen, well mir an de Conseilssitzungen konstant vertraude sinn. Während eng Rei Kooperationsministeren duerch hir Absence am Conseil sécherlech näischt zur Kohärenz bäidroen, kann eis Verriedung duerch hir Präsenz op d'Kohärenz hischaffen.

An deem Kontext sinn ech frou, dass och eisen Europa-Deputéierten, de Charles Goerens, viru Kuerzem permanente Rapporteur fir d'„Policy Coherence for Development“ ginn ass. All eis Efforte mussen drop histeieren, dass eis Engagementer schlussendlech net sënno an zwecklos waren. D'Zil besteet doranner, ze analyséieren, wéi eng Politikberäicher den Zilsetzung vum der Entwécklungspolitik widerlaf, a wann de Constat gemaach gëtt, wien a wéi déi politesch Arbitragé muss gemaach ginn.

Här President, Effikasitéit ass ëmmer schon an der lëtzebuergescher Entwécklungspolitik grousgeschriwwen ginn. D'Bewertung vun der OCDE duerch seng „peer reviews“ an och intern Bewertungen an der Kommissioun fale gutt aus. D'Experte si sech eens.

Et duerf awer net sinn, dass alles duerch en Ne-tratifizéieren vun enger Initiativ schlechtgeschwat gëtt. Hei geet et ëm d'„International Aid Transparency Initiative“, déi Lëtzebuerg op déi 40. Plaz a puncto Transparenz vun der Hëllef positionéiert. Dës Initiativ no sinn transparent Zuelen de Grondstee fir d'Effikasitéit vun der Hëllef. Et ass wichteg, dass och de Rescht vun der Welt iwwer einfach Zougrëff op Zuelen, Suivien a Rapporten eis Aarbecht verfolge kann. Mir hunn näischt ze verstoppen.

An dësem Sënn invitéieren ech och d'Madame Ministesch gären, dës Initiativ ze ratifizéieren, soudass am Fong dee Ranking, dee mer méritéieren, och dee richtige ass an dass och eis Efforten unerkannt ginn.

Här President, am Joer 2009 (veuillez lire: 2000) goufen am Kader vun de Vereenten Natiounen d'Objectifs Militaires du Développement (veuillez lire: d'Objectifs du Millénaire pour le développement) festgeluecht.

Dat éischt Objektiv ass, d'extrem Aarmut an den Honger ze bekämpfen. D'Ziel vun de Leit, déi mat manner wéi engem Dollar den Dag liewen an déi un Honger leiden, soll bis 2015 halbéiert ginn. Déi Objektiv ginn a regelméissegen Ofstänn bestätegt. International Organisations a Regierungen luewen d'Initiativ ëmmer nees a sprächen hir voll Énnerstétzung aus. De Wee ass ageschloen, mä d'Wirtschaftskris wäert viraussichtlech weider 64 Milliounen Leit an d'extrem Aarmut féieren.

lessen ass e Recht, en universaalt Recht. Et ass un der Zäit, eis Aart a Weis, wéi mer ubauen, wéi mer deelen a wéi mer konsuméieren ze iwwerdenken. Wa richtig gehandelt gëtt, kann d'Objektiv Nummer 1 erreicht ginn. Wa richtig gehandelt gëtt, kënnen d'Landwirtschaft, d'Fëscherei an d'Forstwirtschaft derfir suergen, dass nohalteg entwéckelt gëtt an dass déi alarmant Previsiounen net Wirklechkeet ginn. Wa mir wéi bis elo weiderfueren, si bis 2015 zwou Milliarden hongreg Leit méi op der Welt.

Dobäi spillen de Liewensmëttelsektor an d'Landwirtschaft eng zentral Roll. Et besteet e Paradox doranner, dass 80% vun den Ënnererierten um Land liewen. Et ass d'Konsequenz vun der Marginalisatioun an der Ausgrenzung vusaite vu politeschen, finanziellen a wirtschaftlechen Eliten, déi an de Stied wunnen.

Vun den 1,3 Milliarde Baueren op der Welt verfügen 28 Milliounen, dat heescht 2% iwwer en Trakter; 250 Milliounen - dat si bal 20% - iwwer Aarbechtsdéieren. Dat bedeit also, dass eng Milliard Bauere mat Spuert a mat Machedé schafften. D'Hëllef un den Agrarsektor ass awer drastesch erogaangen. Tëschen '80 an 2004 ass den Undeel vun öffentlecher Hand an deem Domän vun 18 op 4% gefall. 45% vun der Weltbevölkerung liewen direkt oder indirekt vun der Hierstellung vu Liewensmëttelen. Et geet hei net nëmmen drëms, genuch ze essen ze hunn, mä haaptsächlech ëm d'Recht, d'Méiglechkeeten ze hunn, Liewensmëttel hierzustellen a vun dësen Aktivitéiten dezent kënnen ze liewen.

An deem Sënn ënnerstëtze mir d'Initiativ vun de Vereenten Natiounen, en Aarbechtsgrupp ze schafen, dee sech zur Aufgab mécht, en Deklarationsprojet fir d'Rechter vun de Baueren an



de Leit, déi an de ländlechen Zone liewen, auszeschaffen.

Et besteet eng Noutwendegkeet, en neit an international juristescht Instrument an d'Liewen ze ruffen, wat de Baueren hir Rechter ënner anerem a puncto Saatgut, Accès zu Land an Informatioun garantéiere soll. Déi éischt Aarbechtsgruppe wäerten 2013 zesummekommen an drop hischaffen, an e puer Joer där Assemblée générale vun de Vereenten Natiounen e fäerdege Projet virstellen. Ech gleewen och drun, dass Lëtzebuerg hei vill kann derzou bädroen.

Här President, mir hunn eis d'Objectifs Militaires du Développement (veuillez lire: d'Objectifs du Millénaire pour le développement) zum Zil ginn, mä et geet awer och drëms, méi wéi just Symptomer unzgoen: Et geet drëms, Ur-sachen ze bekämpfen.

Dass déi international Approchen an den 90er Joren net déi richteg waren, kënne mer un der Situatioun an den Entwécklungslänner moossen. Alles dem fräie Maart ze iwwerloossen, war d'Realitéit um Terrain ze ignoréieren. Och bei eis huet d'öffentlech Hand missen agräifen, fir déi schliëmste Konsequenze vun enger Finanz- a Wirtschaftskris ze verhënneren. Eis Politik passt sech och ëmmer nees un déi nei Parameteren un. D'Aide humanitaire d'urgence ass an eisem Gesetz zréckzefannen, a mir fannen dat och wichteg. Dass d'ONGen an der Entwécklungspolitik en onëmgängelechen Acteur a Partner fir eis Regierung sinn, huet sech am Laf vun deene leschte Joren ëmmer nees bewisen. Et fléissen 20% vun eiser Hëllef iwwert d'ONGen.

Här President, wéi gesot ass Lëtzebuerg e Musterschüler, wat d'Envergure vun der Hëllef ubelaangt. Da loosst eis och déi éischt an der Qualitéit vun der Hëllef sinn! Eist Land huet déi richteg Viraussetzungen, fir och an deem Punkt ganz vir op der Lëscht ze sinn.

Et bleiwen eis genau dräi Joer an 81 Deeg bis 2015. Zesumme mat eisen europäesche Partner mussen mir eisen Engagementer trei bleiwen an op d'ODM hischaffen.

A menger Ried hunn ech vill Zuele benotzt. Dës Zuele sollen eis hëllefen, eis d'Ausmooss vum Problem virstellen. Ze dacks soen eis awer dës Zuelen net vill. All sechs Sekonnen erhéngert e Kand. Dat seet sech einfach esou. Och Biller ginn un eis laanscht. Dat Indifferenz oder Gläichgültigkeet ze nennen, wier vläicht falsch. Mä ze oft vergiesse mir d'Realitéit, déi eis ëmgi.

Duerfir ënnerstëtze mir och all Éducatiounscampagne an deem Beräich. Dem Rapport no sinn 2,3 Milliounen Euro u Sensibilisatiounsprojeete gaangen, dat sinn 0,8% vum Gesamtbudget vun der Kooperatioun, déi indispensable sinn, fir d'Entwécklungshëllef ze justifiéieren. Am Prinzip mussen d'Mëttelen esou agesat ginn, dass d'Informatiounen an der Öffentlechkeet ukommen. Déi 2,3 Milliounen sinn en appreciable Bäitrag, obwuel verschidden ONGe sech méi erwaart haten.

Ech wëll, Här President, zum Schluss wierklech soen, dass mer frou sinn, an ech hoffen och, dass déi nächst Riedner e serene Débat iwwert d'Kooperatiounspolitik wäerten halen.

Ech soen et nach eng Kéier: A Krisenzäiten ass et ganz einfach, op d'Kooperatiounspolitik ze klappen. Et ass ganz einfach dat, wat ech virdu gesot hunn, populistesch Téin ze hunn an ze soen: „Firwat solle mer deenen hëllefen, wann eis Leit dat och kéinte gebrauchen?“

Mir sollen ni vergiessen, dass 1945 e Land eis hëllef komm ass, dat kee Lien mat eis hat. Mir hu regelméisseg Hëllef krit, och vu baussen. A wa mer haut dat sinn, wat mer sinn, wa mer haut do stinn, wou mer sinn, da solle mer ni vergiessen awer och, vu wou mer kommen, an dass mer och op Hëllef vu baussen heiansdo ugewise waren.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Madame Minister, chères Excellences, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et représentants de nos pays partenaires, léif Frënn, Vertrieederinnen a Vertrieeder vun den ONGen, an och léif Kolleegeinnen a Kolleegeen!

Ech wollt direkt ufänke mat engem Thema, wat dëst Joer eis intensiv beschäftegt huet op den Assisen a wat do flott presentéiert an och diskutéiert ginn ass, zwar dat vun der Insécurité ali-

mentaire. En Thema, wat net nëmme wéi gesot op den Assisë beschwat ginn ass, mä wat an deene leschte Méint am Fokus vun der internationaler Aktualitéit war a wat besonnesch och menger Fraktioun, der LSAP-Fraktioun, um Häerz läit.

An ech sinn och frou, Madame Minister, dass Dir an Ärer Interventioun genau och dorobber agaange sidd an och gesot hutt, wou Lëtzebuerg konkret bilateral a multilateral hëllef.

Am leschte Rapport vun der UNO iwwert d'Objectifs du Millénaire pour le développement ass vill Rieds gaange vu Progrésen, déi gemaach gi sinn, zum Beispill, wat d'Reduktioun vun der extremer Aarmut ubelaangt oder den Accès zum Dréinkwaasser, fir nëmme déi ze nennen.

Mä et gëtt awer natierlech déi Beräicher, an deenen d'Fortschrëtter éischter schwach waren, an een dovunner betrëfft d'Zuel ebe vun de Mënschen, déi Honger leiden. An do si mer da bei der Insécurité alimentaire. D'Zil war et jo, téschent 1990 an 2015 d'Proportioun vun de Mënschen, déi ënner Honger leiden oder ënnererniert sinn, op d'Halschent erfrozedrecken.

Am Rapport „The State of Food Insecurity in the World“, dee virgëschter offiziell vun der Organisatioun fir Ernährung a Landwirtschaft, der FAO, an awer och dem Internationale Fong fir landwirtschaftlech Entwécklung, dem IRAD (veuillez lire: IFAD) an dem World Food Programme publizéiert goufen, steet dran, dass dëst Zil awer nach kéint erreicht ginn, ënner der Konditioun allerdéngs, dass d'Efforten an deenen nächsten dräi Joer redoubliéert ginn.

De Kampf géint d'Ënnerernährung huet also zu konkrete Resultater gefouert, dat awer virun allem virun der Liewensmëttelkris vun 2007, 2008. 870 Milliounen Mënschen op der Welt, dovunner 850 Milliounen an den Entwécklungslänner sinn no deenen neisten Zuelen ënnererniert. Prozentual gouf et an allen Deeler vun der Welt Progrésen säit der Referenzperiod vun 1990. Mä wann een déi absolut Zuele kuckt, da stellt ee virun allem eng permanent Verschlechterung vun der Situatioun am subshahareschen Afrika fest.

Eent vun de wesentleche Problemer an de leschte Joren ass natierlech d'Entwécklung vun de Liewensmëttelpräisser. Déi sinn no der Liewensmëttelkris 2008 zwar staark erëm ergaangen, mä duerno, vun 2010 un, si se erëm rasant geklomm. Den FAO Food Price Index - an hei goufen déi neisten Zuelen an der leschter Woch publizéiert - geet weider an d'Luucht an ass net méi wäit ewech vu senger Rekordvaleur vun Ufank 2011.

Besonnesch kleng Länner, déi staark vu Liewensmëttelimporten ofhängeg sinn, si be-traff vun deenen Haussen. An deene Länner ass et virun allem d'Landbevölkerung, Klengbauereen a Fëscher, déi sech keng Liewensmëttel leeschte kënnen. Dat heescht - an ech fannen, dat ass jo grad dat Perverst drun -, dass grad déi Leit, déi Liewensmëttel produzéieren, net méi d'Moyenen hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Zum Deel well hir Produktiounsmethoden natierlech net déi modernste sinn, an awer och virun allem, well si iwwer ganz kleng a wéineg Terraine verfüegen. Déi Progrésen, déi op enger Säit beim Akommeszil gemaach goufen, ginn esou zumindest fir verschidde Bevëlkerungsdeeler duerch d'Entwécklung vun de Liewensmëttelpräisser erëm kompromittéiert.

Et besteet also kloer Handlungsbedarf an deesem Beräich, an dat ëmsou méi, well eng adequat Ernährung, an dat hunn och Virriedner gesot, net nëmme e primäert Bedierfnis ass, mä virun allem e Mënscherecht.

Verschidden Usazpunkte fënnt een an deem ganz interessanten Barometer vun der Cohérence des politiques, deen de Cercle des ONG jo presentéiert huet an och bei eis an der Kommissioun virgestallt huet. An do denke mer zum Beispill un d'Agrocarburanten. Mir sinn eis all eens, dass si net dierfen an direkter Konkurrenz zur Liewensmëttelproduktioun stoen. Dat ass awer am Moment net ëmmer de Fall. Et ass allgemeng unerkannt, dass d'Augmentatioun vun der Produktioun vun Ethanol an den USA d'Präisser vu Mais a Weess no uewe gedréckt huet. An den USA zum Beispill landen ongeféier 40% vun der Maisproduktioun am Tank, a vergiesse mer net, dass d'USA dee gréisste Maisproduzent op der Welt ass.

Haut wësse mer, dass d'Ëmweltbilanz vun den Agrocarburanten net esou gudd ass, wéi dat am Ufank ugeholl ginn ass. Eng rezent Etüd vum Schwäizer Fuerschungsinstitut EMPA seet, dass zwar vill Biocarburanten eng gudd CO₂-Bilanz opweises hunn, mä dofir awer zu aneren Ëmweltbelaaschtunge féieren. Schonn eleng de Fait, dass mer net méi vu grénge Carburanten oder Biocarburanté schwätzen, mä vun Agrocarburanten, weist schonn, dass glécklecherweis e Mentalitéitswiesel...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Angel (LSAP).** -...stattfonnt huet.

Agrocarburanté sinn nëmme akzeptabel, wa se strenge Nohaltegkeetskriterien entsprechen a wa séchergestallt ass, dass se och tatsächlech d'Emissioun vun Zäregase reduzéieren.

D'Europäesch Kommissioun ass schonn amgaangen, e Schwank an dës Fro ze vollzéien. Esou soll den Undeel vun den Agrocarburanten aus Nahrungsplanzen am Verkéierssektor op 5% limitéiert ginn. An et ass och eng Propositioun vun der Kommissioun ënnerwee, déi soll d'nächst Woch virgestallt ginn, fir méi streng Regele fir d'Nohaltegkeet vu Biocarburanten ze errechen. Den nächste Mëttwoch gëtt déi zu Bréssel virgestallt.

D'Experienz mat den Agrocarburanté weist awer, dass mer an Zukunft - mengen ech - vill besser iwwert d'Konsequenze vun esou Innovatiounen nodenke mussen. Esou oder esou, d'Diskussioun iwwert d'Agrocarburanten op europäeschem Niveau ass wichteg a wäert, wéi gesot, an der nächster Woch relancéiert ginn.

En anere Volet, deen awer och - mengen ech - genausou wichteg ass, ass dee vun der Spekulation mat Liewensmëttel, an domadder och méi allgemeng de Rôle vun de Finanzmäert. D'Finanzwelt huet an de leschte Jore fir vill Duerjerneen op der Welt gesuergt - ech brauch lech do kee Bild ze molen -, an dat betrëfft méi oder manner direkt och d'Entwécklungslänner. D'Finanzwelt ass um Ursprung vun der ekonomescher Kris, vun der Eurokris, och vun der Scholdekrise, an där mer eis haut befannen. An et gëtt monter weider spekuléiert géint Länner, déi schonn um Buedem leien.

D'Problemer an Europa si mëttlerweil esou grouss, dass vill Länner nëmme mat sech selwer beschäftegt sinn. D'APD - d'Aide publique au développement - an den OECD-Länner ass deemno 2011 erfrogaangen. A Länner wéi Griichenland a Spuenien, där hiren Apport ëm 39% bedéngungsweis 33% erfrogaangen ass, ass dat vläicht verständlech. Aner Länner, déi awer manner vun der Kris betraff sinn, profitéieren just vun der Situatioun, fir hir APD erfrozesetzen. An duerfir, zum Gléck, maache mir dat hei net an halen un deem Zil fest. Ech mengen, d'Madame huet et erkläert, ech brauch do net nach drun ze erënneren.

D'Finanzspekulatioun op Liewensmëttel treëft d'Entwécklungslänner och méi an direkter Form, besonnesch dann, wa se sech net selwer versuerge kënnen an ebe Liewensmëttel mussen importéieren. Et kann ee wuel verstoen, dass d'Termingeschäfte wichteg sinn, wa Keefer a Verkeefer sech ofsécher wëlle géint Präisrisiken. Och kéint ee verstoen, dass d'Mäert an d'Bourssen hir Bedeutung hunn, well hei Offer an d'emande openeestoussen an duerch d'Präisbildung geschitt. Mä mir kënnen a mir dierfen awer net nokucken, wa Spekulanten um Misär vun deenen anere verdéngen, andeems se op der Entwécklung vun de Liewensmëttelpräisser spekuléieren, oui dass se déi Liewensmëttel physesch besetzen, also oui Bezuch zu där reeller Welt.

Wann de Spekulant „long“ op engem Rohstoff ass, dat heescht, wann drop gewett gëtt, dass dee Produit an d'Luucht geet, da verdéngt en, wann de Präis eropgeet, während gläichzäitig an den Entwécklungslänner d'Mënsche sech d'Liewensmëttel net méi leeschte kënnen an Hunger leide mussen.

Iwwert den Afloss vun der Finanzspekulatioun op d'Liewensmëttel ass scho vill gestridde ginn. Kloer ass awer ewell, dass et do en Afloss gëtt. De Fait, dass mëttlerweil de physeschen Handel nëmme e kleng Bestanddeel vum gesamten Handel mat Rohstoffen ausmécht, féiert dozou, dass d'Offer an d'Nofro vun physeschen Produite oder déi reell Lagerbestänn u Bedeitung verléieren. Wat spillt, sinn dann d'Erwaardunge vun den Investisseuren. An déi féieren erëm zur Iwwerdreiwung, zur erhéichter Volatilitéit, zu Spekulationsblosen, déi an deem Fall vill Misär produzéieren.

Och wann eise Premierminister esou Praktiken als kriminell bezeechent - an dat kann een an der Préface, déi hie geschriwwen huet am Jean Feyder sengem formidabele Buch mam Titel „Mordshunger“ noliesen -, sou muss een dach soen, dass déi Praktiken net illegal sinn, also net géint bestehend Gesetzer verstoussen. Duerfir ass et also wierklech kloer, dass d'Finanzmarchéen och an deem Beräich méi staark reguléiert mussen ginn.

An d'Méiglechkeet, déi ass am Abléck och do duerch d'Reform vun der MiFID-Direktiv, déi elo grad voll amgaangen ass zu Bréssel. Virun zwou Wochen huet d'Commission des Affaires économiques et monétaires vun Europaparlament iwwert den Text ofgestëmmt. Och wann déi proposéiert Modifikatiounen d'Erwaardunge vun den ONGen net ganz erfëlle konnten, sou muss een a kann en awer feststellen, dass se Fortschrëtter bréngen, zum Beispill, andeems

Positiounslimité fir den Handel mat Rohstoffderivaten agefouert ginn oder andeems den Héichfrequenzhandel ageschränkt gëtt.

Am Sënn vun der Cohérence des politiques hoffe mer, dass d'Lëtzebuurger Regierung bei de Verhandlungen am Conseil net nëmme d'Intérêt vun eiser Finanzindustrie am A huet, mä och déi vun de Mënschen, déi ënner der Spekulation ze leiden hunn.

E weidert Element am Kampf géint den Honger kann doranner bestoen, erëm méi an d'Landwirtschaft an eise Partnerlänner ze investéieren. Dat huet mä Virriedner och ugeschnidden. E Problem ass et, dass e staarken Drock op den Entwécklungslänner läit, fir hir Marchéen opzemaachen. Derbäi kënnt, dass den Undeel vun der APD, déi an d'Landwirtschaft geet, säit den 80er Jore staark erfrogaangen ass - an ech widerhuelen dat, well et awer eng wichteg Zuel ass -, vun 20 op 5%.

Hautzudags geet dës Tendenz erëm an déi aner Richtung. D'Fuerderung no méi Mëttel fir Landwirtschaft gëtt ëmmer méi vehement an ëmmer méi vu méi Experten ausgedréckt. Am leschte Rapport vun der FAO, deen ech hei schonn zitéiert hunn, gëtt festgehalen, dass d'Croissance agricole e besonnesch effikassen Outil ass am Kampf géint den Honger an d'Ënnerernährung.

Och op den Assisë vun der Kooperatioun ass, wéi gesot, vu villen Intervenanten eng Stärkung vun de Mëttel fir d'Agrikultur gefuerdert ginn. Dat wësse mer, mä mir wëssen awer och, dass mer an eise Programmer PICen hunn. Mir mussen jo och eng Prévisibilitéit hunn, wat mer maachen. Mir kënnen net vun haut op muer soen, elo gëtt direkt alles op d'Landwirtschaft ëmgeschloen. Ech mengen, mir mussen am Kapp behalen, dass dat eppes ganz Wichtiges ass an dass an den nächste Joren, wann un neie PICe geschaff gëtt, wann un neie Programmer geschaff gëtt, mer do mussen kucken, dass deene Gedanken, déi bei den Assisë geféiert gi sinn an déi ech elo ausgeféiert hunn, och Rechnung gedroe gëtt.

Här President, Madame Minister, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, et ass eng Traditioun, all Joers hei an der Chamber deen Débat iwwert d'Kooperatiounspolitik, also d'Entwécklungszesummenaarbecht ze hunn. Dat ass wichteg, well et schliesselech och ëm 1% vun eisem RNB geet, mä well et, an dat huet d'Madame Ministesch gesot, och ëm d'Solidaritéit geet, d'Solidaritéit zwëschen dem Norden an dem Süde vun der Welt, d'Solidaritéit zwëschen Räichen an Aarmen.

An duerfir wollt ech Iech Merci soen, Madame Minister, net nëmme fir Är formidabel Ried vun haut, mä och fir de Rapport. An doranner, an dee Merci schléissen ech natierlech och all Är Kollaborateuren am Ministère, de Responsable vu Lux-Development, d'Leit aus den ONGen, déi Professionell, déi do schaffen, awer och déi vill Bénévolen. Also, ech schléisse mech all deene Mercien un, déi Dir och ausgeschwat hutt.

Ech wollt awer drun erënneren, dass den all-jährlechen Débat hei net déi eenzeg Kéier ass, wou mir hei als Chamber eis mat deem Thema Entwécklungshëllef befaassen. Mir schaffe ganz vill op deem Thema, a besonnesch an der aussepolitischer Kommissioun, déi jo och d'Kooperatioun an hirem Einzugsgebiet huet, wann ech dat esou dierf nennen. Ënner der Presidenschaft vun Ben Fayot hu mir wierklech an deene leschten zwielef Méint, an duerfir wëll ech dat hei awer ënnersträchen, oft, oft iwwer Theme geschwat, an, Madame Minister, Dir waart oft present, an dat hei ass also keng Alibiveranstaltung: Mir schaffe vill an deem.

Ech wëll da soen, dëst Joer hu mer um neie Gesetz geschaff, Dir hutt et erwähnt, an do hate mer, mengen ech, eng gudd parlamentaresch Aarbecht geleescht. Mir hu gutt mat Iech zesumme geschaff, mir konnten dat Gesetz amendéieren, mir konnten op verschidde Saachen agoen. An och d'Règlement grand-ducaux hutt Der erwähnt, Dir sidd eis se an d'Kommissioun virstelle komm, Dir hutt se diskutéiert mat den ONGen. Ech mengen, dat war eng gudd Zesummenaarbecht, dofir wollt ech Iech Merci soen.

Mir hunn an där Kommissioun awer och vill Invités de marque empfaangen, déi Dir empfaangen hutt um Ministère a wou Dir eis dann de Kontakt gemaach hutt. An ech mengen, dat ass och wichteg. Mir haten d'Kommissärin fir d'Aide humanitaire vun der Europäescher Kommissioun, d'Madame Georgieva empfaangen, mir haten den Dokter Babatunde Osotimehin, dat ass den Directeur exécutif vun der UNFPA, dem United Nations Population Fund, mir haten d'Experte vun dem CAD do, mir haten den Här Olivier De Schutter do, dee Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation ass. An ech mengen, dat ass wichteg, a mir haten do flott Diskussiounen.



Mir maachen natierlech als Chamberskommission keng Pressekonferenzen. Ech hoffen, dass déi Aarbecht awer no bause kënn an och bei den ONGen ukënn, well mir hu jo eis Procès-verbaux vun de Kommissiounssätzungen, déi um Internet accessibel sinn, an eise Service „Relations publiques“ hält jo och un deene Sätzungen deel a mécht e Résumé um Internetsite. Ech mengen, do kann een noliesen, wat mer do wierklech och fir interessant Diskussiounen haten.

Niewent deenen Aarbechten an Entrevuën... an iwwregens, Madame Minister, Busan, wat Der do virun dem Forum an duerno... all déi Saachen hu mer diskutéiert. Niewent deenen Aarbechten an Entrevuë beschäftege mer eis och vill mat deenen europäeschen Texter, déi vu Bréissel kommen. Dir wësst, mir hunn zwee Kommissären, zwou Direktiounen do, déi ganz aktiv sinn an déi och vill Iwwerleeunge maachen, an do ass et och wichteg, dass mer déi analyséieren.

An duerfir wollt ech awer dem Cercle des ONG och Merci soen, dass se eis dat äusserst wäertvollt Dokument hei geschéckt hunn: „Plains feux sur la cohérence des politiques au service du développement“. Dat kënn nämlech vun hirer Mammenorganisatioun, vu Concorde, dat ass den Dagverband vun all den ONGen. An ech mengen, dat ass och en immens interessant Dokument, mat deem mer schaffe kënnen, wa mer déi europäesch Texter do uginn.

Dir hutt, Madame Minister, gesot, dass mer d'nächst Joer am Rapport - ech hunn dat gelies am Barometer vun den ONGen hirem Rapport an Ärer Préface -, dass mer d'nächst Joer dann och, wéi dat am Gesetz steet, am Artikel 6, niewent dem Rapport iwwert d'Kooperationspolitik, och eng flott Analys kréien iwwert de Comité interministériel, also iwwert d'Cohérence des politiques zu Lëtzebuerg. Doriwwer wäerte mer eis freeën. Et ass elo scho vill Informatioun um Internet ze liesen. Ech hoffen, dass duerch dat neit Gesetz an duerch déi zwee Artikelen do déi Aarbecht nach intensivéiert gëtt an dass mer do nach eng richtig Analyse, eng kritesch Analys kënnen iwwert d'Cohérence des politiques och an Ärem Rapport fannen.

Ech hunn déi europäesch Texter ugeschwat, déi mer diskutéiert hunn, an ech wollt do op zwee Texter agoen. Dat war een, deen heescht: „Commerce, croissance et développement. Ajuster la politique commerciale et d'investissement aux pays qui ont le plus besoin d'aide“. Et geet an deem Dokument doriwwer, dass de Wuesstum duerch Handel en zentrale Bestanddeel vun enger zäitgemässer EU-Entwicklungsagenda ass. An d'EU-Kommissioun seet do, dass Handels- an Entwicklungsinstrumenter esou matenee verzahnt musse ginn, dass et weltwäit zu enger Diminutioun vun der Aarmut kënn. D'Handelskapacitété vun den Entwicklungslänner solle gestärkt ginn, esou soll den Handel zu engem feste Bestanddeel gi vun der Entwicklungspolitik.

An duerfir wëllt d'Europäesch Unioun - an dat ass ee Punkt, deen ech an där Kommunikatioun gutt fonnt hunn, anerer si méi kritesch ze gesinn -, wat do gutt war, dass d'EU wëllt an deem Kontext besser differenzéieren tëschent eenzelnen Entwicklungslänner, fir sécherzestellen, dass si deenen Äermsten am meeschten hëllef. Interessant an dëser Kommunikatioun ass net nëmme d'Diskussioun vun Zollsätz an d'Öffnung vun de Mäert - dorobber wëll ech elo net agoen, do mengen ech, dat sinn Themen, wou mer nach an Zukunft musse ganz kritesch driwwer diskutéieren -, si soen, an dat ass e bëssen... do muss een oppassen, si soen, dass mer niewent deenen net-tarifären Themen déi aner Theme musse uschwätzen, wéi d'Norme vun de Produkter, d'Rechter, d'Propriété intellectuelle an esou weider an esou fort, d'Qualitéit vun de Produiten.

An do muss een awer oppassen, an do si mir als LSAP der Meinung, dass ee muss de Länner d'Souveränitéit loossen, ze decidéieren, wéi eng Form vun Agrikultur se wëllen, an dass ee muss ëmmer bedenken, dass mer grad an deem Domän déi kleng Bauere musse schützen, net dass déi do leiden ënnert deene groussen, risege Baueren...

► **Une voix.** - Konzernner.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Konzernner. Voilà, Merci fir d'Wuert, fir d'Hëllef. Dat ass also en Thema, mengen ech, wou mer eis musse domadder beschäftegen, well d'EU ass wierklech op enger Säit e Virreider och an der Handelsënnerstëtzung fir d'Entwicklungslänner. Mir importéiere méi Gidder aus Entwicklungslänner wéi all aner Mäert. 70% vun all den Agrarimporter an der EU stamen aus Entwicklungslänner.

Duerfir nach eng Kéier den Appel, d'Landwirtschaft an der Politique de coopération net ze vernoléisegen, net nëmme, wat mat der Bekämpfung vun Honger ze dinn huet, mä och d'Entwicklung vun Handel. Mä, wéi ge-

sot, mat deem Gedanken am Hannerkapp, dass mer mussen oppassen, dass d'Länner souverän bleiwe bei der Bestëmmung vun hirer Politik an déi kleng Bauere schützen.

D'EU-Kommissioun huet och e ganz interessant Dokument den 20. August virgestallt - an de Marcel Oberweis wäert dat d'nächst Woch an der Kommissioun resuméieren, mä ech wollt et ervirsträchen -, do geet et ëm d'Protection sociale dans la coopération au développement de l'Union européenne.

Also de Sozialschutz vu Mënschen ass bei eis eng Selbstverständlechkeet, a mir vun der LSAP-Fraktioun, mir sinn och iwwerzeegt, dass d'Protection sociale an den Entwicklungslänner, grad och wéi bei eis, ka bei der Minderung vun Aarmut a Vulnerabilitéit eng entscheidend Roll spillen. Duerch méi sozial Gerechtegkeet, zum Beispill duerch Transfers sociaux an e beseren Accès zu grondleeënde Sozialdengschter, an duerch de Schutz vun Risiko kann d'Protection sociale Aarmutsminderung bréngen. An ech mengen, dat ass och en Thema, wou mer eis musse domadder beschäftegen.

Eng drëtt - ech muss elo méi séier schwätzen, well soss ginn ech net fäerdeg - ass eng iwwert d'Budgethëllef, eng Kommunikatioun „La future approche de l'appui budgétaire“ vun der Unioun „en faveur des pays tiers“. Dat ass, mengen ech, eppes Wichteges an do gëtt gesot, dass bei der Budgethëllef natierlech de politeschen Dialog ganz wichteg ass tëschent der EU an de Partnerlänner, d'Evaluatioun vun de Performancen an de Kader vun de Capacitéiten. An do gëtt dann eng Vertragspartnerschaft virgestallt, wou kann e Contrat de bonne gouvernance et de développement ofgeschloss gi mat Länner, a wou gekuckt gëtt, ob déi Länner d'Engagementer vun de Grondrechter anhalen, d'bonne Gouvernance an esou weider. Wann dat net de Fall ass, da kann een och sektoriell Partnerschaften ofschléissen, a fir déi ganz fragile State gëtt ee Contrat relatif à la construction de l'État virgesinn. Ech mengen, dat sinn och nach... wär et interessant ze wëssen, wéi mir als Lëtzebuerg zu där Kommunikatioun stinn a wéi mir eis do positionéiere wäerten.

Dann, well ech bei der Aide budgétaire war, ganz kuerz zum Cap-Vert. Ech mengen, dat ass e wichteg Partnerland vun eis; mir hu virdu scho vill driwwer geschwat. Mir maachen zwee nei Accords bilatéraux, dee vun der Aide budgétaire sectorielle an dee vun der Kooperatioun vun de Services aéronautiques. Wat interessant ass, ech mengen, mir maachen do Aide budgétaire an ech hunn elo grad gesot, wann een Aide budgétaire mécht, muss dat Land fest Institutionen hunn, eng bonne Gouvernance hunn.

Ech mengen, eleng de Fall, dass dëst Joer am Cap-Vert Wahle waren an e President ass vun enger anerer Couleur politique wéi d'Regierung, dat ass déi éischt Cohabitatioun, dat funktionéiert. Mir haten e puermol an deene leschten 20 Joer do demokratesch Wiesselen. Dat sinn d'Viraussetzungen, fir dass ee mat engem Land esou eng Partnerschaft kann agoen. An ech wär frou, wa mir do an deem Feld géife Konklusiounen aus eiser Zesummenaarbecht mat der Aide budgétaire maachen an do och weider goen.

Dann hunn ech um Site vun Cercle des ONG gelies, den Aid Transparency Index, do gëtt gesot, mir sinn als Lëtzebuerg Top 3, wat d'Quantitéit vun der APD ugeet, an ech zitéieren: «Le Luxembourg figure parmi les donateurs „faibles“ en ce qui concerne la transparence (40^e place parmi 72), principalement parce que le Luxembourg n'a pas signé la convention internationale IATI (International Aid Transparency Initiative) et n'a pas signé de „freedom of information act“».

Do wollt ech froen: Signéiere mer dat nach? Wéi hutt Dir mat Äre Mataarbechter dee Rapport do och gekuckt? Da kënnen mer vläicht eng Kéier an der Kommissioun dorop agoen.

D'ONGen hunn eis net nëmme iwwert de Barometer vun der Cohérence des politiques geschwat, mä och iwwert d'Éducation au développement. Ech mengen, do si Problemer mam Budget. Ech mengen, do wäerte mer och schonn eng Solutioun fannen. Ech wollt awer drun erënneren, dass d'Éducationministesch virun zwee Deeg virgestallt huet, dass d'Éducation au développement durable - wat jo och Bestanddeel ass vun deem, wat d'ONGen hei gefuerdert hunn -, dass dat elo feste Bestanddeel gëtt vun eise Schoulprogrammer. Ech mengen, dat ass eng wichteg Saach. Domadder ass jo och schonn een Deel vun deem Budget opgedeckt (veuillez lire: ofgedeckt). Dat muss een do am Hannerkapp behalen.

Ech wollt ofschléissen, Här President, mat enger ganz perséinlecher Remarque, engem Thema, wat menger Meinung no net genuch an der internationaler Politik an och besonnesch vun den ONGen - an ech mengen, dat wäert wahr-

scheinlech seng Ursachen hunn - ugeschwat gëtt, dat ass dat vun der Iwwerbevölkerung vun onsem Planéit.

D'Mënscheheet ass säit 2011 op siwe Milliarde Mënschen ugewuess. Déi natierlech Ressourcen, vun deenen d'mënschlecht Liewen natierlech ofhänkt, stinn dergéint awer nëmme begrenzt zur Verfügung. Dat wësse mer all. D'Séisswaasser, Akerland, Bëscher ginn ëmmer méi opgebraucht an och ëmmer méi iwwerbenutzt, well ëmmer méi Mënsche versuerge mussen ginn.

Mat dëser Problematik, mengen ech, musse mer eis an Zukunft vill méi ausenansetzen, an ech wär frou, wann dat eent vun den Theme kéint ginn d'nächst Joer op den Assisen. Ech weess, dass mer als Lëtzebuerg Kooperatioun och deelweis iwwert de Secteur Santé a Santé maternelle do aktiv sinn, an där och transversaler Dimension, déi mer hunn, iwwert de Genre. Do maache mer och Aarbecht, wat Fraen ubelaangt, Informatioun an esou weider.

Mä ech wëll drun erënneren, dass een Drëttel - een Drëttel! - vun weltwäite Bevölkerungszuwachs op ongewollte Schwangerschaften berout. All Joer ginn an den Entwicklungslänner 75 Milliounen Fraen ongewollt schwanger, virun allem well hinnen den Zougang zur Opklärung an den Zougang zur Verhütung feelen, an nëmme wa mer wëllen dat rasant Wuesse vun der Weltbevölkerung op der Welt an och besonnesch an den Entwicklungslänner reduzéieren, da kënnen mer déi global Erausforderunge vu Ressourcésicherung a Klimawandel och an de Grëff kréien. Wa mer dee Bevölkerungswachstum net an de Grëff kréien, kënnen mer all déi aner Saachen net an de Grëff kréien.

Duerfir, mengen ech, ass dat e wichteg Thema, an ech wär frou, wa mer dat vläicht - et ass eng Propos vu mir a vun der LSAP - d'nächst Joer am Detail op den Assis kéinten diskutéieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren, an nach eng Kéier e grouse Merci fir all déi Leit, déi dagdeeglech um Terrain an der Entwicklungszesummenaarbecht tätég sinn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel. Als nächste Riedner ass den Här Braz drun. Vir drun hat awer nach den Här Bausch d'Wuert gefrot fir den Dépôt vun enger Proposition de loi. Da kritt nach schnell den Här Bausch virum Här Braz d'Wuert.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. François Bausch

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt am Numm vu menger Fraktioun

- d'Proposition de loi **6486** modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales

déposéieren.

Merci.

► **M. le Président.** - Sou, an elo kritt d'Wuert den Här Braz.

4. Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (sui-vie d'un débat)

Débat (suite)

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Madame Ministerin, Dir hutt et rappéléiert, Lëtzebuerg huet 2011 ron 1%, genee 0,97% vu sengem PIB an d'Aide publique au développement ginn. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt dat. Mir ënnerstëtzen dat weiderhin a mir mengen och, dass déi Bestännegkeet, mat där Lëtzebuerg seng Aide publique au développement héich hält, net nëmme zu Éire vu Lëtzebuerg ass, mä dass et virun allem Planbarkeet erméiglecht, dass et virun allem Perspektive méiglech mécht fir déi Länner, déi d'Bénéficiaire vun där Hëllef sinn. Wat aner Länner maachen, a schwéieren Zäiten hir Aide publique zrëckzeschrauwen, ass fir déi Länner, déi déi Sue kréien, natierlech e Problem. D'Planbarkeet ass an dëser Matière e ganz héicht Gutt, an duerfir mengen ech, dass Lëtzebuerg mat senger Bestännegkeet richtegläit.

Mir bedauern dann duerfir och als Gréng, dass et an anere Länner net esou ass, dass do souguer an der Moyenne den Niveau vun der Hëllef réckleefeg ass - d'Zuele si scho genannt ginn - vun 0,44 op 0,42% an der europäescher Moyenne.

D'Fro ass, wéi een déi Efforten, déi Lëtzebuerg mécht, ka bewäerten. Ech wëll haut net op déi Aspekter agoen, déi och scho vu Kollegen opgeworf gi sinn, notamment vum Marcel Oberweis, deen eng ganz breet Palett vu planetaresche Problemer opgeléicht huet, där sech d'Kooperatioun - net nëmme déi Lëtzebuerg, mä och anerer - muss stellen.

Ech wëll dat duerfir net maachen. Ech wëll am Fong méi op d'Aart a Weis agoen, wéi mer dat zu Lëtzebuerg kënnen bewäerten, jugéieren, wat mer maachen, respektiv wéi mer dat kënnen a sollen diskutéieren.

Eng éischt Remarque virewech. D'Madame Ministesch huet dat virdru kuerz erwähnt. Ech wëll dat awer och nach eng Kéier erwähnen, well ech mengen, dass dat net esou selbstverständlech ass. D'Cour des Comptes huet e Rapport gemaach iwwert d'Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg mat de Suen ëmginn. An d'Cour des Comptes mécht jo eng Rei vu Rapporten, si mécht eng kritesch Aarbecht, a wann een och Member ass vun der Kommissioun vun der Exécution budgétaire, dann hat ee scho méi ewéi eng Kéier d'Geleeeenheet, sech déi Rapporten anzekucken.

Ech muss soen, ech hunn dee Rapport hei iwwert d'Kooperatioun mat enger gewëssener Spannung erwaart, well ech gehofft hunn, ech hu mer gewënscht, dass d'Bewäertung vun der Comexbu positiv wier. Ech hätt et ganz ongäre gesinn, wann an deem Rapport vill Negatives dra gewiescht wär, well dat hätt vläicht deem engen oder aneren, dee grondsätzlech e Problem mat der Kooperatiounspolitik vu Lëtzebuerg huet, kënnen Opdriff ginn.

Ech muss soen, ech si ganz frou doriwwer, dass dee Rapport vun der Cour des Comptes esou positiv ausgefall ass. Sécher sinn och do Saachen, déi bemängelt ginn. Ech mengen, et gëtt a kengem Beräich Perfektioun, och net an deem heiten.

Mä wann ee berücksichtegt, wéi grouss d'Montanté sinn, déi engagéiert sinn, wann ee berücksichtegt virun allem, wéi vill Acteuren dass et gëtt an deem dote Beräich, da muss ee soen, dass dee Rapport vun der Cour des Comptes eigentlech en extrem positive Bericht ass. Mir sollen doriwwer frou sinn, well ech mengen, dass mir heibannen an eiser ganz grousser Majoritéit, bal an der Unanimitéit jo déi Efforten ënnerstëtzen, ausdrécklech ënnerstëtzen, déi mer maachen an der Kooperatioun, an deem dote Rapport gëtt eis och an deem Sënn recht, dass mer alleguerten zesumme probéieren, och déi Montanten héich ze halen.

Et gëtt mat deene Sue keen Unfug gemaach, zumindest, soen ech elo emol, an der Technik. Dat huet d'Cour des Comptes gepréift, an dee Bilan ass positiv, an ech fannen, dat soll ee roueg e bësse méi ervirsträchen. Dat ass net esou automatesch an evident. Dat ass eng positiv Saach, déi mer sollen erwähnen.

Dir hutt, Madame Ministesch, an Ärer Interventioun och erwähnt, dass bei eis ron 20% vun der Aide publique iwwert d'ONGen ofgewéckelt ginn. Dat ass net ëmmer d'Meenung vu jiddwerengem dobaussen. Mir wëllen als gréng Fraktioun lech awer och doranner ënnerstëtzen. Mir ënnerstëtzen effektiv de Recours op d'ONGen, an et sinn der vill, et sinn der bal honnert, dat ass natierlech net nâischt, besonnesch an der Koordination. Mir ënnerstëtzen dat ausdrécklech, well mir effektiv och mengen, dass d'ONGen zum Deel aner Méiglechkeeten hunn. Si bidden och Virdeeler, déi staatlech Instanzen net kënnen hunn. Si hu Fräiheeten, déi staatlech Instanzen net kéinten hunn.

Duerfir encouragéiere mer lech dobäi, weiderhin och vill op d'ONGen ze setzen. Dat ass an eisen Aen e Wee, deen da vläicht eng Lëtzebuerg Eegeenart international ass. Mir hunn domadder kee Problem.

Dir hutt och gesot, dass eis APD zu 69% iwwert de Bilateral leeft. Do sinn ech mer net esou sécher, ob een dat nëmme gutt soll fannen. Eng vun de Kritiken, déi jo weltwäit oft un den Aidepubliken formuléiert gëtt, ass eben déi, dass jiddwereen e bëssen ze vill a sengem Eck schafft, dass et eng iwwerdrifwe grouss Zuel vun Acteuren gëtt an dass d'Koordinatioun net ëmmer déi besch ass, wat natierlech och d'Moyenë verschléngt, an déi Moyenë wieren anerwäerts vläicht besser ugewannt.

69% iwwert de Bilateral erkläert sech dann natierlech och duerch d'Optioun, dass mer mat Pays cibles schaffen, déi ech net wëll a Fro stellen. Déi Optioun ass scho richtig, mä ech mengen, et soll een do contrairement zu där Kritik bei den ONGen hei vläicht mat enger



gewässener Oppenheet déi Kritiken och ophuelen, well ech mengen, dass een international soll verstärkt derfir plädéieren, dass zesumme-geschafft gëtt, an da muss een natierlech och am eegenen Optrieden där Kritik dann och kënnen gerecht ginn.

Duerfir mengen ech hei, dass et och eng aner Opdeelung vun eiser Hëllef ka ginn, déi vläicht e bësse manner op de Bilateral setzt, vläicht e bësse méi op de Multilateral, an dat och als Beispill an d'Fenster kéint gestalt ginn, fir aner méi grouss Länner ze encouragéieren, dat och ze maachen, well do gëtt definitiv ganz oft mat Moyenen net honnert Prozent effizient geschafft. Do gi leider vill Ressourcen an engem Manktum u Koordinatioun verluer.

Zweeten Aspekt wier vläicht dee vun der Legalitéit, fir eng Bewäertung ze maachen, well dat därerf een net vergiessen: An de leschte Joren hunn och déi gréng oft vun der Cohérence des politiques geschwat. Dat ass awer haut keen Usproch méi, deen dësen oder deen eleng huet. D'Cohérence des politiques ass eng legal Obligatioun. Et ass näischt, deem ee sech kéint entzéien; et ass näischt, wou ee kann derfir oder dergéint sinn. Et ass eng legal Obligatioun, souwuel am Traité iwwert de Fonctionnement vun der Unioun an den Artikelen 208 bis 210 geet doriwwer Rieds.

Duerfir gëtt et och vun der Kommissioun zanter 2010 en Aarbechtsprogramm iwwert d'Cohérence des politiques pour le développement, wou och regelméisseg Entrevuë si mat den État-membere, fir do d'Efforten ze koordinéieren a fënnf Beräicher: Commerce an d'Finanzen, de Changement climatique, d'Sécurité alimentaire, d'Migratioun an d'Sécurité tout court.

Ech géif gär, Madame Ministesch, wann Der herno nach eng Kéier d'Wuert huet, fir op eis ze reagéieren, vun lech eng kleng Informatioun doriwwer kréien, wéi sech déi Gesprécher tëschent der Kommissioun an den États membres entwéckelen, notament déi spezifesche Lëtzeburger Positioun.

Wat zéie mir aus deene Gesprécher mat der Kommissioun? Wat ass den Input, dee mir kréie vu Bréssel? Ech fannen, dass déi Entrevuen do e bësse méi Öffentlechkeet kéinte verdéngen, wéi dat am Moment de Fall ass. Ech halen dat nämlech fir e wichteg Instrument, wat vun der Kommissioun agesat ginn ass, an ech géif eigentlech gär, déi Informatiounen doriwwer kënnen kréien.

Drëten Aspekt, deen ech wëll belichten: natierlech dee vun der Cohérence. Mir hu jo elo e Comité interministériel pour la coopération au développement, dat ass an deem neie Gesetz ausgebaut ginn, wann een esou wëllt, par rapport zum Gesetz vu '96. Et wier mat Sécherheet ze fréi, fir haut scho wëllen e Bilan dovunner ze maachen. Et muss een engem Gesetz och fairerweis eng kleng Chance ginn, sech ze bewahren. Sécher ass awer, dass et net terribel schwéier wäert ginn, fir et besser wéi an der Vergaangenheet ze maachen. Dat huet fréier net gutt geklappt. Dat ass de Minimum, wat ee ka soen. An duerfir hoffe mer natierlech, dass deen neie Comité interministériel dat besser wäert maachen.

De Comité interministériel soll an eisen Aen awer net nëmmen do sinn, fir d'Koordinatioun ze maache vun de verschidde Politike vun der Regierung am Sënn vun der Cohérence, mä mir mengen och, dass dee Comité interministériel sech och e bëssen a säin eegene Bilan misst implizéieren. Am Moment, an ech kommen herno nach drop, mécht de Cercle dat. Si hunn eng Broschür gemaach, wou se e bëssen och de Bilan dovunner maachen.

Mir sinn eis awer als gréng Fraktioun net esou sécher, ob et wierlech muss eng Aarbecht sinn, déi de Cercle mécht. De Cercle huet ganz aner Saachen, déi e ka maachen, wou e seng Zäit a seng Energie kann investéieren. A mir fannen et och net wierlech gutt am Fong, dass de Comité interministériel sech nëmme vu bausse géif bilanzéieren loosse, an dass ee mam Fanger dann op e weist a seet, dir sidd gutt oder net gutt, an da streide se doriwwer, ob dee Bilan da gutt ass oder net gutt ass.

Ech mengen, dass de Comité interministériel sech duerchaus selwer misst mat sech selwer beschäftegen an dass si eigentlech méi am Vierdergrond misste stoen, fir dee Bilan ze maachen. Natierlech spillt dann de Cercle och do eng Roll, dat ass jo evident.

A wéi dee Bilan kéint gemaach ginn, no wéi enge Kritären dee Bilan kéint gemaach ginn, dat wär zum Beispill eppes - de Kolleg Marc Angel huet virdru schonn op déi nächst Assise

gewisen -, ech géif dann och do probéieren, nach den Ordre du jour wëlle maassgeblech ze beaflossen, well ech der Meenung wier, dass mer kënnen duerchaus op den Assisen doriwwer diskutéieren, wéi eng Kritären an deene Bilane sollen dra sinn, déi dann an eisen Aen och verstärkt, net ouni de Cercle, mä verstärkt responsabiliséiert de Comité interministériel misst maachen.

Dat wär eng Diskussioun, déi ee wierlech kéint féieren, well déi kéint eis fir eng ganz Rei Joren, wa mer eis do kéinten drop verstännegen, an eisen Aarbechte guidéieren. An ech mengen, wéi gesot, dass et net gutt wier, de Comité interministériel aus der Bilanzéierung ze déresponsabiliséieren, dass e praktesch just an engem Rôle vun Défendant herno ass, wann de Bilan kënnt. Ech mengen, et bréngt eis méi virun a méi séier virun, wa se selwer an deem Bilan mat dra sinn. A wéi gesot, d'Kritäre kënnen mer gär, doriwwer diskutéieren.

De Cercle huet awer fir dëst Joer e Bilan gemaach vun der Kohärenz vun de Politiken. En huet dat als Barometer gemaach. En huet eng méi pädagogesch Presentatioun ausgesicht, fir de Bilan vun der Cohérence ze maachen. Bon, do ass scho viles iwwert déi Broschür geschwat ginn. Ech mengen, dass een do soe kann, wat ee wëllt. Fakt ass awer, dass se an där Broschür an eisen Aen op eng Rei reell Punkten hiweisen, och an deenen Texter, déi se opstellen, elo onafhängeg vun der Presentatioun, déi jo deenen enge vläicht e bësschen ze vill simplistesche Ausfall ass. Bon, si huet awer de Mérite, dass se liicht verständlech ass. Dat ass ëmmer déi Saach mam Glas, dat hallef voll oder hallef eidel ass. Mä si weist op eng Rei Punkten awer hin, déi an eisen Aen reell sinn.

Déi Broschür weist awer och, dass mer eis wierlech misste mat enger systematescher Analys vun der Kohärenze beschäftegen. Dat ass dat, wat ech virdru schonn erwähnt hu bei der Bilanzéierung, déi de Comité interministériel kéint maachen. Well et an eisen Aen och net duergeet, dass mer ëmmer nees just widderhuelen, wéi vill dass mer an d'APD ginn an dass mer duerfir gutt sinn, well mer an deem Ranking esou héich sinn. Dat ass jo alles wuel richteg, mä et ass awer och gutt, wa mer eis kritesch mat deem beschäftegen, wat mer maachen, fir et kënnen ze verbessere ganz einfach a fir et kënnen viru Kritiken ze schützen.

Duerfir ass et wichteg, dass mer eis mat där systematescher Analys vun den Inkohärenze besser beschäftegen. Déi Broschür weist eben, dass deen 1% APD vum PIB net alles ass. An d'Broschür -, dat wëll ech awer och eng Kéier da soe fir déi Leit, déi déi Debatt haut vläicht suivéieren -, dee Bilan, dee gemaach gëtt, weist, dass mer op deenen allermeeschte Punkten nach eis zollid kënnen verbessere. Dee Bilan ass e kritesche Bilan, awer kee falsche Bilan.

An der Klimapolitik seet d'Broschür, dass mer an der Prise de conscience net bei gréng sinn, zwar och net bei rout, mä an der Mëtt bei giel. Domat hunn ech och elo de System erkläert. Bei den Aktiounen si mer bei rout. Bei den Agroculturanten, Prise de conscience, bei giel. Aktioun och nëmme bei giel.

Beim Fonds de compensation, Prise de conscience bei giel. Do fannen ech perséinlech awer, dass de Cercle e bëssen ze vill kritesch ass. Ech hunn éischter d'Gefill - well ech och an deenen Diskussiounen mat derbäi war, wou mer mam Fonds de compensation zesummekomm sinn -, dass do d'Prise de conscience a mengen Aen éischter souguer scho bei gréng wier.

Bei den Aktiounen, jo, do sinn nach Saachen ze maachen, mä déi Diskussiounen, déi mer als Chamber mam Fonds de compensation haten, déi hunn eng Rei Konkusiounen produziéiert mat engem Timing, an deen ass bis elo agehale gi vum Fonds de compensation. An ech hunn net d'Gefill, dass et do am Moment un engem Manktum u Sensibilitéit feelt fir déi dote Fro, éischter de Contraire. An ech mengen och, dass een do dierf e bëssen optimistesche sinn.

Bei der Aktioun, natierlech, do si mer bei giel, do ass nach e Wee ze maachen. Bei den Achats publics si mer och nëmme bei giel. Bei den Aktiounen hallef rout, hallef giel. Bei der Promotion économique a beim Commerce extérieur, seet de Cercle, do wär d'Prise de conscience scho bei gréng. Do hätt ech dann éischter eng méi pessimistesche Schätzung, well ech mengen, dass dat - jo! - liicht optimistesche ass. Ech mengen net, dass mer do schonn esou wäit sinn. Bei der Aktioun si mer och bei giel.

Appui un AGRA, d'Allianz fir déi gréng Revolutioun an Afrika, do si mer an der Prise de conscience bei giel, bei der Aktioun bei rout. A bei der Spéculation financière si mer souwuel bei der Prise de conscience wéi bei der Aktioun och bei rout.

Just fir dat eng Kéier ze erwähnen, et ass also deen 1%, deen eis am Ranking op d'drëtt Plaz bréngt, mä eng kritesche Ausenanersetzung mat

deem, wat mer maachen, weist, dass mer vill Stoff hunn, fir Verbesserungen ze maachen. An nëmmen iwwert de Wee vun de Verbesserung kréie mer eis och viru Kritiken geschützt.

Zweet Stéchwuert, dat awer wesentlech méi kuerz: d'Éducation au développement. Ech mengen, do kënnen mer als gréng Fraktioun déi Wënsch vum Cercle nëmmen ënnerstëtzen, fir déi eropzesetzen. Mir sinn haut bei 0,63% vun eiser APD, déi eppes iwwer 314 Milliounen läit. Dat ass sécher net genuch.

An ech mengen, et ass grad an deenen Zäiten, wéi mer se haut kennen, wou eng Rei Diskussiounen liicht oder vill anescht gefouert gi wéi an de leschte Joren, onbedéngt noutwendeg, déi Education au développement ze verstärken, de Leit Argumenter ze liwweren, op zwee Niveauen Argumenter ze liwweren, fir Verständnis fir d'APD ze schafen, awer och Argumenter, fir de Leit et ze erlaben, an hirer eegener Kohärenz virunzokommen, fir dass een net nëmme versteet, firwat dass mer APD maachen a wéi eng APD dass mer maachen, mä och de Leit ze hëllef, hir eege Choixen en âme et conscience an en connaissance de cause kënnen ze treffen. Dat geschitt net vum selwen. Et ass komplex. D'Zesammenhang ze erklären, ass net ëmmer einfach.

Et ass net just e Cadeau, dee gemaach gëtt, mir hunn och en ureegenen Intérêt un enger ganzer Rei vu Politiken, déi mer do developpéieren. An et ass wichteg, fir Sensibiliséierung fir des Matière ze schafen. An dat geet leider och just mat Dépenses. Duerfir kënnen mir lech als gréng Fraktioun nëmmen encouragéieren.

Et ass jo e Mieux fir 2013 virgesinn, dee geet net duer. Do si mer - mengen ech - eis eens. An et wär gutt, wann de Rhythmus vum Mieux géif verbessert ginn. Mir kréie vläicht an den nächste Jore méi schwierig Diskussiounen nach, an duerfir ass et noutwendeg, de Leit d'Zesammenhang ze erklären, Argumenter ze ginn, fir dass se net op Leit erafale, déi eigentlech fir näischt eng Léisung proposéieren, déi keng Kooperatiounspolitik wëlle maachen, déi awer mat der Kooperatioun wëlle Parteipolitik maachen. Dat hei ass e wichtige Wee, fir dat ze éitéieren.

(Interruption)

Firwat sot Der elo eppes, Här Kartheiser? Hutt Der lech elo betraff gefillt?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Neen, Dir sidd betraff...

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Et ass awer echt, dass Der grad elo reagéiert. Et ass déi Saach mam Steen. Et geheet een e Steen an d'Ruddel an deen, dee getraff gëtt, dee billt.

(Interruption)

Jo, ech weess, dass Dir elo kommt. Ech gesi schonn, Dir kënnt et knapps nach... Et ass iergendwéi awer och net iwwerraschend, dass Der lech elo zu Wuert gemellt hutt.

Lescht Remarque, Här Minister,...

(Interruption)

...wéi een d'Aarbecht...

Pardon, neen, ech wollt soen Här President, net Här Minister. Ech hätt lech dat awer och vergonnt.

► **M. le Président.** - Merci, Här Braz.

(Brouhaha)

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - ...wéi een dat hei kann diskutéieren. Eng lescht Remarque: Mir hunn elo schonn e puer Joer laang déi Debatt hei an der Chamber, an ech wëll déi och net a Fro stellen. Ech mengen, dass et wichteg ass, och eemol am Joer an enger öffentlecher Debatt vläicht méi ëmfaassend d'Kooperatiounspolitik ze diskutéieren.

Mir mengen awer och, esou wéi Dir et haut am Ufank vun Ärer Interventiuon gemaach hutt, wou Der Ärer bezieht hutt, déi eenzel Pays cibles kuerz ze ëmraissen, d'PICen ze erwähnen, dass et vläicht eng Iddi wier, dass een och an der Chamber, och an deem Bilan iwwregens, deen ech virdru erwähnt hu vum Comité interministériel, dass ee vläicht net ëmmer just wëll ëmfaassend Bilanen diskutéieren, mä vläicht kéinte mer dat méi spezifesche maachen.

Dass mer dat mat eenzelne Pays cibles oder een oder zwee Pays cibles virhuele vläicht an der Plénière oder vläicht an der Kommissioun - dat ass vläicht déi besser Plaz -, wou mer och da kënnen d'Ambassadeuren op déi Diskussiounen invitéieren. An amplaz dass mer eemol am Joer eng ëmfaassend Debatt maachen, dass mer vläicht een- oder zweemol am Joer spezifesche Debatte maache mat zum Beispill den Ambassadeuren, wou mer eenzel PICen oder eenzel Pays cibles am Detail duerchhuelen, fir déi Diskussiounen ze féieren.

Et ass net onbedéngt eng Alternativ heizou, mä vläicht e Complément zu dëser méi allgem-

ger Diskussioun. An dat kéint och beim Bilan, deen am Comité interministériel gemaach gëtt, vläicht eng Optioun sinn, och do net ëmmer nëmmen de ganz allgemenge Bilan ze maachen, mä och do dee méi spezifesche, méi Schwéierpunkt-méissege Bilan ze maachen, méi detailléiert, méi en profondeer. Et ass, mengen ech, awer och an der Logik vun der Saach, dass mer och do eng Verdéiwung kréien, an net just eng Augmentatioun vun de Moyenen.

Här President, ech wëll haut net méi, och well meng Zäit ofgelaf ass, op d'Dimension parlementaire vun der Kooperatioun agoen. Dat ass awer eng Saach, déi um Lafen ass, wou mer probéiere virunzokommen. An ech si gudder Déng, dass mer eis Ufank 2013 vläicht scho méi konkret an engem Projet kënnen erëmfannen op enger éischter ënneschter Stuf, fir och hei zu Lëtzebuerg eiser Kooperatiounspolitik eng parlamentaresche Dimensioun ze ginn. Do hu mer nach e Wee ze goen, deen an eisen Aen awer ganz vill ka bréngen, och fir déi Länner, mat deene mer ze dinn hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, Madame Minister, Dir wäert lech da kaum wonnere, datt ech e bëssen en aneren Toun hei an déi Debatt erabringe wéi deen, dee mer bis elo gehéiert hunn, an datt ech als Verrieder vun der ADR emol ufänken, fir e kuerze Bléck op d'Budgetsituatioun vun dësem Land ze werfen.

Mir kennen déi Zuelen, déi eis virgeluecht goufen: 1,3 Milliarden Euro Defizit eleng fir dëst Joer! Am Ganze soll d'Schuld vun dësem Land op 25% vum Bruttoinlandsprodukt wuessen, et sief dann, mir géifen nach Ännerungen un deem Budget maachen. Gläichzäitig hält d'Entwécklungshëllef sech op 1% vum Bruttonationalakomes, an de finanzielle Volume klëmmt souguer nach ëm 13 Milliounen Euro a läit wäit iwwer 300 Milliounen Euro.

Dës Situatioun stellt eis natierlech virun eng Rei vu Froen, an et ass legitim, déi Froen ze stellen, well et si Suen hei vun de Steierzueler. Et geet ëm déi finanziell an déi ekonomesch Zukunft vun eisem Land. A mir mussen eis froen, wa mer iwwer öffentlech Budgete schwätzen: Sinn déi Dépense justifiéiert? Si se ze justifiéieren?

Ass et also richteg, datt mir esou héich bei eisem Bruttonationalakomes leien, wann aner Länner wéi Holland, wéi Frankräich an aner, déi awer politesch engagéiert sinn, erofginn? Hei ass vu Populismus geschwat ginn. Ech weess net, ob zum Beispill e President Hollande populistesch ass, wann en der reeller wirtschaftlecher Situatioun vun sengem Land Rechnung dréit. Also géif ech hei virun enger Debatt warnen, déi polemesch operéiert. An ech géif soen: Kommt, mir befaassen eis mat den Zuelen an da loosse mer emol kucken, wou mer dru sinn!

Mir hunn als Lëtzebuerg en Engagement geholl - e politesche Engagement a kee juristesche bannendeng Engagement -, fir 0,7% vum RNB fir d'Entwécklungshëllef auszeginn. A wou et eis gutt gaangen ass, dunn hu mer gesot: „Mir kënnen nach doriwwer eraus goen. Mir gi bis op 1%.“ Mä gläichzäitig hate mer deemools awer och gesot: „Wann et eis emol eng Kéier manner gutt geet, da kënnen mer nees erofgoen op 0,7.“

Abee, d'ADR ass der Meenung, datt deen Abléck komm ass an datt d'Situatioun vun eisem Land esou schlecht ass an datt mer an eng Scholdekris eralafen, datt mer net méi kënnen op engem Prozent bleiwen, mä datt mer müssen op d'Brems sprangen an op 0,7% zrëckgoen. Mir wëllen net nokucken, mir wëllen handeln. An et gëtt fir eis als ADR keng Tabuthemata an der Politik. Et gëtt keng helleg Kéi, mä mir hunn een Zil. Dat ass: gesond Statsfinanzen. An da musse mer de Budget vun der Entwécklungshëllef geneesou ënnert d'Lupp huele wéi all anere Budget hei am Land och.

Mir verlaangen, datt de Budget do ass, wou mer eist Versprieche ginn haten: op 0,7% vum Bruttonationalakomes. D'Madame Minister huet an hirer Ried gesot - ech zitieren lech esou schrecklech gär, Madame Minister -: „Et ass grad a schwéieren Zäiten, wou ee weise muss, datt een zu deem steet, wat een a besseeren Zäite gesot huet.“ Mir haten 0,7% gesot a mir hätte gär, datt mer 0,7% anhalen. An deem Punkt gesinn ech also net, wou mer ausermeeleien, well Dir gitt iwwert dat eraus, wat mer versprach haten. An dat ass e Schrëtt, dee mir net matginn. Mir soen: Mir hunn 0,7 versprach, mir wëllen 0,7 ginn.

Mir soen och derbäi, datt déi PICen, déi och finanziell Engagementer sinn a vun deenen hei och geschwat ginn ass, international finanziell



Ofkomme sinn, datt mer domadder zum Deel direkt Budgetshëllef leeschten, wéi am Cap-Vert - et ass hei beschriwwen ginn -, wou mer den Éducatiounsbudget matfinanzéieren. Dat ass en internationaalt Ofkommen. Et begräift finanziell Engagementer vum Lëtzebuurger Stat. Also, soe mir, muss dat hei ratifizéiert ginn. Mir halen och bei de PICen a bei der Entwécklungshëllef integral op de Kompetenzberäich vum Lëtzebuurger Parlament.

Och soe mir: Alles, wat kann op d'Entwécklungshëllef ugerechent ginn no de Regele vum CAD, dat solle mir och urrechnen. Mir brauchen eis do nëmmen un déi Praxis ze halen, déi och an anere Länner ass. Mir brauchen och do iwwert dee Wee net zousätzlech Dépenses ze maachen, mä wat kann ugerechent ginn, dat muss ugerechent ginn; och am Beräich vun de Studiëbäihëlfe, vu verschiddeenen Asylsitiounen an anere Froen. Mir sollen dat maachen, wat déi aner Länner do och maachen.

Sécher - an dat wëll ech och ausdrécklech betounen -, den Här Bettel ass leider net hei, mä ech wollt awer vläicht kuerz op säin Argument vum Marshall-Plang agoen, well et ass net uninteressant emol ze kucken, wéi dat dann duergestallt gëtt a wat d'Ënnerscheeder sinn.

Just fir e klengen historieschen Exkurs ze maachen. Richteg ass: Mir krute gehollef - mir sinn och dofir dankbar -, mä de Marshall-Plang war fundamental eppes anescht wéi d'Entwécklungshëllef. Ech wëll dat awer just hei, fir d'Informatioun vun lech, léif Kolleegen, nach eng Kéier rappeléieren:

Éischtens war de Marshall-Plang zäitlech begrenzt.

Zweetens war den Objektiv vum Marshall-Plang net den ekonomeschen Développement, mä den Neesopbau vun zerstéierte Strukturen, déi et hei an Europa gouf.

An drëttens huet en ni iwwer 2,5% vum Bruttoinlandsprodukt vun deene gréisste Récipiendaires betrafft; dat heescht, fir Däitschland a Frankräich. Fir eis war eng aner Formel no Bevëlkerung opgestallt ginn, et ware relativ kleng, awer ganz wichteg Zommen, déi eis gehollef hunn. Mä vun dem But, vun der zäitlecher Durée, vun der Orientéierung hier ass de Marshall-Plang net ze vergläiche mat der Entwécklungshëllef. Déi huet elo säit 50 Joer wäit méi grouss Zomme libéréiert a se huet leider net deen Erfolleg gehat.

Mir wëllen natierlech och als ADR eise solidaresche Bäitrag huelen, fir deenen aarme Leit an der Welt ze hëlfe, déi, déi manner hu wéi mir. Mir hu gesot, mir maachen dat gären um Niveau vun 0,7% vum Bruttonationalakomes, awer mir mussen och ganz realistesch un déi Saachen eruegen.

Mir wëllen zum Beispill och, datt mer den Aspekt vun de Mänscherechter méi staark an deene Länner kucken, mat deene mer zesummeschaffen. Och dat ass eppes, wou mer eis bis elo net vill dermat befaasst hunn. Mir soen: Mir hunn hei zéng Länner, mat deene mer kooperéieren, a mir stellen eis elo - ausser mat Mali an Niger, wou méi grouss Krise waren - kaum nach d'Fro: Ma wéi ass dann d'Mänscherechts-situatioun an deene Länner, wou mir do kooperéieren?

Mir wësse jo, datt och um Niveau vun der Europäescher Unioun ëmmer méi drop uechtgedoe gëtt, datt awer do Standarden dra sinn. A mir mussen och kucken - dat wäerte mer och elo am Laf vun nächste Joer als ADR virundreiwen -, fir dann ze kucken: Wéi ass dann d'Situatioun mat deene Länner, mat deene mir zesummeschaffen?

Ech mengen, Dir wësst et. Ech wëll elo dëst Joer hei nach keng Nimm nennen, mä Dir wësst direkt, vu wem ech schwätzen. Zum Beispill, ee President, den Numm vun deem Land ass haut och scho gefall, deen huet ronderëm seng Residenz e wonnerschéinen Zoo. Dir wësst wahrscheinlech, vu wem ech schwätzen. Deeselwechte President, dee war wahrscheinlech mat senger Leit net terribel iwwerrascht vun enger Serie vun onerwaartenen Doudesfäll a sengem Land. Et sinn der véier, fénnef, déi an der internationaler Press ëmmer erëm zitéiert ginn, déi zu Demonstratiounen zu Paräis gefouert hunn, wou dee President viru Kuerzem do war.

An ech soen dat hei: D'nächst Joer kucke mir déi Situatioun méi genee. Wéi verhält et sech mat de Mänscherechter an deene Länner, wou mir hëlfe? An ass et da kredibel? Ass et richteg, mat Regimer zesummeschaffen, déi wahrscheinlech an engem héije Mooss kriminell handeln oder déi esou korrupt sinn, datt se souguer an der internationaler Press kommentéiert ginn? Mir hunn eng moralesch Aufgab, och an der Entwécklungshëllef. Mir sinn net fräi vun esou Constrainten.

Da wëll ech och soen, datt mer selbstverständlech déi Rapporte gelies hunn, déi

d'Cour des Comptes iwwer Lux-Development gemaach huet. D'Madame Minister, déi hat déi selwer ugeschwat. Do waren eng Rei Kritike komm. Dir wësst - Dir hutt jo drop reagéiert -: e Mangel u Kompetenzentrennung, net autoriséiert Reserve bei Lux-Development, obligatoresch Evaluatiounsrapporten, déi net gemaach goufen, systematesch Dépassementer bei verschiddeenen Kreditter.

Dir hutt op déi Kritike reagéiert. Bei verschiddeenen hutt Der keen Handlungsbedarf gesinn. Dir hutt och eng Rei Verbesserungen ugekënnegt. Mä ech muss awer trotzdeem soen, datt Verschiddenes och vum Ministère an eisen Aen net befriedigend ass. Bei de Projekte wéi Mikrofinanz, do war a verschiddeene Saache keng finanziell Kontroll, mä de Suivi vum Projet - wéi dat heescht -, deen huet doranner bestanen, fir e Film ze dréien, deen da bei engem Microfinance-Happening gewise ginn ass.

Do soe mir „neen“! Mir hätte gär eng Finanzkontroll vun de Projeten! Eng genee Kontroll! Dat si Steiergelder. An et geet net duer, e Film ze dréien iwwert dat, wat mat der Mikrofinanz gemaach gëtt, och wann dat gutt ass, fir et dann ze weisen an domadder weider Reklamme ze maachen. Also, Finanzkontroll ass Finanzkontroll; wann Der wëllt politesch Informatioun - fir net ze soen „Propaganda“ - maachen, dann ass dat en anere Budget.

Da musse mer och kucke mat dem Honger an der Welt. Deen ass hei e puermol ugeschwat ginn. Ech mengen, do leien tëscht eis allegueren heibanne keng Differenzen. Et ass keen heibannen e Frënd vun der Spekulation mat Liewensmëttel. Dem Här Feyder säi Buch ass e puermol ernimmt ginn, wat ganz interessant Usätz huet.

Mir mussen eis als Unioun allgemeng froen, wéi mer mat de subsidiéierten Agrarexporten ëmginn, wéi mer déi kleng Familljebetriber an der Agrikultur an den Entwécklungslänner eventuell kënnen besser ënnerstëtzen. Alles dat ass ganz séier wichteg a richteg, mä mir wëllen awer och nach vläicht dättelech virun engem Reflex warnen, deen hei ëmmer gemaach gëtt. A vu datt ech nëmmen nach eng Minutt hunn, wëll ech vläicht als Schlusswuert dorobber agoen.

Mir kënnen net als Westen eis ëmmer nëmmen d'Schold ginn un den Zoustänn an der Drëtter Welt. Dat ass e Reflex, deen een ëmmer erëm héiert. Et ass eis Schold. Et ass eis Schold, datt Kricher sinn duerch d'Waffenexporter. Et ass eis Schold - wann och net déi lëtzebuergesch, well mer keng Kolonien haten - duerch déi kolonial Vergaangenheet. Et ass eis Schold, datt déi Regimer korrupt sinn.

Dat ass alles esou eng paternalistesche - oder maternalistesche an Ärem Fall, wann Dir dat géift maachen, Madame Jacobs - Approche, déi eigentlech drop erausleeft, fir ze soen: „Mir si mündeg an erwuessen, an déi aner, déi wëssen net, wat se maachen. A mir hunn d'Verantwortung, a si maachen, wat si wëllen a si hu keng Verantwortung.“ Esou kann et net sinn. Dat ass net esou.

Mir sollten einfach emol léieren, datt...

(Interruption)

Ma neen, dat soe ganz vill Leit. An dat ass esou e bëssen e roude Fuedem, deen och an der Thematik ass, wéi Dir se uschwätzt an aner Partee se uschwätzen. Do ass ëmmer déi Kulpabiliséierung vum Westen do an déi Exonéatioun vun deene Staten an deene Machthaber, egal wéi korrupt, egal wéi kriminell se sinn. An do si mir net d'accord. Ech maache mäi Gedanke fäerdeg.

► **M. le Président.**- Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Braz lech eng Fro stellt?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Direkt. Ech maache mäi Saz fäerdeg an da ganz gär.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Jo.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech wollt lech opmierksam maachen, well et sech wierklech lount, op e Buch, dat elo viru Kuerzem vun enger afrikanescher Intellektueller publizéiert ginn ass, déi zu Harvard an Oxford studéiert huet an op der Weltbank geschafft huet. Dir kennt et wahrscheinlech souwisou, mä ech wollt elo dorop nach eng Kéier kloer soen, datt déi Theorien, déi vun hir a vun aneren afrikaneschen Intellektuellen an deene leschte Joren ëmmer erëm an d'Médië bruecht gi sinn, do ass eigentlech den Tenor e ganz aneren.

Déi soen: D'Entwécklungshëllef ass net d'Léisung. D'Entwécklungshëllef ass zu engem groussen Deel de Problem fir eis Länner, well einfach enorm vill Geld kënn, ouni richteg Konditionalitéiten, déi och wierklech iwwer Jorzéngten duerchgesat gi wäeren, déi dann eigentlech déi Länner aus hirer Verantwortung entloosen an d'Korruptioun promovéieren.

Ech wollt dat hei nach soen. An elo äntwerten ech selbstverständlech ganz gär dem Här Braz op all seng Froen.

► **M. le Président.**- Här Braz, wann ech ge-
llt.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Här Kartheiser, ech wollt lech just eng kleng Remarque maachen an eng kleng Fro stellen. Dir schwätzt hei vu Kulpabiliséierung an Dir kuckt dobäi no hannen. Eis Interventiounen hunn näischt mat Kulpabiliséierung ze dinn. Dat ass e moralesche Wäert. Dat ass an deene Kategorien, wou Dir denkt.

Mir schwätze vu Responsabiliséierung a mir kucken dobäi net no hannen, mä mir kucken op dat, wat haut geschitt. Haut duerch déi Politiken, déi d'westlech Welt huet, provoziert se objektiv och eng Rei Inzidenzen: am Klimabereich, am Zougang zu Kreditter duerch d'Politik vum FMI a vun der Weltbank. Ech kéint déi Lëscht elo laang weiderféieren, ech maachen dat awer net.

Dofir, dat ass keng Kulpabiliséierung a kee Bléck no hannen. Et ass eng ganz aktuell Ried. An et dréit sech ëm Verantwortung. Dat si Wäerter, Här Kartheiser, wou mir eis déi Saache vläicht an anere Kategorien ukucke wéi Dir. Mä mir sinn net an deem Schema, deen Dir beschreift. Keen ass an deem Schema. Keen! Dir erfant dee Schema.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat war awer keng Fro, Här Braz. Mä ech äntwerten lech awer trotzdeem. Ech iwwersetzen dat elo emol an eng Fro, esou als hätt Der eng Fro gestallt. An da ginn ech lech eng Äntwert, well ech wëll lech elo net an déi Verleeëenheet bréngen, d'Reglement vun eiser Chamber net respektéiert ze hunn.

Also, Dir hutt mech gefrot: Denke mer a verschiddeene Kategorien? Wann Dir dat esou presentéiert, wéi Der et elo presentéiert hutt: Neen. Well och an der Analys vun der Aktioun vum FMI a vun der Weltbank an deene leschte Jorzéngte gëtt et eng ganz Rei Facteure vun Usätz, déi och ëmmer erëm geännert hunn iwwert d'Jorzéngten, a vun deene sech der vill als desastréis fir déi Länner erausgestallt hunn, déi déi Précepter, déi se octroyéiert kruten, och émgasat hunn.

Ech wëll soen och haut... Ech mengen, mir kënnen jo Léieren zéien, net nëmme fir aner Länner. Ech ginn hei esou wäit a soen: Och dat, wat den FMI oder déi europäesch Troika zum Deel elo a Griichenland virschreift, ass zum Deel falsch. Well mer gesinn, datt déi Ekonomien ëmmer méi déif an eng Rezessiounsspiral erakommen, datt grouss sozial Nout produzéiert gëtt an datt och am Kader vun der Eurorettungseffort-Maschinerie, déi am Abléck déployéiert gëtt, Feeler widderholl ginn, déi zum Deel schonn an der Vergaangenheet an der Entwécklungshëllef oder bei Entwécklungslänner zu katastrophale Resultater gefouert haten.

Et ass eng Diskussioun, déi eis méi wäit féiert, déi ech awer allzäit bereet sinn, ze féieren. Mä meng Zäit ass ofgelaf, leider.

Ech soen lech Merci. Ech soen der Iwwersetzlerin Merci, déi probéiert huet wahrscheinlech verzweifelt menger Vitesse awer iergendwéi nozekommen. An ech wëll mech deenen uschléissen, déi hei, Här President, recommandéiert hunn, datt mer probéieren sollen, all eis Interventiounen an der Gebärdesprooch mat kënnen iwwersetzen ze loosser. Ech mengen, dat géif deene Leit hëlfe, déi et brauchen, an eis alleguer ganz gutt zu Gesiicht bruen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. An de leschten agedroene Riedner ass den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech wëll nach derbäi soen, eis Riede kéinten och op Franséisch iwwersat ginn.

(Interruption)

A mengen zwou an eng hallef Minute Riedzäit awer, déi ech hunn, kann ech net hei op all d'Punkte vun enger räicher a facttäräicher Debatt agoen. An ech wëll mech op ee wesentleche Punkt beschränken, dat ass dee vun der Kohärenz vun der Politik an deem Beräich. An dat geet menger Meenung no och iwwert d'Fro vum Opstelle vun engem interministerielle Comité eraus.

Ech mengen, dat betrëfft allgemeng d'Ausriichtung vun der Politik op nationalem Plang, awer och an allen internationale Gremien, an deene mer vertritt sinn. An ech wëll just dräi Beispiller aus Zäitmangel hei uféieren.

Éischtens, virgëschter hu mer nach an deser Chamber hei mat enger eenzeger Géigestëmm eng Kapitalopstockung vum FMI votéiert, wou elo just dervu Rieds war. Grad deen FMI awer, dee mat senger neoliberaler Politik zu onheemleche Ravagen an enger Retsch vun Entwécklungslänner gefouert huet a Matverursacher war vun der krasser Veraarmung vu breede Bevëlkerungsdeeler an deene Länner.

Zweetens, viru knapp dräi Joer ass hei zu Lëtzebuerg eng Etüd erauskomm, déi den explizite Virwurf gemaach huet, dass d'Zomm vun deene Suen aus Entwécklungslänner, déi aus Steierfluchtgrënn hei op d'Finanzplaz Lëtzebuerg kommen, bäi Wäitem méi héich ass wéi dat, wat mir un Entwécklungshëllef als Stat ausginn. An obschonn déi Etüd vill kritiséiert ginn ass, konnt keen nowiesen, wat awer eigentlech d'Obligatioun vun der Politik a vun der Finanzplaz gewiescht wier, fir ze beweisen, dass dat falsch wier.

Drëttens, d'öffentlech Hand ass och selwer an der Verantwortung, wa se wirtschaftlech Aktivitéite bedreift, déi am Fong...

► **M. le Président.**- Här Urbany, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Mä ech géif dann och virschloen, dass den Här Kartheiser zum Schluss vu menger Interventioun seng Fro ka stellen.

► **M. le Président.**- Ganz gutt. Da fuert elo virun, an da maache mer dat zum Schluss vun Ärer Interventioun.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Voilà. D'öffentlech Hand ass och selwer an der Verantwortung, wa se wirtschaftlech Aktivitéite bedreift, déi am Fong contraire zu den Objektiver vun enger nohalteger Entwécklungspolitik sinn. Wann zum Beispill de President vun Kompensatiounsfong vun der Renteserv an enger Kommissiounssitzung selwer zougëtt, datt ronn, ech mengen, 60% vun den Aktien, déi dee Fong huet, an Entreprises investéiert sinn, déi no strengen ethesche Kritären op d'mannst dubios sinn, dann ass dat awer Ausdrock vun enger gravéierender Inkohärenz vun der Politik.

A wéi vill, wëll ech emol d'Fro stellen, sinn der do derbäi bei deene Fongen, déi Profit zéien zum Beispill aus Phenomeener wéi „land grabbing“ an der Zerstéierung vun der Biodiversitéit an domadder de Leit an deene Länner regelrecht an am richtige Sënn vun Wuert de Buedem ënner de Féiss ewechzéien? Ech hunn zum Beispill gesinn, dass 2,3 Milliounen a Monsanto investéiert sinn.

Här President, fir ofzeschléisse wëll ech nach soen, d'Bekämpfung vun der Armut an den Ongläicheeten op der Welt ass och ëmmer eng Fro vun Ëmverdeelung vum geschafene Räichtum. An hei muss een erkennen, datt weltwäit d'Schéier tëscht der Mass vun deenen Aarmen an där onverschimmter Akkumulatioun vu privatem Räichtum vun enger Minoritéit - an déi wunnt awer dacks hei, och zum Deel an deene Länner; mä dacks hei -, dass déi Schéier ëmmer méi grouss ginn ass.

Géint déi Politik, déi genau dat dote méiglech mécht, misst een eiser Meenung no vill méi resolut an, wéi gesot, op alle Pläng virgoen, och an der Wirtschaftspolitik, wann ee wëllt eng kohärent Entwécklungshëllef maachen.

Sou, Här Kartheiser, elo ass et un lech.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Här Kartheiser, da stellt Är Fro!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Et ass wierklech eng Fro, Här President. Also, ech wollt dem Här Urbany eng Fro stellen iwwert d'Methodologie, déi hien huet, wann en Etüde bewäert. Här Urbany, wann ech lech richteg verstanen hunn, hutt Dir gesot, déi Etüd, déi wier net falsifiéiert ginn an doduerch hätt se an Ären Aen eng gewësse Gültegkeet. Menger Meenung no ass eng Etüd esou laang gültig, wa se emol genuch Beweiser huet, fir glafwierdeg kënnen ze sinn.

Also, et ass einfach emol eng Falsifikatiounsdiskussioun, déi ech wëll mat lech féieren. Ass fir lech all Diskussioun esou laang gutt oder all Etüd esou laang gutt, bis se falsifiéiert ass? Oder mengt Der net, am Interessi vun der Finanzplaz an iwwerhaapt vun der Kredibilitéit vun enger Etüd war et besser gewiescht, si hätt Beweiser bruecht fir dat, wat se behaupt huet?

Merci.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Sou.

(Hilarité)

Wann ech eng Etüd maachen opgrond vun enger ontransparenter Situatioun, an dat ass d'Situatioun vun der Finanzplaz - mir wëssen alleguer, dass déi Leit sech net gären an hir Kaarte kucke loosser -, wann ech dann eng Etüd maachen op deene globale Chifferen, déi bekannt sinn, an ech zéie gewësse Konkusiounen - prozentual - doraus, dann hunn ech e gewëssenen Effort gemaach, fir eppes ze beweisen, wat menger Meenung no awer



allicht, dass et jo net ka sinn, dass déi Finanzplaz, esou wéi mer se kennen, esou wéi se funktionéiert, net géif Benefits aus deenen Aktivitéite vu Steuerflucht aus deene Länner zéien.

A wann ech virun esou Accusatioune gestallt sinn, zum Beispill als „Luxembourg for finance“ oder als Stat oder als Finanzplaz, da misst ech awer och d'Obligatioun hunn, fir ze beweisen, vu dass ech jo déi Chifferen alleguerten kennen, fir ze beweisen, dass dat net esou wier. Dee Bewäis ass awer bis haut leider net erbruecht ginn!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Elo kritt nach eng Kéier d'Wuert d'Madame Kooperationsministesch.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Merci, Här President. An ech géif och wëllen all den Intervenanté Merci soen, fir awer eng serene Diskussioun hei de Mëtteg a fir déi Debatt, déi hei konnt gefouert ginn. Datt vläicht deen een oder deen anere mat deenen engen oder anere Punkte méi zefridden ass wéi mat aneren, dat ass jo evident, mä am grouse Ganzen hunn ech awer fonnt, dass mer hei konnte weisen, dass mer amstand sinn, wa mer och Meenungsverschiddenheeten an eenzelne Punkten hunn, dass mer eis awer wéi erwuesse Leit kënne behuelen.

Duerfir, virun allem all deenen och, déi eis Kooperationspolitik als gutt bewäert hunn, dat ass net nëmmen eppes, wat mech erfreet, mä selbstverständlech och alleguerten déi Leit, déi tätég sinn. A fir déi wëll ech och gären déi Félicitatiounen a Mercie mat virun huelen.

Virun allem de Marcel Oberweis ass agaangen drop, dass mer méi d'Länner missten abezéien. An dat ass e bësselchen, wann ee wëllt, och en Deel vun der Kohärenz: Wann een d'Leit an d'Länner méi abezitt, ass et kloer, dass se méi Responsabilitéit hunn. Ech denken, dass mer eis vill Méi ginn, fir dat iwwerall do ze maachen, wou mer mat a PICen dra sinn. Wou mer och kucken, dass mer net dat maachen do, wat mir gären hätten. Dat ass dann och zu engem Deel d'Antwort drop, firwat dass mer an deene Secteure sinn a vläicht net an engem anere méi sinn. Do gesitt Der, dass dat alles net esou einfach ass.

Ech wëll awer och soen, am Niger zum Beispill, déi hunn e Fong - ech hat dat gesot, mä vu dass et dann e bësse séier gaangen ass, hoffen ech, dass et elo dat méi lues ka maachen -, wou justement d'nigeresch Regierung e Fong huet, an deem si d'Sue sammelt, déi vun deene verschiddene Bailleure kommen, fir dann déi Stocke selwer unzeleeën, bei sech unzeleeën an Zäiten, wou d'Katastroph nach net do ass a wou d'Liewensmëttelen nach net esou deier sinn, fir dass se méiglechst séier dorobber kennen äntwerten. An dat ass, denken ech, eppes, wat wichteg ass, an dofir hu mer eis engagéiert, fir an deenen nächste Jore virun doranner ze bezuelen.

D'selwecht wéi ech gesot hunn, dass mer och an deene PICe vun der drëtter Generatioun, wou mer bal an deene meeschten elo an deenen Drëtter sinn, och de Länner selwer de Lead ginn, fir eben déi Aufgab ze maachen, fir domadder... och dat ass eng Demande ëmmer gewiescht, dass d'Appropriatioun och misst an den eegene Länner geschéien, well dat soss selbstverständlech och herno näischt kéint ginn.

Wou gi mer fort a wou gi mer hin? Dat ass eng vun deene Froen, déi een ëmmer erëm gestallt kritt. A wat fir engem Land gitt Der fort a wou gitt Der hin? Mir wëssen eigentlech bis elo, dass mer am Vietnam 2015 ophale mat där traditioneller Entwécklungshëllef. An duerfir hunn ech gesot, mir hätte gären - an och net nëmmen do, mä och op anere Plazen -, dass eis Entreprises dohinner ginn, dass mer Entreprisé fannen, fir dohinner ze goen, fir ebe just ze kucken. A mir selwer wësse jo och, d'Entwécklungshëllef ass jo kee Selbstzweck, et ass e Stéck vun enger Anschubpolitik, déi mer ginn, fir dass déi Länner op hir eege Féisst stoe kommen.

Mir wëssen, an ech hunn dat gesot, eleng vun der Entwécklungshëllef ka kee Mënsch liewen an eleng kënn een do och net eraus. An duerfir also och ze kucken, wéi mer eis kennen uleeën. Ech hunn lech d'Beispill och gesot vun Zentralamerika, wou mer mat de Konsulen, déi hei waren an déi natierlech och op der Plaz fir Lëtzebuerg schaffen, kucken, wéi mer dat besser kënne maachen, fir dass d'Leit eng Aarbecht kréien, dass se e Revenu hunn an domadder also kënne schaffen.

Iwwert d'Liewensmëttel ass haut natierlech enorm vill geschwat ginn, wat och normal ass,

well och d'Liewensmëttelsécherheet oder -onsécherheet ee vun de Punkten op den Assise war. An do hate mer och eng kleng Diskussioun, wou et drëm gaangen ass: Wéi vill gétt Lëtzebuerg an d'Liewensmëttel?

Wann een déi Direkthëllef kuckt, da sinn dat 5%. Wann een awer kuckt, wéi vill et ausmécht, wann een aner Saache matrechten, wann een zum Beispill... et muss ee jo sécherstellen, dass d'Bauern, déi produzéieren, och e Wee hunn, fir kënnen op de Maart ze kommen. Da muss een also wëssen, wann ech kee Maart hunn, da kann ech näischt verkafen, also bréngt dat mer näischt. Duerfir muss een also och wëssen, wat een do alles an déi Prozenter drarechent. An do wiere mer op 10% komm an da wiere mer do, wou déi Belsch elo sinn, deemno wat mer nach alles géifen derbärechnen. Dat ass also ëmmer erëm eng Fro och, wat een dorënner versteeet.

Mä ech mengen awer, dass et wichteg ass, dass och an deenen nächste Joren... mir sinn op ville Plazen och an der Landwirtschaft mat dran a mir si virun allem, et ass geschwat ginn iwwer multilateral a bilateral, besonnesch awer och, well Lëtzebuerg e ganz staarke Partner ass, sougutt beim Welternährungsfoong wéi bei der FAO, a souguer hu mer an deem Moment d'Présidence vum Conseil vun de Gouverneure vum FIDA, wat alles Ernährungsprogrammer sinn. An ech mengen och, dass een do muss kucken: Wéi wäit kann een do agräifen? Wéi wäit kënne mer do mat derbäi sinn, amplaz dass mer alles selwer musse maachen?

Europa méi an de Rapporte mat eranzeschreiwien, dat, mengen ech, ass eppes, wat ee muss kucken, wéi wäit dass mer vun do Indikatiounen kréien, déi eis wierklech och do méi wäit féieren. Den Här Braz huet gefrot och iwwert dee Grupp, deen et do gétt. Do ass bis elo relativ éischter méi generell och diskutéiert ginn, wéi dass et ganz prezis Punkte gewiescht wieren. Mä wann et gewünscht ass, kënne mer selbstverständlech awer och eng Kéier an der Kommissioun doriwuer schwätzen.

Ech si selbstverständlech och ganz d'accord mat deem, wat den Här Bettel seet, iwwert d'Kohärenz vun de Politiken. An ech denken, dass de Comité interministériel, deen de Mëtteg bal vu jiddwengem ugeschwat ginn ass, deen nei besat gétt a wou all Minister ee Vertieder dran huet, wou also kee ka soen, ech hunn näischt domadder ze dinn an deenen nächste Joren. An och wéi deen elo esou soll zesummeschaffen a wéi dat soll matenee funktionéieren, denken ech, ass eppes, wou ee matenee kann eens driwwer ginn, fir net nëmmen ze soen, mir hunn dat alles gutt gemaach, oder dass ee sech an enger Situatioun do fënnt, fir sech géint alles ze wieren. Dat ass jo net de Sënn an Zweck dovun. Mä et geet wierklech drëm, ze kucken, wou si Punkten, wou een d'Kohärenz ka verbesseren.

De Félix Braz huet eis hei de Ranking erkläert, wou mer sinn, opgrond vun deem, wat de Cercle erausginn huet a wou elo mer zwee Leit héieren hunn, dass heesch eng Kéier de Cercle an eng Kéier de Félix Braz, déi sech ewell net do an alle Punkten eens sinn. Wann der elo nach méi hëlfele driwwer schwätzen, da sinn der nach méi net eens matenee. Do muss een also kucken, dass een déi richteg Punkte fënnt, fir och do ze wëssen, wou nach Verbesserung (veuillez lire: méiglech) sinn.

Ech wëll zum Beispill awer eppes soen och vun de Kohärenzen. Et ass och Rieds gaangen iwwert d'Agrocarburants. Do huet de Minister Schneider - den Etienne Schneider, vu dass mer der zwee hunn - e Bréif geschriwwen dem Här Oettinger, dem Kommissär vun der Energie, fir ze soen, hie soll elo emol soen, wat an deenen... ob déi Agrocarburants, wou déi ugebaut ginn, wou a wat mat deenen Terraine geschitt.

An dat, denken ech, ass awer dee beschte Bewäis derfir, dass net nëmmen ech dat soen an net nëmmen ech do wudder, mä dass dat e Bewosstsinn ass, wat och an de Käpp vun anere Ministeren, Gott sei Dank, do dran ass. D'selwecht wéi och de Bréif, deen de Minister Frieden kritt huet iwwert d'Spekulationen an deen och gesot huet, hie wëllt sech op europäeschem Niveau justement bei deenen Direktiven och asetzen, fir dass dat mat där Spekulation, dass dat wéinstens géif reguléiert ginn, dass ee wéisst, wou dat géif higoen.

Ech si selbstverständlech mat all deenen d'accord, déi soen, mir wäre gären déi Éischt bei der Qualitéit. Elo si mer déi Éischt bei der Quantitéit pro Kapp, mä mir wäre selbstverständlech och frou, wa mer kéinte soen, mir wären déi Éischt bei der Qualitéit. Mir waarden elo nach...

(Interruption)

Mir schaffe selbstverständlech all Dag dodrun, mä mir si just elo amgaang ze kucken, wat mer vum CAD gesot kréien. Mir hunn deenen hir Remarquen ëmmer eescht geholl, esou wäit

wéi et net zoufällg eppes war wéi d'ONGen, hu mer och deem Rechnung gedroen. Ech gesinn deem och mat enger relativer Geloosensheet entgéint.

Et muss een och ëmmer erëm kucken, wa gesot gétt: Sollt Der net nach do sinn, dass Der nach déi Kontrolle maacht? Mir haten eng Diskussioun justement och, wéi mer op Busan gaange sinn: Wie soll déi Transparenz do maachen? Dann op eemol ass et de CAD, deen dat eent mécht. An dann op eemol heescht et: Wier et dann net gutt, wann nach een eppes géif maachen?

Mir sinn éischter der Meenung fir ze soen: De CAD, dee kann dat. Da solle mer kucken, dass deen dat och richteg mécht, amplaz dass nach siwen aner Associatiounen ronderëm Sue kréien och vu Länner, fir dann nach esou Géigenanalysen ze maachen. Ech menge jo, wann am CAD dat richteg gemaach gétt, da gétt jo all Land d'selwecht gekuckt, dann ass also kee Grond do, fir dann nach erëm op anere Plazen eppes aneschters ze kucken.

Ech soen dat net, well ech mengen, mir kéimen da besser ewech. Mä ech mengen, dass et da méi objektiv ass. An et ka jo net sinn, well een aus iergendengem Grond eppes erausfonnt huet, wat engem net passt, dass mir dann op eemol op der 43. Plaz da landen. Also, wéi gesot, mir selwer si selbstverständlech interesséiert drun - an dat ass fir all déi, deenen dat och eng Suerg ass -, fir ze kucken, wéi mer dat kënne maachen, fir méiglechst vill déi Transparenz ze kréien, mä och fir méiglechst gutt do ze sinn an net brauchen eis do ze verstoppe mat där Aarbecht, déi mer maachen.

Mir hunn elo zwou Propositione kritt fir d'Assisen d'nächst Joer. Déi eng sinn elo just eriwuer. Elo waarde mer emol of, wéi vill dass der nach kommen, net dass mer 14 Deeg mussen d'Assisen d'nächst Joer dauere loosse. Mä ech denken, dass et awer ëmmer gutt ass, wann d'Leit sech dofir interesséieren. De President Fayot weess, dass mer ëmmer bereet sinn, ze kommen, an dass mer och ëmmer frou sinn, wann Dir Zäit hutt, wann och auslännesch Gäschter hei sinn, fir déi kënnen ze empfangen. Well ech menge wierklech, dass dat eppes ass, an de Marc Angel ass dorop agaangen, dass dat jo net nëmmen eppes ass, wat elo d'Regierung ugeet, mä dass och do en Échange ka gefouert gi mat der Chamber, wou jiddwereen dovun ka féieren.

Heiansdo bedauern ech dat. Mir maachen eis jo dann och - do kënn Der elo soen, dofir sidd Der jo do, dat ass och wouer -, maache mer eis d'Méi, fir och déi PICen erklären ze kommen. Dann dauert dat eng Woch, da kréien ech eng Question parlementaire: Wéi vill PICen hu mer? Wou sinn der? Wien ass dat? Do soen ech mer: Jo, dass ass vläicht och Cohérence des politiques.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Mä, wéi gesot, mir loosse eis jo dovunner net ënnerkréien. Dat, wou mer iwwerall Saache kënne maachen, déi verbesserungsfäeg sinn, sinn ech selbstverständlech och gäre bereet, ze kucken, wat mer, awéiwäit mer kënnen och déi Verbesserung maachen, well et ass nëmmen an all eistem Interessi, fir dat och méiglechst gutt ze maachen.

Éducation au développement, wéi vill a wéi héich dass mer elo mat deene Subsidien do kënne goen. Ech menge jo, dass et wichteg ass, och esou wéi elo beim Développement durable, dass dat a feste Strukturen och an der Schoul gemaach gétt. Well et awer eppes ass, wou een - ech gesinn dat an anere Beräicher, mir waren elo kuerz eng Kéier an der Justizkommissioun, fir iwwer en anere Beräich ze schwätzen -, ass et heiansdo ganz schwéier, wann ee muss mat ëmmer erëm eenzelne Leit awer kucken, fir eng Educatioun gemaach ze kréien.

Et ass méi sënnvoll, wann een dat wierklech an där ganzer Educatioun och erakritt. An et ass jo net nëmmen eng Educatioun, déi een och bei Kanner mécht. Et muss ee selbstverständlech eng Educatioun maachen och bei deenen Erwuesenen. Also mir kucken, wat mer an deenen nächste Joren do zousätzlech kënne maachen. Ech hoffen, dass mer dat, wat mer eis virgeholl hunn op ville Plazen, och an deene Länner...

Ech hunn och net ganz gären, wann heiansdo all Mënsch do duergestallt gétt, wéi wann dat alles Lidderhansesse wären, wéi wann do nëmme jiddwereen am Kapp hätt, fir sech seng Tasche voll ze maachen. Also ech hunn esou vill flott an interessant Leit kenegeléiert, och Politiker an deene Länner, déi grad esou gutt hir Leit an hiert Land am Interessen hunn, wéi nëmmen ze mengen, dass et hinnen drëms géif goen, fir hir eegen Taschen do voll ze kréien. Där gétt et, där gétt et wahrscheinlech och iwwerall. Mä ech mengen, dass een dat och net

sollt ze vill nëmmen an de Vierdergrond réckelen.

D'Mënscherechter, dat ass natierlech eng Geschicht, dat ass eppes, wat net ganz einfach ass. Wéi ech déi leschte Kéier am Nicaragua war, do hate mer méttés d'Ambassadeuren aus Europa gesinn. An do waren Eenzelner, déi gesot hunn, dass wär jo awer onerhéiert do an deem Nicaragua, wéi dat dann do awer wär mat deene Mënscherechter, an dass do keng Demokratie wär, an dass dat... Bon, elo wësse mir alleguerten och, wéi dat do ass, an dass dann alles, esou wéi eis Aarbechten och alleguerten, nach verbesserungsfäeg ass.

Mä ech hunn dunn awer gefrot: Wa mer iwwerall géife fortgoen, wou keng mustergülteg Demokratie wären, wou mer dann eigentlech nach wahrscheinlech wären? Dat ass déi éischt Fro. An déi zweet ass: Wa mer iwwerall fortginn, wat heescht dat fir déi Leit? Mech gehäit dat enorm, wa mer soen, mir mussen elo eis Kooperatioun, wéi zum Beispill am Mali, ophéieren, well mer do mat deene Leit, déi e System hunn, deen net demokratesch ass... Déi, déi am meeschte bestrooft sinn, déi si well bestrooft, well se esou Politiker hunn. An da gi se nach eng Kéier vun eis bestrooft, well se eben an engem System sinn, wou mir hinnen dann net méi hëlfele. An dat ka jo definitiv awer net de Fall sinn!

Dat wëllt awer net heeschen, an dat wëllt ech vläicht elo dem Här Kartheiser soen, mir féieren an all deene Länner, mat deene Regierungen och an eise Commissions de partenariat an an dem Dialogue politique (veuillez lire: Gesprécher) iwwert d'Mënscherechter, wou mer och op déi verschidde Situatiounen hiweisen. An ech mengen och, dass dat net aneschters ka sinn, an dass een et ka grad esou gutt uerdentlech maachen. Duerfir muss ee jo net mat dem Mëschgref drafueren, mä dass een och do de Leit ka soen, hei lauschtert emol, et ass an Ärem Interessi, wann Dir lech och un déi Saachen haalt, an dass Der och kuckt, dass Der deene Verantwortungen an deene Verpflichtungen, déi Der och op aneren Niveauen agaange sidd, dass Der déi och respektéiert.

Här President, ech kéint elo nach zwou Stonne schwätzen, mä ech denken, dass mer dat fir haut elo net maachen. Mä, nach eng Kéier meng Offerte un de President, de Ben Fayot an déi ganz Kommissioun, wann Der, fir deen een oder deen anere Punkt, dass mer eis och méi laang wëllen doriwuer ënnerhalen, och d'Proposition fir eenzel Länner oder eenzel PICe méi genee ze kucken, also Dir wësst, dass mir ëmmer zu all Schandtat bereet sinn.

Merci.

► **M. le Président.** - Madame Minister, den Här Kartheiser wëllt lech nach eng allerlescht Fro stellen.

► **Plusieurs voix.** - Oohhh! Aaahhh!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Oder vläicht nach zwou?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Zwou? Merci! Merci, Madame Minister. Dir héiert, ech dierf zwou Froe stellen, Här President. Ech wollt dann déi éischt Fro stellen, mam Dialog mat de Mënscherechter. Natierlech, ech hu jo och ni gesot, mir sollen iwwerall fortgoen, wou d'Mënscherechter net agehale ginn. Mä, mengt Dir, Madame Minister, dass mer net misste vill méi staark op d'Konditionalitéite pochen an dann och, wann d'Konditionalitéiten net agehale ginn, dann awer och Konsequenzen zéien? Dat ass déi éischt Fro. Well am Abléck ass et esou, dass mer schwätzen a schwätzen, an ob se agehale ginn oder net, da bleiwe mer awer.

An déi zweet Fro, wëll Der mer der zwou erlaabt hutt, dass betrëfft d'PICen. Mengt Dir, Madame Minister, dass et eng Question parlementaire iwwert d'PICe gestallt hätt, wann déi Erklärungen, déi mer an der Kommissioun kritt haten, mer duergaange wären? Meng Suerg, Madame Minister, war, dass dat eben net de Fall war.

A mengt Dir net, Madame Minister, mir sollten déi Texter endlech virgeluecht kréien an hei ratifizéieren, well et international Ofkommesse sinn, esou wéi mer et mat allen aneren Ofkommesse maachen? Dat géif déi Transparenz och a Finanzsaache schafen an d'Parlament esou respektéieren, wéi et och op anere Plazen an der Welt de Fall ass.

Merci.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Also, fir unzefänken, iwwert d'Droits de l'Homme wëll ech soen, dass mer wierklech och mat de Leit esou schwätzen, wéi dat sech gehéiert an esou och soen, dass mer gären hätten, dass eppes géif geschéien. An, wéi gesot, och doranner ass et net, dass déi do bei alles soen: Dat ass eis



egal, wann hatt elo erëm zu Lëtzebuerg ass, dann héiert hatt jo näischt méi an da gesäit hatt näischt méi.

Et ass e Prozess, deen also och bestänneg ass a wou mer - nach eng Kéier - och kënne soen, mir kënne lech dann déi Suen ewechhuelen. Mengt Der, dat géif onbedéngt deem, deem dat souwisou egal ass... Wann Dir d'Leit esou aschätzt, dann ass et em och egal, wann ech ginn, well et ass net deem, deen am meeschte geschiedegt ass. Nach eng Kéier sinn et déi Leit, déi d'Hëllef brauchen, déi mer domadder schiedegen an net onbedéngt een, dee President ass, oder een, dee Minister ass.

Wat d'PICen ubelaangt. Also nach eng Kéier, ech weess awer elo net, wat een an enger schréfflecher Äntwert méi ka kréien, wéi wann een an enger Kommissioun sëtzt. A wann een do net zefridden ass, Här Kartheiser, kënnt Dir froen, Dir kënnt stonnelaang Froe stellen, bis Der alleguerten, Dir a mir alleguerten, erschöpft sinn. Mä méi kënne mer lech awer dorobber och net äntwerten. An duerfir, mengen ech, dass dat vläicht awer elo net déi ganz gutt Explikatioun war oder déi gutt Fro, déi Der gestallt hutt.

Mä dat, wat ech lech awer wëll soen och iwwert dat, dass dat net géif richteg ofgestëmmt ginn. Dir stëmmt jo souwisou de Budget net, duerfir ass et lech jo egal, ob Der dat elo...

(Interruptions diverses)

► **Une voix.** - Wie weess? E gëtt vläicht gutt geännert.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Sapperlout! Also dat awer elo! Wa mer awer nach Wonner erliewen!

► **Une autre voix.** - Dëst Joer ass alles méiglech!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Ech soen lech op jidde Fall, wann Der dee Budget, deen Der stëmmt, an deem stëmmt Der d'PICe mat an domadder hutt Der also och... déi Legitimitioun vun deem ass also och domadder am

Parlament derduerchgaangen. Do gesinn ech also och net, dass dat eng Kéier en extraen Exercice muss sinn an der Chamber. An do sinn, mat Ausnahm vun dem ADR, all déi aner Parteien der Meenung, dass dat net misst extra ofgestëmmt ginn.

Mä, wéi gesot, mir hunn an deene leschte Joren, an de Marc Angel huet jo dankenswäerterweis hei erkläert, wéi vill Mol dass mer do waren a wat mer alles erkläert do hunn, duerfir mengen ech och, dass dat eigentlech dee richtige Wee wär an dass elo domadder där doter Fro geäntwert wier ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President!

► **M. le Président.** - Neen, Här Kartheiser. Dir sidd haut verwinnt gi vun der Madame Minister mat Ären zwou zousätzleche Froen.

Plusieurs voix. - Ooohhh! Aaahhh!

5. Ordre du jour

► **M. le Président.** - Domadder ass d'Diskusioun eriwuer. Mir hunn hei nach eng Motioun, déi den Här Braz eragereecht huet. Do gëtt proposéiert, déi eng Kéier an eng Sitzung vum November ze renvoyéieren.

(Assentiment)

Wann Der domadder d'accord sidd, da wär dat esou decidéiert. An da si mer och schonn um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. An domadder ass...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, entschëllegt, mä ech gi grad vun engem Kolleg hei informéiert, dee scho méi laang heibannen ass, dass all Kéiers, wann e Minister geschwat huet, kann een nach d'Parole après ministre froen. An an deem Sënn wollt ech awer d'Ried nach eng Kéier froen.

► **M. le Président.** - Da maacht Der dat déi nächste Kéier, Här Kartheiser. Elo ass d'Sitzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.41 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os} 1, 2 et 3

Clôture de la session ordinaire 2011-2012 et ouverture de la session ordinaire 2012-2013	p. 1
Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Alexandre Krieps	p. 1-2
Composition des organes de la Chambre des Députés	p. 2
Composition des commissions parlementaires	p. 2
Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	p. 2
Discours de M. le Président	p. 2
Ordre du jour	p. 2-4
Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État	p. 4
6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy	p. 4-9
6445 - Projet de loi	
- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010	
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n°66-2 en date du 15 décembre 2010	p. 9-10
6423 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovaquie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 9 décembre 2011	p. 10-14
6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy (suite)	p. 14
Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire	p. 15
Communications	p. 15-16
Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés	p. 16
6450 - Proposition de loi	
- portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat;	
- portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998	p. 16
6371 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur	p. 16-17
6416 - Projet de loi portant approbation de l'Accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA), signé à Vienne, le 2 septembre 2010	p. 17-18
6401 - Projet de loi portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail	p. 18-19
Débat d'orientation sur l'amélioration du bien-être au travail	p. 19-25
Questions urgentes n°2345 de M. Camille Gira et n°2346 de M. Xavier Bettel sur les cartes d'identité	p. 25-27
Dépôt d'une motion par M. Félix Braz	p. 27-28
Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat)	p. 28-33
Dépôt d'une proposition de loi par M. François Bausch	p. 33
Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat)	p. 33-37

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

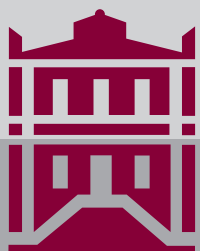
Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

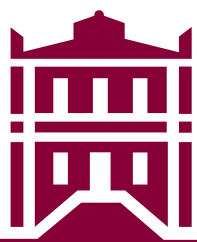
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

www.chd.lu



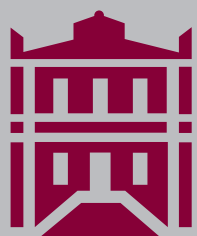
QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°1 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2011-2012		
2100	Gast Gibéryen	Partenariat stratégique entre SMS group et Paul Wurth
2122	Marc Angel	Services de paiement
2133	Ali Kaes	Cadence et ponctualité de certaines lignes d'autobus
2139	Marcel Oberweis	Piste cyclable RAVeL entre Aix-la-Chapelle et Troisvièrges
2141	Fernand Etgen	Contournement d'Ettelbruck et de Feulen
2142	Carlo Wagner	Service national de médecine de l'environnement
2144 cf. 2148	Fernand Kartheiser	Impact des moteurs Diesel sur la santé publique
2145	Fernand Etgen	Administration des Contributions directes
2147	Marcel Oberweis et Raymond Weydert	Carrefour au «Stafelter»
2148 cf. 2144	Camille Gira	Impact des moteurs Diesel sur la santé publique
2153	André Bauler	Trafic de transit dans la ville de Diekirch
2154	Félix Eischen	Faillite de la société Schlecker
2156	André Bauler	Émission d'un emprunt obligataire par Enovos S.A.
2163	Jean Colombero	Délinquants sexuels
2172	Claude Haagen	Facturation de l'eau potable
2177	André Bauler	«Bachelor professionnel en ingénierie» de l'Université du Luxembourg
2178	Marcel Oberweis	Urbanisation
2181	Lydie Polfer	Portail sur l'intégration
2182	Claude Adam	Registres de baptême
2183	Claude Adam	Bibliothèques scolaires
2184 cf. 2186	Henri Kox	Interdiction d'un pesticide
2185	Fernand Etgen	Installations solaires photovoltaïques
2186 cf. 2184	Roger Negri	Interdiction d'un pesticide
2190	Jean-Paul Schaaf	Renforcement des services de prévention de la toxicomanie au nord du Grand-Duché de Luxembourg
2191	Marcel Oberweis et Raymond Weydert	Sécurité à l'intersection de la route d'Echternach et du CR126 au «Waldhaff»
2192	Claude Adam	Antenne de l'Institut national des langues à Mersch
2194	Jean Colombero	Démence au Luxembourg
2196	Gast Gibéryen	Indemnité compensatoire en cas de reclassement externe ou interne
2197	Jean Colombero	Assurance dépendance en cas de séjour à l'étranger
2198	Gast Gibéryen	Action coordonnée en Europe contre la politique de ralentissement d'ArcelorMittal
2200	Marcel Oberweis	Construction d'une nouvelle centrale hydroélectrique
2201	André Bauler	Examen-concours de recrutement pour les enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique
2203	Eugène Berger	Stationnement de remorques de poids lourds le long de la N31
2204	Marie-Josée Frank et Martine Mergen	Certificats d'aptitude à conduire des patients souffrant de douleurs chroniques
2208	François Bausch et Claude Meisch	Remboursement d'un vol en avion privé par l'État

2209	Marie-Josée Frank	Participation des parents aux frais occasionnés par l'accueil d'un enfant en internat
2210	Jean Colombero	Liaison aérienne directe entre Luxembourg et Doha
2211	Tessy Scholtes	Visas ouverts aux ressortissants luxembourgeois souhaitant voyager et travailler au Canada et en Australie
2212	Eugène Berger	Excuses signées par les élèves majeures
2214	André Bauler	Indemnités d'apprentissage
2216	Fernand Kartheiser	Citoyens de l'Union européenne dans le cadre de la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration
2217	Jean Colombero	Manque du médicament «Dehydro-Sanol Tri»
2218	Jean Colombero	Temps d'ouverture de la Bibliothèque nationale
2219	Fernand Kartheiser	Démission du directeur de Cargolux
2221	Jean Colombero	Vols d'essai AWACS à l'Aéroport de Luxembourg
2224	Jean Colombero	Circoncision
2225	Jean Colombero	Médicament anticancéreux Avastin
2228	Serge Wilmes	Participation du Luxembourg aux expositions universelles
2229	Ben Scheuer	Déclaration de partenariat auprès d'une ambassade ou d'un consulat
2230	Jean Colombero	Informations du CEDIES sur l'e-health, la télémédecine et la télésanté
2231	Marc Angel	Heures de fermeture des magasins
2232	André Bauler	Nomination et mutation de membres du personnel enseignant dans les différents établissements postprimaires
2233	Jean Colombero	Absence d'organisations sociales et politiques à la Foire de l'Étudiant
2234	Claudia Dall'Agnol	Bilan actualisé de la situation de surendettement au Grand-Duché de Luxembourg
2235	Jean Colombero	Organisation du «Vëlo fueren am Miselerland»
2236	Marc Spautz	Cellule de Reclassement (CDR)
2238	Jean Colombero	Chercheurs
2239	Fernand Kartheiser	Discrimination par des compagnies aériennes
2241	Jean Colombero	Évaluation des investissements dans la recherche
2243	Fernand Kartheiser et Gast Gibéryen	Éclatement éventuel de la zone euro
2245	Fernand Kartheiser	Langue des signes dans les écoles
2247	Fernand Kartheiser	Autonomie des personnes handicapées
2248	Fernand Kartheiser	Détermination du grade du handicap des malentendants
2249	Jean Colombero	Héliport de l'hôpital d'Ettelbruck
2252	Serge Wilmes	Éventuelle acquisition par l'État de la maison du Ministre d'État honoraire Pierre Werner
2253	Jean Colombero	Acteurs dans le secteur des soins
2254	Gast Gibéryen	Biocarburant
2256	Fernand Etgen	Changements internes au sein de l'Administration des Ponts et Chaussées
2257	Fernand Etgen	Horaire estival auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées
Session ordinaire 2012-2013		
2373 urgente cf. 2374 urgente	Josée Lorsché	Vaccins antigrippe retirés du marché en Suisse et en Italie
2374 urgente cf. 2373 urgente	Marc Spautz	Vaccins antigrippe Novartis



d'Chamber online op
www.chd.lu

Session ordinaire 2011-2012

Question 2100 (9.5.2012) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **partenariat stratégique entre SMS group et Paul Wurth**:

Den Här Wirtschaftsminister huet bekannt ginn, datt den SMS-Grupp 48,1% vun den Aktië vum Traditionsbetrieb Paul Wurth SA géif iwwerhuelen, e Betrib, wou och de Stat direkt an indirekt grouss Undeeler huet.

Am Joer 2006 hat de Premierminister an der Chamber uginn, am Kontext vun der Iwwernehmung vun Arcelor duerch Mittal: „Déi Garantië fir d’Stolstanduerter zu Lëtzebuerg hu mir awer kritt.“ Haut wësse mer, wat dës Aussoe wäert sinn.

Am Kader vun der Transaktioun vum SMS-Grupp huet den Här Wirtschaftsminister géint iwwer der Press dës Aussoe gemaach: „Die Regierung habe seitens des neuen Kapitaleigners sämtliche Garantien erhalten, die man eingefordert habe.“

An deem Kontext hunn ech dës Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1) A wéi enger Form (mëndlech, schrëftlech an engem Dokument, dat zougängelech ass, schrëftlech an engem Dokument, wat confidentiel soll bleiwen...) huet d’Regierung dës Garantië kritt?

2) Iwwer wéi eng Komponenten droen dës Garantië (Standuerter, Zuel vun de Beschäftegten, Erhale vum Sozialmodell, Siège vun der Gesellschaft...)?

3) Sollten, wéi am Fall ArcelorMittal, dës Garantien net agehale ginn, a wat fir enger Form kënnen se da virun de Gerichter ageklot ginn?

Réponse (10.10.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l’Économie et du Commerce extérieur*:

Nodeems ArcelorMittal d’Regierung informéiert hat, datt si gedenken, hire Pak Aktië vu Paul Wurth un den däitsche Familljebetrieb SMS ze verkafen, ass de Wirtschaftsministère an direkte Kontakt mat deene Responsable vun SMS getrueden.

Industriell gesinn ass SMS en interessante Partner fir Paul Wurth, deen eng grouss Komplexitéit an der Produktgamme, e weltwäit Vertriebsnetz a signifikant personell, finanziell an technologesch Ressourcë matbréngt.

SMS huet zougesot, datt de Standuert Lëtzebuerg, de Sëtz vun der Gesellschaft, d’Zuel vun de Beschäftegten, de Lëtzebuurger Sozialmodell erhale bleiwen an datt duerch d’Zusammenarbeit mat SMS de weidere Wuesstum vun Paul Wurth soll erméiglecht a geförderet ginn. Eng positiv gesamtwirtschaftlech Entwécklung ass natierlech Viraussetzung hefir.

Ausserdeem huet SMS op Demande vum Wirtschaftsminister der Lëtzebuurger Regierung de Poste vum President vum Verwaltungsrout vun Paul Wurth zougestanen.

D’Engagement vum SMS ginn an engem vertraulichen Aktionärspekt festgehalen, deen um Punkt ass, ënnerschriwwen ze ginn.

Et sief och drun erënnert, datt den „closing“ vun deenen Transaktiounen nach net gemaach ass. Eng Rei vu kartellrechtliche Froen mussen nach beäntwert ginn.

Question 2122 (25.5.2012) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant les **services de paiement**:

D’après la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement qui transpose la directive européenne 2007/64/CE concernant le paiement dans le marché intérieur, les établissements financiers n’ont plus l’obligation de détecter des erreurs dans l’indication du compte bénéficiaire ni de les signaler automatiquement aux clients. En outre, les établissements financiers ne sont plus obligés de vérifier lors d’un ordre de paiement l’exactitude du numéro de compte indiqué par rapport au bénéficiaire mentionné sur le virement.

Or, selon le considérant 48 de ladite directive, les États membres ne doivent pas être empêchés «de demander au prestataire de services de paiement du payeur d’agir avec toute la diligence requise et, lorsque c’est techniquement possible et que cela ne nécessite pas d’intervention manuelle, de vérifier la cohérence de l’identifiant unique et, s’il apparaît que cet

identifiant unique n’est pas cohérent, de refuser l’ordre de paiement et d’en informer le payeur».

Il se trouve que le Luxembourg n’a pas prévu de dispositions particulières à cet égard.

En cas d’indication d’un numéro de compte bancaire inexact, le client risque de voir ses fonds transférés vers le compte bancaire d’une tierce personne, tout en croyant avoir valablement payé. En plus, il risque d’avoir des difficultés à récupérer ses fonds engagés dans l’opération de paiement.

D’autre part, cette situation pourrait donner lieu à des fraudes en ce que des personnes peu scrupuleuses pourraient être amenées à virer sans contrôle des sommes sur des comptes douteux tout en indiquant dans le texte du virement un bénéficiaire honorable.

Dans ce contexte, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre n’estime-t-il pas que la suppression du contrôle par les établissements financiers de la correspondance entre le numéro de compte indiqué sur un virement et son titulaire effectif facilite des fraudes comme par exemple le blanchiment d’argent et l’escroquerie en matière fiscale?

- Monsieur le Ministre n’est-il pas d’avis que les clients devraient être protégés davantage, d’autant plus que le considérant 48 de la directive 2007/64/CE accorde cette possibilité aux États membres de l’Union européenne?

- Dans l’affirmative, Monsieur le Ministre compte-t-il redresser cette situation défavorable pour les clients?

Réponse (5.10.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

La problématique soulevée par la question parlementaire concerne la transposition en droit luxembourgeois de la directive européenne 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5 (ci-après «la directive PSD»). La loi qui a transposé la directive PSD dans le droit positif luxembourgeois est la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement (ci-après «la loi PSD»).

Aux termes du considérant 48 de la directive PSD l’utilisation d’un identifiant unique pour les opérations de paiement ne devrait pas empêcher les États membres «de demander au prestataire de services de paiement du payeur d’agir avec toute la diligence requise et, lorsque c’est techniquement possible et que cela ne nécessite pas d’intervention manuelle, de vérifier la cohérence de l’identifiant unique et, s’il apparaît que cet identifiant unique n’est pas cohérent, de refuser l’ordre de paiement et d’en informer le payeur».

L’article 100 de la loi PSD prévoit en conformité avec l’article 74 de la directive PSD dans son premier paragraphe qu’«un ordre de paiement exécuté conformément à l’identifiant unique est réputé dûment exécuté pour ce qui concerne le bénéficiaire indiqué par l’identifiant unique».

Au Luxembourg un type d’identifiant unique a été retenu pour chaque mode de paiement. Il en est ainsi du code IBAN (International Bank Account Number) qui a été retenu pour les virements bancaires. Les divers identifiants uniques ont en commun qu’ils sont structurés de telle sorte que leur valeur de contrôle est incluse dans la suite des caractères qui les composent. Ainsi la vérification de la cohérence de l’identifiant unique dont il est question dans le considérant 48 de la directive PSD (cf. supra) est assurée.

Par conséquent, si une personne se trompe sur un caractère de l’identifiant unique lors de sa communication au prestataire de services de paiement, elle n’a en principe pas à craindre que ses avoirs soient transférés vers le compte d’une tierce personne. Si néanmoins la situation devait se présenter, l’article 100 de la loi PSD fait obligation au prestataire de services de paiement de «s’efforcer, dans la mesure du raisonnable, de récupérer les fonds engagés dans l’opération de paiement».

L’article 100 de la loi PSD prévoit en conformité avec l’article 74 de la directive PSD dans son troisième paragraphe que si le client fournit des informations en sus de l’identifiant unique, le prestataire de services de paiement n’est responsable que de l’exécution de l’opération de paiement conformément à l’identifiant unique fourni par le client. Cette disposition vise à promouvoir l’automatisation des paiements («straight through processing») et partant la création d’un espace européen intégré des paiements. La standardisation des règles et pratiques de paiement est dans l’intérêt même des

clients dans la mesure où elle contribue à la fourniture de services de paiement en euros, qui sont sécurisés, rapides et à des prix concurrentiels.

La loi PSD n’a d’ailleurs pas aboli l’obligation à charge des prestataires de services de paiement de vérifier la cohérence entre l’identifiant unique et le bénéficiaire indiqué sur l’ordre de paiement, une telle obligation n’ayant pas existé dans notre droit interne. Il s’agissait en fait d’une pratique courante des grandes banques de la place. La loi PSD n’empêche pas les banques de maintenir cette pratique si elles le souhaitent.

Le droit de l’Union et le droit national prévoient des sauvegardes pour empêcher des terroristes et autres criminels d’avoir accès aux systèmes de paiement et de les utiliser pour déplacer des fonds. C’est ainsi que la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l’utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et le règlement (CE) n°1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d’ordre accompagnant les virements de fonds, qui a mis en œuvre la recommandation spéciale VII du GAFI, assurent la traçabilité des virements de fonds. La traçabilité des virements de fonds est en effet un instrument particulièrement précieux et utile en matière de prévention, d’enquête et de détection des activités de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

En conclusion, la loi PSD est pleinement conforme au droit de l’Union et plus particulièrement, à la directive 2007/64/CE, y compris le considérant 48, et il n’est pas envisagé à ce stade de la modifier, les banques restant libres de maintenir la pratique de vérifier l’exactitude de l’identifiant unique par rapport au bénéficiaire indiqué sur l’ordre de paiement si elles le souhaitent.

Question 2133 (30.5.2012) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant la **cadence et ponctualité de certaines lignes d’autobus**:

Selon mes informations, sur les lignes d’autobus 500 (Ettelbruck-Echternach) et 501 (Echternach-Ettelbruck), aucune correspondance n’est actuellement garantie pour les voyageurs empruntant la ligne 111 (Echternach-Luxembourg via Berdorf). Or, une adaptation de l’horaire permettrait d’améliorer non seulement la correspondance sur les trains à Ettelbruck mais également les correspondances sur les lignes de bus 110, 111 et 485.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Concernant les lignes de bus 120 (Luxembourg-Junglinster-Luxembourg) et 192 (Rehazenter-Hassel-Rehazenter), communément appelées lignes Eurobus, il me revient que le temps de parcours de ces lignes serait réduit à tel point que la ponctualité en souffrirait considérablement.

Au vu de la densité du trafic routier sur ces lignes, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer le fait susmentionné?

- Ne serait-il pas opportun de réévaluer la situation des lignes susmentionnées et d’adapter les horaires aux réalités du trafic?

Réponse (20.9.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L’honorable Député souhaite avoir des informations sur la cadence et la ponctualité de certaines lignes d’autobus.

En ce qui concerne tout d’abord les correspondances sur les lignes 500 et 501, l’on précise que celle-ci est en effet limitée à quelques courses des lignes 110 et 485 à Echternach.

Comme les autobus des lignes 500 et 501 font la navette entre Ettelbruck et Echternach, les correspondances à assurer sont celles avec les trains à la gare d’Ettelbruck. Ainsi toute attente à Echternach d’une correspondance de la ligne 110 en provenance de Luxembourg ne permet plus d’assurer sur le retour la correspondance avec un train. D’ailleurs, la ligne 501 est une ligne purement scolaire, adaptée aux besoins des élèves à Echternach tout comme à Ettel-

bruck/Diekirch. Une quelconque correspondance sur d’autres lignes s’avère en l’occurrence sans intérêt majeur.

Seule une augmentation des autobus et de l’effectif pourrait garantir toutes les correspondances sur les deux terminus. Or, au vu de la fréquentation de ces lignes, une augmentation de la capacité n’est pas prévue actuellement.

En ce qui concerne la ponctualité des lignes 120 et 192, l’on précise qu’en 2011 deux arrêts supplémentaires ont été insérés à Hostert et à Rameldange dans le parcours de la ligne 120.

En outre, à partir du 1^{er} mai 2012, le terminus de la ligne 192 à Hassel a été déplacé d’environ 300 m plus loin de sorte que le temps de parcours supplémentaire (30 secondes) n’a pas été repris à l’horaire.

Les lignes 120 et 192 respectent en principe l’horaire qui leur avait été attribué lors de leur introduction dans le système Eurobus le 11 juin 2001. Or, des retards sont fréquents, surtout en période scolaire, en se limitant cependant aux heures de pointe même si des facilités pour les bus ont été créées entre-temps dans la traversée de Kirchberg et du centre-ville.

À court terme ces mesures, certes insuffisantes face au trafic automobile très dense sur le trajet emprunté notamment à Howald-Hesperange (ligne 192) ou à Senningerberg (ligne 120), vont être améliorées par des projets de couloirs-bus en élaboration. Les chantiers prévus à Luxembourg-ville imposent de toute manière une adaptation conséquente des lignes de bus RGR fréquentant l’agglomération de Luxembourg-ville.

À long terme l’itinéraire emprunté au centre-ville par les Eurobus sera assuré par le tram entre le Kirchberg et la gare centrale. Cette mesure garantira une ponctualité du transport public au centre-ville. Comme exposé dans la stratégie globale pour une mobilité durable, la mesure sera accompagnée par une réorganisation des lignes de bus et la mise en place d’un système de télématique afin de garantir les correspondances et de mieux informer les clients.

Question 2139 (8.6.2012) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **piste cyclable RAVeL entre Aix-la-Chapelle et Troisvierges**:

Die Eifel-Hohes Venn-Ösling-Region stellt den größten grenzüberschreitenden Naturpark in der Großregion dar. Diese Region begreift u. a. den Nationalpark Eifel, den deutsch-luxemburgischen Naturpark, die Vulkaneifel und den deutsch-belgischen Naturpark Hohes Venn. Sie wird von zahlreichen Rad- und Wanderwegen durchkreuzt und bietet den Touristen faszinierende Einblicke in unterschiedliche Landschaften.

Von hohem touristischen Interesse ist die RAVeL-Fahrradpiste Nr. 48, Vennbahn genannt, beginnend in Aachen und sich über Monschau und Sankt Vith bis nach Ufflingen hinziehend. Die Distanz der Fahrradstrecke wird mit 130 km angegeben. Mittlerweile ist der überwiegende Teil ausgebaut und die Arbeiten ruhen vor dem Tunnel in der Nähe von Ufflingen. Aufgrund der Anwesenheit von Fledermäusen im Tunnel ruhen die Ausbaurbeiten nach Ufflingen. Dies verhindert den grenzüberschreitenden Kultur- und Umwelttourismus.

Es ist gewusst, dass die Fledermäuse nach der Flora-Fauna-Habitat-Richtlinie der Europäischen Union streng geschützt sind und ihr Lebensraum besonders zu schützen ist. Die Fledermäuse dürfen während der Überwinterungs- und der Wanderungszeiten nicht erheblich gestört werden. Es ist u. a. verboten, die Tunneln, die als Winterquartiere für die Fledermäuse dienen, während dieser Zeit aufzusuchen.

Es hat sich jedoch mittlerweile ein gewisser Konsens für die Benutzung von Tunneln als Radfahrerstrecke herausgeschält. Dieser besagt, dass es einen Kompromiss zwischen den Radfahrern und den Fledermäusen geben kann. Unter Berücksichtigung gewisser Bedingungen, d. h. dem Einbau von geeigneten Schlitzen und Hohlräumen als Fledermausverstecke in der Tunneloberseite, kann ein Zusammenleben gewährt werden. Ebenfalls dürfen die Lichtanlagen in den Tunneln nicht oder nur sehr bedingt benutzt werden, weil die Fledermäuse empfindlich reagieren.

Als Beispiel soll hier der Sauerland-Radrting mit dem Fledermaustunnel dienen. Von Anfang November bis Ende März ist der Tunnel zum Schutz der dort überwinternden Fledermäuse für die Radfahrer und Fußgänger gesperrt. Ein weiteres Beispiel stellt der Milseburgtunnel der Rhönbahn dar, dieser ist im Winter Ruheraum für die Fledermäuse und vom 1. November bis Mitte April gesperrt.



Der Höhsieper Tunnel ist ebenfalls zum Schutz der Fledermäuse im Winterquartier gesperrt und wenn die vorgeschriebene Trennwand steht, dann kann der Tunnel ganzjährig von Radfahrern und Spaziergängern genutzt werden. Es werden Einflugschneisen, durch die die Fledermäuse in den geschützten Raum gelangen, eingerichtet.

Der historische, 724 m lange Wegeringhauser Tunnel zwischen Drolshagen im Kreis Olpe und Bergneustadt wurde am 28. April 2012 eröffnet. Durch den beleuchteten Tunnel können die Fahrradfahrer während der Sommerzeit radeln und von November bis Mitte April ist der Zutritt allein den Fledermäusen vorbehalten.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn delegierten Minister für nachhaltige Entwicklung folgende Fragen stellen:

- In welchem Stadium befinden sich die Arbeiten auf dem Teilstück der Fahrradpiste zwischen Ufflingen über Huldigen bis an die belgische Grenze?

- Könnten die angeführten Überlegungen aus Deutschland bezüglich des Zusammenlebens von Fledermäusen und Fahrradfahrern auf der RAVel-Fahrradpiste für den besagten Tunnel zwischen Belgien und Luxemburg umsetzbar sein?

Réponse (14.9.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Die Vennbahn von Aachen nach Troisvierges/Ufflingen ist mit einer Länge von etwa 125 km einer der längsten Bahntrassen-Radwege Europas, zu dessen Bau die verschiedenen Projektpartner aus Deutschland, Belgien und Luxemburg sich verpflichtet haben. Die Vennbahn stellt dabei das Rückgrat eines ganzen Systems von anzubindenden Radwegen auf ehemaligen Bahntrassen dar, die zu einer touristisch einmaligen Attraktion ausgebaut werden.

Die Arbeiten an der Radroute PC21 „Vennbahn“ auf luxemburgischem Gebiet erstrecken sich über eine Länge von etwa 7 km und teilen sich in zwei Lose auf:

- Los 1 von Ufflingen nach Goedingen mit einer Länge von 4.030 m;

- Los 2 von Goedingen bis zur belgischen Grenze mit Unterquerung der Nationalstraße N7 mittels des Tunnels bei Huldigen mit einer Länge von 3.000 m.

Die Ausbaurbeiten am Los 1 sind so weit abgeschlossen und die Arbeiten am Los 2 ruhen momentan vor dem etwa 800 m langen stillgelegten Eisenbahntunnel bei Huldigen aufgrund der Anwesenheit von Fledermäusen. Eine erste Studie hat ergeben, dass der Tunnel von mindestens neun Fledermausarten - davon drei FFH-Anhang-II-Arten - während des Spätsommers/Herbstes und zur Überwinterung genutzt wird. Eine zusätzliche Studie soll Aufschluss über das Schwarm- bzw. Paarungsverhalten der Fledermäuse im August/September geben. Diese Studie muss abgewartet werden, bevor eventuelle Ausbaurbeiten im Tunnel beginnen können.

Es ist richtig, dass es mögliche Vermeidungs- und Minderungsmaßnahmen im Rahmen der Planung und des Baus eines Radweges durch Eisenbahntunnel mit Fledermausnutzung gibt, die demgemäß eine Nutzung des Tunnels durch Fledermäuse und Radtourismus nicht von vornherein ausschließen. Auf der Pressekonferenz im Beisein vom delegierten Nachhaltigkeitsminister und der Tourismusministerin der deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens vom Montag, 11. Juni 2012 wurde eine Wintersperrung von Oktober bis Mai des Tunnels bei Huldigen angekündigt. Um die ganzjährige Befahrbarkeit der Vennbahn zu gewährleisten, erfordert diese Maßnahme den Bau einer Umgehung des Tunnels. Außerdem wird der Tunnelausbau das vorhandene Mikroklima erhalten und die Beleuchtung des Tunnels würde dem Lebensraum der Fledermäuse angepasst werden, das heißt atmosphärisches/gedämmtes Licht sowie eine rein wegweisende Beleuchtung.

Question 2141 (11.6.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **contournement d'Ettelbruck et de Feulen**:

En 2007, le contournement d'Ettelbruck/Feulen (N7-N15) a été mis sur la liste des grands projets d'infrastructures à réaliser par l'État comme un seul projet. Le papier stratégique «route2020.lu» du réseau routier étatique, établi par l'Administration des Ponts et Chaussées, parle également d'un seul projet en ce qui concerne le contournement d'Ettelbruck et de Feulen. Le plan sectoriel «Transports» (PST) prévoit la même priorisation pour le contournement d'Ettelbruck et de Feulen.

La stratégie globale pour une mobilité durable appelée «MODU» a revu le phasage des différents projets prévus par l'avant-projet du PST. D'après cette stratégie, le contournement de Feulen ne figure plus parmi les projets prioritaires du réseau routier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le contournement d'Ettelbruck et de Feulen a été scindé en deux projets distincts?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le contournement de Feulen ne figure plus parmi les projets routiers prioritaires?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le contournement de Feulen est dans la logique du contournement d'Ettelbruck?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre des passages traversant quotidiennement Niederfeulen (N15), notamment pendant les heures de pointe?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ce trafic va s'accroître dans le contexte de la finalisation de la route du Nord?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la traversée de Niederfeulen présente un risque d'accident accru?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que la qualité de vie des habitants de Niederfeulen se trouve fortement dégradée par l'augmentation constante du trafic?

- Est-ce que les études d'impact prévoyant plusieurs tracés ont entre-temps été finalisées et est-ce qu'un tracé définitif pour le contournement de Feulen a été retenu?

- Monsieur le Ministre peut-il faire un pronostic quant au délai de la réalisation du contournement de Feulen?

Réponse (23.8.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur le projet du contournement d'Ettelbruck/Niederfeulen.

Dans la motion du 24 octobre 2007, la Chambre des Députés s'est prononcée en faveur du projet du contournement d'Ettelbruck/Feulen (N7-N15), présenté comme projet unique. Par contre, dans le document technique de l'avant-projet du plan sectoriel «Transports» (PST) publié en octobre 2008, les projets des contournements d'Ettelbruck et de Feulen sont documentés sur des fiches distinctes, ce qui reflète la réalité des études qui depuis toujours ont fait la distinction entre les deux projets.

D'un point de vue fonctionnel, le contournement de Feulen constitue en effet le prolongement logique du contournement d'Ettelbruck. Mais ce dernier est d'autant plus nécessaire, si on veut désencombrer le centre d'Ettelbruck notamment aux heures de pointe et réduire les pertes de temps considérables pour tous les usagers de la route, et en particulier des autobus, ce qui aura un effet bénéfique sur la qualité des transports publics. Le contournement d'Ettelbruck est utile en vue du développement du projet de la Nordstad et s'intègre parfaitement dans le concept de mobilité durable «MODU» qui favorise la priorisation des projets et des budgets en fonction de l'efficacité en termes de mobilité. En ce qui concerne le contournement de Feulen, qui constitue certainement un soulagement local pour les riverains, sa réalisation a été déphasée par rapport au contournement d'Ettelbruck pour ces mêmes raisons de priorisation.

En 2011, le poste de comptage installé dans la descente «Häng» de la N15 a accusé un trafic journalier moyen de 10.886 véhicules, les deux sens de circulation confondus. Ceci correspond à 634 unités en heure de pointe matinale et 879 pour l'heure de pointe en soirée.

L'impact de la finalisation de la route du Nord en l'occurrence est difficile à prévoir. L'effet que l'ouverture du tronçon Lorentzweiler-route d'Echternach de la route du Nord en 2015 pourra avoir est multiple est difficilement évaluable, vu la redistribution probable du trafic nord-sud, actuellement concentré sur les pénétrantes, comme la N12, la N7 etc. À noter également que la distribution du trafic dépend également de l'évolution et du développement des centres d'attraction et que le concept «MODU» cherche à optimiser ainsi que les chaînes de mobilité qui seront rendues plus attractives. Rappelons à cet effet l'importance du rôle de l'arrêt ferroviaire Pont Rouge après l'ouverture de la route du Nord.

En ce qui concerne l'éventuel risque d'accidents accru, il y a lieu de souligner que le trafic journalier moyen de poids lourds observé sur la N15 a baissé de 1.000 véhicules en 2001 à moins de 450 en 2011.

Quant à la qualité de vie des habitants de Niederfeulen, si l'on a déjà constaté un recul du nombre des poids lourds circulant dans la traversée de Niederfeulen on peut également signaler que le trafic journalier moyen n'affiche pas d'augmentations par rapport aux dernières années.

Enfin, l'étude d'impact de ce projet sera finalisée en décembre 2012 sur base d'un tracé connu depuis longtemps. Aucun délai de réalisation du contournement de Niederfeulen ne peut être avancé à l'heure actuelle.

Question 2142 (11.6.2012) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant le **Service national de médecine de l'environnement**:

En mai 2005 le Conseil de Gouvernement s'est déclaré d'accord, sur proposition de Monsieur le Ministre, avec la mise en place d'un service national de médecine de l'environnement. À l'époque le Gouvernement avait également chargé le maître d'ouvrage, à savoir le Centre Hospitalier Emile Mayrisch, de poursuivre les études en relation avec le projet.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Où en sont les projets quant à l'implantation d'un tel service?

- Quel est le calendrier prévisionnel du début des travaux de construction?

- Quelles sont les raisons expliquant les retards du début des travaux de construction de cet établissement dont on discute depuis presque une décennie?

Réponse (26.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

D'après les responsables du Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM), qui est le maître d'ouvrage chargé de la mise en place du service de médecine de l'environnement, les études conceptuelles et de faisabilité ont bien évolué. Le concept médical afférent pourrait se réaliser en étroite collaboration avec les services existants au niveau de la direction de la Santé et de la médecine du travail, ainsi qu'avec le Laboratoire National de Santé pour les analyses complexes en la matière.

Il ne s'agira pas d'une nouvelle construction, mais de travaux de transformation sur un site existant qui pourraient débiter à court délai après l'approbation d'un concept médical à présenter par le CHEM.

Le projet se conçoit dans un cadre d'évolution des connaissances scientifiques dans le domaine de la médecine de l'environnement, qui reste une discipline jeune et en pleine évolution. Le projet a évolué pour des raisons de fonctionnalité et de coût d'une construction dédiée et isolée vers un service dynamique, ceci grâce à la collaboration étroite avec d'autres services médicaux déjà en place. Il s'agit surtout des services cités ci-dessus relevant de mon Ministère et qui permettent ainsi de dégager des synergies ainsi qu'une efficacité maximale dans le fonctionnement journalier.

Par ailleurs, et toujours d'après les informations du CHEM, le concept de médecine de l'environnement devrait se développer vers une structure à caractère ambulatoire dotée de possibilités d'hospitalisation dans un service adapté et permettant au surplus une exploitation hospitalière flexible.

Question 2144 (13.6.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**impact des moteurs Diesel sur la santé publique**:

Récemment, les experts du «Centre international de recherche sur le cancer» (CIRC), organe qui fait partie de l'agence pour le cancer de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ont classé les émissions des gaz d'échappement des moteurs Diesel comme cancérigènes pour l'homme (groupe 1 de la classification OMS).

Suite à cette information, je souhaite poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour tenir compte de l'impact des moteurs Diesel sur la santé publique?

Question 2148 (14.6.2012) de **M. Camille Gira** (déi gréng) concernant l'**impact des moteurs Diesel sur la santé publique**:

Récemment, l'agence pour le cancer de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a classé

les gaz d'échappement des moteurs Diesel comme étant avec certitude «cancérigènes pour l'homme». La décision du groupe de travail était unanime.

Au Luxembourg, le carburant diesel et les moteurs à carburant diesel sont traités de façon avantageuse à plusieurs niveaux financiers (accises, subventions, etc.). Ainsi, le nombre de voitures équipées d'un moteur à carburant diesel ne cesse d'augmenter depuis 1990 pour atteindre actuellement presque 80% des nouvelles immatriculations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- De quelle façon est-ce que Messieurs les Ministres entendent réagir dans leurs domaines de responsabilité respectifs au fait que les émissions des moteurs Diesel sont reconnues comme cancérigènes?

Réponse commune (4.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

La récente classification des particules diesel (Russpartikel) en classe 1 (cancérigène certain pour l'homme) par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) soulève les observations suivantes:

D'une part, les deux études américaines qui mènent à cette nouvelle classification ont été réalisées sur des travailleurs à forte exposition (mineurs utilisant pendant des années des machines au diesel au fond des mines). D'autre part, il convient de noter que le danger probable en matière de cancérigénicité avait déjà été établi dans les années 80, époque à laquelle le CIRC avait classé les particules diesel comme probablement cancérigènes pour l'homme (classe 2A).

Le fait que les particules diesel soient toxiques ou nocives est donc connu depuis les années 1980. Outre la cancérigénicité (tumeurs des poumons et de la vessie), des troubles pulmonaires, en l'occurrence l'asthme et la bronchopneumopathie chronique obstructive BPCO (ou COPD en anglais) et même des problèmes cardio-vasculaires sont rapportés et décrits dans la littérature médicale.

Depuis les années 80, de nombreux efforts ont été entrepris dans le but de réduire l'exposition aux particules diesel. Ainsi, les voitures diesel sont équipées désormais de filtres efficaces qui retiennent les particules. Par ailleurs, les mesurages des gaz d'échappement au contrôle technique ont été déplacés vers l'extérieur. À l'échelle mondiale, les fabricants de moteurs Diesel, les raffineurs ou encore les fabricants de technologies de contrôle des émissions ont investi depuis les années 80 dans la recherche sur les technologies et les stratégies de réduction des émissions de particules diesel.

D'autre part, il faut garder en mémoire que les alternatives au diesel, en l'occurrence l'essence n'est pas sans risque pour la santé non plus. En effet, l'essence figure également dans liste des substances du CIRC étant classées comme potentiellement cancérigènes (classe 2B, la même classe que le DDT par exemple). Un des composants de l'essence, à savoir le benzène est d'ailleurs classé cancérigène classe 1 tout comme le diesel. À noter que le benzène ne peut pas être retenu au moyen d'un filtre à particules.

Il en résulte que depuis les années 80, des efforts considérables ont été réalisés en matière de réduction de l'exposition de l'homme aux particules diesel et que la problématique touche, selon les experts, beaucoup plus les pays où il n'y a pas de réglementation spécifique et où les voitures et camions ne sont pas obligatoirement équipés de filtres à particules.

Question 2145 (14.6.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant l'**Administration des Contributions directes**:

Suite à la réponse de Monsieur le Ministre des Finances à ma question parlementaire n°2092 quant aux moyens mis à disposition de l'Administration des Contributions directes pour lutter contre la fraude et l'escroquerie fiscales (*cf. compte rendu n°11/2011-2012*), j'aimerais avoir les précisions suivantes:

- Monsieur le Ministre affirme que «(...) le Gouvernement a pris des mesures pour moderniser et renforcer les dispositifs en place au Luxembourg». Outre la déclaration électronique de



TVA, quelles sont les mesures ayant permis d'alléger et de simplifier les procédures administratives?

- L'Administration des Contributions directes a reçu de nouvelles missions étant donné qu'elle est désormais chargée de délivrer les fiches d'impôt au lieu des administrations communales. Est-ce qu'il a été procédé à un renforcement des effectifs permettant de répondre efficacement à ces nouvelles charges? Si oui, est-ce que le personnel prévu est suffisant?

- Monsieur le Ministre fait, d'une manière générale, état d'un renforcement des effectifs dans les administrations fiscales. Est-ce que Monsieur le Ministre a fait évaluer les moyens en personnel nécessaires aux administrations fiscales pour leur permettre de s'acquitter dans des conditions satisfaisantes de leurs tâches? Si oui, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les conclusions de cet examen? Est-ce qu'un plan de recrutement en vue des départs à la retraite est prévu? Peut-il me renseigner sur le nombre exact du nouveau personnel à recruter et sur son affectation? Si des recrutements supplémentaires sont prévus, dans quels délais seront-ils effectués?

Réponse (4.9.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

En complément à la réponse fournie à la question parlementaire n°2092, je me permets de préciser que l'analyse faite pour évaluer les besoins pour renforcer les effectifs des administrations fiscales a été menée en concertation étroite avec les directeurs des administrations fiscales. Cette analyse ne se résume pas à un exercice ponctuel même si un renforcement substantiel a été prévu dans le budget 2012, mais reflète un souci et un effort continu dont l'objectif est d'établir une relation équilibrée entre les défis et la complexité croissante des tâches des administrations fiscales et les moyens dont elles disposent pour s'acquitter de ces tâches - tout en tenant compte des contraintes budgétaires. Il est à remarquer que malgré cet effort de renforcement en personnel un nombre important de postes restent ouverts dans toutes les administrations fiscales.

Question 2147 (14.6.2012) de **MM. Marcel Oberweis** et **Raymond Weydert** (CSV) concernant le **carrefour au «Stafelter»**:

Le carrefour au «Stafelter» entre Helmsange/Walferdange et Senningerberg/Waldhaff, voire entre Dommeldange et Eisenborn, présente un certain nombre de dangers à cause d'une imperceptibilité pour les automobilistes, qui passent fréquemment par ce carrefour et à cause du défaut d'aménagement de passage pour piétons.

Par l'inauguration et l'ouverture de la «maison du Stafelter», située sur ce carrefour en question un nouveau danger est apparu. Cette maison est d'un côté destinée à des formations pour les travailleurs des forêts et d'un autre côté elle va organiser des expositions. Cependant, même après la rénovation de la maison, il faut retenir qu'il existe un manque de places de stationnement pour les visiteurs de la maison. De plus, cet endroit peu perceptible pour les automobilistes est dangereux notamment pour les visiteurs ou les classes scolaires traversant le carrefour parce qu'il n'existe pas de passage pour piétons pour passer en sécurité d'un côté à l'autre de la route.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les aménagements que le Ministère peut prévoir afin d'améliorer la perceptibilité des automobilistes à ce carrefour précis?

- Ne pourrait-on pas envisager d'élargir la route venant de Helmsange/Walferdange ainsi que celle venant de Senningerberg/Waldhaff et d'y aménager une troisième piste afin de tourner et de se ranger sans danger sur la route direction Eisenborn ou direction Dommeldange?

- Pour améliorer la sécurité des piétons, ne pourrait-on pas mettre en place un passage souterrain préfabriqué pour piétons ainsi que des places de stationnement supplémentaires?

Réponse (3.9.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les honorables Députés souhaitent avoir des informations sur le carrefour au «Stafelter» entre Helmsange/Walferdange et Senninger-

berg/Waldhaff, en particulier en relation avec l'ouverture de la maison du Stafelter organisant des expositions et attirant ainsi du public.

L'on rappelle qu'en date du 26 juin 2006, une permission de voirie a été émise au Service des Sites et Monuments pour la transformation et la rénovation du bâtiment existant. À l'époque, le demandeur de cette permission de voirie a précisé qu'aucun parking pour voitures ne serait ajouté, sauf pour personnes handicapées et pour livraisons et que les visiteurs seraient invités de stationner leurs voitures sur un parking situé à environ 100 mètres du site pour se rendre en direction de la maison de Stafelter par les divers chemins forestiers spécialement aménagés à cette fin.

Or, il s'avère très difficile de trouver des solutions adéquates pour augmenter la sécurité des automobilistes et des piétons qui ne suivent pas les recommandations du bénéficiaire de la permission de voirie (i.e. utiliser le parking indiqué à 100 mètres).

Ainsi, l'élargissement de l'assiette du croisement avec l'aménagement d'une tourne à gauche va affecter d'une façon très substantielle la forêt du Grünwald qui est protégée comme site sensible et vulnérable du point de vue écologique.

D'autre part, la construction d'un passage souterrain pour piétons n'est pas réalisable du point de vue technique à cet endroit.

J'ai donc invité mes services à prendre contact avec le permissionnaire, c'est-à-dire le Service des Sites et Monuments et avec l'exploitant pour examiner d'un commun accord les moyens pour inciter les visiteurs à utiliser le parking existant, le cas échéant par la mise en place d'une signalisation adéquate.

Question 2153 (20.6.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **trafic de transit dans la ville de Diekirch**:

La création d'une voie routière reliant directement le Centre d'instruction militaire (CIM) du «Herrenberg» au giratoire «Fridhaff» permettrait à la fois de libérer la ville de Diekirch d'une bonne partie du trafic de transit quotidien et d'améliorer l'accessibilité du CIM.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les services compétents du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ont déjà fait élaborer une étude de faisabilité en la matière? Dans l'affirmative, quelles en seraient les conclusions?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre est-il disposé à faire élaborer un avant-projet concret en vue d'envisager la construction d'une telle route de délestage donnant sur le futur contournement nord de Diekirch? Quelles seraient les contraintes environnementales à respecter? Un pareil projet pourrait-il bénéficier d'un traitement prioritaire?

- Dans ce contexte, Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques concernant le développement du trafic sur les routes étatiques permettant d'accéder à la ville de Diekirch, respectivement d'en sortir? Combien de véhicules en provenance de Vianden et d'Echternach (trafic de transit) pourraient être pris en charge à l'heure actuelle par le contournement projeté «Seltz-Fridhaff»?

Réponse (23.8.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur le projet d'une route reliant directement le centre militaire du Herrenberg au giratoire du Fridhaff, susceptible de libérer la ville de Diekirch d'une part de trafic non négligeable.

En effet, la création d'une connexion directe du centre militaire de Diekirch situé sur les hauteurs du Häreberg à la route nationale N7 est étroitement liée à la réalisation du contournement de Diekirch-Nord reliant le hameau de Seltz à partir de la route N17 à la route N7 à la hauteur du carrefour à sens giratoire Fridhaff.

En date du 19 avril 2012, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a présenté la «Stratégie globale pour une mobilité durable - pour les résidents et les frontaliers», appelée «MODU». Dans ce document, le contournement de Diekirch-Nord est classé dans la phase 2 retenant les projets dont la réalisation est programmée à l'horizon 2030. En conséquence, le projet du contournement de Diekirch-Nord bénéficie d'une certaine priorité ministérielle et son étude de faisabilité est sur le point d'être achevée.

Vu la nature de la zone d'étude et l'étendue du projet, des impacts sur l'environnement ne peuvent pas être exclus a priori. De ce fait, le tracé de la route projetée sera déterminé en sorte à ne pas détériorer des biotopes de haute valeur écologique, notamment les pelouses sèches sur substrat calcaire du versant Botterweck. D'autres mesures sont à prévoir, notamment pour compenser les incidences sur la faune, flore et le paysage en général.

Quant aux statistiques sur le développement du trafic sur les routes étatiques reliant la ville de Diekirch, provenant des postes de comptage de l'Administration des Ponts et Chaussées, celles-ci donnent un trafic journalier moyen (TJM) d'environ 18.500 véhicules/24h sur la N7 entre Ingeldorf et Diekirch et de 12.500 véhicules/24h sur la N17 entre Bleesbréck et Diekirch. Ces valeurs de trafic sont restées plus ou moins constantes durant les dernières années et ceci est probablement dû au fait que ces axes sont déjà fortement chargés. Par contre, le trafic sur la route N7 entre Diekirch et Fridhaff par le Bamerdall a augmenté de 45% durant les dix dernières années. Ces tendances sont par ailleurs confirmées par une étude de réorganisation du réseau routier au centre de Diekirch se basant sur des comptages de trafic réalisés en 2006 et 2010. Vu la charge de trafic relativement élevée sur la route N17 entre Bleesbréck et Diekirch, l'on peut effectivement présumer qu'une majeure partie des véhicules en provenance de Vianden et d'Echternach sera déplacée vers le contournement de Diekirch-Nord «Seltz-Fridhaff».

Question 2154 (20.6.2012) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant la **faillite de la société Schlecker**:

Lors de la déclaration de faillite de la multinationale Schlecker en Allemagne il y a quelques semaines, les autorités ont exclu, dans un premier temps, la faillite corrélative des filiales de Schlecker localisées au Luxembourg.

Cependant, aujourd'hui, l'annonce d'une éventuelle faillite du groupe autrichien Schlecker XL qui se trouve apparemment en lien direct avec les filiales luxembourgeoises, a secoué l'actualité.

D'aucuns estiment que les filiales luxembourgeoises subiront le même sort que celles situées en Autriche.

Dans ce cas au Luxembourg, 28 filiales Schlecker seraient concernées et 120 emplois en danger si le groupe Schlecker XL n'était pas absorbé ou pris en charge par une autre société.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail:

- Peut-il confirmer la nouvelle d'une éventuelle faillite du groupe Schlecker XL en Autriche et les possibles liens entre les filiales luxembourgeoises et autrichiennes?

- Quel est le degré de dépendance des filiales autrichiennes et luxembourgeoises?

- Quelles mesures pourrait-il envisager afin d'éviter que les 120 employés Schlecker ne se retrouvent au chômage?

Réponse (4.9.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Suite aux derniers développements dans le dossier Schlecker il est à noter que la société autrichienne Anton Schlecker S.à r.l. avec ses succursales, dont celles de Luxembourg, a trouvé un acquéreur, à savoir la société de restructuration autrichienne TAP 09.

Le nouveau propriétaire reprendra l'ensemble des 1.350 sites en Autriche, Italie, Pologne, Belgique et Luxembourg.

Le Gouvernement ne manquera pas, tout comme les partenaires sociaux concernés d'ailleurs, de suivre attentivement tous les développements dans ce dossier et ce notamment par rapport à la situation des salariés occupés dans les magasins Schlecker à Luxembourg.

Question 2156 (20.6.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**émission d'un emprunt obligataire par Enovos S.A.**:

La société Enovos International S.A. (pas de rating officiel) - dans laquelle l'État luxembourgeois, la SNCL et la Ville de Luxembourg détiennent une part importante d'actions (25,44% + 10,01% + 8,00% = 43,45%) - a récemment émis un emprunt obligataire qui donne un rendement net à maturité de 3,44% alors que le rendement d'une obligation émise

par l'État luxembourgeois (rating AAA), avec une maturité plus longue de presque une année, se situait à l'époque aux alentours de 1,75%. D'autres actionnaires d'Enovos du même secteur (E.ON, RWE, GDF-Suez) paient des rendements de l'ordre de 2,40%.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications pourquoi le rendement de cet emprunt obligataire est presque le double de celui de l'emprunt étatique en question?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un rendement de l'ordre de 3% ait été plus réaliste (mais toujours très alléchant pour l'investisseur) compte tenu de la qualité des actionnaires, des bonnes performances de la société en question et de l'évolution favorable du secteur de l'énergie? Comparé au rendement payé (3,44%), les coûts pour l'entreprise auraient diminué d'environ cinq millions d'EUR sur les sept ans durant lesquels cet emprunt court.

- Dans l'affirmative, qui devra payer les coûts supplémentaires qui résultent d'un tel différentiel de rendement?

Réponse (27.8.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler concernant un emprunt obligataire émis par la société Enovos International S.A., je puis vous communiquer les informations ci-après:

Enovos International a émis mi-juin un emprunt obligataire de 200 millions euros pour une durée de sept ans dans le but de diversifier ses sources de financement et de poursuivre son développement.

Selon les informations recueillies auprès de la société et sans avoir vocation à être exhaustif, le produit de l'emprunt obligataire servira pour le financement des programmes généraux d'investissements, en ce compris les opportunités de croissance externe dans les activités liées à l'énergie renouvelable ou conventionnelle, à la distribution et aux réseaux et ce notamment au Grand-Duché, dans la Grande Région et dans les marchés européens où le groupe Enovos est commercialement présent et oriente son développement stratégique.

Ainsi l'emprunt couvrira également les besoins financiers inhérents à l'optimisation et l'extension des réseaux de transport d'énergie (électricité et gaz) et à la mise en place des réseaux de distribution énergétiques de l'avenir (réseaux et compteurs intelligents). Il répondra à la demande d'assurer une plus grande indépendance énergétique nationale et de maintenir un haut confort technologique et de sécurité d'approvisionnement aux consommateurs.

Les principaux acteurs dans le secteur de l'énergie ou de l'industrie, tout comme l'État luxembourgeois ou d'autres émetteurs souverains effectuent en règle générale des émissions obligataires portant sur des montants dépassant les 500 millions voire le milliard d'euros. Ces emprunts sont destinés à un nombre limité d'investisseurs avertis dits «institutionnels» attirés par des notations («rating») officielles et des marges de crédit attractives.

Le groupe Enovos International S.A. n'est pas coté en bourse et ne dispose pas de notation indépendante. La notoriété du groupe, constitué en 2009, est encore limitée au niveau institutionnel international voire mondial. Par contre, dans la préparation de l'émission, l'image et la notoriété d'Enovos ont été jugées très positives auprès de la clientèle luxembourgeoise. Au vu de ces circonstances ainsi que du montant visé de l'emprunt, l'appel au marché financier essentiellement national a été jugé préférable au recours des marchés des capitaux institutionnels de dimension internationale.

Néanmoins, le coût à payer par l'émetteur Enovos International S.A. reflète les conditions du marché, le profil de risque de l'entreprise et le fait qu'en principe, toute émission inaugurale comporte une prime à intégrer dans le prix offert aux investisseurs.

Bien que les pouvoirs publics, au sens large, représentent 43,45% de son actionnariat, Enovos International S.A. n'est pas à considérer comme une entreprise publique et ne bénéficie pas du crédit de la notation de l'État luxembourgeois. Ce sont les bilans passés de l'entreprise, les perspectives de ses secteurs d'activité et de ses propres performances, les risques encourus dans ses métiers de base et notamment ceux liés aux fluctuations des volumes et des prix d'énergie qui sont pris en considération pour établir le rendement d'intérêt à offrir aux investisseurs et d'ailleurs largement décrits à travers un prospectus répondant aux exigences de la directive européenne 2003/71/CE et approuvé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

Enovos International S.A. s'était fait accompagner, pour l'émission de son emprunt, par les principales banques de la place financière luxembourgeoise qui, à travers leurs réseaux d'agences respectifs, ont placé les obligations auprès de l'investisseur privé. Afin d'assurer le succès de l'émission, le rendement finalement retenu avait été recommandé par les banques comme le minimum à offrir aux investisseurs au regard des conditions attendues du marché au moment de l'émission.

Enfin et d'après les informations reçues par la société, la seule émission d'un emprunt obligataire par une entreprise comparable à Enovos International S.A. (taille, secteur, marché «retail» et timing) serait celle de la société Fluxys S.A., société belge de transport et de stockage de gaz naturel, détenue majoritairement par les pouvoirs publics belges. Fluxys S.A. a offert mi-mai un taux d'intérêt de 4,125% pour l'émission d'un emprunt obligataire de 350 millions d'euros sur une durée de six ans, comparé au taux de 3,75% (hormis commission de souscription) offert par Enovos International S.A. pour une durée de sept ans.

Question 2163 (25.6.2012) de M. Jean Colombera (ADR) concernant les délinquants sexuels:

Concernant les délinquants sexuels ayant été emprisonnés pour abus sexuels, je me permets de vous poser les questions suivantes:

1) Combien de délinquants sexuels ont été condamnés depuis l'année 2000 jusqu'à aujourd'hui?

2) Combien de délinquants sexuels ont été condamnés depuis l'année 2000 jusqu'à aujourd'hui pour des faits d'abus sexuels respectivement des viols sur des mineurs?

3) Combien de personnes ont été poursuivies et condamnées depuis l'année 2000 pour des faits de pédopornographie?

4) Combien de thérapeutes s'occupent actuellement des délinquants sexuels?

5) Est-ce qu'il existe une convention entre le Ministère de la Justice et l'association BIOS-Luxembourg?

Réponse (27.9.2012) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

Remarques préliminaires:

Les chiffres indiqués ci-après sont relatifs à des personnes dont les données sont enregistrées au casier judiciaire pour avoir été condamnées du chef des différentes infractions.

Il s'en dégage que les chiffres se rapportent

- uniquement à des personnes effectivement condamnées et non aux personnes où des poursuites (ou enquêtes) sont en cours. Ces derniers chiffres ne signifient d'ailleurs en fin de compte rien puisqu'on ignore tout du sort qui sera réservé à l'affaire.

- La question parlementaire tend à connaître le nombre de condamnations intervenues dans les matières visées depuis 2000. Les statistiques se basant sur les données du casier, il n'y a pas lieu de perdre de vue qu'en application des dispositions législatives relatives à la réhabilitation, par la force des choses les données relatives aux personnes réhabilitées n'y figurent plus.

Ad question 1:

Du chef de viol, d'attentat à la pudeur et d'outrage aux bonnes mœurs, 399 personnes ont été condamnées.

Ad question 2:

La banque de données actuelle ne permet pas de fournir des éléments de réponse à cette question.

Ad question 3:

429 personnes figurent au casier judiciaire pour avoir été condamnées depuis l'an 2000 du chef de pédopornographie.

Ad question 4:

Le service médical est doté de 2,5 psychiatres et d'un psychologue (qui a également une formation en sexologie). Ces personnes prennent en charge les délinquants sexuels au même titre que les autres détenus. À l'heure actuelle, quatre psychothérapeutes sont chargés d'offrir des séances individuelles à des délinquants sexuels. Le CPL est en contact avec d'autres thérapeutes qui peuvent intervenir, le cas échéant, sur demande.

Ad question 5:

Une telle convention n'existe pas à l'heure actuelle.

Question 2172 (28.6.2012) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant la facturation de l'eau potable:

Lors de l'élaboration des règlements communaux sur la distribution d'eau potable destinée à la consommation humaine plusieurs administrations communales ont intégré des modalités d'abonnement de distribution d'eau potable visant à faire du propriétaire du logement le redevable de l'eau consommée par le locataire débiteur défaillant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.

1. Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une telle modalité est conforme à l'article 12 de la loi du 19 décembre 2008 qui veut que les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources soient supportés par les utilisateurs?

2. Une administration communale peut-elle établir des liens de solidarité ou de cautionnement par un acte d'autorité? Si oui, ces modalités sont-elles conformes aux articles 1202 et 2015 du Code civil?

3. Ces règlements communaux ne risquent-ils pas d'être annulés sur base de l'article 95ter de la Constitution de 1868 dans le cadre du contentieux en matière de paiement de taxes communales?

4. Le recours à un cautionnement bancaire ou au dépôt d'une somme d'argent à l'administration communale ne serait-il pas un moyen plus adéquat pour garantir les redevances pour fournitures d'eau?

Réponse (17.9.2012) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

La question parlementaire de l'honorable Député a pour objet certaines modalités concernant la distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Ad 1., 2. et 3. L'article 12 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau se limite à prévoir que les coûts effectifs liés à l'utilisation de l'eau sont récupérés sans se prononcer sur la qualité de propriétaire ou de locataire du redevable.

De surcroît, l'article 12 de la loi de 2008 précitée n'instaure pas pour les taxes communales relatives à l'utilisation de l'eau une solidarité entre propriétaires et locataires.

Par ailleurs, l'honorable Député cite à juste titre l'article 1202 du Code civil qui dispose que «La solidarité ne se présume point: il faut qu'elle soit expressément stipulée. Cette règle ne cesse que dans les cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi.»

Par conséquent, un règlement communal ne saurait étendre unilatéralement une obligation civile à divers redevables sous forme d'obligation solidaire. Pareille solidarité ne pourrait résulter que d'une loi ou d'une convention entre parties concernées.

Cette position a d'ailleurs été confirmée par la jurisprudence et rappelée par le Ministère de l'Intérieur à plusieurs reprises. Il s'ensuit qu'à défaut d'habilitation législative expresse, un règlement communal sur la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ne saurait introduire une solidarité entre le locataire et le propriétaire. Une telle disposition est susceptible d'être écartée devant les juridictions judiciaires conformément à l'article 95 de la Constitution qui prévoit que les juridictions judiciaires n'appliquent les règlements généraux et communaux qu'autant qu'ils sont conformes aux lois.

Ad 4. Je partage l'analyse de l'honorable Député qu'il peut être utile de subordonner l'abonnement à la fourniture d'eau à la mise en place d'une garantie. L'article 159 de la loi communale du 13 décembre 1988 prévoit à cet effet que «pour les recettes provenant de la fourniture d'eau (...) le receveur communal peut demander soit au début du contrat de fourniture soit au cours de son exécution une avance qui ne peut dépasser quatre fois la consommation mensuelle présumée ou effective du débiteur.»

Question 2177 (4.7.2012) de M. André Bauler (DP) concernant le «bachelor professionnel en ingénierie» de l'Université du Luxembourg:

Il me revient qu'une étude sur l'employabilité des diplômés issus du «bachelor professionnel

en ingénierie» de l'Université du Luxembourg aurait mis en évidence certaines déficiences de la formation en question. D'après cette étude, le «bachelor» serait peu axé sur la pratique et le monde professionnel. Nombre de patrons préféreraient les ingénieurs industriels (IST d'antan) aux nouveaux «bacheliers»: les premiers auraient été en effet mieux préparés à la vie active, tandis que les seconds manqueraient d'expériences concrètes ou de stages par rapport aux enseignements dispensés par l'ancien IST ou aux établissements supérieurs à l'étranger, tels que les «Fachhochschulen» en Allemagne. De plus, la majorité des étudiants du «bachelor» n'aimeraient guère quitter le Grand-Duché pour continuer leurs études dans un autre pays de l'Union européenne, voire ailleurs. Enfin, il y aurait des faiblesses rédactionnelles au niveau des langues usuelles, notamment dans la filière du «génie civil».

Tout en étant parfaitement conscient de l'autonomie de l'Université du Luxembourg en matière d'élaboration de programmes d'études, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations et, dans l'affirmative, fournir le cas échéant des explications détaillées à ce sujet?

2. L'Université du Luxembourg a-t-elle informé le Ministère des insuffisances relevées par l'étude en question?

3. Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions des experts qui ont été chargés d'analyser les forces et faiblesses de cette formation?

4. Monsieur le Ministre est-il au courant d'éventuels changements que l'Université du Luxembourg se proposerait d'opérer dans ce contexte, afin de répondre aux analyses des experts et aux exigences du monde professionnel?

5. Dans la négative, Monsieur le Ministre serait-il disposé à organiser un échange de vues avec les responsables de l'Université du Luxembourg et les milieux intéressés afin de discuter d'adaptations éventuelles?

Réponse (4.9.2012) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

En réponse à la question parlementaire n°2177 de Monsieur le Député André Bauler, j'ai l'honneur de fournir ci-dessous les informations demandées.

Plusieurs études sont en cours.

Depuis 2011, l'Université du Luxembourg collabore avec l'Institut Universitaire International de Luxembourg (IUIL) dans le cadre d'un projet cofinancé par le Fonds social européen et destiné à analyser l'insertion sur le marché du travail des diplômés issus d'un certain nombre de ses programmes.

Une étude portant sur le bachelor en ingénierie, réalisée avec l'aide de Deloitte Tax & Consulting, suit une enquête effectuée par l'Université du Luxembourg qui a été présentée à la Chambre des Députés le 16 février 2011. Le rapport final de cette nouvelle enquête est en cours de rédaction et les résultats seront présentés de manière détaillée le jour de la remise des diplômes de bachelor prévue le 5 octobre 2012. Les conclusions seront tirées au moment où le rapport sera public.

Rappelons que la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication a doté ses programmes d'un comité d'accompagnement comprenant des membres du monde socio-économique. Celui du bachelor en ingénierie comporte ainsi, outre les directeurs des filières de formation et un étudiant, trois représentants d'entreprises et d'administrations. Ce comité d'accompagnement sera appelé à analyser en premier lieu les résultats de cette étude. Il va de soi que dès que l'Université du Luxembourg aura finalisé cette étude et élaboré ses conclusions, le Ministre en fera de même et en informera la commission parlementaire afférente.

Question 2178 (4.7.2012) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'urbanisation:

Luxembourg hat eine Gesamtfläche von circa 259.000 ha, davon stehen 50 Prozent der Landwirtschaft zur Verfügung und 34 Prozent sind mit Wald bedeckt. 10 Prozent der Gesamtfläche werden bis dato für die Urbanisierung beansprucht. Aufgrund des Bevölkerungswachstums der letzten 50 Jahre hat sich der Flächenverbrauch für den Bau von Infrastrukturen jedweder Art massiv erhöht.

In der Zeitspanne von 1990 bis 2006 wurden etwa 13.700 ha verbaut, 11.600 ha für den Wohnungsbau und 2.100 ha für Transportinfrastrukturen. Lag der Flächenverbrauch pro Tag

in den Jahren 1990 bis 2000 noch bei 3 ha pro Tag, so sank dieser Dank des Inkrafttretens des IVL im Jahr 2003 auf 1,3 ha pro Tag in der letzten Vergangenheit, diese Verlustrate ist z. B. proportional höher als in Deutschland. Die Versiegelung betrifft die Bereitstellung von neuem Wohnraum, von Infrastrukturen, die Aussiedlung von Klein- und Mittelunternehmen sowie neuen Industrieunternehmen. Die geforderten Kompensierungsflächen bedingen ebenfalls den Verlust von wichtigen Nutzflächen der Landwirtschaft.

Das Nachhaltigkeitsministerium gab vor Kurzem die Anweisung, den Flächenverbrauch in verschiedenen IVL-Gemeinden auf 0,5 ha pro Tag zu begrenzen. Eine solche Entscheidung ist im Sinne der nachhaltigen Entwicklung äußerst begrüßenswert, um einerseits die Lebensqualität der Bürger zu erhalten und andererseits die gewachsenen Landschaften nicht zu sehr zu beanspruchen. Ein äußerst sparsamer Umgang mit der Lebensressource Boden muss zum transversalen Grundsatz für alle Politikbereiche erhoben werden.

Wohl wissend, dass unsere Gemeinden in Zukunft weiter wachsen werden, u. a. durch die Umsetzung des Wohnungspakts, möchte ich dem Herrn delegierten Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen folgende Fragen stellen:

- Welche Strategie liegt vor, um das gewünschte Ziel von 0,5 ha Landverbrauch pro Tag zu erreichen, dies unter Berücksichtigung neu zu schaffender Wohnflächen und anderer Infrastrukturen?

- Wie sollen des Weiteren der Waldschutz und die Versiegelung von landwirtschaftlichen Flächen in diese Politik eingebunden werden?

- Welche Konsequenzen ergeben sich durch die transversale Politik auf die bevorstehende Ausweisung der sektoriellen Pläne sowie die Bereitstellung von Kompensationsflächen?

- Wie können die Gemeinden im Sinne der Nachhaltigkeit in diesen Prozess eingebunden werden?

Réponse (10.10.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Die Strategie, mit der das gewünschte Ziel von 0,5 ha Landverbrauch pro Tag zu erreichen ist, wird zu großen Teilen in den fast fertiggestellten Projekten zu den vier primären sektoriellen Plänen gegeben, die allesamt das Ziel verfolgen, die zukünftige räumliche Entwicklung, die sich aus dem notwendigen wirtschaftlichen und demografischen Wachstum ergeben wird, so nachhaltig und flächensparend wie möglich zu gestalten.

In diesem Sinne wurden die sektoriellen Pläne im Rahmen der strategischen Umweltprüfung, die aufgrund der Bestimmungen des Gesetzes vom 22. Mai 2008 betreffend Pläne und Programme mit potenziellem Impact auf die Umwelt erforderlich wurde, dahingehend geprüft, dass sie dem vorgegebenen Schutzziel zur Genüge Rechnung tragen.

Des Weiteren werden im Rahmen der jeweiligen strategischen Umweltprüfungen die kommunalen Flächenbebauungspläne in dieser Optik beleuchtet und gegebenenfalls neu justiert, wobei der jeweilige Referenzwert je nach Gemeinde und in Funktion bestimmter Kriterien definiert wird.

Auf die Frage, wie der Waldschutz und die Versiegelung von landwirtschaftlichen Flächen in diese Politik eingebunden werden, ist darauf hinzuweisen, dass die angestrebte Reduzierung des Flächenverbrauchs sich auch positiv auf diese beiden Aspekte auswirken wird, wobei der Wald seit jeher aufgrund der spezifischen Gesetzgebung in Luxemburg einen besonders starken Schutz genießt. Beide Aspekte wurden und werden im Rahmen der strategischen Umweltprüfungen, die für Pläne und Programme erstellt werden müssen, in Bezug auf die jeweiligen Schutzziele besonders erörtert.

Betreffend die Bereitstellung von Kompensationsflächen ist zu erwähnen, dass derzeit eine Studie in Auftrag gegeben wurde, die eine erste Analyse des Kompensierungsbedarfs, der sich aus den sektoriellen Plänen Transport, wirtschaftliche Aktivitätszonen und Wohnungsbau ergibt, durchführt und auch erste Hinweise enthalten soll, wo die Kompensierungsmaßnahmen sinnvollerweise umgesetzt werden sollen. Diese Resultate können im Landschaftsplan auch so festgeschrieben werden.

Der jeweilige Kompensationsbedarf, der sich aufgrund der kommunalen Flächenbebauungs-

pläne ergibt, wird im Kontext der jeweiligen strategischen Umweltprüfung erarbeitet.

Die Gemeinden müssen die sektoriellen Pläne in ihren PAG und PAP berücksichtigen und gegebenenfalls umsetzen, damit es zu einer substantziellen Verringerung des Flächenverbrauchs kommen wird.

Die Umnutzung der Industriebrachen sowie die Nachverdichtung von bebauten Gebieten in den Gemeinden können zu einer Reduzierung des Flächenverbrauchs in der Grünzone beisteuern. Des Weiteren kann die Verstärkung der interkommunalen Zusammenarbeit bei der Planung und Realisierung größerer Infrastrukturen, wie Zweckbauten oder Gewerbegebiete, zu einem wesentlich flächeneffizienteren Umgang mit dem Schutzgut Boden beitragen. Das Nachhaltigkeitsministerium ist bemüht, die Gemeinden, mit denen eng in den sogenannten Konventionsgebieten zusammengearbeitet wird, verstärkt in diese Richtung zu bewegen.

Question 2181 (6.7.2012) de **Mme Lydie Polfer (DP)** concernant le **portail sur l'intégration:**

Le portail européen pour l'intégration EWSI permet d'avoir accès à de nombreux documents, événements, news et pratiques d'intégration émanant de tous les États membres de l'UE. Ce portail recense quelque 225 entrées concernant le Luxembourg. Il me revient que l'OLAI prépare également un portail sur l'intégration au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Madame la Ministre peut-elle m'informer sur la plus-value de ce portail par rapport à l'EWSI?

2) Madame la Ministre peut-elle m'informer sur le coût total pour la mise en place de ce portail luxembourgeois?

3) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le coût annuel pour la gestion et l'alimentation de ce nouveau site?

4) Madame la Ministre peut-elle m'informer sur le sort du portail «diversité.lu» également financé par OLAI?

5) Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les dépenses engendrées par la mise en place et la gestion de ce site?

Réponse (6.8.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**
Ad 1)

Le site «Integraloc» préparé actuellement est un site qui résulte d'une demande des acteurs locaux qui souhaitent mettre en place des actions en matière d'intégration au niveau local. Le portail EWSI quant à lui fournit aux décideurs politiques et aux professionnels de l'intégration en Europe un outil d'échange d'informations et de bonnes pratiques.

Le site «Integraloc» a été conçu d'entrée de jeu comme un véritable outil polyvalent pour les acteurs de l'intégration locale. Il joue ce rôle d'outil à travers la mise en réseau des acteurs sur le terrain et il permet un partage des expériences et la constitution de compétences partagées. Le site présente en outre aux acteurs tout un ensemble de ressources directement opératoires, ayant fait leurs preuves et qui répondent à leurs besoins.

Ad 2)

Les dépenses encourues à ce jour pour la mise en place dudit site s'élèvent à quelque 35.000 euros. Toujours est-il que suite à des phases tests avec les acteurs locaux, des adaptations seront éventuellement nécessaires.

Ad 3)

Le coût annuel pour l'alimentation et la gestion de ce site est de 991,99 €.

Ad 4)

Le site «diversité.lu» est un site qui a été élaboré et mis en ligne avec le soutien du programme communautaire Progress. C'est un projet qui a été porté par trois associations, à savoir Caritas Luxembourg, le Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales (CEFIS) et 4motion a.s.b.l., et soutenu par le Centre pour l'égalité de traitement. Dans le cadre du projet de 2011, l'élaboration et la mise en ligne du site avaient été prévues. Ce site aurait dû être développé dans le cadre d'un projet soumis pour un cofinancement à la

Commission européenne - projet qui n'a pas été retenu. À ce jour, le site est toujours en ligne mais ne pourra être développé davantage sans ressources supplémentaires.

Ad 5)

Outre les frais de salaires des employés des associations partenaires de l'ordre de 73.266,57 euros, le site a coûté 3.000 euros pour les traductions, 9.977,40 euros pour le développement technique du site et 5.311 euros pour les honoraires des experts qui y ont contribué. Ces frais ont été couverts à hauteur de 80% par un cofinancement communautaire.

Question 2182 (6.7.2012) de **M. Claude Adam (déi gréng)** concernant les **registres de baptême:**

La cérémonie religieuse du baptême se traduit entre autres par l'inscription de certaines données relatives aux enfants et aux parents dans les registres de baptême de la paroisse concernée.

Considérant que l'affiliation individuelle à tel ou tel culte religieux est considérée comme une information personnelle très sensible, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer de la catégorie dont font partie les banques de données des adhérents des différents cultes religieux au Luxembourg? Est-ce qu'ils nécessitent une autorisation de la part de la CNPD?

2) Est-ce que les registres de baptême du culte catholique sont gérés conformément aux dispositions légales relatives au traitement des données à caractère personnel?

3) À qui incombe formellement la responsabilité pour le traitement et la sécurité des informations concernant les adhérents? En ce qui concerne plus spécifiquement les registres de baptême catholiques, est-ce que la responsabilité appartient aux paroisses ou plutôt à l'archevêché en tant que représentant national?

4) Est-ce que les citoyens possèdent aussi dans ce domaine le droit d'accès, de rectification et de suppression complète de leurs données personnelles des bases de données des adhérents et notamment du registre de baptême?

5) Y a-t-il une quelconque relation entre le nombre de citoyens figurant dans les bases de données des adhérents et le soutien financier accordé aux cultes par le biais du conventionnement? Dans l'affirmative, laquelle?

Réponse commune (13.9.2012) de **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes:**

La réponse à cette question a été préparée en concertation avec le département des Cultes, le Ministère d'État et la Commission nationale pour la protection des données.

L'honorable Député prétend à juste titre que la mention d'une personne sur un relevé renseignant sur son affiliation à un culte religieux peut être considérée comme une donnée sensible au sens de l'article 6 paragraphe (1) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, car cette donnée révèle les convictions religieuses et philosophiques de la personne concernée.

1) Selon la CNPD la question est de savoir si la tenue des registres de baptême est à qualifier de traitement de données rentrant dans le champ d'application de la loi modifiée du 2 août 2002 qui ne s'applique qu'au «traitement automatisé en tout ou en partie, ainsi qu'au traitement non automatisé de données contenues ou appelées à figurer dans un fichier» (article 3 paragraphe (1) premier tiret). Le fichier de données à caractère personnel étant défini comme «un ensemble structuré de données accessibles selon des critères déterminés (...)» permettant un accès aisé aux données personnelles en cause.

Les registres de baptême du culte catholique contiennent les inscriptions manuscrites du curé de la paroisse tenant à l'acte du baptême à savoir le nom et le prénom du baptisé, la date et le lieu de naissance, la date et le lieu du baptême, ainsi que les noms et prénoms des parents et des parrains. Ces inscriptions se font dans un ordre purement chronologique et sont dépourvues d'indexation de sorte qu'elles ne répondent pas aux critères retenues par la jurisprudence et la doctrine qui qualifient un fichier structuré comme fichier permettant l'accès quasi immédiat aux informations concernant une personne donnée de façon similaire à la simplicité et rapidité qui caractérisent les fichiers informatiques. Ces critères doivent donc

être remplis pour que les traitements de données opérés de façon manuelle soient couverts par la législation sur la protection des données. Notons que la tenue des registres de baptême du culte protestant est similaire à celle du culte catholique sauf que les registres de baptême du culte protestant contiennent une indexation par ordre alphabétique.

En ce sens les registres de baptême du culte catholique ne sont pas couverts par la législation sur la protection des données et ne sont donc pas soumis à autorisation préalable de la CNPD. En revanche, si la législation sur la protection des données s'appliquerait, un traitement de catégories particulières de données ne serait soumis à autorisation préalable de la CNPD que s'il répondait en outre à l'un des cas visés à l'article 14 de la loi (par exemple s'il contenait des données génétiques).

2) La Commission nationale pour la protection des données n'a pas eu connaissance d'une violation des dispositions légales relatives au traitement des données à caractère personnel dans le contexte des registres de baptême du culte catholique encore qu'elle ait eu à fournir des renseignements sur certains aspects ponctuels suite à des demandes individuelles.

3) Il faut préciser d'emblée que l'Église catholique ne dispose pas de registre général ou national de baptême mais que chaque paroisse dispose de registres paroissiaux de baptême. D'après le Code de droit canonique, le curé de la paroisse est le détenteur des registres de catholicité, à cet effet il veillera à ce que les registres paroissiaux soient tenus convenablement et conservés avec soin. Les inscriptions sur les registres de baptême relèvent donc de la seule autorité des curés des différentes paroisses. Les obligations de confidentialité et de sécurité des données relèvent également de leur responsabilité personnelle.

4) S'il s'impose, comme le pense la CNPD, que les dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ne sont pas applicables en tant que telles au registre de baptême, seul le principe d'un traitement loyal et non préjudiciable et celui du respect de la vie privée tel qu'énoncé par la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée sont à respecter en la matière.

En pratique l'archevêché, s'il est saisi d'une requête d'une personne de ne plus vouloir faire partie de la communauté catholique, demande au curé de la paroisse dans le registre de laquelle figure l'inscription du baptême de mentionner en marge de l'acte de baptême la décision d'apostasie qui lui est signifiée. Une suppression complète de l'inscription n'est pas entreprise. Par souci de confidentialité et de sécurité des données personnelles, la consultation des registres de baptême n'est pas ouverte à des tiers et aucune divulgation ou dissémination de ces données ne sera faite.

La question quant au droit de demander la suppression complète de leurs données personnelles par les personnes ayant procédé à leur apostasie a été soulevée dans plusieurs pays, cependant la loi modifiée du 2 août 2002 n'est pas de nature à y apporter une réponse alors que l'hypothèse visée sort de son champ d'application.

5) Il n'y a pas de lien direct entre les registres de baptême et le soutien financier accordé aux cultes conventionnés. Un lien indirect peut se dégager du nombre de personnes croyantes figurant initialement dans les registres de baptême et le nombre de celles qui sont à encadrer par les différents cultes conventionnés, alors que les ministres du culte, et pour l'Église catholique les enseignants de religion chargés de cet encadrement, sont financés par l'État par voie de convention.

Question 2183 (6.7.2012) de **M. Claude Adam (déi gréng)** concernant les **bibliothèques scolaires:**

La loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques exige dans son article 6 que toute bibliothèque publique soit membre du réseau national des bibliothèques «bibnet.lu». Cette adhésion implique toute une série d'obligations au niveau du catalogage et de la gestion bibliothécaire afin de garantir une certaine cohérence et la mise en œuvre d'un catalogue collectif des bibliothèques publiques.

Tandis que la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques obligent chaque école et chaque lycée à se doter d'une bibliothèque, elles ne précisent pas la structure ou le fonctionnement de ces bibliothèques scolaires. Plu-

sieurs bibliothèques du secondaire ont déjà rejoint le réseau «bibnet.lu», mais ce n'est pas le cas des bibliothèques des écoles fondamentales. Le fonctionnement des bibliothèques scolaires est donc très hétéroclite.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Quels sont les systèmes de gestion bibliothécaire actuellement utilisés par les bibliothèques scolaires de l'école fondamentale et de l'enseignement secondaire luxembourgeois?

2) Est-ce qu'il ne serait pas avantageux, voire nécessaire que le Ministère opte pour un seul système cohérent et facilement adaptable à la réalité scolaire et aux bibliothèques de petite taille?

3) Comment assurer la mise en commun, respectivement la mise en réseau des catalogues des bibliothèques scolaires, afin de permettre une recherche plus vaste à l'image du réseau «bibnet.lu»?

4) Est-ce qu'un raccordement de l'ensemble des bibliothèques scolaires à «bibnet.lu» est envisageable? Si oui, à quelle échéance?

5) Vu que la loi du 24 juin relative aux bibliothèques publiques a entre autres comme objectif «de favoriser des synergies, notamment entre les bibliothèques communales, associatives et scolaires, par la création de bibliothèques publiques à vocation régionale», comment est-ce que Madame la Ministre entend promouvoir ces synergies?

6) Dans son article 9, la loi permet à un groupe de plusieurs bibliothèques «dont notamment les bibliothèques communales, associatives, thématiques de droit privé et scolaires», de se regrouper «en une bibliothèque unique à vocation régionale composée de plusieurs entités.» Est-ce que des bibliothèques scolaires ont déjà saisi cette opportunité pour s'associer à des bibliothèques publiques? Si oui, lesquelles?

Réponse commune (7.8.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et de Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture:**

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député pose plusieurs questions en rapport avec les bibliothèques scolaires et les bibliothèques publiques.

En premier lieu, Monsieur le Député souhaite savoir quels sont les systèmes de gestion de bibliothèques utilisés par les bibliothèques scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire luxembourgeois.

À l'école fondamentale, deux systèmes de gestion de bibliothèques sont utilisés majoritairement. Une très grande partie des écoles utilise «myLibrary», un logiciel qui est inclus dans le portail éducatif «mySchool» du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. D'autres écoles ont acquis les droits d'utilisation d'un logiciel développé par une société privée du Luxembourg.

Au niveau de l'enseignement secondaire, il y a également coexistence de plusieurs systèmes:

- le logiciel utilisé par le réseau des bibliothèques luxembourgeoises «bibnet.lu», géré par la Bibliothèque nationale en coopération avec le Centre informatique de l'État;

- un logiciel de gestion de bibliothèques scolaires développé par le Centre de ressources et de documentation pédagogiques de Poitiers (France);

- «myLibrary», le logiciel mis à disposition par «mySchool».

D'autres systèmes sont en usage dans quelques lycées, mais on constate au cours des dernières années un changement progressif vers un des trois logiciels cités ci-avant.

En deuxième lieu, Monsieur le Député demande «s'il ne serait pas avantageux, voire nécessaire que le Ministère opte pour un seul système cohérent et facilement adaptable à la réalité scolaire et aux bibliothèques de petite taille.»

Le déploiement d'un seul système permet au niveau national d'économiser des ressources humaines et financières pour la gestion des bibliothèques scolaires tout en mettant en réseau l'ensemble des centres de documentation des lycées et écoles. L'intégration des bibliothèques scolaires des lycées (centres de documentation et d'information, CDI) dans le réseau «bibnet.lu» permettrait entre autres de les connecter avec les autres bibliothèques du réseau «bibnet.lu» et d'inciter les élèves à consulter une offre documentaire plus large que celle de leur CDI. La participation au réseau «bibnet.lu» a l'avantage de permettre aux bibliothèques de petite taille une offre de services documentaires et d'information de qualité égale à celle d'autres bibliothèques disposant de plus de ressources



et ce indépendamment de leur localisation géographique.

Force est cependant de constater que les besoins pédagogiques diffèrent entre les écoles de l'enseignement fondamental et les lycées. Par ailleurs, les établissements scolaires, dans le cadre de leur autonomie pédagogique, ont choisi progressivement et en fonction de différentes considérations leur solution propre. Il s'avère de ce fait difficile d'imposer du jour au lendemain, en bloc, une harmonisation des logiciels de bibliothèques pour tous les ordres d'enseignement.

Pour ce qui est des questions 3) et 4) sur la mise en réseau des catalogues des bibliothèques et ce par le réseau «bibnet.lu», il faut à nouveau distinguer entre les bibliothèques scolaires de l'enseignement fondamental et les CDI des lycées.

Pour les premières, une mise en réseau via «bibnet.lu» ne s'avère pas primordiale puisque le logiciel «Aleph» n'est pas prioritairement conçu pour des bibliothèques d'enfants. Un catalogue commun des bibliothèques de l'enseignement fondamental est envisageable à moyen terme. Une étude de faisabilité préalable s'imposerait néanmoins afin de dégager la solution la plus avantageuse et la plus porteuse d'avenir.

En ce qui concerne les CDI des lycées, il convient de noter qu'actuellement 15 d'entre eux sont membres du réseau «bibnet.lu». La participation de toutes les bibliothèques de lycée au réseau «bibnet.lu» serait avantageuse. Pour ce qui est du cadre général de fonctionnement des CDI, un document de réflexion sur «Les centres de documentation et d'information (CDI) au Luxembourg» est en cours d'élaboration au sein du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Il sera soumis à toutes les parties impliquées au cours du premier trimestre de l'année scolaire 2012/2013.

Pour ce qui est de la cinquième question, aussi bien la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle que la Ministre de la Culture souhaitent développer les synergies entre bibliothèques publiques (au sens de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques) et bibliothèques scolaires. Vu qu'il s'agit d'une approche nouvelle au Luxembourg, il conviendra à l'avenir de créer dans la mesure du possible les conditions matérielles (infrastructures) et de définir les modalités de coopération permettant une telle collaboration (par exemple accessibilité de ces bibliothèques par des publics différents) en étroite coopération avec les autorités communales.

Le document de réflexion sur les CDI élaboré par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, dont question plus haut, prendra également en compte cet aspect. Le Ministère de la Culture et la Bibliothèque nationale seront associés au processus de réflexion pour ce qui concerne les domaines de compétences qui leur sont propres.

Quant à la dernière question posée par Monsieur le Député, ni le Ministère de la Culture ni le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle n'ont été saisis à ce jour d'une demande écrite d'une bibliothèque souhaitant s'associer avec une bibliothèque non scolaire pour assurer la double fonction de bibliothèque scolaire et publique.

Question 2184 (6.7.2012) de M. Henri Kox (déi gréng) concernant l'interdiction d'un pesticide:

Le Gouvernement français vient d'interdire «avec effet immédiat» le pesticide Cruiser OSR de la société Syngenta, produit utilisé jusqu'ici pour le traitement, respectivement l'enrobage des semences d'environ la moitié des cultures françaises de colza. Début juin, l'ANSES (Agence sanitaire pour l'alimentation et l'environnement) avait dénoncé l'impact du thiaméthoxam, substance active du pesticide Cruiser, pour cause d'effets néfastes sur les abeilles. Cette décision a été prise d'urgence à peine quelques semaines avant la mise en culture des semences au mois d'août et juste avant la commande des semences de colza par les agriculteurs. La question de l'interdiction ou non de ce produit revêt donc de la même urgence au Luxembourg.

Le Gouvernement français souhaite aussi porter la discussion au niveau européen afin d'interdire ce type de pesticide à l'échelle européenne et aussi pour lancer un débat plus large sur toute la famille des néonicotinoïdes. À l'inverse de l'Union européenne, les États-Unis et le Canada ont d'ailleurs classé le thiaméthoxam comme «cancérogène probable» et «perturbateur endocrinien potentiel».

Les pollinisateurs et notamment les abeilles sont indispensables pour l'agri- et l'horticulture, c'est-à-dire pour environ 80% des plantes cultivées, sans parler du miel et des autres produits de l'apiculture. Selon les chiffres officiels de l'Administration des Services vétérinaires, l'hiver dernier la mortalité des abeilles était de 22%, ce qui met évidemment aussi en péril - à moyen terme - la survie de l'apiculture en tant que telle.

Le Luxembourg n'a pas encore pris des mesures d'interdiction de ces pesticides dans l'agriculture.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part du Gouvernement:

1) Combien de produits pesticides au thiaméthoxam sont actuellement autorisés et commercialisés au Luxembourg?

2) Pour quelle raison le Gouvernement n'a pas encore fait appel au même principe de précaution qu'il invoque pourtant dans le domaine des OGM pour interdire la commercialisation du pesticide en question et des semences enrobées afférentes, voire de toute la gamme des pesticides aux néonicotinoïdes?

3) Est-ce que le Gouvernement entend soutenir la France dans ses efforts de thématiser cette problématique au niveau européen?

4) Le Luxembourg est en retard pour la transposition de la directive européenne 2009/128/CE visant une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable. Quand est-ce que le Gouvernement entend transposer cette directive?

Question 2186 (6.7.2012) de M. Roger Negri (LSAP) concernant l'interdiction d'un pesticide:

Le Ministre de l'Agriculture français a annoncé il y a une semaine l'interdiction du pesticide Cruiser OSR, utilisé pour le colza sur le territoire français suite à la publication dans la revue «Science» du jeudi 29 mars de deux études en France et en Grande-Bretagne attestant les effets nuisibles du thiaméthoxam sur les abeilles. Le thiaméthoxam est un insecticide de la famille des néonicotinoïdes, qui constitue une des trois substances actives du Cruiser OSR et qui agit sur le système nerveux central des insectes.

En Italie, l'interdiction de l'usage des néonicotinoïdes utilisés pour le maïs a été prolongée.

Le syndrome d'effondrement des colonies d'abeilles est un phénomène reconnu par les Nations Unies, le Parlement européen et la Commission européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de ces études publiées dans la revue «Science»?

2. Monsieur le Ministre entend-il également interdire l'usage du pesticide Cruiser OSR respectivement des insecticides néonicotinoïdes sur le territoire luxembourgeois?

3. Monsieur le Ministre entend-il prendre d'autres mesures pour freiner le phénomène d'effondrement des colonies d'abeilles?

Réponse commune (29.8.2012) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, et de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

La décision du Ministre de l'Agriculture français de retirer l'autorisation de traiter des semences de colza destinées à être utilisées en France avec des produits contenant la substance active thiaméthoxam a été prise suite à une publication dans la revue «Science», connue par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, selon laquelle les plantes de colza, dont les semences ont été traitées avec du thiaméthoxam, peuvent avoir un effet néfaste sur les colonies d'abeilles.

Les autres usages cependant, comme le traitement du maïs ou des pois, avec les produits contenant cette substance sont toujours autorisés en France et conformément à la législation européenne, les semences qui ont été traitées légalement dans un autre État membre peuvent toujours être importées et utilisées en France.

Suite à la publication de l'étude dans la revue «Science», la Commission européenne a chargé l'Agence Européenne pour la Sécurité Alimentaire (EFSA) de faire une évaluation de cette étude. Les conclusions préliminaires de cette agence sont:

1. L'étude est intéressante parce qu'elle utilise de nouvelles méthodes;

2. les résultats ne sont pas concluants, car les concentrations de substances actives utilisées dans les essais sont plus élevées que celles qui

sont présentes dans le nectaire des fleurs de colza lors de l'utilisation des produits;

3. il faut refaire les essais avec des quantités de substances plus réalistes et en incluant d'autres plantes et les autres substances néonicotinoïdes et le fipronil.

La Commission européenne a d'autre part donné un mandat à l'EFSA de réaliser une nouvelle évaluation des substances actives du groupe des néonicotinoïdes et du fipronil. Cette réévaluation doit porter sur toutes les études disponibles actuellement et le délai pour la finalisation du volet «abeilles» a été fixé au 31 décembre 2012. Il est prévu que ce rapport servira au niveau communautaire comme base pour éventuellement revoir les décisions concernant les substances visées.

Le produit Cruiser OSR ainsi que d'autres produits phytopharmaceutiques à base de néonicotinoïdes, destinés au traitement des semences, ne sont pas agréés au Luxembourg. Par conséquent, leur utilisation est interdite.

Actuellement, il existe quatre produits phytopharmaceutiques à base de thiaméthoxam qui sont agréés au Luxembourg. Toutefois, ces produits sont destinés à être utilisés par des utilisateurs «amateurs» pour le traitement de plantes d'appartement et de ce fait, il n'y a pas de lien avec la problématique concernant les abeilles.

Toutefois, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est actuellement en train de vérifier au niveau juridique s'il y a moyen d'interdire la commercialisation d'un pesticide à base de thiaméthoxam sans pour autant violer la législation communautaire.

En outre, aucun produit de traitement de semences à base de néonicotinoïdes ou du fipronil n'est agréé au Luxembourg. Les anciens agréments des produits à base d'imidaclopride ont été retirés et actuellement une demande d'un produit à base de Clothianidin est maintenue en suspens.

Lors du dernier comité permanent auprès de la Commission européenne, le 13 juillet 2012, la France a proposé que l'utilisation des semences de colza traitées avec le thiaméthoxam soit interdite immédiatement, en application de l'article 49.2 du règlement (CE) n°1107/2009. Cette proposition a été soutenue par la délégation luxembourgeoise.

Par ailleurs, depuis que les problèmes des néonicotinoïdes et du fipronil par rapport aux abeilles sont connus, la délégation luxembourgeoise a voté contre toutes les propositions d'approbation de ces substances.

Enfin, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est sur le point de finaliser un projet de loi ayant pour but de transposer la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable en droit national.

Question 2185 (6.7.2012) de M. Fernand Etgen (DP) concernant les installations solaires photovoltaïques:

L'article 8 du règlement grand-ducal du 20 avril 2009 sur le régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables prévoit qu'une «installation solaire photovoltaïque individuelle» doit être «montée sur la toiture respectivement la façade ou intégrée dans l'enveloppe d'un bâtiment». Ceci ne vaut cependant pas pour des installations solaires thermiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de ces restrictions pour les installations solaires photovoltaïques?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que les installations solaires photovoltaïques installées pour des raisons d'efficacité énergétique au sol devraient également être prises en compte par le régime d'aide financière?

Réponse (3.10.2012) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

La disposition consistant à limiter l'aide financière pour les installations solaires photovoltaïques aux seules installations montées sur l'enveloppe extérieure d'un bâtiment avait déjà été instaurée par le règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie

et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables.

Ce régime d'aides, tout comme celui instauré ultérieurement par le règlement grand-ducal du 20 avril 2009, vise à promouvoir le recours aux sources d'énergie renouvelables dans le domaine du logement. D'où la limitation des subventions aux installations de petite et moyenne taille (puissance maximale de 30 kW_{crête}) montées sur les toitures des immeubles.

À cela s'ajoutent des considérations de nature financière, l'électricité produite à partir de l'énergie solaire présentant en effet, malgré la baisse des prix enregistrée, toujours un coût supérieur à l'électricité produite à partir d'autres sources renouvelables. De plus, cette limitation était motivée par le souci de recourir en premier lieu à des surfaces imperméables existantes, présentant une exposition optimale au soleil, et de minimiser ainsi l'impact écologique et visuel des installations photovoltaïques. L'augmentation sensible du nombre d'installations photovoltaïques installées au cours des derniers mois démontre d'ailleurs que les dispositions du règlement grand-ducal du 20 avril 2009 ne constituent pas de frein au développement de cette filière.

Question 2190 (11.7.2012) de M. Jean-Paul Schaaf (CSV) concernant le renforcement des services de prévention de la toxicomanie au nord du Grand-Duché de Luxembourg:

À l'occasion de la journée internationale contre la drogue, en date du 26 juin 2012, un responsable ministériel a déclaré lors d'une interview radiophonique que dans le cadre d'une politique de décentralisation, l'ouverture d'une salle de consommation de drogues serait prévue à Esch-sur-Alzette.

Par contre, l'installation d'une telle structure ne serait pas envisagée dans la région nord du Grand-Duché comme l'usage de drogue par voie intraveineuse y serait moins répandu. Selon le représentant ministériel il s'avère plutôt utile d'élargir l'offre existante au niveau des services de prévention et d'accompagnement dans le nord du pays.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelles sont, de manière générale, les mesures envisagées pour la région nord?

- Quels sont les services que Monsieur le Ministre entend renforcer?

Réponse (9.8.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Je suis en mesure de confirmer les informations fournies par le coordinateur national «Drogues» à l'occasion de la journée internationale contre la drogue.

Les mesures envisagées pour la région nord en matière d'offres bas-seuil et de réduction des risques liés à l'usage de drogues ont été rendues publiques dans le plan d'action gouvernemental 2010-2014 en matière de lutte contre les drogues et les addictions. L'honorable Député notera qu'il n'y est nullement fait mention de la création d'une salle de consommation de drogues dans la région nord.

Sur base d'une analyse des besoins et des structures existantes, la Fondation Jugend- an Drogenhëllef (JDH) a été dotée des moyens supplémentaires pour pouvoir développer ses activités dans la région visée.

Il a ainsi été possible de procéder à une mise en réseau des services sociaux de la région afin d'optimiser les mécanismes de collaboration. Le concept retenu pour la région nord prévoit la création d'un service d'accueil bas-seuil (porte ouverte) combinant un encadrement psycho-social des personnes concernées et la mobilité des intervenants leur permettant de pouvoir venir en aide aux clients qui ne peuvent pas se déplacer au centre d'accueil. À moyen terme, il est également prévu d'offrir un service d'échange de seringues stériles aux utilisateurs de drogues par voie intraveineuse.

La fondation JDH est actuellement à la recherche de nouveaux locaux afin de pouvoir accueillir l'ensemble des services décrits.

Question 2191 (11.7.2012) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **sécurité à l'intersection de la route d'Echternach et du CR126 au «Waldhaff»:**

L'État luxembourgeois est propriétaire d'un immeuble au «Waldhaff» qui héberge un restaurant très fréquenté. Malheureusement, le parking du restaurant ne disposant pas d'assez de places pour tous ses clients, beaucoup d'entre eux se voient contraints de garer leur voiture le long de la route d'Echternach.

Au même endroit se croisent la route d'Echternach (RN11) et le CR126 avec, d'un côté, la direction de «Stafelter» et, de l'autre, celle de Senningerberg. Or, les bandes d'accélération étant très courtes, un nombre important d'accidents ont déjà eu lieu à ces intersections.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que, dans un souci de sécurité, il s'imposerait d'aménager des emplacements supplémentaires près du restaurant en question?

- Dans le même ordre d'idées, ne serait-il pas envisageable de prolonger les bandes d'accélération sur le CR126, voire d'élargir cette dernière à trois voies sachant que des mesures de déboisement seraient alors nécessaires?

Réponse (5.9.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur le parking apparemment insuffisant à côté du restaurant Waldhaff.

Il échet de préciser que le Ministère des Finances (Administration de l'Enregistrement et des Domaines) a conclu un contrat de bail pour l'exploitation d'un restaurant et d'un parking sur la parcelle inscrite au cadastre de la commune de Niederanven, section E de «Gréngewald», sous le numéro 2/699 et une partie de la parcelle inscrite au cadastre de la commune de Niederanven, section E de «Gréngewald», sous le numéro 2/705.

L'immeuble dispose d'un accès carrossable bidirectionnel sur le CR126 et un deuxième accès vers le parking à partir de la voie de tourne à droite sur la N11. Pour les deux accès les conditions de visibilité sont garanties et les manœuvres sont possibles dans toutes les directions. L'aménagement de voies supplémentaires sur le CR126 pour la desserte des lieux n'est pas opportun.

En ce qui concerne la situation du parking du restaurant, il y a lieu de préciser qu'aucune demande de la part du locataire n'a été soumise à l'Administration des Bâtiments publics signalant une pénurie d'emplacements de stationnement.

Le locataire, par sa signature du contrat de bail, a accepté la location de la propriété domaniale de l'État avec son parking existant. La capacité du parking était donc parfaitement connue au locataire à la signature du bail.

Question 2192 (12.7.2012) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'**antenne de l'Institut national des langues à Mersch:**

D'après la description officielle, l'«Institut national des langues (INL)», antérieurement appelé «Centre de Langues Luxembourg», a pour mission de dispenser des cours de langues à un public adulte désireux d'acquiescer ou de perfectionner ses compétences de communication à l'oral ou à l'écrit dans l'une des huit langues suivantes: français, allemand, luxembourgeois, anglais, portugais, italien, espagnol et chinois.

Initialement basé à Luxembourg-ville, le centre a également ouvert une antenne à Mersch en novembre 2005 qui propose actuellement un choix plus réduit de cours, aussi bien en termes de langues (anglais, français et luxembourgeois) que de niveaux. L'existence de cette antenne régionale fut confirmée lors du vote de la loi du 22 mai 2009 qui créa l'actuel INL.

Dans ce contexte et dans la suite de ma question parlementaire n°2800 du 5 septembre 2008 sur le «Centre de Langues» (*cf. compte rendu n°1/2008-2009*), je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Quels sont les cours de langues et les niveaux (A1, A2, B1, B2, C1, C2) dispensés à Mersch de 2008 à aujourd'hui?

2) Quelle est l'évolution semestrielle des inscriptions à Mersch depuis 2008?

3) Quelle est la stratégie à long terme pour le site de Mersch? Est-ce qu'une extension des activités, voire du bâtiment, est prévue? Sinon, est-ce que l'antenne restera limitée à certaines langues et aux niveaux inférieurs? Pour quelles raisons?

4) Qui décide des cours à offrir pour le semestre suivant à Mersch, à quelle date et sur base de quels critères?

5) Quel est le nombre d'inscriptions nécessaires pour qu'un cours soit offert à Mersch?

6) Pourquoi l'offre de cours à Mersch s'arrête actuellement pour chacune des trois langues offertes au milieu du niveau B2 (B2.1), c'est-à-dire sans permettre aux inscrits d'y réussir le niveau complet? Est-ce que cette lacune du dernier cours de niveau B a déjà existé les années précédentes, voire depuis 2008?

7) Est-ce que l'antenne ne devrait pas veiller à garantir aux citoyens intéressés une continuité minimale qui mène toujours à la réussite d'un niveau complet (A, B ou C) dans les langues offertes à Mersch? Dans la négative, est-ce que Madame la Ministre partage l'avis que cette approche devrait être la future règle générale et qu'une telle continuité augmenterait nettement l'attrait de l'antenne?

8) Est-ce que le Ministère envisage de pousser davantage la régionalisation en établissant par exemple une annexe de l'INL dans le nord ou dans le sud du pays?

9) Quel est le budget de fonctionnement annuel de l'INL depuis 2008 et quelle proportion en est consacrée à l'antenne de Mersch?

Réponse (21.8.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Concernant la question parlementaire n°2192 de Monsieur le Député Claude Adam portant sur l'Institut national des langues (INL) et notamment l'antenne régionale de Mersch, j'ai l'honneur de fournir les précisions suivantes aux différentes questions:

1) Les langues offertes à Mersch de 2008 à ce jour sont l'anglais, le français et le luxembourgeois du niveau A1.1 au niveau B1.2, parfois B2.1. Ces niveaux sont ceux du Cadre européen commun de référence pour les langues.

2) Les inscriptions à Mersch varient de 321 à 413 pour le semestre d'automne et de 332 à 354 pour le semestre de printemps. Les moyennes par classe sur la période entre l'automne 2008 et le printemps 2011 sont de 11,4 personnes pour l'anglais, de 14,6 pour le français et également de 14,6 personnes pour le luxembourgeois.

3) Sur le vu du faible taux des demandes d'inscriptions à Mersch, une extension des activités à l'INL-Mersch n'est pas envisagée.

4) Les décisions concernant l'offre de cours sont prises selon mes directives par la direction de l'INL en concertation avec les coordinateurs des différents départements de langues et l'administration des cours de l'institut.

5) Comme je l'indiquai dans ma réponse à la question parlementaire n°2800 du 5 septembre 2008 de Monsieur le Député Claude Adam, le nombre d'inscriptions nécessaires pour organiser un cours à Mersch est de 15 personnes pour un cours général, 12 personnes pour un cours spécifique. Ces seuils sont d'application pour tous les cours en formation des adultes.

À Mersch, le nombre de candidats, notamment pour les cours d'anglais, demeure souvent bien inférieur à ces seuils.

6) L'offre de cours de l'INL est fonction du nombre de demandes, à Luxembourg comme à Mersch.

Étant donné que les effectifs se rétrécissent au fur et à mesure que les niveaux deviennent plus avancés, il est souvent impossible d'organiser des cours avancés à Mersch.

Mais il est impératif d'y offrir des cours pour débutants et des cours intermédiaires afin de garantir la pérennité d'un département linguistique, même si les apprenants qui souhaitent suivre les cours avancés devront se déplacer alors au Limpertsberg.

7) Il est impossible de garantir la continuité d'un cours au-delà du niveau intermédiaire à Mersch, en raison:

- de l'infrastructure du bâtiment;
- de l'obligation d'enseigner au moins trois langues en parallèle;
- d'une demande répétitive pour des niveaux débutants et intermédiaires dans les langues actuellement enseignées à Mersch;

- de la diminution des effectifs pour les cours avancés.

8) Actuellement, il n'y a pas de projet d'une antenne régionale de l'INL autre que Mersch.

9) Le loyer avec les dépenses énergétiques et de nettoyage pour l'annexe de Mersch s'élève à quelque 50.000 euros par année. Toutes les autres dépenses sont regroupées dans les frais de fonctionnement de l'INL et il n'est pas possible d'établir un budget séparé pour l'antenne de Mersch.

Question 2194 (16.7.2012) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **démence au Luxembourg:**

Betreffend die Demenz werden hier in Luxemburg Medikamente wie Aricept und Exelon verschrieben. Diese Medikamente können nur von Spezialisten initiiert werden, nachdem sie einen Bericht an die Gesundheitskasse abgeliefert haben. Danach kann auch der Hausarzt diese Medikamente verschreiben. Die Genehmigung jedoch muss von Jahr zu Jahr erneuert werden.

Fragen:

1) Wie verläuft die Diagnose einer Demenzerkrankheit? Was sind die Kriterien einer Demenzerkrankheit?

2) Warum muss der Spezialist diese Diagnose stellen, um in den Genuss der Medikamente zu kommen?

3) Warum muss der Spezialist einen Bericht an die Gesundheitskasse schreiben, um die Genehmigung zu bekommen?

4) Wird diese Prozedur auch bei anderen Krankheiten angewendet?

5) Was ist die Rolle des Kontrollarztes bei einem solchen Antrag? Werden verschiedene Patienten/innen zum Kontrollarzt gerufen?

6) Ist dieselbe Prozedur auch für Patienten/innen in den Krankenhäusern und in den Altersheimen gültig?

7) Wie viele Genehmigungen wurden von der Gesundheitskasse erteilt, um diese Medikamente verschreiben zu können?

8) Was ist der Kostenpunkt dieser Medikation?

Réponse (14.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Le diagnostic d'une démence est en principe établi par le biais d'une collaboration entre le médecin généraliste et le médecin spécialiste (neurologue, psychiatre ou gériatre) d'après les procédés médicaux usuels, à savoir:

- anamnèse;

- examen clinique;

- analyses de laboratoire;

- si nécessaire, le recours à l'imagerie médicale telle que la tomographie (CT) ou la résonance magnétique (IRM) et/ou à des tests neuropsychologiques.

Le diagnostic de la démence se fonde sur des critères établis dans des publications internationalement reconnues, dont notamment «la classification internationale des maladies (CIM)» (CIM-10), ainsi que la classification retenue par «le manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux» publié par l'Association américaine des psychiatres (DSM IV).

En résumé, ces critères se réfèrent à:

- une perte des capacités intellectuelles liée à un dysfonctionnement marqué et prolongé des fonctions cérébrales;

- une dégradation secondaire des capacités mentales existantes;

- l'altération d'une autre fonction intellectuelle en plus d'une dégradation de la mémoire;

- une durée minimale de cet état de six mois;

- une perte d'autonomie.

Le diagnostic d'une démence de type Alzheimer et la prescription subséquente des médicaments ne sont donc pas réservés aux seuls médecins spécialistes.

En vertu de l'article 107 des statuts de la Caisse Nationale de Santé (CNS), les médicaments énumérés dans la liste 8 de l'annexe D des statuts ne sont pris en charge par l'assurance maladie que sur base d'un protocole thérapeutique et sur autorisation préalable de l'Administration du Contrôle médical (CMSS). Sont repris sous le point 1 les inhibiteurs de la cholinestérase inclus dans le code ATC N06DA* et les médicaments à base de mémantine inclus dans le code ATC N06DX01 utilisés dans le traitement de la maladie d'Alzheimer.

Des protocoles thérapeutiques sont prévus pour la prise en charge initiale et pour la de-

mande de renouvellement. Les statuts ne prévoient pas de limitations par rapport à la spécialité médicale.

Les protocoles thérapeutiques garantissent que la prescription a été faite sur base d'un diagnostic établi après vérification préalable de certains paramètres médicaux et que dès lors en principe les conditions de prise en charge prévues par les statuts de la CNS sont remplies.

La condition d'un protocole thérapeutique comme préalable à la prise en charge par l'assurance maladie est prévue par l'article 107 des statuts précités pour les produits suivants:

- les inhibiteurs de la cholinestérase inclus dans le code ATC N06DA* et les médicaments à base de mémantine inclus dans le code ATC N06DX01 utilisés dans le traitement de la maladie d'Alzheimer;

- les médicaments du type stimulants du système nerveux central dans le cadre du trouble déficit de l'attention/hyperactivité inclus dans le code ATC N06BA*;

- les antipsychotiques atypiques inclus dans le code ATC N05AE03;

- les inhibiteurs sélectifs du courant /f sinusal inclus dans le code ATC C01EB17 (ivabradine);

- les médicaments utilisés dans le traitement de la fibrillation auriculaire inclus dans le code ATC C01BD07 (dronédarone);

- les antiagrégants plaquettaires inclus dans les codes ATC B01AC22 (prasugrel) et B01AC24 (ticagrelor) utilisés dans le traitement du syndrome coronaire aigu.

Le CMSS a pour mission de vérifier sur base des données du protocole thérapeutique le respect des critères médicaux définis dans les statuts de la CNS.

Cette mission s'inscrit dans le cadre des attributions du CMSS telles que prévues à l'article 418 du Code de la sécurité sociale.

Dans le cadre du traitement médicamenteux de la maladie d'Alzheimer, les patients ne sont pas convoqués auprès du CMSS.

Le principe d'un accord de prise en charge sur base d'un protocole thérapeutique ne s'applique qu'aux médicaments délivrés à charge de l'assurance maladie en dehors du secteur hospitalier.

En ce qui concerne le nombre de titres de prise en charge émis par la CNS dans le cadre du traitement médicamenteux de la maladie d'Alzheimer, il y a lieu de se reporter aux chiffres ci-dessous:

2010: 412 accords;

2011: 446 accords;

2012: 279 accords (au 31/07/12).

Le coût financier supporté par l'assurance maladie dans le cadre du traitement médicamenteux de la maladie d'Alzheimer en milieu extrahospitalier s'élève à:

2010: 1,38 Mio €;

2011: 1,47 Mio €;

2012: 0,85 Mio € (au 31/07/12).

Question 2196 (16.7.2012) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'**indemnité compensatoire en cas de reclassement externe ou interne:**

Am Kader vun engem Reclassement externe oder interne huet de Salaré d'Recht, no Artikel L.551-1 bis 552-3 vum Aarbechtsrecht, eng „indemnité compensatoire“ beim „Service des travailleurs à capacité réduite“ vun der ADEM unzufroen. Nodeems dese Service de kompletten Dossier vum Salaré virleien huet, dauert et no Ausso vun der ADEM op d'mannst dräi Méint, bis d'„indemnité compensatoire“ fir d'Éischt ausbezuelt gëtt. Wann den Dossier komplett iwwerpréift ass, dann dauert et anscheinend nach eng Kéier dräi Wochen, bis d'Suen effektiv iwwerwise ginn.

Wann e Salaré finanziell Récklagen huet, da kann en des Period, wou en enner Émstänn nëmmen iwwerbrécken. Huet en des Récklagen awer net, da kann hie ganz séier onverschëllt an eng finanziell Problemsituatioun kommen, well seng fix Käschte weiderlafen an och musse bezuelt ginn.

An deem Zesammenhank géif ech dem Här Minister gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Demandé fir eng „indemnité compensatoire“ muss den „Service des travailleurs à capacité réduite“ am Duerchschnitt am Mount traitéieren?

2. Fënnt den Här Minister et normal, datt et op d'mannst dräi Méint dauert, bis de Salaré fir d'Eischt seng Sue kritt, an hien doduerch an där Zäit eventuell finanziell Problemer kritt?

3. Fënnt den Här Minister den Zäitraum vun dräi Wochen normal, deen et intern vum Accord bis zum Ausbezuzele vun der Indemnitéit dauert?

4. Ass sech den Här Minister dëser Problematik bewosst an huet den Här Minister wëlles, d'Prozeduren iwwerschaafen ze loosse?

Réponse (10.10.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

1. Den „Service des salariés à capacité de travail réduite“ bezilt de Lounausgläich un 2.400 Persounen, déi am Reclassement interne oder externe sinn, mécht d'Gestioun vun deenen Dossieren an traitéiert am Duerchschnitt pro Mount 67 nei Demandë fir „d'indemnité compensatoire“.

2. Wann en Dossier komplett ass, dauert et am Moment ongeféier zwee Méint, bis de Salaré seng Suen huet.

3. Den Zäitraum vun zwou bis dräi Wochen erkläert sech duerch d'Prozeduren, déi d'Gesetz iwwert d'Kontabilitéit vum Stat virgesäit.

Dem Regierungsrot läit en Avant-projet de loi vir, deen a senger aktueller Versioun Annerunge soll bréngen, fir d'Ausbezuzele vun der „indemnité compensatoire“ ze vereinfachen.

Question 2197 (16.7.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'assurance dépendance en cas de séjour à l'étranger:

Den Europäesche Gerichtshaff (EuGH) huet an engem rezenten Urteel decidéiert, datt en däitsche Bierger, dee sech fir eng begrenzten Zäit an engem aneren EU-Memberstat befënnt, kee Recht drop huet, datt d'Fleegeversécherung d'Käschte fir d'Grundfleeg a fir déi hauswirtschaftlech Versuergung zréckbezilt.

Dofir géif ech dem Här Sozialversécherungsminister dës Froe stellen:

1) Wat fir Répercussiounen huet dëst Urteel op d'Leeschungen, déi der Lëtzebuurger Fleegeversécherung ënnerleien?

2) A wat fir engem Mooss muss eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg verséichert ass, op Sach- a Geldleeschunge vun der Fleegeversécherung verzichten, wa si sech am Ausland befënnt?

3) A wat fir engem Mooss kann eng Persoun, déi an engem aneren EU-Memberstat verséichert ass, mä sech zu Lëtzebuerg befënnt, op Sach- a Geldleeschunge vun der Lëtzebuurger Fleegeversécherung zréckgräifen?

Réponse (20.8.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Dans son arrêt du 12 juillet 2012 dans l'affaire C-562/10, Commission européenne contre République Fédérale d'Allemagne, concernant la prise en charge des prestations de dépendance, la Cour de Justice européenne n'a pas remis en question les règles européennes de coordination de la sécurité sociale prévues par les règlements (CE) n°883/2004 et n°987/2009.

En effet, depuis l'arrêt de la Cour dans l'affaire Molenaar (C-160/95), les prestations de dépendance sont assimilées aux prestations de l'assurance maladie aux fins de l'application des règles européennes de coordination. Ainsi, en cas de séjour ou de résidence en dehors de l'État où la personne concernée est affiliée (État compétent), les prestations de dépendance en nature, notamment aides et soins à domicile ou en établissement, produits et appareils, sont servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence, conformément à la législation applicable dans l'État de séjour ou de résidence. Les prestations en espèces, par contre, sont versées directement à l'assuré par l'institution de l'État compétent et conformément à la législation de cet État.

En pratique, cela signifie que les personnes couvertes par l'assurance dépendance luxembourgeoise peuvent utiliser leur carte européenne d'assurance maladie lors d'un séjour temporaire dans un autre État (vacances e. a.), s'ils nécessitent par exemple des aides techniques ou produits en relation avec leur état de dépendance. Les frais relatifs à ces prestations en nature seront alors remboursés par la Caisse Nationale de Santé à l'institution qui les a servies. Si ces personnes ont bénéficié avant leur départ d'une prestation en espèces luxembourgeoise, celle-ci continue à être versée par la CNS pour couvrir les frais relatifs à des aides et des soins servis pendant le séjour hors établissement.

Dans le cas où un bénéficiaire de l'assurance dépendance luxembourgeoise séjourne à long terme (maison de soins e. a.) ou réside (frontalier, retraité e. a.) dans un autre État, la CNS émet un formulaire S1 attestant qu'il a droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et de l'assurance dépendance luxembourgeoises. Avec ce document, l'intéressé peut s'inscrire auprès de l'institution compétente de l'État de séjour ou de résidence et il sera traité sur un pied d'égalité avec les assurés de cet État. Il sera évalué par les services compétents de cet État et bénéficiera des prestations en nature prévues par la législation de cet État. La CNS remboursera ultérieurement les frais correspondants à l'institution qui a servi les prestations.

Les règles décrites ci-avant s'appliquent dans la même mesure aux assurés des autres États membres qui séjournent ou résident sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Sur présentation de leur carte européenne d'assurance maladie ou du document S1, ils ont droit aux prestations en nature nécessaires de l'assurance dépendance. Dans ces cas, les intéressés sont évalués par la Cellule d'évaluation et d'orientation et la CNS accorde toute prestation en nature nécessaire, selon la législation luxembourgeoise. Les frais y relatifs seront remboursés à la Caisse Nationale de Santé par l'institution de l'État qui est compétent pour le bénéficiaire.

Dans cet ordre d'idées, la Cour de Justice a rappelé dans son arrêt que les frais relatifs aux prestations en nature servies en vertu des règlements de coordination, pour le compte de l'institution d'un autre État membre, donnent lieu à un remboursement intégral par cette dernière à l'institution qui a servi les prestations. D'après la Cour, l'État compétent n'est pas tenu d'accorder des prestations en nature, ni en supplément, ni en complément aux prestations en nature reçues dans l'État de séjour (points 60 et 61 de l'arrêt).

En outre, la Cour de Justice a rappelé que «l'article 48 TFUE prévoyant une coordination des législations des États membres en matière de sécurité sociale, et non leur harmonisation, les règles du traité FUE en matière de libre circulation ne sauraient garantir à un assuré qu'un déplacement dans un autre État membre soit neutre sur le plan, notamment, de prestations de maladie ou de dépendance. En effet, compte tenu des disparités existant entre les régimes et les législations des États membres en la matière, un tel déplacement peut, selon le cas, être plus ou moins avantageux sur le plan financier pour l'affilié. En conséquence, lors d'un séjour temporaire dans un État membre, l'application (...) de la réglementation nationale de cet État qui serait moins favorable sur le plan des prestations de sécurité sociale que celle de l'État compétent (...), peut, en principe, être conforme aux exigences du droit primaire de l'Union en matière de libre circulation des personnes» (points 57 et 58 de l'arrêt).

Pour conclure, ci-après les réponses aux questions de l'honorable Député:

1) L'arrêt sous question ne porte pas atteinte aux principes des règles européennes de coordination. Il n'y aura pas de répercussions sur les prestations servies par l'assurance dépendance luxembourgeoise aux assurés séjournant ou résidant à l'étranger suite à cet arrêt.

2) Les personnes couvertes par l'assurance dépendance luxembourgeoise continuent à bénéficier des prestations en espèces en cas de séjour à l'étranger en dehors d'un établissement. Les prestations en nature sont servies par l'État de séjour ou de résidence, sur présentation de leur carte européenne d'assurance maladie respectivement du document S1.

3) Les assurés des autres États ont accès aux prestations en nature luxembourgeoises sur présentation de leur carte européenne d'assurance maladie en cas de séjour temporaire, ou en s'inscrivant avec le document S1 auprès de la CNS, en cas de résidence au Luxembourg. Ils n'ont pas droit aux prestations en espèces de l'assurance dépendance luxembourgeoise.

Question 2198 (17.7.2012) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'action coordonnée en Europe contre la politique de ralentissement d'ArcelorMittal:

Le 16 juillet, le Ministre français du Redressement productif a rencontré à Luxembourg notre Ministre de l'Économie. Les discussions ont été centrées sur l'avenir d'ArcelorMittal. À en croire les reportages dans la presse, il s'agirait de «créer une véritable union sacrée des États concernés face à la puissance du premier sidérurgiste mondial», mais encore de

«construire une réaction des États face à la puissance d'un groupe comme ArcelorMittal»; les États concernés étant, toujours selon la presse, la France, le Luxembourg, mais encore la Belgique et l'Espagne.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Quelles sont les décisions concrètes prises lors de la réunion du 16 juillet?

2) Dans le cadre législatif et réglementaire européen actuel ainsi que d'autres conventions internationales, quels sont les moyens concrets qu'un Gouvernement ou plusieurs Gouvernements peuvent mettre en œuvre pour «construire une réaction» face aux décisions d'un groupe international de droit privé?

3) Dans quel délai le Gouvernement entend-il, le cas échéant de concert avec les «Gouvernements concernés», poser des actes concrets réglementaires ou législatifs pour influencer sur les décisions socio-économiques du groupe ArcelorMittal?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il que cette «union sacrée» ou «réaction des États» aura une répercussion bénéfique sur les sites menacés de Schifflange et de Rodange?

Réponse (24.9.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Gast Gibéryen concernant une rencontre avec le Ministre français du Redressement productif Arnaud Montebourg au sujet d'ArcelorMittal, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur Etienne Schneider a rencontré en date du 16 juillet 2012 le Ministre français Arnaud Montebourg lors d'une visite au Luxembourg.

La réunion a permis de procéder tout d'abord à un large échange de vues de la situation économique européenne et en particulier de l'évolution du secteur industriel. Le secteur sidérurgique et la situation des usines d'ArcelorMittal en Europe a fait ensuite l'objet des discussions dans la mesure où tant la France que le Luxembourg sont concernés par des mesures de restructuration.

Les Ministres ont exprimé leurs préoccupations par les fermetures, soit définitives, soit temporaires de certaines usines en Europe et les impacts notamment en termes d'emplois et de pertes d'activités industrielles. Ils ont exprimé leurs craintes de voir disparaître des filières sidérurgiques pourtant essentielles pour certains secteurs industriels.

Partant de ce constat, il a été décidé de continuer sur base régulière un échange entre la France et le Luxembourg au sujet des activités d'ArcelorMittal. La réunion n'a pourtant pas donné lieu à des décisions concrètes concernant le cadre législatif et réglementaire.

Finalement, les deux Ministres ont estimé que le Conseil Compétitivité des Ministres de l'Économie européens devrait discuter régulièrement de la situation des secteurs industriels en crise en Europe.

En ce qui concerne les sites de Schifflange et de Rodange, le Gouvernement procède régulièrement, ensemble avec les partenaires sociaux, à une évaluation de la situation lors des réunions du Comité de suivi des effectifs de la sidérurgie et du Comité des investissements.

Question 2200 (18.7.2012) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la construction d'une nouvelle centrale hydroélectrique:

Es ist bekannt, dass Luxemburg den größten Teil seines Energieverbrauchs aus den Nachbarstaaten bezieht. Mit Blick auf die elektrische Energie wurden 8,67 TWh aus Deutschland und Belgien importiert. Etwa 47% wurden in den elektrischen Anlagen, u. a. der GuD (Erdgas) in Esch/Alzette sowie in den unterschiedlichen Blockheizkraftwerken erzeugt. Zurzeit wird darüber nachgedacht, eine weitere GuD (Erdgas) zu errichten. Den rezenten Daten zur Diversifizierung der Energieträger kann man entnehmen, dass die erneuerbaren Energien zu 21,8%, die fossilen zu 59,2% und die Kernkraft zu 18,6% im Jahr 2010 am Energiemix beteiligt waren.

Die Energie- und Klimapolitik der Europäischen Union ist langfristig so ausgelegt, dass ein kohlestoffreies und intelligentes Energiesystem, vor allem auf erneuerbarer Basis, aufgebaut werden soll. Dies kann nur gelingen, wenn die unterschiedlichen erneuerbaren Energien auf dezentraler Basis in das Versorgungsnetz einspeisen. Es wurde mehrfach hervorgehoben,

dass weitere Kraftwerke kleiner und mittlerer Leistung in den kommenden Jahren errichtet werden müssen, wenn Luxemburg sein EU-Ziel mit Blick auf die erneuerbaren Energien bis zum Jahr 2020 erreichen soll. Insbesondere wird daran gedacht, ein weiteres Kanalkraftwerk, ähnlich dem in Rosport an der Sauer (zwei Kaplan-Turbinen mit der elektrischen Gesamtleistung von 6.000 kW) nördlich von Wasserbillig an der Untersauer zu errichten.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Wirtschaft und Energie folgende Fragen stellen:

- Wie sieht der Stand der Untersuchungen zum Bau dieses Kanalkraftwerks in der Nähe von Langsur an der Untersauer aus?

- Welche elektrische Leistung ist vorgesehen?

- Welchen Typ von Fischtreppe wird man hier vorsehen?

- Wird man hier die Möglichkeit einer grenzüberschreitenden Fahrradpiste zwischen Luxemburg und Deutschland einrichten?

Réponse (18.9.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis betreffend die Nutzung der Wasserkraft zur Erzeugung elektrischer Energie an der Untersauer können wir folgende Informationen liefern:

Im Rahmen der Erstellung der LUXRES-Studie über die Bestimmung der Potenziale und Ausarbeitung von Strategien zur verstärkten Nutzung von erneuerbaren Energien in Luxemburg wurden im Jahre 2007 unter anderem die Potenziale im Bereich der Wasserkraft in Luxemburg detaillierter untersucht. Als Möglichkeiten für die weitere Entwicklung der Wasserkraft wurden die Modernisierung und das Repowering von älteren größeren Kraftwerken, die Errichtung weiterer Kleinwasserkraftwerke sowie die Errichtung eines neuen 5 MW-Kraftwerks in Mesenich an der Sauer zwischen Moersdorf und Wasserbillig identifiziert.

In den achtziger Jahren wurden bereits Untersuchungen durchgeführt, um an der Untersauer an dem vorgenannten Standort ein neues Kraftwerk in der genannten Größenordnung zu errichten. Dies wurde mir seitens der Société Électrique de l'Our (SEO) auf Nachfrage hin bestätigt. Die Verantwortlichen haben ebenfalls bestätigt, dass es derzeit Überlegungen gibt, diese Analysen aus den achtziger Jahren wieder aufzugreifen und die Machbarkeit zur Realisierung dieses Projektes unter Berücksichtigung der heute gültigen genehmigungstechnischen und betriebswirtschaftlichen Randbedingungen noch einmal zu prüfen. Hier sollen alle anlagenbedingten Auswirkungen auf die Umwelt analysiert und umweltschützerische Belange, wie beispielsweise die Errichtung von Fischtreppe, berücksichtigt werden. Konkretere Informationen konnten die Verantwortlichen der SEO aber nicht liefern, da die Analysen derzeit noch nicht weiter fortgeschritten sind. Dies betrifft ebenfalls die Fragestellung der eventuellen Einrichtung eines grenzüberschreitenden Fahrradweges zwischen Luxemburg und Deutschland.

Question 2201 (18.7.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'examen-concours de recrutement pour les enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique:

Ces derniers temps différents connaisseurs du monde de l'enseignement ont estimé utile, voire indispensable, de réviser l'organisation de l'examen-concours de recrutement pour les enseignants de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre envisage-t-elle de préparer une telle réforme? Dans l'affirmative, dans quels délais et selon quelle démarche cette réforme pourrait-elle être mise en œuvre?

- Madame la Ministre peut-elle informer sur les éléments qu'elle se proposerait de voir changer lors d'une telle révision?

- Quels seraient les partenaires que le Ministère voudrait consulter dans ce processus?



Réponse (30.8.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Je n'envisage pas de réformer globalement l'organisation des examens-concours de recrutement pour les enseignants de l'enseignement secondaire avant la mise en place de la réforme de la fonction publique.

Des réaménagements ponctuels dans certaines spécialités sont cependant prévus. Dans la spécialité «français» par exemple, un groupe de travail, constitué d'enseignants de français, réfléchit actuellement sur une modification du programme que les candidats dans cette spécialité doivent préparer et sur la nature des épreuves. Le groupe de travail s'est engagé à me soumettre une proposition y relative pour octobre 2012.

La réforme globale de l'examen-concours devra être préparée de concert avec les partenaires sociaux et avec les collègues des directeurs. Dans un premier temps, un état des lieux sera dressé afin de mieux connaître les forces et faiblesses du dispositif actuel. Ce n'est qu'ensuite que des solutions seront élaborées et soumises pour approbation au Gouvernement.

Question 2203 (16.7.2012) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **stationnement de remorques de poids lourds le long de la N31**:

Ces dernières semaines des remorques de poids lourds immatriculées à l'étranger sont régulièrement stationnées pendant des jours et des jours le long de la N31 entre la sortie de l'autoroute et Livange sans qu'aucune autorité publique s'en occupe. Le stationnement de remorques est interdit à cet endroit et elles constituent un danger pour les usagers de la route.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Pourquoi aucun contrôle n'est effectué par la Police grand-ducale et pourquoi aucun procès-verbal n'est dressé?

- Qu'en est-il des barrières de style mur californien dont il a été question d'installer à l'endroit susmentionné pour y éviter le stationnement de poids lourds?

Réponse commune (26.9.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet du stationnement de remorques le long de la route N31.

L'on précise, d'une part, que la Police grand-ducale fait régulièrement des contrôles et dresse des procès-verbaux respectivement des avertissements taxés en cas de constatation d'un fait délictueux à cet endroit. Par ailleurs, tant le Service régional de la Police d'Esch-sur-Alzette que le commissariat de proximité de Roeser sont en contact avec les responsables des Ponts et Chaussées qui ont confirmé avoir prévu une signalisation appropriée.

D'autre part, lors d'une réunion avec les édiles communaux de Roeser l'année passée, il a été décidé d'installer un mur californien en éléments préfabriqués le long de la route nationale N31 dans le but de barrer l'accès à la bande de stationnement aux poids lourds.

Cependant ces travaux n'ont pas encore pu être entamés puisque les éléments préfabriqués en question, destinés à la mise en place de ce barrage, sont actuellement encore utilisés sur un autre chantier.

Après l'analyse des résultats des contrôles policiers précités, ce chantier pourra débuter.

Question 2204 (19.7.2012) de **Mmes Marie-Josée Frank** et **Martine Mergen** (CSV) concernant les **certificats d'aptitude à conduire des patients souffrant de douleurs chroniques**:

Selon les estimations du Cercle luxembourgeois d'algologie (CLA), 20.000 à 25.000 personnes dans notre pays souffrent de douleurs chroniques et 2.000 à 3.000 patients ont besoin d'une prise en charge spécialisée, globale et

multidisciplinaire. Ce suivi ne traite pas uniquement la douleur elle-même, mais aussi ses répercussions sur le couple, la famille, le travail et les relations sociales.

Afin de soulager les patients souffrant de douleurs chroniques, l'on peut avoir recours à la morphine ou à un de ses dérivés. Ces opiacés peuvent notamment être utiles dans les douleurs chroniques, rebelles aux traitements habituels, lorsque l'indication a bien été sélectionnée.

Les patients ayant recours à ces médicaments sont sous la surveillance stricte de leur médecin traitant et doivent respecter de manière très précise le dosage prescrit. De cette manière beaucoup de patients sont soulagés de manière satisfaisante et peuvent mener une vie plus ou moins normale.

Des tests psychomoteurs de même que des tests de conduite semblent démontrer que pour la conduite automobile, l'usage chronique d'opiacés peut être sans danger dans la plupart des cas. Les médecins délivrent des certificats aux patients concernés afin d'attester de leur aptitude à conduire.

Or, selon nos informations, la police ne semble pas dans tous les cas accepter ces certificats médicaux et par conséquent certains patients se voient mis en cause pour usage de stupéfiants au volant.

Au vu de ce qui précède, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les faits décrits ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles les certificats médicaux ne sont pas pris en compte?

- Qu'en est-il de la responsabilité en cas d'accident?

Réponse commune (4.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*, de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'affirmation des honorables Députées selon lesquelles des tests psychomoteurs de même que des tests de conduite, dont j'ignore la nature, démontreraient que pour la conduite automobile, l'usage chronique d'opiacés peut être sans danger dans la plupart des cas ne semble pas correspondre aux informations dont dispose la direction de la Santé et qui lui sont communiquées par les titulaires des autorisations de mise sur le marché de médicaments contenant de tels opiacés.

Ainsi, le résumé des caractéristiques (R.C.P) des analgésiques morphiniques majeurs à base de morphine mentionnent notamment que la morphine est un alcaloïde présent dans l'opium et qu'elle influence principalement le système nerveux central ainsi que le système digestif.

La morphine agit directement sur le système nerveux central et donne ainsi lieu à une analgésie, une somnolence et à des sautes d'humeur.

Ainsi, l'administration de morphine peut influencer sur la capacité de conduire un véhicule et d'utiliser des machines. Selon le R.C.P. il convient d'interdire la conduite de véhicules et l'utilisation de machines pendant son traitement par morphine.

Par ailleurs, le R.C.P. des analgésiques morphiniques majeurs contenant de la méthadone renseigne que la prise de méthadone pouvant induire une certaine somnolence, il est fortement déconseillé de conduire un véhicule ou de manipuler une machine. Un temps de latence de quatre à six heures est à respecter par le patient traité par ce médicament.

Dans le R.C.P. de patches à usage transdermique à base de fentanyl, un autre analgésique morphinique puissant, il est également indiqué que lors de l'instauration du traitement ou en cas d'augmentation de la dose, le médicament peut influencer la vigilance mentale et/ou physique qui est exigée pour conduire un véhicule ou utiliser des machines.

Il est à noter que tous les analgésiques morphiniques, même ceux de moindre puissance, ont une action sur le système nerveux central et peuvent entraver l'aptitude de conduire.

En ce qui concerne les contrôles routiers effectués par les agents de la Police grand-ducale, ceux-ci peuvent soumettre un conducteur à une batterie de tests standardisés avant de procéder au test de salive. Cette manière de procéder a fait ses preuves dans d'autres pays membres de l'Union européenne, notamment en Allemagne et en Belgique, et permet de réduire le nombre de personnes à soumettre à un test de salive à un strict minimum.

Les agents de la Police grand-ducale n'ont reçu aucune instruction concernant la validité des certificats médicaux d'aptitude à conduire émis par des médecins au profit de patients sous traitement par des médicaments contenant des opiacés.

Question 2208 (19.7.2012) de **MM. François Bausch** (*déi gréng*) et **Claude Meisch** (DP) concernant le **remboursement d'un vol en avion privé par l'État**:

Monsieur Jeannot Krecké vient de confirmer des informations de presse suivant lesquelles en mars 2009 il se serait rendu en tant que Ministre à la foire immobilière Mipim à Cannes dans un avion appartenant au promoteur Flavio Becca. Ce vol aurait été facturé à Monsieur Krecké qui se serait fait rembourser par l'État.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le vol en question n'a pas été organisé par une société d'aviation d'affaires, mais par une personne privée? Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que la facturation du vol a été effectuée par une société de promotion immobilière, dont la raison sociale ne fait pas état d'activités d'aviation?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer pourquoi le vol en question n'a pas été repris dans la liste des vols privés effectués par des membres du Gouvernement, que Monsieur le Premier Ministre avait fournie en réponse à la question parlementaire n°0898 du 15 septembre 2010 (*cf. compte rendu n°7/2011-2012*)?

3. Monsieur le Ministre peut-il nous informer si le Gouvernement a connaissance d'autres vols facturés par cette société de promotion immobilière ou par d'autres sociétés privées pour des déplacements de membres du Gouvernement?

4. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le Ministère de l'Économie a pris en charge le vol facturé par cette société de promotion immobilière?

5. Monsieur le Ministre peut-il nous informer si cette façon de procéder est conforme aux lois et règlements en vigueur?

6. Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur les procédures à suivre si des membres du Gouvernement décident de louer des avions privés? Monsieur le Ministre peut-il nous informer si ces règles ont bien été suivies dans ce cas précis?

7. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre estime qu'il est normal que des Ministres effectuent leurs déplacements en avions appartenant à des personnes privées au lieu de recourir à des vols réguliers de compagnies aériennes?

8. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre estime qu'il est normal et utile que les Ministres soient accompagnés lors de leurs déplacements par des promoteurs qui en plus mettent à disposition leurs moyens de transports?

9. Est-ce qu'un futur Code de déontologie pour les responsables politiques et les hauts fonctionnaires ne devrait pas régler également ces déplacements?

Réponse (20.9.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Ad 1. Le vol visé par la question parlementaire s'est effectué à bord d'un avion d'une société spécialisée dans l'aviation d'affaires et a été affrété par une société immobilière, société immobilière qui par ailleurs a effectué la facturation du vol.

Ad 2. Je me permets de renvoyer Messieurs les Députés au libellé de la question n°0898 du 15 septembre 2010 qui visait, dans le contexte plus général du nécessaire contrôle de la dépense publique, la location d'avions privés par le Gouvernement, cas de figure qui ne couvre à l'évidence pas le vol visé dans la présente question parlementaire. En définitive, ce dernier vol n'aura impacté le budget de l'État qu'à hauteur du coût d'un billet de ligne normal.

Ad 3. Aucun autre ministre n'a eu recours aux services de la société immobilière dont question sous 1 ou d'autres sociétés privées pour effectuer ses déplacements officiels. D'éventuels déplacements de ce type, qui seraient nécessaires à l'avenir, devront être autorisés par le Premier Ministre.

Ad 4. La dépense en relation avec le vol incriminé a été traitée selon les règles budgétaires et comptables en vigueur.

Ad 5. La façon de procéder qui a été choisie en l'occurrence n'est pas contraire aux lois et règlements en vigueur. Elle s'explique par l'opportunité qui se présentait en l'occurrence au

membre du Gouvernement concerné de pouvoir recourir à un moyen de transport plus flexible que celui proposé par l'aviation de ligne. Par ailleurs, le recours à l'avion privé a permis au membre du Gouvernement concerné d'assumer l'entièreté de ses obligations ministérielles dans des conditions acceptables.

Ad 6. Concernant la procédure à suivre par les membres du Gouvernement lors de déplacements pour lesquels ils ont recours à la location d'avions, je me permets ici encore de renvoyer à la question parlementaire n°0898 du 15 septembre 2010. La procédure suivie en l'occurrence a évidemment été différente alors qu'il ne s'agissait pas d'un avion loué directement par le Gouvernement.

Ad 7. J'estime qu'en l'occurrence, et compte tenu du planning du membre du Gouvernement concerné, le recours à la solution plus flexible, à savoir l'utilisation d'un avion d'une société d'aviation d'affaires, qui s'offrirait à lui peut être justifié.

Ad 8 et 9. Les questions soulevées laissent sous-entendre l'existence en l'occurrence d'un conflit d'intérêts, ce qui ne me semble pas avoir été le cas. Dans la perspective qui est celle des auteurs de la question parlementaire, des règles générales concernant les déplacements des membres du Gouvernement ont certainement leur place dans un Code de déontologie.

Question 2209 (19.7.2012) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant la **participation des parents aux frais occasionnés par l'accueil d'un enfant en internat**:

Il existe une certaine différence au niveau du calcul de la participation des parents aux frais occasionnés par l'accueil en internat d'un enfant suivant que l'enfant est accueilli dans un internat au Luxembourg ou à l'étranger. Le Médiateur a, par ailleurs, soulevé cette problématique au sujet de l'éducation différenciée dans son rapport d'activité 2010-2011. En effet, dans le cadre de l'éducation différenciée, il est permis de se demander s'il est approprié que des parents d'enfants nécessitant une éducation différenciée doivent participer aux frais de séjour de leur enfant, y compris à l'étranger, ou du moins s'il ne faudrait pas prévoir des plafonds raisonnables pour la participation des parents aux frais y relatifs. Dans ce contexte, il ne faut pas oublier que les parents des enfants nécessitant une éducation différenciée n'ont souvent pas d'autre choix que de placer leurs enfants dans un internat spécialisé à l'étranger faute de places disponibles ou de structures adaptées au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre afin de garantir à tous les enfants un traitement égalitaire devant la loi quant à l'accès à une éducation et formation adéquates?

Réponse commune (21.8.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Selon l'article 1^{er} de la loi modifiée du 14 mars 1973, le Ministère de la Famille et de l'Intégration est responsable de l'aspect familial et social de l'éducation différenciée.

En 2010, trois familles ont contesté être redevables des montants qui leur ont été demandés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration au titre de participation aux frais de placement de leurs enfants dans un institut à l'étranger et se sont adressées au Médiateur.

Auparavant, le principe de la participation financière des parents n'a jamais été mis en cause.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration ne partage pas l'argumentation du Médiateur qui estime que la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée introduit une gratuité absolue. Cette divergence de vues qui porte notamment sur l'application de l'article 8 de la loi modifiée de 1973 fait actuellement l'objet d'un procès devant les tribunaux.

En ce qui concerne la répartition des frais liés au placement d'enfants handicapés dans un institut d'éducation différenciée à l'étranger selon les dispositions de la loi susmentionnée, il convient de préciser que:

- Les frais scolaires de l'éducation différenciée sont pris en charge à 100% par l'intermédiaire des crédits du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.



- À la demande des parents, le Ministère de la Famille et de l'Intégration participe financièrement aux frais de séjour dans une institution spécialisée à l'étranger, à condition que l'enfant ait été orienté par la Commission médico-psychopédagogique nationale (CMPPN).

- Pour tomber sous le champ d'application de la loi modifiée du 14 mars 1973, une orientation préalable de l'enfant par la CMPPN est indispensable. Le placement scolaire d'enfants luxembourgeois dans des écoles à l'étranger doit avoir été préalablement proposé par cette commission.

Depuis l'entrée en vigueur du dispositif relatif à l'aide à l'enfance et à la famille, l'Office national de l'enfance intervient au niveau du financement des différentes mesures d'aide à l'enfance et à la famille, qui ne relèvent pas nécessairement du champ d'application de la loi sur l'éducation différenciée.

- Dans ces cas, la participation des parents aux frais de placement d'un enfant en internat ou centre d'accueil à l'étranger est calculée selon les modalités prévues à l'article 18 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille et aux dispositions des articles 8 à 11 de son règlement grand-ducal du 17 août 2011 précisant le financement des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille.

- La participation financière des parents aux frais de placement d'un enfant en internat ou centre d'accueil tient notamment compte du revenu et de la composition du ménage.

- La participation aux frais de séjour telle que prévue par l'article 8 du règlement grand-ducal précité est équitable vis-à-vis des parents qui ont des enfants qui ne tombent pas sous le champ d'application de l'éducation différenciée mais qui sont confrontés aux mêmes dépenses relatives à un internat. L'article 8 est également équitable car il ne fait pas de distinction suivant que l'enfant soit dans un internat au Luxembourg ou une institution spécialisée à l'étranger.

En conclusion aux explications susmentionnées, il semble opportun de faire examiner la concordance des législations respectives de l'éducation différenciée et de l'Office national de l'enfance par un groupe de travail interministériel.

Par ailleurs, le Ministère de la Famille et de l'Intégration entend attendre le jugement des juridictions saisies de la question de la gratuité, respectivement de la participation financière des parents. S'il s'avère que d'après l'interprétation des juridictions l'État doit garantir la gratuité de séjour dans les instituts à l'étranger, une modification de la législation s'impose.

Question 2210 (23.7.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **liaison aérienne directe entre Luxembourg et Doha:**

Bezugnehmend auf eine Pressemitteilung der luxemburgischen Regierung vom 8. und 9. Juni 2011 bezüglich der offiziellen Visite des katarischen Premierministers in Luxemburg geht die Rede von der Verstärkung der beidseitigen wirtschaftlichen Beziehungen. Unter anderem wurde auch eine direkte Flugverbindung zwischen Doha und Luxemburg in Erwägung gezogen.

Ein Blick auf den derzeitigen Flugplan sowie auch auf den zukünftigen Winterflugplan 2012/2013 der katarischen Fluggesellschaft Qatar Airways lässt erkennen, dass die Konkretisierung dieses Vorhabens noch nicht endgültig abgeschlossen zu sein scheint, denn es werden zurzeit noch keine Flüge zum Zielflughafen Luxemburg-Findel angeboten.

In einem rezenten Ranking von Skytrax wird „Qatar Airways“ als die beste Airline der Welt im Jahre 2012 geführt. Ein anderes Ranking kürzt dieselbe Airline als eine der Top Ten der innovativsten Fluggesellschaften der Welt. Es versteht sich von selbst, dass hier eine Bereicherung für unseren regionalen Flughafen entstehen würde.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, ob das Vorhaben einer direkten Fluglinie zwischen Doha und Luxemburg-Findel noch Aktualitätswert hat?

2) Wenn ja, wie weit sind die Vorbereitungen und wann wird es möglich sein, von diesen Flügen Gebrauch zu machen?

3) Wieso dauert es so lange, diese gewollte neue Flugverbindung einzurichten?

4) Wenn nicht, was sind die Gründe für das provisorische Scheitern des Vorhabens?

Réponse (20.9.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Der ehrenwerte Abgeordnete erkundigt sich bezüglich der Aufnahme einer direkten Flugverbindung zwischen Luxemburg und Doha, der Hauptstadt des Emirates Katar.

Der Luxemburger Flughafen bleibt weiterhin an der Einrichtung einer direkten Passagierflugverbindung zwischen Luxemburg und Doha, neben den regelmäßig stattfindenden Frachtflügen der Qatar Airways, interessiert.

Eine solche Verbindung würde das Streckennetz ab Luxemburg ausweiten und eine zusätzliche Umsteigemöglichkeit bedeuten.

Die Entscheidung über die Aufnahme einer solchen Verbindung wird aber in den Gremien der jeweiligen Fluggesellschaft genommen und hängt in diesem Falle von der Fluggesellschaft Qatar Airways ab.

Ob und wann Qatar Airways Passagierflüge nach Luxemburg anbietet, liegt nicht im Einschätzungsvermögen Luxemburgs und hängt unter anderem vom möglichen Passagieraufkommen ab.

Nur wegen der rezenten Erweiterung der wirtschaftlichen Beziehungen zwischen beiden Ländern hat sich diese Möglichkeit überhaupt ergeben, so dass es verfrüht erscheint, dieses Vorhaben jetzt schon als „provisorisches Scheitern“ einzustufen.

Question 2211 (23.7.2012) de **Mme Tessa Scholtes** (CSV) concernant les **visas ouverts aux ressortissants luxembourgeois souhaitant voyager et travailler au Canada et en Australie:**

Selon mes informations, il existe des «working holiday agreements», encore qualifiés d'accords internationaux relatifs à des programmes vacances-travail accordant aux ressortissants des États contractants, âgés de 18 à 30 ans, la possibilité d'obtenir un visa «vacances-travail». Comme le suggère l'intitulé de ce type de visa, il s'agirait de permettre aux jeunes ressortissants des États contractants de séjourner sur le territoire d'un autre État en vue d'y passer leurs vacances, tout en bénéficiant de la possibilité d'y occuper un emploi salarié occasionnel. L'idée de passer les vacances dans un pays étranger pour une durée maximale d'une année serait la motivation première de tels séjours. Le volet «travail» quant à lui ne serait que secondaire, mais ce volet ne serait pas exclu dans le contexte de ces programmes.

Pourquoi certains États négocient-ils de tels accords? Il convient tout d'abord de noter que la mobilité des jeunes semble être au cœur des préoccupations qui sont à la base de tels accords. Le contact avec d'autres cultures et modes de vie et les échanges culturels, linguistiques et autres qui en résulteraient aboutiraient par ailleurs à une meilleure compréhension mutuelle entre les États contractants¹.

À ce jour, plusieurs pays de l'Union européenne, dont l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie et les Pays-Bas, ont conclu de tels accords bilatéraux avec le Canada et l'Australie². Il semblerait toutefois que le Luxembourg n'ait à l'heure actuelle pas encore négocié ou signé un tel accord.

C'est dans ce contexte, que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Si le Luxembourg a à ce jour conclu un accord relatif à des programmes vacances-travail avec le Canada et l'Australie ou encore avec d'autres pays?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Si le Luxembourg ne devrait pas, à l'instar d'autres pays de l'Union européenne, davantage mettre l'accent sur la mobilité des jeunes et l'échange interculturel au lieu de se limiter à des missions économiques ou des rencontres politiques de haut niveau?

- Dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre entend négocier ou signer de telles conventions bilatérales prochainement et endéans quelles échéances?

Réponse commune (21.9.2012) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères* de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

¹ http://www.southern-cross-group.org/archives/Working%20Holiday%20Visas/2003/Working_Holiday_Agreement_Belgium_Nov_2002.pdf

² <http://www.immi.gov.au/visitors/working-holiday/417/countries.htm>; http://www.international.gc.ca/experience/agreements_in-accords-entrant.aspx?lang=fra&view=d

En complément à la réponse qui avait été donnée à la question parlementaire n°1397 de Monsieur le Député Léon Gloden (cf. *compte rendu n°13/2010-2011*), nous confirmons qu'aucun accord bilatéral relatif à des programmes vacances-travail n'a été conclu entre le Luxembourg et un autre État, car le Gouvernement luxembourgeois n'a pas été officiellement saisi d'une telle demande par un autre État.

Si toutefois, il s'avérait que les jeunes ressortissants luxembourgeois étaient intéressés à participer à de tels programmes, le Gouvernement serait tout à fait disposé à approcher les gouvernements d'États tiers afin de conclure des accords bilatéraux relatifs à ces programmes.

Question 2212 (23.7.2012) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant les **excuses signées par les élèves majeurs:**

Il apparaît que dans certains établissements de l'enseignement secondaire des excuses présentées par des élèves majeurs portant la signature de l'élève lui-même ne soient pas acceptées.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des explications concernant la signature des excuses des élèves ayant atteint l'âge de la majorité? Est-ce que ces élèves ont le droit de signer eux-mêmes leurs excuses ou est-ce que les excuses doivent être signées par leurs parents ou représentants légaux?

Réponse (30.8.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le règlement grand-ducal du 23 décembre 2004 concernant l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées et lycées techniques stipule à l'article 12:

«En cas d'absence pour cause de maladie ou de force majeure, les parents de l'élève ou la personne investie du droit d'éducation ainsi que, le cas échéant, l'élève majeur sont tenus d'informer par écrit le directeur ou le régent, dans les trois jours de calendrier, des raisons de l'absence. Le délai d'information pour les élèves des classes à enseignement concomitant est de huit jours de calendrier.

Chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, le directeur ou le régent peuvent exiger un certificat médical ou une lettre-excuse contresignée par le patron.

Un certificat médical est obligatoire lors de toute absence pour cause de maladie s'étendant sur plus de trois jours de classe.»

Je n'ai aucune information qu'un lycée transgresse cette disposition réglementaire.

Question 2214 (25.7.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **indemnités d'apprentissage:**

Le Mémorial A du 16 juillet 2012 (n°143) vient de publier les indemnités d'apprentissage à payer pour les différentes formations de type DAP et CCP.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1) Madame la Ministre peut-elle m'expliquer selon quelles modalités les indemnités en question sont fixées? Quels sont les facteurs qui expliquent les différences d'indemnités entre les différentes branches?

2) Est-il possible de dresser un tableau des formations DAP et CCP en relevant le nombre de candidats inscrits actuellement dans les apprentissages les plus divers?

3) Quelles sont les formations qui, à l'heure qu'il est, sont assurées dans un cadre transfrontalier (coopération Luxembourg/Grande Région)?

4) Quels sont les efforts déployés par le MENFP pour sensibiliser davantage de jeunes à s'inscrire dans des formations professionnelles, notamment pour ce qui est de métiers qui souffrent depuis des années d'une carence de candidats à l'apprentissage?

Réponse (30.8.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1)

Les indemnités d'apprentissage qu'un patron formateur ou une entreprise doit verser à son apprenti dans les secteurs de l'artisanat, du

commerce, de l'Horeca, de l'industrie, de l'agriculture et du secteur santé et social sont fixées par le règlement grand-ducal du 13 juillet 2012 sur proposition des chambres professionnelles patronales compétentes. Il s'ensuit que le Ministère ne peut s'exprimer sur les modalités suivant lesquelles ces indemnités d'apprentissage sont calculées respectivement fixées.

Ad 2)

En ce qui concerne le tableau demandé par l'honorable Député reprenant «le nombre de candidats inscrits actuellement dans les apprentissages les plus divers» il y a lieu de différencier entre deux cas de figure, à savoir s'il s'agit de jeunes ayant signé un contrat d'apprentissage ou s'il s'agit de jeunes à la recherche d'un poste d'apprentissage.

- Pour les jeunes ayant signé un contrat d'apprentissage, la gestion des contrats d'apprentissage est de la compétence des chambres professionnelles patronales concernées.

- Pour les jeunes à la recherche d'un poste d'apprentissage, la gestion des demandes et des offres de postes d'apprentissage est de la compétence du service d'orientation professionnelle de l'ADEM.

Le Ministère ne pourra dresser un tel tableau qu'après avoir reçu les chiffres de la part des différents acteurs impliqués. Il est à signaler tout de même que le service de la formation professionnelle assure la présidence des réunions de concertation entre les différents partenaires en matière d'apprentissage et lors de ces réunions une analyse détaillée des demandes et offres de postes d'apprentissage est faite. Le tableau des chiffres de l'année passée, établi par le service d'orientation professionnelle de l'ADEM, est joint en annexe.

Ad 3)

En matière d'apprentissage transfrontalier, il est à souligner que dans la Grande Région seul le Grand-Duché de Luxembourg a légiféré en la matière. Le règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 fixe les conditions et modalités suivant lesquelles un apprentissage transfrontalier peut se faire et le règlement grand-ducal du 13 juillet 2012 énumère les métiers et professions éligibles pour un tel apprentissage. Actuellement, les partenaires concernés au sein de la Grande Région sont en train d'examiner les possibilités pour créer des bases légales pour un apprentissage transfrontalier dans tous les pays concernés.

Ad 4)

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, ensemble avec les Ministères du Travail et de l'Emploi, de l'Enseignement supérieur et de la Jeunesse, a mis en place une structure commune rassemblant tous les acteurs intervenant au niveau de l'orientation scolaire et professionnelle. La Maison de l'Orientation, récemment créée, regroupe en un lieu unique tous les services d'orientation offrant au jeune à la recherche de sa voie de formation scolaire ou professionnelle une source complète d'information et une orientation adaptée à ses capacités et souhaits. Ce n'est qu'à travers d'une information et d'une orientation professionnelle systématique et holistique que les jeunes peuvent être sensibilisés à postuler pour les postes d'apprentissage pour lesquels des candidats faisaient défaut dans le passé.

Annexe: tableau «Orientation professionnelle ADEM»

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2216 (26.7.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **citoyens de l'Union européenne dans le cadre de la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration:**

La loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit notamment qu'un citoyen de l'Union européenne souhaitant séjourner sur le territoire du Grand-Duché pour une durée supérieure à trois mois doit disposer pour lui et sa famille «de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale» (Article 6). Par ailleurs il est précisé qu'une personne ne respectant pas ces conditions peut «faire l'objet d'une décision de refus de séjour, d'un refus de délivrance ou de renouvellement d'une carte de séjour ou d'un retrait de celle-ci

et, le cas échéant, d'une décision d'éloignement» (Article 25).

Cela m'amène à poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

1) Comment faut-il interpréter les notions de «ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale» (Article 6 de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration) et de «charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale» (Article 24, paragraphe (1) de la même loi)? S'agit-il de notions quantifiables reposant sur des critères précis?

2) Dans quelle mesure le fait de percevoir des prestations sociales non contributives compte-t-il parmi les critères retenus? Le cas échéant, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils donner des précisions quant à la nature des données échangées entre le Fonds national de solidarité et la direction de l'Immigration?

3) Des ressortissants de l'Union européenne ont-ils déjà fait l'objet de l'une des mesures visées à l'article 25, paragraphe (1) de la loi citée ci-dessus depuis l'entrée en vigueur de celle-ci? Si oui, combien se sont vu refuser la délivrance d'une carte de séjour, combien se sont vu refuser le renouvellement de leur carte ou se sont vu imposer le retrait de celle-ci et combien ont fait l'objet d'une décision d'éloignement? Le cas échéant, de quels pays ces ressortissants sont-ils originaires et y a-t-il eu une évolution significative au fil des années?

4) Les ressortissants de l'UE visés par les mesures précisées ci-dessus ont-ils la possibilité de s'expliquer sur leur situation avant qu'une décision administrative ne soit prononcée de manière définitive? Le cas échéant, de combien de temps disposent-ils? Quelles sont les procédures?

Réponse (25.9.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

La réponse aux quatre questions posées par l'honorable Député est la suivante.

1) La notion de «ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale» est précisée par l'article 2, paragraphe (1) du règlement grand-ducal modifié du 5 septembre 2008 définissant les critères de ressources et de logement prévus par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration qui dispose que «les ressources suffisantes exigées en vertu de l'article 6, paragraphe (1), points 2 et 3 et de l'article 18 de la loi sont appréciées en tenant compte de la situation personnelle de la personne concernée. En aucun cas, le montant exigé ne peut excéder le montant du revenu minimum garanti défini par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.»

En ce qui concerne la notion de «charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale», l'article 24, paragraphe (4) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose que «la charge pour le système d'assistance sociale est évaluée en prenant notamment en compte le montant et la durée des prestations sociales non contributives qui ont été accordés, ainsi que la durée du droit de séjour.»

Les deux notions sont donc quantifiables et reposent sur des critères précis.

2) La perception de prestations sociales non contributives par un citoyen de l'Union ou un membre de sa famille est signalée par le Fonds national de solidarité à la direction de l'Immigration. La direction de l'Immigration est informée des sommes perçues mensuellement par la ou les personnes concernées. Cette communication de données se fait en application de l'article 138 de la loi du 29 août 2008 précitée, de même que du règlement grand-ducal modifié du 26 septembre 2008 portant création des traitements de données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et déterminant les données à caractère personnel auxquelles le Ministre ayant l'immigration dans ses attributions peut accéder aux fins d'effectuer les contrôles prévus par la loi.

3) Des citoyens de l'Union se sont déjà vus retirer leur droit de séjour conformément à l'article 25, paragraphe (1) de la loi du 29 août 2008. On ne peut cependant pas parler d'un refus de

«délivrance d'une carte de séjour» ou d'un refus de «renouvellement de leur carte» ou encore du «retrait de celle-ci», étant donné que les cartes en question sont réservées aux membres de famille d'un citoyen de l'Union qui sont ressortissants de pays tiers. Le citoyen de l'Union lui n'est obligé qu'à procéder à une déclaration d'enregistrement auprès de la commune de sa résidence. Une attestation d'enregistrement lui est délivrée s'il remplit les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 29 août 2008.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 29 août 2008 en date du 1^{er} octobre 2008, un total de 110 retraits du droit de séjour ont été effectués. Ces décisions n'ont cependant pas été accompagnées d'une décision d'éloignement, permettant ainsi aux personnes concernées de régulariser leur situation en matière de droit de séjour en remplissant de nouveau les conditions de l'article 6.

Des relevés annuels relatifs à la nationalité des personnes concernées n'ont pas été établis.

4) En application de la procédure administrative non contentieuse, le citoyen de l'Union concerné est dans un premier temps informé de l'intention du Ministre de retirer son droit de séjour, tout en étant invité à prendre position dans le délai minimum de huit jours prévu par cette procédure.

De l'accord de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, j'ai répondu seul à la question parlementaire, alors que mes services de la direction de l'Immigration sont ceux qui sont concernés par le retrait du droit de séjour des citoyens de l'Union.

Question 2217 (27.7.2012) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **manque du médicament «Dehydro-Sanol Tri»:**

Seit ein paar Wochen ist das Medikament „Dehydro-Sanol Tri“ nicht mehr auf dem Markt erhältlich gewesen. Viele Patienten mussten auf andere Medikamente umstellen, allerdings gibt es kein Arzneimittel, das die guten Eigenschaften von „Dehydro-Sanol Tri“ bei der Behandlung von Stauungsbeschwerden in den Beinen als Folge von Ödemen venöser statischer Herkunft oder durch Herzinsuffizienz nachahmen kann. Nun ist meinen Informationen nach das Medikament wieder seit Ende April 2012 von der Herstellerfirma UCB auf den Markt gebracht worden. Auf Nachfrage bei verschiedenen Apotheken hin wurde allerdings darauf hingewiesen, dass dieses Medikament bis voraussichtlich Ende dieses Jahres nicht auf dem nationalen Markt zum Vertrieb kommen kann. Die Luxemburger Patienten können demnach nicht mehr auf dieses Medikament zurückgreifen. Zu bemerken ist, dass dieses Medikament in Deutschland erneut in den Apotheken erhältlich ist.

Fragen:

1) Kann der Minister diese Engpässe bestätigen und was sind die Gründe dieser Engpässe?

2) Welche Maßnahmen wurden über all diese Monate seitens des zuständigen Ministeriums getroffen, um Patienten in Luxemburg mit diesem Medikament zu versorgen, und was waren bis jetzt die Resultate der Bemühungen?

3) Wie wird das neue, kürzlich verabschiedete Gesetz über die Aufstockung von Medikamenten durch die nationalen Pharma-Großhändler im spezifischen Fall des Lieferstopps bei „Dehydro-Sanol Tri“ umgesetzt werden, wohlwissend dass dieses Medikament beispielsweise in Deutschland wieder im Vertrieb ist?

Réponse (24.8.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Es ist zutreffend, dass die Nachfrage von Patienten für das Medikament „Dehydro-Sanol Tri“ momentan nicht gesichert werden kann, dies aufgrund einer Verlegung des Produktionsstandortes des deutschen Herstellers.

Der deutsche Markt kennt ebenfalls Zulieferprobleme und die verteilten Mengen dieses Arzneimittels sind auch in Deutschland ungenügend, um der gesamten Nachfrage gerecht zu werden.

Die luxemburgische Gesundheitsbehörde hat bei dem für den luxemburgischen Markt zuständigen Großhändler interveniert. Dieser hat der Gesundheitsbehörde versichert, dass sich die Zulieferung des erwähnten Medikamentes in Luxemburg in den nächsten Wochen normalisieren wird.

Das Medikament „Dehydro-Sanol Tri“ ist ein Kombinationspräparat bestehend aus einem Entwässerungs- und einem kaliumsparenden Mittel. Es kann allerdings auch auf ähnliche Kombinationspräparate mit kaliumsparenden Diuretika zurückgegriffen werden.

Question 2218 (27.7.2012) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **temps d'ouverture de la Bibliothèque nationale:**

Die Nationalbibliothek hat ihre Büros bei der Kathedrale. Der Zugang zur Bibliothek ist über Öffnungszeiten geregelt. Die Rückgabe von ausgeliehenen Büchern erfolgt demnach zu diesen Stunden. Auch sind die Öffnungszeiten begrenzt. Am Montag ist nicht geöffnet und an den anderen Tagen ist erst ab 10 Uhr 30 geöffnet. Dies stellt den Nutzer vor Probleme, sei es im Leihen, aber auch im Zurückgeben. Im nahen so wie auch im fernem Ausland gibt es kundentreue Rückgabemöglichkeiten, beispielsweise über einen gesicherten Bücherkasten, der 24 Stunden während sieben Tagen bedient werden kann. Auch können Bücher, die an einem gegebenen Schalter der Bibliothek ausgeliehen wurden, an einem anderen Ort der Bibliothek abgegeben werden, ohne dass das zu Problemen führt.

Fragen:

1) Wie können Bücher außerhalb der Öffnungszeiten der Nationalbibliothek zurückgegeben werden? Gibt es zurzeit nur die Option „Rückgabe am Schalter“?

2) Kann die Ministerin bestätigen, dass es zurzeit keine Möglichkeit gibt, die ausgelieferten Bücher außerhalb der Öffnungszeiten, beispielsweise in einem gesicherten Brief- respektive Bücherkasten der Nationalbibliothek vorzunehmen?

3) Wann gedenkt die Nationalbibliothek ein solches System einzuführen?

4) Denkt die Ministerin nicht auch, dass die Kontakte mit der interessierten Öffentlichkeit weiter ausgebaut werden sollten, insbesondere was die Öffnungszeiten betrifft?

5) Wie haben sich die Besucherzahlen als auch die Ausleihstatistiken in den letzten fünf Jahren entwickelt?

6) Welchen Stellenwert nehmen die Ausleihaktivitäten durch die Studierenden ein, insbesondere jene der eingeschriebenen Studierenden

Jahr	2007	2008	2009	2010	2011
Besucher (Entrées)	67.472	72.340	74.852	75.522	80.859

Jahr	2007	2008	2009	2010	2011
bei der BnL ausgeliehene Dokumente	35.138	34.903	33.074	30.765	33.731

internationale Ausleihe	2007	2008	2009	2010	2011
bei ausländischen Bibliotheken angefragte Dokumente	5.122	6.803	7.708	8.057	8.684
bei der BnL ausgeliehene Dokumente	20	30	44	56	64

Zusätzlich wurden zahlreiche Dokumente an in- und ausländische kulturelle Einrichtungen zwecks Ausstellungen verliehen.

Neben den „physischen“ Besuchen in den Bibliotheksräumen gilt es auch, die vielen „virtuellen“ Besuche auf der Internetseite der Nationalbibliothek zu berücksichtigen. So gab es im Jahre 2011 659.134 Onlinekonsultationen der Datenbank www.eluxemburgensia.lu, die die von der Nationalbibliothek digitalisierten Luxemburgensia-Dokumente zur Verfügung stellt. Die Konsultation der digitalen Bibliothek findet. lu, die von der Nationalbibliothek betrieben wird und allen Lesern der Nationalbibliothek, der Universitätsbibliothek sowie den Mitgliedern der drei „Centres de Recherche Publics“ - Gabriel Lippmann, Henri Tudor, Santé - zugänglich ist, hat sich seit 2007 versechsfacht.

Zuletzt möchte Herr Colombero wissen, welchen Stellenwert die Ausleihaktivitäten durch Studierende hätten, insbesondere durch die an der Universität Luxemburg eingeschriebenen Studierenden, und dies im Vergleich zu Nichtstudierenden.

2011 machten die Studenten der Universität Luxemburg 14% der eingeschriebenen Leser der Nationalbibliothek aus, die an anderen Universitäten eingeschriebenen Studenten 12%. 11% der eingeschriebenen Leser waren Schüler. Zurzeit steht keine Statistik der Ausleihe per Leserkategorie zur Verfügung.

an der Uni Luxemburg und dies im Vergleich zu Nichtstudierenden?

Réponse (6.9.2012) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture:*

Zu den vom Herrn Abgeordneten Jean Colombero gestellten Fragen zum Thema Ausleihe in der Nationalbibliothek möchte ich Folgendes festhalten:

Der Herr Abgeordnete fragt, ob es zurzeit zur Rückgabe ausgeliehener Bücher nur die Option „Rückgabe am Schalter“ gebe und ob keine Möglichkeit bestehe, die ausgeliehenen Bücher außerhalb der Öffnungszeiten in einem gesicherten „Brief- respektive Bücherkasten“ der Nationalbibliothek vorzunehmen.

In der Tat ist zurzeit nur die Rückgabe am Schalter innerhalb der Bibliothek möglich. Die Nationalbibliothek hat die Installierung einer Rückgabevorrichtung außerhalb der Öffnungszeiten zusammen mit der Verwaltung für öffentliche Bauten geprüft. Es ergab sich aus dieser Studie, dass die Realisierung einer solchen Einrichtung kurzfristig nicht möglich ist in dem historischen Gebäude, in dem die Nationalbibliothek untergebracht ist, da die innere Raumordnung der Nationalbibliothek sowie der bestehende Platzmangel eine solche Vorrichtung nicht ermöglichen. Das Bauprogramm des neuen Gebäudes der Nationalbibliothek auf Kirchberg sieht hingegen einen Rückgabeschalter außerhalb der Bibliothek neben dem Eingang in der Avenue J. F. Kennedy vor. Dieser Schalter wird dann Tag und Nacht funktionieren.

Herr Colombero fragt, ob die „Kontakte mit der interessierten Öffentlichkeit weiter ausgebaut werden sollten, insbesondere was die Öffnungszeiten betrifft“?

Die Nationalbibliothek ist ständig darum bemüht, die Kontakte mit der Öffentlichkeit auszubauen. Was die Erweiterung der Öffnungszeiten anbelangt, wird sie im dritten Trimester 2012 eine Leserumfrage und eine Machbarkeitsstudie vornehmen.

Was die Besucherzahlen sowie die Ausleihstatistiken der letzten fünf Jahre betrifft, verweise ich auf den Jahresbericht der Bibliothèque nationale (BnL), wo man folgende Angaben nachlesen kann:

Question 2219 (27.7.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **démision du directeur de Cargolux:**

RTL.lu meldet soxengem Site betreffend d'Gesellschaft Cargolux: „De Frank Reimen trëtt RTL-Informationen no ëm 17 Auer als Direkter zréck. Hannergond si Reiwereie mam neien Aktionär aus dem Katar.“

Dowéinst géif ech gären dem Här Minister des Froe stellen:

1. War d'Regierung am Virus vun deser Décioun informéiert?

2. Huet d'Regierung konkret Informationen iwwert d'Ursache vum Här Reimen senger Décioun?

3. Sinn d'Interessië vum Personal aus der Gesellschaft oder dem Flughafen a Gefor?

4. Ass des Décioun am Verwaltungsrot vun der Cargolux behandelt ginn, a wa jo, wat war do d'Haltung vun de Vertrieber vun der Lëtzebuerger Regierung, déi, direkt an indirekt, d'Majoritéit vum Actionariat duerstellt?

5. Huet den Här Reimen, am Fall wou et „Reiwereie“ mam Aktionär aus dem Katar gouf, vun der Lëtzebuerger Regierung de Réck gestäipt kritt?

6. Ass d'Regierung, als gréissten Aktionär vum Cargolux, bereet, déi national Interessé vum der Gesellschaft an dem Flughafen Findel ze verdeeden, noutfalls géint déi vum Aktionär aus dem Katar?

Réponse (20.9.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser muss fir d'Alleréischt widderholl ginn, datt de Stat keng direkt Bedeelegung an der Cargolux huet.

An der Äntwert op d'Fro N°2050 vum 5. Abrëll 2012 vum nämlechten Deputéierten (*cf. compte rendu n°12/2011-2012*) gouf schonns op den Émgang mat vertraulechen Informatiounen vum esou private Gesellschaften higewisen. Dat betrëfft och Informatiounen iwwer eng Demission vum engem Direktionsmember.

Dobäi ass ze bemerken, datt d'Membere vum engem Verwaltungsrat, vu wem se och genannt sinn, u Confidentialitéits- a Responsabilitéitsregele gebonne sinn, déi eng Kommunikatioun an der Öffentlechkeet vum den Äntwerten op d'Fro 4 a 5 net erlaben.

Wat elo d'Spekulatiounen vum RTL Radio ueget iwwer den Départ vum Här Reimen, déi den Deputéierte Kartheiser a senger Fro ernimmt, ass et net d'Volontéit vum der Regierung, déi oder aner Spekulationen öffentlech ze kommentéieren, besonnesch wou et sech bei esou enger Décisioun ëmmer ëm eng perséinlech Décisioun handelt. Et kann een awer op d'Explikatiounen, déi d'Gesellschaft selwer an engem Pressecommuniqué vum 27. Juli ginn huet, verweisen. Deen ass och um Internetsite vum dëser Gesellschaft publizéiert ginn.

Doderuech, datt d'Gesellschaft den 3. August 2012 en Interim-CEO designéiert huet, ass net domat ze rechnen, datt dee Wiessel un der Spëtzt vum der Cargolux en Afloss op d'lafend Geschäft vum der Cargolux an domat op säi Personal oder de Flughafen huet.

Déi lescht Fro vum honorabelen Deputéierte befaasst sech mam Aktionär Stat. Wéi gesot huet de Stat keng direkt Participatioun an der Cargolux. Et kann natierlech virkommen, datt den Aktionär aus dem Katar eng aner Meenung huet wéi d'Aktionären aus Lëtzebuerg. An deem Fall spillen d'Prozeduren aus dem Gesellschaftsrecht, wou verschidde Majoritéite fir verschidden Décisionen néideg sinn, wann et net zu engem Accord tëschent den Aktionäre kënn.

Question 2221 (30.7.2012) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant les vols d'essai AWACS à l'Aéroport de Luxembourg:

In letzter Zeit scheinen die Überwachungsflüge der NATO auf luxemburgisches Territorium reduziert worden zu sein. Dabei hatte der Minister in Antwort auf meine parlamentarische Anfrage Nr.1009 vom 15. November 2010 (*cf. compte rendu n°6/2009-2010*) zu verstehen gegeben, dass dieses NATO-Trainingsprogramm mit AWACS-Flugzeugen fortgesetzt werde und eben nicht, wie von den Anwohnern gefordert, reduziert oder gar eingestellt werde.

Fragen:

1) Wie sieht es aus mit den AWACS-Trainingsflügen am Flughafen Findel? Bestehen sie weiter oder wurden alternative Trainingsflughäfen gefunden?

2) Wie viele Flugbewegungen von AWACS-Flugzeugen wurden im Jahr 2011 und in diesem Jahr getätigt? Wie viele im Vergleich zu den fünf letzten Jahren?

3) Werden die Regierung und der zuständige Minister über anstehende Flugbewegungen informiert? Wie wird die Aktivität von AWACS-Flugzeugen der NATO am Flughafen Findel für die nächsten Monate aussehen?

Réponse (15.10.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Der Abgeordnete möchte einige Informationen zu den Trainingsflügen der AWACS am Flughafen Luxemburg haben.

Im Jahre 2012 sind bisher nur zwei Anfragen eingegangen, um Trainingsflüge am Flughafen Luxemburg mit in Luxemburg immatrikulierten Maschinen auszuführen. Während eine Anfrage genehmigt wurde, ist die zweite Anfrage abgelehnt worden.

Im Jahre 2011 wurden 20 solcher Anfragen an die „Direction de l'Aviation civile“ (DAC) gestellt, wobei zehn Anfragen abgelehnt worden sind, davon eine wegen schlechter meteorologischer Bedingungen.

Für die Zahlen von 2010 verweise ich auf meine Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.1009.

2009 wurden sechs Trainingsflüge genehmigt und 2008 wurden vier Trainingsflüge der AWACS auf dem Flughafen Luxemburg registriert.

Im Allgemeinen kann man sagen, dass die Anfragen an die DAC gestellt werden, die in meinem Namen die Genehmigungen ausstellt. Die DAC informiert mich regelmäßig und im Voraus über diese Anfragen der NATO.

Question 2224 (1.8.2012) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant la circoncision:

Vor ein paar Monaten erließ ein Landgericht in Köln ein Urteil bezüglich religiöser respektive ritueller Beschneidungen bei minderjährigen Jungen. Es wertete diese Praxis als Körperverletzung und mithin strafbar. Damit entstand eine Rechtsunsicherheit, die unter anderem auch die Mediziner auf den Plan gerufen hat. In der Zwischenzeit wollen viele Kreise in Deutschland die Gesetzgebung in dem Sinne klären, wie „rituelle Beschneidungen straffrei gestellt werden sollen“.

Allerdings stellen sich viele praktische Fragen, was die ausführenden Ärzte angeht und ihren Schutz vor juristischen Verfolgungen angesichts an sich medizinisch nicht notwendiger Maßnahmen sondern exklusiv religiös begründeter Beschneidungsinterventionen.

Fragen:

1) Wie sieht die gesetzliche Lage hierzulande aus? Wer kann Beschneidungen unter welchen Bedingungen ausführen?

2) Wie ist die Beschneidung von Minderjährigen geregelt?

3) Durch wen werden die Beschneidungen hierzulande vorgenommen? Können neben Ärzten ebenfalls Nichtmediziner (Barbiere, angeleitete Hilfskräfte) diese chirurgische Maßnahme durchführen? Wer anders als Ärzte darf demnach Beschneidungen in Luxemburg vornehmen und welche Qualifikation muss dieser aufweisen?

4) Wie sieht die rechtliche Haftung bei Komplikationen aus? Kann die Caisse Nationale de Santé für die Kosten von Komplikationen angesprochen werden?

5) Gibt es einen Konsens auf der Ebene der Regierung, die rituelle und religiöse Beschneidung, wie sie bei Juden und Muslimen praktiziert wird, unter allen Umständen straffrei zu halten?

6) In Deutschland wird auf politischer Ebene darüber nachgedacht, eine Legalisierung religiös begründeter Beschneidungen im Patientenrecht zu regeln. Ist dies ebenfalls ein Weg, der hierzulande beschritten werden könnte, z. B. im Rahmen des neuen Patientenrechte-Gesetzes?

7) Unter welchen Umständen werden von der CNS hierzulande bei Beschneidungen Kosten erstattet? Weiß die CNS, wie viele Beschneidungen jährlich praktiziert werden? Wie unterscheidet sie rituelle/religiöse von medizinisch angezeigten Beschneidungen?

8) Wie viele medizinisch relevante Komplikationen gibt es jährlich nach Beschneidungen? Welcher Art sind diese Komplikationen?

9) Was sagt die Jurisprudenz hierzulande zu Beschneidungen? Gibt es Fälle von Verurteilungen wegen Körperverletzung oder anderen Motiven? Was sagt die aktuelle Rechtslage zur Rechtssicherheit für Ärzte aus?

Réponse commune (28.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Es besteht kein spezifischer gesetzlicher Rahmen, der die Beschneidung bei Minderjährigen regelt. Die Beschneidung ist ebenfalls nicht in den Gesetzgebungen geregelt, welche die Befugnisse der Ärzte oder anderer medizinischer Berufe festlegen.

Die Beschneidung ist ein medizinischer Eingriff, der nur von einem Arzt durchgeführt werden darf.

Der Gesundheitsbehörde sind derzeit keine Fälle von Beschneidungen bekannt, die von Personen durchgeführt wurden, die nicht befugt waren, als Arzt in Luxemburg zu praktizieren. Solche Beschneidungen würden als illegales Ausüben der Medizin qualifiziert werden.

Der Gesundheitsbehörde sind ebenfalls keine Fälle von Beschneidungen bekannt, die außerhalb von einem Krankenhaus durchgeführt wurden.

Die Beschneidung, so wie jeder andere chirurgische Eingriff auch, der nach der ärztlichen Kunst ausgeführt wird, kann in manchen Fällen zu Komplikationen führen.

Die Kosten solcher Komplikationen werden von der Gesundheitskasse getragen.

Der Gesetzesentwurf betreffend die Patientenrechte (*doc. parl. 6469*), der am 7. August 2012 im Parlament deponiert wurde, sieht keine Legalisierung der Beschneidung aus religiösen Gründen vor.

Das aktuelle Dokumentationssystem der medizinischen Aktivität im Krankenhaus ermöglicht es nicht, die Zahl der Komplikationen im Falle der Beschneidungen, die in Luxemburg behandelt wurden, zu bestimmen. Die Angaben der internationalen medizinischen Literatur beziehen sich jedoch auf eine Komplikationsrate, die mit dem Alter schwankt: 1,5% der Fälle bei Säuglingen und 6% der Fälle bei Kleinkindern ab einem Alter von einem Jahr.

Verschiedene epidemiologische Studien aus Ländern, in denen Beschneidungen regelmäßig durch nicht ärztliches Personal durchgeführt wurden oder unter nicht sterilen Bedingungen, zeigen eine sehr hohe Komplikationsrate (bis zu 80%).

Laut den Satzungen der Gesundheitskasse werden nur Kosten der Beschneidungen der Jungen, die aus medizinischen Gründen erfolgen, integral rückerstattet.

Die Statistiken für die Jahre 2008, 2009, 2010 sowie für das erste Semester 2011 der Beschneidungen aus nicht medizinischen Gründen, die durch einen Arzt in einem Krankenhaus ausgeführt wurden, sehen wie folgt aus:

Acte	Acte libellé	2008	2009	2010	2011 (1 ^{er} semestre)
5A41	Opération pour phimosis (circoncision simple, sans indication médicale, non à charge)	917	880	866	452

Es gibt für die Gesundheitskasse keine Möglichkeit, die Zahl der Beschneidungen aus religiösen Gründen zu ermitteln.

Gemäß den Angaben des Generalstaatsanwalts gibt es keine Rechtsprechung über Fälle von Beschneidungen. Wenn Gerichte mit einem solchen Tatbestand befasst würden, obliegt es dem jeweiligen Gericht, in seiner Entscheidungsweise Recht zu sprechen und zu entscheiden, ob die allgemeinen Rechtsprinzipien anwendbar wären oder nicht.

Question 2225 (6.8.2012) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant le médicament anticancéreux Avastin:

Das Antikrebsmittel Avastin ist in letzter Zeit verstärkt in die Kritik gekommen, nachdem Studien zu belegen scheinen, dass der Nutzen der Verabreichung dieses Antikrebsmittels auf Basis humanisierter monoklonaler Antikörper gegenüber dem Schaden in Form von Nebenwirkungen nicht mehr überwiegt. Die amerikanische Medikamentenagentur FDA hat denn auch das Medikament für die Behandlung von Brustkrebs aus seiner Zulassungsliste gestrichen. Auch für die Bekämpfung von Prostatakrebs hat der Wirkstoff nach Angaben der Wissenschaftler die Studienziele verfehlt. In Europa ist das Medikament weiter zugelassen und die EMA hat sich dem drastischen Schritt der FDA nicht angepasst.

Nach langen Diskussionen im letzten Jahr und dem nicht zufriedenstellenden Management der Gebärmutterhals-Frottis im Staatslabor scheint es unerlässlich, dass bei Therapieoptionen das Wohl der betroffenen Personen allerhöchste Priorität genießt.

Fragen:

1) Ist das Krebsbehandlungsmittel Avastin in Luxemburg offiziell zugelassen. Auf der sogenannten „Liste positive“ der CNS ist es allemal nicht in der Namensliste zu orten, auch auf der ATC-Liste wird unter dem Code dieses Medikaments „L01XC07“ kein Mittel geführt.

2) Wie viele Patienten wurden mit diesem Medikament hierzulande behandelt und mit welchem Resultat?

3) Wie viel kostet die Therapie mit Avastin im Jahr je nach Krebsart?

4) Auf welche wissenschaftlichen Begleitstudien hin in puncto Nutzen und Mehrwert wurde dieses Medikament hierzulande eingeführt?

5) Was ist die Position des Gesundheitsministeriums zur kontradiktorischen Diskussion über dieses Medikament und was wird getan, um Patienten vor Schäden zu bewahren?

Réponse (25.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

L'honorable Député s'enquiert du statut et des conditions d'utilisation du médicament «Avastin» (bevacizumab D.C.I.).

1) Le médicament «Avastin» fait l'objet d'une autorisation de mise sur le marché octroyée par la Commission européenne en date du 12 janvier 2005 sur base d'un avis positif du comité des spécialités pharmaceutiques, CHMP, organe scientifique de l'Agence européenne des médicaments (EMA) à Londres.

Conformément au droit communautaire, ce médicament peut donc être commercialisé dans toute l'Europe, y inclus au Grand-Duché.

L'«Avastin» ne se trouve toutefois pas sur la liste positive, vu qu'il s'agit d'un médicament à usage hospitalier exclusif. Ce médicament n'est en effet pas disponible en officine. Il est exclusivement délivré et administré à l'hôpital sous le contrôle d'un médecin expérimenté dans l'utilisation des agents antinéoplasiques.

2) Mes services ne disposent pas de données concernant le nombre de traitements au Grand-Duché avec le médicament «Avastin» et les résultats obtenus.

3) Le coût du traitement varie en fonction du type de cancer, en fonction des doses à administrer et de la durée du traitement.

4) L'autorisation communautaire du médicament «Avastin» a été réévaluée au niveau communautaire en 2011.

Le CHMP a adopté un avis positif pour le changement des indications, tout en limitant son usage, en ce qui concerne le traitement du cancer

du sein métastatique en combinaison avec un autre cytotatique spécifique, à des patients pour lesquelles un traitement avec d'autres options de chimiothérapie n'était pas considéré comme approprié. Le CHMP a en effet conclu que le rapport bénéfice/risque était positif dans ce groupe restreint de patientes.

5) L'efficacité du «bevacizumab» varie selon les situations.

Comme pour tout traitement avec des cytostatiques, médicaments contre le cancer, il faut bien évaluer les bénéfices prévisibles pour chaque patiente et les mettre en balance avec les effets indésirables. En outre, l'état de maladie déjà avancé ou une patiente en mauvais état général peuvent aussi être la source d'effets indésirables.

Une évaluation au cas par cas devrait donc être faite de façon méthodique et lucide par le médecin traitant avant d'avoir recours à ce type de traitement.

Question 2228 (8.8.2012) de **M. Serge Wilmes** (*CSV*) concernant la participation du Luxembourg aux expositions universelles:

La participation du Luxembourg à l'édition 2010 de l'exposition universelle à Shanghai vient de toucher définitivement à sa fin avec la publication du rapport et la clôture des comptes du groupement d'intérêt économique, questionnaire du pavillon luxembourgeois en Chine.

D'après le calendrier des expositions universelles projetées, la métropole italienne de Milan accueillera le monde chez elle en 2015 alors qu'en Belgique, la ville de Liège s'est portée candidate à l'organisation de l'exposition universelle en 2017.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur:

- Pour quelle raison le groupement d'intérêt économique, en charge de la gestion du pavillon luxembourgeois en Chine, vient-il de clôturer ses comptes seulement deux années après la fin de l'édition 2010 de l'exposition universelle?

- Le Gouvernement envisage-t-il de faire participer le Luxembourg en 2015 à l'exposition



universelle de Milan? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'en ces temps de crise économique, il faudrait limiter à un strict minimum les dépenses liées à la présence de notre pays à Milan voire même renoncer tout simplement à une telle participation?

- Le Gouvernement soutient-il la candidature de Liège pour l'organisation de l'édition 2017 de l'exposition universelle? Dans l'hypothèse que la ville de Liège sera désignée comme ville organisatrice de l'exposition universelle en 2017, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une présence plus marquée de notre pays et de ses entreprises en Belgique s'imposerait étant donné que le Luxembourg est le centre économique de la Grande Région?

Réponse (3.9.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Serge Wilmes concernant la participation du Luxembourg aux expositions universelles, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Avant de pouvoir dissoudre le groupement d'intérêt économique (GIE) «Luxembourg@Expo Shanghai 2010», il a fallu d'abord s'acquiescer de toutes les obligations administratives en relation avec l'arrêt des activités, et notamment les obligations financières. Il a fallu mettre fin aux contrats de travail de ses employés, ainsi que récupérer les impôts et taxes diverses payés en Chine qui lui étaient remboursés en tant qu'entité non résidente. Ce processus a pu être finalisé au premier semestre 2011. Ensuite un contrôle des comptes a dû être effectué par un réviseur d'entreprises, suivi par la nomination d'un liquidateur qui accompagnait toutes les procédures prévues par la loi luxembourgeoise.

Ce n'est qu'au terme de ce processus que le GIE «Luxembourg@Expo Shanghai 2010» a pu clôturer ses comptes en juillet 2012.

Sur proposition du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le Gouvernement a décidé de ne pas participer à l'exposition universelle de Milan en 2015. La raison principale de ce choix est que le thème de cette exposition universelle, qui met en avant la sécurité et la qualité alimentaire, ne coïncide guère avec le tissu économique du Luxembourg. En effet, l'offre industrielle du Luxembourg avec seulement un nombre très limité d'entreprises actives dans l'exportation à l'échelle européenne, est marginale. Le Luxembourg ne pourra donc guère apporter un apport technique et scientifique conséquent du secteur privé. Par conséquent et vu les efforts budgétaires demandés aux différents membres du Gouvernement, le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur n'a pas considéré comme opportun d'engager les dépenses nécessaires en vue d'une participation à l'exposition universelle de Milan en 2015.

En ce qui concerne le soutien à la candidature de Liège pour l'organisation de l'édition 2017 de l'exposition universelle, il convient de rappeler que le Luxembourg n'est pas membre du Bureau international des expositions (BIE) qui est l'organe chargé de désigner les expositions universelles. Par conséquent, il ne sera pas possible au Luxembourg d'apporter son soutien direct à travers le processus officiel qui se déroule au sein du BIE.

Question 2229 (8.8.2012) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant la **déclaration de partenariat auprès d'une ambassade ou d'un consulat**:

La loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats prévoit entre autres que pour pouvoir faire la déclaration de partenariat il faut que les deux partenaires résident légalement sur le territoire luxembourgeois.

- Au regard du principe d'égalité des citoyens devant la loi, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait prévoir, à l'instar de la loi française, des dispositions permettant aux citoyens luxembourgeois vivant en couple à l'étranger de faire une déclaration de partenariat auprès de l'ambassade ou du consulat?

Réponse (10.9.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Pour éviter une éventuelle confusion, il y a lieu de préciser par rapport à la question parlementaire de l'honorable Député qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, la preuve de la condition d'une résidence légale sur le territoire luxembourgeois n'est applicable qu'aux ressortissants non communautaires, alors que cette condition est remplie pour les ressortissants communautaires à travers le Traité sur l'Union européenne.

Par ailleurs, la loi du 3 août 2010 a complété la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats par l'ajout d'un article 4-1 qui donne aux partenaires ayant conclu leur partenariat à l'étranger la faculté de demander auprès du Parquet général une inscription de celui-ci au répertoire civil. Un tel enregistrement rend les partenariats étrangers opposables aux tiers et les assortit sur le territoire luxembourgeois des effets juridiques tels que prévus par la législation nationale.

Il résulte des développements ci-dessus que le problème soulevé par l'honorable Député est en réalité un faux problème.

À titre subsidiaire et quant à la question posée sur la possibilité de faire enregistrer les déclarations de partenariat des citoyens luxembourgeois vivant à l'étranger auprès des ambassades et consulats du Grand-Duché de Luxembourg, il y a lieu de relever certes que la législation française charge les agents diplomatiques et consulaires français de l'enregistrement à l'étranger du pacte civil de solidarité (PACS) qui lie les deux partenaires dont l'un au moins est de nationalité française. Mais d'après la législation luxembourgeoise en vigueur, seule l'autorité communale est habilitée à recevoir les déclarations de partenariat. Le Gouvernement ne voit pas l'opportunité de modifier le dispositif actuel qui fonctionne de manière satisfaisante et de conférer aux consuls des pouvoirs en matière de partenariat.

Question 2230 (8.8.2012) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant les **informations du CEDIES sur l'eHealth, la télémédecine et la télésanté**:

Die CEDIES-Informationen der Hochschulministeriums hat eine ganze Reihe von Dokumenten zusammengestellt, um Studierende in der Auswahl ihrer zukünftigen Arbeitsfelder und der entsprechenden Studien zu informieren, zu beraten und zu orientieren. Diese Unterlagen sind unter der Rubrik „Publications“ auf den CEDIES-Internetseiten einsehbar.

Es ist gewusst, dass das Gesundheitssystem der Zukunft auf „eHealth“-Grundlagen funktionieren wird, was das Datenmanagement, den Informationsfluss, die Dokumentation und auch das Wissensmanagement angeht.

Bei der Sichtung der Unterlagen, die derzeit auf den Internetseiten des CEDIES veröffentlicht sind, fällt auf, dass diese wichtigen Felder wie „eHealth, télémédecine, télésanté“ sowie die informatische Seite der Gesundheitstechnologien bis zu diesem Zeitpunkt schlechthin nicht aufgearbeitet wurden.

Eine erweiterte Suche mit den oben aufgeführten Stichwörtern ergibt, dass es keine Dokumente und entsprechenden Inhalte zu den Themen „eSanté“ oder „télémédecine“ zu geben scheint. Nur einmal kommt „eHealth“ in einem einzeiligen Hinweis auf Studien an der Uni Passau vor (Studiengang aus dem Jahr 2006).

Dabei stellen diese aufkommenden Bereiche doch wichtige Tätigkeitsfelder für zukünftige Arbeitnehmer in den Sozial- und Gesundheitsbereichen dieses Landes dar. Und sie stellen grundlegende Anforderungen an die notwendigen Kompetenzen und Fähigkeiten zukünftiger Gesundheitsberuflicher sowie an die Führungskräfte in diesem Bereich.

Fragen:

1) Kann der Hochschulminister bestätigen, dass die Information und die Orientierung von potenziellen und zukünftigen Studierenden im Bereich der sogenannten „eSanté“ noch verbesserungsbedürftig sind?

2) Wie viele Personen sind dem CEDIES bekannt, die in den Bereichen „eHealth“, „Telemedizin“ oder aber informatische Gesundheitstechnologien zurzeit Hochschulstudien unternehmen?

3) Welche spezifischen aktuellen Unterlagen des CEDIES geben umfassend Auskunft über diese wichtigen und aussichtsreichen Studienfelder? Wo kann man sich diese Unterlagen beschaffen? Werden sie auch kurzfristig auf dem Internet des CEDIES elektronisch zur Verfügung gestellt?

4) Falls es tatsächlich eine quasi komplette Abwesenheit solcher Unterlagen geben sollte, wie

wäre dann dieser Umstand zu vereinbaren mit dem hehren Ziel der derzeitigen Regierung, Luxemburg als Plattform von „personalisierter Medizin“ aufzubauen, wenn man weiß, dass „personalisierte Medizin“ im dritten Millennium, so wie sie für unser Gesundheitssystem angedacht wird, nicht ohne entsprechende „eHealth“-Funktionsweisen auskommt und demzufolge eine ganze Reihe Personen mit diesen hoch spezifischen Kompetenzen in „eSanté“ mittelfristig hierzulande gebraucht werden?

5) Was sind nach Einschätzungen der Experten des CEDIES die Bedarfszahlen an Spezialisten in Sachen „eHealth“ für das Luxemburger Gesundheits- und Sozialwesen und darüber hinaus die Forschungsstätten (Uni, CRPs, private Unternehmen) für die nächsten zehn Jahre?

Réponse (26.9.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Das CEDIES führt im Augenblick keine spezifische Dokumentation über den Bereich „eHealth“. Dieser wird jedoch Bestandteil der überarbeiteten Ausgabe der Broschüre „Sciences“ im Jahr 2013 sein.

„eHealth“ wird nicht unter ISCED (International Standard Classification Education) geführt. Diese Klassifikation der Studienbereiche dient als Grundlage für die statistischen Erhebungen des CEDIES, so wie sie auch von Eurostat gefordert werden. Demnach kann keine Antwort erteilt werden, wie viele Studierende in diesen Studienprogrammen eingeschrieben sind.

Was die Bedarfszahlen an Spezialisten angeht, verweise ich auf die im Jahre 2013 erscheinende Broschüre. Im Augenblick ist dies „work in progress“.

Question 2231 (8.8.2012) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant les **heures de fermeture des magasins**:

La loi du 21 juillet 2012 modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat, publiée au Mémorial du 27 juillet 2012, fixe l'heure de fermeture des magasins les samedis et veilles de jours fériés à 19.00 heures. Cependant, celle-ci peut être reportée à 20.00 heures à condition que les partenaires sociaux aient conclu un accord dans le cadre d'une convention collective.

Or, il s'avère que samedi dernier, le 4 août 2012, certaines enseignes de grande distribution ont fermé leurs établissements à 20.00 heures, sans pour autant avoir passé un accord dans ce sens avec les syndicats.

Les enseignes concernées disent respecter les conventions collectives actuellement en vigueur en se référant à la loi du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que les conventions collectives doivent se référer à la législation actuellement en vigueur?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que si une convention collective prévoit expressément qu'elle est conditionnée au maintien de la dérogation ministérielle qui fixait les heures d'ouverture jusqu'à présent, celle-ci devient obsolète, sur ce point précis, lors de l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi?

Réponse (12.9.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*:

Il y a lieu de préciser d'emblée qu'en projetant une modification du régime des heures d'ouverture de la loi du 19 juin 1995 - désormais adoptée avec la loi du 21 juillet 2012 - la démarche du Gouvernement ne remet pas en cause les accords facultatifs antérieurs, conclus entre partenaires sociaux pour régler les conditions d'ouverture de leurs magasins jusqu'à 20.00 heures au cours de la période de dérogation ministérielle.

Ainsi, lorsqu'une convention collective existe et comporte déjà un accord des partenaires sociaux pour régler l'ouverture du magasin jusqu'à 20.00 heures, et que cet accord est par ailleurs conforme aux nouvelles prescriptions légales - les ayant en quelque sorte anticipées - je suis d'avis qu'il doit continuer à s'appliquer.

Naturellement, s'agissant des conventions collectives qui ne comprenaient aucun dispositif social ad hoc couvrant l'ouverture jusqu'à 20.00 heures, puisque celui-ci était facultatif sous l'ancien régime de la dérogation ministérielle aux heures d'ouverture légales, il y aura lieu désormais de conclure, comme l'exige dé-

sormais la loi modifiée, un accord spécifique sur ce point.

Sur le plan strictement juridique, le Ministère n'a pas vocation à trancher la question de la validité proprement dite de certaines conventions collectives, qui appartient en dernière instance aux tribunaux puisqu'il s'agit de conventions ne s'appliquant qu'entre parties et qui ne heurtent pas l'ordre public, mais il estime néanmoins que le seul fait de se référer à la loi du 19 juin 1995, avant modification, ne remet à priori pas en cause la convention collective en elle-même, qui continue à s'appliquer aux parties.

Par ailleurs, il s'agit toujours de la même loi concernant les heures d'ouverture, et la loi, même dans sa version originelle, comprenait déjà la possibilité d'ouverture des magasins jusqu'à 20.00 heures.

La circonstance que l'ouverture jusqu'à 20.00 heures procédait, dans l'ancienne mouture, d'une dérogation ministérielle, alors que la nouvelle version inscrit d'office cette possibilité en la conditionnant à un accord entre partenaires sociaux, n'altère en aucune façon la volonté exprimée par les parties avant ladite modification législative, qui en l'occurrence consistait à déterminer les conditions sociales et salariales applicables aux travailleurs prestant des heures dans ce créneau horaire particulier.

Cette clause ne constitue donc pas une fin en soi mais manifeste l'intention des parties, qui ont voulu régler la situation des employés travaillant jusqu'à 20.00 heures, peu importe la cause ou le fondement de cette prolongation de l'heure d'ouverture, et à éviter un avantage indu en cas de disparition de ce régime des heures d'ouverture provisoire, ce qui n'a pas été le cas suite à l'adoption de la loi modificative du 21 juillet 2012, qui a au contraire pérennisé ce régime.

Dans ces conditions, une convention collective prévoyant que son application, ou une partie de celle-ci, est conditionnée au maintien de la dérogation ministérielle jusqu'à 20.00 heures, désormais devenue inutile, continue à s'appliquer puisque cette clause n'a pour objet que de se référer à un élément précis - l'ouverture «tardive» jusqu'à 20.00 heures - qui lui n'a pas disparu.

Seule une clause suspensive de l'accord social concernant le créneau horaire de 18.00 heures à 19.00 heures pourrait, en théorie, poser difficulté, puisque désormais l'heure comprise entre 18.00 heures et 19.00 heures est ouverte de plein droit sans accord des partenaires sociaux, alors qu'elle ne l'était auparavant que sur base d'une dérogation ministérielle, mais on voit mal une remise en cause d'un accord global satisfaisant par l'une des parties pour ce seul motif, ce d'autant que cet accord social était déjà facultatif pour le patronat sous l'ancien régime de la dérogation ministérielle.

Et il serait pour le moins étrange que la partie syndicale remette en cause un accord dont elle a pu bénéficier de manière anticipée.

Question 2232 (9.8.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **nomination et mutation de membres du personnel enseignant dans les différents établissements postprimaires**:

Tous les ans le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle procède à des mutations de membres du personnel enseignant dans les différents établissements postprimaires du pays. Dans ce contexte, il m'a été signalé qu'au moins un lycée se serait vu octroyer une nomination définitive de personnel sans que le poste en question ait été publié au préalable et en toute transparence à la communauté des enseignants intéressés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette information et, dans l'affirmative, m'en expliquer les raisons? S'agit-il d'un cas isolé? Quels sont le ou les lycées concernés? Et quelles sont la ou les disciplines concernées?

- Madame la Ministre peut-elle me présenter la procédure selon laquelle les nominations et mutations de personnel sont effectuées? Cette procédure est-elle communiquée aux enseignants? Est-il possible qu'une direction puisse formuler une demande de personnel (nomination définitive) «ex post», c'est-à-dire au moment de la répartition des candidats sur les différents lycées?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une dérogation à la procédure est à l'origine de discriminations au sein du corps enseignant?

Réponse (13.9.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

La procédure de mutation des enseignants-fonctionnaires de l'enseignement secondaire est étroitement liée à la procédure de première affectation des candidats ayant réussi l'examen de fin de stage. En effet, les enseignants-stagiaires n'ont qu'une affectation provisoire; ce n'est qu'à l'issue de l'examen de fin de stage qu'ils sont affectés définitivement à un lycée.

Dans ce contexte, les directeurs des lycées, de l'Institut national des langues et de l'École de la 2^e chance sont invités à formuler leurs besoins pour l'année scolaire suivante. Parallèlement, le nombre de postes disponibles est dénombré sur base des réussites à l'examen de fin de stage.

Pour chaque stagiaire, qui a réussi à l'examen de fin de stage, un poste est ouvert dans sa discipline. Pour la plupart des disciplines, le nombre de postes demandés par les directions dépasse le nombre de postes vacants. Dans ce cas, mon département établit un classement des lycées pour la discipline en question.

En vue du classement pour la discipline, un inventaire (de l'année scolaire en cours) est dressé par lycée et par discipline reprenant:

- les leçons supplémentaires prestées,
- les leçons empruntées par ou prêtées à d'autres établissements,
- les variations de tâche du personnel nommé (tâche partielle, congé pour travail à temps partiel, congé parental),
- les leçons assurées par des chargés d'éducation bénéficiant d'un contrat à durée déterminée et des vacataires,
- les départs de candidats-stagiaires bénéficiant d'une première nomination.

Par la suite, le nombre suivant est calculé pour chaque lycée ayant demandé un poste pour la discipline en question:

somme des besoins dans la discipline

*leçons assurées par des enseignants nommés
* total des leçons à assurer dans cette discipline*

Les lycées sont ainsi classés. C'est sur la base de ce classement que les postes vacants sont attribués.

Le résultat des calculs est transmis aux représentants des syndicats d'enseignants et aux collègues des directeurs. Ensuite, la liste des postes ouverts par discipline dans les différents lycées est communiquée aux directions des lycées qui sont chargées de la porter à la connaissance des enseignants-fonctionnaires.

Cette liste renseigne les enseignants déjà affectés qui souhaitent changer d'affectation des postes vacants, pour qu'ils puissent entreprendre les démarches liées à une éventuelle mutation. Toutefois, les enseignants sont libres de contacter un lycée ne figurant pas sur la liste puisque les mutations des enseignants en fonction ont pour effet de libérer des postes à des lycées qui ne sont pas prévus sur la liste initiale.

Après un entretien avec la direction du lycée dans lequel un enseignant-fonctionnaire souhaite être muté, il peut introduire, s'il le souhaite toujours, sa demande de mutation suivant la procédure en vigueur, publiée conjointement avec la liste des postes vacants.

Lors d'une réunion de tous les directeurs de lycées, les demandes de mutation sont ensuite analysées une par une en tenant compte des critères suivants:

- le titre de l'enseignant (les professeurs et les maîtres sont classés avant les candidats),
- l'ancienneté,
- les points obtenus à l'examen de fin de stage,
- l'âge.

Chaque demande de mutation d'un enseignant est analysée sur base de la liste des postes ouverts: si un poste est vacant dans le lycée choisi par l'enseignant, la mutation est entérinée. Dans le lycée qu'il vient ainsi de quitter, un poste s'ouvre. C'est de cette façon que des affectations sont possibles dans des lycées qui ne figuraient pas sur la liste initiale.

Il convient de noter que le directeur a le droit de refuser une demande de mutation émanant d'un enseignant qui n'assume pas une tâche complète et qui ne peut donc pas assumer la totalité des leçons vacantes.

Le directeur a le droit de déclarer, à la suite d'une mutation d'un de ses enseignants, qu'il ne souhaite pas que le poste soit rouvert dans son lycée. Dans ce cas, le lycée suivant au classement décrit se voit attribuer le poste ouvert.

En tout cas, aucune demande de personnel «ex-post» émanant d'une direction ne sera acceptée.

Si toutes les mutations ont été effectuées, les enseignants venant de réussir l'examen de fin de stage sont affectés sur la base de la liste des

postes qui restent ouverts et des desiderata des candidats qui sont pris en considération dans le même ordre que pour le classement des enseignants nommés: titre de l'enseignant, ancienneté, point obtenus à l'examen de fin de stage, âge.

La procédure a été appliquée à la lettre lors des mutations et premières affectations de 2012. Elle est tout à fait transparente et se déroule selon des critères stricts et vérifiables.

Tout enseignant a la possibilité de demander une mutation au lycée de son choix et il y sera affecté si un poste est ouvert et s'il est en rang utile. Il est évident que le choix complet de la liste initiale ne s'offre qu'au professeur qui est premier en rang pour demander sa mutation. Pour les suivants, la liste est modifiée en fonction des mutations déjà effectuées. Ces mutations sont prévisibles puisque la liste de demandes est publiée ensemble avec la liste des postes initialement ouverts.

Il est donc normal qu'il y ait des nominations à des lycées qui ne figuraient pas sur la liste initiale. Ils ne se voient pas attribuer un nouveau poste, mais l'affectation est faite pour y remplacer un enseignant qui vient d'obtenir sa mutation dans un autre établissement.

Tel a été le cas en juillet 2012 pour plusieurs disciplines et plusieurs lycées:

- en allemand: ALR, LTPES, LTL
- en anglais: LTC, LJBM, LTPS, LTMA
- en biologie: LTJBG
- en chimie: LTB, LTA, LTETT
- en éducation artistique: NOSL
- en éducation physique: LTPS, UELL
- en français: LEM, LTAM, LCE, LTETT, LNW
- en histoire: LJBM, LTAM
- en mathématiques: LAML, LTMA, LTETT, LJBM, LNBD, LTJBG
- en mécanique automobile: LTE
- en philosophie: LTETT
- en physique: LTMA
- en secrétariat: LTJBG
- en sciences économiques et sociales: LEM.

Question 2233 (10.8.2012) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant l'**absence d'organisations sociales et politiques à la Foire de l'Étudiant**:

D'Studentefoire, déi emol am Joer stattfënn, gehéiert zu de wichtege Rendez-vousë fir Schüler a Studenten, déi op der Sich no Informatiounen am Zesummehank mat engem Héichschoulstudium oder der Berufswelt sinn. Traditionell sinn op dësem wichtige Evenement och sozial a politesch engagéiert Organisationsvertrueden. Eisen Informatiounen no sollen déi Organisationsen dëst Joer net méi un der Studentefoire deelhuefen.

Dofir géif ech gären dem Här Héichschoulminister dës Froe stellen:

- 1) Kann den Här Minister dës Informatiounen bestätegen? Wa jo, wéi kann en dës Ausschleissung vun de betroffenen Organisationsen begrënnen?
- 2) Ass den Här Minister net der Meenung, datt dës Organisationsen zur Meenungsbildung vun de Jugendlechen a jonken Erwuessene bäidroen an dowéinst och hir fest Plaz op der Studentefoire mussen hunn?

Réponse (26.9.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

D'Studentefoire ass geméint fir Schüler, déi op der Sich no Informatiounen sinn, déi mam Héichschoulstudium oder der Berufswelt ze dinn hunn.

D'Studentefoire ass dëst Joer op déi Zilsetzung recentréiert ginn. Fir awer de politesche Jugendorganisationsen eng Plattform ze ginn, proposéieren ech eng Table ronde zu aktuellen Themen am Kader vun der Foire.

Question 2234 (10.8.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **bilan actualisé de la situation de surendettement au Grand-Duché de Luxembourg**:

La loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement dispose dans son article 31 que «Le Gouvernement présentera à la Chambre des Députés, dans un délai de cinq ans suivant

la mise en vigueur de la présente loi, un rapport sur son application.» Ce rapport quinquennal, qui couvre la période 2001 à 2005 inclus, a été déposé auprès de la Chambre des Députés en mai 2006.

Tout en sachant que la loi susmentionnée ne prévoit pas la confection de rapports subséquents au rapport d'évaluation de 2006, j'aimerais savoir de Madame la Ministre si elle n'estime pas qu'il serait fort utile de dresser un bilan actualisé de la situation de surendettement au Grand-Duché, alors que la Chambre des Députés poursuit ses travaux sur le projet de loi n°6021 et que notre pays traverse depuis l'année 2008 une crise économique et financière grave qui n'est pas restée sans conséquences négatives sur certains paramètres sociaux tels que le taux de chômage ou le risque de pauvreté de certaines catégories de ménages.

Réponse (14.9.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

La loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement ne prévoit en effet pas l'établissement d'un rapport annuel sur la situation du surendettement en dehors des données statistiques annuellement fournies par le Ministère de la Famille et de l'Intégration dans son rapport d'activité. Néanmoins le Ministère, qui est en contact avec les deux services d'information et de conseil en matière de surendettement (SICS), procède régulièrement à une évaluation de la situation de surendettement au Luxembourg sur base des données disponibles par les SICS. Il convient de préciser que c'est dans le cadre d'une évaluation sur base des seules données fournies par les SICS que le Ministère est en mesure de dresser un bilan actualisé de la situation de surendettement des particuliers.

Question 2235 (13.8.2012) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant l'**organisation du «Vélo fueren am Miselerland»**:

Am 22. Juli fand die traditionelle Veranstaltung „Vélo fueren am Miselerland“ statt. Laut Informationen des Veranstalters galt sie unter anderem als Promotionsveranstaltung für das Fahrradfahren in der Moselregion. Auf den Flugblättern, die vertrieben wurden, konnte der interessierte Leser auch das Logo einer Initiative „Respect“ sehen, das heißt Respekt der motorisierten Teilnehmer gegenüber den Fahrradfahrern.

Allerdings konnte man feststellen, dass die Teilnehmer an den einzelnen Fahrradveranstaltungen, die im Rahmen des „Vélo fueren am Miselerland“ angeboten wurden, womöglich über keine abgesperrten Straßen verfügen konnten, sondern sich mit dem motorisierten Straßenverkehr auseinandersetzen mussten. Sei noch darauf hingewiesen, dass viele Eltern mit ihren Kindern auf dieser Veranstaltung unterwegs waren und dass auf den Strecken für das „Vélo rally“ Straßenschilder aufgestellt waren mit einer empfohlenen Geschwindigkeit von 70 km/h mit dem Hinweis, dass eine sportliche Veranstaltung im Gange sei.

Fragen:

- 1) Wieso wurde nicht in Erwägung gezogen, für diese Veranstaltung Teile der „Route du Vin“ für den motorisierten Straßenverkehr zeitweise abzusperren?
- 2) Wird diese Möglichkeit für die zukünftigen Veranstaltungen in Erwägung gezogen?
- 3) Wie kann das „Miselerland“ tatsächlich attraktiv für Fahrradliebhaber werden? Welche Infrastrukturmaßnahmen, die den Fahrradfahrer priorisieren und im Verkehr schützen, sollen kurzfristig noch getroffen werden?
- 4) Denkt der Minister nicht, dass, um den sanften Tourismus zu promovieren, bei solchen Veranstaltungen für einen Tag die Straße alleine dem Fahrrad und seinen Sympathisanten gehören sollte?

Réponse (14.9.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Zur Veranstaltung „Vélo am Miselerland“ möchte der Abgeordnete einige Fragen beantwortet wissen, wozu folgende Informationen zu liefern sind:

Vor der Veranstaltung hatte die Straßenbauverwaltung eine eventuelle Sperrung der Nationalstraße N10 zwischen Waldbredimus und Wormeldingen am 22. Juli in Erwägung gezogen. Der Verkehr hätte dann über die Straßen CR149/146/145/144/134 umgeleitet werden müssen.

Nach Rücksprache mit den Organisatoren wurde auf diese Lösung jedoch verzichtet, da die Umleitungen kompliziert gewesen wären und dies auch negative finanzielle Konsequenzen

für die Betriebe (insbesondere die Restaurants) auf der N10 bedeutet hätte. Aus diesen Gründen wird auch in Zukunft auf die komplette Sperrung der N10 während dieser Veranstaltung verzichtet werden.

Es ist vorgesehen, in absehbarer Zeit eine separate Fahrradpiste entlang der Mosel, zwischen Wasserbillig und Schengen, zu bauen. Ein großer Teil dieser nationalen Fahrradpiste ist schon verwirklicht und ein weiterer Teil wird bei geplanten Straßenarbeiten in Machtum mitgebaut.

Das Ministerium begrüßt und unterstützt soweit wie möglich solche Veranstaltungen, da diese eine Möglichkeit geben, das Fahrrad als Verkehrsmittel zu promovieren.

Question 2236 (13.8.2012) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **cellule de reclassement (CDR)**:

Le plan d'avenir sidérurgique LUX2016, qui a été signé lors de la réunion de la tripartite sidérurgie du 28 mars 2012, prévoit en outre la reconduction des mesures d'accompagnement social dont la cellule de reclassement (CDR) destinée à occuper temporairement le personnel excédentaire issu des usines de Rodange et Schiffange qui, pour une durée indéfinie, ont été mises à l'arrêt.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Combien de personnes se retrouvent actuellement dans la cellule de reclassement?

- Combien de personnes inscrites en CDR ont été engagées jusqu'à présent par l'État, les communes et les organismes paraétatiques?

Réponse (25.9.2012) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

La CDR d'ArcelorMittal comprenait 443 salariés en date du 31 août 2012.

De ces 443 salariés, qui restent tous sous contrat ArcelorMittal, 97 se trouvaient à la même date en prêt temporaire de main-d'œuvre, dont 47 auprès de l'État, douze auprès des communes et neuf auprès d'organismes paraétatiques.

Question 2238 (14.8.2012) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant les **chercheurs**:

In einem Beitrag auf RTL Radio Lëtzebuerg wurde am Dienstag, den 7. August im Rahmen der Arbeit des Forschungszentrum „CRP Lippmann“ die Zahl der derzeit in Luxemburg aktiven „Forscher und Forscherinnen“ mit knapp 2.400 Personen angegeben. Diese Zahl erstaunt und macht stutzig zugleich.

Sie wirft auf alle Fälle die Frage nach der hiesigen Definition von „Forscher/in“ auf. Deshalb folgende Fragen:

- 1) Kann der zuständige Minister die Zahl von fast 2.400 aktiven Forschern und Forscherinnen hierzulande zu diesem Zeitpunkt bestätigen?
- 2) Wenn ja, wie werden diese Zahlen erfasst?
- 3) Was ist die notwendige Qualifikation, um hierzulande als „Forscher - chercheur“ (m/w) statistisch erfasst zu werden?
- 4) Ist die Bezeichnung „Forscher - chercheur“ (m/w) hierzulande als Titel geschützt?
- 5) Könnten sich beispielweise Personen, die über kein PhD/Doktorat verfügen, aber dennoch Führungsaufgaben in einem CRP übernommen haben, als Forscher/in bezeichnen?
- 6) Denkt der zuständige Minister unter Umständen daran, die Verwendung des Titels „Forscher - chercheur“ (m/w) hierzulande restriktiver zu regeln, um das Vorweisen eines anerkannten homologierten PhD/Doktorat-Abschlusses als minimale Vorbedingung für das Tragen dieses Titels gelten zu lassen?

Réponse (17.9.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Das Hochschul- und Forschungsministerium erhebt seit dem Jahr 2000 zu bestimmten Zeitpunkten, die von internationalen Organisationen wie OECD oder Eurostat vorgegeben sind, in Zusammenarbeit mit Statec und CEPES die



wichtigsten Kenndaten der luxemburgischen Forschung, wie z. B. Forschungsausgaben, Anzahl der Forscher, Anzahl von Forschungspersonal usw.

Die letzten derzeit verfügbaren Daten zur Anzahl der Forscher beziehen sich auf das Kalenderjahr 2009:

Sektor	Anzahl (in Vollzeitäquivalent)
Unternehmen	1.371
Öffentliche Forschung	597
Hochschulwesen	428
Gesamt	2.396

Somit waren im Jahr 2009 etwa 2.400 Forscher in Luxemburg tätig. Hierbei ist allerdings zu beachten, dass gemäß der Verteilung private Forschung/öffentliche Forschung in Luxemburg deutlich mehr als die Hälfte der Forscher in der privaten Forschung tätig sind (ca. 1.370 Forscher in Vollzeitäquivalent).

Die Daten der Erhebung aus dem Jahr 2011 werden derzeit von den zuständigen Stellen überprüft; eine Veröffentlichung ist vor Ende dieses Jahres vorgesehen.

Die Erhebung der nationalen Kenndaten der Forschung erfolgt also in regelmäßigen Abständen nach präzisen Definitionen, die im sogenannten „Frascati Manual“ der OECD aufgeführt sind. Diese Definitionen sind bindend für alle Mitgliedländer der EU sowie der OECD und dürfen nicht für nationale Zwecke abgeändert werden, da ansonsten die Vergleichbarkeit der Erhebungen zwischen den einzelnen Ländern nicht mehr gewährleistet ist.

So lautet die Definition des „Forschers“ im Frascati Manual, welche der obigen Erhebung zugrunde liegt: „Researchers are professionals engaged in the conception or creation of new knowledge, products, processes, methods and systems and also in the management of the projects concerned.“ Diese Definition wurde im Übrigen durch das Gesetz vom 19. August 2008 zu den „aides à la formation-recherche“ in die nationale Gesetzgebung übernommen.

Question 2239 (16.8.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la discrimination par des compagnies aériennes:

Aus Australien ass elo bekannt ginn, datt eng Rei vu Fluggesellschaften eng Regel hunn, datt Männer, déi eleng reesen, net daerfen niewent net begleetene Kanner setzen. Domadder sollen «sexuell Iwwergrëffer» verhënnert ginn. Dës Neigkeet mécht vill Leit rosen, an net nëmmen an Australien, well jo doduerch d'Männer ganz allgemeng mat Kannerschänner gläichgesat ginn. Och bei enger englescher Fluggesellschaft gouf et esou eng Regel. Nodeems déi Gesellschaft awer dowéinst weinst sexueller Diskriminierung vun de Männer veruerteelt gouf, ass se nees ofgeschaf ginn.

- Well de Stat Aktionär bei der Luxair ass, wéilt ech d'Madame an déi Häre Ministere froen, ob déi Lëtzebuurger Passagéierfluggesellschaft eng Regel huet, déi et soll verhënnern, datt Männer kënnen niewent onbegleetene Kanner sëtzen.

- Wa jo, ass d'Regierung net och der Meenung, datt esou eng Regel eng flagrant Diskriminierung vun de Männer géif duerstellen a misst direkt ofgeschaf ginn?

Réponse commune (26.9.2012) de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances, et de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Als Äntwert op d'Fro vum honorablen Deputierten huet Luxair d'Regierung informéiert, datt si keng esou Regelung applizéiert.

Question 2241 (20.8.2012) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l'évaluation des investissements dans la recherche:

Es sieht so aus, dass mittlerweile viel Zeit und Energie in öffentliche Konferenzen, Vorträge und Symposien zu verschiedensten Forschungsthemen investiert werden. Diesen Eindruck

kann man gewinnen, wenn man einen Blick auf die Agendabroschüren der nationalen Medien wirft oder auch, wenn man die Ankündigungen auf der Internetseite des Fonds national de la recherche sieht.

Wenn auf der einen Seite der feste Wille besteht, dem Bürger die Forschung näher zu bringen und über die Anstrengungen in diesem Bereich zu informieren, dann darf nicht ausbleiben, dass der Erfolg dieser Maßnahmen regelmäßig evaluiert wird und dem Bürger Rückmeldung über den Investitionserfolg gegeben wird.

Fragen:

1) Wie viele Veranstaltungen über Forschungsthemen werden jährlich für das große Publikum und/oder Spezialisten angeboten?

2) Wie viel öffentliches Geld wird in die Förderung solcher Veranstaltungen investiert? Was sind die Progressionsraten für die letzten zehn Jahre?

3) Gibt es Statistiken über die Teilnehmerzahlen an diesen Veranstaltungen? Was ist die überdurchschnittliche Teilnehmerzahl für alle Veranstaltungen über ein Jahr?

4) Was gedenkt die Regierung zu unternehmen, um die Allgemeinheit mehr für diese Art von Veranstaltungen zu begeistern?

5) Welche Forschungsstruktur bietet im Jahr die meisten Veranstaltungen an? Welche die wenigsten?

6) Denkt die Regierung daran, die Bestenliste der aktivsten öffentlichen Forschungszentren in diesem Bereich aufzustellen?

7) Gibt es Vorgaben der Regierung für ein Mindestmaß an öffentlichen Veranstaltungen in Form von Konferenzen, Symposien, Vorträgen, die ein öffentliches Forschungszentrum im Jahr erbringen müsste?

8) Wurde bereits ein neutrales, unabhängiges Audit durch vorzugsweise ausländische Experten vorgenommen, welches die aktuelle Situation in diesem Bereich tiefgreifend analysiert und Verbesserungsvorschläge unterbreitet? Wenn nicht, wird daran gedacht, ein solches Audit anzufordern?

Réponse (26.9.2012) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Die Förderung der Öffentlichkeitsarbeit im Wissenschafts- und Forschungsbereich wird maßgeblich vom Fonds national de la recherche übernommen, welcher zu diesem Zwecke sowohl eigene Veranstaltungen organisiert - wie die Publikumsnacht Science Festival, Researchers' Day oder Mister Science, um nur diese zu nennen - als auch Fördermaßnahmen zur Organisation und Durchführung von Konferenzen und Veranstaltungen anbietet.

Dass diese Aktivitäten fruchten, zeigt ein Blick auf die nachfolgende Tabelle, welche ein paar Highlights aus dem Jahre 2011 enthält:

Science Festival 2011	11.000 Personen
Mister Science:	
PISA Wissensmagazin: (21 Sendungen)	Durchschnittliche Zuschauerzahl: 139.600 (und damit ist es nach dem „Journal“ die zweitbeliebteste Sendung von RTL Lëtzebuerg)
RTL Radio (40 Sendungen)	Durchschnittliche Hörerzahl: 200.100
Eldoradio (38 Sendungen)	Durchschnittliche Hörerzahl: 97.400
L'essentiel (4 Beiträge)	Durchschnittliche Leserzahl: 193.000

Neben den hier explizit aufgeführten Aktivitäten gab es im Jahr 2011 noch zahlreiche andere Konferenzen und Veranstaltungen, die zur Öffentlichkeitsarbeit beigetragen haben.

Im Jahre 2011 hat der FNR rund 1,2 Millionen Euro in diese Art von Aktivitäten investiert. Die zwischen dem FNR und der Regierung unterzeichnete Leistungsvereinbarung sieht vor, dass diese Aktivitäten in ihrem Kostenaufwand in etwa konstant bleiben sollen.

Der FNR lässt seine Fördermaßnahmen AM1 und AM3 regelmäßig von unabhängigen Experten evaluieren, um sicherzustellen, dass der Fördermechanismus weiterhin den Gegebenheiten der Forschungslandschaft in Luxemburg entspricht. Zuletzt wurden die Fördermaßnahmen 2011 evaluiert. Die Notwendigkeit sowohl von AM1 als auch von AM3 wurde hierbei hervorgehoben; der FNR wird in Zukunft noch größeren Wert auf die wissenschaftliche Qualität (AM3) und Interaktivität (AM1) der Anträge

legen und die ausgewählten Projekte substanzieller finanzieren.

Zusätzlich hierzu führte der FNR in 2007 und 2011 nationale Umfragen durch, um das Verhältnis der Luxemburger Bevölkerung zu Wissenschaft und Forschung zu testen. In 2011 zeigten 40% der Bevölkerung sich an Wissenschaft interessiert und 69,3% waren der Meinung, dass Luxemburg weiterhin verstärkt in die Forschung investieren soll (in 2007 waren erst 57,4% dieser Meinung). Das Science Festival sowohl als auch Mister Science sind jeweils 30% der Bevölkerung ein Begriff und die Researchers' Days sind nach nur zwei Auflagen auch schon 15% der Bevölkerung bekannt. Ein Großteil der Bevölkerung zeigt sich jedoch noch immer ungenügend informiert; rund 65% möchten in Zukunft mehr Informationen erhalten über die Zielsetzung und die Resultate der Forschung in Luxemburg.

Im Übrigen schlägt der Gesetzesantrag zur Reform des FNR vor, die Förderung der Öffentlichkeitsarbeit im Wissenschafts- und Forschungsbereich explizit in die Aufgaben des FNR aufzunehmen.

Question 2243 (20.8.2012) de MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'éclatement éventuel de la zone euro:

De finneschen Ausseminister Erkki Tuomioja huet an engem Interview mat enger britescher Zeitung gesot, datt Finnland misst op d'Méiglechkeet vun engem Ausenenerbrieche vun der Eurozon virbereet sinn. Senger Meenung no misst d'Fro vum Enn vun der Eurozon oppe gestallt ginn. D'Enn vun der Eurozon géif och net d'Enn vun der EU bedeiten. Déi kéint souguer besser fonctionnéieren, wann d'Eurozon net méi géif bestoen.

Dowéinst wéilt mir den Häre Ministeren dës Froe stellen:

1. Ass d'Lëtzebuurger Regierung amgaangen, fir sech op en eventuell Enn vun der Eurozon konkret virzereeden? Huet si scho Moosname fir esou eng Eventualitéit getraff?

2. Ass d'Lëtzebuurger Regierung der Meenung, datt d'Méiglechkeet vun der kuerzfristeger Aféierung vun engem „Nord-Euro“ besteet, a wa jo, wat wären déi konkret Auswirkungen op eist Land?

3. Fir de Fall, wou eng Aféierung vun engem „Nord-Euro“ net géif a Fro kommen, huet d'Lëtzebuurger Regierung da schonns mat engem anere Land, wéi zum Beispill der Belsch, Däitschland, Holland, Frankräich oder der Schwäiz, iwwer d'Aféierung vun enger gemeinsamer Währung mat Lëtzebuerg verhandelt?

Réponse commune (10.9.2012) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre du Trésor, de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, et de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

En ce qui concerne l'avenir de la zone euro et de la monnaie unique, le Gouvernement tient à préciser qu'il n'envisage pas la disparition de la monnaie unique euro et, de ce fait, ne songe pas à l'introduction d'un «Nord-Euro» ni d'une monnaie commune régionale. Le Gouvernement réitère son engagement à continuer à œuvrer pour la consolidation de la zone euro ainsi que pour une monnaie unique forte.

Question 2245 (20.8.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la langue des signes dans les écoles:

D'Gebäerdesprooch ass am Liewe vu ville behënnerte Mätmënsche vun essenzieller Wichtigkeet. Wa si géif an de Schoule fréi an a méi engem groussen Ëmfank benotzt ginn, kéinten déi betraffe Leit méi wäit op hirem Bildungswee kommen.

Dofir wollt ech d'Madame Schoulministesch froen:

1. Wéi gesäit d'Betreiung vun de gehéierbehënnerte Kanner am Lëtzebuurger Schoulsystem aus?

2. Sinn der Madame Ministesch Fäll vu gehéierbehënnerte Kanner bekannt, déi vun den Elteren am Ausland scolariséiert ginn, well se do besser encadréiert ginn?

3. Wat fir e Stellwäert huet d'Gebäerdesprooch an eise Schoulen?

4. Wéilt d'Madame Ministesch de Membere vun der Léierpersonal d'Méiglechkeet ginn, fir dës Sprooch ze léieren, dëst am Sënn vun enger besserer Inklusioun vun de gehéierbehënnerte Kanner?

5. Wéilt d'Madame Ministesch Persounen engagéieren, déi kéinten d'Schoulstonden a Gebäerdesprooch iwwersetzen?

6. Denkt d'Madame Ministesch drun, fir eventuell Schoulstonden oder ganz Coursen op Video ophuelen ze loossen, déi dann an d'Gebäerdesprooch kéinten iwwersat ginn?

Réponse (18.9.2012) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Den honorablen Deputierten Fernand Kartheiser wéilt Prezisiounen zur Gebäerdesprooch an der Betreiuung vun héiergeschiedegte Kanner an der Schoul hunn.

Fro 1

Et gëtt zu Lëtzebuerg eng spezialiséiert Schoul fir Héiergeschiedegte Kanner, de Centre de Logopédie. Héiergeschiedegte Kanner ginn entweder ganz am Centre de Logopédie scolariséiert oder awer integrativ an der Ecole fondamentale oder am Lycée beschoult.

Déi Kanner, déi net am Centre de Logopédie selwer scolariséiert sinn, gi vun engem Professeur d'enseignement logopédique aus dem Centre an där Schoul, an där si scolariséiert sinn, begleet. De Professeur d'enseignement logopédique betrëit och d'Enseignanté vun deem Héiergeschiedegte Kand.

Ier déi Héiergeschiedegte Kanner an de schoulpflichtegen Alter kommen, hu si normalerweis schonn eng aner Struktur duerchlaf. Si gi meeschtens vun dem Service audiophonologique beim Centre de Logopédie gemellt a ginn dann am Centre de Logopédie an der Frühförderung en charge geholl, bis si den Alter erreicht hunn, fir an d'Schoul ze goen. An der Frühförderung ginn och d'Eltere beroden.

Fro 2

Et sinn am Moment dräi Héiergeschiedegte Kanner bekannt, déi am Ausland scolariséiert ginn, well et fir hir Spezifisitéit zu Lëtzebuerg net genuch Schüler gëtt (z. B. franséischsproocheg Klass fir Héiergeschiedegte Lycéesschüler). D'Scolarisation am Ausland gëtt hinnen d'Méiglechkeet, an enger Peergroup kënnen scolariséiert ze ginn an net eleng an enger Klass ze sinn, wéi et de Fall wär, wa si zu Lëtzebuerg géife scolariséiert ginn.

Fro 3

An der École fondamentale an an der Lycéee spillt d'Gebäerdesprooch keng Roll. Gebäerdesprooch ass bis elo hei zu Lëtzebuerg net offiziell als Sprooch unerkannt. Am Centre de Logopédie gëtt d'Gebäerdesprooch als Optionsfach fir Héiergeschiedegte Schüler ugebueden.

Fro 4

Et ginn zu Lëtzebuerg Coursen ugebuede fir d'Élëiere vu Gebäerdesprooch (Berodungsplaz fir Héiergeschiedegte zu Diddeleng vun „Solidaritéit mit Hörgeschädigten a.s.b.l.“ oder an der Stad Lëtzebuerg). Et ass allen Enseignanté fräigestallt, fir op perséinlecher Basis dorunner deelzehuelen.

Fro 5

Bis elo ass de Gebäerdesproochdolmetscher an der Fonctioun publique net als Beruf virgesinn. Mir denken awer drun, dee Problem uzegoen.

Fro 6

De perséinleche Bezuch zum Kand ass en Atout am Enseignement, virun allem bei Kanner mat Förderbedarf, d'Interaktioun tëschen de Kanner an den Enseignant ass duerch näischt ze ersetzen.

Question 2247 (21.8.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'autonomie des personnes handicapées:

Vill schwéier behënnert Leit wënsche sech, si kéinten hiert Liewe méi autonom gestalten. Momentan gi si haaptsächlech vu Firmae betreit, wat - trotz der Kompetenz an der Frëndlechkeet vun Personal - och zu gewësse Problemer ka féieren. Et ass zum Beispill esou, datt fest Auerzäite fir déi ënnerschiddlech Aktivitéite festgeluecht ginn (Moolzechten, sech owes an d'Bett leeën, asw.), an dëst bréngt oft mat sech, datt et fir déi betraffe Leit net einfach ass, fir selwer iwwer hiren Alldag ze entscheeden. Eng méi individuell Betreiuung géif enner anere doduercher erreicht ginn, wann déi behënnert Leit d'Méiglechkeet hätten, fir selwer Personal anzustellen.

Dowéinst géif ech gär dem Här Minister dës Froe stellen:

- Kann den Här Minister bestätegen, datt den Encadrement vun de schwéier behënnerte Leit haaptsächlech vu Firmaen assuréiert gëtt, déi trotz hirem Engagement net ëmmer eng méi individuell Betreiuung kënnen garantéieren?



- Sinn Optioun fir esou eng méi individuell Betreuung scho gepréift an duerchgerechert ginn? Wa jo, mat wéi engem Resultat?

- Ass den Här Minister net der Meenung, datt och déi schwéier behënnert Leit e Recht op méi Autonomie an der Gestaltung vun hirem Alldag sollte kréien?

Réponse (24.9.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Als Ministesch fir Familljen an Integratioun ass et mir en Uleies, fir de Wunsch vu Mënsche mat Behënnerungen no engem selbstbestëmmte Liewen net nëmmen ze respektéieren, mä och ze ënnerstëtzen.

Fir Mënschen, déi sech fir ee Liewen doheem entscheet hunn, bitt d'Fleegeversécherung nient der Méiglechkeet vun enger professioneller Betreuung duerch een „Réseau d'aides et de soins“ d'Méiglechkeet vun enger Betreuung an deenen eegene véier Wänn duerch een „aidant informel“. Déi fleegebedürfteg Persoun huet d'Méiglechkeet, hei op eng Persoun aus hirem perséinlechen Ëmfeld zréckzegräifen. Déi behënnert Persoun gëtt dann d'Geldleeschung, déi si vun der Fleegeversécherung zu dësem Zweck iwwerwise kritt, un den „aidant informel“ weider.

Am Géigesaz zu deem, wat oft einfach ugehooll gëtt, schlësse sech stationär an individuell Betreuung net aus. An de Wunnstrukture fir Mënsche mat Behënnerungen hei am Land ass eng individualiséiert Approche d'Regel. Dës Struktur funktionéieren no de Prinzipie vum «accompagnement socio-pédagogique». Dat ass eng Form vun holistescher Begleedung, déi op de Kompetenzen, dem familiären a sozialen Hannergrond, de Wënsch an dem Liewensprojet vun jeeeweilege Bewunner baséiert.

An dësem Kontext ënnerstëtzt de Familljeministère och den Ausbau vun Suivi vu Mënsche mat Behënnerungen am sougenannten «milieu ouvert» an «semi-ouvert». Dës Servicer hunn zum Zil, déi behënnert Persoun an hirem eegestännege Liewen ze ënnerstëtzen. Dëst geschitt z. B. duerch eng regelméisseg Ënnerstëtzung am perséinleche Beräich, duerch d'Promotioun vun enger verstärkter sozialer Participatioun an Inklusioun an duerch aner Hëllefstellunge vu méi technescher Natur. Dëst erméiglecht et ville Mënschen, ee gréisstendeels autonomt Liewen ze féieren.

Am Kader vun de Beméiunge fir d'Konzept vun der sozialer Inklusioun vu Mënsche mat Behënnerungen an alle Beräicher vum gesellschaftleche Liewe weiderzedreiw gëtt aktuell zesumme mam CEPS/Instead enger neier Form vun enger personaliséierter Hëllef geschafft. De roude Fuedem bei dësen Aarbechten ass ëmmer de Prinzip vun der Selbstbestëmmung an dem Empowerment vu Mënsche mat Behënnerungen. Bei dësem Projet geet et net ëm medezinesch oder fleegeresch Bedierfnisser, mä vill méi ëm een Accompagnement am perséinlechen a soziale Beräich (z. B. eng Begleedung bei kulturelle Manifestatiounen), dee virun allem eng verbessert Liewensqualitéit zum Ziel huet an d'Verwierkleche vum perséinleche Liewensprojet vun der betroffener Persoun.

Question 2248 (21.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **détermination du grade du handicap des malentendants**:

Den Här Minister ass vläicht schonns drop ugeschwat ginn, datt vill gehéierbehënnert Leit et als ongerecht empfangen, datt d'Fixéierung vum Grad vun hirem Handicap geschitt, wa si en Hörapparat unhunn. An der Realitéit ass et jo esou, datt déi Leit den Apparat net ëmmer unhunn. Dowéinst wéilt ech dem Här Minister dës Fro stellen:

- Ass den Här Minister net der Meenung, datt den Test fir d'Fixéierung vum Grad vun engem Handicap misst ouni Hörapparat gemaach ginn?

Réponse (26.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

D'groussherzoglecht Reglement vum 18. Dezember 2012, dat d'Modalitéite vun der Bestëmmung vun der Fleegebedierftegkeet definiert an Ausféierung vum Artikel 350 Paragraph 3 vum Code vun der Sécurité sociale (CSS), bestëmmt a sengem Artikel 2:

«Toute personne, dont la capacité auditive de la meilleure oreille avec correction par appareillage permanent, à moins que celle-ci ne puisse être réalisée, est réduite de plus de ou égale à 75 DB est présumée relever au minimum du seuil d'entrée donnant droit aux prestations de l'assurance dépendance, soit d'un temps requis hebdomadaire de prise en charge

de 6 heures dans un ou plusieurs domaines définis à l'article 348 alinéa 2. La réduction auditive est à établir en prenant la moyenne arithmétique de la perte auditive au seuil des quatre fréquences conversationnelles 512, 1024, 2048 et 4096 HZ. Pour la fréquence où la perte auditive n'est pas mesurable pour une de ces quatre fréquences, il est admis que le seuil se situe à 120 DB (...).»

Ech wéilt als Éischt bemierken, dass déi Patienté mat anere Pathologien, déi an dësem Reglement genannt ginn, dat heescht z. B. Persounen, déi net gudd gesinn oder déi ënner Spina bifida leiden, an der Majoritéit vun de Fäll Patienté sinn, déi eng gewëssen Ofhängegkeet virweisen, mä déi meeschtens net duergeet, fir an de Genoss vun de Mesurë vun der Assurance dépendance am Sënn vum Artikel 349 Paragraph 1 vum CSS ze kommen. Dat ass awer net de Fall fir Leit, déi schlecht héieren. Dës Patienté hu sécher en Handicap, mä dësen Handicap huet keen Afloss op déi essenziell Akte vun Liewen. Mir schwätzen also vun engem Handicap, an net vun enger Ofhängegkeet am Sënn vum Lëtzebuergesche Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung.

Deementspriedend, wann ee vun Handicap an net vun Ofhängegkeet schwätzt, ass et absolut ubruecht, fir d'Schäerft vum Gehéier, wéi dat vum Reglement virgesinn ass, mat Benotzung vun engem permanenten Hörapparat ze moossen, wann dat méiglech ass. Et ass e Fait, dass déi klassesch Hörapparater, an nach a méi grousem Mooss déi schneckenförmeg Implanten, déi zënter den 80er Joren um Maart sinn, derfir gesuergt hunn, dass den Handicap vu ville Leit mat Gehéierproblemer ofgeholl huet. Et ass also logesch - wann ee Prestatioun wéilt zouerkennen -, dass een den Handicap moosst bei Benotzung vun den Hëllefsmittel (Hörapparat oder Implant). Et geet dobäi net drëm, fir dës Leit ze diskriminéieren. Et wier am Géigendeel eng Diskriminatioun par rapport zu Leit ouni Hëllefsmittel - deenen hiren Handicap vill méi grous ass, wann een deenen zwou Populatiounen hiren Handicap géif ouni Apparater moossen.

Et ass allerdéngs ubruecht ze iwwerleeën, wéi een den Handicap am beschte ka moossen. Déi aktuell am Reglement virgesinn Messung „par audiogramme tonal“ presentéiert verschidden Désavantages. D'Ausmooss vum Handicap vun enger Persoun mat Implant kann nämlech an engem bestëmmte Mooss bestoe bleiwen, d. h. d'Netversto vum der Sprooch (dat een iwwer en „audiogramme vocal“ kéint ausweisen), souguer wann d'Tester vun der Audiométrie tonale e bessert Resultat ugin.

Question 2249 (21.8.2012) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant **l'héliport de l'hôpital d'Ettelbruck**:

An der Press gouf d'Problematik ëm de Rettungshelikopter beim Ettelbrécker Spidol diskutéiert. No den neie Sécherheetsvirschrëfte misst den Heliport eigentlech um Daach vum Spidol stationéiert ginn. Dat wär och schonn am Joer 2003 gewosst gewiescht, wou d'Autorisatiounen fir den Ettelbrécker Heliport um Buedem erdeelt goufen. Wann den Hangar géif um Buedem bleiwen, géifen der LAR eng 240.000 Euro Méikäschten am Joer entsto, wat natierlech d'Fro vun der Finanzéierung opwerft.

D'Onsécherheet ëm den Ettelbrécker Heliport stellt och d'Fro vun der Vitesse vun der medezinescher Nouthëllef am Norden.

Dowéinst wéilt mir den Häre Ministeren dës Fro stellen:

1. Ass d'Regierung an dësem Stadium vun där Diskussioun ëm d'Stationéierung vum Rettungshelikopter zu Ettelbréck direkt betraff, a wa jo, a wéi enger Hisiicht?

2. Beitz d'Regierung Positioun an där Problematik, besonnesch fir datt eng séier Hëllef um Loftwee och weiderhi fir déi Éisleker Leit ka garantéiert ginn? Wéi stellt d'Regierung sech d'Léisung vun dësem Problem vir?

Réponse commune (18.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Betreffend die Stationierung des Rettungshelikopters am Standort Ettelbrück des Centre Hospitalier du Nord (CHdN) gilt es zu unterscheiden zwischen dem Helikopterlandeplatz am Krankenhaus oder auf dem Dach des Krankenhauses für den An- sowie Abtransport von Patienten und der Helikopterstation mit Unterbringungsmöglichkeit für Helikopter und Flugpersonal.

In der Planungsphase zum Bau des neuen Krankenhauses in Ettelbrück (1996/97) wurde die Option eines Helikopterlandeplatzes auf dem Dach des Krankenhauses geprüft, jedoch nach

Abwägung aller Faktoren zugunsten der bestehenden Lösung mit Helistation und Landeplatz auf dem Vorfeld verworfen. Diese Lösung ist naturgemäß kostengünstiger als eine Lösung auf dem Dach des Krankenhauses. Damals lag die im Jahr 2009 verabschiedete neue europäische Norm für Helikopterstationen noch nicht vor.

Die bestehende Lösung am Standort Ettelbrück des CHdN mit Helikopterlandeplatz und Helikopterstation auf ebenerdigem Gelände neben dem Krankenhaus wird nach Einschätzung der „Direction de l'Aviation civile“ (DAC) in dieser Form zukünftig nicht mehr möglich sein. Die Gründe dafür liegen in einer neuen europäischen Norm der Europäischen Flugsicherheitsbehörde EASA, die 2009 verabschiedet wurde (NPA N°2009-02 B) und Ende 2012 verbindlich in Kraft gesetzt wird. Aus dieser Sachlage ergibt sich, dass zurzeit nach einer neuen Lösung für Helikopterlandeplatz und Helikopterstation des CHdN gesucht wird. Es kann jedoch von einer zweijährigen Übergangsfrist ausgegangen werden.

Das CHdN geht nach derzeitigem Sachstand davon aus, dass innerhalb der Übergangsfrist ein Helikopterlandeplatz auf dem Dach des Krankenhauses errichtet werden könnte, der auch langfristig die Anforderungen der Europäischen Flugsicherheitsbehörde EASA erfüllt. Eine weitere Stationierung des Helikopters im jetzigen Hangar und damit in unmittelbarer Nähe zum Krankenhaus scheint ebenfalls noch möglich, wenn gewährleistet wird, dass die regulären An- und Abflüge über den Helikopterlandeplatz auf dem Dach des Krankenhauses abgewickelt werden. Zusätzlich werden jedoch dann täglich sogenannte „Taxi-Flüge“ vom Vorplatz des Hangars auf den Helikopterlandeplatz auf dem Dach beziehungsweise vom Dach auf den Vorplatz notwendig sein.

Der gesamte Kostenkomplex (Baukosten, jährliche Unterhaltskosten für den Landeplatz auf dem Dach sowie Zusatzkosten für die sogenannten „Taxi-Flüge“) wurde noch nicht abschließend evaluiert.

Das Gesundheitsministerium ist über den Regierungskommissar für das Krankenhauswesen und den Vertreter des Ministeriums im Verwaltungsrat des CHdN über die derzeit laufenden Prüfungen und Überlegungen des CHdN informiert. Entscheidungen wurden jedoch noch nicht abschließend vom CHdN getroffen.

Der An- und Abtransport von Patienten durch den Rettungshelikopter ist zurzeit nicht in Frage gestellt und die Regierung wird dafür Sorge tragen, dass auch weiterhin am Standort Ettelbrück des CHdN eine optimale Anbindung des Rettungshelikopters erhalten bleibt, dies unter Einhaltung der entsprechenden Normen der Europäischen Flugsicherheitsbehörde.

Question 2252 (22.8.2012) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant une **éventuelle acquisition par l'État de la maison du Ministre d'État honoraire Pierre Werner**:

La maison habitée jadis par Monsieur Pierre Werner, sise au rond-point Schuman à Luxembourg-ville, est depuis quelques années le siège de l'ambassade de la République tchèque au Luxembourg. Or, le Gouvernement tchèque vient d'annoncer que l'ambassade fermera ses portes en 2013 pour des raisons économiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances:

- Vu le rôle joué par Pierre Werner sur la scène politique, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que l'État luxembourgeois devrait se porter acquéreur de sa demeure qui fait partie sans aucun doute du patrimoine culturel luxembourgeois voire européen à l'instar de la maison natale de Robert Schuman acquise en 1985?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres partagent-ils l'avis que la résidence du Ministre d'État honoraire Pierre Werner se prêterait bien comme siège d'un des centres de recherche ou bien instituts culturels à vocation européenne existants?

Réponse commune (10.9.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre*, *Ministre d'État*; et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Tout en reconnaissant le rôle remarquable joué par l'ancien Premier Ministre Pierre Werner tant au Luxembourg qu'en Europe, le Gouvernement estime que, pour des raisons budgétaires, il n'y a pas lieu d'acquérir l'immeuble actuellement occupé et détenu par la République tchèque. Il existe d'autres moyens pour rendre hommage à l'œuvre du Premier Ministre Pierre Werner.

Question 2253 (22.8.2012) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant les **acteurs dans le secteur des soins**:

Immer wieder hat es der Allgemeinarzt mit mehr als einem Dienstleister zu tun, wenn es darum geht, die Versorgung des Patienten außerhalb der Betreuungsstruktur zu begleiten. So kommt es vor, dass Palliativdienste von den großen Pflegeetzen angeboten werden, allerdings gleichzeitig bei einem gegebenen Patienten auch noch parallel spezialisierte Dienste in Palliativpflege aus der Klinik zum Einsatz kommen. Dasselbe scheint für Psychatriepatienten wie auch bei Diabetespatienten zu gelten. Nun stellen sich eine ganze Reihe prinzipieller Fragen bezüglich dieser vermeintlich doppelten Versorgung durch Pflegedienste wie auch mobile Dienste.

Fragen:

1) Sind dem Minister solche Doppelbetreuungen bekannt?

2) Gibt es in der Tat einen Kampf um Marktanteile zwischen Pflegediensten und mobilen Einheiten, die aus den Kliniken heraus operieren?

3) Sollte hier nicht den Pflegediensten der Vorrang zur extrahospitalären Versorgung gegeben werden, auch angesichts der Krise und schwindender Finanzmittel bei der Gesundheitskasse?

4) Wie sieht der Kostenpunkt in den Budgets der Kliniken aus für den Unterhalt von mobilen Einheiten?

5) Welche Aktivitätsbereiche von mobilen Klinikeinheiten sind dem Minister bekannt und von welchen Kliniken werden sie betrieben? Palliativpflege? Psychiatrische Versorgung? Wundversorgung? PCA-Schmerztherapien? Diabetische Versorgung?...

6) Wer hat die Einrichtung und den Betrieb solcher mobilen Klinikeinheiten gutgeheißen, in der Klinik selbst, aber auch auf der Ebene der Verantwortlichen des Klinikbudgets, das bei der CNS verhandelt und schlussendlich validiert wird?

7) Wie geht das Pflegeaufwandmessinstrument PRN (Projet de Recherche en Nursing) mit diesen extrahospitalären Aktivitäten des Klinikpersonals um?

8) Gibt es spezielle Budgets für solche Aktivitäten?

9) Wieso sind diese Aktivitäten und Dienstleistungen der Kliniken in der extrahospitalären Palliativpflege nicht im „Ratgeber zur Palliativpflege“ des Gesundheitsministeriums explizit aufgeführt?

10) Denkt der Minister nicht auch, dass Kliniken und Pflegeetzen im extrahospitalären Bereich enger und integrierter zusammenarbeiten müssten, Synergien entwickeln sollten, und dass man Doppel- und Parallelversorgungen tunlichst vermeiden sollte?

Réponse commune (5.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Krankenhäuser oder stationäre Einrichtungen haben vereinzelte Angebote zur Betreuung von Patienten in deren Zuhause aufgebaut, dies u. a. im Palliativbereich, aber auch in der Pädiatrie und der Psychiatrie.

Dies gilt für die:

- Palliativpflege durch das Centre Hospitalier du Nord (vier Vollzeitkräfte),

- Nachbetreuung durch Psychiatriepfleger der akut psychiatrischen Abteilungen (jeweils zwei Vollzeitkräfte) sowie des Centre Hospitalier Neuropsychiatrique,

- Spezialpflege in Ausnahmefällen bei Kindern zuhause durch eine Kinderkrankenschwester des CHL.

Die Koordinierung der Leistungen zwischen Krankenteam und extrahospitalären Dienstleistern geschieht durch eine wöchentliche Besprechung der Fälle zwischen beiden (Palliativpflege) und ist ebenfalls durch eine Konvention geregelt. Durch die Absprache zwischen den Teams wird die Komplementarität in der Versorgung gewährleistet.

So wurde am 15. Juli 2012 eine Konvention zwischen der „Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins (COPAS)“ und der CNS betreffend die Palliativversorgung unterzeichnet. Sie schafft die Grundlage für einen Rahmenvertrag zwischen der „Fédération des



hospitaux luxembourgeois“, der COPAS und der CNS, welcher die Zusammenarbeit zwischen Kliniken und ambulanten Diensten regeln soll, insbesondere was die Definition von Prozessen zur Übermittlung von Patientendaten, von medizinischen Gutachten, von Material und Medikamenten angeht.

Das PRN wird nicht bei oben angesprochenen Dienstleistungen angewandt. Dementsprechend ist der Kostenpunkt schwer berechenbar, da die CNS Personalposten mit einem Durchschnittsgehalt berechnet.

Der Ratgeber zur Palliativpflege erwähnt auf den Seiten 41 bis 43 die Adressen und Telefonnummern aller Krankenhäuser oder stationärer Einrichtungen des Gesundheitswesens, die Palliativpflege anbieten.

Question 2254 (23.8.2012) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **biocarburant**:

Grad wéi an de Joren 2007 an 2008 kéint et laut Experten an deenen nächste Méint zu enger Liewensmëttelkris kommen. Besonnesch dramatesch sinn d'Konsequenze vun esou enger Situatioun fir d'Bevëlkerung vun den Entwëcklungslänner. Nieft dem Karschnatz, deen a verschidden Deeler vun der Welt relativ schlecht ausgefall ass, an der Spekulation dréit och d'Verwendung vu potenzielle Liewensmëttel fir d'Produktioun vum Biosprit zur Präiserhéijung bäi.

Dowéinst géif ech gär den Häre Ministere fir nohalteg Entwëcklung a fir Ekonomie dës Fro stellen:

- Gedenken d'Häre Ministeren um nationalen an um europäesche Plang Initiativen z'ergräifen, duerch déi, soulaang eng Pénurie besteet, d'Produktioun an de Verbrauch vu Biosprit als Zousaz fir de Bensen an den Diesel géifen drastesch reduzéiert oder souguer verbuede ginn?

Réponse (6.10.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorablen Deputéierte Gast Gibéryen betreffend de Verbrauch vu Biosprit kënnen mir folgend Informatiounen matdeelen:

D'Direktiv 2009/28/CE vum 23. Abrëll 2009 iwwert d'Notzung vun Energien aus erneierbare Quelle gesäit vir, dass Lëtzebuerg bis 2020 en Undeel vun 11% vu sengem Gesamtenergieverbrauch aus erneierbaren Energie produzéiere muss.

Déiselwecht Direktiv gesäit och vir, dass am Joer 2020 en Undeel vun 10% vum Gesamtenergieverbrauch am Transportsektor aus erneierbaren Energie bestoe muss.

Mat der uewe genannter Direktiv an iwwert de Wee vun ënnerschiddlechen Zilvirgabe fir déi eenzel Memberstater huet d'Europäesch Unioun sech virgeholl, den Undeel vun den erneierbaren Energien am Joer 2020 op 20% ze steigern, fir ënner anerem seng Ofhängegkeet vun der fossiler Energie ze verkleinere an déi schiedlech Emissionen aus der klassischer Energieproduktioun ze reduzéieren.

Zu Lëtzebuerg kënnen déi genannten Ziler vun 10% am Verkäiersberäich nëmmen duerch d'Bäimësche vu Biosprit bei de klassische Carburanten erreicht ginn. D'Elektromobilitéit spillt wuel eng Roll, mä duerch d'Urechenungsregelen aus der Direktiv huet si een éischter klengen Afloss op d'Erreeche vun eisem 10%-Zil, souguer wa mer an deem Beräich ganz grouss Ustrengunge bis an d'Joer 2020 maachen.

D'Direktiv gesäit och vir, dass d'Memberstater müssen Tëschenziler anhalen, an dëst och an de Joren 2013 an 2014, mat deene si nowiese müssen, dass si op dem Zilpad fir 2020 sinn. Fir des Tëschenziler anzehalen, ka Lëtzebuerg den Asaz vu Biosprit net aschränken, well et soss déi entspreche Dispositiounen vun der Direktiv verletzt. Duerfir wäert de Bäimëschtungsstau och am Joer 2013 par rapport zu 2012 an

d'Luucht goen, fir dass eist Land ka sécher seng Tëschenziler erfüllen.

D'Direktiv gesäit awer och Nohaltegeekritäre fir Biosprit vir, déi d'Memberstater anhalen, wa se sech fir hir Zilerfëllung wëllen de Biosprit urenne. Dës Kritäre sinn zu Lëtzebuerg am «Règlement grand-ducal du 27 février 2011 fixant les critères de durabilité pour les biocarburants et bioliquides» ëmgesat ginn, wouduerch een nohaltege Verbrauch vu Biosprit zu Lëtzebuerg am Aklang mat der Direktiv garantiert ass. Dës Kritäre gesinn ënner anerem vir, dass de Biosprit muss eng gewësse Reduktioun vu Kuelendioxid-Emissionen mat sech bréngen an dass bei der Produktioun müssen Ëmwelt- a Sozialkritären agehal ginn. Domat huet d'Direktiv d'Ambitioun, fir derfir ze sorgen, dass nëmme Biosprit kann agesat ginn, deen och ënner nohaltegen a soziale Bedéngunge produzéiert ginn ass.

Um europäeschen Niveau huet Lëtzebuerg sech, iwwert d'Personen vum Wirtschafts- an Aussehandelsminister, an de leschte Méint ënner anerem am Kader vum Energieconseil derfir agesat, dass d'Europäesch Kommissioun d'Nohaltegeekritäre vun der Direktiv op hir Wierksamkeet an hir Effektivitéit iwwerpréift an eventuell Upassunge mécht, wann dat sech als noutwendeg sollt erweisen. An deem Zesammenhang gouf dëst Joer e Bréif un den zustännegen europäesche Kommissär geschéckt, fir eisen Iwwerleeungen a Fuerderungen deen néidegen Appui ze ginn.

Question 2256 (28.8.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les **changements internes au sein de l'Administration des Ponts et Chaussées**:

Il me revient que les personnes en possession d'un permis de conduire pour les poids lourds seraient avantagées en ce qui concerne les changements internes au sein de l'Administration des Ponts et Chaussées. Selon la convention collective pour les ouvriers de l'État, l'ancienneté du concerné devrait toutefois être le critère décisif pour un changement interne.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette problématique?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la pratique actuelle est conforme aux règles fixées par la convention collective?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

Réponse (17.9.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet des changements internes d'ouvriers au sein de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Soucieux d'offrir un service de qualité, l'Administration des Ponts et Chaussées s'efforce d'adapter constamment ses moyens aux exigences toujours croissantes des utilisateurs et riverains du réseau routier dont elle a la garde et le devoir d'entretien. Dans ce contexte, l'Administration s'est dotée au courant des dernières années d'un parc roulant très important, qui pour être fonctionnel exige un personnel qualifié disposant d'une formation adaptée et des permis valables pour la conduite et la manipulation de ces engins.

L'Administration des Ponts et Chaussées compte parmi ses effectifs quelque 630 ouvriers de voirie, dont une trentaine en moyenne est remplacée suite aux mises à la retraite et autres départs. Avant d'engager de nouveaux postulants, les lacunes sont comblées par des déplacements internes volontaires.

Le contrat collectif des ouvriers de l'État et la procédure interne prévoient que les postes va-

cants soient publiés en bonne et due forme. Lors de cette publication, un profil sommaire du poste à pourvoir est établi, décrivant la qualification requise pour ce poste (ouvrier, ouvrier à tâche artisanale, chauffeur professionnel, artisan avec CATP etc.).

Le critère de l'ancienneté de service, tel qu'exigé par le contrat collectif reste la règle et est appliqué généralement. Toutefois, si le poste vacant était occupé par un ouvrier détenteur d'un permis poids lourds et que l'agent à remplacer effectuait majoritairement des travaux de chauffeur ou de conducteur d'autres engins, les différents préposés de service exigent à juste titre que le nouveau candidat dispose d'une qualification comparable.

Il serait en effet difficilement explicable que le salage hivernal de certains tronçons de route ne puisse plus être exécuté parce qu'aucun chauffeur n'est disponible dans cette brigade pour la seule raison que le principe de l'ancienneté de service devrait prévaloir par rapport au principe de la qualification.

Ainsi, en cas de candidatures multiples ayant les qualifications demandées, la priorité est évidemment accordée au candidat le plus ancien en rang tel qu'exigé par le contrat collectif.

Question 2257 (28.8.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant l'**horaire estival auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées**:

Certaines communes viennent d'introduire ces dernières années un horaire spécial (p. ex. de 6.00 à 14.00 heures) pour leurs ouvriers durant les mois d'été. En effet, les avantages d'un tel horaire estival sont multiples: les personnes concernées sont moins exposées à la chaleur, la productivité est améliorée, les risques sont réduits dû à un trafic moins dense pendant ces heures, etc.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il disposé à introduire un tel horaire pour les ouvriers de l'Administration des Ponts et Chaussées durant les mois d'été?

- Si tel était le cas, Monsieur le Ministre envisagerait-il également d'introduire un service de permanence pour les heures à partir de 14.00 heures à l'instar de celui qui existe déjà entre 19.00 et 7.00 heures?

Réponse (24.9.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet des horaires de travail des ouvriers de l'Administration des Ponts et Chaussées.

En ce qui concerne l'horaire d'été, l'introduction d'un horaire d'été généralisé auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées figure depuis quelques années régulièrement à l'ordre du jour lors de réunions entre la direction et la délégation ouvrière.

À la suite des expériences peu concluantes faites au courant des années passées (avant 2001), lors desquelles un horaire d'été avait été introduit à titre expérimental, la direction a pris la décision de maintenir un horaire de travail normal généralisé de 8.00 à 12.00 et de 13.00 à 17.00 heures notamment pour les raisons suivantes: risque de non-respect de l'horaire de travail (6.00-14.00 h) dû à l'horaire déphasé entre les ouvriers d'une part et les préposés de service (8.00-12.00; 13.00-17.00 h). En outre, les périodes de grande chaleur aux environs de midi ne seront pas évitées. D'ailleurs, une pause à midi est obligatoire en vertu de la législation sur le travail qui prévoit que pour des raisons inhérentes à la santé et à la sécurité, tout salarié bénéficie, dans le cas où la durée de travail journalière est supérieure à six heures, d'un ou de plusieurs temps de repos de sorte que l'horaire serait de toute façon entre 6.00 à 15.00 heures et non pas entre 6.00 et 14.00 heures.

Un autre désavantage est que les entreprises du secteur privé, œuvrant pour le compte des Ponts et Chaussées, travaillent suivant un horaire différent de sorte qu'une collaboration durant l'après-midi deviendra quasiment impossible.

Pour l'instant, seules des autorisations ponctuelles sont parfois accordées aux équipes de marquage ainsi qu'à l'équipe d'élagage des arbres de haute tige dans la mesure où des besoins réels se manifestent et sous condition que les motifs invoqués sont pertinents.

À moins qu'une décision ne soit prise au niveau national par le Ministère de la Santé ou l'Inspection du travail et des mines, le directeur pourrait, en cas de canicule, c'est-à-dire d'une période prolongée de chaleur avec des températures dépassant les 30°C, accorder une autorisation générale pour le recours temporaire à un horaire d'été spécial, assortie néanmoins d'un certain nombre de conditions.

Dans ce cas, l'organisation d'une permanence d'été serait envisageable.

Session ordinaire 2012-2013

Question urgente 2373 (25.10.2012) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant les **vaccins antigrippe retirés du marché en Suisse et en Italie**:

L'agence suisse des médicaments (Swissmedic) a ordonné mercredi préventivement l'arrêt immédiat des livraisons de certains vaccins antigrippe de Novartis dans la Confédération et a conseillé de renoncer à leur utilisation en raison d'éventuelles impuretés.

Le Ministère de la Santé et l'Agence italienne des médicaments (Aifa) ont décidé à titre de précaution l'interdiction immédiate d'utilisation des vaccins Aggripal, Fluad et Influpozzi, selon un communiqué du ministère italien.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Ces vaccins sont-ils disponibles sur le marché luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas, qu'à titre préventif, un arrêt de livraison et d'utilisation de ces vaccins s'impose également pour notre pays?

Question urgente 2374 (25.10.2012) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **vaccins antigrippe Novartis**:

L'Italie, mais aussi les autorités sanitaires suisses et autrichiennes viennent d'interdire l'importation et l'utilisation des vaccins antigrippe du groupe pharmaceutique Novartis respectivement viennent d'en stopper à titre préventif la livraison en raison d'impuretés constatées en Italie et suspectées de produire des effets secondaires non désirés voire d'être potentiellement dangereuses. Le Gouvernement allemand est en train d'examiner les préparations vaccinales en cause.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

1. S'il est au courant de la problématique?
2. S'il entend, comme ses confrères italien, autrichien et suisse, interdire préventivement la livraison et partant l'emploi des vaccins en cause?
3. Quelles sont, en tout état de cause, les mesures que le Ministre entend prendre en la matière?

Réponse (26.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je tiens à informer les honorables Députés que les vaccins antigrippaux de Novartis, dont l'utilisation vient d'être suspendue à titre préventif dans certains États, ne sont pas commercialisés au Luxembourg.

D'après mes services, lesdits vaccins n'ont d'ailleurs jamais été disponibles sur le marché luxembourgeois.



Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un